Digitized by the Internet Archive
in 2019 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuecolonialein1188unse

REVUE COLONIALE
INTERNATIONALE.

Sté d'ECONOMIE SOCIALE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
54, Rue de [illegible]

REVUE COLONIALE INTERNATIONALE.

(Fondée par l'Association Coloniale Néerlandaise à Amsterdam.)

DIRECTION:

le Dr. C. M. KAN,
Professeur à l'Université d'Amsterdam.

le Dr. P. A. VAN DER LITH,
Professeur à l'Université de Leide.

ET

le Dr. D. JOSEPHUS JITTA,
Avocat et Conseiller Communal à Amsterdam.

RÉDACTEUR DE LA BIBLIOGRAPHIE MENSUELLE:

le Dr. H. C. ROGGE,
Directeur de la Bibliothèque de l'Université à Amsterdam.

TOME I. 1885.

AMSTERDAM: J. H. DE BUSSY, 60 ROKIN.

THE GETTY CENTER
LIBRARY

SOMMAIRE.

Page.

Introduction. . . . . I–XVI

Imperial Federation, by Sir RICHARD TEMPLE 1

Deutsche Colonial Politik, von Dr. FRIEDR. FABRI 12

Les forces productives de l'Australasie Britannique, par M. E. LEVASSEUR, de l'Institut . . . . . 26. 123. 211.

Mr. Stanley's Congo-International, by Commr V. LOVETT CAMERON . . . 43

On Colonial Progress, by E. J. PAYNE, Esq. 97

Die politische Bedeutung des Islam in Niederl. Indiën, von Dr. A. SCHREIBER. 108

La Compagnie de la „Nouvelle Guinée", à Berlin 140

A naturalist's wanderings in the Eastern Archipelago, by *Henry O. Forbes*, F. R. G. S., etc. A review by EMIL METZGER 144

La Martinique en 1789—1790, par M. HURARD, député de la Martinique. 177. 262. 431

The Congo Free State, by V. LOVETT CAMERON 201

Le Nouvel Etat libre du Congo 232

English Colonies, current events. 238

Die Mestizen der Philippinen-Inseln, von Prof. F. BLUMENTRITT 253

The system of Opium-Culture in Bengal, by J. A. B. WISELIUS. . . 279. 360

The Sawu or Haawu Group with a sketch Map, by J. G. F. RIEDEL . . 303

L'Australie dans ses rapports avec la France et l'Allemagne, par CHARLES H. PEARSON, Membre de la Chambre Législative de Victoria 337

Eine vergessene holländische Colonie, von Dr. FRANZ RITTER VON LE MONNIER, K. K. Ministerial Vice-Secretär und General-Secretär der K. K. geographischen Gesellschaft in Wien. 345

Indo-Chine Française. Cochinchine—Cambodge—Annam et Tonkin, par LOUIS VIGNON 370

La Cartographie des Indes Orientales Néerlandaises, par F. DE BAS, Major d'Etat Major. 407

Page.

Zanzibar. Its Past, Present and Future, by V. Lovett Cameron 417

L'organisation des Kongsi à Bornéo, par le Prof. G. Schlegel. 448

Les Européens dans les Tropiques, par le Dr. A. Woeikof 466

Chronique Bibliographique Trimestrielle:

Section de Géographie et d'Ethnographie. Par le Dr. C. M. Kan. — I. Les Colonies néerlandaises depuis 1883 . . . . . 49. 151

Section du Gouvernement. Par le Dr. P. A. v. d. Lith 311

Les Colonies françaises, par P. Lemosof, attaché à la Société de géographie de Paris 399

West-Asien (seit 1883), von Dr. Franz Ritter von Le Monnier, K. K. Ministerial Vice-Secretär und General-Secretär der K. K. Geographischen Gesellschaft in Wien. — Section Géographie und Ethnographie 478

Notices:

Gouvernement. L'état du Congo. — Budget des colonies Indo-néerlandaises. — Budget colonial de la Néerlande. — Projet de loi sur les contributions des Indes Néerlandaises 64

— Justification des recettes et dépenses des Indes néerlandaises pendant l'année 1875. — Détention préventive des indigènes à Java. — Conversion de la possession communale en possession individuelle à Java. 159

— Données statistiques, tirées du rapport sur la colonie de Suriname de l'année 1885. — Données statistiques, tirées du rapport sur la colonie de Curaçao de l'année 1885. — Chiffres du budget pour les Indes orientales néerlandaises pour l'année 1886. — Projet de loi de M. v. Dedem 322

Commerce & Agriculture. La crise agricole dans les Indes néerlandaises. — Société Néerlandaise de Commerce. (Nederl. Handelmaatschappij). — Importation des tabacs de Sumatra dans les Pays-Bas 69

— Société Néerlandaise de Commerce (Nederl. Handelmaatschappij). — La Guyane Néerlandaise en 1884 160

Géographie et Ethnographie. Reise nach den Niederländisch-Westindischen Besitzungen. — Activité des volcans de Java. — Nouvelles de Krakatau. — Elévation d'une île au dessus du Rawa Pening. — Tremblements de terre. — La culture du getah pertja. — La maladie du sucre. — Encouragement des arts industriels des indigènes. — Archéologie de Java. — La mort de R. M. Adipati Tjondro Negoro. — Exploitation des mines de Banka par des coulies. — Exploration ethnographique de Suriname 72

— Détails supplémentaires sur la population de Suriname. — Exploration minéralogique d'Aruba. — Superficie et population des possessions néerlandaises dans le Grand Archipel. — Les expéditions australienne et néerlandaise dans la Nouvelle-Guinée 325

Generalversammlung des Westdeutschen Vereins für Colonisation und Export in Düsseldorf 165

Bibliographie mensuelle 79. 168. 247. 329. 410. 488

L. S.

Pour une grande partie, ce qui aurait pu être dit pour servir de préface à notre nouvelle revue, a déjà été exprimé dans les circulaires qui ont été publiées et qui se trouvent reproduites à la fin de cette introduction. (Page 7—12.) Les rédacteurs désirent seulement y ajouter les considérations suivantes.

Tout d'abord, il faut faire remarquer que l'Association Coloniale Néerlandaise (Ned. Koloniale Vereeniging), qui a pris l'initiative de la fondation de cette revue, a été créée dans des intentions tout autres que la plupart des associations analogues à l'étranger. Elle est née de l'Exposition d'Amsterdam en 1883, exposition fondée à l'origine sur une base internationale, et elle n'a aucunement pour but de prendre exclusivement à cœur les intérêts néerlandais dans les pays lointains, ou d'agrandir le territoire des colonies néerlandaises. Elle veut seulement conserver les bons résultats que cette exposition a produits, maintenir les relations établies à cette époque entre les représentants de la science coloniale, et donner un caractère permanent au vif intérêt pour les questions coloniales d'une portée générale, qui a été suscité temporairement par la discussion publique de ces questions pendant l'Exposition.

C'est pourquoi le Comité de cette Association, après avoir créé à force de peines et de dépenses un musée colonial[1]), n'a pas hésité à employer encore ses soins et ses capitaux à la fondation d'un premier organe international de la science coloniale, destiné à la discussion des diverses questions qui forment l'objet de cette science et des

[1]) La fondation de ce musée, qui doit se distinguer par son caractère international du musée colonial de Haarlem, a été retardée par la mort de S. A. R. le Prince Alexandre, qui y avait pris le plus vif intérêt, et par celle de M. le Dr. van Musschenbroek, qui avait été chargé de l'organisation et nommé directeur.

intérêts qui s'y rattachent, et qui pourrait compter sur l'appui et la coopération de beaucoup de nations.

La question des finances, si importante au début d'une œuvre, a été résolue avec une libéralité qui montre la profonde confiance du Comité dans les services que le nouvel organe pourra rendre et qui assure pour les premières années le sort de la Revue.

De cette manière, la Rédaction a pu s'occuper activement de procurer à la Revue, dans les pays étrangers, des collaborateurs scientifiques, et elle a pensé assurer cette collaboration en créant, d'accord avec le Comité de l'Association, les sections et les rubriques qui ont été décrites déjà dans les circulaires mentionnées plus haut. La Rédaction a cru pourtant qu'il était utile d'entrer à ce sujet dans les quelques détails explicatifs qui suivent:

— Pour ce qui est de la *section commerciale, industrielle et maritime*, il est certain qu'il ne faut pas s'attendre à voir les commerçants, les industriels, les planteurs et les armateurs, dévoiler dans notre revue leurs secrets professionnels, et la Rédaction ne se flatte aucunement de l'espoir de faire de la Revue, dans ce sens, un organe du commerce international.

D'un autre côté, il est impossible de contester que des considérations, tirées des intérêts et des besoins du commerce, de l'industrie et de la marine marchande, exercent la plus grande influence sur le mouvement colonial de notre époque. Le courant protectionniste qui se manifeste dans beaucoup d'états, le désir de donner à l'excès de production de l'industrie nationale des débouchés dans les pays lointains, sont des circonstances caractéristiques de notre temps, qui méritent au plus haut degré d'attirer l'attention et qui ouvrent à l'économie politique coloniale de nouveaux horizons. Aussi la Rédaction s'empressera-t-elle d'accueillir dans la Revue des études relatives, par exemple, aux résultats du système de droits différentiels et des autres mesures de protection; aux effets des subsides accordés à des lignes régulières de navigation à vapeur; au développement des moyens de transport dans les colonies, et particulièrement à la construction et à l'exploitation des chemins de fer; à la question de l'émigration et à celle des forces ouvrières dans les colonies, qui s'y rattache intimement et qui est si importante pour l'agriculture, l'industrie coloniale, les mines, etc. Dans les principes du droit des gens colonial, dont la base a été posée par la dernière Conférence de Berlin, le commerce international occupe une large place; la liberté des transactions et le droit de fonder des établissements de

commerce dans les colonies d'une autre nation, les règlements pour la navigation des fleuves et des canaux d'un intérêt international, sont des questions qui, pour bien des points, attendent encore une solution qui pourra être préparée par des travaux consciencieux dans notre revue.

Sur le terrain pratique, on pourra arriver à de bons résultats par des statistiques, des tableaux comparatifs, et d'autres données intéressantes empruntées aux pièces officielles des administrations coloniales, aux rapports consulaires, etc. Déjà, sous ce rapport, la Rédaction a obtenu des promesses de concours qu'elle apprécie au plus haut point, par exemple, du Gouvernement de l'état du Congo, avec l'autorisation bienveillante de Sa Majesté le Roi des Belges, de plusieurs agents coloniaux en Angleterre pour les départements qu'ils dirigent, des chefs de bureaux ministériels ou d'instituts statistiques dans d'autres états, et l'on peut espérer que les pays, dans lesquels le mouvement colonial ne s'est développé que depuis peu de temps, prendront surtout à cœur de soutenir et de favoriser, sous ce rapport, les travaux de la Revue.

— Quant à la deuxième section — *Gouvernement des colonies* — la Rédaction n'hésite pas un instant à déclarer qu'elle forme la raison d'être principale de la Revue. Depuis longtemps on avait formé, dans notre pays, le plan de créer un organe pour la discussion des questions qui se rattachent à cet ordre d'idées, et cette section seule suffirait pour motiver la création d'une revue internationale.

En effet, il est aisé de comprendre pourquoi l'étude comparative des divers rapports existant entre les colonies et leurs mère-patries, la discussion des questions multiples relatives à l'administration coloniale, au droit colonial et aux pouvoirs coloniaux, ont besoin d'un organe international pour pouvoir être faites avec fruit. Le choc des opinions des hommes spéciaux, surtout s'ils appartiennent à des nations d'un caractère tout différent, doit conduire plus promptement à faire voir clairement toutes les faces des questions et permettre de comparer entre eux les résultats de l'expérience acquise. Les questions de droit international sur le terrain des colonies, questions qui, dans le chaos actuel des intérêts opposés coloniaux et mercantiles, doivent se produire plus souvent qu'auparavant, peuvent, après avoir été pour ainsi dire préparées dans la Revue, être résolues plus facilement dans d'autres milieux; de même que l'Institut de droit international, dans son excellent organe, a pu élucider des questions générales de droit international de telle sorte qu'elles sont devenues mûres pour une décision.

Enfin, la discussion des questions de politique coloniale et des

systèmes coloniaux dans un organe international, c'est à dire en face de toutes les nations civilisées des deux mondes, sera pour bien des gouvernements un stimulant plus fort que l'opinion publique dans la mère-patrie seule.

— La *Section géographique et ethnographique* aura certes, plus que les autres, besoin d'établir sa raison d'être, en présence de la masse des revues géographiques que la presse s'évertue à faire paraître parmi toutes les nations, colonisatrices ou non.

D'un autre côté, il est difficile de concevoir une revue internationale coloniale sans une section de géographie et d'éthnographie, de même que l'Exposition coloniale d'Amsterdam n'aurait pu se passer d'une pareille section. Du reste, la Rédaction pourra prouver facilement que la Revue peut et doit même différer essentiellement des revues géographiques ordinaires. En effet, le champ d'action de cette science, la plus large de toutes, se trouve ici heureusement resserré dans certaines limites, et la tâche de combiner tant de matériaux divers sera confiée à un plus grand nombre de personnes, s'occupant chacune d'un terrain spécial. De plus, les sujets qu'il s'agit avant tout de mettre en lumière sont ici tout autres que dans les écrits scientifiques spéciaux relatifs à l'éthnographie et à la géographie, et enfin, le public, qui porte intérêt à une revue coloniale, est tout autre que celui qui lit les écrits spéciaux en question. Il semble aussi que c'est ici le lieu de faire remarquer que la Revue, tant dans les autres sections que dans celle-ci, n'est pas exclusivement destinée à servir la science coloniale, mais tout aussi bien les intérêts pratiques coloniaux.

Nous terminons ici le développement du contenu et des subdivisions de la Revue.

Le nombre et la haute position des collaborateurs de la Revue prouve que la Rédaction ne s'est pas trompée dans l'établissement de son plan général et dans ses prévisions qu'elle pourrait s'assurer, de cette manière, un concours actif à l'étranger. Le fait que beaucoup de ces collaborateurs sont déjà attachés à la rédaction de revues existantes, peut prouver aussi qu'ils n'ont pas considéré la nouvelle revue comme une chose superflue, ou contraire aux intérêts des écrits scientifiques confiés à leur soins.

Qu'il nous soit permis ensuite d'exposer en quelques mots la manière dont pourra se faire la collaboration que nous attendons de l'étranger. La Rédaction a pensé que son opinion à ce sujet serait mise en lumière par la première livraison de la Revue et par son

contenu, mieux que par un grand nombre de circulaires. De plus, la première livraison, en paraissant, montre que la création de la Revue est un fait accompli, et l'on a cru pouvoir, de la même manière, répondre aux remarques et aux objections de ceux qui ont fait dépendre leur collaboration du fond et de la forme des premières livraisons. La Rédaction néerlandaise a donné l'exemple par la publication de notices et d'une bibliographie trimestrielle, elle désirerait recevoir des collaborateurs étrangers des travaux analogues relatifs aux Colonies et aux Possessions lointaines de leurs pays. Il est aisé de voir, par l'exemple donné, qu'un travail complet, embrassant toutes les colonies, exige le concours d'un grand nombre de collaborateurs sérieux, qui d'ailleurs, dans leurs idées, l'expression de leurs opinions, et le choix des sujets qu'ils considéreront comme importants, jouiront d'une liberté absolue. La Rédaction se permet seulement de n'accepter de responsabilité que pour ce qui porte sa signature, comme telle.

Quant à la bibliographie mensuelle, il va de soi que le soin de la publier sera concentré entre les mains d'un petit nombre de personnes, sous l'influence immédiate de la Rédaction. Il sera nécessaire pour cela d'employer des forces techniques spéciales, et l'on fera appel à quelques savants, versés dans la bibliographie. De plus, la liste des écrits, auxquels on a emprunté l'énoncé des titres, à été soumise à des hommes compétents dans les principaux pays de l'Europe, afin qu'aucun ouvrage de quelque importance ne fût omis. La Rédaction recommande instamment l'examen de cette bibliographie à tous les lecteurs de la Revue et à tous les juges compétents, et sera heureuse de recevoir toutes les amplifications qu'ils jugeront utiles. Elle tient à honneur de rendre cette bibliographie aussi complète que possible et y vouera ses meilleurs soins.

Pour finir, la Rédaction désire faire encore une remarque.

L'appui constant des forces techniques coloniales de toutes les nations est nécessaire à la Revue pour qu'elle puisse remplir le but qu'elle se propose. Si, contrairement à notre attente et à notre espoir, cet appui ne se réalisait pas ou venait à manquer à l'avenir, ni l'Association Coloniale Néerlandaise, ni la Rédaction, ne prolongeraient artificiellement, pour la Revue, une existence languissante. Mais si, comme nous l'espérons avec confiance, l'idée de sa création prouvait de plus en plus son fondement rationnel, sa portée pourrait être élargie et elle pourrait recevoir promptement une grande extension. Ainsi qu'il a été dit dans la circulaire de Mars 1884, il sera nécessaire à l'avenir que plusieurs nations soient représentées dans la Rédaction.

Les séances de la Rédaction et la discussion des intérêts de la Revue pourront donner naissance à des congrès coloniaux, mûrement préparés, dont l'utilité ne pourra être mise en doute et dont les résolutions ne pourront être négligées par les gouvernements intelligents et amis du progrès.

Terminons par un témoignage de notre profonde reconnaissance à nos correspondants de l'étranger, pour l'intérêt qu'ils ont bien voulu prendre à nos travaux et le puissant concours qu'ils nous ont donné.

Amsterdam, le 1 Juillet 1885.

C. M. Kan.
P. A. van der Lith.
D. Josephus Jitta.

Amsterdam, Mars 1884.

M. M.

L'Exposition Internationale et Coloniale d'Amsterdam en 1883 a eu incontestablement ces avantages:

1° Différentes colonies et contrées d'outre-mer, peu connues jusqu'ici, ont été plus en état de faire connaître leurs produits et de mettre au jour des particularités détaillées et exactes de leurs ressources actuelles.

2° Quelques états ont tâché de nous donner une idée du développement des qualités intellectuelles des indigènes et des colons de leurs colonies, afin de pouvoir tirer un parallèle entre leur système colonial et celui d'autres puissances.

3° La publication de différents ouvrages excellents sur les colonies et les contrées d'outre-mer.

4° Le congrès de spécialistes, s'occupant des colonies et de leur hygiène, dans le but d'en discuter les questions capitales.

5° Le réveil de l'attention du public pour tout ce qui concerne ces lointains parages.

En présence de ces résultats, on s'est demandé comment ils garderaient leur stabilité et l'intérêt qu'ils venaient de faire naître.

C'est à la suite de ces circonstances que nous avons vu se fonder déjà en 1883 „*la Société Coloniale Néerlandaise*" (Nederlandsche Koloniale Vereeniging).

Elle s'est proposée d'abord, par la création d'un Musée International

Colonial, de réunir plusieurs objets qui ont été exposés et d'augmenter à fur et à mesure la collection obtenue.

En second lieu, elle a en vue la fondation d'une *Revue Coloniale* et *Internationale,* dans laquelle les intéressés de toutes les nations pourraient librement discuter les questions, ayant rapport aux colonies, ou recueillir dans un organe spécial les détails les plus récents, relatifs aux colonies et aux pays d'outre-mer.

Lorsque les soussignés furent invités, par la Direction de la Société Coloniale, à se charger de la Rédaction de la Revue, ils crurent devoir s'assurer avant tout si l'idée de cette création trouverait un appui à l'Etranger. Car cette Revue, quoique publiée d'abord dans les Pays-Bas, siége de la Société Coloniale, aurait avant tout un caractère international et la Rédaction devrait pouvoir compter sur la coopération bienveillante de toutes les nations, s'intéressant à la science coloniale ou ayant un intérêt quelconque à connaître ces régions d'une manière plus pratique.

Pour ces motifs, les soussignés ne constituent qu'une rédaction provisoire et ils recommandent leur idée à votre considération sérieuse. Si ce projet emporte l'approbation de plusieurs personnes à même de coopérer à la publication, la Rédaction sera augmentée et un conseil international de rédaction sera constitué.

Les soussignés ont cru devoir formuler provisoirement leurs idées sur le contenu et l'organisation de la Revue comme suit:

La Revue Internationale Coloniale paraîtra au commencement tous les trois mois et sera divisée en trois sections:

Le Commerce Colonial et l'Industrie.

Le Gouvernement des Colonies.

La Géographie et l'Ethnographie Coloniales.

La section du *commerce* etc. contiendra les résumés des rapports consulaires et des chambres de commerce ou des associations commerciales; des communications sur les diverses cultures tropicales en rapport avec les décrets des gouvernements, applicables à ce sujet; des indications sur l'emploi et la culture des produits nouveaux; la situation des récoltes; des aperçus relativement à la navigation, à l'émigration, aux nouvelles voies créées vers les régions tropicales, ainsi que des rapports relatifs aux fabriques, à l'industrie etc., aux établissements qu'on trouve aux pays tropicaux et à ceux qui s'y occupent spécialement d'écouler les produits d'origine tropicale ou destinés aux zones torrides.

Dans la section „*Gouvernement des Colonies*" une place sera réservée pour les notices et comptes-rendus traitant les relations entre la mère-patrie et les colonies; le gouvernement dans les colonies et les pos-

sessions; l'administration coloniale et les questions de droit colonial. On y annoncera et on y discutera autant que possible les ouvrages récents sur le gouvernement et l'histoire des colonies et on publiera les comptes-rendus des publications officielles (blue books, rapports coloniaux etc.) En même temps, on donnera un aperçu des débats touchant à des sujets d'intérêt colonial, qui auront lieu dans les Parlements et dans les Corps législatifs. On fera mention des principales lois se rapportant aux colonies et on les discutera, s'il y a lieu, toutefois sans aucun esprit de parti.

La section: „*Géographie et Ethnographie*" contiendra: la revue des nouvelles publications relativement à la littérature coloniale géographique et cartographique et les relations des voyages aux pays inconnus ou les descriptions des contrées peu explorées. A l'égard de ces relations, les intérêts du commerce et de l'industrie et ceux de la science seront également pris en considération.

En général, on donnera de préférence des renseignements concernant la situation du sol, sa disposition minéralogique et géologique et les voies de communication; le climat et son influence particulière sur la vie et le labeur de l'indigène et du colon; le régne végétal et animal et sa signification pour l'indigène et le commerce européen; la population, en ce qui concerne la densité, ses moyens d'existence, ses besoins quant à la nourriture, le vêtement, les meubles, etc.

La Revue, étant essentiellement intercoloniale, paraîtra en langue française et en langue anglaise; cependant plus tard elle sera publiée non seulement en Hollande, mais également en Allemagne, en France et en Angleterre. La Rédaction fera faire une traduction exacte des articles rédigés dans une autre langue que celles que nous venons de désigner.

Le caractère international de la Revue donne donc la certitude que les opinions de toutes les puissances coloniales et de toutes les nations, s'intéressant à la science coloniale, y seront réprésentées.

C'est en même temps une garantie que les questions importantes du domaine varié de cette science pourront être considérées sous un point de vue vaste et international.

Mais les soussignés voient encore un autre avantage dans la coopération des différentes nations.

Ils croient notamment que les séances de la rédaction internationale, qui conduiront à la création de conférences pour l'organisation et les intérêts de la Revue, et plus tard pour les questions discutées dans la Revue, finiront par donner le jour à des congrès, pareils à ceux qui ont été tenus à Amsterdam en 1883.

De cette manière on confirmerait encore un des résultats de l'Exposition d'Amsterdam.

A ce titre, les soussignés se permettent de vous engager instamment à bien vouloir leur communiquer vos idées relativement à la fondation d'une pareille Revue et à leur promettre votre coopération, si leur démarche emporte votre approbation.

Il est entendu que nous ne demandons provisoirement que votre collaboration à la Revue, sans que vous vous engagiez à prendre part aux travaux de la Rédaction, qui sera réglée plus tard.

Veuillez nous obliger par une prompte réponse et agréer, Monsieur, l'assurance de nos sentiments distingués.

Dr. P. A. van der Lith,
Professeur à l'université de Leide.
Dr. C. M. Kan,
Professeur à l'université d'Amsterdam.

Avec l'autorisation de la Direction de la Société Coloniale Néerlandaise sous le Haut patronage de S. A. R. le Prince Alexandre des Pays-Bas, Prince d'Orange.

I. R. Wuste, *President.*
M. J. Waller, *Trésorier.*
Dr. L. Serrurier.
M. P. Pels.
W. F. Versteeg. *Secrétaire.*

Circulaire B.

Amsterdam / Leide, Mars 1885.

Comme suite aux communications que vous nous avons faites dans la circulaire de Mars 1884, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance:

Que la publication de la première livraison de la

REVUE COLONIALE INTERNATIONALE

est définitivement fixée au 1 Juillet 1885;

Que le contenu a été arrêté par la Rédaction comme il est détaillé ci-dessous;

Que l'édition aura lieu provisoirement par livraisons mensuelles de 4 feuilles in 8°.;

Que les articles peuvent être écrits en français, en allemand, en anglais ou en hollandais; s'ils sont rédigés dans une autre langue, ils seront traduits, par les soins de la Rédaction, dans une de ces langues au choix de l'auteur, mais à ses frais;

Que les honoraires pour tout article original ainsi que pour toute carte originale sont fixés à 120 francs (60 florins) la feuille.

Que, en dehors des Pays-Bas, ont bien voulu témoigner de leur sympathie ou promettre une coopération efficace MM:

(*Voir la liste des collaborateurs*).

Que la Rédaction prie instamment tous ceux qui ont l'intention de se présenter comme collaborateurs de la Revue de bien vouloir l'en prévenir avant le mois de Juin.

Enfin, que les articles, destinés à la Revue, qu'on attend dans le plus bref délai, peuvent être envoyés à l'adresse d'un des soussignés:

Dr. C. M. Kan,
Professeur à l'Université d'Amsterdam.

Dr. P. A. van der Lith,
Professeur à l'Université de Leide.

Conformément à l'énoncé du contenu de la Revue Coloniale Internationale dans la circulaire du mois de Mars 1884, la Rédaction se propose d'y créer les rubriques suivantes:

1°. Pour des *articles de grandes proportions,* contenant des études suivies ou des dissertations sur les faits et les problèmes concernant le commerce colonial, le gouvernement et le droit colonial, l'ethnographie et la géographie des colonies et des pays d'outre-mer. Sous cette rubrique la critique détaillée et raisonnée des publications les plus importantes du domaine d'une de ces sections trouvera aussi place.

2°. Pour des *notes et des notices,* contenant de courtes communications sans amples considérations sur les faits et les évènements remarquables, ainsi que les nouvelles données statistiques.

3°. Pour la *bibliographie coloniale,* contenant des résumés ou de courtes analyses *trimestrielles* de tout ce qui a paru de remarquable dans le domaine de la littérature coloniale, et des revues *mensuelles* de cette litterature, se bornant à la simple énumération des ouvrages parus.

C'est pour cette rubrique plus spécialement que la Rédaction prie les différentes spécialités coloniales de lui fournir des données, qui pour les colonies néerlandaises seront fournies par la Rédaction elle-même.

Quant aux pays d'outre-mer, en dehors des colonies proprement dites, on se bornera à l'Asie orientale et occidentale, à l'Afrique et à l'Amérique méridionale.

Plus que cela n'a lieu d'ordinaire dans les revues purement géographiques et scientifiques, on attachera un soin particulier aux descriptions qui touchent aux intérêts pratiques, spécialement à ceux du commerce et de l'industrie. Des comparaisons entre les colonies au moyen de tableaux synoptiques courts et très clairs ou de représentations graphiques, trouveront dans la Revue une place importante.

Outre les cartes originales on admettra volontiers des esquisses géologiques et minéralogiques; des cartes, tableaux ou dessins représentant les cultures coloniales, les voies de communications, les altérations du terrain, la vie et les besoins de l'indigène ou du colon sous un rapport quelconque.

LISTE DES COLLABORATEURS.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE-HONGRIE.

M. M. le Dr. R. Andree, *Directeur de l'Institut géographique de Velhagen et Klasing.*

Le Prof. Dr. A. Bastian.

Le Prof. F. Blumentritt.

Le Dr. Fr. Fabri.

F. Kanitz.

Le Prof. Dr. A. Kirchhoff.

Le Dr. Rudolph Kleinpaul.

Le Dr. A. Lehmann, *Professeur de géographie à l'Académie Royale de Munster.*

Le Dr. en Phil. M. Lindeman, *Rédacteur du Journal »Deutsche Geographische Blätter".*

Le Dr. Fr. Ritter von Le Monnier, *Vice-Secrétaire ministériel, secrétaire général de la Société I. et R. de Géographie, Vienne.*

Le Prof. Dr. Phillip Paulitschke.

Le Dr. Pechuël-Loesche.

Le Prof. Dr. J. J. Rein, *de l'Université de Bonn.*

Fritz Robert, *Rapporteur officiel aux Expositions de Paris* 1878 *et d'Amsterdam* 1883.

Le Dr. Karl Ritter von Scherzer, *Conseiller de Ministère, Consul-Général d'Autriche-Hongrie à Gênes.*

Le Dr. A. Schreiber, *Inspecteur des missions.*

Fr. X. Ritter von Neumann Spallart, *Conseiller aulique I. et R., professeur à l'Université, membre de la Commission Centrale I. et R. de statistique, Vienne.*

Le Prof. Dr. C. Zehden.

ANGLETERRE.

Sir George Birdwood K. B., C. S. I., M. D.

Comm^r. Verney Lovett Cameron R. N., C. B.

Sir G. Campbell K. C. S. I., M. P., D. C. L.

Jos. G. Colmer, Esq. *Secretary to the office of the High Commissioner for Canada.*

Henry O. Forbes, Esq.

Ch. E. Fryer, Esq. *Editor of the "Colonies and India".*

G. V. S. Fitz Gerald, Esq. *Political Agent of the Secretary of State for India.*

B. Daydon Jackson, Esq. *Secretary of the Linnean Society.*

J. Scott Keltie, Esq. *Librarian of the R. G. S.*

Cl. R. Markham, C. B. *Secretary of the R. G. S.*

Capt. Charles Mills C. M. G. *Agent to the Cape of Good Hope.*

E. J. Payne Esq, *fellow of University College, Oxford.*

Charles H. Pearson, Esq. *Member of the Legislative Assembly of Victoria.*

J. R. Royle Esq.

R Murray Smith Esq., C. M. G. *Agent-General for Victoria.*

Sir Richard Temple. B^t. G. C. S. I., C. I. E.

H. A. Webster, Esq. *Honorary Editor of the Scottish Geographical Magazine.*

Fred. Young. I. P., D. L., *Honorary Secretary of the Royal Colonial Institute.*

BELGIQUE.

M. M. Emile de Harven.

Le Colonel Wauwermans, *Président de la Société de Géographie d'Anvers.*

ESPAGNE.

M. Alfred Escobar, *Député, Directeur de La Epoca à Madrid.*

FRANCE.

S. A. le Prince Roland Bonaparte.

M. M. X. Brau de Saint-Pol-Lias.

Désiré Charnay, *archéologue et voyageur scientifique.*

Louis Coblyn.

Le Marquis de Croizier, *Président de la Société Académique Indo-Chinoise.*

J. Dutreuil des Rhins.

Félix Faure, *Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Marine et des Colonies, Député.*

Gustave Franconie, *Député de la Guyane Française.*

Alfred Gasconi, *Député du Sénégal, à Paris.*

G. Gerville Réache, *Député de la Guadeloupe, Avocat à la Cour d'appel de Paris.*

Le Dr. J. Harmand, *Consul-Général de France.*

M. Hurard, *Député de la Martinique.*

M. M. Paul Leroy-Beaulieu *de l'Institut.*

Le Prof. E. Levasseur *de l'Institut.*

V. A. Maltebrun.

Le Cte G. H. J. Meyners d'Estrey, *Directeur des »Annales de l'Extrême Orient".*

E. Michaux, *Sénateur.*

Le Prof. A. de Quatrefages de Bréau, *Membre de l'Institut, professeur au Museum.*

Maurice Rouvier, *Député de Marseille, Ancien Ministre du Commerce.*

Ch. E. de Ujfalvy.

Louis Vignon, *Consul de France, Ancien Chef du Cabinet du Ministre du Commerce.*

ITALIE.

M. M. le Prof. A. Brunialti, *Député au Parlement Italien, professeur à l'Université de Turin.*

Le Prof. Guido Cora, *Président de la Société de Géographie et d'Ethnographie à Turin, Directeur du »Cosmos".*

Le Prof. E. H. Giglioli, *Professeur ordinaire à l'Institut royal des Hautes Etudes, Directeur du Musée Zoölogique, Vice-Président de la Société d'Anthropologie et d'Ethnologie d'Italie, à Florence.*

Le Prof. J. Dalla Vedova, *Secrétaire général de la Société Italienne de Géographie, professeur à l'Université de Rome.*

PAYS-BAS.

M. M. P. J. B. C. Robidé van der Aa.

Le Prof. Dr. T. M. C. Asser, *Conseiller du Ministère des affaires étrangères.*

F. de Bas, *Capitaine de l'Etat-major.*

H. J. Bool, *Ancien Directeur des Finances aux Indes Orientales Néerlandaises.*

Le Baron Dr. W. K. van Dedem, *Député.*

le Dr. F. A. C. Dumontier.

Le Dr. J. J. van Gennep, *Député.*

K. W. van Gorkom, *Ancien Inspecteur des cultures aux Indes.*

Le Prof. Dr. G. A. van Hamel, *Professeur à la faculté de droit de l'Université d'Amsterdam.*

M. M. Le Prof. Dr. J. J. de Hollander.

Le Dr. F. A. Jentink. *Directeur du Musée d'histoire naturelle de Leide.*

Le Dr. H. F. C. ten Kate.

Le Prof. Dr. H. Kern.

C. E. van Kesteren, *Directeur de la Revue »de Indische Gids".*

Dr. F. J. Van Leent, *Médecin en Chef de 1e cl. de la Marine, ancien Chef du Service médical de la Marine aux Indes Néerlandaises.*

Le Prof. Dr. J. de Louter.

H. S. J. Maas, *Consul des Pays-Bas à Londres.*

Le Prof. Dr. K. Martin.

J. C. Bernelot Moens, *Ancien Directeur de la culture du quinquina à Java.*

J. G. Plate, *Ancien membre de la chambre de commerce à Samarang.*

Le Dr. N. G. Pierson, *Président de la Banque Nationale.*

J. D. Fransen van de Putte, *ancien Ministre des Colonies.*

J. F. G. Riedel.

Le Prof. Dr. G. Schlegel, *Ancien Directeur de la Société des arts et sciences à Batavia.*

G. H. van Soest.

Le Jonkheer Dr. J. K. W. Quarles van Ufford, *Ancien Référendaire, Chef de Division au Ministère des Colonies.*

Le Prof. Dr. P. J. Veth, *Président d'honneur de la Société Néerlandaise de Géographie à Amsterdam.*

W. F. Versteeg, *Président de la Société Néerlandaise de Géographie à Amsterdam.*

Le Prof. Dr. G. A. Wilken.

Le Jonkheer Dr. H. van der Wijck, *Secrétaire-Général du Ministère des Colonies.*

Le Dr. Th. Ch. L. Wijnmalen, *Rédacteur de la Revue »de Indische Gids", Secrétaire de l'Institut royal des Indes Néerlandaises de la Haye.*

RUSSIE.

M. le Prof. Dr. A. Woeikof, *Président de la Commission météorologique de la Société de Géographie à St. Petersbourg.*

IMPERIAL FEDERATION.

by SIR RICHARD TEMPLE. BART. G. C. S. I.

Imperial federation, what does it mean? That is our present question.

This question, though very extensive, is nevertheless more limited than might at first sight be supposed. Outside the United Kingdom the British Empire may be conveniently divided into two component parts, namely first that which consists of possessions such as British India, and Crown Colonies, as Ceylon, Guiana and others; second, that which consists of Colonies which have a responsible administration, and which may be styled, in general terms, self governing or autonomous.

Now, to the first category our question does not apply. These wonderful possessions containing a considerable portion of the human races, are not, and cannot be, federated with the United Kingdom in any strict sense of the term federation. They are defended by the central power in London, their external relations, and their internal administration are all ultimately regulated by the same power. Though gradually trained to bear responsibility in local administration, they are not self-governing. Though subordinate actually to the United Kingdom, the most important of them pay nothing whatever in the shape of tribute. On the other hand they bear their own charges and cost the imperial treasury nothing. There may be some exceptions, but such is the main rule.

But our question is applicable to the second category which includes the self-government colonies, possessing a constitution sanctioned by the imperial legislature. These are Canada, Australia, New Zealand, Cape of Good Hope, Natal, and some others. The list even thus limited is a goodly one, for these colonies, though in their early youth nationally, are growing fast in population, in agriculture, in trade, in wealth, in social culture. The total number

of their people, about eight millions, is already considerable, though very scanty in comparison to their area amounting to about seven millions of square miles. In these vast territories, after due abatement for uncultivable ground, there are immense tracts suitable for European habitation. It may be roughly computed that within a measurable time, say two or three centuries, these territories might contain two hundred millions of souls.

I repeat, then, what does imperial federation imply in reference to these self-governing Colonies?

All patriotic Englishmen approach this subject with a sentiment of the warmest sympathy. They remember that towards the close of the last century England possessed in North-America a group of colonies finer even than anything now to be seen. Those she lost through errors which, viewed in the light of present days, are clearly perceptible. Subsequently by the sedulous avoidance of those errors, she has established a fresh colonial empire, which if it shall happily be held together long enough, will equal or transcend the empire which was lost in North America. For vast as are the actual and possible proportions of the United States, they are exceeded by those of Canada, Australia and Southern Africa in combination.

The relations between these three groups of Colonies and the mother country, though strong are yet loose. They are in some respects definite and in other respects indefinite. The definiteness relates to the power of selfgovernment which the colonies possess, this power is very definite indeed. The indefiniteness relates to the power of the mother country to control, a power which even if it exists legally, is practically never exercised. The mother country will arrogate nothing to itself in respect to the colonies, and will endeavour to preserve the connexion between the Anglo Saxons at home and abroad in the most brotherly status. Nevertheless as the colonies grow larger and larger relatively to the mother country, the adjustment of these relations will become more and more important, — under certain circumstances it might even become urgent. At present the total colonial population in proportion to the population of the United Kingdom is less than 1 to 4. Ere long it will be in the proportion of 1 to 3. In a generation or two it may perhaps be 1 to 2. As this proportion increases, — and such increase must be anticipated with pleasure by all patriotic men — the international relations between parent and offspring must undergo some re-adjustment. This necessary change will be delicate as well as difficult. Certainly it will be of mo-

mentous consequence to the future of the Anglo Saxon race throughout the world. It may involve complex and comprehensive arrangements which will be conducted happily and concluded successfully only if both of the high contracting parties shall have a wise disposition and a well-informed mind. It is therefore essential that public opinion on both sides should undergo a long preparation beforehand. Such a preparation consists in a diligent study of the circumstances affecting a colonial empire which, though homogeneous in its elements, does yet consist of parts widely scattered and differently circumstanced. Hence thoughtful men must hail those movements which are meant to discuss this great problem, so that we may all undergo a process of self-education. At present, however, such movements do not advance beyond the stage of preparation. The discussion though quite practical and in no sense academic, does not arrive at suggestions to which any immediate effect could to be given. It is universally seen that something sooner or later (more probably later) will have to be done. But what that something should precisely be, no man can say. Nevertheless the time for doing it, may come more suddenly than we think and at all events cannot be indefinitely postponed. Unless forethought be exercised, the wrong thing may be attempted, in matters where a mistake would be fatal. Meanwhile we have time still at our disposal for considering. And an examination of current suggestions or of possible proposals will show that the matter, though demanding discussion, is not ripe for decision nor ready for settlement.

These suggestions or proposals seem naturally to group themselves under three heads.

I. Participation by the colonies in the general defence of the empire on the condition that they have a voice in determining the imperial policy

II. Union between the mother country and the colonies in respect of the tariff as affecting both fiscal and commercial arrangements.

III. Representation of the colonies in the imperial councils, either by including colonial members in the legislature of the United Kingdom, or by establishing a central assembly to consist of delegates from the several parts of the empire.

Many suggestions in detail have been made, but it will probably be found that they all fall under one or other of these main divisions. Now it will presently be seen that these questions, though looming nearer and nearer in the future, are not within the reach

of immediate or even early action. They are not indeed outside the region of practical politics, for they relate to matters in which action may some day have to be taken. But the situation is such that no measure could at this moment be devised to give effect to the principles which they involve,

Let us briefly examine each one of the three heads.

I. Participation by the colonies in the general defence of the empire on the condition that they have a voice in determining the imperial policy.

The defence of Canada, Australia, and Southern Africa, in event of the British empire being engaged in war, has always demanded the anxious forethought of British statesmen. This consideration, too, has of late become more urgent than ever, by reason of the expansion of several European Powers in several quarters of the world. Some Powers are founding what may be termed a colonial system. Other Powers are acquiring fresh possessions or developing old possessions. Such acquisitions will bring these Powers into closer proximity than before, or even into actual contact with, the British Colonies. This process, which is likely to be promoted rather than retarded by the course of events, will aggravate the dangers to which the British empire is, from the nature of things, exposed. But from a British point of view there is gain as well as loss. For, in event of war these Powers will have vulnerable points in their scattered possessions, on any or all of which England might, if unhappily a belligerent, strike vey effective blows. And it was recently remarked by one of the organs of European opinion that no power could now pursue a line of colonial ambition without having a good understanding with England. Still it is incumbent on England as being the first of all colonial powers in the world, to recognise the defensive obligations which this grand position must impose on her.

Now it is manifest at the outset that the colonies are by no means backward in such recognition, for they have taken, or are taking, measures for their own defence. For instance the military arrangements of the Canadian Dominion are on a very considerable scale. The forces of Canada on her peace establishment bear a goodly proportion to her population. She has not as yet done much for the organisation of a local navy; but she could do this if necessary, in a short time, as her maritime resources are large. Australia has already established a local navy; and she has recently afforded signal proof of the readiness with which her military means can be brought into action. It is therefore certain that in

event of war the colonies will in self defence evince all the energy and capacity of their Anglo-Saxon race. Such a contingency would indeed produce a salutary effect on public opinion throughout the world, as proving, so to speak, the warlike potentiality of the British colonies. But the colonies will do more than this. They will, ex proprio motu, furnish military assistance to the mother country for war in regions not in contact with, or in proximity to, the colonial possessions. If the mother country were to be at all pressed by any combination of enemies, she might rely on all the aid which her colonies could possibly spare. On the other hand it is manifest that the mother country would do her very utmost to defend and protect her colonies as her own limbs and as parts of her body politic. This mutual sympathy between the mother country and her colonies in the presence of common danger will prove to be a factor in the politics of the world.

All this does, no doubt, amount to much, very much. Still it evidently falls short of an imperial arrangement whereby the mother country and the colonies would particitate in the general defence, according to some fixed proportion, say the proportion of their respective populations or some other proportion which might be devised. Such an arrangement too, must have its corollary. For in that case the colonies must have a share proportionably in deter mining the imperial policy out of which the occasion for defence, that is actual war, would arise. Now let any one, who is acquainted with colonial opinion, say whether the colonies are at all prepared for any such arrangement as yet? Surely they are not. It is one thing to prepare for self-defence, to have locally a defensive organisation, to offer according to means and opportunity some military assistance to the mother country. It is quite another thing to accept a share in so arduous, and possibly so burdensome, an affair as the general defence of the British empire. If asked, the colonies would say at once that they could not undertake a share in such an enterprise, that the responsibility with its concomitant burdens would be too much for them, that they were nationally still in their youth, that they would maintain their own ground for themselves and for the empire, that they hoped to be able from time to time to contribute something towards imperial war, that they could not define such contribution as a matter of obligation, that they must continue mainly to rely on the external support of the mother country towards which they felt a filial attachment. Nor would their objection to undertaking such a share be mitigated by the prospect of having a voice in imperial questions of war and

peace. Such a participation in imperial power would hardly be regarded by them as a compensative advantage. They take indeed a brotherly interest in all the contests waged by the Anglo Saxon race anywhere, and in all the dangers that may menace that wide-spread nationality. They watch with keenly observant eyes the progess of political events in Europe, and the changes which such events may produce in Asia and Africa. But they would leave the action of England in these affairs to be decided by herself alone, and they do not care to give her any responsible advice on these grave subjects. She must be solely answerable for the action taken, and for the consequences resulting therefrom to the empire of which she is the head. In plain language it comes to this that at present the colonies would not engage to bear any fixed share in the burden of imperial defence, and would not care to have a voice in the imperial policy out of which the necessity for such defence might arise. Such apparently is the present situation, though it may soon change as the colonies grow and as imperial events unfold themselves. And ultimately it must change when the relative size of the mother country and of the colonies shall become very different to what it now is.

We next come to :

II. Union between the mother country and the colonies in respect to the tariff as affecting both fiscal and commercial arrangements.

In this respect there probably is not any one fixed idea in the minds of those who make suggestions of this nature. There seem to be several ideas which tend however in the same direction. The general tenour appears to be this that the British empire can produce food enough for its vast population composed of many races of mankind, and can with the products, natural and artificial, of its numerous regions provide for all the complex needs of that population. Why not then have a great tariff league, whereby the United Kingdom would admit duty free all articles — mainly food and certain other raw materials — from the colonies and the imperial possessions, excluding by tariff similar articles from other countries ; and whereby on the other hand the colonies would admit duty free the manufactures of the United Kingdom, excluding by tariff similar articles from other countries. Thus there would be a self-sufficing and a self-sustaining empire, deriving its prosperity from itself alone, and so independent as to do without commercial intercourse with other nations. Logically and consistently this would be the legitimate conclusion of the suggestion. But such a conclusion appears at once to be too strong and too absolute. Conse-

quently modifications are introduced into the suggestion, and for the setting forth of these a somewhat complicated exposition would be required. One of the modified suggestions for example would be this, that the United Kingdom should admit duty free food and raw material from the colonies or the imperial possessions, and refrain from asking in return that the colonies should admit duty free the manufactures of the United Kingdom; which is somewhat one-sided. Or again there may be a suggestion that food only should be admitted duty free, but that the privilege should not be extended to raw material, as for instance Australian wool and so on; which is also somewhat one-sided. Prima facie some special interest attaches itself to these suggestions, because it is the fact that Canada and India could raise enough surplus grain to supply the needs of the United Kingdom which notoriously does not raise enough food for the consumption of its population. Other suggestions varying in form or in expression may have been, or may yet be offered. But if looked at practically, they will be found to mean someting of the same sort and to lead towards the same end.

In the first place the colonies would probably not object to a tariff in the United Kingdom which admitted their food-products duty free and imposed prohibitory duties on food products coming from other countries. This would raise the price of the food products they sell, which they would like well enough so far as they were concerned, while they left the United Kingdom to judge as to whether that suited its people or not. But then the colonies would not, perhaps could not, offer any reciprocity. As is well known they have, in the exercise of their unquestioned right, devised tariffs protecting their nascent and growing manufactures, and to some extent excluding the corresponding manufactures of other countries as well as of the United Kingdom. These tariffs may not have been directed against the United Kingdom but they affect it in common with other countries. The principle of the tariffs is styled protection of native industries, and in support of it a local party has grown or is growing up. In some colonies this party is potentially strong. At present the colonies would probably decline to take off the duties now imposed on British manufactures, even though in return the United Kingdom offered to admit their goods duty free to the exclusion of similar goods from other nations. Some colonies would certainly refuse in deference to the protectionist interests that have sprung up.

In one important colony, namely Canada, the matter is further complicated by the fact that the local manufactures, if they are

to be protected at all, need protection against the manufactures of the United States quite as much as against the manufactures of the United Kingdom.

On the whole let any one, who knows North America, say whether it would be safely possible to enact a differential tariff, favorable to the admission of Canadian food grains into the United Kingdom, and prohibitory to the admission of food grains from the United States? Let any one think upon the disturbance of our commercial relation with the United States which might result from such an attempt. We should never forget that from these States we obtain the article which, next after our food, is one of the most vital to us, namely cotton.

Moreover, any convention of this nature between the mother country and the colonies, establishing artificial relations, might after all prove to be but temporary. For it is possible that some day the colonies may ex proprio motu adopt free trade. As their cultivation extends and as their rural population grows, there will be many people objecting to be taxed on their articles of consumption, and to pay more than the things are worth in order that certain sectional interests may prosper. Already there is, for instance, a free trade party within the Canadian Dominion.

Furthermore, such conventions between the United Kingdom and the Colonies would necessarily be complex and their working would be difficult in practice. It is but too painfully easy to foresee that differences of opinion might arise on this or that clause, on this or that rate of duty. Both sides would be entering on delicate considerations, and treading on thorny ground. Then it is melancholy to reflect how quickly a dispute, even a rupture, might arise. Surely it were prudent to abstain from measures which might incidentally have the effect of setting up difficulties, or of arousing troubles now happily dormant.

Of course there are some well-intentioned thinkers in the United Kingdom who would hail a differential tariff favouring the admission of food grains from the Colonies and excluding the food grains from the United States or elsewhere, — because that would be a modified form of protection to British agriculture, as it would keep out the largest of our agricultural competitors namely the United States. But this point is outside our discussion which refers only to the relations between the mother country and the colonies.

Thus it is seen that a union of commercial tariffs between the mother country and the colonies is not, under present circumstances practicable.

So we arrive at the third head, namely, III, Representation of the colonies in the imperial councils either by including colonial members in the legislature of the United Kingdom or by establishing a central assembly to consist of delegates from the several parts of the empire.

This is a question very likely to arise in the future, when the colonies shall have become much larger than they now are relatively to the United Kingdom. Meanwhile it is difficult to devise anything that could be effected nowadays.

It is, of course, conceivable that a certain number of members might be elected by the colonies to serve in the British House of Commons, and such men would no doubt bring a valuable accession of knowledge and experience. Their patriotism too, would be of a comprehensive character, and their presence would help to lift the national debates beyond the boundaries of the British isles. Nevertheless any such proposal would be fraught with constitutional difficulties. Being themselves necessarily colonial these members would be assisting to vote on expenditure to be defrayed, and taxes to be paid, not by the colonies but by the people of the United Kingdom. And to that the British sentiments might prove to be absolutely opposed. In the presence of this grave objection, it were hardly worth while to advert to the lesser objection, against adding to the numbers of the House which are already thought to be too large. A local objection might be raised to the effect that such members, after being elected in the colonies, might soon cease to represent opinion which changes fast in young countries. They would indeed have to seek re-election together with each change in the colonial parliament, and then they would represent colonial opinion just as much as the members of the colonial parliament itself.

The difficulty in respect to the House of Commons would not be applicable to the House of Lords. Life-Peers from the colonies might perhaps be appointed to the Upper House without any constitutional difficulty being raised, and here again an infusion of fresh thought would be obtained for the imperial councils. This plan might be beneficial so far as it went. But manifestly it would go but a very short way towards federating the mother county and the colonies.

As to establishing an Imperial Council to consist of delegates from different parts of the empire, this measure may come in time, but apparently the time is not near, nor can any one say how distant it may be. Manifestly the circumstances of the empire are not mature for this plan. What would be the questions referable

to such a council? Primarily those relating to peace and war, and to the imperial policy on which warlike contingencies or peace ful solutions may depend. But it has just been seen that the colonies would not care to take part in the responsibility for such policy, especially if that were to imply the bearing of a part in the burden. If any scheme of tariff union were to be taken up, that would of course pertain to such a council. But it has been seen that the difficulties in the way of the scheme would be almost insuperable. On the whole any one who reflects on the existing British government by Crown, Lords, and Commons, will at once perceive how remote must be the prospect of establishing an imperial council of this character. The thing may come to pass ultimately, but the aspeet of affairs must first change greatly.

As a sort of tentative preparation for constituting such a council hereafter, there is the proposal to form a council consisting of the Colonial Agents General residing in London. Doubtless each Agent General would well represent the opinions of his colony and of the colonial Government by whom be had been appointed to his important office. And by associating the several Agents General in one deliberative body, a centre or focus of colonial opinion would be created. From this source valuable advice and information would from time to time or on special occasions be obtained by the British Government and Parliament. Still the number of its members would be very limited, and there would be some difficulty in determining its functions and duties. At the best this measure would be but a preliminary step towards imperial federation.

The principal measures which have been or could be proposed for imperial federation have thus been briefly considered. It is readily seen that they are not immediately practicable. Some of them comprise administrative principles of the highest interest and importance. Some again are surrounded with difficulties of a politico-economic character. The discussion of the subject to which they all relate will be fruitful in good results. For it helps the public mind to school itself and to train its thoughts for grasping the problems of the future. No one who surveys the colonial empire of which England is the head, and forecasts the grand career that lies before the three coming nations, the Canadian, the Australian and the South African, — all of Anglo-Saxon blood in the main, though containing other European elements — can doubt that ultimately some change must supervene in the relations between the mother country and these gigantic off shoots. If such a change

is to be brought about amicably and peacefully, in consonance with the wishes of all concerned, in accordance with the wonderful traditions of the Anglo-Saxon, race, then a long preparation is necessary, long in reference to the life of nations, and therefore extending over many years perhaps over one or two generations. If a lengthened period is anticipated before a satisfactory termination can be reached, that is all the greater reason why a beginning should he made without delay. This preparatory work is being usefully and efficiently performed under those who by speaking by writing or by forming societies, promote the discussion of imperial federation. Though they may not succeed at present in devising recommendations capable of being carried out soon, yet they deserve well of their country and may claim the friendly wishes of everyone, in that they are gradually tilling the soil on which good seed will be sown hereafter.

Meanwhile, affairs are moving smoothly for the empire. As an eminent British statesman is recently reported to have said, there is truly a moral federation in mind and heart between the mother country and her colonies. This sympathy between nations of the same blood, language, history, laws, literature, associations, and traditions, does indeed constitute a bond which will prove to be a chain-cable for the imperial ship. Such a tie is stronger than anything which constitutions can create, or legislatures can enact, or compacts can secure. May be it will some day be tested by the stress of peril affecting the whole empire. Then it will doubtless prove to be true as steel. It will emerge as pure metal from the fiery trial-But if under a good Providence, peace throughout the world shall be maintained, then the union between Britain, the birth place of modern freedom, and her colonies, will be steadily developed in adaptation to the progress of events, and will constitute a new phase in social and national existence, thereby affording an example to all mankind.

Deutsche Colonialpolitik.

VON

FRIEDRICH FABRI.

Es ist bezeichnend für die Gegenwart, dass die Politik mehr und mehr von der National-Oekonomie beeinflusst, um nicht zu sagen, beherrscht wird. In der inneren Politik der europaeischen Staaten liegt dies offen zu Tage. Die früheren Partei-Gegensätze mit ihren Kämpfen um conservative und liberale Doctrinen sind überall am Ableben. Einestheils, weil die politischen und parlamentarischen Freiheiten in allen Culturstaaten, bald stärker, bald schwächer ausgeprägt, ihre Verwirklichung gefunden haben, anderntheils, weil unter der gleichzeitigen Mobilmachung des vierten Standes überall neue Aufgaben, welche ausserhalb der Gesichtspuncte der alten Partei-Programme liegen, uns entgegentreten. Wirthschaftliche Interessen drängen sich aller Orten in den Vordergrund und nehmen in den gesetzgeberischen Arbeiten unserer Parlamente den breitesten Raum ein. Auch die äussere Politik, die Stellung der Mächte zu einander, wird mehr und mehr von der wirthschaftlichen Interessen-Sphäre der einzelnen Staaten beeinflusst. So überaus folgenreich das seit 30 Jahren in die europaeische Politik eingeführte Nationalitäts-Princip gewirkt hat, so fand es doch sehr bald an den allgemeinen withschaftlichen u. socialen Problemen der Gegenwart einen Aufhalt, ja einen mächtigen Rivalen. Das gewaltige Vorwärtsdringen der Internationale erinnert nachdrücklich an die Solidarität der politischen u. socialen Interessen aller Culturstaaten. Jener realistische Grundzug der modernen Politik drängt aber naturgemäss auch die grossen Bewegungen des Völkerlebens in neue Bahnen. Viel mehr, als in früheren Jahrhunderten, machen dieselben den Eindruck von Natur-Processen, die mit instinktiver Gewalt sich an die Oberfläche drängen. Hat in früheren Zeiten die Willkühr Einzelner, mächtiger Fürsten und Staatsmänner, häufig bestimmend in die Geschicke der Völker eingegriffen, so

tritt diese Möglichkeit in der Gegenwart immermehr in den Hintergrund. Heute gilt es, die sich regenden Bedürfnisse und Bewegungen des Volkslebens klar und rechtzeitig zu erkennen und sie mit Klugheit und Kraft richtig zu leiten. Der Scharfblick in jener, die Energie des Wollens in dieser Richtung bestimmen in der Gegenwart den Einfluss und die Bedeutung des Staatsmannes, der Regierungen. Jemehr die Handlungen derselben sich auf klar erkannte Bedürfnisse des Volkslebens stützen, desto mehr werden sie Erfolg haben; desto unaufhaltbarer in die Gestaltung des nationalen Lebens als neue Faktoren befruchtend einwirken.

Diese kurze, allgemeine Betrachtung wird nicht überflüssig sein, wenn es sich um das Verständniss der colonialen Bewegung in Deutschland, um deren Ursachen, Entwickelung und ihre Folgen handelt. Die möglichst objective Beleuchtung derselben ist nach verschiedenen Seiten lehrreich. Unsere coloniale Bewegung ist von Niemanden gemacht, sie ist geworden. Die Kraft, mit welcher sie die öffentliche Meinung in Deutschland ergriff und auf Grund dieser Bewegung auch unerwartet rasch zu überseeischen Besitzergreifungen führte, war nur möglich, wenn dieselbe wirklich auf ein nationales Bedürfniss sich stützte, das mit instinktiver Gewalt in ihr einen Ausdruck suchte und fand. Man hat sich im Ausland vielfach gewöhnt, nachgerade fast Alles, was in Europa, ja bis in die entlegensten Länder der Erde auf politischem Gebiet geschieht, auf eine offenbare oder verborgene Initiative des Fürsten Bismarck, mit oft komischer Uebertreibung, zurückzuführen. Bei der deutschen Colonial-Bewegung wäre dies sicherlich nicht zutreffend. Fünf Jahre ist der Reichskanzler derselben mit der ausgesprochensten Reserve gegenüber gestanden. Man erzählte jüngst in den Zeitungen von einem Gespräch, das der Fürst im Jahre 1875 über die Räthlichkeit und Möglichkeit einer deutschen Colonial-Politik geführt haben soll. Er lehnte jedes Vorgehen in der bezeichneten Richtung entschieden ab. Deutschland sei dazu nicht genugsam vorbereitet, und er würde zu einer colonialen Politik nur dann übergehen können, wenn durch eine Bewegung aus dem Volke heraus das Bedürfniss zu einer überseeischen Ausbreitung Deutschlands als von der öffentlichen Meinung getragen sich erwiesen habe. Die Erzählung wird richtig sein; jedenfalls hat das Verhalten des Reichskanzlers dieser Erklärung völlig entsprochen.

Es war zu Anfang des Jahres 1879 als unter uns zum ersten Male die Frage mit Nachdruck aufgeworfen wurde: »Bedarf Deutschland der Colonien?" Der Augenblick war günstig. Der von der Reichsregierung und dem Reichstage so eben vollzogene Ueber-

gang vom Freihandel zu einer gemässigten Schutzzoll-Politik hatte eine tiefgreifende Erregung hervorgerufen und die verschiedenen Interessen-Kreise unsers nationalen wirthschaftlichen Lebens in lebhaften Kampf gebracht. Eine neue Frage, wesentlich wirthschaftlicher Natur, zu der keine unserer politischen und wirthschaftlichen Parteien bisher irgend eine Stellung hatte, konnte in solchem Augenblick in der öffentlichen Meinung am ehesten rasch Wurzel schlagen. Schon die erste Anregung, welche literarisch in der bezeichneten Richtung gegeben worden war, hatte denn auch die Aufmerksamkeit unsrer gesammten Presse erweckt und überwiegend deren Beifall gefunden. Doch war die Zahl derer, die die gegebene Anregung mit Nachdruck verfolgten, mehrere Jahre noch eine kleine. Aber die Schaar derjenigen, die einer überseeischen Ausbreitung Deutschlands das Wort redeten, mehrte sich zusehends. In der Tagespresse, in Zeitschriften, in Brochuren wurde die aufgeworfene Frage immer wieder behandelt, und die Zustimmung der öffentlichen Meinung war sichtbar in raschem Wachsthum. Vereine bildeten sich, Versammlungen wurden gehalten, Vorträge organisirt. Der »Central-Verein für Handelsgeographie und Förderung deutscher Interessen im Auslande" zu Berlin suchte zuerst, besonders in der Richtung auf Förderung des Exportes, der neu entstandenen Bewegung unmittelbar practische Ziele zu stellen. Es folgte die Bildung des »Westdeutschen Vereines für Colonisation und Export" in Düsseldorf, der auch der Frage der deutschen Auswanderung und der Bildung von Colonisations-Vereinen sein Augenmerk zuwandte. Zahlreiche kleinere Vereine bildeten sich in den verschiedensten Städten Deutschlands, bis endlich diese ganze Bewegung in dem zu Ende des Jahres 1882 zu Frankfurt a. Main gegründeten »Deutschen Colonial-Verein" auch einen gemeinsamen Mittelpunct fand. Die von ihm herausgegebene »Deutsche Colonial-Zeitung" (24 Hefte jährlich) ist denn auch sofort das Organ der gesammten Colonialbewegung geworden. In jüngster Zeit hat der »Deutsche Colonial-Verein", der Entwickelung der Dinge folgend, seinen Sitz von Frankfurt nach Berlin verlegt. So war durch eine, aus dem Volke selbst entstandene Bewegung einem etwaigen Vorgehen der deutschen Reichsregierung der Weg gebahnt und Verständniss in weiteren Kreisen bereitet. Rascher noch, als die Leiter der Bewegung erwartet, trat die deutsche Reichsregierung handelnd ein. Am 24. April 1884 beauftragte Fürst Bismarck den deutschen Consul in Capstadt der capischen Regierung mitzutheilen, dass die deutsche Reichsregierung die von einer Bremer Firma an der Südwestküste Afrikas erworbenen Ländereien unter

ihre Schutzherrschaft gestellt habe. In kurzer Frist folgten die Besitzergreifungen an der Goldküste, am Kamerun, dann die Protections-Erklärung über die ganze Südwest-Afrikanische Küste von der Cap-Colonie bis zum Cap Frio, Walfischbay ausgeschlossen. Die Besitzergreifung der Nordküste Neu Guineas, sowie des Archipels von Neu-Britannien und Neu-Irland folgte im Spätherbste des vergangenen Jahres. Damit waren die ersten entscheidenden Schritte, Deutschland auch in die Reihe der Colonial-Mächte treten zu lassen, geschehen.

Zum ersten Male hat der deutsche Reichskanzler bei diesen Gelegenheiten dem Reichstage in »Weissbüchern" von den Verhandlungen welche den überseeischen Actionen Deutschlands vorausgiengen und sie begleiteten, in eingehendster Weise Kenntniss gegeben. Er hat damit zugleich anerkannt, dass er im Anschluss und auf Grund der öffentlichen Meinung Deutschlands seine Colonialpolitik inaugurirt habe. Eben in diesem Blicke lag es ihm offenbar an, sich in dieser Angelegenheit mehr, als es sonst wohl seine Gepflogenheit ist, mit der öffentlichen Meinung auch in unmittelbarer Berührung zu halten. Das überaus interessante Studium dieser Weissbücher gibt neben Anderem auch den Beweis, dass wesentlich die möglichst ungeschickte Haltung des britischen Ministeriums es war, welche den deutschen Reichskanzler zu einem activen überseeischen Vorgehen gedrängt hat. Ohne jene hätte der Beginn einer deutschen Colonial-Politik sich leicht noch einige Zeit hinziehen können. Einmal zum Handeln entschlossen, lag es aber in der Weise des Reichskanzlers, nun auch auf allen Puncten, wo es deutsche Interessen in Ländern, die von europaeischen Mächten noch unbesetzt waren. zu schützen galt, dem britischen Ministerium nachdrücklich entgegenzutreten. Verwicklungen haben, wie zu erwarten war, die dabei untergelaufenen Differenzen nicht erzeugt, und England, von allen Seiten bedrängt, hat sich zuletzt willig und mit Entgegenkommen in die deutschen Besitzergreifungen gefunden. Dass bei den bezüglichen Verhandlungen dem britischen Ministerium zum Bewusstsein gebracht wurde, der Anspruch, jedes noch herrenlose Land als in der britischen Machtsphäre liegend zu betrachten, sei unhaltbar geworden, wird auch kein Schade sein, am wenigsten vielleicht für England selbst, das mit überseeischem Besitz im Verhältniss zu seinen Machtmitteln offenbar bereits übersättigt ist. Dies in kurzen Zügen der Gang der deutschen Colonial-Bewegung.

Die Hauptfrage bleibt aber immer die, welche treibenden Ursachen hat Deutschland, um sich in eine überseeische Politik einzulassen? Wir antworten, es sind wesentlich *wirthschaftliche*, nicht

politische Gesichtspuncte, welche zur Eröffnung einer colonialen Politik veranlassten. Wie die Urheber und Leiter der deutschen Colonialbewegung diesen Gesichtspunct nachdrücklich in den Vordergrund stellten, so ist derselbe auch in der weiteren Entwicklung von den Vertretern der Colonialfrage stets festgehalten worden. Es ist ja klar, dass durch einen Eintritt Deutschlands in die Reihe der Colonialmächte dessen politische Machtstellung keine Stärkung erfährt. Viel eher könnte man das Gegentheil behaupten, da dasselbe nun auch an mehreren Puncten über See, welche der Natur der Dinge nach für lange Zeiten nur schwache Puncte sein können, die keine grössere Machtentfaltung gestatten, angreifbar geworden ist. Ein nationaler Ehrgeiz nach colonialem Besitz ist in Deutschland, vielleicht eine Minderzahl etwas erregter Idealisten abgerechnet, nicht vorhanden, und am wenigsten würde der durch und durch realistische, politische Lenker des deutschen Reiches einem derartigen Triebe Folge gegeben haben. Die Ueberzeugung, dass die Wirthschaftspolitik Deutschlands dessen überseeische Ausbreitung anrathe, war ohne Zweifel auch für den Reichskanzler ausschlaggebend.

Welche sind aber die volkswirthschaftlichen Gesichtspuncte, die für eine deutsche Colonialpolitik geltend gemacht werden? Bei der Erörterung dieser Frage stellt sich eine Thatsache von hervorragender Bedeutung in den Vordergrund. Es ist die ausserordentliche Bevölkerungszunahme, welche in den letzten Jahrzehnten in steigendem Maasse in Deutschland stattfindet. Eine Thatsache, die sich allerdings nicht nur auf Deutschland beschränkt, sondern — Frankreich ausgenommen — in den meisten Ländern Europas uns entgegentritt. Doch machen sich ihre Folgen in Deutschland mehr noch, als in andern Ländern, z. B. in England und Russland, fühlbar. Unsere Bevölkerungszunahme beträgt gegenwârtig gegen 550,000 Seelen im Jahre. Von 1872—1882 hat die Bevölkerung Deutschlands um ungefähr sechs Millionen zugenommen; das ist mehr als die Bevölkerungs-Zahl des Königsreichs Bayern. (Ausgewandert sind in dem bezeichneten Zeitraum nahezu eine Million Menschen). Nirgends sind Factoren erkennbar, welche eine Aenderung des in Rede stehenden Verhältnisses in Aussicht nehmen lassen. Ja, unsre höchst rühmenswerthen Humanitäts-Bestrebungen, unsere moderne Hygiene, unser Rothes Kreuz, Hunderte von Bestrebungen hülfreicher Nâchstenliebe sind alle mitwirksam, unsere Bevölkerungszunahme noch zu steigern; denn sie alle haben wesentlich die Tendenz, das menschliche Leben zu schützen und zu verlängern. Auch die modernen Kriege, mit so grossen Massen sie auch geführt werden, bringen, wie 1870—71 gezeigt, nur noch einen geringen, rasch

ausgeglichenen Aufhalt in der steigenden Skala der Volks-Zunahme. Sie haben — eine erfreuliche Errungenschaft moderner Humanität — ihren früheren zerstörenden Character im Wesentlichen verloren. Die in Rede stehende Thatsache unserer rapiden Volks-Zunahme hat aber naturgemäss in allen Gebieten des öffentlichen Lebens eigenthümliche Folgen. Der Ellbogen-Raum für den Einzelnen wird immer enger; die öffentlichen Bedürfnisse, namentlich in dem Gebiete des in Deutschland so ausgebildeten Unterrichtswesens, sind in eben so raschem, wie starkem Wachsthum. Das Angebot an Arbeitskraft muss unter den gegebenen Verhältnissen sich bedeutend steigern, und könnte nur durch eine beträchtliche Hebung der industriellen Thätigkeit und des Exportes, der aber naturgemäss überall auf Concurrenz stösst, ein allmähliges, verhängnissvolles Sinken des Arbeitslohnes abgewendet werden. Auch auf agrarischem Gebiete entwickelt die Thatsache unsrer Bevölkerungszunahme ihre nothwendigen Folgen. Die Bodenrente Deutschlands ist nach ihren Naturbedingungen im Verhältniss zu den übrigen Staaten Mittel-Europa's keine sehr günstige. Nur ein gesteigerter, intensiver Wirthschaftsbetrieb kann mit Zuhülfenahme aller technischen Fortschritte diesen durch äusserst theure Landpreise verschärften Nachtheil einigermassen ausgleichen. Die grosse deutsche Massen-Auswanderung, welche im Jahre 1883 allein gegen 240,000 Personen übers Meer führte, ist auch eine nothwendige Folge der bezeichneten Lage. Diese starke Auswanderung ist auf der einen Seite für Deutschland eine socialpolitische Nothwendigkeit und auf der andern doch ein erheblicher Kräfte-Abfluss, der sich umsomehr fühlbar macht, da er sowohl auf agrarischem wie industriellem Gebiete die Concurrenz Nord-Amerikas wesentlich steigert. Natürlich ist es auch nicht das Proletariat, welches das Contingent unsrer Massen-Auswanderung bildet, ihm fehlen die Mittel zur Uebersiedelung; und Staats-Subventionen für Auswanderung, wie sie England und die englischen Colonien zum Theil in sehr beträchtlicher Höhe gewähren, gibt es bei uns, da geeigneter überseeischer Besitz mangelt, natürlich nicht. Auch auf einem anderen Gebiete wirft unsere Bevölkerungs-Zunahme manche dunkle Schatten. Es ist namentlich die von Jahr zu Jahr wachsende Ueberproduction an Intelligenz, welche nach den verschiedensten Seiten hin ernstliche Bedenken hervorruft. Die Zahl der durch Universitäts-Studien Gegangenen wächst ausserordentlich, und es ist nicht abzusehen, wie die Menge der Juristen, der Philologen, auch der Aerzte und Geistlichen auf die Dauer in bisheriger Weise Stellung und Brod finden sollen. In den technischen Berufsarten und in den Handels-

kreisen ist die Steigerung des Angebots an Arbeitskräften womöglich noch eine bedeutendere. Unwillkürlich wirken unsre, an sich trefflichen Schul- und Militär-Einrichtungen fortwährend dahin, die hier vorliegenden Missstände zu steigern. Es sind Missstände, die, wie wir wissen, auch in anderen Staaten zu Tage treten; man wird aber sagen dürfen, nirgends gegenwärtig in dem Maasse, wie in Deutschland. Fast alle anderen in Betracht kommenden Staaten haben mancherlei Hülfsmittel, welche die Schäden der bezeichneten Lage zum Mindesten abschwächen. Auch die gesammte neuere Wirthschaftspolitik der deutschen Reichsregierung bewegt sich im Grunde wesentlich in Versuchen, den in den hier bezeichneten Richtungen vorliegenden Schwierigkeiten zu begegnen. Ob dieselben immer zutreffend, mag dahin gestellt bleiben; jedenfalls würden wir eine weitere Verschärfung der Schutzzollpolitik für bedenklich halten. Wie die Verhältnisse liegen, ist Deutschland auf Grund seiner so enorm gesteigerten, industriellen und gewerblichen Production auf eine nachhaltige Förderung seines Exportes hingedrängt; ein Bedürfniss, das durch die Ueberspannung schutzzöllnerischer Massregeln mittel- und unmittelbar Aufhalt und Nachtheil erfahren könnte. Die im Reichstag viel umstrittene Dampfersubventions-Vorlage ist auch wesentlich auf die Hebung unserer handelspolitischen Beziehungen und unseres Exportes berechnet. Ein in dieser Richtung wohl durchaus zutreffender Schritt. Man muss die hier kurz skizzirte, wirthschaftliche Lage Deutschlands unbefangen im Zusammenhange würdigen, um unsere coloniale Bewegung und deren bisherige Erfolge richtig zu verstehen.

Doch es liegt nahe, einzuwenden, die jüngsten colonialpolitischen Schritte Deutschlands stehen zu den hier bezeichneten wirthschaftlichen Bedürfnissen des Reiches in einem sehr losen Zusammenhange. Was nützen dem deutschen Export die Besitzergreifungen an der Goldküste, am Kamerun, in Südwest-Afrika? Wann werden die Papua's auf Neu Guinea, die wilden Eingeborenen von Neu-Britannien und Neu-Irland den Absatz deutscher Industrie-Erzeugnisse auch nur in bescheidenem Umfange fördern? und wo hat die deutsche Colonialpolitik die überseeischen Länder gefunden, welche den Millionen deutscher Auswanderer Raum für nationale Ansiedlung gewähren? Wir erkennen das Berechtigte, das in diesen Einwendungen liegt, vollkommen an. Eine politische Action, die so mächtig auf die Einbildungskraft der Menge wirkt, wie überseeische Besitzergreifungen, wird natürlich auch in weiteren Kreisen übertriebene, nicht selten thörichte Erwartungen hervorrufen. Auch in Deutschland ist das mannigfach der Fall, und umsomehr, da eine

genauere Kenntniss überseeischer Verhältnisse, wie sie zur Beurtheilung practischer Unternehmungen nöthig ist, uns in weiten Kreisen noch vielfach mangelt. Man wird wie in allen Dingen auch hier Lehrgeld zahlen müssen, und es sind augenblicklich einige überseeische Unternehmungen im Gange, deren wirthschaftlichen Misserfolg man wohl, ohne Prophet zu sein, voraussehen kann. Aber folgende Unternehmungen werden auch hier die Fehler der ersten zu vermeiden gelernt haben. Enttäuschungen, vielleicht selbst ein zeitweiliger Rückschlag in der öffentlichen Meinung, können unter diesen Verhältnissen kaum ausbleiben. Dennoch stehen wir ganz und voll zu der colonialpolitischen Action der deutschen Reichsregierung.

Aber die deutsche Colonialbewegung, soweit sie auf dem Boden der öffentlichen Meinung sich vollzieht, wird naturgemäss nun eine etwas veränderte Frontstellung einnehmen müssen. War es zunächst ihre Aufgabe, dem Bedürfniss einer überseeischen Ausbreitung Deutschlands in weiteren Kreisen Anerkennung zu verschaffen, so gilt es nun, in verständnissvoller Kritik die Aufgaben, welche das colonialpolitische Vorgehen der Reichsregierung unserm nationalen Gemeinwesen stellt, klar zu machen. Es gilt, zu betonen, dass Colonialpolitik treiben, kein Kinderspiel ist, dass jedes Vorgehen in dieser Richtung vielerlei staatliche Opfer erheischt und zugleich an die Privat-Initiative und den Unternehmungsgeist eines Volkes neue und gesteigerte Anforderungen stellt. Es gilt, in Erinnerung zu bringen, dass man auch hier erst säen muss, ehe man, vielleicht erst nach langer Zeit, wirklich erndten kann. Die überseeischen Gebiete, von denen Deutschlaud Besitz ergriffen hat, tragen im Wesentlichen noch sämmtlich den Character einer urwüchsigen Wildniss. Sie mögen am Kamerun, in Neu-Guinea als hoffnungsreiche Erwerbungen betrachtet werden, aber es wird Jahre und Jahrzehnte bedürfen und während derselben beträchtlicher Opfer an Menschen und Capital, ehe durch die Organisation einer ausgebreiteten Plantagen-Wirthschaft ein wirklicher und gewinnreicher Rückfluss mit dem Mutterlande sich herstellen lässt. Die südwestafrikanischen Küstenländer, wasserlos und unfruchtbar, werden nur durch Bergwerks-Unternehmungen einen wirthschaftlichen Werth mit der Zeit gewinnen können. Alles in Allem genommen, sind unsere überseeischen Besitzergreifungen nicht dazu angethan, den Neid unserer Nachbarn zu wecken, sondern haben zunächst wohl nur den Werth, zur Lösung colonialer Aufgaben sowohl unsere Reichsregierung, wie unser Volk allmählig zu erziehen.

Bedauerlich ist, dass Angesichts der socialen und wirthschaftlichen

Bedürfnisse Deutschlands nationale Erwerbungen für unsere deutsche Massen-Auswanderung unmöglich erscheinen. In dieser Richtung gilt wirklich das Wort, dass die Erde schon vergeben sie. Ackerbau-Colonien erheischen bekanntlich ein subtropisches Klima, und, wo in diesem grössere Strecken jungfräulichen Bodens des Ansiedlers noch harren, sind bereits überall geordnete und völkerrechtlich anerkannte Staats-Verbände vorhanden. Wir werden daher auf die Gewinnung deutscher Ackerbau-Colonien verzichten müssen; wenigstens nach der politischen Seite hin. Wir halten die politische Frage auf diesem Gebiete auch für durchaus untergeordnet. Die grossen, englischen Landbau-Colonien in Kanada, in Australien, in Neu-Seeland, am Cap sind bereits alle mehr oder minder kräftig sich entwickelnde, im Grunde republikanische Gemeinwesen unter englischer Oberhoheit. Eine Neigung, vom Mutterlande sich vollends los zu reissen, zeigt sich immer wieder, obwohl die Verbindung mit letzterem den betreffenden Colonien eigentlich nur vermehrten Schutz und andere Vortheile bietet. Doch ist nicht in Abrede zu stellen, dass die neuere Colonial-Geschichte, wo solche Colonien in subtropischen Klimaten innerlich erstarkt sind, stets auch eine Tendenz zur Losreissung vom Mutterlande aufzeigt. Der eigentliche Werth dieser Colonien ruht auch für England nicht in der politischen Verbindung, sondern in der nationalen und wirthschaftlichen Zusammengehörigkeit. Diese würde — abgesehen von den eigenthümlichen Verhältnissen des Caplandes — auch bei einer politischen Losreissung keinerlei wesentliche Aenderungen erfahren. Und hier bietet sich der Gesichtspunct, welcher für Deutschland im Blick auf seine Massen-Auswanderung bedeutsam ist. Niemand kann heute und wohl noch für lange Zeiten es hindern, dass die grosse Masse der deutschen Auswanderung in die Vereinigten Staaten Nord-Amerikas zieht. Einfach, weil die Gesammtbedingungen dort im Ganzen für eine grosse Einwanderung wenigstens noch günstiger liegen als sonst wo. Andrerseits is dies doch nicht mehr in so hohem Maasse der Fall, als früher. Die Speculationen der Landkauf- und Eisenbahn-Gesellschaften haben nicht nur bereits das für Ansiedlungen günstige Land beträchtlich vertheuert, sondern auch andre Seiten der socialen Entwickelung Nord-Amerikas erschweren heute das Fortkommen des europäischen Ansiedlers mannigfach. Unter diesen Verhältnissen, und da eine starke deutsche Auswanderung social nothwendig erscheint, ist zu erwarten, dass unsre Europamüden Landsleute in den kommenden Zeiten mit Vorliebe sich auch nach Süd-Amerika wenden werden. Wir sind zwar nicht der Meinung des Mr. Sargent, des früheren nordameri-

kanischen Gesandten in Berlin, der soeben, wohl im Interesse der Monroe-Doctrin, die südamerikanischen Republiken in etwas boshafter Weise vor den bösen Absichten der deutschen Auswanderung gewarnt hat. Für deren politische Selbständigkeit halten wir die dortige deutsche Einwanderung für sehr ungefährlich; für die culturelle Entwickelung jener grossen und weiten Länder aber für sehr werthvoll. Dazu kommt noch ein besonderer Umstand, welcher die Auswanderung in die für die Europäer geeigneten Ländergebiete Südamerikas vornämlich empfiehlt. Es ist die in manchen Bezirken bereits seit 40 Jahren erprobte Thatsache, dass gegenüber der romanischen und gemischten Bevölkerung jener Länder die eingewanderte germanische sich nicht nur Sprache und nationale Sitte zu erhalten weiss, sondern auch in handelspolitischer Beziehung eine bestimmte Verbindung mit dem Mutterlande behält. Werden diese beiden Bedingungen angesichts einer gesteigerten Einwanderung in Süd-Amerika gewährt, so mögen unsre dortigen deutschen Landsleute ihre Zugehörigkeit zu Brasilien, zu Argentinien u. s. w. getrost pflegen und das Wohl der neuen Heimath sich angelegen sein lassen. Das wird die einzig zutreffende Weise sein, in welcher die colonialpolitischen Bedürfnisse Deutschlands im Blicke auf seine Massenauswanderung genügend zu befriedigen wären.

Auch die deutsche Auswanderung bestätigt wohl das zu Anfang Ausgesprochene, dass die grossen Bewegungen des Völkerlebens in der modernen Welt mit einer gewissen Naturnothwendigkeit sich vollziehen. Wichtige neue Gestaltungen von socialpolitischer Bedeutung, von Niemandem gewollt, von Niemandem veranlasst, sind vielleicht längst im Gange, ehe die Regierungen, oder die öffentliche Meinung sich um dieselbe wirklich zu kümmern anfangen. So gibt es seit bald 50 Jahren eine deutsche Auswanderung; 5 Millionen Deutsche wohnen heute allein in den Vereinigten Staaten. Nach den verschiedensten Seiten, auch financiell, ist diese Auswanderung eine der hochbedeutendsten socialpolitischen Thatsachen; und doch sind es erst wenige Jahre, dass man die Bedeutung dieser modernen Völkerwanderung ernstlich in Betracht gezogen und ihr auch in der öffentlichen Meinung Deutschlands die billige Beachtung zugewendet hat. Die Einwirkung der deutschen Reichsregierung auf das hier vorliegende Gebiet ist eine ganz beschränkte. Sie kann nirgends eine eigene Colonie den deutschen Auswanderern als Wohnsitz empfehlen; sie kann nur Missstände fernhalten und die Auswanderer-Beförderung überwachen. Wo der deutsche Auswanderer seine neue Heimath wählen will, ruht ja durchaus auf seiner freien Selbstbestimmung. Dass die im Jahre 1884 vollzogenen

überseeischen Besitzergreifungen, auf tropische und völlig unculti virte Länder sich erstreckend, für die deutsche Auswanderung ohne allen Werth sind, bedarf kaum einer ausdrücklichen Erwähnung. Erst mit der Zeit, je nach der Entwickelung der betreffenden Ländergebiete, wird ein, wenn auch verhältnissmässig nicht bedeutender Zuzug von Beamten, Technikern, Kaufleuten und Militairs in jene Länder stattfinden; die Ueberproduction an Intelligenz, an welcher wir in unsern mittleren und gebildeten Kreisen leiden, also einen willkommenen, wenn auch beschränkten Abfluss erhalten. Unsre grosse europäische, zumal deutsche Exodus wird aber noch lange Jahre mit Vorliebe nach Nord-Amerika sich bewegen; wie denn auch die jeweilige wirthschaftliche Lage der Vereinigten Staaten die Hauptursache der periodischen Hebung und Senkung der Fluthwelle europäischer Auswanderung ist.

Wir hoffen in Vorstehendem in kurzen Zügen ein genügendes Bild der deutschen Colonialbewegung, ihrer treibenden Ursachen und ihrer nächsten Erfolge gegeben zu haben. Es ist keine weit angelegte politische Combination, viel mehr ein völkergeschichtlicher Naturprocess, dessen Anfänge sich in jüngster Zeit vor unseren Augen vollzogen haben. Natürlich hatte derselbe die politische Einigung Deutschlands und seine in den letzten 20 Jahren gewonnene grosse Machtstellung zur Voraussetzung. Auf Grund dieser Thatsache war es unvermeidlich, dass längst vorhandene wirthschaftliche Bedürfnisse Deutschlands das neue Reich auch zu einer überseeischen Politik allmählig führen würden. Einen natürlichen und starken Stützpunct hatte diese Entwickelung in der ruhig und umsichtig, aber mit grosser Energie verfolgten Herstellung einer deutschen Kriegsmarine. Ob bei der Aufstellung des deutschen Flottenplanes an eine selbständige überseeische Politik gedacht wurde, ist fraglich; wir möchten aus manchen Gründen es bezweifeln. Die Vertheidigungs-, eventuell auch die Angriffs-Fähigkeit zur See im Falle grösserer, europäischer Verwicklungen war jedenfalls der leitende Gedanke bei Schaffung der deutschen Kriegsflotte. Inzwischen, wie so oft im Leben, führen die Entwickelungen selbst weiter, als die ursprünglich leitende Idee dies sich vorgesetzt hatte; und man fand wohl in den letzten Jahren, dass auch die naturgemässe Entwickelung der deutschen Marine, deren Beschaffenheit Kenner als eine vorzügliche bezeichnen, ohne einige überseeische Besitzergreifungen kaum durchführbar sei. In jedem Falle bedurfte und bedarf sie einiger gesicherter überseeischer Stationen. So ward auch von dieser Seite der Entwickelung der colonialen Idee in Deutschland eine gewisse Unterstützung, und es war natürlich, dass

die ersten Schritte deutscher Colonialpolitik in den Kreisen unsrer grosser Popularität sich erfreuenden Kriegsmarine einen besonders lebhaften Widerhall fanden.

Eigenthümlich und jedenfalls der Beachtung werth sind die Symptome, welche die deutsche Colonialbewegung in weiteren Kreisen begleitet haben. Während im Auswärtigen-Amte zu Berlin Alles noch ruhig und von überseeischen Erwerbungen keine Rede war, erweckte die in Deutschland betriebene Agitation für colonialen Erwerb im Auslande bereits einige Beunruhigung. In Frankreich erwachte eine gewisse, fieberhafte Bewegung für coloniale Unternehmungen, und man sprach seit drei Jahren von überseeischen »Compensationen". Tunis wurde überrumpelt, die Tonking-Affaire begonnen, gegen Madagaskar Streitkräfte in Bewegung gesetzt. Auch Italien kam in Aufregung und suchte neuestens mit Hülfe eines ziemlich bedenklichen Vorgehens am rothen Meere sich wenigstens von der Rückseite aus Eingang in das nördliche Afrika zu bahnen. Als nun vollends im vergangenen Jahre die deutsche Reichsregierung zu einem activen Vorgehen sich anschickte, kam auch England in Bewegung, und an den Küsten Afrikas und zwischen den Inseln der Südsee entstand für einige Monate ein wahres Wettrennen. Es schien, als müssten nun alle herrenlose Küstenstrecken mit einem Male unter europäische Botmässigkeit gebracht worden. Gesunde Resultate hat diese fieberhafte Erregung kaum erzeugt. Wo nicht sehr bestimmte sociale und wirthschaftliche Bedürfnisse zu überseeichen Unternehmungen drängen, sind letztere stets bedenklich und jedenfalls sehr kostspielig. Die Beunruhigung als solche war auch in der That unnöthig. Nicht nur, dass die überseeischen Erwerbungen Deutschlands sich in bescheidenen Schranken hielten, sie verlangen von uns zunächst auch viel mehr der Arbeit und der Opfer, als dass sie unsre Machtsphäre erweiterten.

Der Schluss des ersten Jahres deutscher Colonial-Politik hat aber noch ein besonderes Unterpfand dafür gebracht, dass der Eintritt Deutschlands in überseeische Actionen viel eher die friedliche Entwickelung auch in der Berührung der Mächte über See fördern, als zu Störungen Anlass geben werde. Wer das jetzt vorliegende Weissbuch über die Berliner Congo-Conferenz aufmerksam prüft, wird sich des Eindrucks nicht erwehren können, dass der deutsche Reichskanzler durch die in Rede stehende Conferenz ein verdienstvolles Friedenswerk geschaffen hat. Die Lage der Internationalen Afrikanischen Gesellschaft war im vergangenen Jahre, wie bekannt, eine kritische. Die ausserordentlichen Opfer, welche deren König-

licher Protector aus edlen Humanitäts-Gedanken gebracht, konnten in der bisherigen Weise wohl nicht mehr fortgesetzt werden. Gleichzeitig drohten politische Verwickelungen, welche in dem zwischen England und Portugal geschlossenen Vertrage einen bedenklichen Ausdruck fanden. Ein Separat-Abkommen der Gesellschaft mit Frankreich sollte für diese ein Gegenwicht bilden. Dem ruhigen und kraftvollen Vorgehen des Fürsten Bismarck ist es zu verdanken, dass nicht nur die hier vorliegenden politischen Gefahren überwunden, sondern zugleich unter der freundschaftlichen Mitwirkung aller Seemächte ein Friedenswerk geschaffen wurde, das bis jetzt in der Geschichte der überseeischen Politik einzig dasteht. Es gelang nicht nur, die theilweise entgegengesetzten Interessen verschiedener Seemächte zu vereinbaren, auch die Internationale Afrikanische Gesellschaft wurde lebensfähig gemacht, und unter Anerkennung als staatliches Gemeinwesen ist ihr wenigstens für die Zukunft bedeutungsvolles Arbeitsgebiet dem friedlichen Wettbewerb der Völker Europas erschlossen worden. Auch die Feststellung bestimmter Gründsätze in Beziehung auf die Besitzergreifung herrenloser überseeischer Gebiete ist als ein völkerrechtlicher Fortschritt mit Freude zu begrüssen. Wir sehen in diesen Resultaten ein verheissungsvolles Vorzeichen, dass auch die Stellung der Mächte über See den Character ängstlicher Rivalität mehr und mehr verlieren und zu einem friedlichen Wettbewerb auf Grund und nach dem Maasse des wirthschaftlichen Kräfte-Ueberschusses der einzelnen Nationen sich gestalten werde. In jedem Falle hat der Leiter der deutschen Politik in demselben Augenblick, wo das deutsche Reich mit überseeischen Unternehmungen begann, sich wiederum als ehrlicher »Friedens-Makler" bewiesen. Wir sind der Ueberzeugung, dass dies auch fernerhin der Fall sein werde. Die Lage Deutschlands, in der Mitte Europas, nöthigt für alle Zeiten die deutsche Reichsregierung, den Schwerpunkt ihrer politischen Macht durchaus in die kluge und kraftvolle Handhabung einer friedliebenden Politik in Europa zu legen. Jedes zu rasche und zu weitgehende colonialpolitische Vorschreiten wäre für Deutschland ein Fehler, und das Bestreben, vor Allem eine Colonial-Macht werden zu wollen, würde eine verhängnissvolle Thorheit sein. Deutschland kann nur unter fester Zusammenhaltung seiner Macht nebenbei Colonialpolitik treiben, und es wird sich, wie wir hoffen, hiebei stets in den Schranken treibender und legitimer wirthschaftlicher Bedürfnisse halten. So sind wir denn der Ueberzeugung, dass das colonialpolitische Vorgehen Deutschlands für Niemanden bedrohlich, sondern vielmehr eine neue Friedens-Garantie in Europa und über See sein werde.

Gerade in diesem Blick begrüssen wir auch das Erscheinen der „Revue Coloniale Internationale" mit besonderer Freude. Sind die Mächte Europas unter dem Vorgange Deutschlands heute mehr wie je zu friedlicher Verständigung in überseeischen Fragen von gemeinsamen Interesse geneigt, so bedarf es auch für die Völker, für die öffentliche Meinung Europas eines Organes, das in gleicher Richtung sich bewegt. Es liegt in der Natur der politischen Tages. Presse, dass sie überwiegend den Stimmungen des Augenblickes, oft in erregter Weise, voll Argwohn u. Eifersucht, Ausdruck gibt. Um so mehr wird eine Zeitschrift am Platze sein, welche nach ihrer ganzen Einrichtung und Haltung die Absicht verfolgt, nicht nur unsere Kenntniss colonialer Verhältnisse zu erweitern, sondern auch in möglichst objektiver Erörterung friedlicher, internationaler Verständigung der öffentlichen Meinung Europas in überseeischen Fragen das Wort zu reden. Die Aufgabe wird für die Herausgeber und Mitarbeiter ja manchmal nicht ganz leicht sein. Um so rühmlicher u. dankenswerther, wenn die aus dem Friedenswerk der Amsterdammer Colonialen Ausstellung hervorgegangene Revue Coloniale jener Richtung mit Erfolg dienen darf.

Godesberg, im Mai 1885.

LES FORCES PRODUCTIVES

DE

l'Australasie britannique.

PAR E. LEVASSEUR.

La race européenne s'est fixée dans les trois régions de la zone tempérée de l'hémisphère austral : dans l'Amérique du sud, elle occupe, indépendamment des provinces méridionales de l'Empire du Brésil, trois républiques, l'Uruguay, la République Argentine et le Chili; en Afrique, la colonie du Cap avec ses annexes, et les Etats indépendants d'Orange et du Transvaal; en Océanie, les colonies britanniques de l'Australasie.

Comme, dans ces trois régions, elle a trouvé un climat à peu près conforme à celui sous lequel elle est née, elle y a pris racine et elle s'est développée, avec plus ou moins de rapidité suivant les conditions naturelles du sol et suivant les circonstances politiques, mais en somme partout avec succès; elle s'est substituée aux races sauvages qu'elle a, sur certains points, exterminées ou refoulées et que, sur d'autres, elle a subordonnées à elle ou absorbées en mêlant son sang à celui des indigènes.

L'occupation de ces régions, qui, pour l'Amérique, date du XVIe siècle, n'a commencé à produire, pour toutes les trois, ses pleins effets qu'au XIXe siecle, surtout depuis l'époque où la navigation à vapeur, en abrégeant les voyages, a rapproché les distances, a relié plus étroitement l'hémisphère austral à l'Europe et a changé les conditions générales de la circulation et de la production des richesses dans le monde.

D'une part, la nature offrait des espaces pour ainsi dire indéfinis de terres dont une partie considérable pouvait être employée pour la culture ou pour le pâturage, des espèces particulières de végétaux qui pouvaient aussi être utilisés, un climat sous lequel poussaient les plantes et vivaient les animaux domestiques de l'Ancien continent. D'autre part, les Européens possédaient de précieuses qualités morales, telles que l'énergie au travail, le sentiment de la prévoyance qui donne à l'homme la force d'épargner, l'habitude d'une forte organisation sociale; ils possédaient aussi des arts industriels perfectionnés et des connaissances scientifiques étendues; ils avaient des capitaux; ils savaient comment on en forme par l'épargne et de quelle importance est leur emploi pour la multiplication des richesses. Travail, science, capital sont les trois conditions que l'économie politique considère comme essentielles pour la production.

Ces qualités et ces conditions faisaient défaut pour la plupart aux indigènes. Les Européens les apportèrent avec eux lorsqu'ils vinrent exploiter ces terres nouvelles: c'est à leur civilisation qu'est due la transformation de cette nature pour ainsi dire vierge et la formation de nouveaux champs d'activité économique et intellectuelle dans le monde.

Le développement de ces trois groupes de sociétés intéresse l'étude de la colonisation et constitue un chapitre important de l'histoire contemporaine. Nous avons consacré au groupe des colonies Australasiennes notre cours de 1884—1885 au Collège de France, comme nous avions précédemment consacré une partie de nos leçons à celui de l'Amérique du nord et du sud. Dans l'œuvre de la civilisation, il y a une part qui revient à la nature et une part, beaucoup plus grande, qui appartient à l'homme ; pour distinguer l'une de l'autre, il est nécessaire de prendre connaissance de la géographie physique d'un pays, de l'histoire et de l'organisation politique de ses habitants, avant d'examiner les résultats de l'exploitation du sol par le travail de l'homme: c'est là une étude de détail et de comparaison que nous avons faite dans notre cours et que nous n'abordons pas dans cet article. Nous nous bornerons à y donner un aperçu général de l'état présent de la population australasienne et des résultats économiques qu'elle a obtenus.

Les colonies britanniques de l'Australasie n'ont pas encore un siècle d'existence, puisque c'est au mois de Janvier de l'année 1788 que Sir Arthur Phillip, après une traversée de plus de huit mois, débarqua à Botany bay d'abord, puis à port Jackson quelques jours après. Les progrès qu'elles ont fait durant ce laps

de temps sont un exemple frappant de la force d'expansion dont est douée notre race, lorsque des hommes, soutenus par le génie de la civilisation moderne, prennent possession de terres vierges d'une étendue considérable, sous un climat suffisamment propice.

I.

LES HOMMES.

Au commencement du siècle, on comptait dans la colonie naissante de Sydney 5547 Européens, dont la plupart, amenés de force, étaient des condamnés incapables de faire souche d'honnêtes gens.

En 1833, les colons n'étaient encore qu'au nombre de 71,000.

Avant le milieu du siècle, en 1841, ils étaient 200,000.

La Nouvelle-Galles, qui en avait à elle seule près de 150,000, protestait victorieusement alors contre l'envoi de nouveaux condamnés; car elle avait pris rang au nombre des populations régulièrement constituées.

Quarante ans après, le recensement de 1881 a constaté dans les sept colonies Australasiennes, l'existence de *2,742,000 habitants*, dont 2,137,000 en Australie, sans compter les indigènes [1]) dont le nombre avait toujours été très peu considérable relativement à l'étendue du territoire et qui dépérissent au contact de la civilisation, étouffés par son développement ou minés par ses vices. [2])

Les habitants étaient repartis de la manière suivante dans les colonies en 1841, en 1861, en 1881 et en 1883:

(Voir le tableau, page 29, de la population des sept colonies à ces quatre dates et la figure n°. 1, représentant la population de ces colonies aux mêmes dates.)

---

[1]) Ils ne sont compris que dans les recensements de Victoria (pour 780) et de la Nouvelle-Galles (pour 1643, nombre inférieur à la réalité). Nous avons dit ailleurs (dans notre cours du Collége de France) qu'on évaluait leur nombre total à soixante mille environ en Australie et qu'en outre, il y en avait, en 1881, 44,097 en Nouvelle-Zélande.

[2]) Il reste encore quelques petites tribus vivant au milieu des colons M. Marin la Meslée a vu, en 1876, dans le bassin du Darling, une tribu d'une quarantaine d'individus, presque nus, ou vêtus de lambeaux de couvertures de laine, abrités derrière des plaques d'écorce de gommiers, n'ayant que des chiens croisés de dingos pour animal domestique. Il dit: »Jamais un tel spectacle de dégradation n'avait frappé mes regards et je n'aurais jamais pu croire qu'il y eut des êtres humains capables de vivre dans un tel état de misère et de saleté." (*l'Australie nouvelle*, p. 190).

Le même auteur rapporte qu'un jeune sauvage, auquel les missionnaires avaient donné en Angleterre une bonne éducation classique, était retourné, après sa rentrée en Australie, à une existence à demi-sauvage et était devenu, en outre, un ivrogne.

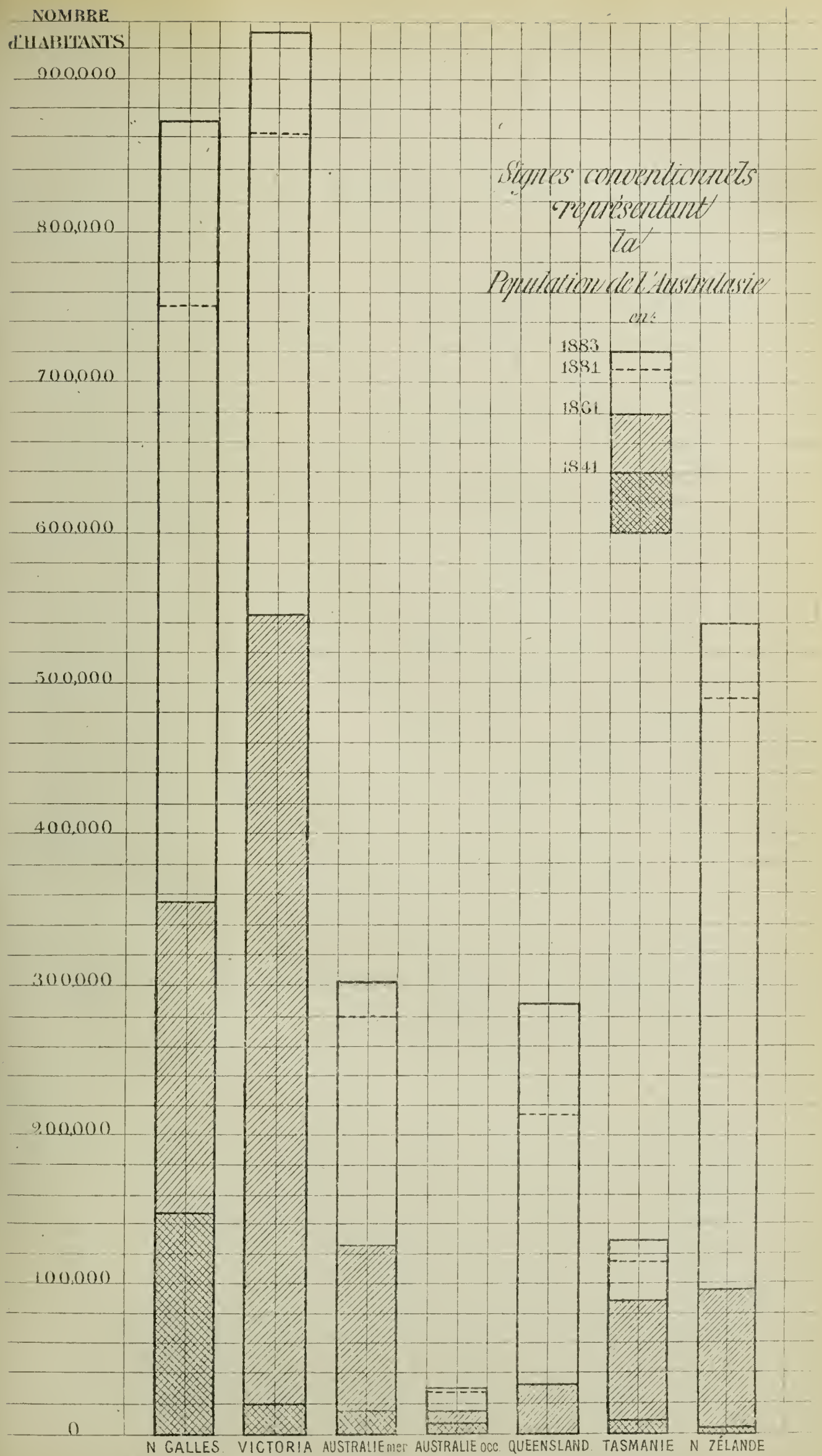

Fig. N° 1 Population des sept colonies australasiennes.

COLONIES.	SUPERFICIE en milles anglais carrés	SUPERFICIE en Kilomètres carrés	POPULATION en 1841	POPULATION en 1861	POPULATION en 1881 (recensement d'avril 1881).	densité en 1881	Population probable au 31 Décembre 1883
						par 1 Kil. □	
Queensland (Queensland)	668,224	1,730,700	1,500?	34,885	213,525	0,1.	287,475
New South Wales (Nouvelle-Galles du sud)	309,175	800,763	149,669	358,278	751,468	0,9.	869,310
Victoria (Victoria)	87,884	227,619	20,416	541,800	862,346	3,7.	931,790
South Australia (Australie méridionale)	903,425	2,339,870	15,000?	126,830	279,865	0,1.	304,515
West Australia (Australie occidentale)	1,057,250 [1]	2,738,277	4,000?	15,691	29,708	0,01.	31,700
Tasmania (Tasmanie)	26,375	68,311	8,000?	89,977	115,705	1,7.	126,220
New Zealand (Nouv.-Zélande) et dépendances	106,000 [1]	274,200	5,000?	98,971	489,933 [2]	1,8.	540,877
	3,158,333	8,179,718	203,585	1,266,432	2,742,556	moyenne. 0,33	3,091,887

En 1850. . . .	530,000
1861. . . .	1,266,432
1871. . . .	1,926,770

[1]) Le statisticien de Victoria (1882) donne, comme superficie exactement calculée, 975,920 milles carrés pour l'Australie occidentale et pour la Nouvelle-Zélande 104,403 m. c.; mais il omet les îles de l'Australie occidentale et les dépendances de la Nouvelle-Zélande. (Voir *The Australian Handbook for* 1883.)

[2]) Les 44,097 indigènes recensés ne sont pas compris dans ce nombre; la population totale de la Nouvelle Zélande est donc de 534.000 habitants. Les aborigènes, dont le nombre est inconnu dans l'Australie occidentale, dans l'Australie méridionale et dans Queensland, était estimé en 1883 pour cette dernière colonie à une vingtaine de milles, sans compter 13697 polynésiens.

Si l'on ajoute à ces nombres les *îles Fidji* (20,800 kil. c. et 122,600 hab.), qui n'appartiennent pas aux contrées directement exploitées par la race européenne, on trouve un total de *8.200.518 kilomètres carrés* et de *2.865.150 habitants* pour l'année 1881.

La très grande majorité de cette population est de *race anglaise.* Dans les Colonies (Queensland, Victoria, Australie mér^e^., Tasmanie, N^elle^-Zélande) où le recensement de 1881 a distingué la nationalité, on a trouvé: 1,150,000 nés en Australasie, 677,000 en Grande-Bretagne, 34,000 en Allemagne, 29,000 en Chine. etc. Les institutions et les moeurs ont le cachet britannique; *l'anglais* est la langue parlée dans toutes les colonies Australasiennes. Le PROTESTANTISME, avec ses diverses églises, épiscopale [1]), presbytérienne, wesleyenne, etc., est la religion dominante; cependant on compte un grand nombre de *catholiques* [2]), qui pour la plupart proviennent de l'émigration irlandaise. [3])

Les gouvernements australasiens se sont d'ailleurs tous prononcés pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat; aucun culte en principe n'est salarié aujourd'hui et tous les cultes sont libres; les écoles publiques n'ont plus, dans aucune colonie, le caractère confessionnel. Mais, comme aux Etats-Unis, le sentiment religieux occupe une large place dans les âmes et se manifeste par le grand nombre d'églises qu'on voit dans les villes et à côté desquelles la philanthrophie a élevé des loges maçonniques.

L'énergie est le caractère dominant de cette nouvelle branche de la race blanche. Comme les Américains des Etats-Unis, les Australasiens sont ardents et tenaces dans la poursuite de la fortune. Chez eux, plus peut-être que dans le vieux monde, la lutte pour la vie est âpre, mais le résultat est souvent plus avantageux, parce que la terre ne manque pas et paie largement les soins qu'on lui donne. Il leur faut conquérir cette terre par le travail. Le récit qu'un vieillard d'Ipswich, dans le Queensland, faisait à un voyageur français en 1876 [4]), est l'histoire à cet égard de beaucoup de petits colons d'Australasie.

---

[1]) L'église épiscopale est divisée en 18 diocèses, 2 dans Queensland, 5 dans la Nouvelle-Galles, 2 dans Victoria, 1 dans l'Australie méridionale, 1 dans l'Australie occidentale, 1 en Tasmanie, 6 dans la Nouvelle-Zélande.

[2]) L'église catholique compte 2 archévêchés (*Sydney* et *Melbourne*) et 15 évêchés.

[3]) Le recensement de 1881 a donné un total de:

1,905,000 protestants.
585,000 catholiques.
10,000 israélites.
252,000 autres ou sans culte.

[4]) Dans les premières années de son établissement, ce vieillard avait vu la petite colonie, composée d'une vingtaine de blancs, attaquée par les indigènes.

»Eh bien, j'ai pris ma pioche et ma pelle, et je suis venu dans ce désert, car c'était un désert alors; j'ai semé, j'ai planté, j'ai récolté. Plus tard, j'ai pu devenir propriétaire d'une charrue, et mes récoltes sont devenues plus abondantes; j'avais toujours un marché au pénitencier de Moreton Bay. Pendant ce temps là d'autres venaient, le terrain se défrichait autour de moi, et un jour j'ai vu la route de fer passer devant ma porte. Il y a déjà quinze ans de cela. Aujourd'hui, tout ce que vous voyez là, des deux côtés de la ligne, est ma propriété. J'ai des enfants qui sont bien établis, et me voilà arrivé à l'âge de quatre-vingt cinq ans. capable encore de faire mes trois lieues à pied, sans éprouver trop de fatigue. J'ai travaillé, et je jouis aujourd'hui d'un bien-être que je n'avais jamais rêvé sous le chaume de mon vieux père, quand je gardais les animaux dans les plaines de la vieille Irlande."

Beaucoup de colons vivent solitaires, dans des fermes isolées, et se contentent des relations intimes de la famille. Cependant on peut dire que la race a certaines qualités remarquables de sociabilité : le grand nombre des sociétés de secours mutuels (friendly societies), des associations de charité et autres en est une preuve.

Dans l'ordre économique, l'importance des banques est aussi un signe de certaines tendances de sociabilité qui sont particulièrement développées en Australasie. En mars 1881, 51 banques avaient en dépôt 1.470 millions de francs [1]), sur lesquels 65 pCt. environ étaient des dépôts portant intérêt. Leur encaisse métallique était de 310 millions; leur circulation en billets, seulement de 115 millions de francs. Il y a, en outre, de nombreuses caisses d'épargne, des sociétés de construction, des assurances: l'épargne est relativement plus considérable en Australasie qu'en Europe. L'énergie vitale dont témoignent ces faits est assurément une des causes principales qui font que cette race a pris si bien racine dans le sol et explique le progrès rapide de la population australasienne, qui, un an et demi après le recensement, à la fin de 1882, atteignait déjà le nombre de 2,936,490, et qui a dépassé *les 3 millions* dans le cours de l'année suivante, (3.031.887 au 31 Dec. 1883).

Ce progrès est dû aussi à deux causes démographiques, l'une externe, l'immigration, l'autre interne, l'excédent des naissances sur les décès.

---

un des blancs fait prisonnier et mangé presque sous les yeux des autres colons qui se défendaient dans leurs maisons sans pouvoir en sortir. (*Australie nouvelle* par Marin la Meslée, p. 107.)

[1]) Plus des 2/3 des opérations avaient été faites par les banques de Victoria et de la Nouvelle-Galles.

II.

L'IMMIGRATION.

L'émigration, dont les statistiques officielles ne donnent qu'un compte approximatif, semblerait, si l'on ne considérait que les nombres bruts, avoir introduit en Australasie, de 1825 à 1883, environ un million et demi d'individus partis des ports du Royaume-Uni [1]); il est vrai que beaucoup de voyageurs sont confondus avec les vrais colons dans ce total

Jusqu'en 1837, cette émigration n'avait jamais été jusqu' à 5,000 individus par an; elle s'éleva, avec la crise irlandaise, à 14.021 en 1838, et jusqu'à 32,625 en 1841, plus tard à 32,191 avec la crise de 1849. L'or en a été le plus énergique stimulant; il a attiré en une seule année (1852) 87.881 émigrants, presque tous à destination de Victoria, et, pendant quatorze ans, il a maintenu les arrivages annuels à plus de 30.000 (excepté en 1860 et 1861). L'ardeur s'est ralentie ensuite pendant huit ans (1866—1873) avec le ralentissement de la production des mines; l'émigration n'a repris d'importance qu'en 1874 à la suite d'une crise européenne. (Voyez la fig. N°. 2, qui indique l'émigration totale partie des ports britanniques depuis 1835, et, depuis 1841, la destination pour les cinq principales colonies).

Depuis 1841, Victoria a reçu, sur le total brut d'un million et demi, 570,000 personnes environ, la Nouvelle-Zélande 255,000, la Nouvelle-Galles 205,000, l'Australie méridionale 140,000, Queensland plus de 100,000. La Tasmanie et l'Australie occidentale ont été les moins bien partagées; cette dernière particulièrement n'a eu ni l'attrait de l'or, ni celui de la propriété, parce qu'une grande partie des terres avait été d'abord aliénée en vastes domaines.

Les relevés anglais, qui, ne mentionnent que les individus enregistrés comme émigrants, restent nécessairement un peu au-dessous du nombre réel de ceux qui partent des îles Britanniques pour l'Australasie. Il faudrait d'ailleurs, pour avoir ce nombre total, ajouter les Européens qui s'embarquent dans les ports de l'Allemagne (plus de 50,000 de 1847 à 1883), de France, etc. et les émigrants venus des autres parties du monde.

D'autre part, il y a un mouvement considérable d'émigrants qui, arrivés en Australasie, changent de résidence, passent d'une colonie à une autre ou quittent entièrement ces contrées après un certain

---

[1]) Sur ce total, 74,000 seulement appartiennent à la période 1825—1841. On naviguait alors à la voile et le voyage durait de trois à cinq mois: on émigrait peu.

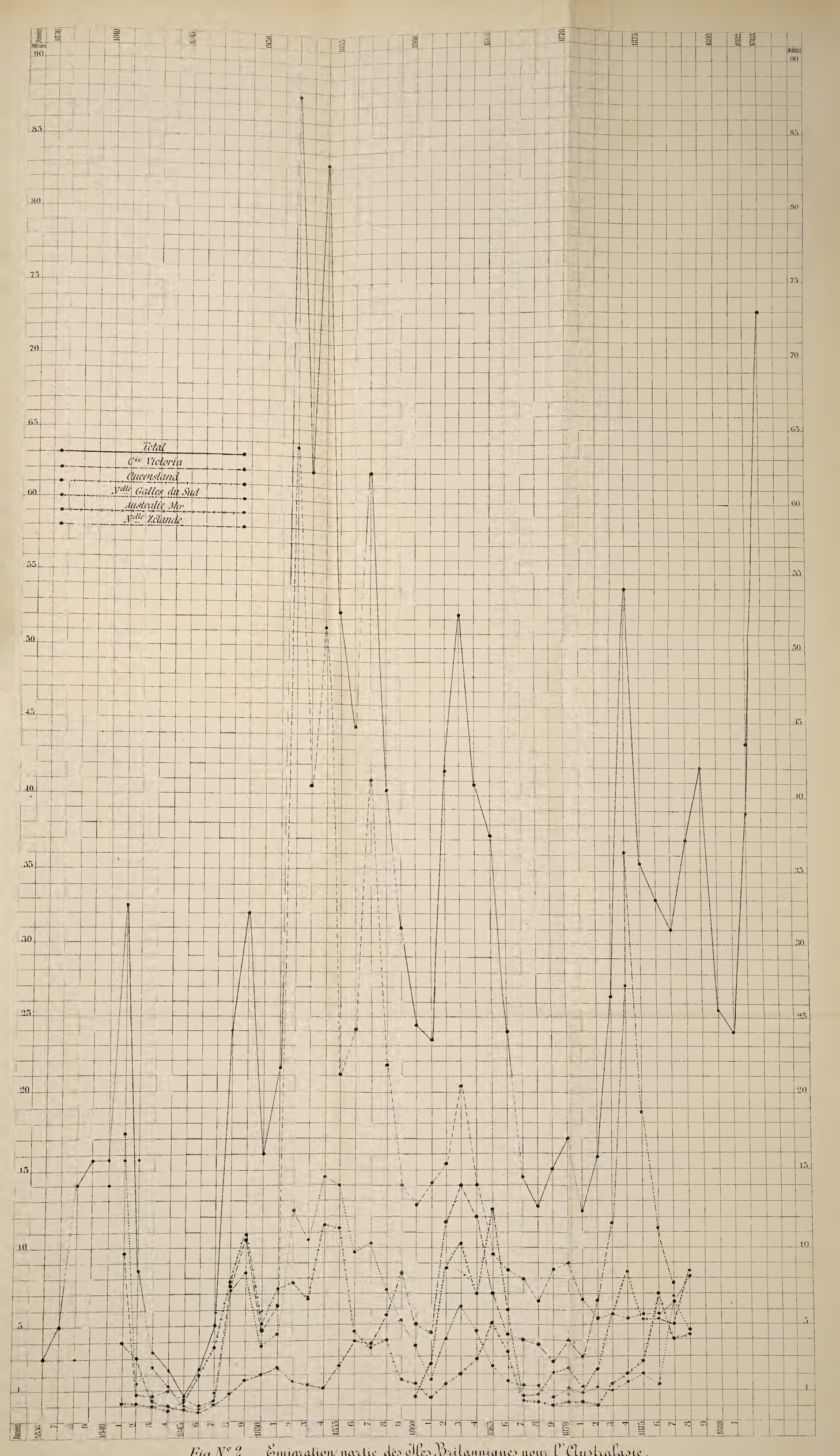

Fig. N° 2. Émigration partie des Iles Britanniques pour l'Australasie.

temps de séjour. C'est ainsi que les statistiques coloniales constatent pour les dix années de la période 1871—1880, une immigration totale de 1,233,880 individus et une émigration totale de 804,400; la différence, qui représente à peu près le nombre des habitants réellement gagnés par l'Australasie, est de 429,440, soit une moyenne d'environ 43,000 par an. [1])

La plupart des immigrants viennent de la métropole [2]) dont ils apportent la langue, les moeurs, les institutions; ils lui restent attachés non seulement par la subordination politique qui lie la colonie, mais par de nombreuses affinités sociales, qui, sous le rapport économique, ont encore plus d'importance.

Les *Chinois* sont, dans cette immigration, un groupe à part. Leur patrie se trouve à proximité et ils se rencontrent en Australasie, comme sur presque toutes les côtes du Grand océan. Ils étaient, en 1881, environ 32,000. Leurs qualités laborieuses et la modicité de leurs prétentions les font rechercher des patrons, surtout pour l'exploitation des mines et sous le climat tropical. Les ouvriers les redoutent comme des concurrents qui donnent leur travail à trop bas prix et se font un argument de leurs vices pour les proscrire. De 1855 à 1865, une loi de Victoria a même limité l'importation des Chinois, et leur nombre s'est beaucoup réduit [3]).

[1]) Voici le détail par année:

Années	Immigration	Emigration	Excédent
1871	69,350	49,311	20,039
1872	80,280	62,717	17,563
1873	93,815	64.149	29,666
1874	137,660	71,883	65,777
1875	134,091	78,413	55,678
1876	131,805	83,868	47,937
1877	139,798	89,348	50,450
1878	139,011	95,184	43,827
1879	150,942	95,638	55,304
1880	157,128	113,929	43,199
Totaux	1,233,880	804,440	429,440
1881	165,588	122,503	43,085
1882	173,262	120,286	52,976

[2]) De 1853 à 1881, le nombre annuel des émigrants par les ports britanniques a varié entre 53.958 (1874) et 12,227 (1871); sur ces nombres, les Anglais, qui forment environ les trois quarts du total, les Irlandais et les Ecossais figuraient pour 52,581, en 1874, et pour 11,695, en 1871. Durant la période 1870—1880, le nombre des émigrants des ports britanniques pour l'Australasie a été de 313,000 sur un total de 2,228,000 émigrants partis de ces mêmes ports pour tous les pays hors d'Europe.

[3]) Nombre des Chinois dans la colonie de Victoria:

1854	2,000.
1859	42,000.
1861	24,732.
1871	17,935.
1881	12,128.

La politique voit aussi leur affluence avec inquiétude, parce qu'ils ne font guère souche dans le pays, émigrant sans femmes, envoyant en Chine l'argent qu'ils gagnent et déterminés à rentrer eux-mêmes, vivants ou morts. Cependant, malgré les proscriptions, ils continuent à venir chercher du travail.

Les propriétaires emploient aussi des indigènes de l'Océanie dans l'Australie occidentale, dans Queensland et surtout dans la Nouvelle-Zélande ou le travail des Maoris est très apprécié.

La plupart des immigrants sont des adultes qui [1]), étant dans la force de l'âge, apportent toute leur capacité de travail. Beaucoup parmi les Européens apportent aussi des capitaux. Le capital et le travail fructifient facilement dans ces contrées. Les hommes, parmi lesquels dominent en première ligne les agriculteurs, jardiniers ou charretiers, en seconde ligne les ouvriers de l'industrie, les industriels ou marchands, forment la majorité. Cependant les femmes, femmes mariées ou filles, représentent aujourd'hui plus du

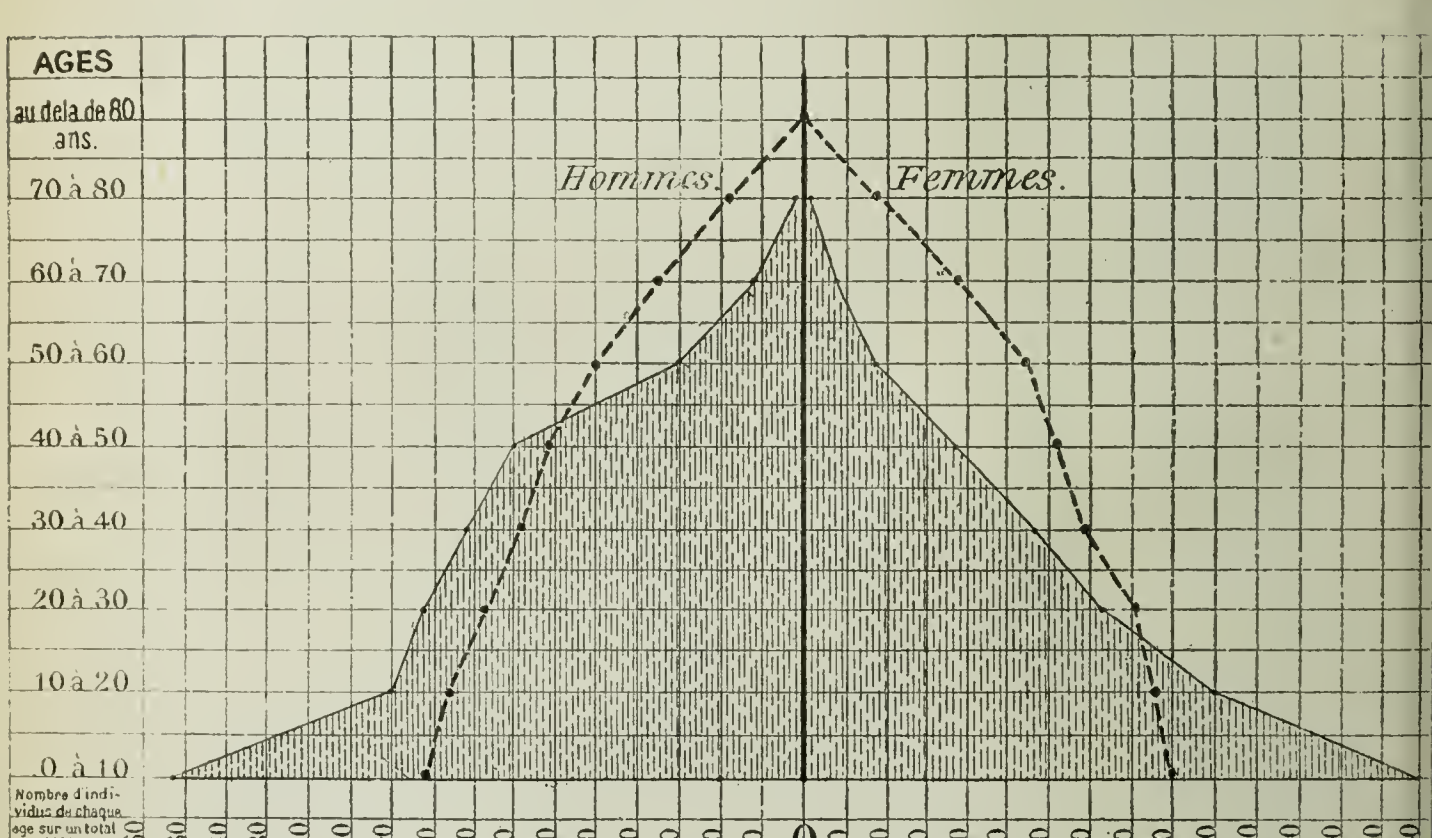

Fig. N° 3. Composition par ages de la population de la N^elle Zélande en 1881, comparée à la population de la France.

La colonie de Victoria, en 1856, n'autorisait les navires à débarquer qu'un chinois par 10 tonneaux de chargement et levait un impôt de 250 francs par immigrant chinois, et une capitation de fr. 12.50 par an.

[1]) En 1880, sur 11,661 immigrants qu'a gagnés la colonie de Victoria, il y avait 11.280 adultes et 381 enfants au-dessous de 15 ans.

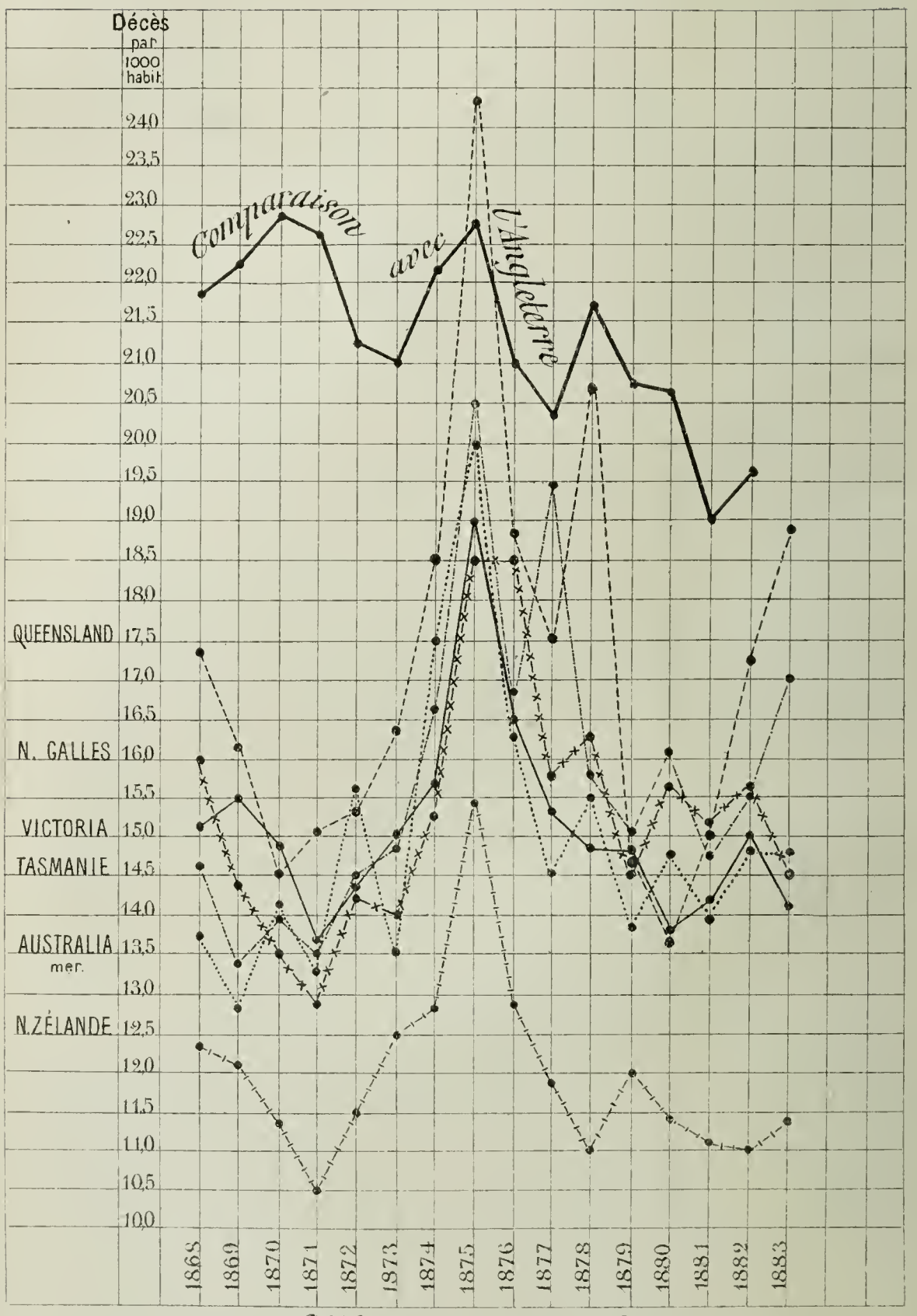

Fig N° 4 Mortalité en Australasie.

tiers de l'immigration; beaucoup se placent comme servantes [1]. Aussi la population compte-t-elle proportionnellement plus d'adultes, surtout du sexe masculin, que les populations européennes, comme le fait voir la figure comparée n°. 3 qui représente, d'après le recensement de 1881, la population par groupes d'âges de la Nouvelle-Zélande, ramenée à 1000 individus et comparée à la population de la France.

III.

LA DÉMOGRAPHIE AUSTRALASIENNE.

La population qui reçoit ainsi chaque année un contingent d'immigration compte proportionnellement plus d'adultes qu'une autre : première raison pour que la mortalité générale y soit faible, puisque les adultes sont moins exposés à la mort que les enfants et les vieillards. D'autre part, le climat est en général salubre [2] et, malgré les déceptions qu'éprouvent parfois les immigrants courant après la fortune dans les pays lointains, il y a relativement peu de misère dans ces sociétés nouvelles où le travail est recherché et bien payé [3]; il y a aussi moins d'ignorance de l'hygiène dans les campagnes et moins d'entassement dans les villes qu'en Europe. Aussi, pendant qu'il meurt chaque année en France, pays de faible mortalité pourtant, 22.5 individus par 1000 habitants et en moyenne en Europe 29 par 1000 [4], les colonies australasiennes n'en perdent que 15,5 en moyenne [5]; la plus favorisée, la Nouvelle-Zélande, dont le climat se rapproche le plus de celui de l'Europe occidentale, n'accuse même qu'une mortalité de 12.17; la moins favorisée, parce que son climat est le plus chaud, Queensland [6] une mortalité de

---

[1]) Voici, comme exemple, la répartition des émigrants partis en 1880 des îles Britanniques pour l'Australasie : hommes 14,889; femmes 10,549 — mariés, 4,988; célibataires ou veufs adultes, 15.776; enfants au dessous de 12 ans 4674. Total 25,438.

[2]) On remarquait déjà, il y a plus de trente ans, que la mortalité de l'armée anglaise était moindre dans la Terre de van Diemen et dans la Nouvelle-Zélande que dans les colonies d'Asie et d'Afrique.

[3]) Aussi y a-t-il peu de décès d'enfants. Sur 100 naissances, il n'y a que 10 (Nouvelle-Zélande) à 1.48 (Austr. mérid.) décès d'enfants âgés de moins d'un an, tandis qu'en France on en compte environ 16 à 17.

[4]) Pour la période 1872—1883 en France et 1865—1883 en Europe.

[5]) L'année 1875 est une année de mortalité exceptionnelle dans toutes les colonies australasiennes.

[6]) Même dans Victoria dont le climat est le plus tempéré en Australie, l'été est la saison où la mortalité est la plus forte (29.59 pCt. de la mortalité totale de l'année), tandis qu'en Angleterre c'est l'hiver (27.49 pCt.).

17.27 [1]). (Voir la figure n°. 4 qui indique la mortalité annuelle, c'est-à-dire le nombre de décès par 1000 habitants des six principales colonies et de l'Angleterre).

Quoique les mariages soient, surtout dans Victoria, moins nombreux qu'en Europe [2]) (6.8 par 1000 hab. en moyenne) infériorité qui a vraisemblablement pour cause principale le petit nombre de femmes, [3]) la natalité, qui s'élève à plus de 37 naissances en moyenne par an et par 1000 habitants, [4]) est à peu près égale à la moyenne européenne, laquelle est d'environ 38. (Voir la figure n°. 5 qui indique la natalité annuelle, c'est-à-dire le nombre de naissances par 1000 hab. des six principales colonies et de l'Angle-

---

[1]) Voici, d'après les décès enregistrés (l'enregistrement n'a-t-il pas quelques lacunes?) de 1869 à 1879, la mortalité moyenne de chacune des colonies:

Queensland	17.27 décès par 1000 hab.
Nouvelle-Galles	14.96
Victoria	15.54
Australie Méridionale	14.94
» Occidentale	15 66
Tasmanie	15.59
Nouvelle-Zélande	12 17

[2]) La moyenne générale en Europe est de 8 4 pCt. (période 1865—1883); celle de la France est de 7.9. Elle était dans les colonies australasiennes (période 1869—79) de:

Queensland	8.13
Nouvelle-Galles	7.71
Victoria	6 37
Australie Méridionale	7.92
» Occidentale	6.69
Tasmanie	6.82
Nouvelle-Zélande	7.92

[3]) Nous avons dit qu'il y a en général beaucoup plus d'immigrants du sexe masculin (sur les 25,000 émigrants partis en 1880 du Royaume-Uni pour l'Australasie, il y avait 60 pCt. d'adultes du sexe masculin et 40 du sexe féminin). Il y avait, en 1 82, 84.2 femmes pour 100 hommes en Australasie. La proportion dans chaque colonie était en 1881:

Queensland	72 femmes par 100 hab.
Nouvelle-Galles	82.9
Victoria	93.1
Australie Méridionale	88
» Occidentale	75.3
Tasmanie	89.1
Nouvelle-Zélande	82.5

Dans la plupart de ces colonies, la différence était plus grande en 1869 qu'en 1882; l'équilibre tend lentement à s'établir.

[4]) Voici la natalité moyenne de 1868 à 1882 pour chaque colonie:

Queensland	39.43
Nouvelle-Galles	38.55
Victoria	34.11
Australie Méridionale	38.07
» Occidentale	32.35
Tasmanie	30.80
Nouvelle-Zélande	40.43

En France, elle n'est même que de 26; mais la natalité française est très faible. En Angleterre, de 1869 à 1879, la natalité moyenne à été de 35.7. La natalité moyenne en Europe est de 38 (période 1865—1883).

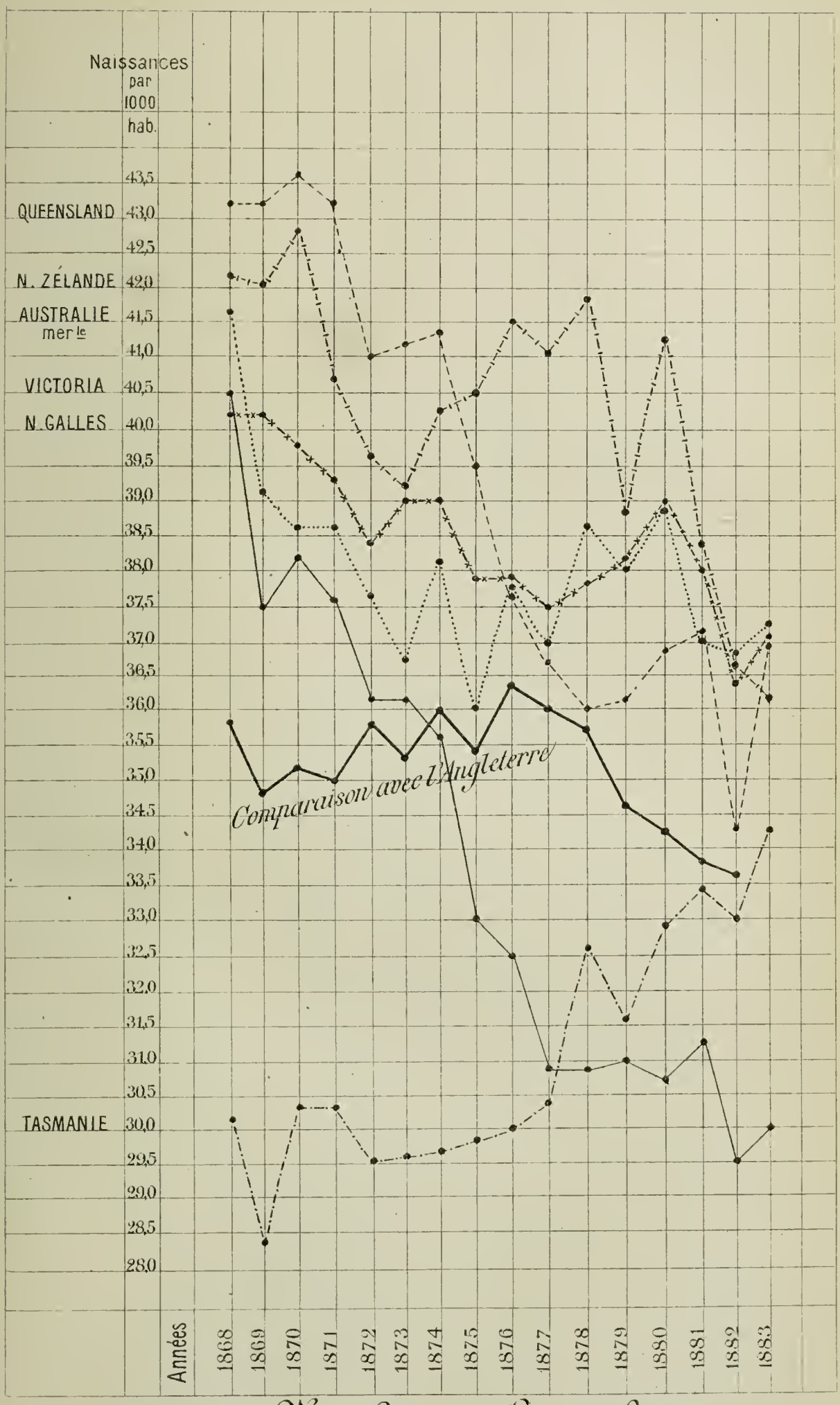

Fig N.° 5. Natalité en Australasie.

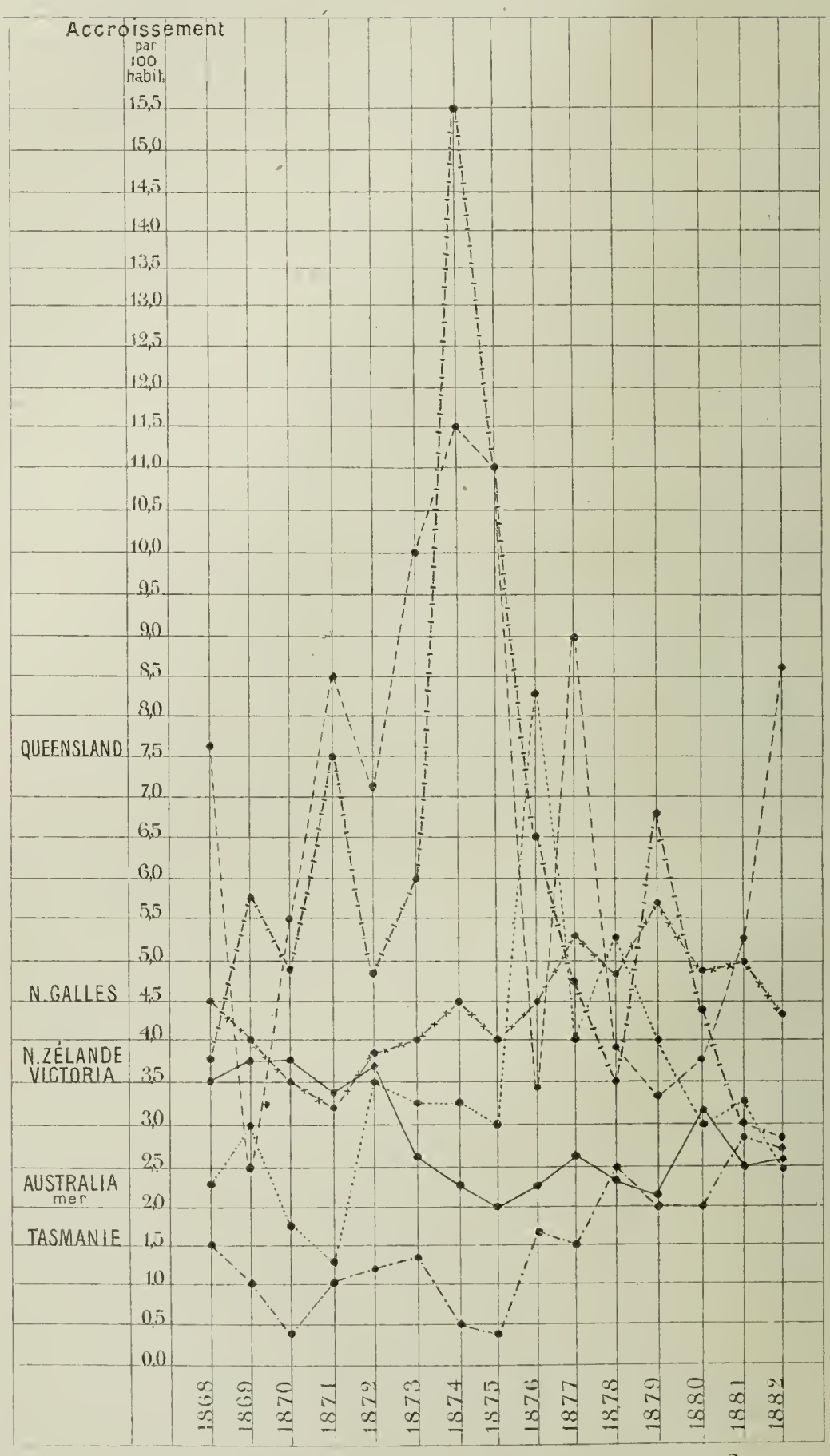

Fig. N° 6 Taux de l'accroissement de la population en Australasie.

terre). Cette natalité semble d'ailleurs avoir une tendance à décroître dans la plupart des colonies, à mesure que se constitue d'avantage l'équilibre démographique.

Il y a donc un fort excédent des naissances sur les décès (37-15.5 = 21.5), et, par le seul fait de cet excédent, la population augmente de 2 pour 100 par an. Dans la *Tasmanie*, qui occupe le dernier rang, on compte 185 naissances contre 100 décès et dans *la Nouvelle-Zélande*, qui est, au premier rang avec l'Australie occidentale, 334 naissances contre 100 décès, et conséquemment un accroissement d'environ 2.2 p. 100 par an.[1])

L'immigration, s'ajoutant à l'excédent des naissances, a produit un résultat beaucoup plus considérable encore, puisqu'une population, qui, en quarante-deux ans, a passé de 200,000 habitants à 3 millions, a eu un accroissement moyen d'environ 6.5 pour 100 par an. Entre les deux derniers recensements (1,924,770 en 1871 et 2,742,550 en 1881), l'accroissement moyen n'est plus que de 4% environ. Aussi le récensement constate-t-il que la moitié à peu près de la population australasienne est née en Australasie et l'autre moitié à l'étranger. La figure n°. 6 montre dans quelle mesure, de 1868 à 1882, chaque colonie a participé au progrès.

Cette condition démographique ne durera sans doute pas toujours. Déjà la natalité a diminué, notamment dans Victoria, et la mortalité, dont la moyenne est restée à peu près stationnaire à travers les variations annuelles, augmentera peut-être quelque peu quand l'immigration des adultes n'exercera plus autant d'influence sur la composition de la population. Mais l'Australasie restera un pays salubre où, pendant longtemps, la moyenne du bien-être sera supérieure à celle des vieilles nations. D'ailleurs, en attendant cette période d'équilibre, les colonies grandissent et sont devenues un des deux principaux foyers de la civilisation moderne dans l'hémisphère austral.

Trois colonies, la Nouvelle-Galles, la Tasmanie et l'Australie occidentale ont eté en partie peuplées par la transportation. Elles

---

[1]) Voici, pour chaque colonie, le taux moyen d'accroissement annuel par 100 habitants, de 1868 à 1882, résultant de l'excédent des naissances sur les décès.

Queensland	2.25
Nouvelle-Galles	2.35
Victoria	1.94
Australie méridionale	2.30
" occidentale	1.67
Tasmanie	1.50
Nouvelle-Zélande	2.28

ont reçu [1]) en tout, de 1788 a 1868, 137,161 condamnés. Elles subissent encore quelques conséquences fâcheuses de cette origine impure: le nombre des arrestations, des délits et des crimes y est plus considérable que dans les autres colonies. Voici, par exemple, le nombre des arrestations et des citations en justice pour contraventions, délits et crimes par 1000 habitants en 1882 (les autres années donnent des résultats de même nature).

Australie occidentale	167.
Tasmanie	73.
Nouvelle-Galles	82.
Victoria	53.
Australie méridionale	50.
Nouvelle-Zélande	44.
Queensland	49.

	Arrestations, sur 100 habitants en 1882, pour			
	attentats contre les personnes.	contre les propriétés.	Ivrognerie.	Autres cas punissables.
Australie occidentale	12	15	140	
Nouvelle-Galles	11	9	27	33
Tasmanie	5	7	15	45
Queensland	6	4	15	21
Victoria	4	5	13	28
Nouvelle-Zélande	4	4	13	22
Australie méridionale	3	3	16	27

IV.

LA TERRE.

Malgré le progrès de la population, il s'en faut de beaucoup que toute la terre d'Australasie soit encore appropriée. La densité moyenne est à peine de 0.4 habitants par kilomètre carré ou *4 habitants par 10 kilomètres carrés* (en 1884).

Sans doute, cette terre n'est pas partout de nature à être mise en culture, ni même à être utilisée pour le pâturage. Il restera

[1]) Nombre de condamnés qui ont été transportés en Australasie:

Nouvelle-Galles	(1788—1839)	59.788
Tasmanie	(1803—1853)	67.655
Australie occidentale	(1853—1868)	9.718
		137,161 dont 20,319 femmes, (il n'y a pas eu de femmes transportées dans l'Australie occidentale).

toujours, ou du moins bien longtemps encore, de vastes espaces déserts dans le centre de l'Australie et dans les hautes montagnes de la Nouvelle-Zélande. Cependant, à mesure que les exploitations sont mieux faites et que les pionniers s'avancent, l'étendue qu'on attribuait au désert va en se rétrécissant. [1])

Il ne faut pas oublier que le premier directeur du cadastre, qui a eté un des premiers explorateurs du pays, Oxley, déclarait que tout la contrée au sud du 30e parallèle et à l'ouest de 147° 30′ était absolument inhabitable; c'est là cependant que sont aujourd'hui le riche district de Riverina et une partie des bonnes terres de Victoria.

La partie occupée n'est jusqu'ici qu'une très petite fraction de la superficie totale. Les terres vendues par la Couronne et constituées en propriétés privées représentaient, à la fin de l'année 1882, un peu moins de 5 pCt. de cette superficie [2]) et il n'y avait guère en culture que 8 pCt. des propriétés privées (voir la fig. n° 8).

Les terres louées pour l'élevage du bétail avaient une beaucoup plus grande étendue: mais elles ne sont affermées que temporairement, pour un loyer très modique, et elles peuvent être divisées en lots et mises en vente, lorsqu'elles ont été arpentées ou reconnues propres à la colonisation.

Aussi la population qui cultive la terre n'occupe-t-elle, comme la terre cultivée, que des espaces restreints dans le monde australasien. Elle est concentrée dans la région côtière de l'est et du sud-est de l'Australie, dans la vallée principalede la Tasmanie et dans quelques

---

[1]) Le voyageur Giles estimait, non sans exagération sans doute, que les trois quarts du continent Austral pouvaient être utilisés pour le pâturage.

[2]) Cette superficie totale, calculée d'après les données de 1882 était de 3,759,332 milles carrés ou 2,021,972,120 acres (mesure qui vaut 40 ares environ); les terres vendues en décembre 1882 représentaient 92,561,001 acres. 7.128,000 acres etaient en culture. Mais, en 1883, les nombres donnés par le statisticien de Victoria (M. Heylen Hayler, *Victorian Yearbook for* 1883—84 sont inférieurs, surtout pour la Nouvelle-Galles (24 millions d'acres au lieu de 40), à cause vraisemblablement de la révision des aliénations faite à l'occasion de la loi de 1884.

Voici, par colonie. le détail (par millions d'acres) des terres vendues à la fin de 1883 :

	Millions d'acres des terres de la Couronne vendues.	Prix de la vente en millions de livr. sterling.
Queensland	6.6	8 5
Nouvelle-Galles	24.7	46 9
Victoria	13.5	14 1
Australie méridionale. . . .	6.8	6.4
Australie occidentale	1.7	0.3
Tasmanie	4.3	1.3
Nouvelle-Zélande	17.4	3.5
Total	75.—	81.—

parties de la Nouvelle-Zélande; il n'y a pas en tout 300,000 kilomètres carrés sur lesquels on rencontre plus d'un habitant par kilomètre carré (voir la fig. n°. 7.) Il reste encore une large place au peuplement.

Fig. No. 7. Densité de la population.

Note. Les hachures simples représentant approximativement les régions qui ont plus de 1 habitant par kilomètre carré; les hachures croisées, celles qui en ont plus de 10.

V.

LA POLITIQUE DE L'IMMIGRATION.

Les gouvernements coloniaux ont compris que le sol n'est qu'une des conditions de la richesse et que c'est le travail de l'homme qui fait la richesse; ils se sont efforcés, en conséquence, d'attirer des hommes pour mettre leur sol en valeur.

Ils ont employé à cet effet des moyens divers. Dans le principe, l'initiative a été prise par la métropole. Des condamnés ont été transportés aux frais de l'Etat, gardés par des soldats, employés à des travaux divers. Ce système n'a jamais donné que de médiocres résultats dans la Nouvelle-Galles, dans la Tasmanie, dans l'Australie occidentale où il a été appliqué et il a été réprouvé comme un élément de désorganisation sociale par les colons, dès qu'ils se sont sentis assez forts pour se suffire par eux-mêmes. Des compagnies de colonisation se sont formées qui out importé des travail-

leurs et vendu les terres que la Couronne leur avait concédées; c'est à ce système que l'Australie méridionale et l'Australie occidentale doivent leurs premiers habitants. Mais le résultat obtenu par ces compagnies a encore été médiocre.

Aujourd'hui l'initiative appartient principalement aux gouvernements coloniaux qui ont dépensé et dépensent chaque année de fortes sommes pour payer le passage des immigrants [1]), qui surveillent cette importation d'hommes par des agences placées en Angleterre et dans les colonies. Ils passent eux-mêmes des contrats avec des compagnies de transport maritime; ils encouragent surtout l'immigration des ouvriers de ferme, âgés de moins de 40 ans, celle des servantes, et recherchent de préférence les personnes qui ont des parents ou des amis déjà établis dans le pays.

Si les loyers sont, en général, plus chers en Australasie qu'en Angleterre, le pain et la viande y sont à meilleur marché et les salaires sont plus élévés: [2]) c'est un des attraits de l'immigration.

VI.

LA VENTE DES TERRES.

L'espoir de devenir propriétaire est un attrait non moins puissant. Il trouve en Australasie une large et facile satisfaction: 30 millions d'hectares (75 millions d'acres) de terres publiques avaient déjà été vendus à la fin de 1882, c'est-à-dire une superficie presque égale aux $^2/_3$ de la France, au prix moyen de 67 fr. l'hectare.

(Voir la fig. N°. 8 qui indique le rapport des terres cultivées, vendues et louées pour pâture à l'ensemble du territoire).

Les gouvernements, pour faciliter l'acquisition de ces terres, en font arpenter tous les ans une certaine étendue; ils réservent les emplacements nécessaires pour les écoles et les autres services publics, vendent le reste à l'encan par petits lots dans les parties destinées à devenir des villes, par lots d'une plus grande superficie et d'un prix moindre dans les campagnes, sans que personne puisse acquérir plus d'un certain nombre d'acres déterminé par la loi. Ils autorisent en outre les particuliers à choisir eux-mêmes, avant

---

[1]) L'année 1874 est celle où le système des subventions a donné le plus fort résultat. Sur 53,958 émigrants partis du Royaume-Uni pour l'Australasie, 44.394 étaient »assistés", c'est-à-dire qu'on leur payait le passage en totalité ou en partie. La Nouvelle-Zélande, l'Australie méridionale, la Nouvelle-Galles, Queensland sont les colonies qui ont le plus employé ce système.

Le prix du passage, par bateau à vapeur, de Londres à Melbourne, est d'environ 1500 à 1950 frcs. pour la première classe et d'environ 400 à 530 frcs. pour la dernière classe.

[2]) A Melbourne, certaines salaires avaient légèrement augmenté de 1870 à 1880; les vivres avaient plutôt diminué qu'augmenté.

l'arpentage, à occuper et à acquerir des terrains, jusqu'à concurrence du nombre d'acres permis [1]), et ils accordent des délais pour le paiement à ces concessionnaires (selectors).

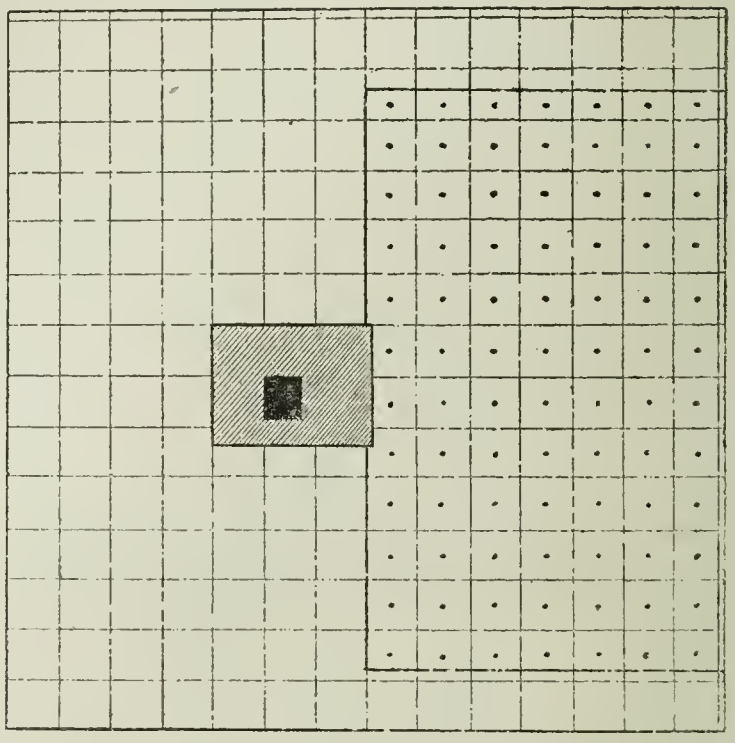

Fig. No. 8. Superficie des terres en Australasie.

Superficie des terres vendues (en Décembre 1883)

„ „ en culture

„ approximative des terres louées, comme pâturages.

Le grand carré représente la superficie totale des sept colonies australasiennes, à raison de 25 millimètres carrés par 10 millions d'acres.

Les colonies se peuplent ainsi d'une race de propriétaires qui enrichissent le sol en le cultivant et qui constituent le principal élément conservateur de ces sociétés. C'est en même temps un élément démocratique; il contrebalance l'influence des grands éleveurs; ceux-ci s'efforcent de convertir en propriétés privées les vastes pâturages qu'ils tiennent en location de l'Etat. [2])

(*A suivre.*)

[1]) De 40 à 640 acres dans la Nouvelle-Galles du Sud, pas plus de 1000 acres dans l'Australie meridionale; de 40 à 5120 acres dans Queensland; pas plus de 320 acres dans Victoria et en Tasmanie; pas plus de 320 acres pour les terres de culture et de 5000 pour les terres de pâture dans la Nouvelle-Zélande. Les terrains urbains se vendent en général par fractions d'acre.

[2]) „Les squatters", écrivait M. Marin la Meslée en 1876, „voient d'un fort mauvais oeil les intrus venir s'établir au beau milieu de leurs stations et choisir les parties les plus riches de leurs runs pour y planter leur tente. Aussi y a-t-il aujourd hui guerre à mort, en Victoria, entre le squatter et le petit free selector que son grand ennemi méprise souverainement, et qu'il nomme par dédain fermier de perroquets". — *L'Australie nouvelle*, p. 33.

Mr. STANLEY'S CONGO-INTERNATIONAL,

Review by Commander V. Lovett Cameron.

Mr. H. M. Stanley has at last given as the narrative of the work be has so successfully accomplished and which has resulted in the foundation of the Congo State. The Book is a most fascinating one and a record of a work which will in all days of the world's history be regarded as the most important instalment in the amelioration of Africa. If the beneficent intentions of King Leopold had not been worthily carried out by his chosen instrument, Mr. Stanley, the result might have been very different and another added to the long list of failures and disasters, which have so often rendered futile philanthropic attempts, which have had for their aim objects similar to those which are in a fair being achieved by the foundation of the Congo State. In these days of the opening up of Africa and the eager competition for African Territory which is going on among all the commercial powers of Europe it cannot but prove a source of regret that the expenditure of men, time and money that took place during the great Livingstone expedition on the Zambesi had not at that time been devoted to the opening up of the Congo where no jealousies of flag or nationality then existed and where slavery and all its concomitant evils existed in a far more virulent farm than they did on the great river falling into the Eastern Ocean.

Mr. Stanley as this book again proves may be accounted the most fortunate of African Travellers, he has undergone difficulties and privations and overcome and endured them in a spirit which has proved how eminently fitted he has been both mentally and physically for the work he has undertaken and how fully he has deserved the success he has achieved, but at the same time the resources which have been at his disposal have so far exceeded those of any of his rivals in the field of African Exploration that he has been able to go on from success to success instead, as has so often happened to others, of being forced to abandon the completion

of some great work owing to exhaustion of means and defection of followers. Mr. Stanley too is blessed with that form of egotism which we so often find in men who are destined to make a permanent mark in the world and which we find in different forms in Napoleon the Great, Victor Hugo, Mr. Gladstone and many men of great genius and indeed in many others whose names will at once occur readily to the reader. This egotism (it is to be hoped that the word will not be unterpreted as in any way detracting from Mr. Stanley's character or achivements, perhaps egoism would be a more correct term) this intense developement of personality and individuality are to be found imprinted on all Mr. Stanley has done and it is right that it should be so. He knows that the work is HIS work and no false feeling of modesty has prevented him from showing this in his writings and speeches. Any man who did not possess this almost divine beliefs in himself could not as Mr. Stanley has done, have overcome opposition, silenced detractcrs and in spite of some errors and mistakes forced himself to the fore most rank of the celebrities of the day.

This last great work bears the mark of this as clearly as the man does himself and in the dedication asserts itself perhaps as clearly as in any portion of the narrative. A man of less power would lie open to the charge of self assertion if he penned such a page at the commencement of a book which mainly consists of a narrative of how he himself overcame the many and various difficulty of all kinds and natures, which have been encountered in the exploration of the Congo and the foundation of the new state, but the sublime self consciousness which allowed him to write this dedication has also enabled him to do the work which rendered it possible for him to compose it, that the history he relates is that of "a great and successful political and diplomatic achievement" no one can for a moment gainsay and he also pays due tribute to his munificent employer H. M. Leopold II King of the Belgians and first sovereign of the Congo State.

In the preface he shows a belief in the future of the Congo at least equal to that he has in himself and proudly summarises the great deeds that have already been accomplished under his direction and points out how in the future still greater results may be expected from what has already been done and looks confidently to this record of his achievements and the deductions he has drawn from his observations and intercourse with the natives stirring up those who may follow in his footsteps to a worthy emulation of his own feats and awakening an ardent desire in the hearts of many

who might otherwise have led lives of inglorious case to embark on the great cause of enlightening the Dark Continent.

No doubt by many this vigorous self asserting personality would be considered a literary blot, but it is far from being one, for without it we should have had no idea of what manner of man the "Hero" of the Congo was and many of the most interesting portions of this great work would never have been written.

Mr. Stanley is always fond of estimates and figures, and though it is said "that figures may be made to prove anything" it is impossible to read his list of figures about the lines of railways which are necessary to enable the manufactures of Europe to reach the innermost recesses of Africa without feeling astonished at the apathy and torpor of the general public which have hitherto paralysed so many gallant men in their endeavours to prove that in Africa lies one of the greatest markets in the world, and a population at present in want of nearly everything that would raise them in the scale of humanity but who only want proper guiding and instruction to rise rapidly and add largely to the total wealth of the world.

The summaries of the mileage railways and the riverbanks they would render available for commerce as follows.

	Railway	River Banks
Congo—Vivi to Stanley Pool	147	10.800
Nile—Suakin to Berber	280	5 600
Niger—Rabia to Comba	250	4,400
Shari—Rabaga to Mojoto	150	1.800

and estimates the cost of these railways including rolling stock and all necessary equipement at £ 4000 per mile and then calculates that including the river flotillas necessary African trade in the great river basins could be opened for $1^3/_4$ d. per acre and that the annual value of the trade per annum would be 3/ per acre of course these figures may be disputed and many will say that the estimated cost is far too small and that the value of the trade has been also been rated at considerably too high a figure, but even if this be the case there is such a margin between the two that it may be at once allowed that he has proved his case amply and that there can be little doubt that, if these railways and similar ones are constructed, they will prove remunerative investments and that the trade of Africa will then rapidly increase in value and amount.

The saddest reading for Englishmen is the portion about the Soudan where without counting the loss of life and the fact that we have left everything in a worse condition than when we first

interfered we are shown to have wasted £ 16·000·000 or four a half times the amount our author considers necessary to construct all these railways which would prove such important factors in the regeneration of Africa. The news we receive day by day from Egypt and the protests from our generals and diplomatists in that country can only add fuel to the fire of our indignation when we consider our lost opportunities and are told by an impartial judge how much better we might have employed the men and money we have squandered.

In giving the history of the River he does ample justice to the gallant Captain Tuckey but can scarcely be considered as equally fair to the early Portuguese explorers and missionaries and the great feats they accomplished, but if he here errs, he errs with many, who like him have experienced many of the vexations incidental to the Portuguese colonial system and who forget the difficulties under which the Portuguese labour both at home and abroad.

In giving the history of the River he gives the date 1817 when in consequence of various treaties and actions having for their purpose the suppression of the slave trade the northern limit of the Portuguese possessions was fixed at 8° South latitude and thus incidentally furnishes the best argument that has yet been brought against the Anglo-Portuguese treaty about the Congo district.

The meaning of the name Zaire and of some other names which have puzzled geographers are cleared up and here it may be incidentally mentioned that Zaire as meaning »The River" i. e. »the Great River" (being derived from various words meaning river) has practically the same signification as Congo (Kongo) »Ko, Ku, Kw" are all prefix meaning river and it was found in Urua, Ulunda, Kebokive and elsewhere that the affix "Ugo" meant great or large so that Congo also means »The Great River".

Equally interesting are the remarks about the titles of chiefs and their authosity and precedence, but space forbids our dwelling on this most intricate question but it may be remarked that a work on this question giving the various rules governing successions, authority, precedence &c in Africa would prove most valuable and their study be most fascinating.

The work of founding the International Association is well described and also how out of that body the "Comité des Etudes du Haut-Congo" naturally came into being and here the real work of the Author begins. A small space is devoted to the expeditions of Cambier & Popelin, and others from the East Coast but we are

soon brought into the main purpose of the book the narrative of the labours of Mr. Stanley and his subordinates. At first starting several subscriptions were received from mercantile firms and associations but when that given by the Dutch House on the Congo (since replaced by a more powerful and succesful association) had to be returned on account of the bankrupty of the donors the opportunity was taken of returning all other subscriptions from mercantile houses at the same time and the "Comité" was floated on a purely philanthropic basis. That this should be so, though at that time there can be no doubt the pecuniary sacrifice was very great, was most fortunate.

A letter Mr. Stanley addressed to Col. Strauch when at Gibraltar gives a sketch of what form the Free State should assume and that form has been mainly adhered to under the trying circumstances of the succeeding years. The occasion of Mr. Stanley's steamer being stopped at Sierra Leone on suspicion of his being a slaver gives him an opportunity of refuting the charges of mystery which have been brought against him and also of paying a well merited tribute to Sir Samuel Rowe.

In August 1879 Stanley reaches Banana and the real work begins. Here he finds his Congo flotilla and though carefully prepared traces are found in the many altèrations which he had to effect in them of the want of nautical supervision in their construction and outfit. His staff of boatmen and engineers also gave him much trouble, but any one who has had to deal with men of the class he describes can well understand that this was so and that his experience in this respect is no solitary one.

His enthusiasm for Africa is shown him, on his arrival by his glowing description of the perfect health of the pilot and of many of the employés of the Dutch house and he lays downs rules for diet, clothing &c. which are clear and sensible and if closely adhered to would prove most valuable.

So far a sketch of the opening work has been given, the actual construction of the stations and roads, transport of steamers, lighters and stores all show the determination aud energy of the writer and how each and every difficulty encountered only seemed to stimulate his inventive faculties and add fresh ardour to his zeal.

We have many incidents told us which are both pathetic and romantic and which are proof of the truth of the saying that "truth is oft stranger than fiction."

The diplomatic and political difficulties which after and whilst acting as engineer and transport officer, it was in the first capacity whilst teaching his men the way to use a sledge hammer that he

won the soubriquet of "*Bula Matari*", Mr. Stanley had to encounter must also, to be appreciated and enjoyed, be read in his own words and the fertility and readiness of resource combined with good humour especially in his dealings with Ngalemya which he manifested are pieces of most entertaining reading.

Before however be met with this worthy on the banks of Stanley Pool his life had been nearly brought to an end by African Fever and the expedition would probably have been rendered abortive, but he recovered and in April 1882 was able to start on the first "Upper Congo" expedition. On his return he goes away for a well deserved rest leaving the work in charge of Dr. Peschuel Loeche, but was only able to spend 6 weeks in Europe and on his return after five months absence finds all in disorder; the absence of the mastermind even for this time had been taken advantage of, dissensions had sprung up among the Europeans, boats, houses, stations and roads had all been neglected and difficulties had been caused with the natives partly by carelessness and partly by misconduct. Once however that Mr. Stanley was again in charge all was restored to order and the new expedition for the Upper Congo starts in May 1883.

The instances mentioned above might be multiplied indefinitely but our duty is not to cause people to think because they have read a review of Mr. Stanley's great work that they therefore know all about it but to make them to read it and therefore we will make no more reference to the contents of the book beyond saying that although perhaps some portions might with advantage have been relegated from the body of the work to appendices or perhaps to a separate and more technical work with gain to the sequence of the narrative, still the book is one that can not fail to be read with interest by each and all and those who read it carefully will rise wiser and I hope better, they may be saddened by much but at the same time a conviction will be implanted in their breasts that *there is* hope of the future of Africa and that means have at last been found for the improvement of the condition of her inhabitants and that in future the advent of the stranger will not bring misery but happiness to "many an ancient river and many a palmy plain." It is needless to say that the maps and illustrations have nothing to be desired and the type is excellent, and though it may seem impertinent to say so Mr. Stanley's style has much improved; let every one read the book and let every one, who reads it, do their best to assist in the development of Africa.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE
TRIMESTRIELLE.

Section de Géographie et d'Ethnographie.

PAR LE DR. C. M. KAN.

I. LES COLONIES NÉERLANDAISES DEPUIS 1883.

A. INTRODUCTION.

Un motif décisif nous a conduit à ouvrir cette première bibliographie par une revue de la littérature géographique et ethnographique depuis 1883.

Elle pouvait, de cette manière, se rattacher: aux introductions des classes du Catalogue de la section des colonies néerlandaises à l'Exposition de 1883 [1]), ouvrage, qui pour ces colonies précisa l'état de notre connaissance des diverses parties de la science coloniale; aux rapports sur les congrès, tenus pendant cette exposition [2]); à la publication des conférences, dans lesquelles plusieurs spécialistes coloniaux ont traité des sujets, non ou légèrement touchés dans les introductions du Catalogue [3]).

De plus, dans cette même année se réunit à Leyde le congrès des Orientalistes, auquel nous devons une série de publications sur les colonies néerlandaises qui sont vraiment d'une haute importance scientifique. [4])

---

[1]) Catalogue de la Section des Colonies néerlandaises à l'Exposition Internationale Coloniale. Leyde, 1883. Le rédacteur en chef fut M. P-J. Veth, à Leyde.

[2]) Voir: Les Rapports sur les Congrès, par M. D. Josephus Jitta. 1e. partie: Questions commerciales et industrielles; 2e. partie: Questions coloniales, Amsterdam, 1884. La 2e. partie contient le rapport des questions coloniales suivantes, discutées dans le Congrès: Les rapports politiques entre la Mère-Patrie et les Colonies; les différentes manières dont on se procure dans les Colonies des forces ouvrières pour l'exploitation du sol; les rapports entre les lois des Européens et le droit des indigènes dans les différentes colonies; les Colonies pénitentiaires (déportation, travaux forcés dans les colonies, rélégation de récidivistes, etc.); les impôts dans les Colonies des tropiques.

Pour le Congrès international de Médecins des Colonies voir: Compte-rendu publié par M. F-J. van Leent, etc. Amsterdam, 1884. Il contient e. a.: Hygiène (coloniale) des professions, cultures et métiers insalubres; la colonisation européenne; les quarantaines; éducation spéciale des médecins des colonies; de la phthisie dans les colonies, etc.

[3]) Voir: Wetenschappelijke Voordrachten (Conférences Scientifiques), gehouden te Amsterdam etc., Leiden 1884. La plupart de ces conférences seront citées plus-bas.

[4]) Nous avons en vue les: „Bijdragen tot de Taal-, Land- en Volkenkunde van Ned. Indie"

Ainsi cette année 1883 forme un excellent point de départ pour notre bibliographie.

Or, comme non seulement les Pays-Bas, mais aussi d'autres états coloniaux et pays d'outre-mer ont publié vers cette même époque leurs plus nouvelles données, [1]) nous osons espérer que ceux de nos collaborateurs à l'étranger, qui auront la bonté de nous assister dans la composition de ces bibliographies trimestrielles, voudront bien aussi commencer par cette année, dans laquelle le premier concours colonial eut lieu et plusieurs colonies se sont fait mieux connaître.

Pour ne perdre pas d'espace, nous ne ferons d'autres remarques introductives que celle-ci : dans cette revue, les publications principales parues depuis 1883, qui ont une importance scientifique ou pratique *internationale*, ont pu seules être relevées et recevoir une description succincte.

B. L'archipel des Indes Orientales dans son entier.

La *description générale* de l'archipel Indien Oriental dans son entier a toujours été plus rare que celle des îles ou des groupes séparés. Elle aura encore une place très modeste dans cette revue bibliographique depuis 1883.

Si nous excluons les rapports officiels ordinaires et les publications périodiques annuelles: le Rapport Colonial, l'Almanach du Gouvernement, l'Annuaire Statistique, qui ont du reste beaucoup de valeur pour les sciences géographique et ethnographique, [2]) nous

---

publiés par l'Institut Royal de philologie, de géographie et d'ethnologie à l'occasion du congrès des Orientalistes, La Haye 1883. Les noms des auteurs et les titres des articles, qui forment le contenu de ce livre supérieur, seront aussi presque sans exception cités plus bas.

[1]) La liste de ces publications, qui se trouvent dans la Bibliothèque de la Société Néerlandaise de Géographie, est donnée dans le Bulletin de cette société (Tijdschrift van het Aardrijkskundig Genootschap), T. VII, pag. 170. On y trouve entre autres: A descriptive Catalogue of Indian products; le Catalogue des produits, exposés par les provinces espagnoles d'outre-mer; différents Catalogues des expositions Tunisiennes et Haïtiennes, de celles de Victoria, de N. S. Wales, de l'Uruguay, du Brésil, etc.

[2]) Qu'il nous soit permis d'indiquer plus spécialement pour le lecteur non-néerlandais les chapitres qui, dans ces publications, ont le plus de valeur pour les sciences géographique et ethnographique. Ce sont dans le *Koloniaal Verslag* (Rapport du Ministère des Colonies aux Députés): Chapitre A (Du domaine colonial et de la population); Chap. C (Communications politiques et générales sur les différentes parties de l'Archipel; Chap. D § 3 (Du service topographique; des levés de l'île de Java et de Sumatra et des cartes nouvelles); Chap. E § 5 (Du service hydrographique; de la composition des Guides de mer et des Cartes marines); Chap. K II. § 1–4 (De l'art et des sciences: des observations magnétiques et météorologiques; des explorations physiques et géographiques; du Jardin Botanique à Buitenzorg; des sociétés scientifiques et industrielles; des publications périodiques et des journaux dans les colonies, etc.)

Dans le *Regeeringsalmanak* (Almanach publié par le Gouvernement Colonial) ce sont: le Supplément SS (La position géographique de quelques points); VV (Liste des cartes et des guides à acheter au Ministère de la Marine); WW (Liste des cartes et des legendes à acheter au Bureau topographique de Batavia); CCC (Revue statistique générale des Indes Néerlandaises pour 1874–1883); RR (Liste des principales monnaies, poids et mesures); JJ (Série de publications périodiques sur l'Archipel Indien, paraissant soit dans la colonie, soit dans la mère-patrie).

n'avons à relever qu'un seul ouvrage qui embrasse plusieurs parties de l'Archipel : c'est le récit des voyages de M. H-O.Forbes [1]) qui visita tant les îles de Java, de Sumatra et de Célèbes, que les parties moins connues de l'Archipel Oriental (Sumbawa, Flores, Timor, Timor Laut, les îles de Key et d'Aroe, la Nouvelle Guinée), et qui, loin de se borner à des études zoologiques, marchant sur les traces de son prédécesseur, M. Wallace, contribua, pour d'autres îles aussi, à l'augmentation de la somme de nos connaissances relatives à la géographie physique et à l'ethnographie de l'Archipel Indien.

Mais, si des descriptions de l'Insulinde tout entière ou de grands voyages dans cet Archipel nous manquent, nous avons, au contraire, des études sérieuses, quoique plus restreintes et spéciales, sur le terrain de la cartographie, de la météorologie, de la géologie et de l'ethnographie de l'Archipel Indien.

Quant à la *cartographie*, ce fut M. P-A. Tiele, le savant directeur de la bibliothèque universitaire d'Utrecht, qui fixa l'attention sur les plus anciennes cartes de l'Archipel [2]): celles de Nuna Garcia de Toreno (1522); les mappemondes anonymes dans la bibliothèque de Weimar, dessinées en 1527 et 1529 ; les portulans de Baptista Agnese de Gênes, dessinés de 1536—64; le globe de Mercator, imprimé à Bruxelles en 1541 etc.; ce furent MM. F. de Bas et J-L. Havenga (ce dernier dans le »Guide Indien") [3]) qui firent la description de l'état actuel de la cartographie et de la topographie des Indes, la reproduction des cartes ou la situation du service cadastral dans la colonie [4]); ce fut M. W-F. Versteeg qui traita de nouveau l'hydro-

---

Dans le petit *Annuaire Statistique et Economique* (Staatkundig en Staathuishoudkundig Jaarboekje), publication de la Société Statistique (Vereeniging voor Statistiek) à Amsterdam, ne contenant jusqu'ici qu'un résumé des chiffres et des données du Rapport Colonial, M. le Dr. Th. Ch. L. Wijnmalen publiera dorénavant des études statistiques plus substantielles sur les colonies, qu'il a fait précéder d'une étude sur l'histoire de la statistique dans les Indes. (Voir: Bijdragen van het Statistisch Instituut, 1885, N⁰ 1).

[1]) A Naturalist's Wanderings in the Indian Archipelago, Londen: Sampson Low, 1885, dont nous donnerons plus tard une critique détaillée.

[2]) Voir: „Bijdragen" de l'Institut Royal 1883, p. 1. L'article est illustré par un facsimile d'un fragment de la Mappemonde de Diego Ribeiro, 1529. M. Tiele demande l'exploration des collections de cartes qui se trouvent à l'étranger, sp. à Londres, à Paris ou à Münich. Nous prenons la liberté d'informer nos collaborateurs de sa demande.

[3]) Nous relevons ici cet ouvrage périodique, trop peu connu à l'étranger et dont les articles, presque toujours de beaucoup de valeur scientifique, sont cités très rarement dans les bibliographies qui se trouvent (pour en nommer les meilleures) dans les „Mitteilungen" de Petermann et dans le Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde à Berlin. Le titre est: „De Indische Gids", Staat- en Letterkundig Maandschrift. Leiden.

[4]) M. de Bas développa ses idées dans la conférence, donnée sur: „La cartographie et la topographie des Indes Néerlandaises" (Wetensch. Voordr , p. 389), se joignant aux études achevées de ce même auteur sur les cartes des Résidences de Java et sur la triangulation de l'île de Sumatra, publiées en 1876 et 1882 par la société de géographie à Amsterdam). Il traita le service cadastral dans son article: „Het Kadaster in Ned. Indie", (Tijdschr. Aardr. Gen., Section: Meer uitgebreide artikelen, I, 2, p. 252.

graphie [1]) et qui recommanda de faire usage des explorateurs-indigènes (pundits) [2]) pour pénétrer dans les parties inconnues de Bornéo, de Célèbes et de tant d'îles, sur lesquelles nos connaissances géographiques laissent beaucoup à désirer [3]).

Les efforts de la Société Néerlandaise de géographie pour combler ces lacunes; les relevés et les cartes nouvelles; les voyages de fonctionnaires zélés ou d'explorateurs intrépides dans les différentes parties spéciales de l'Archipel, seront indiqués plus tard. Maintenant nous relevons encore ce fait remarquable dans l'histoire de la cartographie des Indes: que l'atlas de l'Archipel, dressé à Batavia par ordre du Gouvernement, dont la reproduction au Bureau Topographique à la Haye (directeur, M. Eckstein) est confiée à deux officiers du service topographique, sera bientôt terminé. [4])

Pour *la météorologie* des Indes Néerlandaises nous citons deux ouvrages remarquables: la publication de l'Observatoire magnétique et météorologique de Batavia, concernant les observations de la pluie, tombée dans les Indes durant l'année 1883 [5]) et la conférence du célèbre météorologiste, M. C-H. D. Buys Ballot, sur le climat et le magnétisme dans les colonies Néerlandaises [6]).

A la fin de l'année 1883, on observa la pluie pour l'île de Java et celle de Madoera dans 85, pour les autres îles de l'Archipel dans 69 postes d'observation. La quantité de la pluie pendant chaque mois et pendant l'année entière, le nombre des jours qu'il a plu, et le maximum de la pluie tombée furent enregistrés séparément pour chaque poste, ainsi que la chute moyenne, observée pour 88 postes (dont 55 à Java et à Madoera) pendant 5 ans. La sécheresse extraordinaire de l'année 1883 pour l'Archipel entier saute aux yeux

---

M. Havenga donna l'avis de ne pas supprimer pour la triangulation de Sumatra le service topographique de Java, ce service étant encore toujours indispensable pour la révision des cartes du centre de Java, qui ne semblent pas suffire aux besoins des travaux de l'irrigation, des voies de communication et de la défense (Ind. Gids, 1888, II, p. 861).

[1]) Voir: Tijdschr. Aardr. Gen. (Section: Verslagen en Mededeelingen) Nouv. Série, I, p. 510, et Terzo Congresso geogr. tenuto a Venezia, II, p. 39. (Les travaux hydrographiques aux I. N. O.). Voir aussi: Tijdschr. Aardr. Gen. VI, p. 121, et VII, p. 207.

[2]) Tijdschr. Aardr. Gen. (Section: Versl. en Meded.) N. S. I, p. 509.

[3]) L'opinion de M. Verstteg est exposée dans son article: „Le Pundit", Tijdschr. Aardr. Gen. III, p. 1-3. Les lacunes dans nos connaissances géographiques sur les différents groupes d'îles sont indiquées dans l'article: „Histoire des découvertes dans l'Archipel Indien" (Wetensch. Voordr., p. 26).

[4]) Cet atlas en 15 feuilles, dressé par les capitaines d'état-major W. W. Stemfoort et J. J. Ten Siethoff sur les meilleures pièces des archives du service topographique de Batavia, n'est pas encore publié. Cependant plusieurs feuilles, déjà achevées, que nous avons vues, nous font nous rallier à l'opinion de M. de Bas, que cet ouvrage réalisera toutes les espérances.

[5]) Regenwaarnemingen in N. Indië. 5e Jaargang. Batavia, Landsdrukkerij, 1884.

[6]) Dr. C. H. D. Buys Ballot, Klimatologie van onze koloniën en Aardmagnetisme (Wet. Voordr., p. 267).

par ces observations, surtout pour l'île de Java, où tous les mois indiquent une quantité au dessous de la moyenne. [1]) —

Quiconque a senti le manque d'ouvrages, traitant d'une manière assez large le climat ou le magnétisme dans l'Archipel Indien, rendra grâce au savant directeur de l'Institut météorologique d'Utrecht, qui a bien voulu indiquer et expliquer si simplement et si clairement le résultat de toutes ses observations, c. à. d. les traits caractéristiques de ce climat. Ce sont les températures, peu variées dans le cours d'une journée, encore moins pendant le cours de l'année, causées par la proximité de la mer et les vents qui arrivent avec une température à peu près uniforme; ce sont l'humidité et la pression atmosphérique, assez grandes, mais tout aussi égales. Même les orages, selon M. Buys, ont leurs heures fixes, beaucoup plus que chez nous.

En parlant du magnétisme, l'inclinaison, l'intensité horizontale et la déclinaison pour l'Archipel, il relève les observations de feu M. P-A. Bergsma et de M. E. van Rijckevorsel [2]), dont il démontre la haute importance pour la connaissance des variations et du magnétisme en général. Quoique nous sachions trop peu de chose (voilà sa conclusion) de ses lois, cependant, en remarquant les périodes que les phénomènes du magnétisme ont de commun avec les mouvements du soleil et de la lune, et avec la chaleur, causée par le soleil, nous avons le droit de supposer qu'il existe quelque rapport entre ces lois du magnétisme et la météorologie et que ce sont les colonies néerlandaises où ces lois peuvent être étudiées le mieux.

Comme sur le terrain de la météorologie, la colonie unit ses *études géologiques et minéralogiques* à celles de la mère-patrie.

Les résultats ne manquèrent pas, ni pour la science, ni pour la pratique.

Des ingénieurs des mines, dans les Indes, explorèrent diverses parties des îles de Java, de Sumatra, de Borneo et de Bangka, non seulement (comme nous le verrons bientôt) les gisements de métaux, de pierres précieuses et de houille, mais aussi la navigabilité des rivières, la physiographie et la géologie du sol, en illustrant leurs travaux par des cartes supérieures. [3]) En même temps, des professeurs aux Universités de Leyde et d'Utrecht publièrent dans l'Annuaire des ingénieurs des mines ou dans le Bulletin du Musée de Leyde [4])

---

[1]) Voir: Die Regenverhältnisse des malaiischen Archipels (Oest. Zeitschr. für Meteor. XX 1885, p. 113), par le Dr. A. Woeikoff, traitant la distribution de la pluie et son influence sur la végétation.

[2]) Report on a magnetic survey of the Indian Archipelago. Verh. Kon. Akad. v. Wetensch., Bd. XX.

[3]) Le rapport des travaux du Service des mines de 1882—83 se trouve dans l'Annuaire de ce service (Jaarboek van het Mijnwezen), 1884, II, p 334.

[4]) Sammlungen des Geologischen Reichsmuseums. Beiträge zur Geologie Ost-Asiens

le résultat de leurs études géologiques, paléontologiques ou pétrographiques sur l'Archipel Indien [1]).

Il faut que nous fassions mention séparément de l'article de M. le professeur K. Martin sur les données principales de nos connaissances géologiques de cet archipel [2]) et puis de la conférence dans laquelle il précisa les problèmes scientifiques qu'il s'agissait de résoudre dans ces contrées. [3])

Ce fut spécialement pour les géographes qu'il enregistra dans cet article les connaissances que nous possédons de la construction géologique des îles de la Sonde et qu'il compila la littérature sur cette matière. Ensuite, après avoir fait passer la revue des îles, dont la construction sous ce rapport est plus ou moins connue, il exprima, à cause de l'analogie, observée dans la construction de la plupart des îles, ses doutes relativement à la ligne de démarcation, tirée par M. A-R. Wallace entre le continent asiatique et le continent australien.

Dans sa conférence, il discuta des questions non moins intéressantes. Il démontra clairement que, dans l'époque miocène, la distribution de la faune maritime, et non moins la température dans les tropiques, se distinguaient déjà de celles des contrées en dehors des tropiques. Il y existait déjà pour la faune une région indico-pacifique, ressemblant à celle de l'Hindostan, différente de celle de l'Australie, tandis que les changements du climat dans les tropiques furent de beaucoup inférieurs à ceux qu'ont subis les pays extra-tropicaux depuis cette époque miocène. — Quant aux lignes de Wallace, c'était seulement par la géologie qu'elle pouvaient être fixées. Ainsi, la répartition de l'Archipel par ces lignes devrait être placée sur la liste des questions géologiques qui seraient à résoudre dans l'Archipel Indien.

Restons en là quant aux publications de M. Martin. Comme nous venons de le dire, nous rencontrerons de nouveau nos ingénieurs et nos géologues en parlant des îles spéciales.

Passons maintenant à l'ethnographie. *La population* de l'Archipel Indien fut étudiée depuis 1883 de côtés très divers. En rappelant seulement les études ethnographiques et anthropologiques de Bastian [4]),

---

und Australiens. Mit Unterstützung des Niederl. Ministerium der Colonien herausgegeben von K. Martin und A. Wichmann. Leiden, E. J. Brill, 1883 et 1884.

[1]) Voir: L'annuaire du Service des Mines sur les rubriques: Palaeontologie van Ned. Indië, 1883, I, p. 5, 285, 371; 1884, II, p. 285 et 303 (de la formation tertiaire et des restes de sa faune) et Petrographie van Ned. Indië, 1884, II. (La pétrographie de Timor, d'après les collections de Macklot, Reinwardt et Schneider).

[2]) „Bijdragen" de l'Institut Royal, 1883. p. 17.

[3]) Wetensch. Voordrachten, p. 64.

[4]) Indonesiën oder die Inseln des Malayischen Archipels. Die Molukken. Berlin, 1884.

de Finsch [1]), de Riedel et de Forbes [2]) qui se rattachent à quelques parties de l'Archipel, dont nous parlerons plus tard, nous citons celles de M. J. Kuyper sur la densité de la population qu'il représenta (pour l'île de Java tout à fait en détail) sur une carte coloriée et dont il indiqua l'augmentation depuis 1856 [3]); ajoutons que M. R. van Eck continua dans le Guide Indien (Indische Gids) d'esquisser populairement les langues, la vie et les coutumes des indigènes et des Chinois [4]), tandisque le professeur G-A. Wilken par ses études comparatives sur les différentes lois et coutumes de ces indigènes [5]), leurs notions réligieuses primitives [6]), (l'animisme et le spiritisme), leurs idées sur les rapports qui existent entre la vie de l'homme, de l'animal et de la plante [7]), enfin sur la coutume de la circoncision [8]), donnait les preuves d'une clarté et d'une sagacité plus qu'ordinaires. C'est de M. Wilken, à cause de ses études profondes taut de l'ethnographie que des langues de l'Archipel, que nous pouvons attendre une ethnologie vraiment scientifique et comparative de la race Malaise.

M. le Dr. A. P. Snouck Hurgronje [9]) contribua largement à l'augmentation de nos connaissances sur l'Islam et les dangers, dont il menace ceux qui l'ignorent ou le méprisent; la situation du Christianisme dans l'Archipel fut étudiée par le Dr. A. Schreiber, qui, en donnant un aperçu de l'histoire de l'Eglise et de la Mission dans les Indes Néerlandaises, leur attribue la force d'introduire la

---

[1]) Anthropologische Ergebnisse einer Reise in der Südsee und dem Mal. Archipel, in den Jahren 1879—1882. Beschreibender Catalog der auf dieser Reise gesammelten Gesichts masken etc., Berlin 1884. Parmi ces masques il y en a des Malais de Borneo et de Sumatra, des habitants d'Atjeh, de Java, Madoera, Bali, Timor et Célèbes.

[2]) Voir la littérature sur l'Archipel Oriental dans la suite de cette revue au prochain numéro.

[3]) Bijdragen de l'Inst. Royal, 1883, p. 9. Voir sur les conclusions de M. Kuyper, quant à la prospérité de la population indigène, l'article si instructif de M. van Kesteren, Ind. Gids, 1885, I, p. 551.

[4]) Ind. Gids, 1883, I, p. 146, 785 et 914; II, p. 843; 1884, I, p. 231. Dans ce dernier article il donne quelques détails très intéressants sur le „Kakianverbond", ligue imparfaitement connue, espèce de franc-maçonnerie, mais dont au contraire les prêtres se servent pour maintenir leur autorité.

[5]) Over de verwantschap en het huwelijks- en erfrecht bij de volken van den Indischen Archipel, beschouwd uit het oogpunt van de nieuwere leerstellingen op het gebied der maatschappelijke ontwikkelingsgeschiedenis. (Wetensch. Voordracht, p. 152). Het strafrecht bij de volkeren van het Maleische ras. (Bijdragen, p. 85.)

[6]) Ind. Gids, 1884, I, p. 925; II, p. 19; 1885, p. 13 en 191.

[7]) Bijdragen de l'Institut, 1885, II, p. 165. [8]) Ind. Gids, 1884, II, p. 599.

[9]) De beteekenis van den Islam voor zijne belijders in Oost-Indië. (Wetensch. Voordr., p. 93.) Voir aussi: Ind. Gids. 1883, II, p. 231 et 375; 1884, II, p. 1. De laatste vermaning van Mohammed aan zijne Gemeente uitgevaardigd in het jaar 1880 na Chr., vertaald en toegelicht door Dr. S. H. (Traduction et illustration par l'auteur d'un pamphlet Arabe, répandu dans le Préanger, contenant la vision d'un certain Sjaich Abdallah, qui avait reçu la dernière exhortation de Mohammed à ses fidèles).

civilisation européenne dans la vie des indigènes et de former un contre-poids à l'influence de l'Islam. [1])

Quant à l'influence qu'ont exercée en général les différents étrangers (Hindous, Arabes, Européens) sur la vie des Malais, elle fut précisée par M. le professeur H. Kern [2]), tandisque M. P-A. Tiele continuait ses excellentes études sur l'histoire de l'établissement des Européens dans l'Archipel des Indes Orientales. [3])

Nous avons résumé maintenant la littérature géographique et ethnographique de l'Archipel dans son entier. Pour ce qui regarde la faune et la flore (en tant qu'elles touchent à la vie des indigènes ou des colons, et tombent ainsi dans le cadre de la géographie), outre les ouvrages de MM. O. Mohnicke et A. Bisschop Grevelink [4]) qui datent déjà d'un temps, antérieur à celui de l'Exposition, nous n'avons à citer que l'édition nouvelle, véritablement augmentée et corrigée, du livre [5]) de M. K-W. van Gorkom, ouvrage d'un mérite supérieur, dans lequel 28 des produits de l'Archipel sont décrits sous plusieurs points de vue, non moins intéressants pour l'industriel, le planteur et le marchand que pour le botaniste et le géographe. C'est à ce même auteur que nous devons le Catalogue descriptif du Musée Colonial de Harlem, publication abrégée et plus populaire sur les produits de la grande culture (le riz, le quinquina, le tabac, les épices etc.), dont la société qui a fondé ce Musée désire propager la connaissance. [6])

C. LES ÎLES SÉPARÉES OU GROUPES D'ÎLES.

1. *Ile de Java.*

Il va de soi que pour l'île de Java les cartes qui représentent le

---

[1]) Wetensch. Voordracht, p. 343. Voir sur la littérature relative à l'oeuvre missionnaire dans l'Archipel Indien, sur les sociétés de mission et leurs publications, l'article de M. Wijnmalen, Cat. de l'Expos. Gr. III, Cl. 22ième.

[2]) Wetensch. Voordracht, p. 123. Dans cette Conférence, si riche en détails et en remarques intéressantes, l'auteur répond aussi à la question si la race Malais-Polynésienne est capable d'un développement supérieur à celui qu'elle a emprunté aux étrangers. Cela dépendra, selon M. Kern, du gouvernement des Européens et encore plus de l'exemple que ceux-ci leur donneront.

[3]) Bijdr. de l'Institut 1787—85. Voir sur les rapports des Chinois avec l'Archipel avant 1300 l'étude achevée de M F-G. Müller-Beck (Mitth. Geogr. Ges. in Hamburg 1882—83).

[4]) O. Mohnicke, Blicke auf das Pflanzen- und Thierleben in den Niederl. Malaienländern. Munster 1883 et A. H. Bisschop Grevelink, De planten van Ned Indië, bruikbaar voor handel, nijverheid en Geneeskunde, Amsterdam 1882.

[5]) De Oost-Indische Cultures in betrekking tot handel en nijverheid (les cultures de l'Archipel en rapport avec le commerce et l'industrie) 2e ed Amsterdam, 1884. Les cultures dont il s'agit en premier lieu sont: le riz, le café, le sucre, le thé, le cacao, la vanille, le poivre, les clous de girofle, les noix de muscade, le gambir, le tabac, l'indigo, le quinquina, le coton, le capok, le ramch, le jute, la soie, les diverses espèces d'huile, les produits forestiers, etc.

[6]) Outre dans le Rapport Colonial (Chap: Agriculture) on trouve le plus de détails sur les produits vegétaux et leurs cultures dans le „Tijdschrift ter bevordering van Nijverheid" etc. publié à Harlem, le „Tijdschrift voor Nijverheid van N. I.", le „Natuurkundig Tijdschrift van N. I.", publiés à Batavia, le Guide Indien et le „Economist" publié à la Haye, ouvrage périodique supérieur, dans le quel le Jhr. J-K. W. Quarles van Ufford donne ses critiques détaillées de la littérature coloniale.

terrain, où l'explosion du Krakatau causa de si déplorables changements, jouent un rôle important dans la cartographie, de même que les descriptions de cette calamité et de ses conséquences dans la littérature sur cette île.

En relevant seulement parmi ces cartes et ces publications les principales [1]) nous préférons gagner quelque espace pour faire remarquer quelques autres faits, qui concernent la géographie et la géologie de Java. Parmi ces faits, nous mentionnons que la longitude de Batavia a été de nouveau calculée et fixée par M. le professeur J. A. C. Oudemans [2]); que le professeur Veth a terminé définitivement son grand ouvrage sur l'île de Java en le complétant par la publication d'une table alphabétique, indispensable pour un livre qui sera si souvent consulté [3]); que les Bureaux hydrographique et topographique ont encore enrichi largement le trésor de cartes de cette île qui existent déjà [4]); que l'ingénieur des mines M. P-A. van Dijk, en explorant la partie septentrionale, non volcanique, de la Résidence de Soerabaya [5]) dans le

---

[1]) La plupart de ces publications ont perdu beaucoup de leur importance après l'ouvrage de M. R-D. M. Verbeek, „Krakatau". Première partie. Bat. 1884. Dans cette première partie se trouve l'histoire des éruptions avant celle de Mai 1883, de l'éruption et de l'activité du volcan jusqu' au 26 Août; de l'éruption de 26—28 Août et des éruptions qui suivirent. Dans la deuxième partie on trouvera les phénomènes observés (commotion de l'air, tremblements de terre et de mer, chute de différentes parties du volcan, observations magnétiques et météorologiques), la géologie du Krakatau, la description microscopique et chimique des produits de l'éruption. Parmi les autres publications nous relevons celles de M. E. Metzger (Globus XLIV et XLV et Nature XXIX); celles de M. Neumayer (Zeitschr. für Météor. I, p. 277 etc.; Verh. d. Ges. f. E. XI, p. 87) de MM. Bouquet de la Grye et Renou dans les compte-rendus de l'acad. d. sc. de Paris (XCVII et XCVIII); de Renard dans le Bull. de l'acad. roy. de Belgique 1883, N⁰. 11; de MM. Cotteau et Korthals (Compte rendu de la s. d. géogr. de Paris 1883 et 1884). L'histoire de l'éruption du Krakatau en 1680 est donnée par M. N-P. van den Berg, Batavia 1884, et par M. P-J. Veth (Tijdschr. Aardr. Gen. 2ieme Ser. 1, p. 24). — Les meilleures cartes se trouvent dans les Verhandlungen der Z. f. E., les Proceedings R. G. S. 1884, VI, Peterm's Mitteil., 1884, le Tijdschr. Aardr. Gen. 1884, n⁰. 1. Plus de valeur encore a la carte qui fut publiée par M. Eckstein sous le titre: „Kaart van het gedeelte Java en Sumatra, geteisterd door de vulcanische uitbarsting in 1883 (1 : 500000). 's Hage 1883.

[2]) 106 gr. 48 min. 25,3 sec. O. L. Gr. (Nat. Tijdschr. N. I. Dl. XLIII, p. 125—143).

[3]) Contenant aussi les corrections, devenues nécessaires dans un ouvrage dont la première partie parut déjà en 1877.

[4]) Selon le Rapport Colonial de 1884, p. 37, le service topographique a publié en 1883 une carte détaillée (164 feuilles, 1 : 20000) photo-autographique de l'île de Madoera; des cartes photographiques des Résidences Pasoeroean et Probolingo (resp. 12 et 9 feuilles); les cartes photo-autographiques coloriées de Pamakassan (1 : 10000) et de Sumanap (1 : 20000) sur l'île de Madoera; une petite carte, dressée de la même manière, de la côte occidentale de Java (de la pointe St. Nicolas jusqu'à Tjiringin) 1 : 100000, indiquant l'état de cette côte avant et après l'éruption du Krakatau; une carte chromo-lithographique de l'île de Bali (1 : 250000). (Voir aussi: Tijdschr. Aardr. Gen. 1884 N. S. I, p. 521 et 522).

Le service hydrographique (Voir R. C. p. 52 et Tijdschr. Aardr. Gen. l. c.) leva en 1883 la côte septentrionale de Java près des îles de Semboelan jusqu' à la pointe d'Indramayoe et le terrain de l'éruption du Krakatau. Il publia la carte désignant l'exploration provisoire des changements du détroit de la Sonde, le levé du passage entre Krakatau et Sebessi et celui du passage oriental et occidental de Soerabaya.

Dans le Bureau topographique à la Haye (Directeur M. C-A. Eckstein) la réproduction de la Carte de Java (1 : 100000) fut dressée pour les résidences suivantes: Madioen (4 feuilles), Kedoe (2 f.), Pekalongan (1), Soerakarta (6), Kediri (4), Rembang (4), Batavia (4), Banjoemaas (3), Djokjokarta (4), Bagelen (4.)

[5]) Jaarb. van het Mijnw. XIII (1884) I, p. 1.

but d'y construire des puits artésiens, à trouvé l'occasion de dresser de cette partie si importante de l'île une carte, en même temps géologique et économique, indiquant tant les différentes formations du sol que les voies de communication (chemins de fer, routes militaires, la route de poste), puis les rivières, les marais, les rades, les étangs etc.; que ce même ingénieur nous a donné la description du cratère du Walirang dans la montagne d'Ardjoeno où les indigènes exploitent le soufre d'un petit lac, couvert d'une voûte ou d'une croûte de soufre; qu'il s'est informé de la possibilité de l'exploitation des sources de pétrole dans la Résidence de Samarang, ce qui, quoique n'ayant eu qu'un résultat négatif pour la pratique, nous a procuré cependant une carte géologique du terrain exploré (la colline de Ngemba) [1]; enfin qu'un autre ingénieur, M. A. Stoop, à fait le relevé d'un terrain tout à fait volcanique dans la Résidence de Probolingo, dont il a dressé une carte si intéressante [2]).

Naturellement les publications sur quelques produits importants, de Java (le sucre [3]), le quinquina [4]), le café) n'ont pas fait défaut, parmi lesquelles celle de M. K-F. van Delden-Laërne, »Le Brésil et Java. Rapport sur la culture du café en Amérique, Asie et Afrique", [5]) mérite une mention plus spéciale. Dans cet ouvrage, l'auteur répond à la question de savoir ce qui peut se faire pour l'extension et l'amélioration de la culture du café (la plantation, la récolte, le transport, la préparation, l'emmagasinement etc.). Quoique ce point regarde l'Archipel entier, c'est spécialement la production et l'exportation du café de Java qu'il expose et qu'il compare avec celles des autres pays. C'est pourquoi que nous n'avons pas parlé de cet ouvrage important dans notre chapitre premier.

2. *Ile de Sumatra.*

L'île de Sumatra et les îles qui l'environnent commencent de plus en plus à occuper une place distinguée dans la littérature sur l'Archipel des Indes.

Quoiqu'il nous manque toujours une description de l'île entière, comme nous en avons une de Java, autant que possible l'ancien ministre des colonies M. E. de Waal a comblé cette lacune en nous don-

[1]) Jaarb. van het Mijnw. XII (1883), II, p. 104.

[2]) Jaarb. Mijnw. XIII, 1884, II, p. 20. Voir aussi XII, II, p. 59.

[3]) Ind. Gids 1884, II, p. 340. Dans cet article l'auteur indique les moyens de faire concurrence par les fabriques de Java à celles de la betterave. [4]) Nat. Tijdschr. v. N. I. 1883, p. 172 et 1884, p 143. Rapports sur les plantations de quinquina du gouvernement. Voir pour quelques publications plus spéciales sur le sucre, le café, le jute les n°s. 135—138 de la bibliographie mensuelle.

[5]) Publié en Hollandais, Français et Anglais. Avec cartes, planches et diagrammes. La Haye, 1884.

nant une description [1]), sous beaucoup de rapports, des parties principales de l'île: du gouvernement de la Côte occidentale, et de celui d'Atjeh, de la Résidence de la Côte orientale, de Palembang et de Benkoelen et puis des îles de Riouw, de Banka et de Billiton.

En précisant d'abord la valeur des sources, auxquelles il a emprunté ses données, il décrit non seulement l'état de ces parties au point de vue financier et économique, mais il nous raconte aussi leur histoire et il en explique la situation politique actuelle. Il s'occupe des nouvelles découvertes géographiques et des études ethnographiques, de sorte qu'il peut entrer dans chaque détail: l'instruction, le caractère, les notions religieuses du peuple, la position de l'Islam dans ces contrées etc.

Ainsi le livre donne beaucoup plus que son titre promet. Il contient tout autre chose que des monographies économiques et doit être cité parmi les meilleurs ouvrages sur l'île de Sumatra. —

En passant maintenant à la littérature cartographique, il faut relever la carte nouvelle photo-autographique de Groot-Atjeh (4 feuilles, 1 : 50000) publiée par le service topographique de Batavia; et puis la publication de M. R-D. M. Verbeek, formant le texte de l'Atlas ou de la grande carte géologique de la partie centrale de Sumatra. Elle a pour titre: »Description topographique et géologique d'une partie de la côte occidentale de Sumatra." [2])

C'est dans cet ouvrage que l'auteur nous donne d'abord l'histoire du levé topographique et géologique, dont il expose les grandes difficultés. Puis on y trouve non seulement la description très exacte et très détaillée, purement géologique et topographique, mais aussi plusieurs chapitres, qui méritent un intérêt plus général. Ce sont ceux dans lesquels l'auteur publie ses recherches sur les volcans de Sumatra, sur les minéraux utiles ou sur l'histoire géologique de l'île; les chapitres, qui donnent le résultat de ses études et le résumé de ses observations détaillées.

Quant à l'Atlas, il contient plus que les feuilles de la carte et les profils géologiques coloriés. Nous y trouvons plusieurs dessins des lacs dans le Haut-Padang (1 : 50000) avec leurs lignes de profondeur; des cartons, montrant les sommets des principaux volcans (1 : 20000); plusieurs cartes spéciales: de la ville de Padang, de la rivière Batang Hari etc., tandisque sur les feuilles de la grande carte rien de ce qui appartient à la géographie physique, politique et économique de cette partie si importante de l'île de Sumatra n'est omis. L'Atlas et le texte forment le supplément à la carte

[1]) Onze Indische Finantiën. Nieuwe reeks van Aanteekeningen VI en VII (Gewestelijk Bestuur–Buitenbezittingen) 's Gravenhage 1883 et 84. [2]) Batavia, Landsdrukkerij, 1883.

et à la description de la partie méridionale de cette île, publiées par le même ingénieur, il y a quelques années. (Annuaire des ingénieurs des mines 1881, I, p. 1—215.)

La description de ce terrain, si riche en minéraux et en produits agricoles, nous rappelle la question de l'exploitation et du transport de la houille de l'Ombilin. C'est à cette question, plus féconde en littérature que ne l'a été jusqu'ici le terrain, toujours non exploité, que nous devons l'article sur la houille, les chemins de fer et l'avenir de la Côte occidentale de Sumatra, de la main de M. E-B. Kielstra [1]); la Note sur la construction des chemins de fer du centre de Sumatra, de l'ingénieur J. L. Cluysenaer [2]); la publication de l'ingénieur A. Stoop [3]) sur le transport de la houille de l'Ombilin à la mer; enfin celle de M. Stibbe sur les forces ouvrières à cette côte [4]). Toutes ces publications, s'occupant du gisement et des qualités de la houille, des voies de communication et des rivières qui peuvent servir à ce transport, des forces productives du sol et de son relief, sont dignes de l'intérêt du géographe et possèdent, quand ce ne serait que par leurs cartes, plus qu'une valeur économique.

Après avoir mentionné seulement la nouvelle carte de la Résidence de la Côte orientale [5]), illustrée par la description si exacte de M. H-A. Hijmans van Anrooy, fonctionnaire dans cette résidence [6]), il faut faire remarquer quelques explorations géographiques, faites par M. J-A. van Rijn van Alkemade le long de la rivière Rocan [7]) et par M. J-B. Neumann dans les provinces indépendantes de l'intérieur plus septentrional du Haut-Padang [8]).

M. van Rijn van Alkemade, en remontant la rivière du Rocan jusqu'à Rantau Binoewang, le siége du Radja de Temboesei, a eu l'occasion de nous donner une description exacte du cours inférieur de la rivière,

---

[1]) Voir „De Gids" (Amsterdam, P. N. van Kampen) 1884, IV, p. 1, et „Indische Gids" (Leiden, E. J. Brill), 1884, I p. 545. Voir aussi l'article sur la houille d'Ombilin, Ind. Gids, I, p. 843.

[2]) Publié par le Ministère des Colonies. La Haye, 1884.

[3]) Jaarb. van het Mijnw., 1884, I, p. 151 Avec carte (1 : 100000) indiquant plusieurs projets pour le transport de la houille. Voir aussi le Rapport présenté à S. E. le G. G. par la Chambre de Commerce à Padang 1884 et le „Economist", 1884, p. 485 et 598.

[4]) Ind. Gids, 1884, II, p. 697. M. Stibbe veut l'importation de ces forces. De même l'émigration de Hindoes à la Côte orientale Deli) est recommandée par MM. Wiselius et Cremer (Tijdschr. N. I. 1884, II, p. 321 et 1885, I, p. 301.)

[5]) Cette carte photo-authographiqne, publiée par le service topographique, d'une dimension colossale (1 : 2000 0, 40 feuilles) est le résultat du levé de 1877—1882, s'étendant d'Atjeh jusqu'à l'embouchure de la rivière de Kampar.

[6]) Tijdschr. Aardr. Gen. Section: Meer uitgebreide artikelen, N. S. I, No. 2, p. 291.

[7]) Beschrijving eener reis van Bengkalis langs de Rokanrivier naar Rantau Binoewang. Voir Bijdr. T. L. en V. van Ned. Indie 4e Sér. VIII (1884) p. 21.

[8]) Reis naar de onafhankelijke landschappen Mapat Toenggoel en Mocara Soengei Lolo VI Kotta. Voir Tijdschr. v. Ind. Taal-, Land- en Volkenkunde T. XXIX (1883) p. 1 et 38.

de son entrée difficile, de la colonie chinoise et de la tribu des Orang akit à son embouchure. Surtout l'auteur donne des détails sur le kampong Rantau Binoewang, son histoire, son gouvernement, la division des habitants en Soekoe's, leur jurisdiction, leurs diverses mœurs et coutumes.

M. Neumann, au contraire, en partant de Rau et en pénétrant jusqu'au Soempoer (le cours supérieur du Rocan) et jusqu'à celui du Kampar, nous donne le récit si intéressant de son voyage au milieu du centre montagneux de Sumatra, où le kampong Moeara, la place principale des VI. Kota, est habité par un peuple, vivant dans un état presque patriarchal, entouré de montagnes qui s'élèvent partout. Il est situé à 10 mètres au dessus du niveau du Kampar, là où le Kampar Ketjil et le Soengei Lolo se sont réunis. C'est de ce kampong et de quelques autres parties de ce terrain, encore très imparfaitement connu, (Mara Tahis, Loeboeq Gedang, Silajang) qu'il décrit l'histoire, la géographie physique (les rivières, les montagnes, le climat), la géologie et la population sous tous les rapports possibles.

De la même manière M. J-G. Schot, qui étudia si bien en 1882 l'Archipel de Battam [1]), nous procura des données (illustrées par une carte) sur une partie presque entièrement inconnue de la côte orientale de Sumatra: le littoral du Kateman [2]) (c. a. d. la partie, située entre Tandjoeng Ongka près de l'embouchure du Kampar et T. Datoe à la baie d'Amphitrite). C'est l'alluvion si fertile de ce delta qui produit maintenant en masse le sago et peut produire le getah soendie [3]), excellente espèce de getah, dont il donne la description détaillée et dont il indique l'importance pour l'avenir.

En rappelant encore le voyage de M. M-A. F. Goossens [4]) le long de la côte occidentale de Sumatra aux postes méridionaux d'Atjeh (Lepong, Loong et Kloewang); les voyages de M. Brau de St. Pol Lias dans l'Atjeh [5]); ceux de M. C-C. Loman [6]) dans l'intérieur de Palembang; surtout ceux de M. M-C. E. Stakman dans les districts Lintau et Boea (Haut-Padang) et Toelang Bawang (dans les Lampongs) [7]) nous passons aux publications concernant la population de Sumatra.

---

[1]) Ind Gids 1882 et 1883, p. 201 et 462.

[2]) Het stroomgebied der Kateman. Tijdschr. Ind. Taal-, Land- en Volkenk. (le Bulletin de la Société des Arts et des Sciences à Batavia) XXIX (1884), p. 555.

[3]) Voir sur les arbres qui dans le Haut-Padang produisent le getah pertja, la publication de M. Burck dans les Rapports sur le Jardin Botanique à Batavia I, Bat. 1884.

[4]) Reis naar de Zuidelijke nederzettingen van Groot-Atjeh. Tijdschr. Ind. Taal-, Land- en Volkenk. XXIX (1884) p. 465.

[5]) De France à Sumatra etc. Paris 1884. Voir sur ce voyage: Revue de la Soc. de géogr. de Tours 1884, 1 p 39; Bull de la Soc. Norm. 1884, p 19; de la soc. de Bordeaux 7e année, p. 88.

[6]) Gids 1884, III, p. 423.

[7]) Ind. Gids 1885, I, p. 83, 620, 748. Au rapport sur ces voyages, faits il y a quelques

Ce sont principalement les Loeboes et les Batta's qui ont été étudiés. Les recherches sur les Loeboes furent confiées, par ordre du Gouverneur de la Côte occidentale et par disposition du Bureau de la Société des arts et des sciences à Batavia, aux controleurs, MM. P-A. L. E. van Dijk et C. A. Ophuijzen. Les résultats de leurs études ont jeté beaucoup de lumière sur le nombre et la demeure, sur l'origine, l'histoire, la manière de vivre, les habitations, la nourriture, les armes, les mœurs et les coutumes de ces tribus, leurs moyens d'existence, leur nom et leur langue.[1])

Quant aux Batta's, M. le Dr. B. Hagen contribua à la connaissance de leur religion[2]); M. le Dr. Schreiber, en faisant une comparaison entre les Batta's et les Dajaks, prononça une opinion tout à fait contraire à celle de l'auteur qui, dans le Globus, avait observé quelques analogies entre ces deux tribus. En comparant leur physique et leur caractère, leurs demeures, leur agriculture, leur art et leur industrie, il trouve, même dans ce qu'ils semblent avoir de plus commun: leur cannibalisme, assez de différence pour douter de cette conformité.[3])

Nous ajoutons que ces mêmes Batta's ont été décrits par M. Brau de St. Pol Lias dans la Revue d'Ethnographie[4]) et que M. Forbes a contribué à nos connaissances sur les Koeboes, tant dans le »Journal of the Anthropological Institution"[5]) que dans le récit de son voyage, tandis que les articles de M. Wilken[6]) et de M. Sundermann[7]) sur les lois de succession et l'état de la mission chez les habitants de l'île de Nias ont fixé de nouveau l'attention sur la population de cette île si remarquable.

Parmi les îles, situées à l'orient de Sumatra, ce fut Billiton ou Blitong qui, à l'occasion du renouvellement du contrat avec la Société de Billiton, inspira un intérêt particulier, se manifestant par une foule d'articles et de brochures, dont plusieurs ne manquent pas de valeur pour la géographie et l'ethnographie.[8]) La géologie de Bangka, illustrée par une carte, fut traitée par le Dr. Th. Posewitz.[9])

La fin au prochain numéro.

---

années, l'auteur rattache ses remarques sur les rivières Kwantan et Indragiri qui peuvent servir, selon lui, au transport de la houille de l'Ombilin, et puis l'énumération des produits du district Toelang Bawang.

[1]) Tijdschr. I. T. L. en V. 1883, p. 11 et Bijdragen 1884, p. 151.

[2]) Tijdschr. I. T. L. en V. XXVIII (1883) p. 498. [3]) Ausland, 1883, No. 49. [4]) III, 1884, p. 227.

[5]) XIV (1884), p. 121.

[6]) Ind. Gids 1883, I, p. 912.

[7]) Allg. Missions-Zeitschrift, Bd. XI, p. 345, 408, 442.

[8]) Voir les articles de M. R. van Eck, Ind. Gids 1883, I, p. 307, et de M. John F. Loudon, Ind. Gids II, 1883, p. 667.

[9]) Mittheil. aus dem Jahrb. der K. Ung. Geol. Anstalt Bd. VII, H. 4.

NOTICES.

En ouvrant cette rubrique, la Rédaction de la Revue Coloniale Internationale a eu en vue de réunir, dans un espace aussi bref que possible, un résumé des faits et des événements remarquables, qui se passent dans le monde colonial.

Il va sans dire qu'elle ne se propose pas de remplacer les journaux, avec lesquels elle ne désire pas entrer en concurrence, parce qu'elle ne paraît que mensuellement et ne peut donc, dans la plupart de cas, se donner le mérite de l'à propos.

Aussi bien, elle n'a pas la prétention de donner un aperçu complet de l'histoire contemporaine coloniale, — du moins pas pour l'instant — cela serait au dessus de ses forces.

Elle veut bien avouer qu'elle a en vue de s'approcher, aussi près que possible, de cet idéal, qui à l'avenir pourra être réalisé, si le concours bienveillant de ses collaborateurs et l'intérêt du public ne lui font pas défaut, et si elle peut donner suite au projet d'augmenter considérablement le nombre de ses pages.

Mais pour le moment elle se bornera à donner des aperçus, aussi complets que possibles, contenant des notices sur divers projets de loi, ayant rapport aux colonies; sur les débats importants, tenus sur des questions coloniales; sur les voyages et les nouvelles découvertes géographiques; sur divers produits agricoles, etc.; des données statistiques, tirées soit des publications officielles, soit de sources dont l'authenticité ne laisse pas à désirer. En mettant de côté tout ce qui n'offre qu'un intérêt éphémère ou seulement local et personnel, la Rédaction s'appliquera surtout à réunir tout ce qui peut présenter un intérêt durable et tout ce qu'il est désirable de conserver. Et cela sous un triple point de vue, soit comme pouvant donner lieu à des comparaisons intéressantes, soit comme contenant des éléments pour un travail complet sur quelque point de droit, de géographie ou de commerce coloniaux, soit enfin comme pouvant servir à faire retenir la mémoire de quelque fait important de l'histoire de la colonisation.

Les rédacteurs de la Revue se flattent qu'en se vouant à cette tâche un peu aride et très laborieuse, ils feront une œuvre utile et non dénuée d'importance. Pour en augmenter l'intérêt, ils se proposent de rédiger les notices d'une manière systématique, de sorte qu'on trouvera réuni tout ce qui a trait à un sujet déterminé, comme p. e. au gouvernement, à la législation, à la géographie, au commerce etc. De cette manière, chaque lecteur pourra se mettre à la hauteur, d'un seul coup d'œil, de tout ce que chaque numéro contient sur les questions qui l'intéressent le plus.

Le premier numéro des notices portera presque en entier sur les Colonies Néerlandaises. On y a été forcé par le peu d'espace qui était disponible. Mais la Rédaction est heureuse de pouvoir assurer à ses lecteurs, que les notices suivantes contiendront aussi des communications remarquables sur les colonies anglaises et françaises. De plus, on trouvera dans cette livraison quelques notices qui, certes, pour beaucoup de nos lecteurs, n'auront pas l'attrait de la nouveauté. Mais il a paru indispensable de les recueillir, parce qu'il est assez difficile à l'étranger de se les procurer, et surtout parce que nous désirons que la première année de notre Revue réunisse des communications sur les faits les plus importants qui ont eu lieu pendant l'année 1885.

GOUVERNEMENT.

L'état du Congo. — Il nous semble que nous ne pouvons ouvrir nos notices d'une manière plus digne, qu'en mémorant le fait le plus intéressant de l'histoire coloniale de 1885, la fondation de l'état libre du Congo, et l'acceptation de la souveraineté du nouvel état par S. M. le Roi des Belges.

On se souviendra qu'en 1876 le Roi Léopold II, dans des vues humanitaires et libres de toute arrière-pensée, convoquait la conférence géographique de Bruxelles, où étaient conviés des représentants des pays, ayant intérêt à prendre part à la civilisation et au commerce de l'Afrique. On sait comment cette conférence donna naissance à l'Association Internationale Africaine, qui, guidée par le Roi lui-même et éclairée par Son puissant talent d'organisation, dût aussi une grande partie de son succès incontestable aux talents et aux efforts de son sympathique président, le Colonel Strauch. Une circonstance heureuse ouvrait de grands horizons à la nouvelle Compagnie: l'expédition de Stanley mettait le grand fleuve à la portée de l'Europe. Le comité d'études du Haut-Congo fut constitué par l'initiative personelle du Roi, au début avec de simples vues scientifiques. Mais bientôt le comité dut se vouer aussi à d'autres occupations: celles d'ouvrir le pays immense, nouvellement découvert, au commerce général, tout en respectant les intérêts des hardis commerçants, qui s'étaient déjà aventurés dans ces contrées, comme les négociants des établissements néerlandais du Congo.

Un plein succès fut la récompense des peines, que s'était données l'Association. Tandis que ses efforts vers le Zanzibar, — comme on l'avait déjà du reste prédit — n'aboutirent pas à grande chose, de grands progrès se faisaient du côté occidental de l'Afrique. En dépit des arguments, allégués par quelques docteurs du droit international, l'Association, devenue souveraine, entra en possession d'un territoire immense, et rendit de véritables services à l'humanité tout entière. En 1884, le Congo était exploré sur une grande partie: 40 stations, des routes et des steamers ouvraient l'Afrique sur une profondeur de 500 lieues et assuraient sur toute cette étendue des communications régulières avec la côte (*E. Banning. La conférence Africaine de Berlin. Revue de Belgique* 1885).

Un moment l'œuvre semblait menacée d'un grand danger. Le traité anglo-portugais du 26 février 1884 assurait la possession des deux rives du Congo au Portugal, et coupait le territoire du nouvel état de toute communication libre avec la mer. Mais ce traité, qui ne pouvait avoir de force qu'avec le concours des nations intéressées, fut attaqué de tous côtés; le conflit des intérêts semblait menacer l'œuvre si essentiellement humanitaire du Roi d'une ruine

inévitable. Heureusement ce danger fut évité, grâce aux efforts réunis de la France et de l'Allemagne: le prince-chancelier de Bismarck inaugurait sa nouvelle politique coloniale d'une manière qui ne peut que lui assurer la gratitude de tous ceux qui souhaitent que les questions coloniales, si brûlantes et si dangereuses, soient résolues dans un sens pacifique et profitable au bien public.

L'Angleterre, oubliant tout esprit d'amour-propre, se ralliait à ces pays; d'autres nations suivirent et tous résolurent de subordonner leurs intérêts au grand but dessiné par celui qui bientôt devenait le premier souverain du Congo.

La conférence de Berlin destinée, à mettre fin à ces débats, chacun le reconnaît, a pleinement réussi dans ce qu'elle a entrepris. On ne répétera pas ici les décisions, qu'elle a prises, puisqu'on se propose de traiter plus amplement ce sujet, et cela d'un point de vue général. C'est assez de rappeler ici, qu'elle a posé le nouvel état sur des bases, qui lui permettront de vivre de sa propre vie, et de se développer librement, sans qu'il soit à craindre qu'il veuille exclure le libre commerce des autres états amis. Et s'il était besoin d'autres garanties, la plus importante a été donnée par le choix du souverain du nouveau territoire. Léopold II, le premier chef de l'état du Congo, qui a entrepris l'œuvre, veut qu'elle soit poursuivie, comme il l'a commencée, dans une direction bienfaisante à tout le monde, et dans un esprit entièrement humanitaire. Aussi longtemps que le Congo l'aura pour arbitre de ses destins, on peut être assuré qu'il saura guider les hommes éminents, qui lui servent d'auxiliaires, dans le chemin qu'il s'est tracé dès le début.

Mais en outre, le choix du Roi des Belges comme souverain du Congo est aussi un gage, que le développement du nouvel état sera confié à des mains habiles. Ceux qui connaissent les hautes vues de Sa Majesté, et qui savent Sa haute compétence dans ces matières, admirent et son esprit élevé, et son sens pratique. Certes, il y aura encore de grandes difficultés à vaincre, — peut-être, dans l'intérêt même du nouvel état, et pour lui procurer les moyens dont il aura besoin, l'œuvre du congrès devra être révisée sur quelques points. Ce sera une étude très curieuse, que d'observer, comme sur le vif, comment se forme un état et de quelle manière un pays, naguère habité par des sauvages, sera changé en un état civilisé. Nous ne manquerons pas de mettre nos lecteurs en état de suivre toutes les phases de ce développement: — nous serons mis en état de le faire par la promesse de l'Association même, de nous procurer tout ce qui nous peut être utile à cette fin. Nous souhaitons que ce soit toujours pour constater de nouveaux progrès du nouvel état, afin que le Roi et Ses courageux et illustres auxiliaires se trouvent récompensés des sacrifices énormes qu'ils ont faits et des labeurs immenses qu'ils ont entrepris sans hésitation, dans des vues de noble dévouement à l'intérêt général. V. D. L.

Budget des colonies Indo-Néerlandaises. — Il y a bien loin d'un état nouvel, comme le Congo, à une colonie vieille comme

les Indes Néerlandaises; d'un royaume créé dans des vues essentiellement humanitaires à un territoire, qui a été regardé longtemps comme n'existant que pour le profit de la mère-patrie; d'un pays, ayant encore à créer ses finances, à une possession qui de longues années a donné de gros bénéfices à ses maitres. Mais sur le dernier point du moins, un rapprochement se fait sentir; les bénéfices de la mère-patrie ont disparu, et même, malheureusement, ont fait place à un déficit, comme le prouveront les chiffres suivants, empruntées au budget des Indes Néerlandaises pour l'année 1885. (*Bulletin des lois* 1885 n°. 18—21). Ce budget est arrêté par la loi, c. à. d. par le Roi de commun accord avec les Etats-généraux. Il est divisé en 4 lois différentes contenant: I. les dépenses dans la Néerlande (florins 26.125.136.)[1]); II. dépenses aux Indes (fl. 117 974.458.); III. revenus en Hollande, provenant surtout de la vente des produits (fl. 39.202.206.); IV. revenus aux Indes (fl. 103.438.580.) Le total des revenus est donc 142.640.786 — des dépenses 144.099.594; soit un déficit de 1.458.808; resultat qu'on n'a pu obtenir qu'en augmentant sensiblement quelques impôts, et qui est bien loin des »soldes de compte" d'autrefois, et dont les chiffres sont donnés plus bas[2]), d'après les pièces justificatives du budget de 1885. La guerre d'Atjeh, et la baisse du prix des produits coloniaux, — mais en même temps l'augmentation continuelle des frais de plusieurs branches de service, comme l'enseignement public dont plus tard nous donnerons un aperçu — ont créé le déficit chronique, qui est un des maux dont la colonie se plaint le plus.

Une analyse des chiffres du budget donnerait lieu à des conclusions intéressantes. On se propose de le donner de temps en temps dans ces notices. V. D. L.

Budget colonial de la Néerlande. — En dehors du budget des Indes Orientales — et sans compter les budgets des colonies de Suriname et de Curaçao, qui sont arrêtés par les conseils coloniaux, sauf l'approbation, dans quelques cas, du Roi ou de la loi — on a encore les dépenses portées sur le budget de la mère-patrie. (Loi de 20 avril 1885, n°. 110). Il contient les dépenses pour le Mi-

---

[1]) Achats en Europe du matériel pour la service de l'Etat — pensions et traitements des fonctionnaires en disponibilité — frais sur les ventes des produits, que l'Etat reçoit à Java etc., pour les vendre en Hollande, etc.

[2]) 1867. flor. 27.126.572. — 1868. flor. 6.851.990. — 1869. flor. 3.945.894. — 1870. flor. 7.759.807. — 1871. flor. 19.694.950. — 1872. flor. 10.262.592. — 1873. flor. 3.533.899. — 1874. flor. 9.804.017. — 1875. flor. 11 536.641. En 1876 le déficit commença: il était de 7.899.346 flor. Puis 1877 un boni de flor. 4.098.425, — 1878 flor. 690.856. Alors commence de nouveau le déficit pour ne plus disparaître; en 1879 flor. 12.131.658, en 1880 flor. 12.886.393, en 1881 flor. 19.407.796, et en 1883 flor. 7.153.286. Il faut bien remarquer, que ces chiffres ne donnent pas tout à fait une idée précise du résultat obtenu. Dans beaucoup d'années on a porté sur le budget des dépenses les contributions que les Indes payaient à la mère-patrie, et qui, en réalité sont un surplus de revenus sur les dépenses pour le service colonial. Lorsque le surplus commençait à disparaître, on essayait encore toujours d'avoir de „soldes de compte" en disposant des restants des années passées. En 1873 p. e. le surplus de flor. 3.533.899 n'a été atteint qu'en disposant de flor. 11.880.000 provenant des restants des années 1868, 1869, 1870.

nistère des colonies (flor. 118.675), pour le gouvernement de Suriname (flor. 781.445.10[5]), de Curaçao (flor. 242.474.20) et les pensions, e. a. celles des anciens fonctionnaires sur la côte de Guinée, Afrique, colonie cédée par la Hollande à l'Angleterre. Le total se monte à flor. 1.302.864,48[5]. V. D. L.

Projet de loi sur les contributions des Indes Néerlandaises. — Un fait récent des plus intéressants, quant à la politique financière des colonies néerlandaises, est le vote de la 2me Chambre sur un projet de loi du député M. W. K. v. Dedem relatif à la contribution à payer par la colonie à la mère-patrie. Depuis longtemps on avait érigé en principe, que la mère-patrie avait le droit d'exiger de ses colonies des sommes plus ou moins fortes. Généralement on évaluait sur le budget le montant de cette somme à un chiffre égal au surplus des revenus sur les dépenses, et on l'augmentait de nouveau, si l'exercice d'un an montrait un surplus plus grand que celui que le budget avait évalué. M. de Waal, ancien ministre de colonies (Onze Indische financiën II, 144) a calculé le total des contributions de 1831—1877 à flor. 844 millions. En 1873, on ne pouvait réaliser le montant, porté sur le budget comme contribution, qu'en disposant des soldes de compte des années précédentes : en 1876 et 1877 on ne recevait plus rien. Depuis, la contribution a été portée pour mémoire, ce qui laissait intact le principe que les colonies seraient obligées de contribuer de nouveau, aussitôt que les déficits auraient disparu.

Mais il ne manquait pas de personnes qui contestaient la justesse de ce principe, et qui soutenaient que la mère-patrie n'avait droit qu'à une restitution de ce qu'elle avançait pour la colonie, et ce qu'elle était forcée de dépenser comme nation colonisatrice. Les ministres de Waal, v. Bosse, v. Rees et v. Golstein firent tous des efforts dans cette direction, mais ils échouèrent tous. La tentative la plus récente, celle de M. v. Dedem, n'a pas eu un résultat meilleur.

Dans un premier projet de loi (9 Juin 1884) M. v. Dedem prend pour base le principe, que les colonies ne doivent pas être forcées de payer plus que les sommes, que la mère-patrie dépense comme possédant des pays d'outre-mer. Dans les pièces justificatives, qui sont d'un grand intérêt, il démontre que non seulement la justice absolue envers les colonies exige ce principe, mais que ce serait aussi faire une œuvre de bonne politique. En agissant suivant ce principe, on donnerait une base certaine aux finances de la mère-patrie, au lieu de les faire dépendre de contributions toujours très aléatoires ; — on pourrait mieux satisfaire aux besoins de la colonie ; — et enfin on pourrait compter que le gouvernement de la colonie pratiquerait mieux qu'auparavant une politique d'économie, étant sûr que tout ce qu'on épargnerait serait dépensé pour la colonie et n'irait pas grossir les revenus de la mère-patrie. Le mauvais vouloir de quelques habitants de la colonie contre la mère-patrie disparaîtrait, on pourrait l'espérer, par cette mesure.

Le rapport de la 2me chambre (14 février 1885) montrait que les opinions y étaient bien partagées. Une partie des membres se déclarait d'accord avec les idées de M. v. Dedem. Les adversaires ne manquaient pas non plus. En dehors des objections, empruntées à la Constitution, on attaquait le principe même, en soutenant que la mère-patrie, qui était la souveraine de la colonie, pouvait exiger des contributions de la colonie, aussi tôt que les finances seraient rétablies, ou en avançant que l'unité des colonies et de la mère-patrie donnait à celle-ci le droit de disposer des surplus. D'autres, tout en admettant la justice du principe, contestaient l'opportunité du projet de loi. Ils disaient, qu'il ne serait pas juste de faire payer aux colonies les dépenses de la mère-patrie — même pas celles comme nation colonisatrice — aussi longtemps qu'elles avaient un déficit. En agissant de la sorte on les forcerait à emprunter, ce qu'on voulait éviter avant tout. Enfin on soutenait qu'il ne serait pas possible de fixer le montant de ce que la mère-patrie pouvait exiger de la colonie et que tout calcul là-dessus serait foncièrement arbitraire. Ces derniers donnaient au député le conseil de fixer une somme, que les colonies payeraient comme une sorte d'abonnement en restitution des dépenses que la mère-patrie faisait pour elle.

M. v. Dedem a cru devoir suivre ce conseil. Dans un second projet de loi il fixait cette contribution à 4 millions de florins, suivant l'exemple du ministre v. Rees, qui avait proposé ce chiffre après d'amples calculs, dûs surtout à M. de Waal.

Cette concession n'a pu conjurer le danger. Une coalition de tous les adversaires a été cause que le projet fut rejeté (21 Mai 1885) après une discussion intéressante commencée le 15 Mai, par une majorité de 43—36 voix contre 36. En dehors des arguments connus, on a fait sonner hautement le grief, que les colonies, ayant un déficit, seraient forcées d'emprunter chaque année un million de florins, pour satisfaire aux exigences de la mère-patrie.

Il ne faut pas penser que le talent, que M. van Dedem a montré en défendant son projet ait été dépensé en pure perte. Nous pensons qu'il y a ici un cas, comme celui qu'a décrit si admirablement M. Trollope, dans son roman politique: Phineas Phinn, le membre d'Irlande. Il nous raconte qu'un des personnages de son roman vit rejeter un projet de loi. Voilà toute votre peine perdue lui disait-on. »Mais non, bien contraire" répondit-il »Nous sommes plus près de notre but. Un tel débat et une telle minorité fera songer les gens. Ils penseront que le projet renfermait quelque chose de bon. Beaucoup de personnes, qui auparavant considéraient toute législation sur ce point comme chimérique, seront d'avis qu'elle ne sera que dangereuse, ou tout au plus difficile. Un temps viendra, où l'on l'admettra comme possible — puis probable, et enfin elle prendra place parmi les choses qui seront considérées comme absolument nécessaires." Il nous semble que le débat aura les mêmes conséquences, et qu'avant peu on sera forcé de nouveau d'essayer de fixer les relations entre la mère-patrie et les colonies sur des bases, qui seront plus conformes aux exigences de la justice que la politique qu'on a suivie jusqu'ici. V. D. L.

COMMERCE & AGRICULTURE.

La crise agricole dans les Indes néerlandaises. — La baisse des produits agricoles coloniaux, celle du sucre surtout, avait amené, vers la fin de 1884, une crise agricole et financière d'une violence inouïe. Béaucoup de maisons de premier ordre chancelaient sur leurs bases et l'avenir de nos colonies semblait compromis. On craignait surtout pour la Banque Commerciale des Indes-néerlandaises (Nederlandsch-Indische Handelsbank), dont la chute aurait été d'un effet désastreux. Ce fut alors que se constitua à Amsterdam une commission, composée de MM. C-F. Quien, P-W. Janssen, W-H. van Leeuwen, A-C. Wertheim, J. Boissevain et J-T. Cremer, qui entreprit d'éviter ce danger. Dans une circulaire, datée du 17 Novembre 1884, elle s'adressa au pays tout entier et, malgré le malaise général qui règnait dans les affaires, elle parvint à réunir une somme de neuf millions de florins. Ce capital servit à la création de la Société Agricole des Indes-néerlandaises, qui avait pour but d'accorder à un grand nombre d'établissements agricoles dans les colonies, qui jusqu'alors avaient reçu de la Banque Commerciale leur capital actif, de continuer sans interruption leurs cultures habituelles.

De cette manière le péril immédiat, la crise financière, fut conjuré. Après avoir atteint son but, la Commission espérait que le Gouvernement prendrait à cœur de rémédier, par des mesures énergiques, à la crise économique, en enlevant les obstacles qui jusqu'alors avaient pesé sur l'agriculture. Cet espoir ne semble pas près de se réaliser. Interpellé dans les Chambres sur ses intentions quant à l'industrie sucrière à Java, le Gouvernement répondit qu'il étudiait la question, que certains établissements résistaient mieux que les autres et qu'une enquête devait établir la raison de cet état de choses. Une fois cette raison connue, si l'enquête démontrait que l'industrie sucrière était hors d'état de supporter les frais de production, augmentés des impôts prélevés au nom de l'Etat, le Gouvernement déposerait les projets de loi reconnus nécessaires.

Cette réponse ne satisfit aucunement les intéressés, et les principaux commerçants d'Amsterdam et de Rotterdam adressèrent à S. E. le Ministre des colonies une requête dans laquelle ils sollicitaient des mesures immédiates. Les membres de la Commission désignée plus haut — sauf M. Cremer, membre lui-même du Parlement — ont appuyé cette demande dans une requête adressée aux Chambres, accompagnée d'une note détaillée dont nous voulons relever les points pricipaux.

Les mesures immédiates, proposées dans ces requêtes, sont les trois suivantes:

1°. l'abolition des droits *de sortie* sur le sucre, le café et le thé;

2°. l'abolition de l'impôt prélevé sur les cultures particulières des établissements sucriers, qui ont un contrat avec le Gouvernement;

3°. l'abaissement des tarifs des chemins de fer de l'Etat à Java pour le transport du café, du thé, du sucre et des produits agricoles sucriers.

La raison du fait que certains établissements résistent mieux que les autres n'a pas besoin d'être cherchée, disent les auteurs de la requête, elle se trouve dans le rapport général (Koloniaal Verslag), adressé aux Chambres par le Gouvernement Colonial pour l'année 1883 : le droit que les divers établissements paient à l'Etat pour les cultures gouvernementales de cannes à sucre, qui font partie du terrain qu'ils exploitent, varie de flor. 52,85½ (fabrique Soekodono) à flor. 225,45½ (fabrique Ardjosari) par bouw (le bouw = 7096,5 mèt. car.), ce qui donne une différence de flor. 0,45½ à flor. 2,28½ par picol récolté (le picol = 62,76 kil.); les frais de transport à la mer, par chemin de fer ou autrement, varient selon la distance; enfin les salaires sont différents dans les diverses résidences pour toutes sortes de raisons économiques.

Quant aux mesures proposées, la note annexée à la requête des membres de la commission les défend longuement et en expose les motifs impérieux.

Le droit de sortie sur le sucre a été introduit par les Chambres en 1872 pour compenser l'abolition des droits différentiels. A cette époque la valeur du sucre de canne sur les marchés européens était beaucoup plus élevée qu'aujourd'hui, et le Ministre exprima l'espoir que le montant des droits d'entrée aurait bientôt regagné la perte d'un million de florins qui devait résulter de l'abolition des droits différentiels. Or, de 1878 à 1882, les droits d'entrée ont rapporté 1 000.000 à 1.300.000 florins de plus que les droits d'entrée et de sortie réunis en 1869 et en 1870, en 1883 cet excédant s'est élevé à 1.800.000 florins. De plus le prix du sucre a baissé, et la concurrence du sucre de betterave accaparerait les avantages d'une hausse, de sorte que la conclusion que les droits de sortie doivent être abolis se présente d'elle-même. La note s'étend, de la même manière, sur les désavantages du droit de sortie pour le café et le thé.

Quant au deuxième point, la note établit que les 94 fabriques, qui ont un contrat avec le Gouvernement, et qui paient, comme nous l'avons vu plus haut, de flor. 52,85½ à flor. 225,45½ par bouw pour les plantations gouvernementales dont elles reçoivent le produit, ont à payer, de plus, pour leurs plantations particulières, et cela jusqu'à l'année 1890, un droit de 25 florins par bouw. Ce droit a produit au fisc, en 1883, 413.925 florins. Ce droit forme un impôt sur une partie de l'industrie sucrière, car les fabriques libres n'ont point à la payer. Il pouvait se justifier en 1872 par les hauts prix du produit, aujourd'hui que ces prix ont baissé, que le sucre de betterave trouve partout en Europe des marchés protégés, il met en péril l'existence même de l'industrie sucrière dans nos colonies.

Les frais de transport sur les chemins de fer de l'Etat à Java, pour le sucre, le café et le thé, sont environ *trois fois* plus élevés que les tarifs de transport dans les Pays-Bas (Chemin de fer hollandais). Or, les frais de construction des lignes javanaises ne sont

pas plus élevés que ceux des lignes européennes: la ligne Soerabaya —Pasoeroean—Malang n'a pas coûté plus de 75.000 florins par kilomètre, sans le matériel roulant; la ligne Sidhoardjo—Solo pas plus de 75.000 florins, tandis que la plus avantageuse des lignes de l'Etat dans les Pays-Bas n'a pas coûté moins de 83.900 florins par kilomètre. Les frais d'exploitation aux Indes ne sont pas supérieurs: pour les lignes orientales à Java ils ont été, en 1882, 9,25 en 1882 et 9,40 en 1883; pour la ligne occidentale 9,59 en 1882 et 8,74 en 1883, le tout par jour-kilomètre; les frais de la Compagnie pour l'exploitation des chemins de fer de l'Etat dans les Pays-Bas ont atteint, en 1883, 13,36$^{6}/_{10}$ par jour-kilomètre. Enfin la concurrence qui existe en Europe permet d'obtenir souvent des réductions, tandisque les chemins de fer de Java n'ont, pour toute réduction, qu'une remise de 6 % pour les transports par wagons entiers. La différence des tarifs ne se justifie donc pas, et l'on peut ajouter que l'abaissement des tarifs à Java, loin de diminuer les recettes des chemins de fer, les augmenterait au contraire par l'extension des transports.

La note termine en montrant que l'équilibre du budget des Indes n'est pas mis en danger par les mesures proposées. Sans doute le budget de 1885 se solde par un déficit de 1.459,228 florins, mais ce déficit n'est qu'apparent, parce que, parmi les dépenses, il y a un poste de 4,900.720 florins pour la construction et le matériel des chemins de fer de l'Etat, ce qui n'est pas à proprement parler une dépense, mais un bon placement de capital.

J.

Société Néerlandaise de Commerce. (Nederlandsche Handelmaatschappij). Pendant l'année 1884, la Société a réalisé un bénéfice de 1,431.158 florins sur son capital de 35,783,000 florins. Le bénéfice de l'agence (factorij) de la Société à Batavia a été de 220,076 florins, tandis que le capital, confié à l'agence, était (fin Décembre 1884) de 17,764,311 florins. La perte sur les établissements de culture dans les Indes, qui figure sur le compte des profits et des pertes de l'agence, atteint le chiffre de 1,100,747 florins. Nous aurons occasion de revenir sur ces chiffres lorsque le rapport annuel de la Société aura paru. J.

Inportation des tabacs de Sumatra dans les Pays-Bas. D'après une statistique dressée par M. J-H. Lieftinck, à Amsterdam, l'importation du tabac de la côte orientale de Sumatra a été, pour l'année 1884, de 93506 colis, sur la base de 76 kilogrammes par coli net. La statistique comprend les districts de Langkat, Deli, Serdang, Bedagei et Padang. Sur ce nombre 85815 colis ont été importés par Amsterdam, 7691 par Rotterdam. Le prix a varié de 72$^{1}/_{2}$ cents à 165 cents par demi-kilo, en moyenne 133 cents, le produit total a été d'environ dix-neuf millions de florins.

J.

GÉOGRAPHIE ET ETHNOGRAPHIE.

Nous ouvrons cette section des Notices par une lettre de M. le professeur K. Martin sur son voyage d'exploration aux Indes Néerlandaises Occidentales.

Reise nach den Niederländisch-Westindischen Besitzungen. Es freut mich Ihnen mittheilen zu können, dass ich von meiner Reise nach den Niederländisch-Westindischen Besitzungen wohlbehalten zurückgekehrt bin und dass ich im Stande war mein auf der allgemeinen Versammlung der niederländischen geographischen Gesellschaft am Ende vorigen Jahres entwickeltes Programm vollständig auszuführen. Gestatten Sie mir, Ihnen über einige Hauptresultate der Untersuchung kurz im Folgenden zu berichten.

Die älteste Formation von Curaçao ist ein vorherrschend aus Kieselschiefern gebildetes Schichtensystem, welches steil aufgerichtet und vielfach scharf gefaltet erscheint. Ihr gehört als höchster Berg der ganzen Insel der Christoffel an, welchem sich eine Reihe niedrigerer, nur zum Theil auf den Karten verzeichneter Erhebungen im nordwestlichen Curaçao anschliesst. Die genannte Berggruppe zeichnet sich durch ihre scharfen Gipfel und Grate deutlich von allen übrigen Formationen ab. In die Schiefer, welche unter andern auch zwischen St. Jan's Bai und dem Kleinen Berg eine grössere Entfaltung zeigen, eingeschaltet kommt eine Kalkschicht vor. Sie tritt freilich nur in einer Reihe von kleinen Klippen im Norden und Nordosten des Christoffels zu Tage, hat aber wegen ihrer Versteinerungsführung ein besonderes Interesse, da sie sich auf Grund deren als palaeozoisch bestimmen liess. Eine nähere Feststellung des Alters muss ich mir freilich noch vorbehalten, denn die Petrefacte sind schlecht erhalten und erheischen aus diesem Grunde eine eingehendere Untersuchung.

Die Schieferformation ist von Dioriten [1]) durchbrochen, welche zahlreiche, flach gewölbte Kuppen im westlichen Theile der Insel (so namentlich in der Gegend des Hieronimo und bei Savonet) bilden. und ausserdem in dem südöstlichen den Charakter des flach welligen Terrains innerhalb der Küstenklippen bedingen.

Umgeben werden alle diese älteren Formationen von jungen Korallenriffen, welche dem neueren tertiaeren Zeitalter ihre Entstehung zu danken haben und durch prächtig entwickelte gehobene Uferterrassen sehr anschaulich die in jüngster Zeit erfolgte Hebung der Insel demonstriren. Interessant sind diese Kalke auch besonders ihrer Erosionserscheinungen wegen und der Phosphat-gehalt verleiht Ihnen eine grosse Wichtigkeit für die Industrie.

---

[1]) Ich habe selbstredend noch nicht jedes Handstück meiner Sammlungen prüfen können, glaube aber annehmen zu dürfen, dass die Mehrzahl (wenn nicht alle) der in Frage kommenden Eruptivgesteine den Dioriten zugezählt werden muss.

An den Ufern der sogenannten Binnengewässer finden sich endlich Anschwemmungen der heutigen Periode und die ausgedehnte Ebene, welche sich im Osten des Tafelbergs innerhalb der die Küsten einfassenden Kalkklippen befindet, ist von gleichen Bildungen bedeckt. In dieselbe Zeit fällt auch die Entstehung der Korallenriffe in unmittelbarer Nähe und im Untergrunde der Stadt sowie der kleinen im Schottegat gelegenen, niedrigen Inseln.

Der Bau von Curaçao wiederholt sich in allen wesentlichen Zügen in Aruba, nur kommt hier noch eine Formation hinzu, von der auf jener Insel keine Spur aufzufinden war. Es sind dies niedrige Bergrücken und meist kleinere, isolirt stehende Erhebungen, welche vorherrschend aus Syenit bestehen (untergeordnet tritt auch Granit auf) und sammt den daraus abgeleiteten Verwitterungsproducten den Hauptantheil an dem Aufbau von Aruba nehmen.

Die von Dioriten durchbrochene Schieferformation ist durch das von Buschiribana nach Fontein sich ausdehnende Bergland vertreten, der Art dass das genannte Eruptivgestein vorherrscht, und die älteren Schiefer nur hie und da zu Tage ausgehen. Im Süden findet die Schieferformation ihre Grenze in der Nähe der Spaansche Lagoen. Das ausgedehnte Plateau, welches den sudöstlichen Theil von Aruba bildet, gehört wiederum dem Tertiär an und zeigt denselben petrographischen Character wie die entsprechende Schichtenreihe auf Curaçao. Endlich lagert sich längs der Südwestküste der Insel ein breiter, aus jungen Korallenkalken gebildeter, flacher Streifen dem Syenit- und dem tertiären Kalkgebirge vor, während die palaeozoischen Kalke auf Aruba fehlen.

Schiefer, Diorite und tertiäre Kalke traf ich abermals in Bonaire an, doch bilden die Ersteren nur sehr flache Hügel und treten auch die Diorite sehr gegen ein anderes Eruptivgestein zurück, welches den höchsten Berg der Insel, den malerisch gelegenen Brandaris, aufbaut und sich von hier aus bis in die Nähe von Rincon verfolgen lässt. Fast das ganze dazwischen sich ausdehnende Gebirgsland, mit Ausnahme des Küstengebirges, besteht aus dieser Formation. Letzteres gehört abermals dem Tertiär an; es besteht aus denselben Korallenkalken, welche oben von Curaçao und Aruba erwähnt wurden und welche neben einem schmalen, die nordwestliche Ecke der Insel umziehenden Kalkgürtel vor allem ein ausgedehntes, von Montagne nach Fontein sich erstreckendes Plateau bilden. Bei Fontein sind wie auf Curaçao Ufertrassen von grosser Schönheit vorhanden Der im Süden der Stadt sich ausdehnende Theil der Insel ist fast völlig flach und dürfte ganz dem quarternären oder jetzigen Zeitalter seine Entstehung zu danken haben.

In Surinam war ich dank der Mitthülfe der Herren Benjamins und Loth, begleitet durch sie und Herrn Neervoort van de Poll so glücklich in wenigen Wochen bis nach Toledo, einige Tagereisen oberhalb Gansee, durchdringen zu können, in Gegenden, welche nach Aussage der Buschneger von keinem Weissen betreten wurden, seit vor etwa 20 Jahren Cateau van Rosevelt dieselben Zwecks Anfertigung seiner vortrefflichen Karte bereiste. Wir fanden den Fluss so trocken, wie er in einer Reihe von Jahren nicht gewesen, und so konnte ich meine geologischen Untersuchungen unter sehr günstigen Verhältnissen ausführen.

Auf die alluvialen Bildungen zu Seiten des unteren Flusslaufes folgt bei der Jodensavanna das erste, allerdings an der Oberfläche sehr stark verwitterte, anstehende Gebirge; keineswegs ein Diluvialgebirge, wie behauptet worden ist. Bald treten darauf bei Worsteling Jacobs im Flusse Klippen von Granit auf, welche mit dem Gesteine der Jodensavanna übereinzustimmen scheinen und sich bis zum Tafelrots verfolgen lassen. Dieser gehört den krystallinischen Schiefern an, welche ein wenig weiter flussaufwärts von Dioriten verdrängt werden aber bei der kleinen, oberhalb Brokopondo gelegenen Insel nochmals zu Tage treten und sich von hier aus bis zum Nieuw Starkreek ausdehnen. Die Diorite dagegen nehmen ein Gebiet ein, welches etwas unterhalb Bergendaal beginnt, an genanntem Orte im Blauen Berge und im Pilatus seine Hauptentfaltung zeigt und sich aufwärts bis nach Brokopondo erstreckt, um hier, wie erwähnt, den Schiefern Platz zu machen.

An der Mündung des Sarakreek, in der Nähe von Nieuw Starkreek also, begegneten wir den ersten Syenitfelsen, welche von jetzt ab bis hinauf nach Toledo in verschiedenen Varietäten das herrschende Gestein bilden. Speciellere Erwähnung verdient nur noch, dass der kleine Berg (genannt Moni) unterhalb Toledo abermals aus Diorit besteht.

Vergebens habe ich nach versteinerungsführenden Schichten gesucht. Auch die Hoffnung im Kassipurakreek die Tertiaerformation zu finden, zu der mich einzelne Mittheilungen in Paramaribo berechtigten, hat sich nicht erfüllt. Das ganze, von mir bereiste Gebiet zeigt in seinem geologischen Bau eine bemerkenswerthe Analogie zu demjenigen von Englisch-Guyana.

Wir fanden beim Auffahren des Flusses von Seiten der Buschneger nicht gerade viel Entgegenkommen, hatten in Gansee sogar einmal grosse Differenzen wegen unserer, von den Eingeborenen geweigerten Weiterbeförderung, aber nach den nöthigen Zankereien liessen sich die Leute doch endlich gegen hohen Lohn bereit finden uns zu helfen. Ohne sie ist ein Durchdringen ins Innere unmöglich, da das Gewirre von Inseln und Klippen sowie die zahlreichen Stromschnellen nur mit Hülfe von Leuten, welche die Gegend genau kennen, passirt werden können. Wir mussten unsere, von Paramaribo aus mitgebrachten Neger denn auch später zurücklassen. Aber trotz dieser, aus dem Unwillen der Eingeborenen erwachsenden Schwierigkeiten halte ich doch ein Durchdringen bis zur südlichen Grenze des Landes für wohl ausführbar, da von Gefahren, soweit die

Bevölkerung in Betracht kommt, kaum die Rede sein kann. Die Strapazen der Reise, welche nur in Korealen möglich ist, sind freilich der Art, dass allein starke Constitutionen ihnen auf die Dauer Widerstand werden leisten können.

Alle näheren Mittheilungen muss ich für meine Publicationen mir vorbehalten, welche ich für die Schriften des »Nederlandsch Aardrijkskundig Genootschap" und des »Koninklijk Instituut voor de Taal-, Land- en Volkenkunde van Ned. Indië" vorbereiten werde; mir kam es nur darauf an, Sie vorläufig über die Reise zu orientiren.

K. MARTIN.

Leiden, 17 Juni 1885.

Activité des volcans de Java. [1]) — Le Résident de Probolingo annonça, sous la date du 12 Mars, l'activité plus vive du volcan Lemongan, situé dans cette résidence. Elle se manifesta par des bruits et l'éjection de sable et de pierres.

Près de Parakan Salak, M. le controleur Cock de Tjitjoeroek (Préanger) explora le nouveau cratère qui s'était formé. Il vit que sur une étendue d'environ un bouw (7096,5 M^2) la boue était toujours dans un état de bouillonnement et que trois cheminées s'étaient formées, qui projetaient régulièrement des vapeurs.

Le volcan Mérapi, selon les Rapports de l'Assistant-Résident de Bojolali (Soerakarta) du 9 Mars, du 26 et du 30 Avril, ne fait plus de bruit. Le cône d'éruption ne s'élève plus, et le cratère ne pousse presque pas de fumée.

Le Résident de Tagal rapporta que, depuis le 21 Mars, il s'éleva chaque matin à 5 heures environ du cratère du Slamat une colonne de fumée ardente, éclairant le ciel au dessus du sommet. Ce phénomène ne coïncida pas avec autre preuve de l'activité du volcan.

Le Smeroe montra une activité très déplorable. Après avoir lancé ses colonnes de fumée dans les nuits du 11—13 Avril et ses pluies de cendre du 12 au 15 Avril, il finit par élargir l'ouverture, située dans le bord de son cratère. La hauteur de la crevasse fut évaluée par M. Schöffer, qui décrit l'éruption et la dévastation de la plantation de café Kali Bening (Voir le feuilleton du Nieuwe Rotterdamsche Courant de 9 et 11 Juin) à 2000 pieds. C'est par cette crevasse que s'élança le courant de lave qui remplit les bezoeks (les vallées profondes, formées jadis par les courants de lave ou de sable), qui rasa les bois, dévasta les plantations et, en couvrant ce côté de la montagne comme d'un linceul grisblanc, se présenta comme un glacier gigantesque, s'étendant du sommet jusqu'au pied du Smeroe. La masse qui remplit autrefois cette crevasse de 2000 pieds de profondeur et d'une forme trian-

[1]) Les relations et les rapports, dont nous donnons ici le résumé très succinct, sont publiés plus largement dans les Journaux des Indes (Java Courant, De Locomotief, Algemeen Dagblad van N. I., Soerabaya Courant etc.) d'Avril et de Mai.

gulaire, est tombée subitement, selon l'opinion de M. Schöffer [1]), d'une hauteur de 11000 pieds, avec une vitesse effrayante. Elle était ardente et probablement pour la plus grande partie fluide. K.

Nouvelles de Krakatau. — Les télégrammes suivants du Résident de Bantam, ont été reçus à Batavia:

24 Avril 1885. J'ai reçu aujourd'hui la nouvelle que des pêcheurs ont entendu continuellement, depuis le soir du 19, auprès du Krakatau, des bruits souterrains, mais qu'on n'a pas vu cependant du feu au sommet du cratère. Ces mêmes nouvelles sont venues d'Oud-Anjer.

28 Avril. Un pilote d'Anjer annonce qu'il s'est trouvé mercredi passé à une lieue et demie au sud du Krakatau, d'où il vit clairement du feu sur le côté occidental du volcan et d'où il entendit des bruits qui provenaient de cette montagne. Le pilote à Oud-Anjer communique, d'après le rapport du commandant du vaisseau anglais » Tweed", que les roches qui dataient de l'éruption du Krakatau, ont tout-à-fait disparu. En naviguant du cap Noordhoek de l'île »Verlaten eiland" vers l'Orient, ce même capitaine ne trouva moins de 20 brasses d'eau.

Aussi, le Résident des Lampongs a reçu plusieurs fois des nouvelles de l'activité renouvelée du Krakatau. Cependant, selon le dernier rapport de ce fonctionnaire, relatif à un voyage qu'il a fait le 14 d'Avril à l'occident des îles Seboekoe, Sebessi et Verlaten Eiland pour inspecter les côtés du Sud et du N. Ouest du volcan, (quoique le temps fût très clair et le sommet tout-à-fait visible) il ne vit point de fumée. Le même cas s'est présenté lorsqu'il passait de nouveau en vue de l'île de Krakatau le 16 Avril. Seulement, à juger par la couleur obscure de la paroi de la montagne, il lui sembla qu'une partie du côté de Nord-Ouest doit s'être détachée par parcelles. Il n'observa pas de nouveaux cratères.

K.

Elevation d'une île au dessus du Rawa Pening. — Près d'Ambarawa, dans la Résidence de Samarang, une petite île s'éleva au dessus du Rawa Pening dans la nuit du 4 au 5 Février.

Cette île a été explorée par M. A. Stoop, ingénieur des mines, qui en explique l'origine, dans son rapport au Résident de Samarang, par la putréfaction de restes de plantes, se trouvant en grande quantité dans le sous-sol, et qui ont causé le développement de différentes espèces de gaz. Ceux-ci, ne pouvant échapper par le sol imperméable, reçoivent une telle expansion qu'ils sont à même de soulever le sol sur une certaine étendue et s'échappent enfin, en portant avec eux une partie d'un terrain tourbeux à demi fluide.

K.

Tremblements de terre. — Dans le matin du 21 Avril, 4 h. 45 m., on sentit à Moeara Doea, dans la Résidence Palembang, deux secousses, courtes mais assez fortes, d'un tremblement de terre.

---

[1]) Selon le rapport de l'ingénieur R. Fennema, dont nous donnerons le résumé au prochain numéro, cette partie du cratère était détachée par la force de la lave dans l'intérieur du cratère. (Soerabaya Ct. 9 Mai).

Le 4 Mai, à 7 h. 40 m. du matin, on observa à Batavia un tremblement de terre assez fort qui, selon la plupart des observateurs, se dirigea de l'Orient à l'Occident. La secousse s'étendit par la ville entière: on la sentit tant dans les parties supérieures que dans les quartiers plus bas de la ville. Plusieurs pendules s'arrêtèrent.

Ce même jour, à 6 h. 40 m. du matin, on observa à Buitenzorg un tremblement de terre qui se dirigea de l'Orient à l'Occident, durant environ 10 secondes, d'abord assez fort, mais diminuant graduellement. Selon le Rapport du Résident des Lampongs au Gouvernement, les secousses du 4 Mai furent senties aussi à Telokh Betong et à Tandjong Karang, environ vers ce même temps. On inclinait à croire que ce tremblement de terre avait été causé par l'activité augmentée du cratère de Krakatau. Le soir du 3 Mai aussi, à 10 h. 40 m., on sentit une secousse assez forte.

K.

La culture du getah pertja. — Le directeur du Jardin Botanique à Buitenzorg a reçu l'autorisation du Gouvernement de fonder un jardin d'exploration, pour la culture des arbres qui produisent le getah pertja, dans le district Ttitjoeroeg, division Soekapoera, du Préanger. K.

La maladie du sucre. — Le directeur du Département de l'intérieur (Binnenlandsch Bestuur) à Batavia a adressé au Résident de Tagal une missive que celui-ci a communiquée aux fabriquants de sucre dans cette Résidence.

Cette missive emprunte à un rapport du Résident de Madioen ces détails si importants dans la question de la maladie du sucre:

1°. Que, déjà depuis 6 années, cette maladie (»Sereh"-ziekte) existait dans les plantations particulières et dans celles du Gouvernement de Poerwodadi et de Nieuw-Poerwodadi.

2° Que la maladie avait été vaincue par l'administrateur (comme celui-ci prétendait), après qu'il avait pris soin d'ôter les rejetons superflus, au moyen d'engrais largement appliqués. Par ces mesures, selon la déclaration de l'administrateur, la canne à sucre malade reçut la force de résister à la maladie, qui pouvait être combattue de cette manière avec succès.

Le directeur du Jardin Botanique à Buitenzorg, le Dr. M. Treub, s'est rendu par ordre du Gouvernement à la Résidence de Tjéribon pour y faire de nouveau des récherches sur cette maladie.

K.

Encouragement des arts industriels des indigènes. — Le Conseil des Directeurs du Musée de la Société pour protéger l'industrie à Harlem a fait appel au concours du Bureau de la Société des Arts et Sciences à Batavia pour améliorer et encourager l'art et les arts industriels des indigènes, soit par des expositions et des concours, soit par la fondation de collections et d'écoles de dessin dans les villes principales des Indes Orientales. Selon l'opinion du Conseil, il semble que dans l'Inde Britannique, où

beaucoup de produits des arts industriels des indigènes sont des articles d'exportation, l'art indigène jouit de plus d'encouragement que dans les Indes Néerlandaises. (Procès-Verbal de la S. d. A. et Sc. à Batavia. XXII, p. 114).

L'industrie indigène, jadis si importante sur les îles de Sangi et de Talaur, s'étant arrêtée et ayant été supplantée par les produits de l'industrie européenne, cette même Société a pris la résolution de faire une collection des produits de cette industrie pour son musée ethnologique et d'y adjoindre des données ethnologiques sur ces îles. (id. p. 123). K.

Archéologie de Java. — M. le Dr. J. L. A. Brandes a été nommé fonctionnaire pour l'étude de l'archéologie de Java et de la langue de Kawi ou langue ancienne de Java. Il s'est mis en rapport avec la Société des arts et sciences à Batavia, dont il étudie maintenant les collections de manuscrits si intéressantes. (id. p. 96). K.

La mort de R. M. Adipati Ario Tjondro Negoro. — La science coloniale a fait une grave perte par la mort du Régent de Brebes, Raden Mas Adipati Ario Tjondro Negoro, le 6 Mai 1885. Il se rendit méritoire par ses études sur la langue Javanaise, publia une édition corrigée de la traduction officielle du code pénal pour les indigènes, et donna des annotations sur la première partie de l'ouvrage „Java" du professeur Veth. (Voir Tijdschr. Aardr. Gen., Supplément, N°. 9). K.

Exploitation des mines de Banka par des coulies. — On écrit de Muntok à la Rédaction du „Locomotief" que le Gouvernement des Indes semble vouloir faire l'épreuve de l'exploitation des mines d'étain uniquement par des coulies payés, sous la surveillance du personnel des mines. Selon le „London and China Telegraph", le Résident de Banka, autorisé par le Gouverneur Général, aurait déjà fait un contrat avec des entrepreneurs chinois pour le transport de mille coulies. K.

Exploration ethnographique de Suriname. — M. le Dr. H. F. C. ten Kate Jr. est parti le 18 Mai pour Paramaribo. Il explorera l'intérieur de Suriname dans un but ethnograhique. Il a été subsidié, pour une somme de 3000 marcs, par feu M. E. Riebeck à Halle s/S, lui-même explorateur plein de merite et fondateur de collections ethnographiques remarquables, et puis par S. A. le Prince Roland Bonaparte. K.

BIBLIOGRAPHIE MENSUELLE.*

GÉNÉRALITÉS.

COLONISATION. VOYAGES ET CARTES. GOUVERNEMENT.

COMMERCE, ETC. CULTURES.

1 **Fontpertuis, A. F. de,** La puissance coloniale du Royaume-Uni. (Journ. d'écon. Mai, p. 221—46).

2 England and her colonies. (Quart. Review. April, p. 498—526).

3 **Roy, J. J. E.,** Histoire des colonies françaises et des établissements français en Amérique, en Afrique, en Asie et en Océanie depuis leur fondation jusqu'à nos jours, d'après les documents publiés par le ministère de la marine et des colonies. Nouv. édit. Tours, Mame et fils. 160 p. in-8⁰ et grav. (Bibl. d. familles).

4 **Cerisier, C.,** Les colonies françaises, Conférence faite à Paris le 3 Dec. 1884. Nancy, Berger-Levrault et C⁰. 24 p. in-8⁰. (Extrait du Journ. Soc. de Stat. Févr. 1885).

5 Colonizzazione, La, francese e degli altri Stati europei. (Marina e Comm. Apr.).

6 **Lenz, O.,** Die deutschen Colonien in Afrika und Oceanien. (Mitth. Geogr. Ges. Wien. B. XXVIII, S. 161—82).

7 Colonial-Erwerbungen, Deutsche. (Volksw. Wochenschr. Wien. III, N⁰. 66).

8 **Warneck, G.,** Welche Pflichten erwachsen uns aus unsern Kolonien. (Daheim, N⁰. 26).

9 **Neumann-Spallart, F. X. v.,** Oesterreich-Ungarn und die Colonial-Bewegung. (Oest. Monatsschr. f. d. Or. N⁰. 4).

10 **Della Valle,** L'attitudine dell' Italia nella politica coloniale. (Boll. Soc. Afric. d'Ital. A. IV. p. 33—36).

11 Italia, L, dell' Oriente. (Marina e Comm. Apr.).

12 Politique, La, coloniale et l'Italie. (Revue intern. VI, 2).

13 **Soyka, Is.,** Colonisation und Klima. (Nord u. Süd. Mai 235—48, Juni 363—74).

14 **Schwert, M.,** Coloniale Phantastereien und reale Colonialpolitik. (Export N⁰. 15).

15 **Leseur, E.,** L'Emigration chinoise. (Bull. Soc. de géogr. Lille, T. IV, p. 62—82).

16 **Vachet, A.,** Pélerins et touristes, voyage en Orient accompli par trois missionaires de la maison des Chartreux de Lyon. 2 vol. Lyon, Vitte et Perrussel. 392 et 392 p. in-8⁰.

---

*) *Cette bibliographie contient tout ce qui a paru, soit isolément, soit dans des révues, depuis le* 1er *Avril jusque vers le milieu de Juin.*

Pour des raisons particulières, les titres de quelques publications anterieures ont été mentionnés.

En présence du mouvement colonial, qui s'est développé en France, en Allemagne, en Italie et ailleurs, il serait sans doute très-important d'avoir un aperçu de toute la littérature coloniale a partir du 1er *Juin* 1883. *Nous n'avons pas pu donner à cette première bibliographie mensuelle une extension aussi grande, mais nous voulons cependant fixer l'attention sur ce point, dans l'espoir d'amener nos collaborateurs etrangers à y apporter leur contribution.*

Un classement géographique nous a paru le plus désirable: il est naturel que toutes les subdivisions principales ne seront pas représentées chaque fois. Pour la flore, la faune, la géologie, etc., nous ne citons que les articles qui nous ont paru avoir de l'intérêt pour notre but spécial. Chaque bibliographie mensuelle sera suivie d'un registre systématique qui permettra d'embrasser facilement tout ce qui a paru sur le terrain du commerce, des cultures etc. Ces registres isolés seront remplacés, à la fin de l'année, par un seul registre général.

Nous sommes convaincus que ce premier aperçu est encore incomplet, parce que nous ne pourrons disposer que peu à peu de tous les sources et de tous les moyens d'investigation. Aussi tout complément sera le bienvenu pour nous.

17 **Potagos, le Dr.**, Dix années de voyages dans l'Asie centrale et l'Afriqne équatoriale. Traduction de MM. A. Meijer, Jules Blancard et L. Labadie. Avec des notes et des observations par M. Em. Barnouf et Alfr. Maury. T. I. Avec pl. Paris, Fischbacher. Gr. in-8⁰. — 20 fr.

18 Atlas de vingt-deux cartes murales parlantes au recto, muettes au verso. N⁰. 22 Colonies françaises. Paris, A. Colin & C⁰.

19 **Christy. T.**, New commercial plants and drugs. N⁰, 8. London, Christy. 88 p. gr. 8⁰. — 216.

20 **Renouard, A.**, Extraction des fibres de palmiers dans leur pays de production. (Bull. Soc. de géogr. Lille. T. IV, p. 48—61).

21 **Heckel, E.**, Sur un nouvel arbre à gutta-percha. (Compte rendu. Acad. d. sc. N⁰. 19, p. 1238 sv.).

22 **Jong, E. W. de**, Heerendiensten en koffiecultuur. (Ind. Gids. Apr. bl. 441—44).

23 **Bartelink, E. J.**, Handleiding voor kakao-planters. Amst. J. H. de Bussy. 68 p. gr. 8⁰. — fl. 1.50.

24 **Peschel, O.**, Völkerkunde. 6e Aufl. bearb. v. A. Kirchhoff. Leipzig, Duncker & Humblot. VIII—596 S. m. 1 Tab. — 12 M.

25 **Featherman, A.**, The social history of the races of mankind. First Division: The Nigritians. London, Trubner & C⁰. XXVI—800, demy 8⁰. L 1, 11/6. (Vol. V, The Aramaeans, was published in 1881).

26 Sammlungen, Ueber Ethnologische. (Zeitschr. f. Ethnol. J. VII. S. 38—42).

27 **Dislère, P.**, Les impots dans la métropole et dans les colonies. (Revue marit. T. LXXXV, p. 315—20).

28 Errichtung, Die, deutscher Colonial-Truppen. (Allg. Milit. Zeit. N⁰. 30, 31).

29 Ergebnisse französischer Colonialbanken. (Export, N⁰. 16).

30 Errichtung, Die, deutsch-überseeischer Banken. (Export, N⁰. 18, 19).

31 **Baudouin**, L'octroi de mer aux colonies. Revue marit. T. LXXXV, p. 375—416).

32 **Dehn, P.**, Deutschland und die Orientbahnen. (Jahrb. f. Gesetzg. i. D. Reich. IX. 2. S. 51—82).

33 Postdampfer-Subventionen. Deutsche, (Volksw. Wochschr. Wien. N⁰. 53.)

34 **Dorn, A.**, Triest und die Orientbahnen. (Volksw. Wochenschr. Wien. III, N⁰. 74).

35 **Kauffer, P.**, Comparaison entre Hambourg et Brême au point de vue de commerce d'outre-mer. (Bull. Soc. de géogr. comm. Bordeaux. Mai, p. 289—94).

36 **Frédé, P.**, Les Russes sur le chemin de l'Inde. (Ann. de l'extr. Orient. Avr. p. 289—98).

37 **Lyall, A. C.**, Etudes sur les moeurs religieuses et sociales de l'extrême Orient. Trad. de l'anglais. Paris, Thorin. LXIV—540 p. in-8⁰.

L'ASIE OCCIDENTALE.

38 **Rinck, C.**, Auf biblischen Pfaden. Reisebilder aus Aegypten, Palaestina, Syrien, Kleinasien, etc. Mit 2 Karten, Panorama und Holzschn. Hamburg, Evang. Buchh. VIII—400 S. Hoch 4⁰. — 7 M. 20.

39 **Stoeckel, I. M.**, Mineral-Production Kleinasiens. (Oest. Monatschr. f. d. Or. N⁰. 5).

40 **Georgiadès, D.**, Smyrne et l'Asie-Mineure au point de vue économique et commercial. Avec une carte. Paris, Guillaumin. In-8⁰. — 7 fr.

41 Handel, Der, Smyrna's. — Der oesterreichische Handel mit Smirna. (Volksw. Wochschr. Wien. N⁰. 56, 70, 71).

42 Notes on the geology of Palestine, with a consideration of the Jordan Valley schema. (Nature, Vol. 31, p. 614, f.).

43 **Damas, de**, En Orient: Voyage à Jérusalem. Nouv. édit. 2 vol. Paris, Delhomme et Briguet. 256 et 263 p. in-18 jéz.

44 — Voyages en Orient. Jérusalem. Nouv. édit. Paris. 514 p. in-8⁰.

45 **Torrance, Dr.**, Letter from Palestine. (Free Church Monthly, May, p. 135, f.).

46 Isfahan, Von, nach Schiras. (Aus allen Weltth. J. 16, H. 8, 9).

L'ASIE CENTRALE.

47 **Marvin, Ch.**, Reconnoitring Central Asia; pioneering adventures in the region lying between Russia and India. 2nd edit. With 1 map and ill. London, W. Swen Sonnenschein & C⁰. XVIII—416 p. 8⁰.

48 War Map of Afghanistan and the Indo-Russian frontiers. With a large general map showing the connection between England, Russia and India. Londen, Philip and Son. —6/.

49 **Marvin, Ch.**, The Russians at the gates of Herat. With ill. and maps. London, Warne. 176 p. 12⁰. — 1/.[1])

50 **Riebeek, E.**, Die Hügelstämme von Chittagong. Ergebnisse einer Reise i. J. 1882. Berlin, Asher & C⁰. VII—35 u. 16 Bl. Text m. Holzschn., Karte, etc. gr. f⁰. — 60 M.

51 Brieven uit Azië van N. M. Przewalski, 1883—1884. (Wetensch. bladen. N⁰. 5, bl. 275—87).

L'EMPIRE INDO-BRITTANNIQUE.

VOYAGES. MÉTÉOROLOGIE. MALADIES. GOUVERNEMENT. RELIGION. COMMERCE. LINGUISTIQUE ET LITTÉRATURE. HISTOIRE. — CEYLON ET LES ÎLES MALDIVES.

52 **Leonowens, Anna H.**, Life and travel in India: being recollections of a journey before the days of railroads. Ill. Philadelphia and London. 325 p. gr. 8⁰.— 10/6.

53 **Guimet, Ém.**, Huit jours aux Indes. Ill. (Tour du monde, 6, 11, 18, 25 Avr.).

54 **Javolliot, Mme L.**, Trois mois sur le Gange et le Brahmapoutre, Paris, Clavel 208 p. in 18 jéz. — 3 fr.

55 **Bergstedt**, Eine Visitationsreise im Mötupatti-Distrikt. (Evang.-Luth. Miss. bl. N⁰. 6—8).

56 Memoirs (Indian meteorological). Being occasional discussions and compilations of Meteorological Data, relating to India and the Neighbouring Countries. Publ. under direction of Henry F. Blauford, Meteorol. Reporter to the Government of India, Vol. II, Part. 3, cont. V. Account of the South West Monsoon storm of the 8th to the 19th of Oct. 1882, in the Bay of Bengal. 68 p. 4⁰, with 3 pl. — 3/.

57 Rapport de la mission Anglaise du cholera des Indes. (Journ. d'hygiène, 19, 26 Mars).

58 **Bowler, Th. Gibson**, Give and take with the colonies. Union of the empire by tariff. (Fortn. Rev. May, p. 679—88.)

59 India, what can it teach us. (Edinb. Review. Apr. 462—491).

60 **Avery, J.**, The religion of the aboriginal tribes of India. (Indian Antiq. May. p. 125—34).

61 **Jenkins, E. E.**, Missionary letters from India. (Wesleyan Miss. not. p. 100—5).

62 Extracts from annual letters. North India, Punjab, South India, Travancore and Cochin, Ceylon. (Suppl. to Church Mission. Apr. a. May).

63 **Atteridge**, Protestant mission in Southern India, Tinnevelly and Ramuad. (Dublin Rev. April).

64 India. British statement of trade 1879—80 to 1883—84. Correspondence. (Parliament.). 2./ 2.

65 Export, Der, ungarischer Pferde nach Indien. (Volksw. Wochenschr. Wien III. N⁰. 66.)

66 Import, Oesterreichischer, nach Bombay. (Volksw. Wochensch. Wien. III. N⁸. 66).

67 Baumwoll Industrie, Die, Indiens und speciell Bombays. (Volksw. Wochenschr. Wien. III. N⁰. 67).

68 **Cotton, A. T.**, Public works in India: their importance, with suggestions for their extension and improvement. 3rd edit., with introd. chapter on the Gedavery works by J. E. Fischer. Madras. XVI—285 p. 8⁰

69 **Channing, E.**, Roads from India to Central Asia. With map. — The races of central Asia. (Science, Vol. 5. p. 360—63).

---

[1]) On trouvera d'autres titres à ce sujet dans la Bibliographie d'Août.

70 **Blashyam, C.,** English-Telugu dialogues. Mangalore 1884. 472 p. 18⁰ — 2/.

71 Bákyábali, or idiomatical exercises, English and Bengal, with dialogues, etc. Rev. Calcutta. 286 p. 8⁰. — 6/.

72 **Natesa Sastri Pandit,** Folklore in Southern India. (Indian Antiq. Vol XIV, p. 77—81, 108—12).

73 Record of services of the East India Company's civil servants in the Madras Presidency. 1741—1858. Edit. by Ch. C. Prinsep. London, Trubner & C⁰. XXXV—164 post 8⁰.— 10/6. (Incl. Chronol. list of governors, etc. of Madras Pres. 1652—1858, as well as list of the Directors of the E. I. Comp.)

74 **Walter, A.,** Ceylons echinodermen. (Jen. Zeitschr. f. Naturwiss. B. XII, S. 365—84).

75 **Bell, H. C. P.,** The Máldive Islands: an account of the physical features, climate, history, inhabitants, productions and trade. With pl. and map. Colombo 1883. 134 p. f⁰. — 10/.

L'ASIE ORIENTALE.

76 **Cotteau, E.,** Un touriste dans l'extrême Orient. Japon, Chine, Indo-Chine et Tonkin, 1881—82. Avec grav. et cartes 2ᵉ éd. Paris, Hachette & Co. 154 p. in-18 jéz. — 4 fr.

77 **Rathgen, K.,** Der deutsche Handel in Ostasien. (Jahrb. f. Gesetzg. i. D. Reich. IX. 2, S. 211—32).

78 **Richthofen,** F. Freih. v., Atlas von China. Berlin. (D. literat. Zeit. N⁰. 17).

79 **Williamson, A.,** On some of the chief features of the physical geography including the geology of China, and the bearing thereof on the future of that empire. (Proc. Philos. Soc. Glasgow. Vol. XV, p. 119—49).

80 **Soubeyran, L.,** La Chine (Bull. Soc. de géogr. Marseille. p. 165—74).

81 **d'Orset, G.,** La Chine contemporaine. (Revue Britann. Avr. p. 381—405).

82 **Tcheng-ke-Tong, C.,** The Chinese painted by themselves. Transl. from the French by James Millington. London, Field a. Tuer. 200 p. post 8⁰. — 6/.

83 Mission im Fa-Kreise (China). (Berl. Miss. Ber. N⁰. 1—4).

84 **Haïtce, R.,** Le commerce étranger en Chine. Voie des ports ouverts et de Sibérie. (Bull. Soc. de geogr. comm. Paris. T. VII, p. 137—43).

85 Goldgruben (Die), an der chinesisch-russischen Grenze. (Globus, N⁰. 17).

86 **Ettinghausen, C. v.,** Ueber die genetische Gliederung der Flora der Insel Hongkong. (Sitz. ber. Akad. d. Wiss. Wien. Math.-naturwiss. Cl. B. LXXXVIII, S. 1203—38).

87 **Simonin, L.,** La Corée. (Revue scient. N⁰. 14).

88 **Michaud, E.,** Formose. (Bull. Soc. de géogr. Lille. T. IV, p. 237—42).

89 Sketch, A, of Formosa. (China Rev. Vol. VIII, N⁰. 3).

90 **Ettinghausen, C. v.,** Zur Tertiärflora Japans. (Sitz. ber. Akad. d. Wiss. Wien. Math.-naturwiss. Cl. B. LXXXVIII, S. 851—64).

91 **Rein, J. J.,** Ueber verschiedene Obstsorten Japans. (Oest. Monatschr. f. d. Or. N⁰. 5.)

92 **Steindachner, Fr.** und **L. Döderlein,** Beiträge zur Kentniss der Fische Japan's I. Mit 7 Taf. (Denkschr. — Akad. d. Wiss. Wien. Math.-naturwiss. Cl. B. XLVII, S. 211—42).

L'INDO CHINE.

93 **Boulangier, E.,** La colonisation de l'Indo-Chine. (Revue marit. Avr. p. 87—115).

94 Itinéraires de M. A. Pavia dans le sud-ouest de l'Indo-Chine orientale (Cambodge et Siam, 1880—84). Carte dess. par V. Roger, grav. par M. Perrin. Paris, Challemel aîné.

95 **Neis, P.,** En Indo-Chine, Siam et Tonkin. Avec carte. (Bull. Soc. de géogr. comm. Paris. T. VII, p. 5—17).

96 **Lagrée, Daudart de.** — Le commandant de Lagrée au Cambodge et son voyage en Indo-Chine, d'après sa correspondence. (Revue marit. T. LXXXV, p. 260—79).

97 **Sieven,** Die Hydrographie des östlichen Indo-China. (Zeitschr. f. wiss. Geogr. V, 3, 4).

98 **Paulus, A.,** L'Esclavage en Indo-Chine. (Gazette géogr. N⁰. 17).

99 Annam, Cochinchine et Tong-kinn, gravé par J. Jérôme. Paris, Garnier frères.

100 Cochinchine et Cambodge. (Moniteur d. Consul. 2 Mai).

101 **Delteil, A.**. Étude sur le climat de Cochin-Chine. Nantes. 47 p. in-8⁰ et pl.

102 **Louvet, L. E.,** La Cochinchine religieuse. 2 vol. Avec cartes. Paris. 567—48 p. in-8⁰.

103 **Harmand, J.,** Mémorandum pour un missionaire scientifique en Cochinchine. (Bull. Soc. de géogr. comm. Paris. T. VII, p. 117—36).

104 **Roux, L. C.,** et **J. de Vidal,** Quinze jours au Cambodge; moeurs, coutumes, superstitions, légendes: excursion dans les provinces de Roléa-Paier et de Campong-Leng. Montpelier, Boehm et fils. 128 p. in-8⁰. et pl. (Extrait du Bull. Soc. Langued. de géogr. '84).

105 Carte du Tonkin par M. A. Gouin. Paris, Challamel aîné.

106 Tonkin, Au. Renseignements généraux. (Gazette géogr. N⁰. 14).

107 **Bernard, Dr.,** De Toulon au Tonkin. (Itinéraire d'un transport). Avec 4 grav. Paris, Laplace. In-12⁰. — 3 fr. 50.

108 **Aumoitte, A.,** Tong-King. De Hanoi à la frontière de Koang-Si, provinces de Bac-Ninh et Lang-son. Avec carte. Paris, Challamel aîné. In-8⁰. (Extrait de l'Exploration).

109 **Brunat, P.,** Exploration commercial du Tonkin, rapport présenté à la chambre de commerce de Lyon. Avec carte. Lyon, Pitrat aîné. VII—62 p. in-8⁰.

110 **Imbert, C.,** Le Tonkin industriel et commercial. Productions agricoles et minières, etc. Paris, Challamel. IV—197 in 18 jéz. — 3 fr.

111 **Scott, J. G.,** France and Tongking, a narrative of the campagne of 1884. and the occupation of Further India. With map and plans. London, Fisher Unwin. XIII—381 p. 8⁰. (Athen. May 9).

112 Traité de Huc. (Gaz. géogr. N⁰, 22).

113 **Colquhoun, A. R.,** Amongst the Shans. London. 8⁰. (Acad. 18 Apr.)

114 **Judson, A.,** English-Burmase and Burmase-English Dictionary. Rangoon. 862—782 p. roy. 8⁰. L. 1 11/6.

115 **Colquhoun, A. R**, Burma and the Burmans; or, the best unopened market in the world. With map. London, Field a. Tuer. 60 p. 12⁰.

116 **Vorsion, L.,** Le telegraphe de Bangkok à Tavoy. (Bull. Soc. de géogr. comm. Paris. T. VII, p. 23—25).

117 **Deloncle, F.,** La Peninsule malaise en 1884. Avec carte. (Bull. Soc. de comm. Paris. T. VII, p. 144—48).

118 Handelsbeziehungen, Oesterreichische, mit Singapore. (Volksw. Wochschr. Wien. N⁰. 58).

LES ILES PHILIPPINES.

119 **Blumentritt, F.,** Die Comandancia politico-militar Esculante der Insel Negros (Philippinen). Mit Karte. (Peterm. Mitteil. IV, S. 121, f).

120 **Montano, J,,** Rapport à M. le ministre de l'instruction publique sur une mission aux îles Philippines et en Malaisie (1879—1881). Avec 2 cartes et 34 pl. Paris, Hachette et C⁰. 213 p. in-8⁰. (Extrait des Archives d. missions scientif. et littér. 3ᵃ ser. T. 11).

121 **Pardo de Tavera, T. H.,** Die medicinischen Kenntnisse der Eingeborenen der Insel Luzón. Nach dem Franz. (Globus N⁰. 20.)

122 **Schuchardt, H.,** Kreolische Studien. IV Ueber das Malais-spanische der Philippinen. V Ueber das Melaneso-englische. (Sitz. ber. Akad. d. Wiss Wien. Ph. hist. Cl. B. CV, S. 111—61).

123 Festbräuche der Ilocanen (Luzon). Nach der „Oceania Espanola". (Ausland, N⁰. 15).

124 Import, Der, Manilas. (Volksw. Wochenschr. Wien. III. N⁰. 67).

125 **Rajal, J.,** Conferencia acerca de la isla de Mindanao. (Bol. Soc. geogr. Madrid. T. XVIII, p. 177—92).

126 **Schadenberg, A.,** Die Bewohner von Süd-Mindanao und der Insel Samal. Mit Taf. (Zeitschr. f. Ethnol. J. VII. S. 8—37).

LES INDES ORIENTALES NEERLANDAISES.

GÉNÉRALITÉS. JAVA, SUMATRA ET LES ÎLES VOISINES. BORNEO. CÉLEBES. PETITES ÎLES SOENDA. ÎLES MOLUQUES. LA NOUVELLE GUINÉE.

127 **Quarles van Ufford, J. K. W.,** Koloniale kroniek. (Ecnnomist Apr., bl. 405—33).

128 **Dornseiffen, I.,** Atlas van Nederlandsch Oost- en West-Indië. 3e dr. Amst., Seyffardt. gr. f⁰. — *f* 9.80.

129 **Forbes, H. O.,** A naturalist's wanderings in the eastern Archipelago, a narrative of traval and exploration from 1878 to 1883. With ill. and maps. London, Sampson Low, 1885. XX—536 p. 8⁰.

130 **Herf, A.,** geb. Wachter, Briefe einer jungen Frau aus Indien. Stuttgart, C. Krabbe. VIII—170 S. 8⁰.

131 **Metzger, E.,** Skizzen aus Niederländisch Indien. (Aus allen Weltth. J. XVI. H. 8.)

132 **Riemsdijk, J. J. W. E.,** Militair summier ziekenrapport van Nederl. Indië over 1881. (Geneesk. Tijdschr. v. N.-Indië. D. XXIV. 1—67).

133 **Semmelink, J.,** Geschiedenis der Cholera in Oost-Indië vóór 1817. Met eene kaart. Utrecht, Breijer 1885. XII—494 gr. 8⁰.

134 **Haga, J.,** Typhus abdominalis in Indië. Met eene temperatuurcurve. (Geneesk. Tijdschr. v. N. Indië. D. XXIV, 193—99).

135 **Hüllsmann, J. H. H.,** De suiker uit een natuurkundig, technisch en economisch oogpunt beschouwd. Voordr. in de Maatsch. „Diligentia" te 's-Gravenhage gehouden. Uitgeg. door P. A. Haaxman Jr. 's Hage, H. C. Susan CHzn. 39 bl. post 8⁰. *f* —.50.

136 **Treub, M.,** Onderzoekingen over Sereh-ziek suikerriet, gedaan in 's Lands Plantentuin te Buitenzorg. (Meded. uit 's Lands Plantent. II). Batavia. 39 bl. gr. 8⁰.

137 **Smid, H. J.,** Handboek voor de kultuur en bereiding der koffie in Oost- en West-Indië, met tab. 3e dr. Middelb. J. C. en W. Altorffer. 112 p. gr. 8⁰. — *f* 2.80.

138 **Wiselius, J. A. B.,** De jute-aanplant en de jute-spinnerijen van Bengalen. Welke zijn de kansen om in N. Indië de jute-cultuur en -fabricatie in te voeren? (Het gevangenisstelsel in N. en Br. Indië, XXII en XXIII). (Tijdschr. v. N. Indië. Mei, bl. 321—54).

139 **Beyerman, I. A.,** Iets over de Chineezen in Ned. Indië. (Meded. Ned. Zend. Gen. D. XXIX, bl. 1—25).

140 Regeeringsalmanak van Nederl. Indië. 1885. 1e ged. Grondgebied, bevolking en inrichting van het bestuur in Ned. Ind. 2e ged. Kalender en personalia. Met 3 tab. en 1 pl. Batavia, Landsdrukkerij. 's Gravenh., M. Nijhoff. XV—442 en 470, XX—751 p. gr. 8⁰. — *f* 5.

141 **Lion, J.,** Wat heeft de rechter onder „opium" te verstaan? (Ind. Gids. Mei, 689—96.)

142 **Wiselius, J. A. B.,** Het gevangenis- en dwangarbeidstelsel in Nederlandsch en Britsch Indië. Vierde ged. Overzicht van de inrichting van eenige gevangenissen in de Britsche bezittingen in Zuidelijk Azië. (Continuation). (Tijdschr. v. Ned. Indië. Apr. 241—300).

143 Kas-tekorten en geldelijk wanbeheer in Indië. (Ind. Gids. Juni, p. 699—719.)

144 Hervormingsplannen, in 1863 aan den Gouverneur-Generaal Sloet aanbevolen door O. van Rees. (Ind. Gids. Juni, p. 720—47.)

145 **Kesteren, C. E. van,** Een en ander over de welvaart der inlandsche bevolking en de toekomst der Europeesche landbouwnijverheid in N.-Indië. (Ind. Gids, Mei, bl. 551—619).

146 **Wyckerheld Bisdom, R. F. J.,** Rapport over de choleragevallen in het hospitaal en garnizoen te Salatiga van 17 Aug. tot 28 Sept. 1883. Met pl. (Geneesk. Tijdschr. v. Ned. Ind. D. XXIV, bl. 68—81).

147 **Delden Laërne, C. F. van,** Le Brésil et Java. Avec cartes, planches et diagrammes. La Haye M. Nijhoff, Paris Challamel aîné. XIII et 587 gr.-in 8⁰. — *f* 10.

148 **Delden Laërne, K. F. van,** Brazilië en Java. Verslag over de koffiecultuur in Amerika, Azië en Afrika. 's Gravenh., M. Nijhoff. XVIII—626. Met kaarten.

149 **Heldring, B.,** Brazilië en Java. (Gids, April, bl. 147—65).

150 **Prins, H. J.,** De oeret-plaag in de koffietuinen op Java. Een en ander over de oerets en de oeretpest op Ceylon, behelzende de uitkomsten van waarnemingen omtrent kevers en hun larven in de koffietuinen. Met afb. Enschedé, M. J. v. d. Loeff. 86 p. gr. 8⁰. — *f* 4.

151 Adres in 't belang der suikercultuur aan den Gouverneur-Generaal van Nederl. Indië. Jan. 1885. Adres van de Soerabajasche Vereeniging van suikerfabrikanten aan den Gouv. Gen. 10 Febr. 85. (Ind. Gids, Apr., bl. 497—507; Mei, bl. 650—53).

152 **Poensen, C.,** Iets over den Javaan als mensch. (Meded. Ned. Zend. Gen. D. XXIX, bl. 26—74, 113—51).

153 Besluit, Kon., van 11 April 1855, N⁰. 22, betreffende de wijze waarop het communaal bezit in de gouvernementslanden op Java en Madura in erfelijk individueel bezit kan worden veranderd. (Tijdschr. v. N. Indië. Apr. bl. 315—17. Ind. Gids, Mei, bl. 667 v.).

154 **Kemp, P. H. van der,** De rechterlijke macht in haar streven naar onafhankelijkheid en in haren afkeer van Binnenlandsch Bestuur. (Ind. Gids, Apr. bl. 445—81).

155 Handelsbeziehungen, Oesterreichische, mit Java. (Volksw. Wochenschr. Wien III. N⁰. 72).

156 **Cremer, J. T.,** Emîgratie van Hindu's naar Sumatra's Oostkust. (Tijdschr. v. N. Indië. Apr. bl. 301—11).

157 **Stakman, M. C. E.,** De afdeelingen Lintan en Boea (Padangsche bovenlanden) en Toelang Bawang (Lampongsche districten), II. (Ind. Gids, Mei, bl. 620—33; Juni, bl. 748—59).

158 Krieg und Friedesarbeit am Toba-See. (Ber. Rhein. Miss.-Ges. No. 4).

159 **Westhoff, J. P. G.,** De zendingsarbeid in Toba. (Rijnsche Zend. J. XVI, bl. 17—42).

160 **Posewitz, Th.,** Die Zinninseln im Indischen Oceane. I, Geologie von Bangka. Anhang: Das Diamantvorkommen in Borneo. Mit Karten. (Mitth. a. d. Jahrb. d. K. Ung. geol. Anstalt. B. VII. S. 153—92).

161 **Breitenstein, H.,** Aus Borneo. (Mitth. Geogr. Ges. Wien, B. XXVIII, S. 193—208).

162 **Ettinghausen, C. v.,** Zur Tèrtiärflora von Borneo. Mit Taf. (Sitz. ber. Akad. d. Wiss. Wien. Math. naturwiss. Cl. B. LXXXVIII, S. 372—84).

163 **Posewitz, Th.,** Geologische Notizen aus Central Borneo: Ein Ausflug auf den Berg Pararawen. (Zeitschr. Ung. geol. Ges. B. XV. S. 76—80).

164 **Tenison-Woods, J. E.,** The Borneo coal-fields. (Nature. Vol 31, p. 583 f.).

165 **Aernout, W.,** Een woordenlijstje der Tidoengsche taal. (Ind. Gids. April, bl. 536—50.)

166 **Wielandt, G. Th.,** Uit de Minahasse. (Meded. Ned. Zend. Gen. D. XXIX. bl. 152—63).

167 Iets over de Kangean-eilanden. (Tijdschr. v. N. Indië. April bl. 317—19.)

168 **Kniphorst, J. H. P. E.,** Een terugblik op Timor en Onderhoorigheden. (Tijdschr. v. N. Indië. Mei, bl. 355—80).

169 **Riedel, J. G.,** Der Aaru-Archipel und seine Bewohner. (Verh. Ges. f. Erdk. Berlin, B. XII, S. 160—74).

170 **Pagenstecher, A.,** Beiträge zur Lepidopteren-Fauna von Amboina. Mit Taf. (Jahrb. Nass. Verein f. Naturk. J. 37, S. 150—326).

171 **Pleske, Th.,** Sur quelques oiseaux de l'île Ternate. (Bull. Acad. imp. St. Petersb. T. XXIX, p. 519—40).

172 **Haga, A.,** Nederlandsch Nieuw Guinea en de Papoesche eilanden. Historische bijdrage omstrecks 1500—1883. Uitgeg. door het Bataviaasch Genootschap voor Kunsten en Wetenschappen. 2 dln. Batavia. W. Bruining en Co. 's Hage, M. Nijhoff. XLIX—471; XL—496, met 1 kaart. roy 8⁰. — *f* 10.

173 **Blackie, W. G.,** Sketch of the present State of our knowledge of the island of New-Guinea. (Proc. Philos. Soc. Glasgow. Vol. X p. 202—25).

174 **Coordes, G.**, Entdeckungsfahrten des Residenten von Ternate, M. von Braam-Morris nach dem Niederländischen New-Guinea, i. J. 1883 und 1884. (Ausland, No. 17).

175 **Bonaparte, Roland,** Récentes découvertes des Hollandais en Nouvelle Guinéa. Avec carte. (Gazette geogr. No. 18).

176 New-Guinea. (Export, No. 16).

177 **Dubois, A.,** Description d'un échidné et d'un perroquet inédits de la Nouvelle Guinée. Avec pl. (Bull. Musée d'hist. nat. Belg. T. II, p. 109—16).

178 **Bastian, A.,** Der Papua des dunkeln Inselreiches im Lichte psychologischer Forschung. Berlin, Weidmannsche Buchh. XX—368 S. 8⁰. — 7 M.

179 **Chalmers, J.** and **W. Wyatt Gill,** Work and adventure in New-Guinea 1877 to 1885. With maps and ill. Religious Tract Soc. Post 8⁰. — 6/ (Athen. 4 Apr. Acad. 2 May).

L'AFRIQUE EN GÉNÉRAL.

180 **Flegel, E. R.,** Drei Briefe an die Freunde deutscher Afrika-Forschung, colonîaler Bestrebungen und der Ausbreitung des deutschen Handels. Hamburg, Friedrichsen & C⁰. 24 S. — M. 75.

181 **Handtke, F.,** General-Karte von Afrika. 1 14,500,000. Rev. und erz. v. O. Herkt. 2e Aufl. Glogau, Flemming. Imp. f⁰. — 1 M.

182 **Kettler, J. L.,** und **H. Müller,** Karte von Afrika. 1 : 8,000,000. 4 Bl. Kupf. Farbendr. Weimar, Geogr. Institut. gr. f⁰. — 2 M.

183 **Andree, R.,** und **A. Scobel,** Karte von Afrika. 1 : 10,000,000. 4 Bl. 7te Aufl. Bielefeld, Velhagen & Klasing. gr. f⁰. — 20 M.

184 **Bamberg. K.,** Wandkarte von Afrika. 1 : 6,000,000. 12 Bl. 8te Aufl. Berlin, Chun. f⁰. — 12 M.

185 **Kiepert, H.,** Politische Uebersichtskarte von Africa. Nach den neuesten Forsch. und Reise-Ergebn. ergänzt. Mit Freihandelsgebiet, Congo-Staat u. neuesten Colonien. 1 : 20.000,000. Berlin, D. Reimer. f⁰. — 1 M. 20.

186 **Kiepert, H.,** Politische Wandkarte von Afrika. 1 : 8,000,000. Neu bearb. v. R. Kiepert. 6 Bl. Chromol. Berlin, D. Reimer. gr. f⁰. — 8 M.

187 **Joest, W.,** Um Afrika. Mit 14 Lichtdr. u. Ill. n. Orig.-Aufnahmen, nebst Karte. Köln, Dumont-Schauberg. VII—315. gr. 8⁰. — 8 M.

188 **Schweiger-Lerchenfeld, A. v.,** Afrika. Der dunkle Erdtheil im Lichte unserer Zeit. Mit Karten uud Ill. Abth. I. Wien, Hartleben. 320 S. 8⁰. — 3 M. 60.

189 **Lanier, L.,** L'Afrique, choix de lectures de géographie, etc., ornées de vign. et cartes. 2e édit. Paris, V. Belin et fils. X—920 p. in-12⁰.

190 **Jacolliot, L.,** L'Afrique mystérieuse. Edit. ill. Paris. 672 p. gr. in-8⁰.

191 **Lanchier, A.,** Les richesses Africaines et les moyens de les acquérir. (Ann. de l'extr. Orient, p. 240, sv. (suite), 273, sv. (Avril p. 304—43).

192 Tauschmittel in Afrika. (Export, N⁰. 18).

193 Elfenbeinreichthum, Der, Afrikas. (Export, N⁰. 19).

194 **Amat, C.,** L'Esclavage au M'Zab, étude anthropologique des nègres. Paris, Hennoyer. In-8⁰. (Extrait d. Bull. de la Soc. d'anthrop).

195 **Bargioni, U. U.,** Il Negro. (Boll. Soc. Afric. d'Ital. A⁰ IV, p. 22—24, 51—56).

196 Africa and its missions. (Church Mission. gleaner. June).

197 **Bonola, F.,** Mons. Comboni et les missions chrétiennes en Afrique. (Bull. Soc. Khédiv. de géogr. S. II, p. 282—88).

198 **Burchhardt, G. E.,** et **R. Grundemann,** Les missions évangéliques. T. II. Afrique. Lausanne, 1884. 8⁰. (L'Afrique explorée. N⁰. 5, p. 160).

L'AFRIQUE SEPTENTRIONALE.

LE MAROC. L'ALGÉRIE. LA TUNISIE, ETC.

199 **Broadley, A. M.,** English interests in North Africa. (Fortn. Rev. Apr., p. 566—74).

200 **Paléologue, M.,** Le Maroc. Notes et souvenirs. (Rev. d. deux mond., 15 Avr. p. 888—924).

201 **Portel, R.,** Au Maroc. Les populations. (Gaz. géogr. N⁰. 22).

202 **Wernick, Fr.**, Marokkanische Marktscenen. (Gartenlaube, N⁰. 15).

203 Marokko's Handel. (Export. N⁰. 22).

204 Carte de l'Algérie et Tunisie, grav. par J. Jérôme. Paris, Dufrénoy.

205 **Kobelt, W.**, Skizzen aus Algerien. (Globus, N⁰. 11, 17, 19).

206 Tableau général au 30 Sept. 1884 des communes de plein exercise mixtes et indigènes des trois départements de l'Algérie, avec indication du chiffre de la population municipale européenne et indigène et de la superficie du territoire de chaque commune. Alger, Fontana. 98 p. in-8⁰. (Publié par le gouvern. gén. de l'Algérie).

207 **Antichan. P. H.**, Le pays des Khroumirs, leurs institutions, leurs coutumes et leur chants populaires. Avec grav. 2ᵉ édit. Paris, Delagrave. 192 p. in-8⁰.

208 **Cognat, R.** et **H. Saladin**, Voyage en Tunisie. (Tour du monde. T. XLIX, p. 289, sv.).

209 Voyage en Tunisie par MM. R. Cagnat et H. Saladin, chargés d'une mission archéologique. (Tour du monde. Mai, p. 305—20. Voir T. XLVII, p. 353, 369; T. XLIX, p. 289).

210 **Franciosi, Ch. de**, Dans le nord de la Tunisie. (Bull. Soc. de géogr. Lille. T. IV, p. 188—215).

211 **Mayet, V.**, Notes d'un voyage dans le sud de la Tunisie. (Bull. Soc. Langued. de géogr. T. VIII, p. 19—58).

212 **Marix**, Etude médicale sur le Djerid et le sud Tunisien. (Arch. de médec. milit. T. IV, p. 1.)

213 Handel, der Oesterreichische, mit Tunis. (Volksw. Wochenschr. Wien III, N⁰. 71).

214 Corrispondenze da Tripoli, Massaua e Leopoldville. (Boll. Soc. Afric. d'Ital. A. IV, p. 42—45).

215 Tripolis. (Export, N⁰. 18, 19).

L'AFRIQUE ORIENTALE.

L'EGYPTE. LE SOUDAN. POSSESSIONS FRANCAISES. ITALIENNES.
L'ABYSSINIE. ZANZIBAR, ETC.

216 **Almkrist, H.**, Nordostafrika och dess folk i vara dagar. Med. 2 kort. (Ymer. 5te årg. s. 15—37, 57—70).

217 **Baedeker, K.**, Egypt. Handbook for travellers. P. I Lower Egypt, with the Fayûm and the peninsula of Sinai. With 16 maps. 30 plans, etc. 2 ed. revis. Leipzig. Baedeker. XIV—538. 8⁰ — 16 M.

218 **Halim Pasha.**, Egypt and the Soudan. (Nineth Cent. May. p. 733—44.)

219 **Boddy, A. A.**, To Kairwan the Holy. London. 8⁰. (Acad. 25 Apr.).

220 **Paul, Ew.**, Die Beduinenstämme Aegyptens. (D. Rundschau f. Geogr. J. VII, S. 308 f.).

221 Zuckermarkt, Der, Egyptens im Jahre 1884. (Volksw. Wochenschr. Wien III, N⁰. 71).

222 Handelsverkehr, der Oesterreichische, mit Cairo. (Volksw. Wochenschr. Wien I.II, N⁰. 72).

223 **Paponet, F.**, L'Egypte, son avenir agricole et financier. Notes et documents sur la richesse et la fécondité du sol, suivis d'une nouvelle étude sur les irrigations, complétée par l'exposé du projet de canal d'Ismaila à Port-Said le Tewfickieh. Avec 19 pl. Paris. Baudry. VI.—250 p. in-8⁰.

224 **Schiarabati, A.**, De l'université du Cairo: la mosquée d'El-Azhar, ses origines, ses moeurs et son enseignement. Discours. Aix, Niort. 40 p. in-8⁰.

225 **Ney, N.**, F. de Lesseps écrivain. La génèse du Canal de Suez, 1854—1862. (Nouv. Revue, T. XXXIII, p. 449—'89.)

226 Carta del Mar Rosso e del Sudan Orientale. Pubbl. per cura della Sezione cartografica della Societa Africa d'Italia. (Boll. Soc. Afric. d'Ital. fasc. 2).

227 **Joostens**, Souvenirs d'un voyage au pays du Mahdi. I La basse Egypte. (Revue de Belgique Avr.).

228 Summer in the Soudan. (Blackwoods Mag. May. p. 673—83).

229 **Rivoyre, D. de**, Aux pays du Soudan: Bogos, Mensah, Souakim. Avec carte. Paris, Plon, Nourrit et C⁰. 207 p. in-18 jéz.

230 **Gatta, L.**, Da Massaua a Chartum per Keren e Cassala. Con carta. (Boll. Soc. géogr. Ital. Magg. p. 398—406.)

231 **Mason-Boy**, Les chemins de fer du Soudan. (Bull. Soc. Khédiv. de géogr. S. II, p. 331—35).

232 Mahdi, Le. (Ann. de l'extr. Orient. Avr. p. 298—301).

233 **Vicentini. D.**, L'insurrezione Mahadista nella Provincia di Dongola. (Boll. Soc. géogr. Ital. Magg. p. 352—67).

234 **Reig**, El conflicto de Ingleterra en Africa. — Italia en Abyssinia. — La guerra en el Sudan oriental. (Rev. de España. N⁰. 411).

235 Egypt. N⁰. 9. Military operations in the Soudan. Further correspondence. (Parliament.). 6 d.

236 Fall, The, of Khartoum and its consequence. (Blackwoods Mag. Apr., p. 558—'68.)

237 **Power, Fr.**, Letters from Khartoum, written during the siege. London, Low. 119 p. 16⁰.

238 **Saunders, W. H.**, Letters from a prîvate soldier in Egypt. (Athen. p. 1043—54.)

239 **Raubert, J.**, Obock. (Ann. de l'extr. Orient. Avr., p. 301—3).

240 **Rivoyre, D. de**, Les Italiens dans la Mer Rouge. (Gaz. géogr. N⁰. 20).

241 **Licata, G. B.**, L'Italia nel Mar Rosso. A. Mori, Massaua. U. Valle, Da Bailul (Beyloul) a Edd (Ayth). (Bull. Soc. Afric. d'Italia, sez. Fiorentina. Vol. I, p. 1—23).

242 **Gatta, L.**, De Massaua a Cheren. (Nuova Ant. Giugno, p. 465—98).

243 **Denza, P. F.**, Osservazione meteorologiche eseguite a Buia (Colonia di Assab), Apr.—Sett. 1883. (Boll. Soc. Afric. d'Ital. A. IV, p. 16—21, 45—51).

244 Trattati fra l'Italia, l'Aussa e lo Scioa. (Bull. Soc. Afric. d'Italia, sez. Fiorentina. Vol. I, p. 26—30).

245 **Abarques de Sosten**, Voyage en Abyssinie et dans les Wollo-Gallas. (Bull. Soc. Khéd. de géogr. S. II, p. 320—24).

246 **Le Monnier**, Ritter v., Die Assab Bay. (Volksw. Wochschr. Wien N⁰ 60.)

247 **Bourguignat, J. R.**, Hélixarionidées des régions orientales de l'Afrique (Abyssinie, Gallas, Çomalis, Zanguebar et Mozambique). Paris, 22 p. in-8⁰.

248 **Reinisch, L.**, Die Chamirsprache in Abessinien. I. (Sitz. ber. Akad. d. Wiss. Wien. Ph. hist. Cl. B. CV. S. 573—698).

249 **Bianchi, G.**, Alla terra del Galla: narrazione della spedizione Bianchi in Africa nel 1879—80. Milano. p. 552, 8⁰. con 163 disegni di E. Ximenes. — L. 20.

250 **Revoil's, G.**, Reise im Lande der Benadir, Somali und Bajun 1882—1883. (Globus, N⁰. 19—22).

251 **Thomson, J.**, Through Masai — Land. 3rd ed. London, Low. 8⁰. — 21/.

252 **Fischer, G. A.**, Das Massai-Land. Bericht über die Reise von Pangani bis zum Naiwatscha-See. Mit Karte und Taf. Hamburg, Friedrichsen & C⁰. III—155 S, gr. 8⁰. — 6 M.

253 **Thomson, J.**, Durch Massai-Land. Forschungsreise in Ostafrika zu den Schneebergen und wilden Stämmen zwischen dem Kilima-Ndjaro und Victoria-Njansa, 1883, 84. Aus dem Engl. von W. v. Freeden. Mit Abb. u. Karte. Leipz., Brockhaus. XIX—520 S. gr. 8⁰. — 15 M.

254 Thomson's Reise ins Land der Massai. (Globus, N⁰. 21, 22).

255 **Bloyet**, Sur les travaux de la station de Koudeâ, établie par la section française de la Société intern. africaine. (Compte rendu. Acad. d. sc. N⁰. 15, p. 1020, sv.)

256 **Tedeschi, J.**, Zanzibar. (Marina e Comm. Apr.)

257 **Fischer, G. A.**, Mehr Licht im dunklen Weltteil. Betrachtungen über die Kolonisten des tropischen Afrika, unter besond. Berücksichtigung des Sansibar-Gebiets. Hamburg, Friedrichsen & C⁰. V—130 S. gr. 8⁰. — 2 M. 50.

258 Giraud's, Lieut., attempt to cross Africa. Africa viâ Lake Bangweolo and the Upper Congo. (Proc. R. Geogr. Soc.. p. 332—37).

259 **Rowley, H.**, Twenty years in Central Africa: Being the story of the Universities' Mission to Central Africa. 2nd ed. London, Gardner, Darton & Co. 300 p. post-8⁰. — 3/6.

260 **Giraud, V.**, Voyage de M. Giraud dans l'Afrique centrale. (Gazette géogr. N⁰. 14, 15).

261 **Gebelin. J.**, Voyage de M. Victor Giraud. 1882—84. (Bull. Soc. de géogr. Bordeaux. N⁰. 11).

262 **Giraud, V.**, Deux ans aux lacs de l'Afrique centrale. (Revue scient. N⁰. 15).

263 **Livingstone, D.** et **C.**, Exploration dans l'Afrique centrale et dans le bassin du Zambèse depuis 1840 jusqu'à 1864. Trad. par Henri Loreau, abrégé par J. Belin de Lannoy, cont. une carte et 20 grav. 3e édit. Paris, Hachette et C⁰. XX—343 p. in-18 jéz. — 2 fr. 25.

264 **Le Monnier, Fr. v.**, Die neuesten Forschungen in Ost-Aequatorial-Afrika. (Mitth. Geogr. Ges. Wien. B. XXVIII, S. 135—46).

265 **Burdo, A**, Les Arabes dans l'Afrique centrale. Paris, 48 p. in-8⁰.

L'AFRIQUE MÉRIDIONALE.

GÉNÉRALITÉS, LE TRANSVAAL, ETC.

266 Kolonialkarten, Deutsche, No. 5 Sulu-Land und Sudost-Afrika. Mit den deutschen Erwerbungen. Weimar, Geogr. Inst. f⁰. M. — 80.

267 **Deedes, C.**, Zululand. (Mission life, May, p. 202—7).

268 Zulumissionen. (Norsk Missionstid. Mart. S. 89—98. — Norske Missionsselsk. 42de Aarsber. S. 41—45).

269 Missionserfolge in Deutsch-Sudafrika (Daheim, No. 34).

270 **Boegner, A.**, Les Bassoutos, autrefois et aujourd'hui. Avec dessins. Paris, Soc. d. écoles du dim. 23 p. in 12⁰).

271 **Schunke, R. C.**, Kaffraria und sie östlichen Grenzdistrikte der Kapkolonie Mit Karte. (Peterm. Mitteil. V. S. 161—70, VI, S. 201—9).

272 **Jaquet, G.**, Die Betschuanen und ihr Land. (Aus allen Weltth. J. XVI. H. 7.)

273 Bechuanaland by a member of the Cape Legislature. With maps. London, Sampson Low. 39—XXIII p. 8⁰.

274 **Du Val, Ch.**, With a show through Southern Africa and personal reminiscences of the Transvaal war. 2nd ed. London, Dean. 324 p. post 8⁰. — 2/.

275 **Watkins, O.**, Report of journey to Bloemhof and the South-west of the Transvaal. (Wesleyan Miss. not. May, p. 108—11).

276 **Chaddock, Capt.**, Exploration du Limpipo. (L'Afrique expl. No. 6.)

277 **Langkavel**, Die Verbreitung des Hausrindes in Sudafrika. (Zeitschr. f. wiss. Geogr. V, 3. 4.)

278 Les gisements aurifères du Transvaal. (L'Afrique explorée, No. 5. p. 156—58).

279 Transvaal. Zululand. Further Correspondence (Parliamentary) — 1/5.

280 Reise des Direktors D. Wangemann im Oranje-Freistaat und Transvaal. (Berl. Miss.-Ber. No. 1—6.)

281 Werth der Santa Lucia Bay für die deutschen. (Export, No. 22.)

282 **Ninon, J.**, The complete story of the Transvaal, from the „Great Trek" to the Convention of London. Lond. (Acad. May 9).

283 **Bellairs, Lady**, The Transvaal war 1880—81. With ill. and map. Edinb. and London. W. Blackwood and Sons. XXIII—491 p. 8⁰. (Athen. May 9).

L'AFRIQUE OCCIDENTALE.

GÉNÉRALITÉS. LA SENEGAMBIE. LE NIGER ET LA CÔTE DE GUINÉE. ANGOLA. ANGRA PEQUENA, ETC.

284 **Beelitz**, Maj., Die deutsche Kolonisationen an der Westküste Afrika's nach ihren Vorgängen und ihrer Bedeutung. Vortrag. Mit Karte. Köln Warnitz & C⁰. 30 S. gr. 8⁰. — 1 M.

285 **Woldt, A.**, Deutschlands Interessen im Niger- und Kongo-gebiet. (Westerm. Mon.-Hefte. Mai, S, 230—59, Juni, S. 325—44).

286 **Wauters, A. J.**, L'Expédition du lieutenant Wissmann. (Mouvem. géogr. N⁰. 7. 9).

287 **Kieper, R.**, Die westafrikanische Küste von Accra bis zum Ogowe (Meerb. v. Guinea). 1 : 3,000,000. Mit, Carten: Umgegend d. Camerun-Gebirges. 2e Aufl. Berlin, D. Reimer, f⁰. — 1 M.

288 **Reuter, O. M.**, Ad cognitionem heteroptorum Africae occidentalis. (Oefvers. Finska Vet.-Soc. förhandl. XXV, S. 1—43).

289 Traité entre la France et l'Association Africaine. (Bull. Soc. Langued. de géogr. T. VIII, p. 109—11).

290 Brandenburg-Preussen auf der Westküste von Afrika. 1681 bis 1721. Verfasst vom Grossen Generalstabe, Abth. für Kriegsgeschichte. Mit Uebersichtskarte und fünf Skizzen. Berlin, E. S. Mittler und Sohn. 88 S. In 8⁰. — 2 M. (Grenzboten, S. 496—508.)

291 **Hubler, Th.**, Nouvelles du Sénégal. (Bull. Soc. de géog. comm. Bordeaux. 4 Mai, p. 283).

292 **Hübler, Th.**, De Saint-Louis à Joal par terre. (Bull. Soc. de géogr. comm. Bordeaux. 18 Mai, p. 294—301).

293 **Bour, Ch.**, Les dépendances du Sénégal. Avec 2 cartes et pl. (Revue marit. Avr., p. 26—82).

294 **Lenz, O.**, Timbuktu. (Liter. Centralbl. N⁰. 16. Aus alle Weltth. J. 16, N⁰. 7).

295 **Morsier, F. de**, La voyage du dr Oscar Lenz à Timboucton, à travers le Maroc, l'Atlas et le Sahara. (Globes. T. IV, p. 19—55).

296 **Caille, R.**, Voyage d'un faux musulman à travers l'Afrique, Timbouctou, le Niger, Jenné et le désert. Limoges, E. Ardant et C⁰. 180 p. in-12⁰.

297 **Pietri**, Les Français au Niger, voyage et combats. Avec carte et grav. Paris, Hachette et C⁰. XIV—438 p. in 18 jéz. — 4 fr.

298 **Förster, B.**, Die deutscheu Niederlassungen an der Guinea-Küste. Weimar, Geogr.-Institut. 36 S. (Geogr. Univ. Bibl.).

299 **Zöller, H.**, Die deutschen Besitzungen an der westafrikanischen Küste. I. Das Togoland und die Sklavenküste. Leben und Sitten d. Eingebornen, Natur, Klima und kulturelle Bedeutung d. Landes, dessen Handel und die deutschen Faktoreien. Stuttg., Spemann. VII—247 S. gr. 8⁰. Mit 2 Karten u. Ill. — 5 M.

300 **Cravoisier, E.**, Possessions Espagnoles du Golfe de Guinée. Avec carte de Fernando Po. (Bull. Soc. de géogr. comm. Paris. T. VII, p. 159—166).

301 Afrika, A map of the Gold-Coast and inland countries, between and beyond the Pra and Volta, by the Basel Missionaries. 1 : 300,000. Basel. — 4/.

302 Land und Leute auf der Goldküste. (Evang. Heidenbote, N⁰. 4, 5).

303 **Bartrop, A. T. R.**, Abbeokuta. (Wesleyan Miss. not. May, p. 111—13.)

304 Affairs in the Cameroons. Correspondence. Map. (Parliament.). — 2/3.

305 Leben in den Faktoreien bei Sherbro. (Globus, N⁰. 15, 16).

306 M. Flegel et l'exploration du Binoué. (Bull. Soc. de géogr. comm. Paris. T. VII, p. 157——59).

307 **Hann, J.**, Einige Resultate aus Major von Mechow's meteorologischen Beobachtungen im innern von Angola. (Sitz. ber. Akad. d. Wiss. Wien. Math.-naturwiss. Cl. B. LXXXIX, S. 189—217).

308 Expeditie, De Nederlandsche, ter Westkust van Africa. (Tijdschr. Ned. Aardr. Gen., bl. 22—24, 232-34).

309 **Veth, D. D.**, Brieven uit Zuidwestelijk Afrika. (Nieuws v. d. Dag, 18, 25. Mei).

310 Angra Pequena. (Staatsarchiv., B. XLIV. N⁰. 8388—8415. S. 90—128).

311 **Schenck, A.**, Das Gebiet zwischen Angra Pequena und Bethanien. (Peterm. Mitteil. IV, S. 132—36.)

312 **Guiral, L.**, Exploration de la côte d'Afrique depuis le San-Benito ou Eyo jusqu'à la rivière Doté. (Compte rendu Soc. de géogr. Paris. N⁰. 9, 10).

313 Bemerkungen über einige Plätze an der Westküste von Afrika zwischen Loanda und Kapstadt: St. Paul de Loanda, Benguela, Mossamedes, Grosse Fischbai, Cunene-Mündung. Nach den Bericht S. M. Kr. „Möwe", Korv.-Kapt. Hoffmann. (Ann. d. Hydogr. S. 134—36, 195 f.)

LE ROYAUME DE CONGO et L'AFRIQUE CENTRALE.

314 **Wichmann, H.**, Der Kongo-Staat und die europäischen Kolonien in Afrika. Mit Karte. (Peterm. Mitteil. IV, S. 136—44.)

315 Kolonialkarten, Deutsche, No. 6, Inner-Afrika u. der Kongo-Staat. 1:8,000,000. Weimar, Geogr. Inst. f⁰. — M — 80.

316 **Kiepert, R.**, Karte des Congo-Beckens. Nomenklatur in franz. Sprache. 1 : 4,000,000. Mit Angabe der Grenze des Freihandels-Gebieten, etc. 3de Aufl. Chromol. Berlin D. Reimer. gr. f⁰. — 2 M.

317 **Stanley's** reizen, ontdekkingen en lotgevallen in Midden-Afrika, uit het Eng. vert. door J. Scherpenseel. Geill. Amst. P. Maes. gr. 8⁰. Afl. 1—3.

318 **Lenz, O.**, Henry Stanley und der Congo. (Aus allen Weltth. J. XVI. H. 6—8.)

319 Croquis de l'Afrique équatoriale contenant les derniers renseignements recueillis par les Agents de l'Association Internationale du Congo. Bruxelles.

320 **Brazzà, G. di**, Lettere. (Boll. Soc. géogr. Ital. Magg. p. 406—9.)

321 **Lenz, O.**. Die oesterreichisehe Congo-Expedition. (Oesterr. Monatsschr. f. d. Or. N⁰. 5.)

322 Congo-staat, Der, und Oesterreich. (Volksw. Wochschr. Wien. N⁰. 63).

323 **Ballay, Dr.**, Voyage dans l'Ogóoué, l'Alima et le Congo. (Compte rendu Soc. de geogr. Paris. No. 9,10.)

324 **Wauters., A. J.**. Un nouveau Congo. Le problème de l'Ouellé. Hypothèse nouvelle. — Avec carte. (Mouvem. géogr. N⁰. 11.)

325 **Danckelman, Van,** Le climat du Congo et son influence sur l'homme. (Ciel et terre. 6e ann. N⁰. 1, 2.)

326 **Zintgraff, E.,** Les indigènes du Bas Congo, moeurs et coutumes. (Mouvem. géogr. N⁰. 3. 8.)

327 **Burdo, A.**, Les Belges dans l'Afrique centrale. 1—12 ser. Bruxelles, P. Maes.

328 **Stanley, H. M.**, The Congo and the founding of its Free State: a story of work and exploration. 2 vol. With ill. and maps. London 1885. XXVII —528. X—483, 8⁰.

329 Kongo, Der, und die Gründung des Kongo-Staates. Bericht über das neue Werk von H. Stanley. Mit Karte. (Gartenlaube, N⁰. 20.)

330 **Wobeser, H. von**, Der Kongo und die Gründung der Kongostaates. Arbeit und Forschung von Henry M. Stanley. Aus d. Engl. Mit Abb. und Karten. Lief. I. Leipzig, Brockhaus, 1885. 8⁰.

331 Conférence, La, Africaine de Berlin. Avec carte. (L'Afrique explorée p. 24, sv. 75, sv. 120—138.

332 **Armand, P.**, Conférence de Berlin. Avec Carte. (Bull. Soc. de géogr. Marseille, p. 143—164).

333 Acte général de la Conférence de Berlin. Avee carte politique de l'Afrique centrale 1 : 10,000,000. (Bull. Soc. Langued. de géogr. T. VIII, p. 99—109).

334 Afrika, N⁰. 4. Protocols and general act of the West African Conference (Parliament.) — 3/4.

335 Aktenstucke betreffend die Kongo-Frage, nebst einer Karte von Central-Afrika von L. Friederichsen. Mit Genehmigung des Auswärtigen Amts herausgegeben. Hamburg 1885. 60 S. f⁰.

336 **Asser, T. M. C.**, De Congo-akte. Met kaart. (Gids, Mei, bl. 316—47).

337 **Torres Campos, R.**. La cuestion de los rios africanos y la Conferencia de Berlin. (Boll Soc. geogr. Madrid. T. XVIII p. 107—34, 193—223).

338 **Léopeld II**, Roi des Belges et souverain de l'État libre du Congo. (Mouvem. géogr. N⁰. 9).

339 **Schweiger-Lerchenfeld, A. v.**, Der Congo-Staat. Mit einer Karte. (D. Rundsehau f. Géogr. J. VII, S. 289—94, 388—95).

340 Königreich, Das neue, in Afrika, (Grenzboten. S. 385).

341 **Wauters, A. J.**, La decouverte du Congo en 1485. (Mouvem. géogr. N⁰. 8).

LES ILES AFRICAINES.

MADAGASCAR. LA RÉUNION, ETC. MADÉRA.

342 **Diericx de Ten-Hamme, J.**, Madagascar. (Revue génér. Mai, p. 679—86).

343 Eiland, Het, Madagaskar. (Natura, Maandschr. (Gand). 3e ann. 2e livr.)

344 Ressources, Les, de (Vohémar Madagascar). (Gazette géogr. N°. 17).

345 **Guerritore-Broya, E.**, Legislazione Malgascia. (Boll. Soc. Afric. d'Ital. A. IV, p. 57).

346 Missionen i Madagascars Jndland. (Norske Missionsselskabs 42de Aarsber. S. 45—64. Norsk Missionstid., Marts, S. 108—14).

347 **Froger, E.**, Abrégé de la grammaire malgache. (Revue marit. T. LXXXV, p. 288—306).

348 Réunion (La), Madagascar, Gabon, gravé par Lecocq et Barbier. (La France et ses colonies). Paris, Migeon.

349 Carte de l'île de la Réunion, par Paul Lépervanche, en quatre feuilles, gravée par F. Dufour, à l'échelle métr. de 1 : 50,000. Paris, Dufrenoy.

350 **De Albertis, P.**, La Crociera del Corsaro alle isole Madera e Canario. Genova. p. 308, gr. in-8°. con tav. — L. 6.

351 **Johnson, J. Y.**, Madeira: its climate and scenery: a handbook for invalid and other visitors. 3rd ed. London, Dulau. 320 p. post 8°. — 10/.

L'AMÉRIQUE DU NORD.

CANADA. ALEUTEN.

352 **Quaterfages, de**, Les Peaux-Rouges Sur leur prétendue disparition et sur le métissage aux Etats-Unis et au Canada. (Compte rendu. Soc. de géogr. Paris. N°. 11).

353 **Dawson, G. W.**, The Saskatchewan country (Canada). With map. (Science, Vol. V, p. 340—42).

354 Ursachen, Die, des gegenwärtigen Aufstandes in Canada. (Export, N°. 18).

355 Indianerkrieg, Der, in Kanada. (Grenzboten, S. 477—483).

356 **Felly, Fanny**, New Westminster (Brit. Columbia). (Mission life, May, p. 207—19).

357 **Stearns, W. A.**, Labrador: a sketch of its peoples, its industries and its natural history. Boston, 295 p. 12°. — 9/.

358 **Pfizmaier, A.**, Die Sprache der Aleuten und Fuchsinseln. (Sitz. ber. Akad. d. Wiss. Wien. Ph.-hist. Cl. B. CV, S. 801—80, CVI. S. 237—316).

L'AMÉRIQUE CENTRALE.

GÉNÉRALITÉS. POSSESSIONS. ILES DES INDES OCCIDENTALES.

359 America central, grav. par Guillot. Paris, Garnier Hermanos.

360 **Montessus, de**, Sur les tremblements de terre et les éruptions volcaniques dans l'Amérique centrale. (Compte rendu. Acad. d. sc. N°. 20. p. 1312—15).

361 Wann wird der Panama-Canal fertig? (Export, N°. 16).

362 **Berlepsch, H. v.**, Untersuchungen über die Vogel der Umgegend von Bucamaranga in Neu-Granada. Mit Taf. (Journ. f. Ornith. J. XXXII. S. 273—320).

363 **Stubenrauch, G.**, British Honduras und die deutsche colonie Friedau daselbst. (Export, N°. 19).

364 Forschungen, Neuere, über Westindische Orkane. (Ann. d. Hydrog. S. 212—21).

365 **Mc Quade, J.**, The Cruico of the Montauh to Bermuda, the West-Indies and Florida. Illustr. New York. XIV—441. 8°. — 15/.

366 Isla de Cuba, Los Antillas, grav. par Guillot. Paris, Garnier Hermanos.

367 **Fernandes de Castro, M.**, Historia de las fénómenos geológicos que ofrere la isla de Cuba. — R. Ferrer, La isla de Cuba estuvo unida un dia al Continente americano. — Adicion respecto á los fòsiles de la isla de Cuba. — H. de Saussure, Observaciones sobre geologia de Cuba. — A. Bachiller y Morales, Cuba primitiva. Com lam. (Congr. intern. d. Americ. Madrid 1881. T. I, p. 74—113, 169—72. II, p. 200, 315.

368 **Metzger, E.**, Haiti. (Globus N⁰. 14—18).

369 Trinidad. Disturbances at the Mohurrum festival. Report and Correspondence. (Parliament.) 1/7.

370 **Walther**, Rapport sur l'épidémie cholérique de la Guadeloupe 1865—66, (suite) (Revue marit. LXXXV, p. 155—200, 321—374).

L'AMÉRIQUE DU SUD.

GÉNÉRALITÉS. ECUADOR. CHILI. BOLIVIA. BRÉSIL, RÉPUBLIQUE ARGENTINE. URUGUAY, PARAGUAY, ETC.

371 **Steinmann, G.**, Ueber seine Reisen in Süd-America. (Verh. Ges. f. Erdk. Berlin. B. XII, S. 44 f.).

372 **Canstatt, S.**, Südamerikanische Naturwunder. (Ausland, N⁰. 15).

373 **Mesnier, G.**, La Cordillère des Andes et l'homme américain. (Congrès intern. d'anthrop. 9e sess. Lisbonne, 1880. p. 639—46).

374 Ueber die „beabsichtigte Annexion Süd-Amerikas" seitens Deutschlands. (Export, N⁰. 16. A propos d'un art. du „Standard" de Buenos Aires, 6 März 1885).

375 **Foronda, M. de**, De Llanos à Covadonga. Excursion geografico-pintoresca. Bol. Soc. geogr. Madrid. T.XVIII, p. 145—76).

376 Columbia y Ecuador, Venezuela, Estados Unidos, Peru, Republica Argentina, Republica oriental del Uruguay, Sante Domingo (Paraguay), gravés par Guillot. Paris, Garnier Hermanos.

377 Ecuador. (Export, N⁰. 21).

378 Schweizer Colonisten in Chili. (Export. N⁰. 13, 15).

379 Bau der Bahn von Mollendo nach Cuzco. (Export, N⁰. 22).

380 Salpeter-Industrie, Die, Chile's, (Volksw. Wochenschr. Wien. III. N⁰. 67).

381 Bolivia, por Guillot. Paris, Dufrénoy; Garnier Hermanos édit.

382 **Lange, H.**, Südbrasilien. Die Provinzen São Pedro do Rio Grande do Sul, Santa Catharina und Parana mit Rücksicht auf die deutsche Kolonisation. 2te Aufl. Mit Ill. und 3 Karten. Leipzig, Frohberg. XII—254 S. gr. 8⁰. — 8 M.

383 Colonisationsfähigkeit, Die, des Südens der brasilianischen Provinz Santa Catharina. (Export, N⁰. 9—15).

384 Stimmen aus den Colonien am Mucary-Flusse zwischen den brasilianischen Provinzen Esperito Santo und Bahia. (Export, N⁰. 17).

385 Provinz, Der, Santa Catharina. Mangel an vermessenen Colonialplätzen; Verkehr auf der Bahn von Paranagua nach Curityba; Dom Predo primero-Bahn, etc. (Export, N⁰. 22).

386 **Niederlein, G.**, Berichte von Territorio da Misiones am Rio Alto Paranâ. (Verh. Ges. f. Erdk. Berlin. B. XIII, S. 238—40).

387 **Breitenbach, W.**, Italienische Kolonisation in Rio Grande do Sul. (Globus, N⁰ 21).

388 Auswanderung, Die, nach Brasilien. (Export, N⁰. 22).

389 **Eye, A. v.**, Der Auswanderer. Winke und Weisungen für Ansiedler in den deutschen Colonien Süd-Brasiliens. Mit Karte v. H. Lange und Landschaftsbild. Berlin, Allgem. Verlags-Agentur. VII—152 S. gr. 8⁰.— 9 M. 60.

390 Brasil, par Guillot. Paris, Dufrénoy; Garnier Hermann édit.

391 **Moisaud, H.**, Le Brésil, ses débuts. son développement, sa situation économique, ses échanges commerciaux, ses plantations de café. Beauvais. 77 p. in-8⁰.

392 Amazonas und Cordilleren. (Nach dem Französ. des Herrn Ch. Wiener). Globus, N⁰. 14—17. Fortsetz v. Bd. 45, S. 167).

393 **Conwentz, H.**, Sobre algunos árboles fosiles del Rio Negro. (Bol. Acad. Nac. en Cordoba. T. VII. p. 431—56).

394 **Steinen, K. von den**, Erforschung Rio Xingu (Brasilien). (Verh. Ges. f. Erdk. Berlin. B. XII, S. 216—28).

395 **Steinen, K. von den**, Le fleuve Xingú au Brésil. (Bull. Soc. de géogr. d'Anvers. T. IX, p. 368—84).

396 **Boulenger, G. A.**, List of reptiles and batrachians from the Province Rio Grande do Sul, Brazil. (Ann. a. Mag. of nat. hist. Vol. 15, p. 101—95).

397 **d'Oliveira, L. R.**, Le Brésil. Ses échanges commerciaux, ses plantations de café. (Bull. Soc. de géogr. comm. Bordeaux. 4 Mai. p. 271—82).

398 Handelsbeziehungen, Die, zwischen Oesterreich-Ungarn und Brasilien. (Volksw. Wochschr. Wien. N⁰. 57).

399 Verkehrsbeziehungen, Ueber unsere, zu Brasilien und den La Plata Staaten. (Volksw. Wochenschr. Wien. III. N⁰. 73).

400 Consulate, Die, in Brasilien und den La Plata Staaten. (Volksw. Wochenschr. Wien. III, N⁰. 74).

401 **Breitenbach, W.**. Brasilianische Feste und Vergnügungen. (Ausland, N⁰. 16).

402 Errichtung eines Realgymnasiums in Joinville; Zustände in Santa Catharina (Brasilien). (Export, N⁰. 17).

403 Emigratione, L', alla Republica Argentina Marina a Comm. Apr.

404 **Heusser, J. Chr.**, Drei Aufsätze betreff. die europ. Auswanderung n. d. Argentinischen Provinz. Buenos Ayres, etc. Zurich. (Litter. Centralbl. N⁰. 18).

405 **Doering, O.**, La presion atmosferica de Cordoba. — Observaciones meteorologicas hechas en „Mil Nogales". (Bol. Acad. Nac. en Cordoba. T. VII, p. 393—430. 475—98).

406 **Arribàlzaga. F. L.**, Estafilines de la provincia de Buenos Aires. (Bol. Acad. Nat. en Cordoba. T. VII, p. 5—322).

407 **Doering, A.**. Apuntes sobre la fauna de moluscos de la Republica Argentina. (Bol. Acad. Nacion. en Cordoba. T. VII. p. 457—74).

408 **Amerlau, A.**, Die Provinz Entre Rios und ihre Ackerbaucolonien. (Export, N⁰. 19).

409 **Dalgleish, J. J.**, Notes on a second collection of birds and eggs from Central Uruguay. (Proc. R. phys. Soc. Edinb. Sess. 1883—84, p. 77—88.)

410 **Gülich, C. von**, Die paraguaysche Staats-Colonie San Bernardîno. (Export N⁰. 16).

411 **Toeppen, H.**, Hundert Tage in Paraguay. Reise in's Innere. Paraguay im Hinblick auf deutsche Kolonisations-Bestrebungen. Mit Karte. Hamburg, L. Friedrichsen & C⁰. 264 S. 8⁰. — 6 M.

412 **Bresson, A.**, L'Araucanie. Fragment de voyage. (Gazette gèogr. N⁰. 19).

413 Vermessungen S. M. Kr. „Albatross", Komm. Korv. Kapt. Plüddemann an der Westküste Patagoniens. Neue Passage zwischen dem Golf von Trinidad und Golf von Penas. Mit Taf. (Ann. d. Hydrogr. S. 261—67.

414 Feuerland, Das, und seine Bewohner (Globus N⁰. 21).

L'AUSTRALIE.

L'AUSTRALIE. LA NOUVELLE ZÉLANDE. ILES OCÉANIQUE.

415 Interessen, Deutsche, in der Südsee. Staatsarchiv, N⁰. 8339—47, B. XLIII. S. 338—360.

416 **Greffrath, H.**, Die Colonie Süd-Australien. Mit einer Karte. (D. Rundschau f. Geogr. J. VII, S. 350—57, 99—410).

417 **Håardt, V. v.**, Schul-Wandkarte von Australien und Polynesien. 1 : 16,000,000. 4 Bl. Chromol. Wien, Hölzel. Imp. f⁰. — 10 M.

418 **Kiepert, H.**, Uebersichtskarte der Süd-See, Australien mit den Inseln Neu Guinea, Neu Brittannien, etc. Chromol. Berlin, D. Reimer, gr. f⁰. — 1. M. 20.

419 **Hübner**, Frhr v., Vortrag über seine Reisen in den Südsee-Inseln. Wien, Orient. Museum. 28 S. gr. 8⁰. — M. -.75.

420 **Ettinghausen, C. v.**, Beiträge zur Kentniss der Tertiärflora Australien's. Mit 7 Taf. (Denkschr. d. Akad. Wiss. Wien. Math.-naturwiss. Cl. B XLVII, S. 101—48.

421 **Carter, H. J.**, Descriptions of sponges from the neighbourhood of Port Philip Heads, South Australia. (Ann. a. Mag. of nat. hist. Vol. 15, p. 196—221).

422 **Serrurier, L.**, Ethnologische feiten en verwantschappen in Oceanië. Met pl. (Tijdschr. Ned. Aardr. Gen. bl. 78—99).

423 **Cameron, P.**. Notes on some tribes of New South Wales. (Journ. Anthr. Inst. May, p. 344—70).

424 **P. B.** Féderation Australienne, (Gaz. geogr. N⁰. 20.)

425 **Lubbock, J.**, On the customs of mariage and systems of relationship among the Australian. — Howitt, A. W., The Jeraeil, or initiation ceremonies of the Kurnai Tribe. (Journ. Anthr. Inst. May, p. 292—325).

426 **Reuleaux, Fr.**, Ein Ausflug naar Neuseeland. III, Ohinemutu, Mokoia. (Westerm. Mon. Hefte. Apr. S. 56—74).

427 **Diener, C.**, Die Gletscher Neu-Seelands. (Mitth. d. D. u. Oesterr. Alpenvereins. N⁰. 9).

428 **Ettinghausen, C. v.**, Ueber die genetische Gliederung der Flora Neuseelands. (Sitz. ber. Akad. d. Wiss. Wien. Math.-naturwiss. Cl. B. LXXXVIII, S. 953—77).

429 Neu-Seeland. — Die Dampfverbindungen Neu-Seelands. (Export, N⁰. 14).

430 **Deschamps, Ém.**, Les îles Wallis (îles Uvea). (Tour du monde, p. 273—88).

431 Beobachtungen, Hydrographische, auf S. M. S. „Elisabeth" und S. M. Knbt „Hyäna" an den Küsten von Neu-Britannien, Neu-Irland und Neu-Guinea. Nach den Berichten des Kap.-Lieut. von Eickstedt und des Korv. Kap. Langerrak. Mit kart. (Ann. d. Hydrogr. S. 197—205).

432 Beiträge zu den Segelanweisungen über die Ellíse-, Gilbert-, Marshall- und Carolinen-Inseln. (Ann. d. Hydrogr. S. 208—12).

433 **Butler, A. G.**, Lepidoptera collected by C. M. Woodfort in the Ellice and Gilbert Islands. (Ann. a. Mag. of nat. hist. Vol. IV, p. 238—42).

434 **Garnier, A.**, Une découverte en Nouvelle Caledonie. (Musée. de fam. 15 Avr. p. 247).

435 Land-Reklamationen, Deutsche, auf Fidji. (Staatsarchiv. N⁰. 8356—87. B. XLIV, S. 12—89.)

436 **Gorcevic, S.**. Melanesien. II. Die unabhängige Inselgruppen. (Unsere Zeit. H. 5).

APERÇU SYSTÉMATIQUE.

Colonisation. Émigration. Gén. 1—15. Indo Ch. 93. I. O. Neerl. 127, 156. L'Afr. en gén. 180. L'Afr. Sept. 199. L'Afr. Or. 239—42, 55—57. L'Afr. Occ. 284, 85, 91, 98—300. Roy. du Congo, 314, 15, 27. L'Am. Centr. 363. L'Am. du S. 378, 82—89, 403, 4, 8, 10. L'Austr. 415, 16, 35.

Voyages. Descriptions. Cartes. Gén. 16—18. L'As. Occ. 38, 43—46. L'As. Centr. 47—51. L'Emp. I.-Britt. 52—55, 75. L'As. Or. 76, 78—81, 87—89. Indo Ch. 94—96, 99, 100, 104—8, 17. Iles Phil. 120, 25. I. O. Neerl. 128—31, 57, 61, 67—69, 72—76. L'Afr. en gén. 181—90. L'Afr. Sept. 200, 1, 4, 5, 8—11, 14, 15. L'Afr. Or. 216—19. 26—30, 45, 46, 49—54, 58—64. L'Afr. Mér. 266, 71—76. L'Afr. Occ. 286, 87, 92—97, 301, 2, 6, 8—13. Roy. du Congo, 316—22,. Iles Afr. 342, 43, 48—51. L'Am. du N. 353, 57. L'Am. Centr. 359, 65, 66, 68. L'Am. du S. 371, 72, 75, 76, 81, 90, 91, 411—14. L'Austr. 417—19, 26, 30—32, 34, 36.

Oro-hydrographie, Géologie etc. L'As. Occ. 42. L'As. Or. 90. Indo Ch. 97. I. O. Neerl. 160. 62—64. Roy. du Congo, 323, 24. L'Am. Centr. 360, 67. L'Am. du S. 392—95. L'Austr. 420, 27.

Météorologie. Médecine. L'Emp. I. Britt. 56, 57. Indo-Ch. 101. Iles Phil. 121. I. O. Neerl. 132—34, 46. L'Afr. Sept. 212. L'Afr. Or. 243. L'Afr. Occ. 307. Roy. du Congo 325. L'Am. Centr. 364, 70. L'Am. du S. 405.

La Botanique. Zöologie. L'Emp. I.-Britt. 74. L'As. Or. 86, 91, 92. I. O. Neerl. 170 71, 77. L'Afr. Or. 247. L'Afr. Mér. 277. L'Afr. Occ. 288. L'Am. Centr. 362. L'Am. du S. 396, 406, 7, 9. l'Austr. 421, 28, 33.

Produits. Cultur s. Gén. 19—23. L'As. Occ. 39. l. O. Neerl. 135—38, 47—51. L'Afr. en gén. 191—93. L'Afr. Mér. 278. Iles Afr. 344.

Anthropologie. Ethnographie, etc. Gén. 24—26. L'As. Or. 82. Indo-Ch. 113. Phil. 126. I. O. Neerl. 139, 52, 78. L'Afr. Gén. 194, 95. L'Afr. Sept. 202, 7. L'Afr. Or. 220, 65. Roy. du Congo 326, L'Am. du N. 352, L'Am. du S. 373. L'Austr. 422, 23.

Gouvernement, etc. Gén. 27, 28. L'Emp. I.-Britt. 58, 59. Indo Ch. 98. Iles Phil. 119. I. O. Neerl. 140—44, 53, 54. L'Afr. Sept. 206. Iles Afr. 345. L'Austr. 424.

Religion. Mission. L'Emp. I.-Britt. 61—63. L'As. Or. 83. Indo-Ch. 102, 3. I. O. Neerl. 158—59, 66, 79. L'Afr. en gén. 196—98. L'Afr. Or. 224. L'Afr. Mér. 267—70, 80. L'Afr. Occ. 303. Iles Afr. 346. L'Am. du N. 356. L'Am. du S. 402.

Commerce, Industrie etc. Voies de communication. Gén. 29—36. L'As. Occ. 40, 41. L'Emp. I.-Britt. 64—69. L'As. Or. 77, 84, 85. Indo-Ch. 109, 10, 15, 16, 18. Iles Phil. 124. I. O. Neerl. 145, 55. L'Afr. Sept. 203, 13. L'Afr. Or. 221—23, 31. L'Afr. Mér. 281. L'Am. Centr. 361. L'Am. du S. 377, 79, 80 97—400. L'Austr. 429.

Moeurs et coutumes. Langue et littérature. Gén. 37. L'Emp. I.-Britt. 70—72. Indo-Ch. 114. Iles Phil. 122, 23. I. O. Neerl. 165. L'Afr. Or. 248. L'Afr. Occ. 305. Iles Afr. 347. L'Am. du N. 358. L'Am. du S. 401. L'Austr. 425.

Politique. Histoire. L'Emp. I.-Britt. 73. Indo Ch. 111, 12. L'Afr. Or. 225, 32—38, 44. L'Afr. Mér. 279, 82, 83. L'Afr. Occ. 289, 90, 304. Roy. du Congo. 328—41. L'Am. du N. 354, 55. L'Am. Centr. 369. L'Am. du S. 374.

ON COLONIAL PROGRESS.

BY EDWARD J. PAYNE.

The importance which colonial questions have lately assumed throughout Europe must be obvious to the most superficial observer. But the causes of this prominence are by no means equally apparent. It is natural to enquire "What are the causes of this prominence? and are they transient or permanent?"

No doubt they are partly transient and partly permanent. Probably one among the causes of the attention which this question has lately received on the European continent is the fact, that colonial questions have of late been especially prominent in English politics, and that English opinion on those questions has in one respect been singularly unanimous. Hitherto the colonies, though their value and importance has always been recognized by the English people, have not been favourably regarded by many English economists and politicians, who have strenuously insisted that national wealth and strength are best secured by developing the resources of capital and labour at home, instead of exporting them to the soil of distant colonies and dependencies. Of late, there have been manifest signs of a great change in this respect. The voice of the so called "Manchester" school of politicians, who declared it to be the true policy of England to found no more new colonies, and to encourage those which already exist, to follow the example of the United States, and become independent at the earliest possible opportunity, is now seldom heard. Politicians of all grades of opinion are in favour of retaining the colonies, and of allowing them to develope and increase. And this is the more remarkable, because no one who has observed contemporary history can doubt that for England the task of securing the well-being of her numerous and wide-spread colonies, and satisfying their requirements, has been of late a matter of some difficulty,

and even embarrassment. Is this difficulty and embarrassment likely to diminish? Not at all: rather the reverse. Yet it is certain that the popular English belief in the value and importance of the colonies has not been weakened, but has been strengthened. In obedience to this popular opinion, the colonial policy of whatever political party may be in power, for many years to come, will certainly favour the increase and developement of the English colonies. This state of things apparently reacts upon Europe. Nations whom circumstances formerly debarred from colonial enterprises, or limited to a narrow sphere of action, regret their exclusion. Nations, less heavily burdened than England with colonial responsibilities, are ready to increase these responsibilities: and nations which have as yet no colonies are anxious to found them. This feeling is natural: and more than this, none can doubt, that the efforts which it animates, operate for the benefit of Europe and of the world at large.

The cause, however, of this movement among the European nations is thus far only a transient one. Europe desires colonies, because at present England finds them useful and important, though sometimes embarrassing. Why does England at this particular time find the colonies so useful? One of the causes, and it is a cause which at present undoubtedly animates the other commercial nations of Europe in these efforts to acquire colonies, is the circumstance, that during some years the general commerce of Europe has been suffering a well-marked depression. The causes of this depression have been the subject of much discussion, but the fact is incontestable. It is also incontestable, that owing to the extent and the steadiness of her colonial trade, England has felt the effects of this depression less severely than some of her commercial rivals, and far less severely than she would herself have felt it in other circumstances. Colonies certainly give steadiness and momentum to the trade of a nation. Trade with a colony is far less liable to sudden fluctuations and consequent losses than trade with a foreign nation: and though England has not escaped in the recent commercial depression, her dependencies have lightened its burden. While other markets have closed, or diminished their consumption, the markets of her numerous colonies have remained open, and have increased their demand for her goods. Other countries, therefore, naturally wish to possess in new colonies, new markets for their own commerce and manufactures.

This cause, however, like the recent prominence of the colonies in English politics, depends on circumstances which are in their

nature temporary. Among the permanent and more effective causes of the desire for colonies, is certainly to be counted the importance which England derives, in the world of nations, from her connexion with her colonies and dependencies. England, alone among European powers, possesses a positive continuation, so to speak, of her soil and population in vast countries beyond the seas. Remote though these regions are, as their importance grows, their connexion with the mother-country becomes more marked. As years advance, the tie which binds England to her colonies does not appear to diminish, but to increase in strength. This is a circumstance not only unique in Europe, but in the world's history. Until the recent developement of the British colonial empire, the connexion between mother-countries and their colonies has been of the opposite character. The mother-country has sought to impose its will on the colonies, to govern them for its own advantage, and to check their aspirations to selfgovernment and their natural developement on the basis of their own capacities. The consequence has naturally been that the colonies, after years, perhaps centuries, of endurance, have thrown off the yoke, have declared themselves independent nations, and have begun their new career with a strong prejudice against the mother-country and its interests. Forty years ago, following the advice which Edmund Burke a century ago in vain urged with reference to the colonies of America, England has initiated a colonial policy based on the principle of conceding to her colonists the right to choose from among themselves ministers responsible to popular assemblies, to make and to amend their own constitutions, to vary their laws according to their needs, and to regulate their own fiscal policy. The effects of this change have been of the happiest kind. Not only have the British colonies increased enormously in wealth and population, but their attachment to the mother-country has increased in proportion. The prophecy of Burke has been fulfilled: "They will cling and grapple to you, and nothing on earth will be able to tear them from your allegiance." [1])

So strong has this feeling become of late years, that a general desire has arisen among the colonists of Canada and Australia for a still closer connexion with the mother-country. They desire to become in the strictest sense, fellow-citizens with their countrymen at home, and to have their share in a national policy which shall be common to the whole empire. An increasing number of English

[1]) Burke, Speech on Conciliation with America.

politicians are in favour of yielding to this desire on their part, and thus welding the mother-country and the colonies into a new corporation on the federal principle. Most experienced statesmen, it is true, at present stand aloof from the movement: not from want of sympathy with it, but on account of certain difficulties which are acknowledged at present to stand in the way of the proposed change. But the facts remain, that on both sides, on the part both of the mother-country and of the colonies, there is a strong desire for some closer union, which shall make the British empire more united and prosperous in itself, and more formidable to its foes and rivals. This being so, no one can doubt that as time goes on, the difficulties which at present stand in the way will disappear, and some closer union of England and her colonies will become an accomplished fact.

At the present moment it seems probable that one of these difficulties will soon exist no longer. That difficulty may be stated as follows: the soil of the colonies, which England has now relinquished to the colonists, was originally acquired by England either in the course of or in consequence of wars waged against other European powers. The cost of those wars to the mother-country is represented by a vast national debt, of which the mother-country still bears the sole burden. The burden of the defences of the colonies was also borne by the mother-country until the recent grants of responsible government. But the grant of responsible government to a colony has always been followed by the transfer of this burden, so far as relates to local defences, from the shoulders of the mother-country to those of the colony. But the British fleet remains the main defence of the colonies and their trade, and the vast and increasing cost of the imperial naval service is still defrayed entirely by the mother-country. Meanwhile the colonies raise most of their revenue by heavy customs duties levied on their imports. As the bulk of their imports comes from the mother-country, these duties are felt to be a serious restraint upon its commerce: and this fact remains, notwithstanding that colonial produce for the most part enters England free of duties. Is it just, English politicians may therefore say to the colonists, that while you grow rich by sending your wool, your corn, and your meat, to compete with our farmers in our own markets, you should lay heavy duties on the produce which we export to you, on our manufactures, while we alone bear the interest of the national debt, which was in a great measure the price paid for the soil which you enjoy, and also bear all the cost of the enormous

fleet which defends your commerce and you, from foreign aggression?

Of the questions thus raised, that which relates to the cost of the fleet most presses for solution. It in all probability will be soon solved. The wealthier colonies have already voluntarily come to the aid of the mother-country in the Egyptian war, which they rightly regard as a matter of imperial concern: and it is believed that they are not averse to voting contributions, proportioned to the amount of their commerce, in aid of the increasing cost of the fleet, and of the system of naval defences on which the effective action of the fleet depends. The other questions belong to the future rather than to the present: but for the purposes of the present enquiry it appears abundantly clear, that there exists a solid and permanent unity between England and her colonies, which contributes, and is likely to contribute in an increased degree, to the effective strength of the mother-country in the community of nations, and to its means of substantially securing the common interests of the British empire against the rest of the world.

This being so, the question follows, how far is it possible for other European nations to follow the example which England affords? The object to be attained is no doubt a desirable, even a tempting one; quite sufficiently so, to account in itself for the growing desire for colonies on the part of other nations. What is it to have colonies? It is to have in temperate climates, beyond the seas, vast tracts of fertile soil, inhabited by wealthy and growing communities, of identical race and pursuits, affording at once fields of employment for surplus capital and labour, channels for general trade, unceasing outlets for manufactures, fast friends and permanent commercial connections in peace, willing and wealthy allies in war. But where are sites for new colonies of this kind to be found? The answer is, nowhere. The independent Colonies which now fill up the map of America, from the great lakes to the snows of Patagonia, the vast British Dominion of Canada, the British Colonies in South Africa, Australia and New Zealand, exhaust the available colonial sites on the globe. No new colonies of this kind will ever come into existence, unless indeed some convulsion shall upheave from the ocean the buried Atlantis of Plato. The colonial enterprise of the future must therefore seek tropical sites. In the tropics, however, no European communities, in the true sense, can ever be founded, because European labour will infallibly resort to the colonies already existing in climates where it can be employed to the best advantage, that is, to temperate climates, to the United States and the British Colonies.

This natural law, that emigrant labour will in the long run go where it can be employed to the best advantage, has perhaps the greatest weight in deciding the direction which colonial enterprise from time to time assumes. For in what, economically speaking, does colonial enterprise consist? It consists in the transfer of labour, or of capital, or of both, whether together or separately, to some colony, in the expectation of increased wages for labour, and of increased profits for capital. Besides the natural advantages which the new country offers in its accessibility, its favourable climate. and the productiveness of its soil, the materials of colonial prosperity consist simply of the labour and the capital which it attracts. But these elements differ in the extent in which they are capable of being applied. Labour, that is, European labour, is of limited application, while that of capital is more extensive. European labour will never resort to hot climates, at least not while the United States and the British Colonies continue to offer profitable fields of employment, fields which are as yet imperfectly developed, and sufficiently extensive to be capable of absorbing the surplus labour of Europe for a century, perhaps centuries, to come. The emigrating labour of Europe has already found its channels, which it is unlikely to overflow, and which will long prevent it from seeking new ones.

It is otherwise with capital. The capital of Europe is of universal application: wherever there is a productive soil, and a labouring population, whether in temperate or tropical climates, capital is ready to pour in, provided the prospects of its security, and of an adequate return, are sufficiently favourable. No doubt, the natural destination of the surplus capital of a country, is those colonies, to which its surplus labour resorts. Very many of those individuals who carry their labour to the colonies, carry thither also small supplies of capital: and larger sums follow, in the form of agricultural and mercantile investments, and in loans to the colonial governments, which are mainly expended in providing the colony with the necessary public works. In these forms, the surplus capital of England goes to her colonies in considerable amounts.

The surplus capital of foreign countries has no such natural outlet. Much of it has long followed labour to America and the British Colonies: and the growth of colonial aspirations on the part of countries other than England, is partly stimulated by the patriotic desire, that their surplus capital should enrich some colony of their own. Though there is no room on the globe for

new European Colonies in the strict sense, for colonies, that is, founded on the basis of labour, is there not room for new colonies to be founded on this basis of native labour, developed by the aid of European capital; for such colonies as England possesses in the West African Settlements, in Ceylon, and the Straits Settlements? If so, what are the best sites for such colonies, and on what principle should the nations of Europe proceed in appropriating them?

A fact which immediately strikes the observer, in examining this question, is that during the present century Europe has practically abandoned the New World for the Old, as a field of tropical colonial enterprise. The independence of the British, Spanish, and Portuguese colonies on the American continent, and the loss of the preferential position which all colonies formerly possessed in the European markets, have in great part produced this change: but the principal reason is to be found in the utterly insufficient supply which the New World affords of labour suitable for a tropical climate. At present, labourers are largely imported by the planters of the West Indies from the East Indies and from China. This is merely one indication of the fact, that the Old World alone can furnish an adequate supply of labour suitable for a tropical climate. To enable capital invested in the West Indies to produce its return, labour must be imported from the East: it is more natural that capital should seek to transfer itself to countries where the supply of labour is cheap and copious. This process has in fact been largely going on: the production of coffee, for instance, has to a great extent left the West Indies and centred in Ceylon and Java, because there the supply of labour is practically unlimited.

This transfer of colonial enterprise from the new world to the old may be traced to the independence of America, to the abolition of slavery and monopoly, on which the West Indian colonies depended, to the formation of the new system of British colonies after the wars of the French Revolution, and to the great increase which the present century has witnessed in the trade of Europe with India and China. During the present century, the colonies of Australia, of South Africa, of the Straits of Malacca, have suddenly risen into importance. Every part of the old world, not only its coasts, but large parts of the interior of its continents, formerly known very imperfectly, have been traversed by explorers: and the loss of European interest in the New World has been counterbalanced by this increased interest in the Old. Particular attention has been given to two separate parts of the old world, to Southern Africa,

and to the great Eastern Archipelago. In both these cases the interest of Europe has been directed by the successful colonial enterprises of the English. The rapid developement of colonies in Southern Africa in English hands, has led to a more thorough and systematic exploration of the interior of that continent during the past thirty years: and gradually a conviction seems to have been gaining ground in Europe, that Africa is destined to be the principal field for the colonial enterprise of the future. The successful colonists of Queensland have cast their eyes on the coasts of the great island of New Guinea: and their desire that its southern coasts should be placed under British protection has been acceded to by the British government.

Without discussing the probability of any great results following immediately from this course of events, let us note that they indicate clearly the altered course which colonial enterprise appears to be taking. The first characteristic of this altered course, is the abandonment of the New World for the less civilized parts of the Old World. Three centuries ago, the colonial nations of Europe were scrambling for the continent of America: a few years later, they were eagerly contesting the possession of every island in the West Indies. The scramble now is for Africa and for the islands of the Eastern Archipelago. The main attractions in both cases are a productive soil, abundance of labour, and facilities of communication, which are increased and secured by the existence of growing colonies of the European class, South Africa and Australia, in the immediate neighbourhood. The second characteristic of this altered course is, that the new colonies are destined to be created by the application not of the labour, but of the capital alone, of Europe.

It is obvious that if the central parts of Africa and the Eastern Archipelago are to become fields of colonial enterprise, it cannot be through the immigration of European labourers. The existing fields of colonial enterprise, in temperate climes, are still far too large. The only means of embodying them in the system of European colonies, therefore lies in the application of capital: and the world will await with interest the answer to the question "Are capitalists prepared to embark their wealth in colonial enterprise in these parts"? With regard to the capitalists of England, the answer is obvious. The English colonies still afford an ample field for the investment of the surplus capital of England. It is improbable therefore that any large amount of English capital will be applied in the developement of any colony which is not

in English hands. The same is true to a great extent of the surplus capital of the English colonies. The aspirations of the States of Australia to an extension of their circle by the inclusion of parts of New Guinea seem to indicate that there exists, or will shortly be forthcoming, Australian capital available for this purpose in sufficient quantity. But certainly no capital will go from Australia to develope any colony founded in its neighbourhood, unless such colony is under either British or Australian direction.

The utilization, in the fullest possible extent, of the productive forces of nature in the tropics, by means of native labour and European capital, is the colonial problem of the immediate future. The steps necessary to this end can only be taken when peace and internal order are satisfactorily assured: and here a difficulty is at once encountered. War is the normal condition of the least civilized races; and those who are the readiest to admit intercourse with Europeans are often surrounded by warlike neighbours. The history of all colonies in Africa illustrates the difficulty which this propensity to war universally creates. The fear of war keeps in an unproductive condition vast areas of rich land, for instance on the Gambia river, and in the neighbourhood of the colony of Sierra Leone. The first necessity of colonial enterprise is therefore to secure the fruits of its labour by the establishment of a strong and stable government. This may be done either directly in the name of some European power, or indirectly in that of a native chief under the protection of some European power, and acting under the advice of a European resident, as circumstances may require.

The second requisite to the success of colonial adventures is, that capital and labour should be employed in the most profitable manner. This can only be when modern science and a complete knowledge of the world's markets concur in their application. A field of infinite variety and extent is here opened to the scientific men and economists of Europe. Though scientific agriculture has made progress in Europe, it is as yet only in its infancy: what great results must follow from its application in the colonies, and what limits can be placed to the wealth, which science and capital may draw from the uncultivated soils of the tropics? The successful cultivation of the beet-root has every where dealt a severe blow to what was formerly the principal branch of tropical agriculture, the cultivation of the sugar-cane. Science alone can enable the sugar-growing colonies to recover their position, as science alone can render successful the application of labour and capital in new colonies.

From the anxiety for colonial acquisitions which has been displayed by the German government, following no doubt a corresponding impulse on the part of the mercantile classes of Germany, we may fairly infer that German capitalists are prepared to risk considerable funds in colonial enterprise in Western Africa and New Guinea. We cannot infer, however, that considerable bodies of labouring emigrants, those elements which are necessary to form the substance of new European communities beyond seas, are prepared to leave Germany, and to settle and found colonies in which the social and political life of Germany will be reproduced. Germany therefore can scarcely anticipate that her new settlements will shortly, if in fact ever, become a source of strength to her, such as the English colonies are to England. For many years to come, they are likely to prove rather a source of weakness. Even for colonizing nations who have had some experience in the task, the foundation of new colonies always involves losses which are certain, and probable failure in the first instance. A nation making the attempt for the first time must buy its experience.

France, it is possible, will also join in the movement to increase the number of European colonies in the tropics. She is in fact already in the field: since the accession of Louis Philippe she has occupied considerable parts of the western shores of Africa, Cochin China, and New Caledonia. The results, no doubt, have not equalled the expectations formed when these enterprises were undertaken. But colonial progress is generally slow; and all Europe must wish well to the efforts of a nation which in former times was the pioneer of colonial enterprises. Italy as yet shows no decided ambition to undertake national enterprises in countries not bordered by the Mediterranean. This is singular; for Italy sends a large amount of emigrant labour to the states of South America, and the other colonial nations would probably welcome her cooperation. The task of carrying civilization to Africa, and making that vast continent available for European trade, is one in which Italy seems peculiarly fitted to join.

An interesting experiment, has recently been made in the method of colonization: this is the foundation under an international arrangement of a colonial state including the lower basin of the river Congo. This vast experiment must have the good wishes of every one interested in colonial extension. It realizes an ideal hitherto never attained; the opening up of fertile and populous regions to the united enterprise of all Europe, free from those commercial restrictions which particular nations might perhaps

have deemed it for their interest to impose. Here is undoubtedly a promising field for the employment of the surplus capital of continental Europe.

England, it may be fairly said, has no jealousy of any efforts, whether single or united, under an international guarantee, which other European nations may make for the extension of European colonies and commerce. England knows by experience that the success of one colonizing power is the advantage of all: her own colonial trade will not only not be prejudiced, but may gain considerable advantages, by the developement of the colonial trade of her neighbours. The only reservation which she is likely to make, is that these new enterprises shall not encroach upon her existing colonies, and shall not obstruct the natural developement which is taking place in these colonies. The naval guardianship of the main commercial routes of the world, which past events have placed in her hands, she must still retain: and as she has never abused this trust, the nations of Europe are probably content to let it remain where it rests. England, it may be said, does not anticipate any great or sudden changes in consequence of the new importance which is beginning to be attached to colonial possessions. The map of the colonial world will not in fact henceforth admit of much alteration: its main divisions have been settled, partly by natural conditions, partly by events whose results are now too firmly established to be easily unsettled. The future developement of the colonies, in fact, depends less on absolutely new enterprises, than upon the extent in which capital, science, practical skill and experience, are henceforth applied to existing conditions.

Die politische Bedeutung des Islam in Niederländisch Indien.

von Dr. A. Schreiber.

Wenn ich als Deutscher dieses Thema zu behandlen mich anschicke, so ist vorab eine Entschuldigung gewiss sehr angebracht. Denn, abgesehen von meinen eigenen, doch nur sehr beschränkten Beobachtungen, bin ich ja natürlich ganz auf das angewiesen, was verschiedene niederländische Schriftsteller und Gelehrte über diesen Gegenstand gesagt haben. Dies nun auch dem nicht Holländisch redenden Publicum zugänglich zu machen ist vielleicht keine unnütze Arbeit; aber auch den Holländern selbst ist eine solche Zusammenfassung wohl nicht unwillkommen und bei der Wichtigkeit des Gegenstandes könnte man sogar behaupten, die Aufmerksamkeit der Regierung von Niederländisch-Indien könne nicht oft und nicht nachdrüklich genug darauf hingewiesen werden.

»Der Islam, die grosse Internationale mit der grünen Fahne, ist eine Macht, die von Seiten eines kolonialen Staates, wie der unsrige ist, mit Ernst studiert und mit Weisheit behandelt sein will," sagt Dr. C. Snouck Hurgronje mit vollem Recht. Dasselbe gilt ja auch für England im Blick auf seine ostindischen Besitzungen, aber doch längst nicht in gleichem Maasse als wie für Holland. Denn während englisch Indien unter einer Bevölkerung von c. 250 Millionen nur c. 30 Millionen Mohammedaner zählt, sind von den c. 27½ Millionen Bewohnern des nied. indischen Archipels mindestens 24 Millionen Mohammedaner also acht neuntel; ja wenn man solche Inseln wie Bali und Nias und die unzugänglichen Gegenden von Inner Sumatra und Borneo, wohin sich das niederländische Gouvernement nur uneigentlicher Weise erstrekt, in Abrechnung bringt, dann wird die Zahl der nicht mohammedanischen Bevölkerung gradezu verschwindend klein. Und dabei ist der Islam, wo er mit diesen kleinen noch heidnischen Resten in

Berührung steht, fast ohne Ausnahme überall in langsamerm oder schnellerem siegreichen Fortschreiten begriffen. Man kann keinen Koloniaal Verslag durchlesen, ohne immer und immer wieder diesen Berichten zu begegnen, wie auf Sumatra, in Bengkulen und in Tapanuli, in dem Binnenlande von Djambi und Palembang, auf Borneo sowohl in der westlichen als auch in der südöstlichen Abteilung, auf Halmaheira und Neu Guinea, kurz von einem Ende des Archipels bis zum andern, überall wo es nur noch Heiden giebt, der Islam immer mehr sich ausbreitet, so dass die Zeit gar nicht mehr so sehr fern zu sein scheint, wo das Heidentum auf diesen Inseln völlig verschwunden sein wird. Dabei ist dies noch besonders zu beachten, dass diese Ausbreitung des Islam fast überall in genaustem Verhältnis und Zusammenhang mit der Ausbreitung und Durchführung des Niederländischen Gouvernementes steht, so dass man mit Recht behaupten kann, abgesehen von den zum Christentum übergetretenen Inländern, sind schon jetzt so ziemlich alle wirklichen Unterthanen des Gouvernementes Mohammedaner oder doch auf bestem Wege es in ganz kurzer Zeit zu werden.

Freilich wenn man nun mit der Art und Weise dieser Bekehrung zum Islam etwas näher bekannt ist und also weiss, dass dieselbe vielfach zunächst eine rein äusserliche ist, so dass die Neubekehrten oft wenig mehr als den Namen ihrer neuen Religion haben, dann ist man geneigt, die Sache für ziemlich unschuldig zu halten, und diese Beurteilung des Islam von Niederl. Indien als einer weniger gefährlichen Spielart, ist auch mit Bezug auf schon längst vom Islam eroberte Gegenden eine sehr weit verbreitete. So viel ist auch in der That richtig, dass es in Bezug auf Lebenskräftigkeit und Intensität des Islam in Niederländisch Indien sehr bedeutende und beachtenswerte Unterschiede giebt. Was zunächst Java betrifft, — das ja mit seinen mehr als 20 Millionen Bewohnern drei Vierteil von ganz Nied. Indien repräsentirt und darum den Holländern nicht mit Unrecht so sehr im Vordergrunde steht, dass alle die Buitenbezittingen nur sehr wenig Beachtung finden, trotz ihrer enormen Grösse — so ist schon oft mit Recht auf den sehr bedeutenden Unterschied in dieser Beziehung zwischen West- und Ost-Java hingewiesen. Unter den Sundanesen von West-Java, wo der Hinduismus längst nicht so tiefe Wurzeln geschlagen hatte als im Osten der Insel, hat vielleicht eben deshalb der Islam einen desto gründlichern Eingang gefunden; jedenfalls ist soviel gewiss, dass die Sundanesen viel eifrigere Mohammedaner sind, als die meisten eigentlichen Javanen. Die Ost-Javanen sind ganz und gar nicht solche eifrige Mohammedaner wie die Sundanesen: sie wissen meist

nichts vom Inhalt des Koran und wachsen meist ohne allen religiösen Unterricht auf. Aus diesem Unterschiede ist auch jedenfalls die Thatsache zu erklären, dass bis jetzt das Christentum unter den Ost-Javanen ungleich mehr Eingang gefunden hat, als unter den Sundanesen. Indessen gleicht sich, wie wir weiter unten noch genauer sehen werden, dieser Unterschied doch neuerdings mehr und mehr aus, indem auch in Ost-Java der Islam sich offenbar kräftigt und vertieft.

Auf *Sumatra*, der zweit wichtigsten Insel des Archipels, finden wir den Islam in allen möglichen Graden der Intensität. In Atchin hat er wohl ohne Zweifel tiefere Wurzeln geschlagen als irgendwo sonst in ganz Niederl. Indien, denn hier besteht er nicht nur im Rechtswesen, äusserlichen Gottesdienst und gesellschaftlichen Formen, wie auf Java, sondern hat auch offenbar das ganze Volksleben durchdrungen. Auch in *Palembang* giebt er dem javanischen an Kraft gewiss nichts nach und ähnlich steht es auch in den Padangschen Bovenlanden. Fast in dem ganzen übrigen Sumatra ist er die Religion der Häuptlinge, Vornehmen und Händler, während das Volk allerdings bis jetzt mit seinem Inhalt so gut wie völlig unbekannt ist.

Auf *Borneo* hat er wohl in einigen Gegenden der Süd-Ost-Abteilung am tiefsten Wurzel geschlagen, aber auch sonst überall ist er kräftig genug, um die noch vorhandenen Reste des dajakkischen Heidentums langsam aber stetig zu absorbieren. Von den übrigen Inseln verdienen noch Lombok, Ternate und das kleine Reich von Bolaang Mongondon auf Celebes, als Sitze eines besonders bewussten und um die mohammedanische Propaganda besonders eifrig bemühten Islam, Erwähnung.

Vielleicht kann man als richtigsten Gradmesser der Lebenskräftigkeit des Islam in den verschiedenen Gegenden des Archipels, oder doch als den besten der uns zu Gebote steht, die Zahl der *Hadjis* und die Zahl und Frequenz der *mohammedanischen Schulen* ansehen. Auf Java befinden sich nach den letzten Zählungen in den 11 westlichen und an der Nordküste bis Surabaya hin gelegenen Residentschaften 34.400 Hadjis, in den 11 andern dagegen nur 14,315. Auf Sumatra gab es 18,315, auf Borneo 5600, Celebes 760, Amboina 130, Lombok (Bali) 150 — aus den andern Inseln fehlen die Angaben. Man sieht daraus dass in jenen 11 Residentschaften Javas fast so viel Hadjis zu finden sind, als wie in allen andern Ländern zusammengenommen, ferner dass Sumatra im Verhältnis zu seiner Bewohnerzahl viel mehr Hadjis hat als selbst der best mohammedanische Teil Javas, und nicht viel anders steht

es auf Borneo. Mohammedanische Religionsschulen giebt es auf Java c. 14,000 mit etwa 190,000 Schülern, auf Sumatra 2140 mit 30,778 Schülern, Südost-Borneo 154 mit 1895 Schülern. Auch hier ist wieder bemerkenswert, dass Sumatra nach Verhältnis gerechnet, Java bedeutend übertrifft.

Diese beiden Stücke, die Zahl der Mekkapilger und der Bestand der mohammedanischen Schulen, verdienen aber nicht nur als Gradmesser des Islam, sondern auch als die eigentlichen Quellen und Angelpunkte seines ganzen Lebens unsre volle Aufmerksamkeit. Zunächst ist es eine bekannte Thatsache, dass die Zahl der Mekkapilger aus Niederl.-Indien in den letzten 10—15 Jahren ganz bedeutend zugenommen hat. Im Jahre 1880 meldeten sich beim Niederländischen Consul in Djeddah nicht weniger als 9543 Mekkapilger an, von denen allein 7167 aus Java (und Madura) stammten. Allerdings war dies ja eine ganz aussergewöhnlich grosse Anzahl, weil in diesem Jahr der Hauptfesttag, Arafat, auf einen Freitag fiel und die Teilnahme an demselben in diesem Fall für besonders segensreich gilt, aber auch in andern gewöhnlichen Jahren ist ihre Anzahl doch schon auf beinahe 5000 angewachsen. Der Grund dafür ist bekanntlich ein doppelter, nämlich einerseits die wesentliche Erleichterung in der Reisegelegenheit durch das Aufkommen der Dampfschifffahrt, und sodann die Abschaffung aller früher von Seiten der Niederl. Regierung mit Bedacht angeordneten Erschwerungen und Einschränkungen. Man hat es den Leuten jetzt so bequem wie nur möglich gemacht, indem jedermann einen Pass für die Reise nach Mekka kostenfrei erhalten kann und zwar nicht nur bei den höhern Beambten, sondern überall von den Lokalbehörden. Das holländische Gouvernement ging dabei von der Ansicht aus, dass je mehr die Zahl der Hadjis zunehme, desto mehr werde ihr Einfluss auf die Bevölkerung abnehmen. Bis zu einem gewissen Punkte mag solches auch wirklich hie und da der Fall sein, und gewiss wird es einzelnen Hadjis, jetzt wo ihrer so viele sind, viel schwerer fallen, auf Kosten der Bevölkerung zu leben und sich den Pflichten der gewöhnlichen Landesbewohner zu entziehen. Ob nun aber durch diese Massregel der eben angedeutete Zweck wirklich erreicht, also die Sache möglichst unschädlich gemacht wird, oder ob nicht im Gegenteil die so bedeutende Zunahme der Zahl der Hadjis im Wesentlichen gleichbedeutend ist mit einer Zunahme der Lebenskraft des Islam, das ist eine andre Frage, die man bei näherer Untersuchung kaum wird verneinen können. Ich glaube doch, dass Dr. Snouck Hurgronje ganz recht hat, wenn er sagt: »Die Wallfahrt nach Mekka steht in hohen Ehren. Wenn

auch die Zahl der Hadjis in den letzten Jahren sehr zugenommen hat, der Name »Hadji" ist und bleibt doch ein Ehrentitel; man bleibt doch immer eine wichtige Person, wenn man einmal an dem heiligsten Tage des Jahres seinen Fuss anf den heiligsten Fleck der Erde gesetzt hat." Und er ist durchaus nicht der einzige, der über diesen wichtigen Punkt so urteilt, sondern andere bedeutsame Stimmen lassen sich in demselben Sinne hören.

Was aber weiter bei dieser ganzen Sache sehr zu beachten sein dürfte, ist dies, dass nicht blos die Zahl der Mekkapilger so bedeutend gestiegen ist, sondern dass auch das Wesen und der Zweck der Wallfahrt wenigstens hier und da anfängt etwas anderes zu werden. Wenn aus Palembang berichtet wird, dass, während früher die Hadjis nur darauf aus waren, sich durch diese Wallfahrt das Recht zu erwerben, arabische Kleider tragen zu dürfen, sie jetzt meist lange in Arabien bleiben, um sich die mohammedanische Dogmatik recht an zu eigenen; dass z. B. von 26 Hadjis aus Palembang, die im Jahre 1882 zurückkehrten, zwei waren, die acht Jahre lang sich in Arabien aufgehalten hatten, einer sieben Jahre, zwei sechs Jahre — so ist das ganz gewiss keine vereinzelte und darum bedeutungslose Thatsache, sondern zeigt deutlich, wie wenigstens teilweise mit dem Wachstum in die Breite auch ein Wachstum in die Tiefe Hand in Hand geht, und man wird auch kaum irren, wenn man annimt, dass grade weil der Name »Hadji" an sich nicht mehr ganz den gleichen Wert hat wie früher, immer mehr von ihnen diesem Beispiel folgen und durch einen längern Verbleib in Mekka sich die arabische Sprache — die Sprache des Korans — und mohammedanische Dogmatik an zu eignen suchen werden, um auf diese Weise zu einem desto höherem Ansehen zu gelangen. Das aber kann ja keinen Augenblick zweifelhaft sein, dass, wo aller religiöse Unterricht und Gottesdienst in der arabischen Sprache stattfindet, eine Zunahme solcher Personen, die des Arabischen mächtig sind, von der grössten Bedeutung sein muss für die Vertiefung der Erkenntniss und dann auch für die Steigerung des religiösen Bewusstseins. Nach dieser Seite hin sind auch die zahlreichen im indischen Archipel verbreiteten Araber — ihre Zahl wird auf 15,869 angegeben, — von grösster Wichtigkeit und man kann leicht erkennen, wie fast überall da, wo der Islam selbstbewusst resp. gegen die Europäer feindselig auftritt, auch eine besonders grosse Zahl Araber sich findet, wie z. B. in Palembang, wo nicht weniger als 2080 wohnen.

Was nun die mohammedanischen *Schulen* betrifft, die durch ihre

Zahl, wenn auch allerdings keineswegs durch ihre Leistungen, weitaus die erste Stelle unter allen Schulen in Nied. Indien einnehmen, so stehen sie in sofern mit dem Hadjiwesen in nahem Zusammenhang, als sicherlich ein sehr bedeutender Teil der in ihnen wirkenden Lehrer eben Hadjis sind. Aber auch wo solches nicht der Fall, ist der Unterricht in ihnen allen doch durch und durch, ja fast ausschliesslich religiöser Art. Herr Verkerk Pistorius hat in seinem höchst interessanten Buche: »De inlandsche huishouding in de Padangsche Bovenlanden", uns ein sehr anschauliches Bild entworfen von dem grossen Einfluss, den die Priester als Lehrer in diesen Schulen auf die ganze Bevölkerung ausüben, und ähnlich wird die Sachlage auch sicherlich vielfach auf Java sein. Mit vollem Recht hat derselbe Schriftsteller auf die Religionslosigkeit der Regierungsschulen als einen entschiedenen Mangel, weil für die indische Bevölkerung völlig unpassend und unverständlich, hingewiesen. Hier erlaube ich mir als Ergänzung hinzu zu fügen, dass wenigstens in Angkola (Sumatras W. K.) die Gouvernementsschulen dennoch auch bis zu einem gewissen Grade insofern meist einen religiösen, nämlich mohammedanischen Character an sich tragen — trotz der gegenteiligen Absicht der Regierung — als Lehrer und Schüler Mohammedaner sind, weshalb diese Schulen auch, im Gegensatz zu den Missionsschulen, einfach »Sikola slam" heissen.

Es ist wahr, in tausenden von diesen Schulen wird gewiss nichts anders getrieben, als dass der Koran unverstanden gelehrt und unverstanden gelernt wird, und das entspricht ja überhaupt dem ganzen Wesen und Character des Islam bei der ganz überwiegenden Mehrzahl seiner Bekenner in Niederländisch Indien. Es ist wahr, eben weil alle Schriftverlesungen, Gottesdienste, religiöse Unterweisungen und Gebete in der arabischen Sprache geschehen und die Kenntniss derselben nur so äusserst spärlich vorhanden ist, so kann es ja gar nicht anders sein, als dass der Islam etwas gar äusserliches ist, wobei die religiöse Erkenntnis fast ganz fehlt und das Herz also leer bleibt. Wenn man nun aber den Stand des Islam in Nied. Indien so beschrieben hat: »Mit Ausnahme einiger Hadjis und Geistlichen, welche eine mehr oder weniger gründliche Kenntnis des Koran besitzen, zeigt sich die Religion der meisten andern nur in äusserlichen Handlungen, Beobachtung des Freitags, der vorgeschriebenen Gebete, des Fastens, der Entrichtung der Abgaben und der Enthaltung von dem, was der Koran verbietet" — und dann etwa damit bewiesen zu haben meint, dass eine solche rein äusserliche Religion doch gewiss kraftlos und unschädlich sein müsse, so antwortet Dr. Snouck Hurgronje mit vollem Rechte: »Das ist in der

That alles, was man von einem mohammedanischen Lande unter den dort gegebenen Verhältnissen erwarten kann. Der Abstand zwischen der Lehre der Bücher und dem Glauben des Volkes ist in Nied. Indien nicht viel grösser und nicht von andrer Art, als anderwärts auch, denn nach ihrem besten Wissen wollen die Javanen und Maleien gläubige Moslim sein. Sie dienen freilich, so gut wie alle weniger gebildeten Mohammedaner auf der ganzen Erde, auch noch andern Wesen neben Allah, die ihnen näher stehen, obgleich sie die Einheit Allahs bis zum Uebermass bekennen, aber, wie sie sagen, thun sie das als gute Mohammedaner."

Ganz verkehrt aber ist es jedenfalls und sehr bedenkliche Folgen könnte es haben, wenn man nun weiter die Meinung hegt, solch ein Islam sei ungefährlich. Die Gefahr beim Islam liegt doch offenbar vor allen Dingen in dem religiösen Fanatismus, den er erzeugen kann. Die Geschichte aller Zeiten kann uns aber lehren, dass der empfänglichste Boden, auf dem dieses entsetzliche unheilbringende Gewächs am besten gedeiht, nicht etwa eine von religiöser Erkenntnis reichlich durchdrungene sondern im Gegenteil eine in religiöser Unkenntnis und Unverstand befangene Volksmenge ist, die eben in ihrem Unverstand desto leichter von einigen schlauen und zielbewussten Betrügern oder auch durch einige von der Heiligkeit und dem Siege ihrer Sache völlig überzeugten Schwärmern sich mit fortreissen lässt.

Die Geschichte von Niederländisch Indien, auch die der neueren und neusten Zeit, ist ja überreich an solchen Beispielen, die uns zeigen können, welch eine Masse Brandstoff hier überall in der mohammedanischen Bevölkerung vorhanden ist und wie leicht derselbe durch einen Funken entzündet werden kann. Es geht kein Jahr hin, wo nicht hier oder da, sei es auf Java oder Sumatra oder Borneo, ein kleiner Aufstand ausbräche und »es ist ja allbekannt, dass fast alle Bewegungen, die man als der klassischen indischen Ruhe gefährlich ansieht, von moslimschen Eifer ausgehen." [1])

Man wird auch wohl behaupten können, dass diese Aufstandsversuche und Complotte, was den Grad ihrer Gefährlichkeit betrifft, zu beurteilen sind nach dem Grad der Intensität des Islams der betreffenden Gegend, in der sie sich abspielen. Auf Borneo hat der Südosten, wo der Islam am tiefsten Wurzel geschlagen hat, auch die häufigsten und gefährlichsten Erschütterungen der Art auf zu weisen, in Sumatra »hat der langwährende Padrikrieg gezeigt, welch ein gewaltige und gefährliche Macht die religiöse Er-

---

[1]) Dr. Snouck Hurgronje

regung werden kann", und Palembang, der Sitz des bewustesten Islam in ganz Sumatra mit Ausnahme Atchins, ist allein in den letzten vier Jahren zwei mal der Schauplatz von recht bedenklichen Verschwörungen gewesen. Im Jahr 1880 wurde dort eine Verschwörung entdeckt und vereitelt; es war aber wohl zu spüren, wie bei einem grossen Teil der Bevölkerung, nämlich bei den Arabern und bei allen, die sich zu der fanatischen Partei rechnen, diese Vereitelung teils Aufgeregtheit teils Niedergeschlagenheit hervorrief. Wie wenig aber die den Holländern feindlichen Elemente durch jenen Misserfolg entmutigt oder von ähnlichen Dingen abgeschreckt worden waren, ersieht man am schlagendsten daraus, das kaum drei Jahre darauf an demselben Ort ein neues Complott entdekt wurde. Es handelte sich hier, ganz ähnlich wie in vielen andern Fällen, um die Bildung einer besondern Secte, deren Anhänger eine eigene Lehre befolgten, welche die Vernichtung der Christen als verdienstlich anpries. Dass die Sache durchaus nicht unbedeutend gewesen sein muss, erkennt man auch daran, dass zehn der Beteiligten zum Tode verurteilt wurden. Die ganze Gefährlichkeit und Widerstandsfähigkeit dieses Gegners muss ja aber das Nied. Gouvernement in Atchin erfahren; denn dass der religiöse Fanatismus der Atchinesen das Geheimnis ihrer Kraft ist, das lässt sich doch nicht leugnen, und dass der Krieg mit den Atchinesen trotz aller Bemühungen des Gouvernementes, um solches zu verhüten, doch mehr und mehr einen religiösen Character annimmt, wird selbst von dem neusten Koloniaal Verslag anerkannt.

Nun ist es ja freilich wahr, dass die Nied. Regierung bis jetzt dieser Unruhen und aufständischen Bewegungen immer Herr geworden ist, ja in den letzten Jahren sogar immer sehr schnell und leicht, weil es ihr Dank dem Telegraphen und der Dampfschiffverbindungen sowie der sonstigen gegen früher bedeutend verbesserten Communicationen, leicht ist, sofort mit Nachdruk jeder Auflehnung gegen ihre Autorität entgegen zu treten; trotzdem aber, meine ich, muss man die *politische Bedeutung des Islam* in Nied. Indien so auffassen, dass man ihn als *die weitaus grösste Gefahr für den ganzen Bestand des holländischen Gouvernementes* ansieht.

Um diese Behauptung zu rechtfertigen, möchte ich noch auf drei wichtige Punkte hinweisen. Das erste ist die Bedeutung welche der Islam als *verbindendes und einigendes Band* hat. Während sonst an sich die Bevölkerung von Nied. Indien in zahllose Völker und Stämme zerteilt ist, die durch Sprache und Sitten von einander getrennt sind, und ausserdem auch die Glieder desselben Volkes überall eine ausserordentlich geteilte und zersplitterte Masse darstel-

len — ein Umstand der neben manchen Schwierigkeiten die er mit sich bringt, jedenfalls die Oberherrschaft über das weite Land bedeutend erleichtert und den Widerstand gegen dieselbe ungefährlich macht — stellt der Islam das einzige sie einigende Band dar. Es ist schon des öftern darauf hingewiesen, dass das malaiische Element, und die malaiische Sprache, diese lingua franca des indischen Archipels, ein Hauptträger des Islam und zugleich ein die einzelnen Nationalitäten verwischendes und zerstörendes Element sei. Auf den Buitenbezittingen wenigstens ist dass der Gang der Dinge, dass, wenn die Leute den Islam angenommen und die malaiische Sprache, wenn auch nur sehr notdürftig, gelernt haben, nicht mehr für Dajakken, Battaks oder was sie sonst sein mögen, gelten wollen, sondern sich stolz »orang malaju" nennen. Durch das leicht bewegliche wandernde malaiische Element und nicht minder durch die noch immer wachsende gemeinsame Wallfahrt nach Mekka werden sich die Angehörigen der verschiedenen Stämme und Völker mehr und mehr ihrer religiösen Zusammengehörigkeit und Gemeinsamkeit der Interessen und, was das schlimmste ist, ihres gemeinsamen Gegensatzes gegen das holländische Gouvernement bewusst. Während sonst auf allen Gebieten Javanen und Malaien die Ueberlegenheit ihrer holländischen Herrscher anerkennen müssen, haben sie an ihrer gemeinsamen Religion ein Gebiet gefunden, wo sie sich besser dünken als jene und wo sie also mit Verachtung auf die »Kafirs" herabschauen können. So ist also dieses alle Völker des Archipels vereinigende Band zugleich durchwoben von Hass und Feindschaft gegen die europäische Herrschaft.

Das führt uns auf den zweiten Punkt, dass nämlich offenbar nach dieser Seite ein *Umschwung zum Schlimmeren in dem Islam* stattfindet. Während früher vielfach ein Geist grösserer Verträglichkeit und Ergebung in die einmal bestehenden Verhältnisse vorherrschend war, entsprechend der damals herrschenden Sjafeietischen Richtung, hat sich jetzt mehr und mehr die unverträgliche, den Christen viel feindlicher gegenüber tretende Hanifietische Richtung ausgebreitet. Was hier und da in den Regierungsberichten als eine ganz neue, um nicht zu sagen unerhörte, Lehre der Feindschaft gegen die Christen bezeichnet wird, ist ja im Grunde gar nichts anders als nur der Ausdruk des mehr zum Selbstbewusstsein erstarkenden mohammedanischen Geistes überhaupt, der gar nicht anders *kann*, als diese Stellung den Ungläubigen gegenüber einnehmen. »Nach vieler Leute Urteil sollte die fanatische mohammedanische Gesinnung nicht nach Indien gebracht worden sein, weil sie nämlich nicht gleich etwas davon spüren. Als ob nicht

auch anderwärts die Gläubigen gelernt hätten, sich sei es denn auch zähneknirschend unter den Feind Allahs zu beugen und zu kriechen." [1])

Fragt man nun aber nach den Quellen, auf welche dieser Umschwung, diese Steigerung des moslimschen Selbstbewusstseins sowie der Feindschaft gegen die Herrschaft der Ungläubigen zurück zu führen sei, so bringt uns das auf den dritten hierher gehörigen wichtigen Punkt, nämlich die *Anlehnung des Islam in Nied. Indiën an den übrigen Islam* und dessen Haupt den Sultan, sowie die von daher erfolgende Beeinflussung und Stärkung desselben. Es gehört ja zum Glauben der Moslim, dass sie alle, sobald sie nur zum vollen Selbstbewusstsein und Erkenntnis ihrer Pflichten kommen, sich auch als Leute ansehen müssen, die von Rechts wegen dem Sultan als Unterthanen zu gehorchen haben. So viel man weiss, hat ja aus dem ganzen indischen Archipel bis jetzt nur Atchin hie und da Verbindung, Anlehnung und Stärkung bei dem grossen Oberherrscher aller Moslim, dem Sultan von Stamboul, gesucht und man kann ja wohl sagen, die Sache ist ja zunächst ganz ungefährlich. Indessen bei den tausendfachen Beziehungen und Verbindungen, wie sie durch die so bedeutenden arabischen Elemente und durch die wachsende Zahl der Mekkapilger mit Arabien, der Wiege und dem Mittelpunkt des Islam gebildet werden, kann es uns nicht verwundern, dass der Islam in Nied. Indiën auf diesem Wege eine mächtige Kräftigung und Vertiefung erfährt. Aus verschiedenen Gegenden von Java, von Sumatra, Borneo und anderwärts wird eine sichtliche Erstarkung des religiösen Eifers — wie er sich ja auch in der grösseren Anzahl Hadji's kund giebt — berichtet, und die weite Verbreitung solcher aus Arabien stammenden Schriften wie das Serat Achir-ing-djaman (Schrift über die letzten Dinge), in der von dem Siege des Islam über alle seine Feinde u. a. auch über den König von Holland mit grossem Wohlgefallen berichtet wird, oder der andern »die letzte Ermahnung Mohammeds an seine Gemeinde", in der durch den Hinweis auf das nahe bevorstehende Kommen des jüngsten Tages (»der Stunde") an die zuvor noch nothwendig erfolgende allgemeine Ausrottung der Ungläubigen erinnert wird — sollten als bedeutsame Zeichen der Zeit nicht übersehen werden. Herr Verkerk Pistorius schrieb vor 14 Jahren in dem schon oben erwähnten Buche: »Es besteht augenblicklich noch keine Gefahr, es kann vielleicht noch lange dauern, ehe wir die ersten Stösse der Bewe-

---

[1]) Dr. Snouck Hurgronje.

gung auf religiösem Gebiet fühlen, vielleicht bleiben sie ganz aus, aber man täusche sich nicht, das Wölkchen, das kaum sichtbar am Horizont aufsteigt, kann auch, ehe man es vermutet, zu einem gewaltigen Sturm anwachsen." Ich meine, diese Warnung ist heute bei der so wesentlich *veränderten Situation in der Gesammtlage des Islam* erst recht am Platze.

Das türkische Reich nicht nur, sondern auch alle andern mohammedanischen Staaten verlieren den europäischen christlichen Staaten gegenüber unaufhaltsam immer mehr von ihrem Ansehn und Macht von Land und Leuten. Immer grösser wird die Zahl der Moslim, die unter christliche Herrschaft geraten, und der schliessliche endgültige Zusammenbruch der Herrschaft des Sultans, die nur noch eine jämmerliche Scheinexistenz fristet, kann ja nur eine Frage der Zeit sein. Was für eine Wirkung das aber auf den ganzen Bestand des Islam haben muss, wenn einmal alle Moslim unter die Herrschaft der Kafirs gekommen sein werden und kein unabhängiger Sultan als ideeller Beherrscher aller Gläubigen mehr vorhanden ist, das lässt sich schwer im voraus sagen; man kann sich einen Zustand des Islam ohne einen Sultan kaum vorstellen. Eins aber darf man mit Sicherheit behaupten, dass mit dem zunehmenden Niedergang der politischen Macht der mohammedanischen Welt auf der andern Seite eine Steigerung und Neubelebung des religiösen Bewusstseins parallel läuft und zwar wenigstens teilweise grade durch jenen Niedergang wachgerufen und gestärkt. Daraus kann man aber weiter mit Sicherheit den Schluss ziehen, dass der Zusammenbruch des Islam als politische Macht nicht ohne bedeutende Erschütterungen und Convulsionen in allen von Moslim bewohnten Ländern bleiben kann. Mit Recht hat man gesagt, dass grade in der zunehmenden Macht der Kafirs ein Hauptgrund dafür zu suchen sei, weshalb in unsern Tagen so viel Mahdis auftreten. Jedenfalls verdient unter diesen Umständen die Entwicklung der Dinge im Sudan und die Erfolge des dortigen angeblichen Mahdi, die volle Aufmerksamkeit auch der Nied. Indischen Regierung, um so mehr, da diese Vorgänge unleugbar von allen Moslim, nachweisbar auch vielfach in Nied. Indien, mit gespannter Aufmerksamkeit verfolgt werden. Wenn man liest, dass schon vor zwei Jahren ein höchst verdächtiger aegyptischer Hadji in Palembang arretiert wurde, der offenbar auch mit Mekka in Beziehung stand, und wenn man dazu nimmt, dass das Nied. Gouvernement ja schon in Atchin zugestandener Maassen einen Religionskrieg gegen Moslim führt, dann können allerlei weitere Befürchtungen nicht mehr als ungegründet gelten, dass nämlich gar leicht bei unvorhergesehenen Er-

eignissen im Sudan und Aegypten von dort her der Funke in das Pulverfass fallen möchte, der den Leitern in Niederländisch Indien denn allerdings zu spät zu der Erkenntnis verhelfen könnte, »dass es doch wirklich Pulver gewesen, mit dem sie so lange gespielt haben." (Dr. Snouck Hurgronje).

Aber welchen Rat soll man denn nun dem Nied. Indischen Gouvernement bezüglich seines Verhältnis dem Islam gegenüber geben? Das ist allerdings keine leichte Sache. Soviel ist ja von vorne herein klar, dass alles was irgendwie den Schein von Unterdrückung oder Verfolgung des Islam erwecken könnte, sorgfältigst zu vermeiden ist, aber auch ebenso sorgfältig sollte man alles unterlassen, was wie ein Liebäugeln mit dem Islam aussieht. Ich glaube nichts ist verkehrter, als wenn man meint, man könne durch derartiges Entgegenkommen die Herzen der Moslim gewinnen, ihrem Widerwillen gegen das bestehende holländische Gouvernement die Spitze abbrechen. Ob solche Berechnung ehemals gegenüber einem noch mehr naiven, nicht zum rechten Selbstbewusstsein gekommenen Islam in Nied. Indien hier und da zutreffend gewesen ist, weiss ich nicht, will es aber zugeben; jedenfalls ist es aber unter den heutigen Verhältnissen ganz gewiss nicht mehr am Platze.

»Der religiöse Sinn des Volkes von Nied. Indien verträgt absolut keine Gleichgültigkeit gegen die Religion und darum haben die Mohammedaner kein Verständnis für die Neutralität der Holländer" (Neurdenberg) und füge ich hinzu absolut kein Verständnis dafür, wenn nun die holländische Regierung, wie bekanntlich so vielfach geschehen, als Beförderer des Islam durch Erbauen von Bethäusern etc. auftritt.

Am 27 December 1881 wurde in Gross Atchin in feierlicher Weise eine neue prachtvolle Missigit, zu welcher zwei Jahre vorher durch den Gouverneur der Grundstein gelegt worden war, der Bevölkerung übergeben. In Gegenwart einer grossen Anzahl von Häuptlingen, die man zum Teil von weit her geholt hatte, überreichte der Gouverneur, umgeben von den höchsten militärischen und bürgerlichen Autoritäten und den Edlen von Kotta Radja, im Namen der Nied. Ind. Regierung, den Schlüssel derselben an Tuku Kadhi Malikul Adil, der denselben im Namen des atjinesischen Volkes annahm und der Regierung dafür dankte. Im Beginn des folgenden Jahres wurden dann auch noch einige Geistliche auf Kosten der Regierung an dieser Missigit angestellt, unter ihnen einer der als Mufti von Atchin anerkannt wurde. Man meinte, diese ganze Massregel habe einen sehr guten Eindruk auf die Bevölkerung gemacht. Nur schade, dass grade seitdem der Krieg wieder

heftiger entbrannt ist als je und nun erst recht den Charakter eines Religionskrieges angenommen hat. Ich meine, das ist eine schlagende Verurteilung dieser ganzen Behandlungsweise des Islam, durch die *Thatsachen.*

Also alle dergleichen Handlungen, die doch eigentlich auf eine Beförderung des Islam hinauslaufen und mit denen man das Wohlwollen der Moslim doch niemals gewinnen wird, sondern höchstens sich ihnen gegenüber noch dazu verächtlich macht, die sollten durchaus unterbleiben. Was die Pilgerfahrt nach Mekka betrifft, so mache man sich klar, das es eine verkehrte und gefährliche Rechnung war, als ob man durch eine Beförderung derselben das Ansehen der Hadjis herabdrücken und dieselben also ungefährlicher machen könne. Man vermeide also auch hier alles, was zur Erleichterung und dadurch zur Beförderung der Sache dienen kann, suche in Gegenteil, wo sich etwa Gelegenheit bieten sollte, die Zahl der Mekkapilger eher wieder etwas ein zu schränken. Im übrigen ignoriere man den Islam so viel man kann und halte dabei doch auf alles was unter den Moslim in Nied. Indien und draussen vor sich geht, ein wachsames Auge. Man lasse ihnen natürlich in allen ihren gottesdienstlichen Handlungen volle Freiheit, so weit dieselben nicht mit der Autorität der Regierung und dem Gehorsam gegen dieselbe in Widerstreit treten; alles aber was diese Grenze überschreitet, das bestrafe man mit fester Hand. Man nehme auf die religiöse Anschauungen und Gefühle der Moslim überall und stets die gebürende Rücksicht, aber jedenfalls nicht mehr als auch auf diejenigen der Christen — selbst wo letztere in der Minorität sind. Vielleicht wäre auf diese Weise schon mehr zu erreichen, als man denkt, indess gebe ich gern zu, dass das alles doch nur Palliativmittelchen sind und dabei nur mehr negativer Art. Das wichtigste Mittel habe ich in der That bis jetst absichtlich noch nicht genannt.

Darüber kann meiner Meinung nach kaum ein Zweifel bestehen, dass, wenn die Holländer von Anfang an in ihren Indischen Besitzungen wirklich als eine christliche Nation aufgetreten wären und sich die Ausbreitung des Christentums hätten angelegen sein lassen, ja wenn sie nur den im Beginn des 17 Jahrhunderts gemachten Anfang der Missionsarbeit kräftig und im richtigen Geiste fortgesetzt hätten — so hätte der Islam niemals diese drohende Ausbreitung in Nied. Indien erlangen können, ja ich glaube sogar, es könnten dort Christentum und Islam jetzt vielleicht sich schon die Wage halten. Aber so viel auch versäumt sein mag, es ist noch nicht alles verloren. Ich bin nun aber ganz and gar nicht der Ansicht, dass das Nied. Indische Gouvernement selbst das

Werk der Mission in die Hand nehmen sollte, im Gegenteil das würde ich für ganz verkehrt halten — nein man gehe nur genau in der Bahn weiter, die das Nied. Ind. Gouvernement in den letzten Jahren immer entschiedener betreten hat, dass man nämlich allen Arbeiten der Missionäre mit entschiedenem Wohlwollen entgegenkommt, ihrer Thätigkeit keine Hindernisse in den Weg legt, im Gegenteil eher solche zu beseitigen sucht, in der richtigen Erkenntnis, dass ihre Erfolge grade in Nied. Indien für das Gouvernement selbst von der eminentesten Bedeutung sind; und man komme auch seinen Verpflichtungen gegenüber den inländischen Christengemeinden ganz und voll nahe, wie ja das seit einigen Jahren auch schon teilweise geschieht.

Schon jetzt ist die Ausdehnung des Christentums auf den Buitenbezittingen doch immerhin schon so, dass sie bedeutend ins Gewicht fällt, namentlich auf den Molukken, aber auch auf Celebes, einigermassen sogar schon auf Sumatra. Was aber Java betrifft, worauf es ja vor allen Dingen ankommt, so ist selbst hier der Stand der Dinge bei weitem nicht mehr so aussichtslos, wie noch vor wenig Jahren, 10,000 christliche Javanen sind ein deutlicher Beweis, dass auch hier noch etwas zu erreichen ist; und wenn man bedenkt, dass sie alle gewesene Mohammedaner sind, und wenn man dabei auf die schnelle Zunahme in den letzten Jahren achtet, so muss man zugeben, das auch auf Java das Missionswerk alle Beachtung von Seiten des Gouvernements verdient.

Einen wichtigen und wie ich glaube folgenreichen Schritt, könnte und sollte aber das Gouvernement nicht länger zu thun aufschieben, nämlich dass man nun endlich ernst machte mit der im Prinzip längst ausgesprochenen aber factisch noch völlig illusorischen bürgerlichen Gleichstellung der eingebornen Christen mit den Europäern.

Ich weiss nicht ob ich es wagen würde, diese Gleichstellung für die inländischen Christen zu fordern, nun aber einmal das Gouvernement selbst dieselbe ausgesprochen hat, sollte es auch den Mut haben, diesen bedeutsamen Schritt zu thun. Eine dahinzielende Petition einer ansehnlichen Zahl von Missionaren ist vor Kurzem abschlägig beschieden, die Zeit dafür sei noch nicht da. Ich meine aber es ist hohe Zeit, dass das Gouvernement durch diese Massregel dem Christentum gegenüber endlich Farbe bekennt und vielleicht würde das mehr dazu beitragen den Moslim zu imponieren als alles Liebäugeln mit dem Islam, und auch der Ausbreitung des Christentums vielleicht mehr dienen als eine positive Unterstützung der Mission.

Auf zwei Punkte möchte ich noch zum Schluss hinweisen, wes-

halb ich in einer grösseren Ausbreitung des Christentums in Nied. Indien bei weitem das wichtigste Sicherheitsmittel gegenüber dem drohenden Islam sehe. Man hat den Islam in Nied. Indien mit Pulver verglichen, hat auch auf die Priester und Hadji hingewiesen als die Drähte, vermittelst deren einmal plötzlich ein einziger Funke diese ganze Pulvermasse zum Explodieren bringen könnte. Mit vollem Recht, und ich meine wir haben oben gesehen, die Zeit ist gewitterschwül genug, so dass man sich in der That auf so etwas einigermassen gefasst halten muss. Nun giebt es aber ein Mittel, wie es bei Transport von Pulver hie und da angewandt worden ist, um demselben die Fähigkeit des Explodirens zu nehmen und es also ungefährlich zu machen, nämlich dass man es mit einem anderen Stoffe, etwa mit Sand untermischt. Einen solchen ähnlichen Dienst könnten die Christen vielleicht selbst schon, wenn sie nur erst einen geringen Procentsatz der Bevölkerung von Niederl. Indien bilden,auch leisten, und das wäre von unberechenbarem Wert für das Gouvernement. Wenn ich mir z. B. denke, dass ein beträchtlicher Teil des Battavolkes und der Bewohner von Nias Christen sind, und so also zwischen Atchinezen und Malaien eine christliche Scheidewand gebildet ist, so wird die ganze Situation auf Sumatra mit einem Schlage in dieser Beziehung eine ganz andere.

Indessen das ist ein Zukunftsplan. Das zweite was ich noch sagen wollte, bezieht sich auf die Gegenwart. Schon jetzt wäre es ganz wohl möglich, das inländische Element in der Nied. Indischen Armee ausschliesslich aus Christen-Inländern bestehen zu lassen, und würde das meiner Meinung nach eine für die Zuverlässigkeit der Armee unter allen Umständen, auch einem grössere Dimensionen annehmenden Religionskriege gegenüber äusserst wichtige Massregel sein. Man würde dabei allerdings mit möglichster Stille und allmählich aber doch nicht langsam zu verfahren haben.

LES FORCES PRODUCTIVES
DE
l'Australasie britannique.

PAR E. LEVASSEUR.

(Suite.)

VII.

LE GOUVERNEMENT ET L'ADMINISTRATION.

L'Angleterre a transmis à ses colonies son esprit politique et ses habitudes d'autonomie. Chacune d'elles (à l'exception de l'Australie occidentale qui est une Colonie de la Couronne [1])) jouit d'un gouvernement parlementaire, fait à l'imitation de celui de la mère-patrie; mais, d'une part, sans l'aristocratie héréditaire de la chambre des Lords, d'autre part, avec une beaucoup plus grande concentration de pouvoirs sous certains rapports, particulièrement sous celui des voies de communication, les chemins de fer étant presque partout la propriété de l'Etat. Le gouverneur, qui représente la Couronne d'Angleterre, gouverne par l'organe d'un ministère responsable; un parlement, composé d'une chambre haute et d'une chambre basse qu'on désigne en général par les noms de Conseil législatif et d'Assemblée législative, et qui procèdent, la première d'une nomination gouvernementale ou d'un suffrage restreint, l'autre d'un suffrage plus large et même presque universel, fait les lois et préside en réalité à l'administration du pays.

Entre ces colonies, il y a des nuances politiques et économiques. Les intérêts et les tendances ne sont pas partout les mêmes; il y se produit même de vives rivalités d'influence et, sur quelque points, des velléités séparatistes: Victoria, avec son caractère démocratique et ses prétentions manufacturières, paie une indemnité à ses députés et vote des tarifs de douanes protectionnistes, imposant des droits

---

[1]) Ces colonies sont devenues entièrement indépendantes depuis la suppression du système pénitentiaire (à Queensland en 1839, dans la Nouvelle-Galles en 1849).

qui s'élèvent jusqu'à 25 %, sur des objets que lui fournit ordinairement l'Angleterre; la Nouvelle-Galles, au contraire, plus aristocratique et agricole, a adopté un régime libéral en matière de douanes; dans Queensland, les colons du nord veulent disposer à leur gré des travailleurs, plus ou moins librement engagés, qui cultivent la canne, et Rockhampton menace de se séparer des colons du sud de Brisbane qui condamne tout esclavage déguisé. Quoiqu'aucune loi locale n'entre en vigueur sans avoir la sanction, directe ou indirecte, de la Couronne d'Angleterre, les Colonies ont donc, en fait, une large autonomie et elles en usent quelquefois contrairement même aux intérêts de la métropole.

La législation anglaise est d'ailleurs en vigueur en Australasie, tant qu'elle ne se trouve pas en contradiction avec une loi particulière de la Colonie et la Colonie peut elle-même se donner des lois particulières, pourvu que celles-ci ne soient pas en opposition avec les lois fondamentales de l'Angleterre.

Les groupes de population qui se forment, administrent leurs propres affaires, nomment des administrateurs et lèvent des taxes sur leurs habitants; quand ils ont acquis une importance suffisante, ils demandent et obtiennent une charte qui les érige en municipalité ou en cité. Dès que le groupe a acquis quelque consistance, on est certain d'y trouver des écoles, des bibliothèques, des temples, des hôtels, des banques, la poste, qui transmet la correspondance et l'argent, la caisse d'épargne, le télégraphe, un journal. [1]) Les villes sont éclairées au gaz; des tramways sillonnent les rues et les faubourgs; l'emploi du télephone est répandu. Dans les campagnes, la culture se fait avec des machines. Ces sociétés nouvelles s'outillent dès leur début avec tous les instruments de la civilisation la plus avancée.

---

[1]) M. Cotteau, qui, en 1884, visitait la ville naissante de Byrock, située à l'extrémité de la voie ferrée, à 733 kilomètres de Sydney, donne une idée juste de la manière dont s'organisent ces populations.

„Là, je puis dire que j'ai assisté à la naissance d'une ville australienne. Dans la plaine aride, immense, absolument déserte il y a deux mois, s'élèvent de tous côtés des constructions de briques, de bois, de tôle ou simplement d'écorce d'eucalyptus. On compte déjà 10 boutiques bien approvisionnées, 6 entrepôts de laine, 5 hôtels, 3 salles de billards, 2 jeux de boules, plusieurs boulangeries, boucheries, etc. Deux grandes rues s'alignent le long du chemin de fer; d'autres rues transversales sont amorcées. La population dépasse déjà 250 habitants, et on va construire une école pour 30 enfants.

„Des ballots de toutes sortes de marchandises jonchent le sol, provisoirement abritées sous des bâches; des Chinois campent sous une hutte grossière, faite de branchages; de nouveaux arrivés n'ont encore d'autre domicile que la charrette qui les a amenés. Cependant, de confortables voitures de maître, de lourdes diligences, d'énormes camions attelés de huit ou dix chevaux arrivent ou repartent, soulevant sur leur passage des nuages de poussière."

L'aspect des cités rappelle la vie anglaise. Le dimanche, les boutiques sont fermées, les rues sont désertes, les parcs sont la promenade favorite de l'après-midi. Il n'y a guère que Melbourne qui ait un aspect gai le dimanche et où l'on trouve des mœurs plus cosmopolites à cet égard.

Dans les campagnes, le fermier vit d'ordinaire solitaire, loin de toute relation; des ouvriers, en trop grand nombre, cherchent dans l'ivrognerie leur principale distraction.

Le nombre des grandes villes est encore bien restreint. Le recensement de 1881 n'a compté que deux agglomérations de plus de 200,000 individus et, en tout, 12 agglomérations de plus de 20,000 [1]), nombre correspondant à peu près au tiers de la population totale de l'Australasie.

Les colonies font de grands sacrifices pour l'instruction, qu'elles regardent avec raison comme une des conditions essentielles de la civilisation et de la démocratie. Elles ont pour la plupart un ministre spécial de l'instruction publique. L'instruction primaire y est gratuite, excepté dans la Nouvelle-Zélande; elle est obligatoire; les écoles entretenues par le gouvernement n'ont pas en général de caractère confessionnel [2]). L'instruction secondaire est donnée dans

---

[1]) Nous disons agglomérations, parce que les nombres ci-dessous comprennent la ville et les faubourgs (excepté pour Hobart et Wellington, où la ville seule est comptée): ainsi la cité proprement dite de Melbourne n'avait en 1831, que 65,000 habitants et Ballarat forme deux municipalités.

Villes de plus de 20,000 habitants au 1 Avril 1881.

				Estimation pour 1884 par milliers d'hab.
(avec les Faubourgs)	Melbourne	(V)	282,947	320
	Sydney	(N. G)	224,211	300
	Adelaïde	(A. M)	67,954	80
	Duncain	(N. Z)	42,794	50
	Ballarat	(V)	41,087	55
	Sandhurst	(V)	38,420	40
	Brisbane	(Q)	31,109	45
	Auckland	(N. Z)	30,952	45
	Christchurch	(N. Z)	30,715	35
(la Ville seult)	Hobart	(S)	27,248	30
	Geelong	(V)	20,682	28
(la Ville seult)	Wellington	(N. Z)	20,563	25

[2]) Les lois qui régissent l'instruction primaire datent de 1872 pour Victoria, de 1880 pour la Nelle Galles, de 1875 pour Queensland et l'Australie Mérle, de 1871 pour l Australie Occle, de 1868 pour la Tasmanie, de 1878 pour la Nlle-Zélande. Plusieurs colonies, particulièrement Victoria, la Nelle-Galles, l'Australie Mérle, ont un ministère spécial de l'instruction publique. L'obligation existe pour Victoria (de 6 à 15 ans), la Nouv. Galles (de 6 à 14 ans), l'Australie Mérle, l'Australie Occle, la Tasmanie; la gratuité absolue pour Queensland et la Nlle-Zélande; la laïcité complète pour Victoria, Queensland, l'Australie Mérle. Dans toutes les Colonies, le pays est divisé en districts scolaires administrés par des bureaux d'écoles.

un grand nombre d'écoles de grammaire, de hautes écoles et de colléges dont quelques-uns sont subventionnés par le gouvernement. Il y a cinq universités, celles de *Sydney*, *de Melbourne* [1]), *d'Adelaïde*, *de Nouvelle-Zélande* et *d'Otago*, qui ont droit de conférer des grades au même titre que les universités anglaises, une école de technologie à *Melbourne*, un collége technique et des écoles d'art à *Sydney*. Aussi l'éducation est-elle un des chapitres les plus couteux des budgets coloniaux. Les travaux publics, les chemins de fer qui appartiennent à l'Etat, les postes et télégraphes, l'assistance publique sont aussi, avec l'intérêt des dettes publiques, les chapitres les plus importants de la dépense. Au budget figure la défense militaire que la métropole laisse aujourd'hui à la charge de ses colonies, dépense minime en Australasie, comme aux Etats-Unis. Il n'y a pas de budget des cultes, toutes ces colonies ayant supprimé cette dépense et laissé aux fidèles le soin de pourvoir à l'entretien de leur culte.

La vente des terres publiques, le produit des chemins de fer, des postes et télégraphes, les douanes sont, d'autre part, les principales sources du revenu. Les deux tableaux suivants font voir quel a été, depuis 1860, l'accroissement des budgets et des dettes des sept colonies. Celui du revenu public à été plus rapide encore que celui de la population; il était de 187 millions de francs pour les sept colonies en 1860 et de 537 en 1883 [2]). Il ne suffit pas cependant à l'outillage couteux de ces sociétés qui ont des ports, des chemins de fer à construire, beaucoup d'autres travaux nécessaires à l'outillage de la civilisation à exécuter et qui, confiantes dans leur développement ont une grande hardiesse pour les entreprendre

---

[1]) Comme exemple, nous citons l'université de Melbourne, qui, en 1880, avait 301 étudiants, dont 73 pour les arts, 52 pour le droit, 35 pour la génie civile, 141 pour la médecine et qui delivrait 51 diplômes, 4 de bachelier et 5 de maître dès arts, 9 de bachelier et 3 de docteur en médicine, 12 de bachelier en chirurgie, 8 de bachelier en droit.

[2]) Revenu public (par millions de francs).

	1860	1870	1880	1883
Queensland	4.5	19.7	40.3	64.6
Nouvelle-Galles du sud *	47	64.4	122.6	162
Victoria	77.1	81.5	115.5	140.3
Australie méridionale *	12.6	21.9	50.7	51.5
Australie occidentale	1.7	2.4	4.5	7.9
Tasmanie *	10.3	6.7	11	14
Nouvelle Zélande *	13.7	43.3	82.1	96.8
Total	166.9	239.9	426.7	537.1

* Dans le revenu public de ces quatre colonies, le produit des emprunts est compris. Il ne l'est pas pour les trois autres colonies.

et pour engager des dépenses. Aussi les colonies ont-elles toutes contracté des dettes dont le montant s'élevait, en 1883, à 2728 millions de francs [1]). C'est une dette de fr. 800 par habitant, supérieure par conséquent à celle que les Français ont à supporter.

VIII.

LA PRODUCTION DES MINES.

L'or a été une des principales causes de la rapide fortune de l'Australasie. [2]) La découverte du précieux métal en 1851 dans la *Nouvelle-Galles* et dans *Victoria*, bientôt après dans *Queensland*, dans la *Tasmanie*, dans la *Nouvelle-Zélande*, fit affluer les immigrants. Beaucoup trouvèrent la misère au lieu de la richesse qu'ils avaient rêvée; mais les terres, qui n'attendaient que le travail de l'homme pour devenir fécondes, ont gagné des cultivateurs. Cependant l'extraction a d'abord donné pendant quelque temps de magnifiques résultats; aucune période n'a égalé celle de 1856 à 1860 pendant laquelle le rendement annuel à été en moyenne de plus de 300 millions de francs; une année même (1853) il a atteint 350 millions.

Les moyens de production étaient très simples au début; ils se sont perfectionnés avec les années et ils ont dû nécessairement devenir plus puissants et ils ont nécessité l'emploi de gros capitaux, lorsque les mineurs ont pénétré dans les couches profondes d'allu-

---

[1]) Dettes Publiques (par millions de francs).

	1860.	1870.	1880.	1883.	par hab. en 1883 en francs.
Queensland	1.7 *)	87.7	304.8	372.7	1300 frs.
Nelle-Galles du sud. .	95.7	247.-	372.6	540.8	622 »
Victoria.	127.9	298.1	551.5	607.7	650 »
Australie Méridle . .	21.7	48.6	246.6	347.3	1140 »
Australie Occidle . .	0.04	0.8	9.-	15.3	382 »
Tasmanie	10.-	31.7	48.6	59.6	472 »
Nouvelle-Zélande. . .	14.8	196.-	714.6	784.6	1455 »
Totaux. . .	271.84	909.9	2447.7	2728.-	882 frs. en moyenne

*) Année 1861.

[2]) La vente des terres publiques dans les colonies d'Australie a produit 7,226,000 frs. pendant les cinq années (1846—1850), qui ont précédé la découverte de l'or, soit 1,445,200 frs. année moyenne; elle a produit 126,536,900 frs. dans les cinq années qui l'ont suivie (1852—1856), soit 24,307,380 frs. année moyenne.

vions anciennes ou attaqué les roches quartzeuses qui renferment les filons de métal.

Néanmoins l'extraction ne s'est pas soutenue à la hauteur qu'elle avait tout d'abord atteinte, comme on peut en juger par le tableau de la production et par la figure ci-jointe (voir la figure N°. 1, représentant, par période et par colonie, la production annuelle de l'or) qui indiquent la production moyenne par périodes quinquennales.

En 1882, la production totale, quoiqu' un peu supérieure à celle des quatre années précédentes, n'a pas dépassé, d'après les estimations officielles, *175 millions de francs*[1]. Cependant, de 1851 à 1882, l'Australie a produit près de 7 *milliards et* $^1/_2$ *de francs* en or, dont les sept dixièmes proviennent *de Victoria*. Les douanes accusent dans le même temps une exportation de plus de 6 milliards et $^1/_2$; l'excédent a du, ou rester dans le pays, ou passer les frontières sans déclaration, ce qui arrive fréquemment pour une marchandise aussi facile à dissimuler.

Les autres métaux, *argent* de *Victoria*, *cuivre* de *l'Australie méridionale*, *étain* de *la Nouvelle-Galles*, de *Queensland* et de *la Tasmanie*, ne sont pas sans importance: l'extraction, en 1882, avait une valeur totale d'environ 80 millions de francs[2].

Le *charbon de terre*, que la *Nouvelle-Zélande*, *Queensland* et la *Tasmanie* exploitent (environ 2 millions $^1/_2$ de tonnes en 1882), a plus d'importance encore pour l'avenir de l'industrie locale.

IX.

LA PRODUCTION EN CÉRÉALES.

L'agriculture a déjà donné, et elle promet à l'Australasie dans l'avenir, par le labourage et l'élevage, une richesse bien plus abondante et plus durable que les mines d'or, parce que c'est une richesse que l'homme crée, renouvelle et augmente par son travail et que le fonds auquel ce travail peut s'appliquer est loin, comme

---

[1]) Certaines statistiques réduisent même à 160 millions la production de l'année 1882. En 1883, il y a encore une diminution: la production est évaluée à 140 millions de francs.

[2]) Valeur en millions de francs.

	argent.	cuivre.	étain.	antimoine.
Nouvelle-Galles	0.4	14.4	20	
Victoria	1.3	2.5	8.8	
Australie méridionale		11.5		4.1
Queensland			14	
Tasmanie			9	

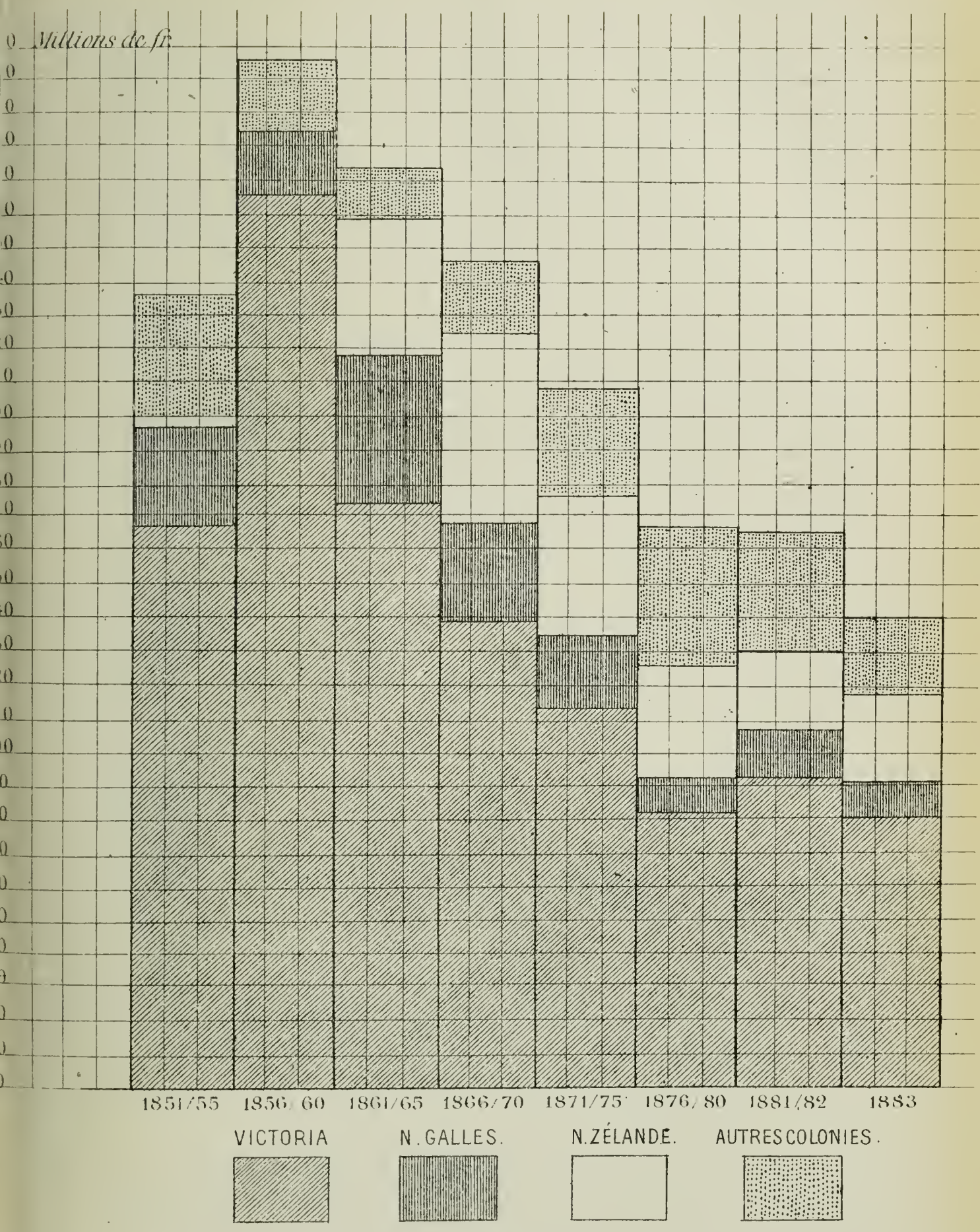

Fig. N° 9. Moyenne annuelle de la production de l'or par périodes quinquinnales et par colonies.

nous l'avons dit, d'être employé tout entier. Quelques chiffres suffisent pour faire juger du progrès général en Australasie : le nombre d'hectares en culture était de 176.000 hectares en 1858, de 480.000 en 1870, de 3.110.000 en 1883 [1]). Dans la Tasmanie et dans les trois colonies orientales de l'Australie, l'étendue des terres en culture augmente à peu près dans la même proportion que la population; dans l'Australie méridionale et dans la Nouvelle-Zélande, elle a même augmenté (de 1869 à 1880) beaucoup plus rapidement, ainsi que le montre la figure ci-jointe. (Voir la figure N°. 10, représentant le nombre d'acres — 1 acre = 0.40 hect. — en culture par habitant dans les six principales colonies de 1868 à 1880.)

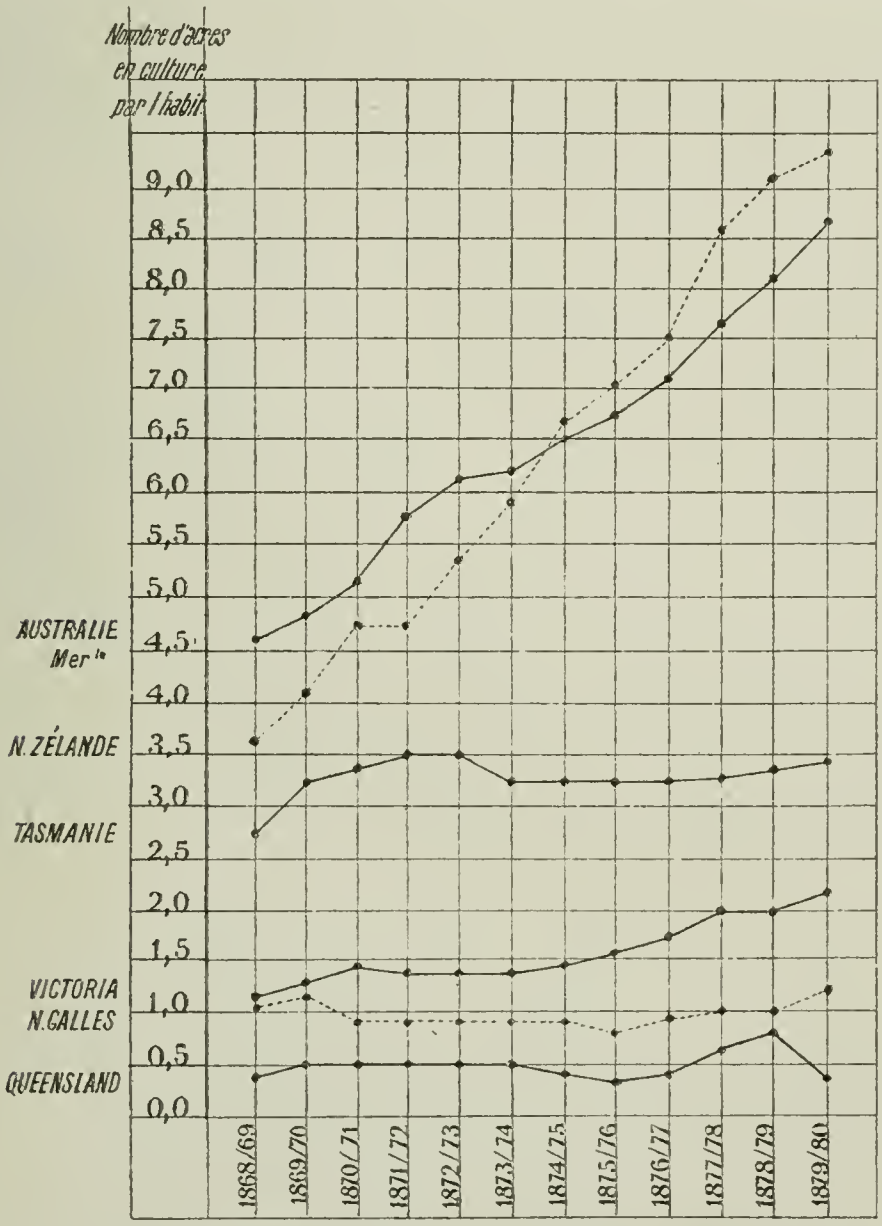

Fig. No. 10. Nombre d'acres en culture par habitant dans les six principales colonies.

[1]) Celui des terres cultivées en céréales était de 760,000 hectares en 1870 et de 1,610,000 en 1882.

La culture est relativement facile; elle n'a presque pas besoin de fumier sur des terres qui ne sont pas encore fatiguées; elle se contente de labours peu profonds et, comme la rente de la terre est à peu près nulle, le prix de revient des produits, malgré le taux élevé des salaires [1]), est faible.

Le rendement moyen des terres cultivées en froment est généralement moindre que celui de la France (qui est d'environ 15 hectolitres à l'hectare) dans *Victoria*, dans la *Nouvelle-Galles* et surtout dans l'*Australie méridionale*, (env. 9 hectolitres à l'hectare); mais il lui est supérieur dans *Queensland*, dans la *Tasmanie* et surtout dans la *Nouvelle-Zélande*, où les documents officiels le portent à 26 hectolitres à l'hectare [2]) (moyenne de 1869 à 1883). (Voir la figure N°. 11, représentant le rendement par acre des six principales colonies, de 1869 à 1883. — Le rendement en boisseaux, par acre peut être considéré comme équivalant à peu près au rendement en hectolitres par hectare; il n'est inférieur que d'environ $^1/_{10}$).

RÉCOLTE DES CÉRÉALES (par millions d'hectolitres).

COLONIES.	FROMENT			AUTRES CÉRÉALES
	1856	1873	1883	1883
Queensland	?	0.03	0.01	0.51
Nouvelle-Galles du sud	0.60	0.81	1.4	1.73
Victoria	0.63	1.72	5.6	2.30
Australie méridionale	?	2.24	5.2	0.11
Australie occidentale	?	0.12	0.1	0.03
Tasmanie	0.42	0.34	0.2	0.27
Nouvelle-Zélande	?	1.23	3.5	3.34
	?	6.49	16.—	8.29

Le climat humide et le sol volcanique de la Nouvelle-Zélande sont favorables à la culture. Au contraire, les sécheresses de l'Australie sont redoutables aux récoltes et font varier beaucoup le rendement. Dans l'ensemble, malgré les défaillances de l'Australie occidentale et de la Tasmanie et l'état a peu près stationnaire de l'Australie méridionale où le nombre d'hectolitres récoltés n'a pas

[1]) En 1880, on payait, dans la colonie de Victoria, au laboureur 19 sh. 7 d. par semaine (env. 25 fr.) avec la nourriture, un garçon de ferme 16 sh. 10 d. (env. 21 fr.)

[2]) Ce rendement est si élevé qu'on pourait le mettre en doute; cependant la tatistique officielle n'a jamais enregistré depuis 1869, un rendement inférieur à 22.

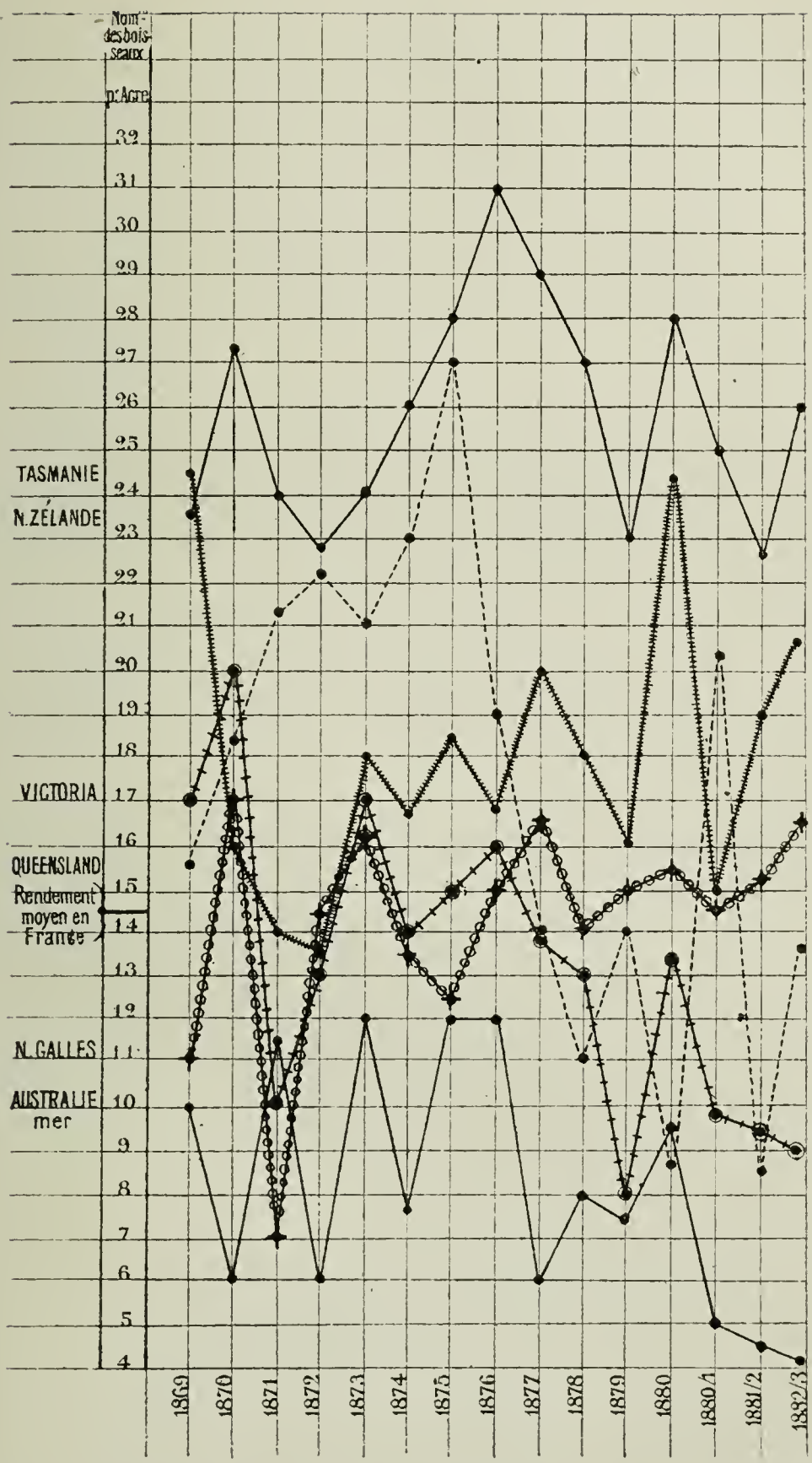

Fig. 11. Rendement en boisseaux par acre cultivé en froment dans les six principales colonies.

suivi la progression du nombre d'hectares ensemencés, il y a un progrès considérable.

La récolte du *froment* était de 3 à 4 millions d'hectolitres en 1862, de 6 millions ½ en 1873 [1]; dix ans après, en 1883, elle atteignait 16 millions. *L'avoine* (2 millions d'hect. en 1867 et 6 millions d'hectolitres en 1883), céréale des pays froids, n'a d'importance que dans les trois colonies du sud, *Tasmanie*, *Victoria* et *Nouvelle-Zélande*, où la récolte a triplé en dix ans; le *maïs* (env. 1 million en 1867 et 2 millions d'hect. en 1882) n'en a que dans celles du nord, *Nouvelle-Galles* et *Queensland*. Les autres céréales, *orge*, etc., donnent en tout moins d'un million d'hectolitres.

La *pomme de terre* est un des produits essentiels de la culture anglo-saxonne; la récolte de 1883 était *de 393 millions de kilogrammes*, dont plus des sept dixièmes étaient recoltés dans *Victoria* et dans *la Nouvelle-Zélande* [2], c'est-à-dire dans la partie la moins chaude.

Le *tabac* de la *Nouvelle-Galles* et de *Victoria*, qui est moins employé pour la fabrication des cigares que pour le lavage des toisons, le *coton* et *la canne à sucre* de *Queensland*, deux cultures dont le manque de bras gêne un peu le développement, mais dont la seconde donne de belles espérances, *le phormium* de la *Nouvelle-Zélande* sont au nombre des produits agricoles qui méritent une mention.

L'Australie aspire, depuis 1858, à devenir une contrée vinicole; le climat s'y prête, et les colons font de grands efforts pour améliorer la fabrication de leurs vins qui sont en général médiocres et de peu de conservation, mais dont plusieurs ont déjà des qualités estimables. Cependant le phylloxera a envahi certains vignobles et la production n'est pas en progrès; elle était de 86000 hectolitres de vin en 1873 et de 59840 en 1883, provenant presque entièrement de *l'Australie méridionale*, de *Victoria* et de *la Nouvelle-Galles*.

X.

LE BÉTAIL ET LA LAINE.

La principale richesse de l'Australasie n'est pas encore dans la culture; elle est et elle restera longtemps dans l'élevage, surtout l'élevage du mouton qui convient parfaitement au climat sec de

---

[1]) Année de faible récolte d'ailleurs; les récoltes de 1870 à 1881 ont été (en millions d'hectol.):

1870 de	5.0 mill. hect.	1874	7.6	1878	9.4	1881	10.7
1871	5.2	1875	7.8	1879	13.2	1882	11.5
1872	7.8	1876	6.7	1880	11.4	1883	16.0
1873	6.4	1877	9.4				

[2]) 3,800,000 hectolitres en 1870
8,130,000 » » 1880
4,820,000 » » 1882

de l'Australie et qui permet d'utiliser de vastes espaces avec peu de bras et peu de capitaux. L'Australie possède, dans la zone tempérée, d'immenses étendues de patûrages maigres et pierreux qui nourrissent à peine un mouton par hectare, sous un soleil chaud [1]). Comme sur les plateaux d'Espagne où s'est formée la race mérinos, l'animal est obligé de marcher beaucoup pour trouver sa nourriture; sa toison y gagne en finesse [2]). Quand il se trouve dans des patûrages humides et plantureux, comme en Nouvelle-Zélande, il tend à devenir un animal de boucherie et à se couvrir d'une laine plus forte.

Non seulement les cultivateurs entretiennent beaucoup d'animaux de ferme sur leurs terres, parce qu'ils n'en mettent en labour que la moindre partie, et qu'ils font des luzernes et autres prairies artificielles, surtout dans *Victoria*, dans l'*Australie méridionale* et la *Nouvelle-Galles* [3]), mais un grand nombre de »squatters" se livrent exclusivement à l'élevage du mouton sur de vastes espaces que les gouvernements leur louent à cet effet et où ils établissent leurs »runs" ou stations. Ces stations ont quelquefois une superficie de plus de cent kilomètres carrés divisés en plusieurs pacages, par des barrières en fil de fer; on y compte par dixaines de mille les têtes de bétail que quelques pâtres à cheval suffisent à garder.

Depuis 1797, date à laquelle les huit premiers mérinos espagnols ont été importés du Cap à Sydney et depuis 1807, année où la première balle de laine a été importée en Angleterre, la race ovine a considérablement multiplié.

---

[1]) L'Australie occidentale est la seule colonie de la zone tempérée dont les patûrages paraissent jusqu'ici convenir médiocrement au mouton.

[2]) Le progrès s'est fait non seulement pour la qualité, mais pour la quantité. La toison donnait, en moyenne, 770 grammes de laine lavée en 1860 et 1,080 grammes en 1877.

[3]) En 1883, il y avait:

	Terres en culture (y compris les prairies artificielles)	Sur ce total, les prairies artificielles et fourrages occupent:
	(milliers d'hectares.)	
Queensland	66	12
Nouvelle-Galles	315	114
Victoria	885	236
Australie méridionale	1100	160
Australie occidentale	24	8
Tasmanie	157	77
Nouvelle-Zélande	563	63
	3110	670

LE BÉTAIL ET LA LAINE EN AUSTRALASIE.

	(Nombres exprimés par milliers d'Unités.)						Exportation de la Laine (Nombres exprimés p. millions de Kilog.)		Porcs (par milliers d'Unités) en 1883.
	Cheveaux en		Boeufs en		Moutons en				
	1856	1883	1856	1883	1856	1883	1856	1882	
Queensland	//	236	//	4246	//	11507	//	11.	53
Nouvelle-Galles du sud	251	327	2023	1641	7736	31796	9	69.2	155
Victoria	69	287	647	1297	4642	10739	10	48.1	233
Australie méridionale	49	164	273	320	1963	6677	4	26.1	109
Australie occidentale	//	33	23	65	178	1315	//	2.5	18
Tasmanie	//	27	88	130	1615	1831	2	3.5	56
Nouvelle-Zélande	//	162	92	699	990	13384	1	29.	200
	//	1.236	3.146	8.398	17.124	77.249	26	189.4 (1)	824
En 1861	//	//	//	4039	//	23.741	//	//	//
// 1871	//	782	//	4713	//	49.773	//	//	737

(1) Y compris le commerce intercolonial, qui est d'environ 18 millions de kilogrammes.

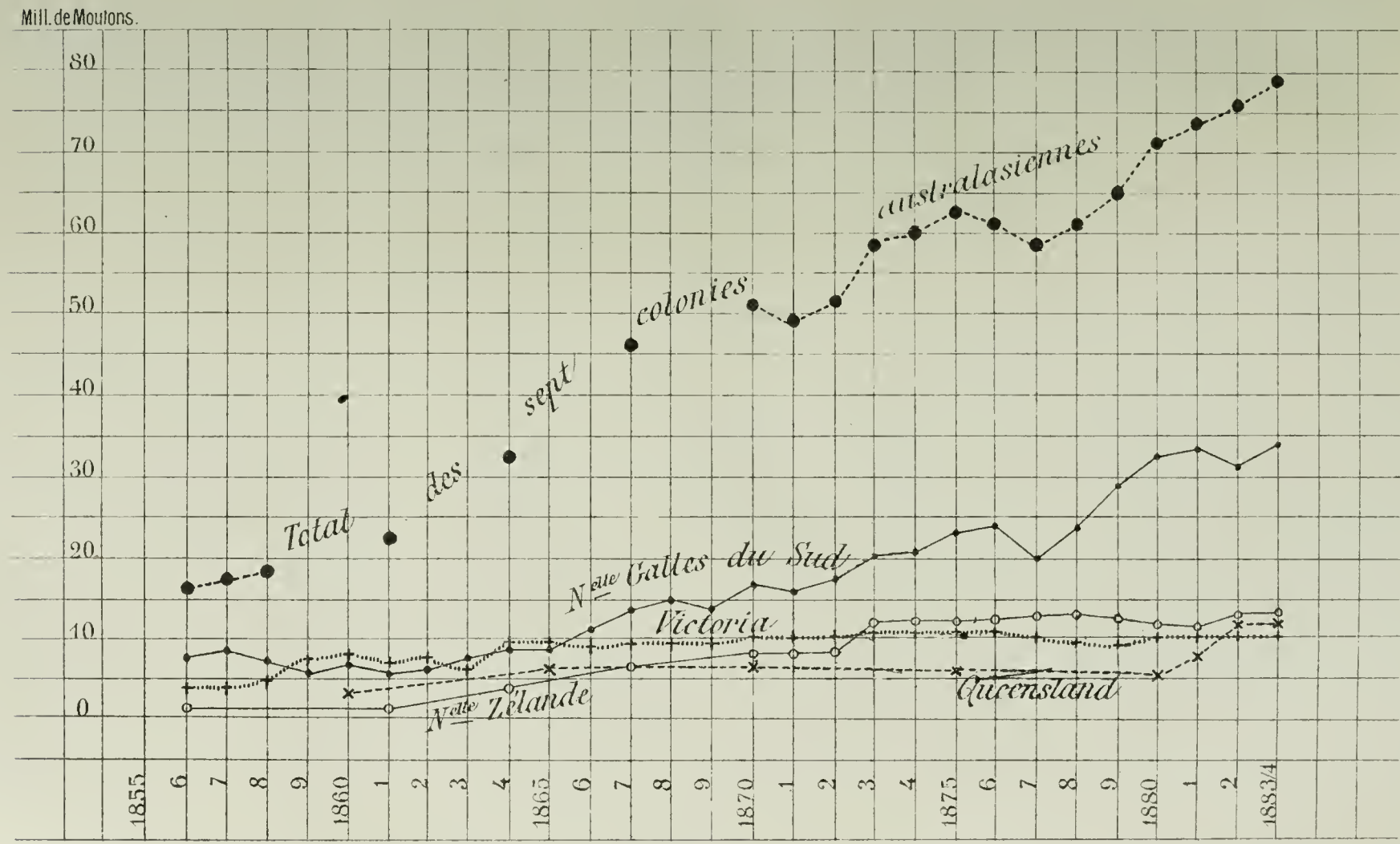

Fig. N° 12 Nombre total des moutons (•——•——•) en Australasie et dans les quatres principales colonies depuis 1856.

L'Australasie possédait 536,000 moutons en 1829, 17 millions en 1856, plus de 49 millions en 1871 et, en 1884, près *de 80 millions ½ de moutons*, d'après les statistiques coloniales [1]). La *Nouvelle-Galles*, qui a toujours occupé sous ce rapport le premier rang, compte à elle seule pour les deux cinquièmes dans ce total; *la Nouvelle-Zélande*, *Victoria* et *Queensland* sont au second rang. Le tableau ci-joint pag. 134, indique l'état du bétail à deux époques et l'exportation de la laine en Australasie; les deux figures, qui l'accompagnent, (figure N°. 12, nombre des moutons dans les colonies Australasiennes, de 1856 à 1884 et figure N°. 13, Répartition des moutons par Colonie en 1883) montrent l'accroissement du nombre des moutons et leur répartition par colonie.

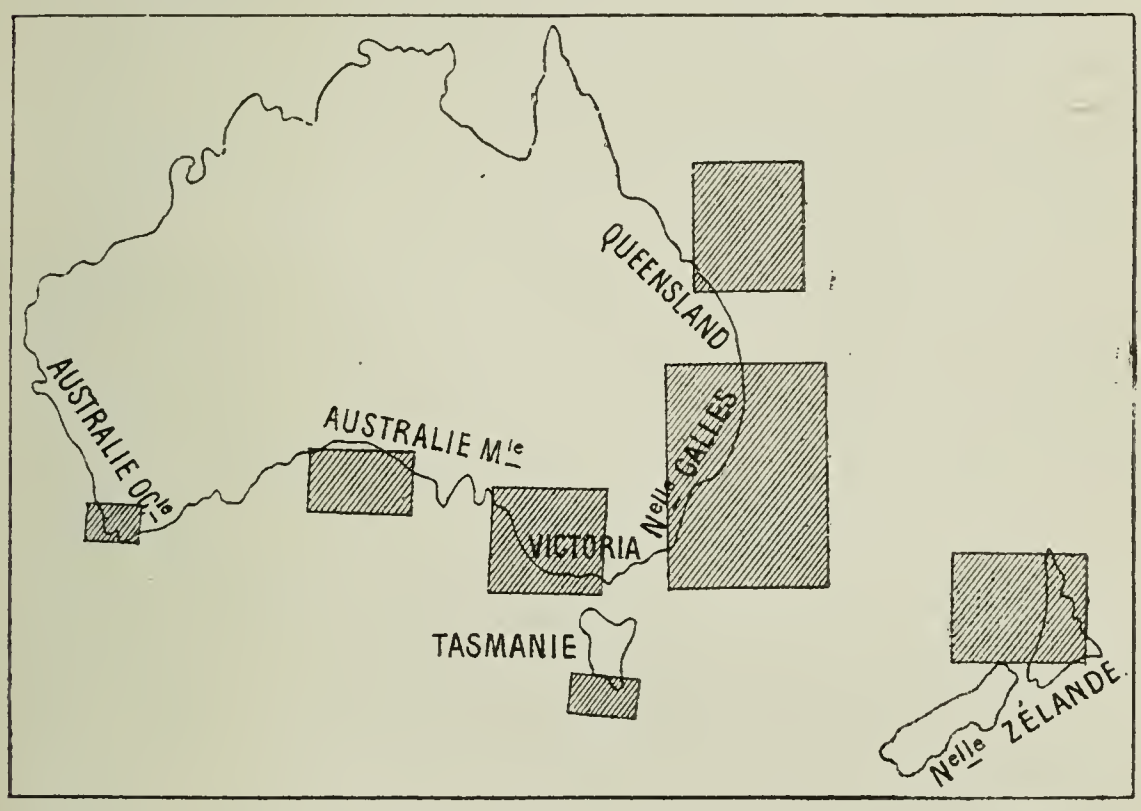

Fig. 13. Répartition des moutons par colonies,
(1 millimètre carré pour 100000 moutons.)

Une conséquence de cette richesse est le bon marché de la viande: le kilogramme de mouton se vendait au détail à Melbourne, de fr. 0.20 à 0.50 le kilogramme en 1882 [2]). Aussi commence-t-on à faire des *conserves* (en boite ou dans la glace) que

[1]) Exactement 79.8 millions d'après des relevés datant de Décembre 1883 et Mars 1884. Le nombre de 77,249, inséré au tableau, se rapporte en général à Mars ou à Janvier 1883. En Mars 1884, la Nouvelle-Galles comptait 34 millions de moutons.

[2]) Il était moins cher à Wellington (frcs. 0.20 à 0.40); plus cher à Adélaïde (0.60 à 1.20) et à Sydney (0.60 à 1.20).

l'on vend aux navires et que l'on expédie jusqu'en Europe; de grandes usines sont déjà installées, pour cette fabrication et plus encore pour la préparation des peaux et cuirs et de la *graisse*, autres articles très importants du commerce de l'Australasie. Un seul navire peut apporter en Angleterre en une quarantaine de jours 27000 carcasses de moutons bien conservées à l'aide d'appareils frigorifiques. Un des docks de Londres est aménagé de manière à recevoir dans des caves, où des machines refrigérantes entretiennent une température constante au-dessous de zéro, ces carcasses enveloppées de calicot, et la viande peut s'y conserver fraiche sans que les frais de manutention par kilogramme soient considérables jusqu'au moment où elle est expédiée sur les marchés. Il y a dans cette industrie nouvelle le germe d'une importante révolution économique.

La *laine* est le produit principal, parce que c'est celui dont le commerce d'exportation est le plus facile. La laine d'Australie est généralement blanche, forte et fine; elle laisse encore à désirer sous le rapport de la longueur des brins. Il y a d'ailleurs, avec une production aussi abondante, des qualités très diverses; quelques-unes communes, comme celle de Manaro, district marécageux de la Nouvelle-Galles, d'autres fines, longues et nerveuses, comme celle de *Tasmanie*, la plus renommée de toutes. L'exportation, qui peut servir de mesure approximative de la production, était d'environ 26 millions de kilogrammes en 1856, et, en 1882, de 189 millions de kilogrammes [1]); la quantité à quintuplé en vingt ans, quoique la sécheresse persistante ait légèrement diminué, de 1880 à 1882, le nombre des moutons [2]) et, par suite, la quantité de laine disponible.

En 1883, les colonies australasiennes possédaient *1.236.000 chevaux, 8.398.000 bœufs* [3]), *824.000 porcs*. *La Nouvelle-Galles* occupait le premier rang par le nombre des chevaux, *Queensland* par le nombre des bœufs. Il y a peu de chèvres et d'ânes; mais les volailles d'Europe se sont multipliés et on commence à élever des *autruches* dans *Victoria* et dans les colonies voisines. (*Australie méridionale* et *Nouvelle-Galles*).

---

[1]) Cette exportation est l'exportation totale, résultant de l'addition des valeurs, exportées par chaque colonie, sans que les quantités réexportées aient été déduites (nous reviendrons sur cette question en traitant du Commerce). Les laines australasiennes valaient, à Londres, en Décembre 1882, de frcs. 3.45 à 2.60 en qualité supérieure, et de frcs. 1.40 à 2.55 en qualité inférieure. Les laines de Tasmanie et de Victoria sont celles qui se côtent le plus haut.

[2]) Ainsi, la Nouvelle-Galles avait 33 millions de moutons en 1881 et 31.79 en 1882; l'Australie méridionale 6.81 en 1881 et 6.38 en 1882.

[3]) Dans Victoria, un quart environ se composait de vaches laitières.

XI.

LA RICHESSE AGRICOLE DE LA POPULATION.

Pour se faire une idée juste de la richesse agricole de l'Australasie, il ne faut pas comparer les récoltes qu'elle produit ou le bétail qu'elle nourrit, à son territoire; car ce territoire est en grande partie inoccupé et les moutons même ne sont qu'au nombre de $8^1/_2$ par kilomètre carré. C'est avec la population qui possède cette richesse que la comparaison doit être établie.

RÉCOLTES ET BÉTAIL PAR TÊTE D'HABITANT (en 1882).

	FROMENT.	AUTRES CEREALES.	CHEVEAUX.	BŒUFS.	MOUTONS.	PORCS.
Queensland	0.2	2.4	0.9	16.4	48.5	0.2
Nouv^lle^-Galles du sud	1.8	2.1	0.4	2.2	38.9	0.2
Victoria	3.5	2.4	0.3	1.4	11.2	0.2
Australie mérid^le^ .	9.0	0.2	0.5	1.0	2.2	0.3
Australie occid^le^ .	2.9	1.0	1.0	2.0	40.0	0.5
Tasmanie	2.8	2.5	0.2	1.0	15.0	0.2
Nouvelle-Zélande .	7.2	7.9	0.3	1.6	25.0	0.4
Moyenne générale pour l'Australasie	3.9	2.6	0.5	3.9	25.8	0.28
Moyenne générale pour la France	3.2 (*)	4.3	0.07	0.3	0.5	0.15

*) La récolte de 1882 en France a été exceptionnellement bonne (122 millions d'hectolitres). La moyenne (100 millions d'hectolitres) donnerait 2.9.

XII.

LA FLORE ET LA FAUNE INDIGÈNES.

La plus grande partie de l'Australie n'offre que des steppes et des déserts pierreux, semés de broussailles épineuses. Cependant il existe, surtout dans *Queensland*, dans certaines parties de la *Cordillère australienne* et dans la *Nouvelle-Zélande*, de vastes étendues boisées [1]). Des arbres caractéristiques de la flore australienne, les *cèdres*, les *acacias*, les *eucalyptus*, qui comprennent un grand nombre d'espèces répandues dans presque toute l'Australie et dont les feuilles pendantes en forme de lame de couteau don-

[1]) L'industrie de l'élevage contribue dans plusieurs régions à rendre le paysage encore plus nu, les propriétaires détruisant les arbres pour que l'herbe pousse mieux.

nent peu d'ombre, les *fougères arborescentes* s'y trouvent en abondance et fournissent des bois d'essences diverses à l'industrie et au commerce; la *Nouvelle-Zélande* possède une flore quelque peu différente; le *phormium tenax* est un des végétaux, qui la caractérisent.

La faune australienne est pauvre. On a compté cent dix espèces de *marsupiaux* dont les plus connus sont les *kangourous;* on trouve le *dingo*, espèce de chien sauvage, redouté des squatters, des *rats* en grand nombre, des *serpents* et des *lézards*, des oiseaux dont le plus grand, *l'emu* ressemble à l'autruche, et parmi lesquels il y a une grande varieté de *perroquets*, un animal bizarre, *l'ornithorynx*, qui tient du mammifère et de l'oiseau, mais qui chassé par les collectionneurs, à presque disparu, beaucoup de *poissons* et de *crustacés*, des quantités considérables de *moustiques* qui incommodent non moins les gens que le bétail. Excepté le poisson dont se nourissent les indigènes et le *kangourou* que l'on chasse, la faune indigène offre très peu de ressources, ce qui explique en partie la condition misérable des sauvages de l'Australie. Ce continent doit les matériaux de sa fortune et de sa civilisation au bétail européen.

XIII.

LA CHASSE ET LA PÊCHE.

On chasse le *kangourou* et quelques animaux d'Europe, qui se sont multipliés en Australie, entre autres le *lapin*, le *buffle* des marais dans le nord-ouest, le *daim* dans la Cordillère australienne. Le *poisson* qu'on pêche en abondance, est encore la principale nourriture des indigènes.

La mer fournit la *nacre;* les tortues sont recherchées pour leur *écaille*, qu'on pêche principalement sur la côte de l'*Australie occidentale*, et divers poissons. On trouve en grand nombre les *chiens de mer* sur la côte de la Tasmanie; des ports de la côte méridionale d'Australie, de la Tasmanie et de la Nouvelle-Zélande partent des navires qui vont dans l'océan Glacial du sud à la pêche de la *baleine*. Les *huîtres* de *Sydney* sont renommées. On pêche *des huîtres perlières* dans le voisinage de l'île *Dirk Hartog*.

XIV.

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE.

Une contrée où l'énergie des habitants trouve dans l'agriculture un emploi illimité, ne peut donner à l'industrie qu'un rôle secondaire. Cependant, comme elle a été peuplée, par une race qui apportait

avec elle les arts et le génie de la civilisation, certaines industries se sont rapidement développées, surtout celles qui sont liées à l'agriculture: la *minoterie* qui compte dans la *Nouvelle-Galles* et dans *Victoria* plus de 300 moulins, la plupart à vapeur, les *brasseries*, les fonderies de *suif*, la préparation des *viandes conservées*, du *sucre*, du *noir animal*, les *distilleries*, les *tanneries*, les fabriques de *machines agricoles* et de *voitures*. L'or a fait créer les *hôtels de monnaie* de *Sydney* et de *Melbourne*. La construction des villes a multiplié les *briqueteries* et des industries se sont installées pour satisfaire non seulement aux besoins journaliers de la vie urbaine, mais aux besoins du luxe et de l'intelligence : telles sont, par exemple, les imprimeries: la variété des bois à donné naissance à *l'ébénisterie* et aux *constructions navales* qui commencent à prendre de l'importance dans la *Nouvelle-Zélande*. L'abondance de la laine a suscité des entreprises de *filature* et de *tissage*; les Australasiens, qui ont la matière première sous la main et qui peuvent faire venir d'Europe des machines et des contre-maîtres, comprennent qu'ils ont intérêt à fabriquer pour leur propre marché certains tissus, et quelques entrepreneurs l'ont tenté avec succès.

Victoria, la colonie dont la population est le plus dense, a la prétention de devenir un État manufacturier, prétention légitime, qu'elle aurait pu soutenir sans s'enfermer, comme elle l'a fait à tort, suivant nous, derrière un tarif de douanes restrictif. Un jour viendra assurément où l'Australasie, — sans jamais se suffire à elle-même, parce qu'un pays vend et achète davantage à l'étranger à mesure qu'il s'enrichit, — exportera des produits manufacturés, comme le font aujourd'hui les Etats-Unis.

La Compagnie de la „Nouvelle Guinée" à Berlin.

Un de nos compatriotes, des plus compétents à cet égard et qui est en relation intime avec la Compagnie de la Nouvelle Guinée, nous a promis obligeamment de nous communiquer, aussi promptement et aussi complètement que possible, tout ce qui a trait aux plans et aux travaux de cette Compagnie.

Nous ouvrons la série de ces communications par les pièces suivantes, l'acte par lequel Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne accepte la suzeraineté des possessions de la Compagnie et lui concède certains droits, et un rescrit du chancelier de l'Empire, qui se rapporte à la nouvelle colonie. Ces pièces, que nous avons reçues après le 1er Juillet, ont été publiées déjà dans les »Nachrichten für und über Kaiser Wilhelms-land und den Bismarck-Archipel" [1]); nous avons pensé cependant qu'il était impossible de les omettre dans la série des communications que nous attendons, parce qu'elles sont nécessaires pour la bonne intelligence des renseignements qui pourront suivre.

SCHUTZBRIEF S. M. DES KAISERS VON DEUTSCHLAND VOM 17. MAI 1885.

WIR WILHELM, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen, etc. etc. etc.

thun kund und fügen hiermit zu wissen:

Nachdem Wir im August 1884 einer Gemeinschaft von Reichsangehörigen, welche inzwischen den Namen »Neu-Guinea-Kompagnie" angenommen hat, für ein von derselben eingeleitetes Kolonial-Unternehmen auf Inselgebieten im westlichen Theile der Südsee, welche nicht unter der Oberhoheit einer anderen Macht stehen, Unseren Schutz verheissen hatten; nachdem diese Kompagnie durch eine von ihr ausgerüstete Expedition in jenen Gebieten unter der Kontrole Unseres dortigen Kommissars Häfen und Küstenstrecken zum Zwecke der Kultur und zur Errichtung von Handelsniederlassungen erworben und in Besitz genommen hat, und demnächst auf Unseren Befehl diese Gebiete durch Unsere Kriegsschiffe unter Unseren Schutz gestellt worden sind; nachdem die beiden deutschen Handelshäuser, welche in einem Theile jener Gebiete schon früher Faktoreien errichtet und Grundeigenthum erworben hatten, der Kompagnie beigetreten sind, und nachdem die Kompagnie, rechtlich vertreten durch Unseren Geheimen Kommerzienrath Adolph von Hansemann, nunmehr angezeigt hat, dass sie es übernehme, die zur Förderung des Handels und der wirthschaftlichen Nutzbarmachung des Grunds und Bodens, sowie zur Herstellung und Befestigung eines friedlichen Verkehrs mit den Ein-

[1]) Berlin, Heft I, Juni 1885. Herausgegeben im Auftrage der Neu-Guinea-Compagnie zu Berlin. En outre des pièces en question, cette livraison renferme une carte de la partie occidentale du Pacifique, dressée par L. Friederichsen.

geborenen und zu deren Civilisirung dienlichen staatlichen Einrichtungen in dem Schutzgebiete auf ihre Kosten zu treffen und zu erhalten, auch damit den Antrag verbunden hat, dass ihr zur Erreichung dieses Zweckes durch einen Kaiserlichen Schutzbrief das Recht zur Ausübung landeshoheitlicher Befugnisse unter Unserer Oberhoheit zugleich mit dem ausschliesslichen Recht, unter der Oberaufsicht Unserer Regierung herrenloses Land in Besitz zu nehmen und darüber zu verfügen und Verträge mit den Eingeborenen über Land und Grundberechtigungen abzuschliessen, verliehen werden möchte:

> So bewilligen Wir der Neu-Guinea-Kompagnie diesen Unseren Schutzbrief und bestätigen hiermit, dass Wir über die betreffenden Gebiete die Oberhoheit übernommen haben.

Diese Gebiete sind die folgenden:

1. Der Theil des Festlandes von Neu-Guinea, welcher nicht unter englischer oder niederländischer Oberhoheit steht. Dieses Gebiet, welches Wir auf Antrag der Kompagnie »Kaiser Wilhelms-Land" zu nennen gestattet haben, erstreckt sich an der Nordostküste der Insel vom 141. Grade östlicher Länge (Greenwich) bis zu dem Punkte in der Nähe von Mitre Rock, wo der 8. Grad südlicher Breite die Küste schneidet, und wird nach Süden und Westen durch eine Linie begrenzt, welche zunächst dem 8. Breitengrade bis zu dem Punkte folgt, wo derselbe vom 147. Grade östlicher Länge durchschnitten wird, dann in einer graden Linie in nordwestlicher Richtung auf dem Schneidepunkt des 6. Grades südlicher Breite und des 144. Grades östlicher Länge und weiter in west-nord-westlicher Richtung auf den Schneidepunkt des 5. Grades südlicher Breite und des 141. Grades östlicher Länge zuläuft und von hier ab nach Norden diesem Längengrade folgend wieder das Meer erreicht.

2. Die vor der Küste dieses Theiles von Neu-Guinea liegenden Inseln, sowie die Inseln des Archipels, welcher bisher als der von Neu-Britannien bezeichnet worden ist und auf Antrag der Kompagnie mit Unserer Ermächtigung den Namen »Bismarck-Archipel" tragen soll, und alle anderen nordöstlich von Neu-Guinea zwischen dem Aequator und dem 8. Grade südlicher Breite und zwischen dem 141. und 154. Grade östlicher Länge liegenden Inseln.

Ingleichen verleihen Wir der besagten Kompagnie, gegen die Verpflichtung, die von ihr übernommenen staatlichen Einrichtungen zu treffen und zu erhalten, auch die Kosten für eine ausreichende Rechtspflege zu bestreiten, hiermit die entsprechenden Rechte der Landeshoheit, zugleich mit dem ausschliesslichen Recht, in dem Schutzgebiete herrenloses Land in Besitz zu nehmen und darüber zu verfügen und Verträge mit den Eingeborenen über Land und Grundberechtigungen abzuschliessen, dies Alles unter der Oberaufsicht Unserer Regierung, welche die zur Wahrung früherer wohlerworbener Eigenthumsrechte und zum Schutz der Eingeborenen erforderlichen Bestimmungen erlassen wird.

Die Ordnung der Rechtspflege, sowie die Regelung und Leitung

der Beziehungen zwischen dem Schutzgebiete und den fremden Regierungen bleiben Unserer Regierung vorbehalten.

Wir verheissen und befehlen hiermit, dass Unsere Beamten und Offiziere durch Schutz und Unterstützung der Gesellschaft und ihrer Beamten in allen gesetzlichen Dingen diesen Unseren Schutzbrief zur Ausführung bringen werden.

Diesen Unseren Kaiserlichen Schutzbrief gewähren Wir der Neu-Guinea-Kompagnie unter der Bedingung, dass dieselbe bis spätestens ein Jahr vom heutigen Tage ab ihre rechtlichen Verhältnisse nach Massgabe der deutschen Gesetze ordnet, dass die Mitglieder ihres Vorstandes, oder der sonst mit der Leitung betrauten Personen Angehörige des deutschen Reiches sind und unter dem Vorbehalt späterer Ergänzungen dieses Unseres Schutzbriefes und der von Unserer Regierung zu seiner Ausführung zu erlassenden Bestimmungen sowie der in Ausübung Unserer Oberhoheit über das Schutzgebiet ferner zu treffenden Anordnungen, zu deren Befolgung die Kompagnie bei Verlust des Anspruchs auf Unseren Schutz verpflichtet ist.

Zu Urkund dessen haben Wir diesen Unseren Schutzbrief Höchsteigenhändig vollzogen und mit Unserem Kaiserlichen Insiegel versehen lassen.

Gegeben, BERLIN, den 17ten Mai 1885.

(*gez.*) WILHELM.

(L. S.) (*gez.*) v. BISMARCK.

Kaiserlicher Schutzbrief
für
»Die Neu-Guinea-Kompagnie".

ERLASZ DES REICHSKANZLERS
VOM 8. JUNI 1885.

Mit Bezug auf die gefälligen Schreiben vom 25. März und 8. und 10. April d. J. benachrichtige ich das Comité für die Neu-Guinea-Compagnie ergebenst, dass ich die Veröffentlichung einer Bekanntmachung des Kaiserlichen Commissars von Oertzen in der Australischen Presse veranlaszt habe, wonach in dem deutschen Schutzgebiete, dessen Grenzen durch den Kaiserlichen Schutzbrief vom 17. Mai d. J. bestimmt sind,

1. neue Landerwerbungen ohne Genehmigung der deutschen Behörde ungültig und nur ältere wohlerworbene Rechte geschützt werden sollen;
2. Waffen, Munition und Sprengstoffe, sowie Spirituosen bis auf Weiteres an Eingeborene nicht verabfolgt, und
3. Eingeborene zur Verwendung als Arbeiter aus dem Deutschen Schutzgebiet nicht weggeführt werden dürfen, ausgenommen für Deutsche Plantagen aus denjenigen Theilen des „Bismarck-Archipels", wo dies bisher geschehen war, jedoch nur unter Controle deutscher Beamten.

Zum Erlasz einer dem Punkt 1 entsprechenden Bekanntmachung ist der Commissar schon vor einigen Wochen telegraphisch ermächtigt worden.

In Vertretung des Reichskanzlers:
(gez.) HATZFELDT.

Nous extrayons encore ce qui suit de la livraison II des »Nachrichten" de la Compagnie (Juillet 1885):

Le 29 Juin dernier, une expédition, organisée par la Compagnie de la Nouvelle Guinée, est partie de Berlin pour se rendre, par Marseille, Batavia et Cooktown, à la terre de l'Empereur Guillaume (Kaiser Wilhelms-land). Elle se compose de MM. Richard Mentzel, aspirant inspecteur des forêts et lieutenant dans la réserve, chef de l'expédition; Fritz Grabowsky, voyageur scientifique; Rudolph von Oppen, sous-lieutenant en non-activité, et Ernst Schollenbruch, pépiniériste et horticulteur. L'expédition restera pendant un certain temps dans l'île de Java, pour prendre à son service des Malais, qui serviront de porteurs dans les expéditions à entreprendre et qui feront les gros ouvrages dans les stations. Elle recherchera aussi quels moyens on applique pour faire des plantations dans les forêts vierges, quels végétaux utiles et quelle sorte de bétail on peut importer dans la terre de l'Empereur Guillaume. L'expédition arrivera probablement à Java le 5 août.

On a construit à Dantzig, pour le compte de la Compagnie, un bateau à vapeur à hélice, le Papua, jaugeant 141,84 tonneaux anglais, qui est parti de Hambourg le 9 Juillet, sous le commandement du capitaine Pfeiffer, pour se rendre par Batavia etc. à la terre de l'Empereur Guillaume, afin d'y rester au service de la Compagnie. Elle porte à bord le chef de l'expédition et le lieutenant de la réserve, M. Elle, ainsi que des matériaux pour construire une maison et des provisions pour les stations.

La livraison II contient encore un télégramme de Cooktown, daté du 5 Juillet, annonçant l'arrivée dans cette ville du vapeur de la Compagnie, le Samoa, ayant à bord le docteur Finsch qui rentre en Europe, après avoir exploré, dans son dernier voyage de découverte, du 5 au 28 Mai, la côte de la terre de l'Empereur Guillaume, depuis la baie de l'Astrolabe jusqu'à la baie de Humboldt (146°—141° long. est Gr.). Il y a trouvé plusieurs bons ports, un fleuve navigable, et il décrit le pays comme propre à la culture et habité par une population pacifique.

On y trouve encore des particularités nouvelles sur les voyages antérieurs du docteur Finsch dans la Nouvelle Guinée, voyages dont il avait été chargé par la Compagnie, et enfin des relations d'officiers anglais qui ont visité les côtes de la terre de l'Empereur Guillaume.

A NATURALIST'S WANDERINGS IN THE EASTERN ARCHIPELAGO.

A NARRATIVE OF TRAVEL AND EXPLORATION

from 1878 to 1883 by Henry O. Forbes, F. R. G. S., etc.

(LONDON, 1885).

For a good while I have been anxiously looking forward to this book; from time to time I had come across notices of Mr. Forbes's travels in Indian papers; later I had read some of his Essays in English Reviews, and in the "Tijdschrift v. Aardr. Genootschap 1884, IIe serie, I^ä p. 721—725 an article by Mr. Riedel, whose name is highly appreciated both in the Indies and in the Netherlands, which handles Mr. Forbes's work very severely and — I must add — does not seem free from animosity.

There was still another and much more important reason, which led me eagerly to expect the publication of this book, and caused me, when at length I did receive it, to set to work upon it at once: with the exception, perhaps, of van Rosenberg all scientific explorers in the Dutch Indies (at least during the last half of this century) have only had the opportunity of making themselves thoroughly acquainted with a comparatively small part of the Malay Archipelago, and have therefore missed the occasion of comparing distant parts of the country, and especially distant tribes of natives, from personal observation. To show what important bearings and consequences such an examination may have, it will be sufficient to refer to the example of Miklucho Macklay, who did not hesitate to sacrifice a good many years of his life and his best endeavours to the study of the tribes connected with the principal object of his labours, the Papuas; he did more than pay short or hurried visits to them, he investigated them thoroughly.

Now Mr. Forbes *has* visited parts of the Archipelago which are at a great distance from each other, and he *has* remained there if not *very* long, yet long *enough* to gather sufficient materials for presenting us with a general view à vol d'oiseau, that is, presuming he worked with zeal and industry, which, I am glad to say, he seems to have done. Judging from certain passages in the

work under review, a general treatment of this kind from the pen of Mr. Forbes would, no doubt, have proved a valuable contribution to our knowledge of Malaisia.

Now I must say that any anticipations of this kind that I had formed, have been greatly disappointed. Mr. Forbes confines himself to dealing with four different groups amongst which his travels may be considered to have been divided, viz.: Keeling Islands, Java, Sumatra, "de groote Oost" (three chapters: Moluccas and Timor Laut; Buru and Timor). But, properly speaking, I ought not to blame Mr. Forbes for this disappointment; he has written his book in the manner, that seemed proper to him and the rich treasures of knowledge and facts gathered together in it, have amply indemnified me for a disappointment, which was caused solely by my own, no doubt, exaggerated, anticipations.

Though Mr. Forbes says in his preface that the book of Mr. A. R. Wallace has left little more than gleanings for his successors in the Malay Archipelago, I need scarcely state here that nobody, not even in the Netherlands, where there are at least men living who possess a general knowledge of the contributions of hundreds and hundreds of writers, who have industriously collected every thing they were able to gather in the Indies, could take that "captatio benevolentiae" for more than a mere "façon de parler", contradicted even by Mr. Forbes's own book. On the contrary, I may add that, though this work is a highly valuable contribution to our knowledge of the Malay Archipelago, there are many gaps in the subject, and some of them, I fear, will perhaps never be filled up.

As far as I am able to judge, Mr. Forbes's aim has been to present a record of his own personal experiences and adventures, and to set forth what has come under his own observation; and only occasionally has he thought fit to enlarge his reports and statements by evidence from other sources, or to connect them with the labours of his predecessors in the same field, (and where he has departed from this rule, he has not been altogether succesful, as I proceed to show later on).

He has incurred reproach for not having referred to Dutch and other authorities when they were at hand e. g. in the case of the "Orang Kubus", respecting whom detailed accounts are given, to name only one standard work, in the "Midden Sumatra" published under the auspices of the Dutch Geographical Society. I think, however, that the censure properly falls on the public, who it seems, in other countries also besides the Netherlands welcome with enthusiasm a narrative coming from "beyond the sea", but neglect the treasures which are already stored up at home for their use collected by their countrymen in the past. Hence it seems to me unfair to blame Mr. Forbes for a fault of the public, and a fault which, as far as I know, is rather universal, and the more so, since Mr. Forbes has only made use of the right which belongs to any writer, (viz.) to publish wat he sees fit to publish. When a traveller has devoted his energies to actual exploration, and not

to labour in his private study, he ought not to incur blame or reproach if he chooses to pass over literary work that has been done before him in the same paths of investigation; his business has been to explore and observe, to gather facts and make scientific collections. He is not necessarily called upon to weigh the labours of his predecessors, and round off the total by putting one weight more in the balance, viz. his own opinions, though, of course, in practise, the latter would be the most important item in the case. A *single* opinion uttered at the end of *a series* of opinions would have little influence, and the average of the sum would be little altered by one fresh addition, and in this way it would be a long time before a new view on a subject could be promulgated. But in our days, when an author's "own ideas" perform such an important "rôle", even in the most exact of sciences, there would not be many authors, who would like to work on this method. — And therefore I think that the research of facts, and the criticism of them, do not necessarily fall within the province of those who prefer to express what they have seen and experienced themselves, and if they do not take up a task which they consider beyond the scope of their duty, they are not to be blamed for it. Even for those who never leave their study it is no easy task to keep pace with the increase of information in regard to these points. And the task of consulting all the sources, referring especially to the Dutch Indies, would be a laborious and serious undertaking. I dare say that only very few men could honestly affirm, that they have studied every paper that has been published on the subject: and, from a practical point of view, I think it far better for every one, who really has anything to say, to set it down without stopping to examine all sorts of accumulated stores, including a good deal of rubbish, in order to find out whether the information he has to convey has been given before. It is better, I think, to have a fact mentioned twice than not at all, or that it be entirely forgotten.

The limits of this paper will not allow me to pursue this subject further; I hope, however, these few words will suffice to make my meaning plain. Having thus commented upon the general tone of Mr. Forbes's volume, I will now sketch the outline of his travels.

In October 1878 the traveller left England, and arrived on November 17th in Batavia, where he stayed a few weeks; then he made for the Keeling Islands, but very soon returned to the capital of the Dutch Indies. From there he went to the interior of Java viz. Bantam and the »Preanger Regentschappen", directing his steps especially to the Cinchona plantations at Pengalengan. On 18th of November 1880 Mr. Forbes proceeded to Telok Betong and travelled in the Lampongs, Bencoolen, through the Pasumah and came along the river to the capital of Palembang. Returning once more to Batavia in the end of 1881, he stayed there till 15th of April 1882, getting married in the meantime.

Then he started upon his great journey through the Moluccas.

He proceeded first to Amboina, and thence via New Guinea to Timor Laut; from that island he returned to the capital of the

Moluccas, and afterwards visited Buru and Timor. This was the last station he made, since his next move was back to Batavia, from which town he finally set sail for England.

In some respects Mr. Forbes was not favoured by circumstances. The chief object of his explorations was the vegetable kingdom and the collection of an herbarium; now the seasons previous to his journey had been exceedingly dry, and he did not find such a luxuriant vegetation as otherwise might have been the case, and the greater part of his herbarium was destroyed by fire during his stay at Timor Laut. I pass over the intrusive visit of a tiger, upon which Mr. Forbes retaliated by placing its portrait to face p. 223 of his book, and a case of accidental or intentional poisoning.

Besides botany, zoology claimed Mr. Forbes's attention, and he brought home an anthropological collection, a description of which is given in the appendices, (as well as the description of the plants and zoological specimens observed) which is highly valuable. Moreover many of his statements in connection with ethnological and geographical facts are both interesting and instructive.

Any person who has read Mr. Riedel's notes on — or more properly said against — Mr. Forbes's explorations, will understand there may be reasons which seem to recommend caution in consulting "A Naturalist's Wanderings"; I do not wish in this place to pass many remarks upon the question raised; though properly scientific, it has nevertheless been dealt with even in newspapers, and still less do I desire to state an opinion upon the points in dispute. I will only express the hope that Mr. Forbes (who probably at this moment is among the Papuas) may be able to settle the controversy with Mr. Riedel, himself; this would, it seems to me, be fair play.

I only wish to add a few words about certain passages of the book, referring to a part of the country, with which I myself am thoroughly acquainted, and at the outset let me say I must highly compliment Mr. Forbes on the excellent manner in which he has made his observations, and on the eloquent style in which he has described them. Pleasant memories were awakened when I read (p. 54) what Mr. Forbes says of his intercourse with the natives, and called to mind many days which I have passed among and along with the cheerful Sundanese, and I was gratified to find that Mr. Forbes's estimate of their abilities, agreed with a judgment, which I had arrived at myself and published a few years ago [1]), while, of course, neither of us could have been aware of the opinion of the other.

But, though I value highly Mr. Forbes's opinion in this and many other cases, I am sorry to add, I confess, that I cannot regard him as in all respects a trustworthy guide, where he quotes or refers to the statements of other writers. At least in one instance he seems to have been guilty of an unpardonable blunder in confounding together two distinct native tribes. This is, I am aware, a serious charge; but since I hope to be able to make it good,

---

[1]) Globus, XLIV, p. 174, at the left.

because the proof does not rest upon my own evidence alone, — for the question is not one of mere opinion, — but upon facts deliberately set forth in published statements which are accessible to all who take an interest in the subject, I do not think I am acting unfairly to Mr. Forbes during his absence in the East, if I call attention to it now, instead of waiting for his return. The blunder, if not checked, is calculated to do mischief in the meantime. Mr. Forbes relates (p. 98) that he discovered some antiquities in the neighbourhood of Kosala, which the villagers of certain "*Kampong*" situated to the S., are in the habit of coming to worship at certain periods; these people, he says, are called *Karangs* or *Kalangs*, and he quotes what Raffles has said about that strange (and till now mysterious) tribe, referring the reader for further particulars to passages in various Dutch papers (p. 100). What he says about their connection with the Hindoos I may, I think, pass over in this paper. Of course, I cannot doubt the truth of what Mr. Forbes says, viz. that at *Kosala* he discovered a place of worship, and that the ruins found were Hindoo antiquities; many ruins of the Hindoo period, nay even of more ancient date perhaps, have been found in Bantam, and still more, perhaps, will be found there and in the South of the "Preanger Regentschappen". Nor is it strange again that people make pilgrimages to worship them. I know myself — and others knew the fact before me, of course — that in the year 1867 to the South of *Tjisela*, an estate belonging to my much regretted friend, Jonkheer G. F. van de Poll (the father in law of the late Mr. Lash, who is so highly spoken of by Mr. Forbes), there existed ruins of that kind, which were visited by the natives whose homes were along the very difficult footpaths leading to the S. coast, and who came to worship them at certain periods. Now it is difficult to resist putting the question: are these the identically same ruins that Mr. Forbes discovered?

At all events, I have never heard of any people living in the S. of Bantam who were called Kalangs; now I will allow that my own experience is not at all decisive, although not only I myself, but my helpers and assistants also, have travelled much and long just in those same difficult mountains; I shall therefore quote directly another authority in corroboration of my own testimony. Let us suppose for the moment that the people *were* called *Kalangs* or *Karangs;* nevertheless they cannot possibly have been *the* Kalangs, to whom Raffles refers and of whom Mr. Forbes himself speaks in some other passages, while, on the other hand, he confounds them also with the Baduis. [1])

Here I will quote Mr. Jonathan Rigg who for many years lived at Jasinga not far from Kosala. He was a Scotchman, and in his leisure hours devoted himself to the study of the country and its inhabitants. To him we are obliged for many discoveries and for many important suggestions. Among other papers he published a "Dictionary of the Sunda language" in which I read: [2]) "*Kalang*,

[1]) I hope erelong to publish a paper referring to the *Kalangs*.
[2]) Verhandelingen Bat. Genootschap, XXIX, 1862, blz. 190. I quote *literally*.

a sort of outcasts on Java, perhaps now not found anywhere in the Sunda Districts". After this Mr. R. dwells on the word "*Kalang*" from a linguistic point of view.

Now I think it almost an impossibility that Mr. R. should have been ignorant of the fact, that "Kalangs" *were* living in his own immediate neighbourhood; or if another tribe, going by the name of Kalangs or Karangs, but not being *the Kalangs eo nomine* (the mysterious tribe properly so called), that he should have omitted to mention the fact. Then again, even if any of the true Kalangs migrated thither afterwards, the fact could not have remained unobserved, (the attention being very much fixed on *the Kalangs* on account of the mystery) and they certainly did not "convey in carts having solid wheels with a revolving axle drawn by two pairs of buffaloes". for, though Mr. Forbes may have travelled in a carriage to Kosala, certainly a cart could not penetrate far into the heart of the steep and inaccessible hills of the S. of Bantam.

But the most important point of all to note is, that part of what Mr. Forbes has said on the "Karangs" *undoubtedly refers to the Baduis, as do all the passages which he quotes in the foot note of p. 100.* From this, I think it is evident, that he has got into confusion with his notes, and confounded the *Baduis* with the *Karangs* (or *Kalangs*).

I am disposed to regard this as more than a mere slip; it is a serious error, and a mark of gross carelessness in a writer, which does not give a high opinion of the attention he has bestowed on the preparation of his book. Suppose, however, that in the other part of my proof I had entirely failed, and that a part of those real Kalangs, who according to the myth, are descended from a dog, *are the people* of whom Mr. Forbes speaks in the text, and with respect to whom he gives references in a footnote, then there would still be some inconsistency, for he refers to:

1) Tijdschr. v. Nederl. Indië I, 2, p. 295 (— the title is *Heidenen* of *Badoewinen* van Bantam.)

2) Tijdschrift van Ned. Indië IV, 2, p. 217 (— the title is: van de *Bedouinen* door de omliggende bergbewoners *Baduis* of *Beduis* genoemd).

3) Tijdschrift van Ned. Indië VII, 4, p. 435 (— the title is Bijdragen tot de kennis der *Badoeinen*.)

4) Ind. Magazine 1845 (I do not know to which paper Mr. Forbes refers; I have not been able to consult the volume quoted, but I find in the table of contents which is given of it in Bijdr. tot Ind. Land- Taal- en volkenkunde III, 1854 p. 151 and f. no paper on the *Kalangs*, but I find there: Reis door Z.O. Bantam door C. L. Blume, which is referred to in almost every paper dealing with the Baduis.)

5) Bijdragen tot de Ind. Land-, Taal- en Volkenkunde IIIe volg. reeks IV vol. (no page being quoted it is not certain which paper Mr. Forbes refers to. Probably it is: Losse aanteekeningen tijdens een bezoek bij de *Badoeis* by Mr. D. Koorders ed. J. J. Meinsma. And there is another paper besides by the same authors: Aantee-

keningen op eene reis door Zuid-Bantam" and "Vervolg" on the just mentioned paper, which I have read attentively without finding the name "Kalang", nor is there any other paper in that volume that the Kalangs are mentioned in.

Now, I dare say, a sweet confusion would be created in the mind of a student who should read Raffles on the Kalangs, and then all these passages quoted by Mr. Forbes, which really deal with the Baduis! Mr. Forbes has not even suggested the idea that the Baduis and the Kalangs might be the same tribe, which would be the only explanation, though not an excuse, for this confusion. Both are ancient tribes, but quite distinct (and as I said before I shall perhaps erelong publish a paper on the Kalangs) [1]), but this is not the place to dwell upon the difference between them.

Having read what I have written above, I think I am justified in holding good what I have said, that where Mr. Forbes does not report his own observations, his statements are not implicitly to be trusted.

There are yet other things upon which a difference of opinion might be hazarded, or where explanations seem necessary which only the author himself could give; I deem it wisdom therefore, to keep silent upon such matters now, and may perhaps take them up, if spared, after Mr. Forbes's return from New Guinea.

It is, I feel painfully conscious, an ungrateful business to raise these questions, and throw these doubts upon the work of a scientific explorer of the calibre of Mr. Forbes. One may charitably forgive much in some cases, but there are others where duty bids one speak. Although I have dwelt mainly on the faulty side of a "Naturalist's Wanderings" I may not conclude without adding a word to the opposite effect, by saying that the book bears striking witness to Mr. Forbes's ardent zeal for science, and to his keen and patient observation; his pages contain moreover many graphic and eloquent passages descriptive of the wonderful sights and objects to be seen and met with in the beautiful tropical islands of the East. When all is said, his book remains one of very great interest.

Stuttgart, July 1885. EMIL METZGER.

[1]) For my paper on the Baduis see Globus XLIII, 17 and 18.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE
TRIMESTRIELLE.

Section de Géographie et d'Ethnographie.

Par le Dr. C. M. KAN.

I. LES COLONIES NÉERLANDAISES DEPUIS 1883.

C. LES ÎLES PRISES SÉPARÉMENT ET LES GROUPES D'ÎLES.

(Suite.)

3. *Ile de Borneo.*

Comme nous l'avons exposé plus amplement dans notre »Histoire des découvertes" [1]), le voyage d'exploration dans l'intérieur de l'île de Borneo est devenu exceptionnel: depuis 1855 l'exploration géographique de cette île semble presque arrêtée.

Si nous excluons le voyage de M. W-J. M. Michielsen sur le cours supérieur du Sampit, puis par terre à celui du Katingan et son affluent le Senamang (c^a 1° de latitude Sud et 112° de long. Est Gr.), voyage fait en 1880, dont le rapport fut publié à Batavia en 1882 [2]), nous n'avons à citer que des excursions qui ne s'étendent pas en dehors du terrain connu, ainsi que la publication de quelques cartes nouvelles et de levés hydrographiques que nous devons aux voyages de la marine le long des côtes. [3])

En relevant ce manque de voyages dans une île d'une dimension si colossale, nous n'en apprécions que plus ce que M. H-P. A. Bakker nous a communiqué de nouveau sur l'état de Sanggau, situé sur les rives du Kapoeas, et ce que les ingénieurs des mines, dans l'île de Borneo aussi, ont fait pour contribuer à l'augmentation de nos connaissances sur les différentes parties des divisions de la Côte occidentale et orientale.

M. Bakker n'a pas étudié seulement l'état de Sanggau, tel qu'il s'étend sur un espace d'environ 20 lieues le long des deux rives du

---

[1]) Voir Wetensch. Voordr., p. 50, où l'on trouve l'aperçu des voyages jusqu'à l'année 1882.

[2]) Tijdschr. v. I. T. L. en V., XXVIII, p. 1.

[3]) Voir le Rapport Colonial 1884, p. 45 et 52. Le Service hydrographique a publié la carte de la rade de Pontianak et de la Côte Orientale de Batoe Tinagat jusqu'à l'île Tarakan. (3°–4° lat. sud).

Kapoeas (entre Tajan Meliau et Sekadau), il a remonté aussi la rivière de Sikajam jusqu'à ses sources. Bien qu'un fonctionnaire néerlandais soit établi à la négorie Sanggau à l'embouchure de cette rivière, celle-ci est peu connue à cause des riams (petites cascades), des karangs (bancs de sable et de pierres) et des entengs (larges bas-fonds, remplis de pierres) qui se trouvent dans son lit. Le voyageur décrit donc de quelle manière on a dépassé ces lieux dangereux dans la rivière pour donner ensuite le résultat de ses études sur cet état de Sanggau, en ce qui concerne les voies de commerce par eau et par terre, les produits, la faune et les minéraux, la richesse de la rivière en poissons, etc. Cependant c'est principalement le peuple, dont il a fait l'objet de ses études et dont il raconte amplement l'histoire (l'origine de l'empire, les relations entre les princes et les Dajaks, les sultans du Pontianak et les chefs de quelques autres états de Borneo, ainsi que leurs rapports avec le gouvernement néerlandais) pour terminer par une description ethnographique des habitants de Sanggau. [1])

Les explorations des ingénieurs des mines s'étendent sur diverses parties de la division occidentale et se distinguent par leur valeur scientifique et pratique. M. C-J. van Schelle a suivi les veines d'or de la montagne de Sjoeï Tsiet [2]), formant les hauteurs extrêmes de la chaîne de Pandan qui se trouve sur les frontières de Mampawa et de Landak; puis celles de la montagne de Hang-Oei-San, à trois kilomètres et demi à l'orient de Montrado [3]). Une autre fois il a exploré dans ce même but les montagnes de Skadau (sur les frontières méridionales de Sambas), mais il ne manque jamais de donner en même temps des descriptions géologiques et topographiques de ces terrains, et de les illustrer par des cartes très détaillées. [4]) Il en fut de même lorsque lui et d'autres ingénieurs explorèrent les mines et les minérais de métaux (de plomb, de fer et de cuivre) dans les environs de Montrado, ou ce qu'on leur avait envoyé de la vallée supérieure du Kapoeas et de sa branche principale, le Melawi [5]). Aussi l'exploration des minérais de fer et de cinabre dans la vallée de la rivière de Sambas [6]), celle des houillères près de Napan sur la rivière Bojan dans

[1]) Het rijk Sanggau. Tijdschr. I. T. L. en V., XXIX, 1884, p. 353.

[2]) Jaarb. Mijnw. 1883, p. 1. (Techn. en Adm. ged.). Voir aussi 1884, II, p. 381. La statistique de l'or qu'on a trouvé dans une partie de la division occidentale en 1881 a été insérée dans le Jaarb. 1883, p. 63; en 1882, dans le Jaarb. 1884, II, p. 297.

[3]) J. M. 1883, (Techn. en Adm. ged.) p. 23.

[4]) J. M. 1884, I, p. 123 (Techn. en Adm. ged.) et II, p. 219 (Techn. en Adm. ged.).

[5]) J. M. 1883, I, p. 71; II, p. 82 et 85. (Techn. en Adm. ged.)

[6]) J. M. 1883, II p. 84 et 1884, II, p. 261 (Techn. en Adm. ged.)

la province de Boenoet (Kapoeas-supérieur) [1]), et surtout celle des minérais d'antimoine dans la vallée supérieure du Sikajam [2]) (le terrain des explorations de M. Bakker) ont contribué largement à l'augmentation de nos connaissances sur la partie principale de l'île de Bornéo.

Ces recherches portent un tout autre caractère dans la partie orientale de l'île, où les ingénieurs P. van Dijk et J. H. Menten explorèrent l'eau navigable au dessus du banc qui se trouve devant l'embouchure du Barito, et la navigabilité des rivières Riam Kanan et Riam Kiwa, respectivement entre Karang Intan et Martapoera et entre Pengaron (où se trouve la houillère d'Orange Nassau) et Martapoera. Les résultats de ces recherches sont indiqués sur des cartes exactes et au moyen de nombreux profils. [3])

Ce sont là les principales publications sur l'île de Bornéo. Il nous reste seulement à faire mention de quelques articles qui prouvent l'intérêt qu'on porte au dehors de notre pays à cette possession néerlandaise: ceux du Dr. Th. Posewitz sur nos connaissances géologiques de l'île de Borneo [4]), sur les mines d'or qui s'y trouvent [5]) et sur le voyage qu'il a fait dans l'intérieur de la partie orientale de cette île [6]); ceux de M. Fr. Ritter le Monnier, dans lesquels il décrit la partie septentrionale de Borneo d'après l'état actuel de nos connaissances [7]); enfin ceux de M. Grabowski sur le district Doeson Timor dans l'est de la partie méridionale de l'île. [8])

Nous devons à ce même auteur [9]), à M. Marburg [10]) et à l'auteur qui signe C. K. [11]) quelques détails ethnographiques sur les Malais et les Dajaks qui habitent les divisions orientale et occidentale.

L'article de M. S-G. in 't Veldt sur le royaume de Berau ne contient que quelques données historiques et généalogiques. [12])

---

[1]) J. M. 1883, II, p. 92.

[2]) J. M. 1884, I, p. 123. (Techn. en Adm. ged.)

[3]) J. M. 1883. I. p. 39 et p. 56 (Techn. en Adm. ged.)

[4]) Mittheil. aus dem Jahrb. der Kön. Ung. Geol. Amstalt, Bd. VI, H. 4. Il contient l'histoire des découvertes géologiques, la description de l'orographie, de la géologie, des minéraux utiles, des volcans etc., puis le profil et une carte géologique de Borneo.

[5]) id., Heft 6 et Ausland 1884, No. 25. Dans le Heft X l'auteur nous donne un article sur les gisements de houille dans l'île de Borneo et quelques notices géologiques sur la partie centrale de cette île.

[6]) Bull. Soc. Hongr. de geogr. 1883 (XI) p. 88.

[7]) Mittheil. der Wiener Geogr. Ges. XXVI (1883), p. 465 et 520.

[8]) Ausland 1884, No. 23, 24 seqq.

[9]) Ausl., 1884, No. 7.

[10]) Voir Westerm's Illustr. Monatshefte 1884 (Mai).

[11]) Ind. Gids 1883, I, p. 1.

[12]) Ind. Gids. 1884, I, p. 21. Nous rappelons ici la description supérieure de la partie septentrionale de la Côte orientale par M. J. van Nieuwkuyk (Tijdschr. van N. I., 1882, II, 401—425 et 1883, I, p. 1—22, 121—143, 161—181).

4. *L'archipel oriental (Célèbes, les Moluques, la Nouvelle Guinée etc.)*

La partie orientale de l'Archipel fit naître un plus vif intérêt qu'autrefois, soit en conséquence des écrits du Jhr. M. E. F. Elout van Soeterwoude [1]) et de M. J-A. P. Kniphorst [2]), qui indiquèrent les moyens de protéger les cultures, le commerce et l'industrie dans ces îles; soit par suite de la fondation de la société de Batjan qui entreprit l'exploitation de l'île de ce nom.

Quoiqu'il en soit, nous avons à faire mention de progrès importants quant à nos connaissances géographiques sur ce vaste groupe d'îles.

Pour commencer par l'île de Célèbes, M. P-J. Kooremans, en décrivant la situation réelle dans la partie de l'île qu'on nomme le gouvernement Célèbes (la partie méridionale) et dans ses dépendances, situation qu'il considéra en rapport avec l'adat des indigènes [3]), nous donna maints détails sur le pays et le peuple des Bouginois et des Macassares; M. H-E-D. Engelhard publia ses études sur l'état politique et économique de l'île de Saleyer au sud de Célèbes, suivies par des descriptions ethnographiques très détaillées de leurs habitants [4]); et enfin M. P-B. van Staden ten Brink contribua par son livre »La Célèbes méridionale" [5]) tant à nos connaissances de l'histoire des guerres dans cette partie de l'île qu'à celles de sa géographie militaire.

Nous passons aux Moluques. Feu M. S-C-J-W. van Musschenbroek, en publiant le journal du dernier voyage de M. le Dr. Bernstein [6]), ce qui fut aussi la dernière publication de ce savant lui-même, illustra ce journal par une carte d'une partie des Moluques (Ternate, Batjan, la partie méridionale de Halémahera), puis de Gebeh, Waigeoe, Batanta, Salawati, qu'il composa au moyen de la nouvelle carte des Moluques, dressée en 1878, des données nouvelles, procurées par les explorations faites depuis cette année, et de ses propres levés.

Ce fut spécialement l'île de Halémahera qui eut son tour dans l'intérêt excité par les Moluques. M. C-F-H. Campen, après avoir publié ses annotations sur les diverses espèces de bois dans cette île, avec

---

[1]) Ind. Gids 1883, II, p. 1.

[2]) Ind. Gids 1883, II, p. 290, 465.

[3]) Ind. Gids 1883, I, p. 167, 358, 482, 637; II, p. 135. Il s'agit e. a. du gouvernement, des impôts, des lois et de la jurisdiction, des classes de la société et des esclaves, du bétail, des voies de communication etc.

[4]) Ind. Gids 1884, I, p. 520, 817; II, p. 134, 306, 470, 613. Bijdr. van het Inst. T. L. en V. N. I. 1884, p. 263.

[5]) Zuid-Celebes. Bijdr. tot de krijgsgeschiedenis en militaire geographie, etc. Utrecht 1884.

[6]) Bijdrage T. L. en V. van Ned. Ind. 4e S. VII (1883), p. 21.

les noms que leur donnent les Malais, les Ternatans et les Alfoeres [1]), et l'usage qu'ils en font, décrit d'une manière supérieure les deux districts, situés sur des côtes opposées de l'île de Halémahera : celui de Kau et celui de Toebaroe. Si dans la description du district de Kau, sur la côte orientale, la géographie et la topographie dominent, bien qu'on y trouve aussi quelques détails ethnographiques [2]), dans celle du district de Toebaroe, visité si rarement par les Européens, il publie le résultat de ses études profondes tant sur le pays (les côtes, le sol, les rivières, la montagne d'Iboe, les voies de communication) que sur les habitants de ce terrain très imparfaitement connu [3]). Enfin, dans son article sur les Alfoeres de Halémahera en général, il donne le texte explicatif des gravures coloriées qui montrent les habitations, l'ameublement, le vitrage, les ornements, les armes, les instruments de musique etc. des Alfoeres. Il nous donne aussi quelques détails sur l'agriculture, la chasse, la guerre et les chants érotiques de ce peuple [4]).

Les études si sérieuses de M. Campen sont complétées par la description du Dr. Th. Christlieb des îles de Sangi (entre Menado et les Philippines) selon les communications d'un missionnaire (Voir Allgem. Missions Zeitschr. 1884, p. 537); par le voyage du missionnaire van Dyken le long des côtes de la partie septentrionale de Halémahera [5]) et dans le pays de Toebaroe; enfin par quelques publications ethnographiques sur les notions religieuses des Alfoeres [6]) et sur les cérémonies qui ont lieu dans les fêtes, données à l'occasion de la mort ou du mariage [7]). Les auteurs expliquent de nouveau, comment les dépenses et les dettes des indigènes s'augmentent par ces fêtes qui leur coûtent si cher. —

Grâce à l'excellente publication d'un de nos collaborateurs, S. A. le prince Roland Bonaparte, qui donna la revue complète des voyages, faits par les Néerlandais à la Nouvelle Guinée entre 1875 et 1884, et qui en résuma les résultats géographiques [8]), nous n'avons à donner ici que quelques détails sur cette île, en nous bornant aux don-

---

[1]) Ind. Gids 1883, I. p. 139. (Avec une carte).

[2]) Tijdschr. Aardr. Gen. (Afd. Meer uitgebr. art.) Deux. Série, T. I. No. 2, p. 271. (Avec une carte).

[3]) Bijdr. T. L. en V. v. N. I. 4e S. T. X (1885) p. 43 et 121.

[4]) Bijdr. T. L. en V. v. N. I. 4e S. VIII (1884), p. 164. Voir aussi Tijdschr. v. N. I. 1883, I, p. 284 et 1884, II, p. 1.

[5]) Küsten und Bergfahrten in Halémahera. Mitth. d. G. G. zu Jena, II (1884), p. 121.

[6]) Eheschlieszung bei den Alfoeren auf Halémahera Ausl. 1884, No. 27. Ein Todtenfest auf Halemahera, id. 1883, No. 46.

[7]) Die Religionsbegriffe der Alfuren von H. Mitth. d. G. G. zu Wien. Bd. 36, p. 607.

[8]) Bull. de la Soc. de géogr. de Paris 1884, p, 531.

nées les plus récentes. M. P-J. B. C. Robidé van der Aa, qui connait si bien la géographie de la Nouvelle Guinée, a donné la critique précise des résultats de quelques-uns des plus remarquables de ces voyages [1]; M. le colonel W. F. Versteeg, en étudiant le terrain d'une nouvelle expédition néerlandaise (Onin et Kowiai) publia le résultat de ses recherches profondes sur la géographie et la cartographie de cette partie de l'île, et précisa ainsi les lacunes, que les membres de cette expédition auront à combler [2]; feu M. Caldwell Rye [3]) et le Colonel Haga [4]), par leur bibliographie et l'histoire des découvertes dans la Nouvelle Guinée, ont beaucoup facilité les recherches futures sur une île, à laquelle s'intéressent aujourd'hui tant de nations.

En faisant prévaloir ces publications si importantes, nous ne pouvons que commémorer par un simple mot le voyage de M. Armit [5]) et les publications de MM. Coutts Trotter [6]), Jules Gérard [7]) et Metzger [8]) donnant la revue de nos connaissances actuelles de la Nouvelle Guinée, ou traitant de quelque voyage du temps dernier. —

Il faudra profiter de l'espace qui nous reste encore pour faire mention de quelques publications qui s'occupent des petites îles de la Sonde, de Timor, de Timor Lao et des possessions néerlandaises dans l'Amérique.

M. le Dr. Jacobs, qui séjourna quelque temps parmi les habitants de Bali, donna le récit si amusant de son voyage avec ses annotations concernant l'hygiène, la géographie et l'ethnographie des îles de Bali et de Lombok [9]). Quelques particularités très intéressantes de l'île de Soemba et de ses habitants nous ont été données dans la conférence, faite sur cette île, à Batavia, par le missionnaire J. J. van Alphen; M. J-F. G. Riedel, ancien-résident de Menado et de Timor, connu déjà par ses études sérieuses sur la géographie et l'ethnographie de la partie septentrionale de Célèbes, donna la description du groupe des îles Tanembar et Timor Lao devant la Société Néerlandaise de géographie

---

[1]) Kritisch Overzicht der Reizen naar Nederl. Nieuw Guinea in de jaren 1879—82 enz. Bijdr. de l'Instit. 1883, p. 153; puis Reizen van D. T. van Braam Morris naar de Noordkust van Ned. Nieuw Guinea. Bijdr. 4e S. T. X (1885), p. 73. Avec deux cartes. Voir aussi Krakatau–Nieuw Guinea, Ind. Gids, 1884, I, p. 676.

[2]) Tijdschr. Aardr. Gen. (Afd. Meer uitgebr. art.) N. S. T. II. No. 1 p. 114.

[3]) New Guinea Bibliography. Suppl. papers of the R. G. S. Vol. I, No. 2, 1884.

[4]) Ned. Nieuw- Guinea en de Papoesche eilanden. Historische Bijdrage + 1500—1883. 2 vol. Avec carte 1884. Publ. par la soc. des Arts et Sciences à Batavia.

[5]) Ausl. 1883, p. 717; id., 1884, No. 2.

[6]) New Guinea. Ninet. Century, July 1883 et Proc. R. G. S. 1884, p. 19.

[7]) La Nouvelle Guinée. Historique de la découverte etc., Paris 1883.

[8]) Der niederl. Theil von Neu Guinea etc., Globus XLIII, 6. Voir aussi Ausl. 1884, No 5.

[9]) Dr. Julius Jacobs. Eenigen tijd onder de Baliers. Bat. et Leid. 1883. (Avec une carte).

à Amsterdam. On trouve le résumé de cette conférence dans le Bulletin de cette société [1]).

Ainsi les publications de M. Riedel se joignent à celles de M. Forbes [2]) et n'ont vraiment pas moins de valeur scientifique. Cela sera plus sensible encore lorsque M. Riedel aura achevé son grand ouvrage sur l'Archipel oriental, publication de première ligne dont nous avons eu l'avantage de lire les feuilles imprimées. Du reste, l'article qui se trouve dans le Bulletin de la Société de géographie de Berlin, traitant des îles d'Aaroe [3]), indique assez clairement la méthode d'observer et de décrire de ce voyageur expérimenté.

A la fin de notre revue de l'Archipel Oriental nous relevons une description générale de ces îles: la deuxième partie du Manuel vraiment supérieur de M. le Prof. J. J. de Hollander (Handleiding tot de beoefening der Land- en Volkenkunde, Breda) dont la 4me édition parut en 1884.

D. LES INDES NÉERLANDAISES OCCIDENTALES.

L'intérêt plus vif qu'on porta, depuis les dernières années, aux possessions néerlandaises des Indes Occidentales se réfléchit, comme pour les Moluques, dans la littérature.

M. le Jonkheer W. Elout van Soeterwoude [4]), M. F-W. Westerouen van Meeteren [5]), M. A-J. Riko [6]), en donnant le récit de leurs voyages ou la description du pays et des habitants de Suriname, quelquefois très détaillée, s'appliquent surtout à fixer l'attention de leurs lecteurs ou de leur auditoire sur les richesses végétales et minéralogiques du sol de la Guyane et sur les avantages que pourrait offrir cette colonie, par l'exploitation de ses produits, à l'industrie et au commerce de la mère-patrie. M. van Meeteren [7]) dans une deuxième publication, et M. August Kappler dans une série d'articles, s'occupent plus spécialement du règne végétal [8]).

Cependant quelques publications d'un autre genre ne manquent pas. Les professeurs de l'université de Leide, MM. Suringar et Martin, avant d'entreprendre leur expédition aux Indes Occiden-

---

[1]) T. Aardr. Gen. I, N. S., p. 10, et Ausl. 1884, No. 34. Voir aussi quelques remarques de M. Riedel sur les explorations ethnologiques, linguistiques, géographiques etc. de M. Forbes dans les îles Tanembar et Timorlao, Tijdschr. Aardr. Gen., p. 721.

[2]) Three months explorations in the Tenember Islands etc. Proc. R. G. S. 1884, p. 112 et 472. On the ethnology of Timor Laut. Journ. Anthrop. Inst. 1883, XIV, No. 1, p. 8.

[3]) Verh. der Ges. f. Erdk. Bd. XII (1885) No. 3, p. 160. Voir aussi Bijdr. X (1885), p. 395.

[4]) Onze West, 's Hage 1884; puis Onze Surinaamsche goudvelden, De Gids Amst. 1884, I, p. 437.

[5]) La Guyane Néerlandaise (Wet. Voordr., p. 190—267).

[6]) Ons rijk Suriname etc., zijn handel en nijverheid, Rott., 1883.

[7]) Surinaamsche planten en cultuurgewassen, boomen en houtsoorten, etc. Amst. 1883.

[8]) Suriname und seine Vegetation. Ausl., 1885, No. 5—10.

tales, ont développé devant la Société Néerlandaise de géographie [1]) leurs idées sur l'exploration botanique et géologique de ces îles et de Suriname ; S. A. le prince Roland Bonaparte, par son ouvrage »Les Habitants de Suriname" [2]) à commencé des publications anthropologiques sur la partie néerlandaise de la Guyane; M. A. van Koolwijk a donné des détails très intéressants sur l'île d'Aruba, la langue des anciens Indiens, la société pour l'exploitation du phosphate qu'on trouve dans cette île, les mines d'or, les sources minérales, enfin la pêche des perles, dont on s'occupe sur ses côtes [3]).

Les détails statistiques concernant la surface de la colonie, la population, les plantations, les immigrants, la production, les articles d'exportation et d'importation, l'industrie etc. se trouvent dans le Rapport Colonial [4]) et, pour la Guyane, dans la publication de M. Westerouen van Meeteren. Quant à l'industrie de l'or, on trouve toutes les particularités qui y sont relatives dans les publications du Jhr. Elout van Soeterwoude.

---

[1]) Tijdschr. Aardr. Gen. N. S 1 (Versl. en Meded.) p. 641 et 642.

[2]) Notes recueillies à l'exposition d'Amsterdam en 1883. Paris 1884. On y trouve une description physique et anthropologique de 14 Indiens et de 13 nègres, selon la méthode de Broca, illustrée par deux phototypes de chaque individu de face et de profil; ensuite plusieurs chromolithographies, illustrations de divers objets ethnographiques décrits dans le texte.

[3]) Tijdschr. Aardr. Gen. N. S. 1 (Versl. en Meded.) p. 134, 369, 595, 598, 600 et 601.

[4]) Voir aussi Tijdschr. Aardr. Gen. N. S. 1 (Versl. en Meded.) p. 472.

NOTICES.

GOUVERNEMENT.

Justification des recettes et dépenses des Indes Néerlandaises pendant l'année 1875. — Le Gouvernement vient de présenter à la 2me Chambre des Etats-Généraux un projet de loi, fixant le solde de compte de l'administration Indo-Néerlandaise pour l'année 1875. D'après les pièces justificatives (compte général des dépenses et recettes pendant cette année) les recettes se sont élevées à 165,786,235.05^5 florins; les dépenses à 154,249,593.27^5 flor.; — soit un boni de 11,536,641.78 flor. Par une loi antérieure, il a été déjà disposé de 2,762,000 flor.; restent donc 8,774,641.78 florins disponibles, qui serviront à diminuer le déficit des années suivantes.

V. D. L.

Détention préventive des indigènes à Java. — Un décret Royal important, du 10 Février 1885, sur l'arrestation préventive des indigènes à Java, vient d'être promulgué récemment dans le bulletin des lois 1885 N°. 81. Il statue que le résident — chef ou préfet d'une province — *doit* appliquer l'arrestation dans quelques cas de beaucoup de gravité; qu'il *peut* l'ordonner dans des cas moins importants; et qu'il doit mettre l'inculpé en liberté, s'il s'agit de délits d'une nature peu grave.

Un autre article du décret contient quelques prescriptions sur le renvoi d'un inculpé devant les tribunaux indigènes. Il y a quelques années, le résident ou son adjoint étaient dans la plupart des cas juges, et présidaient les tribunaux indigènes. Seules, les affaires du grand criminel étaient jugées par un tribunal, présidé par un juge indépendant, docteur en droit. Dans plusieurs provinces, on a ôté ce pouvoir au résident, et nommé des juges, présidant les tribunaux indigènes. Mais le résident conservait encore le droit de renvoi: il indiquait le tribunal, qui devait, selon lui et d'après les règles de l'organisation judiciaire, être saisi de l'affaire. De là naquirent quelques conflits, le tribunal, présidé par un juge docteur en droit, jugeant quelquefois que l'affaire devait être traitée ailleurs. D'après le décret précité, ce sera le juge qui, à l'avenir, aura le droit de décider si l'affaire est de la compétence de son tribunal, ou s'il faut la renvoyer ailleurs.

On peut espérer que cette mesure diminuera l'esprit d' hostilité, qui, malheureusement, existe actuellement à Java entre les fonctionnaires de l'administration et ceux du pouvoir judiciaire. V. D. L.

Conversion de la possession communale en possession individuelle à Java. — Un autre décret Royal, dont la promulgation n'est pas encore connue en Europe, vient de décider une question, — du moins pour le moment, — qui longtemps a été une question brûlante. Il prescrit que les champs, tenus à Java par les villages en possession communale, pourront être divisés définitivement entre les indigènes qui n'ont eu jusqu'ici, chacun à leur tour, que le droit de labourer ces terres et d'en récolter les fruits. Ces champs étaient divisés de telle manière que le laboureur gardait pendant quelque temps le même terrain ; puis l'échangeait, après une période plus ou moins longue, pour un autre champ, tandis qu'un autre recevait son terrain. Quand les habitants voulaient changer cette possession en possession individuelle, ils rencontraient beaucoup de difficultés, parce qu'il n'existait pas de règles qu'on pouvait suivre. Le décret cité sert à combler cette lacune. Il prescrit, pour qu'une pareille conversion soit reconnue en justice, que $^3/_4$ des possesseurs actuels doivent déclarer qu'ils veulent la conversion; que chacun des ayants-droit doit avoir reçu son propre champ; et que des terres doivent être mises à part pour la rétribution des chefs du village, qui ne reçoivent pas de traitement du gouvernement. S'il est satisfait à ces trois conditions, le gouvernement donne son consentement, et la possession communale sera alors convertie en possession individuelle. On reviendra bientôt sur cette question, qui formera le sujet d'une étude spéciale. V. D. L.

COMMERCE & AGRICULTURE.

Société Néerlandaise de Commerce (Ned. Handelmaatmaatschappij). — Nous empruntons au rapport général de la Société, pour l'exercice 1884, les détails suivants, qui se rattachent à la notice, publiée dans le premier numéro de la Revue.

La Société a reçu du Gouvernement des Pays-Bas, pendant l'année 1884, les produits spécifiés ci-dessous, qui ont été vendus publiquement par la Société pour le compte de l'Etat:

927 800	balles de café,	dont le produit a été	33 547 062,46 fl.
129 998	lingots d'étain de Banka	» » » » »	4 261 961,72 »
3 932	» » » Billiton		
2 989	colis d'écorce de quinquina	» » » » »	347 818,51 »
		total . .	38 156 842,69 fl.

Pour son compte particulier, la Société a vendu pour 5 259 606$^1/_2$ florins de produits, se composant de café, d'étain de Billiton, de quinquina, de sucre, d'indigo, d'épices, de bambou, de tabac, de thé, de gomme copal, de figues, de rum, d'arak, de margarine, de pétrole et d'or provenant de Suriname. Elle a réalisé ces produits pour 3 417 359,47 florins, sur les marchés des Pays-Bas et pour 1 842 247,05 florins sur les marchés anglais.

Elle a expédié de plus, pour le compte de tiers, les produits suivants :

vers les Indes Néerlandaises pour 3 661 583 florins,
» » » Britanniques » 99 390 »
» la Chine et le Japon » 80 593 »

Pour le compte de tiers également, elle a expédié une somme de 2 199 953,78 florins en espèces monnayées.

— Quant aux opérations de l'agence (factorij) de la Société à Batavia, le rapport donne les détails suivants :

La Société a exploité pour son propre compte :

4 plantations de café,
4 fabriques de sucre ;

elle a été associée dans l'exploitation de

1 plantation de café,
1 exploitation de sucre,
1 coupe de bois ;

les contrats de consignation de la Société comprennent :

25 fabriques de sucre,
6 plantations de café,
1 exploitation de quinquina,
1 » d'indigo,
1 distillerie d'arak,
1 coupe de bois,
1 exploitation de thé,
1 » de nids d'oiseaux ;

sur ce nombre, 13 fabriques de sucre, 4 plantations de café et une distillerie d'arak sont hypothéquées à la Société.

Le faible produit des plantations de café a été cause de pertes assez importantes dans l'exploitation, et la valeur d'inventaire de ces plantations a dû être fortement diminuée. L'exploitation des fabriques de sucre a donné également lieu à des pertes, malgré l'abondance de la récolte, par suite de la baisse du produit ; la valeur d'inventaire a été maintenue à un chiffre peu élevé, malgré l'extension donnée à une des fabriques et qui a exigé une somme considérable. La récolte prochaine promet de dépasser celle de 1884. La liquidation des relations de la société avec une exploitation de riz et une coupe de bois a été défavorable également. En tout, les affaires agricoles ont donné lieu à une perte de 1 100 000 florins, en chiffres ronds.

Les diverses exploitations ont produit :

1 049 937 picols de sucre (le picol = 61,76 kilo),
27 330 » de café,
135 » d'indigo,
113 454 livres de thé (la livre d'Amsterdam = 0,49409 kilo),
691 1/2 fûts d'arak,
5 482 livres de nids d'oiseaux,
266 picols d'écorce de quinquina.

La récolte de sucre de 1884 a été vendue en Europe, à des prix peu rémunérateurs en moyenne. La nouvelle récolte se vend mieux.

La Société a aidé de tout son pouvoir les sociétés et les maisons

qui avaient été mises en péril par la crise agricole et financière, même celles dans lesquelles elle n'avait aucun intérêt direct.

Les opérations financières de la Société dans les Indes Néerlandaises ont été très étendues; une somme de 7 700 000 florins a été avancée sur garantie de marchandises, de produits et de titres; une somme de 6 400 000 florins a été reçue en dépôt par l'agence et ses succursales.

Le résultat total des opérations de l'agence a été, en chiffres ronds:

Profits:

compte de commission	flor.	611 000
» d'intérêts	»	981 000
» de lettres de change et d'assurances	»	316 000
	flor.	1 908 000

dont il faut déduire:

Dépenses d'administration	flor.	394 000		
Pertes sur produits et merchandises	»	40 000		
» sur débiteurs	»	153 000		
» sur exploitations agricoles		1 100 000		
			»	1 688 000
solde favorable			flor.	220 000

— Dans la Guyane Néerlandaise, le rapport enregistre les données qui suivent.

Le rendement de la plantation »Resolutie" a été de beaucoup au dessous de celui de 1883; il n'a été que de 527 000 kilos contre 1 039 000 l'année précédente. La grande sécheresse, qui a régné en 1884, a détruit totalement beaucoup de champs de cannes. Le prix qu'on a pu obtenir pour le produit a été faible, de sorte que l'exploitation a donné lieu à une perte considérable. La culture du cacao dans la plantation »Mon Trésor" progresse lentement. La fabrique centrale de sucre a reçu 16 600 000 kilogrammes de cannes, dont le rendement a été avantageux au point de vue industriel, le résultat financier a été défavorable pourtant, par suite de la baisse du sucre. L'exploitation des terrains aurifères n'a pas donné de bons résultats également. Enfin, par suite de la baisse du sucre, la valeur d'inventaire des propriétés a été diminuée, de sorte que l'agence de Suriname donne un chiffre de pertes se montant à 619 000 florins. La hausse prononcée du sucre permet d'espérer un meilleur résultat à l'avenir, bien que la majeure partie de la dernière récolte ait été déjà vendue à bas prix, de sorte que l'exercice 1885 ne promet pas beaucoup.

— La Société possède pour 9 371 700 florins d'actions et d'obligations de l'Etat, des colonies, de villes, de banques hypothécaires, de banques d'émission coloniales, de compagnies de chemins de fer tant dans les Indes que dans les Pays-Bas, de navigation à vapeur, de canalisation, de cales sèches et de cabotage, de sociétés agricoles, commerciales et industrielles. Les intérêts et dividendes ont donné, en 1884, 802 000 florins, la perte sur le

cours de fin Décembre a atteint 222 000 florins. La Société a obtenu la concession d'un chemin de fer allant de Batavia à Bekassie, concession qu'elle a cédée à la Compagnie du chemin de fer de l'est à Batavia, qui a été fondée pour exploiter cette ligne au capital de 1 700 000 florins, capital dont une forte part a été souscrite par la Société de Commerce.

— Le résultat total de l'année 1884 a été pour la Société, en chiffres ronds :

Profits.

Agence de Batavia	flor.	220 000
Commission	»	913 000
Intérêts	»	1 306 000
Magasins et propriétés	»	16 000
Lettres de change	»	19 000
Débiteurs étrangers	»	1 000
Diverses recettes	»	10 000
	flor.	2 485 000

à déduire pour pertes :

Marchandises provenant des Indes	flor.	24 000		
» envoyées aux Indes	»	6 000		
Exploitations agricoles	»	619 000		
Actions et obligations	»	222 000		
Frais d'administration, patente	»	183 000		
			»	1 054 000
Solde de bénéfice			flor.	1 431 000

auquel il faut ajouter un solde de flor. 6 003,30, provenant de l'exercice 1883, ce qui permet de distribuer un dividende de 40 florins par action de mille florins sur le capital de la Société, qui se monte à 35 783 000 florins. J.

La Guyane Néerlandaise en 1884. — Nous empruntons les données qui suivent au rapport des directeurs de la Banque de Suriname, institution dont les opérations intelligentes sont des plus bienfaisantes pour la colonie, qui tend à reprendre un peu de son ancienne prospérité. Le manque de main d'œuvre est une des causes principales de la ruine de beaucoup de plantations importantes ; l'abolition de l'esclavage par la loi du 8 Août 1862, au moyen d'une espèce d'expropriation forcée, a porté un grand coup à l'agriculture, et les mesures prises pour l'importation de coulies des Indes Anglaises n'ont pu l'atténuer que dans une mesure très restreinte. On sait aussi que nos colonies des Indes occidentales, à la différence des colonies de l'Asie où les indigènes forment l'immense majorité de la population, possèdent un régime à peu près parlementaire. L'organisation de l'administration de Suriname, réglée par la loi du 31 Mai 1865, rappelle celle de nos provinces ; il y a des états coloniaux, nommés en partie par les habitants de la colonie.

La crise du sucre à produit dans la Guyane, comme ailleurs, son

effet désastreux, beaucoup de plantations ont été abandonnées ou vendues, l'immigration de travailleurs a été faible, et pour la saison 1885/86 aucune demande de coulies n'a été faite par les planteurs. La culture du cacao et l'industrie aurifère, qui, avec l'exploitation sucrière, forment les branches principales de l'activité des colons, n'ont pas été heureuses en 1884. Toutes deux ont eu à souffrir de la sécheresse; le cacaotier est très sensible aux influences de la température. Dans notre chronique bibliographique, nous aurons occasion de revenir sur ce point, lorsque nous rendrons compte du nouveau manuel des planteurs de cacao, dû à la plume de M. E-J. Bartelink, planteur à Suriname. L'industrie aurifère a eu aussi à souffrir de la sécheresse, qui rend difficile les communications par eau avec les placers éloignés et qui empêche le lavage du minérai. Il faut ajouter que la colonie n'est pas reliée au réseau télégraphique, et que les moyens de communication à l'intérieur, sur les fleuves et le long des côtes, laissent beaucoup à désirer. De plus, le marché a été écrasé de produits, de sorte que 1884 a vu beaucoup de faillites. Cependant l'avenir n'est pas aussi sombre pour la Guyane que pour les colonies qui dépendent exclusivement de la culture et de la fabrication du sucre.

Le nombre d'immigrants des Indes Anglaises pour la saison 1884/85 s'est élevé à 936, arrivés par deux navires; en outre, 1499 émigrants pour la saison 1883/84 sont arrivés dans le commencement et au milieu de 1884. 540 coulies ont été rapatriés, dont trois sont morts en route. Ils avaient économisé une somme de 115 000 florins, qui leur ont été payés par l'agence de la Banque à Calcutta, sans compter les objets d'or et d'argent qu'ils ont emportés eux-mêmes.

Voici les chiffres de l'exportation des produits principaux:

	1884.	1883.	1882.
sucre . . .	7 250 284 kilos.	8 678 621 kilos.	9 421 615 kilos.
cacao . . .	1 450 046 »	1 876 178 »	1 155 837 »
melassie . .	526 980 litres.	1 032 481 litres.	1 347 498 litres.
rum et dram	469 020 »	604 139 »	708 228 »
or	967 271 gramm. (1 305 698 florins.)	679 621 gramm. (903 943 florins.)	589 970 gramm. (784 726 florins.)

La partie de ces produits qui a été importée dans les Pays-Bas se monte: pour le sucre à $9^{8}/_{10}$ pct.; le cacao à 18 pct. environ; la melassie à $3^{1}/_{2}$ pct.; le rum et le dram à 44 pct.; l'or à 39^{26} pct. Le reste a pris la voie de l'Angleterre, de l'Amérique du Nord, de la Guyane anglaise, de la France, etc. Le chiffre des importations dans les Pays-Bas est en progrès, ce qui peut s'expliquer facilement par le service régulier de navigation à vapeur, organisé entre Amsterdam et la colonie par la *Malle royale des Indes Occidentales*, et qui a fonctionné tous les mois à partir du 12 Mai.

Les opérations de la Banque de Suriname, pendant l'exercice 1884, n'ont pas été défavorables; les escomptes, les négociations de lettres de change ont dépassé les chiffres des années précédentes, et les consignations de poudre d'or ont été notablement plus élevées. L'encaisse métallique de la Banque qui était de

633 539,45 florins, fin 1883, s'est élevé à 665 617,14 florins, fin 1884. La valeur des billets de banque en circulation, qui était de 952 450 florins fin 1883, a relativement peu varié pendant l'année, le chiffre de fin 1884 a été 936 505 florins. La Banque a reçu et vendu en 1884 186 kilos d'or, qui ont rapporté 259 144,02½ florins, soit 1390 florins par kilogramme contre 1342 florins en 1883 et 1348 florins en 1882. Il faut remarquer pourtant que l'exportation de 1884 ne s'est pas composée uniquement de poudre d'or, mais aussi d'or en barres. Les bénéfices de la Banque en 1884 ont été satisfaisants, elle a distribué 5 pct. de dividende sur son capital de 700 000 florins, et elle a pu, en vue d'éventualités défavorables, augmenter de 33 000 florins son fonds de réserve spécial pour l'escompte; le fonds de réserve général est de 170 108,01½ florins.

J.

Generalversammlung des Westdeutschen Vereins für Colonisation und Export in Düsseldorf. — Der Westdeutsche Verein für Colonisation und Export nimmt in der Reihe der Colonialvereine Deutschlands eine eigenartige Stellung ein. Nicht nur bildet er die erste Vereinigung, welche die Frage der Colonisation und des Exports zu ihrem Programme machte, sondern er ist auch in der Art stets einen eigenen Weg gegangen, dass er von Anfang an neben der theoretischen Arbeit der Agitation als sein eigentliches Ziel zugleich die Lösung praktischer Aufgaben betrachtete. Konnte er nach dieser Seite hin zwar nicht als Verein handeln, so sind doch gerade in ihm Anregungen zu praktischem Vorgehen colonialer Natur nach den verschiedensten Seiten mit Erfolg gegeben worden. Insonderheit diesem Charakter aber verdankt der Verein den Einfluss, den er auf die Entwickelung der colonialen Idee in Deutschland überhaupt gewonnen, und vor allem die Theilnahme, die ihm in unseren, mehr der energischen That als der reinen Theorie zugewendeten industriellen Kreisen Rheinlands und Westfalens in steigendem Maasse entgegengebracht wird.

Auch die letzte Generalversammlung, am 10ten Juni d. J. in Cöln abgehalten, bot hierfür wieder einen erfreulichen Beleg. Ein stattlicher Kreis von hervorragenden Kaufleuten, Industriellen und Gelehrten hatte sich eingefunden. Es war gelungen, Herrn Dr. Pechuel-Loesche, das verdiente Mitglied der Loango-Expedition, den Vertreter Stanley's am Congo, der vor Kurzem von einer Forschungsreise aus den südwestafrikanischen deutschen Besitzungen zurückgekehrt war, als Hauptredner zu gewinnen. In überaus glücklicher Weise ergänzte ihn Herr Hugo Zöller, dessen Berichte über die soeben vollendete Reise nach Mittel-West-Afrika, eine colonialpolitische That der Kölnischen Zeitung genannt werden dürfen. So entrollten denn beide Redner ein lebensfrisches Bild des neudeutschen Besitzes von Angra Pequena bis hinauf zum Togo-Gebiet. Wollen wir beide Berichte mit einem Worte kennzeichnen, so müssen wir sagen: sie

haben auf's Neue gelehrt, dass unser colonialpolitisches Vorgehen in Afrika, im Norden wie im Süden, eine Saat auf Hoffnung ist, die uns zunächst keine reichen Gaben, wohl aber vielseitige Aufgaben bringt. An ihrer Lösung freudig mitzuarbeiten, dazu hat auch dieser Tag wiederum kräftig ermuntert, ermuntert zugleich in ernster Stimmung. Brachten uns doch beide Redner den letzten Gruss an die Heimath von Dr. Nachtigal, von dem Manne, der Deutschlands Banner zuerst auf fremder Erde entrollt, der mit seltenem Geschick und wunderbarer Energie in gewissenhaftester Pflichterfüllung Deutschland in die Reihe der Colonialmächte eingeführt hat. Möge der Grabstein am Cap Palmas, als Denkstein ernster Forschung und wahrer Vaterlandsliebe, noch zu späten Generationen reden.

An unsere Aufgaben erinnerte uns sodann der Vorsitzende, Dr. Friedrich Fabri, durch die Begründung nachfolgender Resolutionen:

»Die im Anschluss an die vierte ordentliche Generalversammlung »des Westdeutschen Vereins für Colonisation und Export am »10ten Juni 1885 zu Köln folgende öffentliche Versammlung

»begrüsst mit freudiger und dankbarer Genugthuung die seit dem »Sommer des Jahres 1884 von Seiten der deutschen Reichsregierung »vollzogenen überseeischen Erwerbungen und die zur Förderung »der Theilnahme Deutschlands am Welthandel begonnene Subven»tion überseeischer Dampferlinien.

»sie hofft und erwartet, dass die durch den Besitz tropischer »Küstenländer unserem Volke und seiner Regierung gestellten Auf»gaben wirthschaftlicher, rechtlicher und moralischer Natur, unter »Entfaltung eines verständnissvollen und regen Unternehmungs»geistes, mit Hingabe erfasst und zum Vortheil und Segen Deutsch»lands wie der unter deutsche Protection gestellten Länder und »Völkerschaften, ihrer allmähligen Lösung entgegengeführt werden,

»sie begehrt dringend, dass die soeben von den Vertretern Eng»lands und Deutschlands auf der Londoner-Südsee-Conferenz auf»gestellten Bestimmungen, namentlich über die Einfuhr von Spiri»tuosen, auch auf die deutschen Schutzgebiete in Afrika, baldigst »ausgedehnt werden,

»sie erinnert endlich, dass gegenüber der erfolgten Erwerbung »tropischer Handelskolonieen, auch eine erweiterte Fürsorge für »unsere deutsche Massenauswanderung ein vor allem dringliches »Bedürfniss ist und hofft, dass nicht nur die Reichsregierung dem»selben ihre Aufmerksamkeit und legislatorische Mitwirkung schen»ken, sondern auch die patriotische Initiative des Volkes, durch »Bildung von landerwerbenden Colonisations-Gesellschaften und »anderen, unseren Auswanderern und ihrer nationalen Verbindung »mit dem Mutterlande förderliche Massnahmen, dieselbe dabei »nachhaltig unterstützen werde."

Einstimmig fanden diese Sätze Annahme. Der Hauptwerth ist in dem augenblicklichen Stadium entschieden auf Punkt 3 zu legen. Für 12 Millionen Mark exportiren wir Spirituosen nach West-Afrika. Es liegt gewiss im wohlverstandenen nationalen Interesse hier den culturellen und moralischen Pflichten den mate-

riellen Verdienst nachzusetzen. Wir können nur hoffen, dass die deutsche Reichsregierung bald entschiedene und entscheidende Stellung zur Frage nehmen möge.

Sodann gedachte der Vorsitzende, unter grosser Theilnahme der Versammlung, der Gründung der »Revue Internationale Coloniale", in welcher er eine litterarische hoffnungsreiche Fortarbeit der Grundgedanken der Congokonferenz erblickte.

Einen geeigneten Schluss fanden die Verhandlungen durch die Verkündigung einer Preisaufgabe von 3000 Rm. über das Thema:

»Die Cultivation tropischer Länder im Hinblick auf die colònialen »Erwerbungen Deutschlands".

Möchte diese Arbeit dazu beitragen, nicht nur eine werthvolle Darlegung der bisherigen colonialpolitischen Systeme zu geben, sondern auch klare Grundlinien für die Aufgaben zu ziehen, die, wie allen Colonialmächten, so vor allem der jüngsten, Deutschland, auf dem Gebiete friedlichen Wettbewerbes um den politischen und wirthschaftlichen Besitz der überseeischen Welt vorgestellt sind. Ueber den Erfolg hoffen wir seinerzeit in diesen Blättern weiter berichten zu können.

Remscheid, im Juni 1885. Dr. T. Fabri.

BIBLIOGRAPHIE MENSUELLE.

GÉNÉRALITÉS.

COLONISATION. CULTURES. GOUVERNEMENT. MISSION ET INSTRUCTION. COMMERCE, ETC. POLITIQUE.

437 Monatsberichte über Entdeckungsgeschichte und Kolonisation. (Petermanns Mittheil.).

438 Affaires coloniales de la France. Mouvement colonial de l'étranger. (Gaz. géogr. N°. 1, etc.).

439 Generalversammlung des Westdeutschen Vereins für Colonisation und Export. (Export, N°. 24).

440 **Mazens,** Sur la colonisation française au XIXe siècle. (Bull. Soc. de géogr. comm. Bordeaux. N°. 13, p. 401—6).

441 **Altenberg, A.,** Die Deutsche Auswanderungsgesetzgebung. (Deutsche Kol. Zeit. H. 10. 11, 13).

442 Schutzbrief, Kaiserl., für die Neuguinea-Kompanie (Deutsche Kol. Zeit. H. 12).

443 **Bère, F.,** Le tabac et les autres narcotiques dans les divers pays du monde. (Bull. Soc. de géogr. Lille. T. IV. p. 332—40).

444 Tobacco talk and smoker's gossip: an amusing miscellany of fact and anecdote relating to the great plant in all its forms and uses, etc. New-York, Scribner & Welford. XVI—148 p. 8°.

445 **Vogel, A.,** Chinin und Chinarinde. (Westerm. Mon. Hefte Juli. S. 558—63).

446 Bevruchting, Kunstmatige, van koffie. (Tijdschr. v. land- en tuinb. in Ned. O. I. N°. 1).

447 **Burck, W.,** Onderscheidingskenmerken tusschen caoutchouc en getahpertjah. (Tijdschr. v. land- en tuinb. in Ned. O. I. N°. 1).

448 Nepenthes, Wat zijn, en hoe kan men die kweeken? (Tijdschr. v. land- en tuinb. in Ned. O. I. N°. 1).

449 **Soyaux, H.,** Staatliche Versuchsplantagen in unsern Kolonien. (Deutsche Kol. Zeit. H. 12).

450 Application aux nations orientales du droit des gens coutumier en Europe. (Ann. Inst. de droit intern. 7e ann. p. 25, 190—99).

451 **Baudouin,** L'Octroi de mer aux colonies. Paris, Baudouin et C°. 47 p. in-8°

452 **Catellani, E. L.,** La politique coloniale de l'Italie. (Revue de droit intern. T. XVII, p. 218—40).

453 **Groffier, V.,** Explorations et travaux géographiques des missionaires en 1883 et 1884 (Bull. Soc. de géogr. Lyon. T. V, p. 449—505. — Puisé de vingt publications originales des Missions Catholiques).

454 Auslandschulen im Oriente, insbesondere die österr.-ung. Volksschulen in Constantinopel. (Oest. Monatsschr. f. d. Or. N°. 6).

455 Bulgariens Aussenhandel. (Volksw. Wochenschr. Wien. III. N°. 74).

456 **Kauffer, E.,** L'Exposition de géographie commerciale de Hambourg. (Bull. Soc. de géogr. comm. Bordeaux. 15 Juin).

457 Bank, Surinaamsche, Jaarverslag 1884. — Handelmaatschappij, Nederl., Verslag omtrent den toestand en hare handelingen in 1884. — Batjan-Maatschappij. Verslag over 1884. — Handelsvereeniging: „Amsterdam". Verslag over 1884.

458 **Becker, L.,** Die Fabrikation des Tabaks in der alten und neuen Welt. 2^e Ausg. Norden, Fischer Nachf. 187 S. gr. 8°. — 6 M.

459 **Soames, P.,** Treatise on the manufacture of sugar from the sugar cane. London. gr. 8°. — 4/6.

460 Orientbahnen, Die, und der Levantehandel. (Volksw. Wochenschr. Wien. I, N°. 62; II, N°. 64; III, N°. 66).

461 **Dorn, A.,** Die deutschen Postdampfer und ihre Mittelmeerlinie. (Volksw. Wochenschr. Wien III, N°. 67).

462 **Czelechowsky, E.,** Verkehrsergebnisse auf den vertragsmässigen Linien des oestr.-ungar. Lloyd nach Indien und Ostasien für das Jahr 1884. (Volksw. Wochenschrift. Wien. N⁰. 77).

463 **Le Myre de Villers,** La politique coloniale. (Nouv. Revue. Juill., p. 1—17).

464 **Rouxel,** La politique commerciale et la politique coloniale. (Journ. d. économistes, Juin, p. 379—89).

465 **Cucheval-Clarigny,** L'avenir de la puissance Anglaise. I. L'Empire Indien. Le conflict Anglo-Russe. II. Les colonies d'Australie. Les conflicts avec l'Allemagne. (Revue d. deux mond. 15 Juin, p. 766—805; 1 Juill., p. 163—85).

466 Ideeën voor en over koloniale politiek. (Ind. Gids, Mei, bl. 697. Juli, bl. 930).

L'ASIE OCCIDENTALE.

467 Handel, Der, mit Küstendje (Bulgarien). (Volksw. Wochenschr. Wien. N⁰.53.)

468 Seeverkehr an der anatolischen Küste des Schwarzen Meeres. (Volksw. Wochenschr. Wien, N⁰. 64).

469 Import, Der, Trapezunt's. (Volksw. Wochenschr. Wien, III, p. 219).

470 **Kahlenberg, C.,** Djeddah und Hodeidah. (Oest. Monatsschr. f. d. Or. N⁰. 6).

471 Handel, Oesterreich., mit Djeddah. (Volksw. Wochenschr. Wien, III, N⁰.71).

472 **Kruyt, J. A.,** Jaarlijksch verslag van den handel van Djeddah. (Verzam. v. consul. versl. 1885, bl. 61—66).

473 **Woodtli, J.,** Annual report of the trade of Aden for the year1883/84. (Verzam. v. consul. versl. 1885, bl. 56—61).

474 **Reiss, A. W. K.,** Die klimatischen Verhältnisse Syriens. (Deutsche Kol. Zeit. H. 11).

475 **Sayur, A. G.,** Report annual. Beyruth (Verz. v. consul. versl. 1885, bl. 157—60).

476 Skizzen am Palästina. Aus Haifa. Aus Jaffa. Die Fellachen. Aus Gaza. (Ausland, N⁰. 18, 19).

477 Handelsbeziehungen, Oesterreichische, mit Palästina. (Volksw. Wochenschr. Wien III. N⁰. 69).

478 Lage, Die, des persischen Zuckermarktes. (Volksw. Wochenschrift. Wien. N⁰.79).

L'ASIE CENTRALE.

479 **Lansdell, H.,** Russian Central Asia, including Kuldja, Bokhara, Khiva and Merv. London, Sampson Low & C⁰. Boston. 8⁰. (Nature vol. 32, p. 194).

480 **Lessar,** La Turcomanie sud-ouest: le pays des Sariks et des Salors. Trad. par L. Guitton. (Bull. Soc. de géogr. comm. Hâvre. N⁰. 2, p. 76—92).

481 **Brunialti, A.,** L'Afghanistan. (Revue intern. Vol. VI, N⁰. 6).

482 Afghanistan und die Afghanen. (Grenzboten, S. 593—601, 654—62).

483 **Chaix,** Les frontières de l'Afghanistan. (Globe, T. IV, p. 111—15).

484 **Le Monnier, Fr. Ritter v.,** Afghanistan und der Weg Russlands zum Indischen Ocean. Mit Prof. (Volksw. Wochenschr. Wien. III, N⁰. 69, 71).

485 **Vennkoff, M.,** Progrès de la civilisation dans l'Asie centrale, dus aux conquêtes de la Russie. (Revue de géogr. Mai p. 338—42).

486 **Du Paty de Clam,** Les Russes et les Anglais dans l'Asie centrale. (Bull. Soc. de Géogr. Toulouse. IV, p. 163—191.

487 **Verdillac, A. de,** L'Angleterre et la Russie dans l'Asie centrale. (Bibl. univ. Juin, p. 449—78).

488 **Massenet,** La situation respective des Anglais et des Russes dans l'Asie centrale au point de vue géographique et politique. (Bull. Soc. de géogr. comm. Bordeaux. N⁰. 13, p. 393—97).

489 **Simond, Ch.,** L'Afghanistan. Les Russes aux portes de l'Inde. Paris, Lecène et Oudin. in-18⁰. jésus. — 3 fr. 50.

490 Conflict, Der afghanische, und das Privat-Eigenthum zur See. (Volksw. Wochenschr. Wien. N⁰. 67).

491 **Knout, P.,** Où mènent les défilés de l'Afghanistan. (Revue de Belg. N⁰. 4).

492 **Paquier, I. B.,** La question de Hérat et les territoires contestés. Avec une carte. (Revue de géogr. Juin, p. 412—25).

493 Central Asia. Correspondence. Maps. (Parliament). — 4/8.

L'EMPIRE INDO-BRITTANNIQUE.

VOYAGES. CULTURES. MISSION. COMMERCE. POLITIQUE ET HISTOIRE. — PONDICHÉRY. ILES MALDIVES.

494 **Le Bon, G.,** Voyages dans l'Inde. (Comp. rendu Soc. de géogr. Paris N⁰. 13).

495 **Estvelde, E. van,** Rapport sur l'Inde britannique. Production du froment etc. (Recueil consul. T. 4, p. 315—24).

496 Weitzen, Der indische. — Production und Export der indischen Weitzen. (Volksw. Wochenschr. Wien. III, N⁰. 67, 76).

497 Missionsarbeit, Aus der, in Kalkutta und Umgegend. (Allg. Miss.-Zeitschr. Juni. Beibl. S. 39—48).

498 West-Himalaya: Kjelong, Poo. (Ber. uit de Heidenwer. N⁰. 5).

499 Letters, Missionary, from W. H. Rigby at Kandy and A. E. Restarick at Jaffna (Wesl. Mission. Not. Aug.).

500 Mission, La, belge du Bengale occidental en 1884. (Précis histor., mél. rel. Brux. N⁰. 4).

501 Inde, L'. Brittannique à l'exposition d'Anvers. (Ann. de l'extr. Orient. Mai, p. 336—38).

502 **Rattigan, W. H.,** Crime and social life in the north-west frontier of India. (Law Magaz. Mai, p. 237—53).

503 **Digby, W.,** India for the Indians, and for England. London, Talbot. 300 p. post 8⁰. — 5/.

504 **Russell, R.,** India's danger and Engeland's duty with reference to Russia's advence into the territory in dispute upon the borders of Afghanistan. Maps and ill. London, Ward and Lock. 127 p. post 8⁰. — 1/.

505 **Barthélemy-Saint-Hilaire,** Histoire de l'Inde. (Journ. d. savants. Mars, p. 121—33 Avr. p. 189—202. Apropos de l'„History of India from the earliest ages" by J. Talboys Wheeler. London 1867—81. 5 tom in 8⁰).

506 **Renouard, A.,** La colonie française de Pondichéry. (Bull. Soc. de geogr. Lille. T. IV. p. 378—81).

507 **Humbert, A.,** L'Archipel des Maldives. (Globe, T. IV, p. 71 sv.).

L'ASIE ORIENTALE.

508 Carte de l'Asie orientale. 2 feuilles. Paris E. Andriveau Goujon.

509 Absatz, Der, von galizischen Petroleum nach Ostasien. (Volksw. Wochenschrift. Wien. N⁰. 78).

510 **Gueluy, M.,** Description de la Chine occidentale par un voyageur. Trad. du chinois. Avec une carte. (Muséon. T. IV. p. 137—61, 295—317).

511 **Tournafond, E.,** La Corée. Paris Soc. bibliogr. In-12⁰. — 1 fr. (Gaz. géogr. N⁰. 26).

512 **Le Monnier, Fr. Ritter v.,** Die Insel Hainan. Mit Karte. (D. Rundschau f. Geogr. J. VII, S. 438—46).

513 Richesse, La, houillère de la Chine. (Bull. Soc. de géogr. Paris. N⁰. 13).

514 **Temple, R.,** Population statistics of Chine. (Journ. of the Stat. Soc. Vol. XLVIII, p. 1—9).

515 Missionar Faber in China. (Allgem. Miss.-Zeitschr. Juni, S. 300).

516 Handel, Der, China's. (Volksw. Wochenschr. Wien. N⁰. 53).

517 Anknüpfung, Zur, von Geschäftsverbindungen mit China. (Volksw. Wochenschr. Wien. N⁰. 64).

518 Commerce, Le, étranger en Chine pendant 1883. (Ann. de l'extr. Orient, Juin, p. 366—69).

519 **Hirth, Fr.,** Zur Geschichte des Glases in China und des antiken Orienthandels. (Oest. Monatsschr. f. d. Or. N⁰. 6).

520 Export von Fensterglas nach China. (Export, N⁰. 25).

521 Korea, Handels- und allgem. Verhältnisse. (Aus allen Weltth. H. 9).

522 Navigazione, La, della Cina. — I Russia nei mari della Cina. (Mar. e Comm. Magg.).

523 Visschers, Chineesche, en hun visch. (Wetensch. bladen, Juni, bl. 418—36).

524 **Chappet,** L'Infanticide et l'œuvre de la Sainte-Enfance en Chine, par le P. Palatre. Lyon, impr. génér. 15 p. in-8⁰.

525 **Harlez, C. de,** L'infanticide en Chine. (Muséon, T. IV, p. 205—10, 73—80).

526 Russie, La, dans les mers de Chine. (Monit. d. consul. 6 Juin).

527 Ereignisse, Die jüngsten, in Korea. (Ausland, N⁰. 20, 21).

528 Prise, La, des Pescadores. (Gaz. géogr., N⁰. 24).

529 Handelsverkehr, Oesterreichischer, mit Singapore. (Volksw. Wochenschr. Wien. N⁰. 80).

L'INDO-CHINE.

530 **Delavaud, L.,** L'Indo-Chine française, géographie physique de la Cochinchine. Rouen. (Extrait du Bull. Soc. normande de géogr. 1884).

531 Tonkin. Au. Renseigements généraux. (Gaz. géogr. N⁰. 24. — Aus allen Weltth. N⁰. 10).

532 **Carte** des environs de Hanoi, dressée par le service topographique de l'état major du corps expéditionnaire du Tonkin, grav. par Jérôme à l'échelle de 1.20.000. Paris, Challamel ainé.

533 **Neis, P.,** Voyage dans la haut Laos. (Tour du monde. T. 4, p. 1, svv.).

534 Renforts, Les, pour le Tonkin, par A. G. Paris. (Extrait du Journ. d. sc. milit.).

535 **Blancsubé, I.,** Note sur le projet d'établissement de la douane en Cochinchine. Saigon. 16 p. in-8⁰.

536 Avenir, L', de la France au Tonkin, par un ancien compagnon de Francis Garnier. Avec une carte. Paris, Challamel aîné. 132 p. in-8⁰.

537 **Paulus,** De l'avenir de l'Indo-Chine française. Paris. (Extrait du Bull. du Comité d. sc. économ. et soc. 1884).

538 **Pene-Siefert, F.,** La question Tonkinoise, avant et après le traité avec Chine. Paris, Lemarre. IV—58 p. in 8⁰. — 2 fr.

539 **Labarthe, Ch.,** La prise de la citadelle de Ha-Noi par le commandant Rivière. (Revue de géogr. Mai, p. 379—84, Juin. p. 459—63).

540 **Gourdon,** Affaire de Sheipoo. Rapport sur l'attaque des frégattes et corvettes chinoises dans la nuit du 11 au 15 févr. (Revue marit. Juill. p. 56—68).

541 Traité de Phnom-Penh, sign. le 17 Juin 1884 par le roi de Cambodge et le gouverneur de la Cochinchine—de Tien-Tsin. (Gaz. géogr. N⁰. 23, 25).

542 Traité de paix entre la France et la Chine. — La question du Tonkin. (Moniteur d. cons. 27 Juin).

543 **Bouinais, A.,** et A. Paulus, Le Royaume d'Annam. (Revue marit. Juin, p. 527—72).

544 **Christi, P.,** Le commerce de Bangkok en 1883. (Ann. de l'extr. Orient. Mai. p. 332—36).

LES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES.

GÉNÉRALITÉS. JAVA. SUMATRA. TIMOR. CÉLÉBES ET ÎLES VOISINES. LA NOUVELLE GUINÉE.

545 **Lith, P. A. van der,** Koloniale literatuur. (Gids Juli, bl. 103—21).

546 **Wijnmalen, T. C. L.,** Koloniale literatuur. (Ind. Gids, Mei, etc.).

547 Reiseberichten. Aus den. des Kapt. G. Reinicke, (Kapstadt, Cheribon, Bali-strasse, etc.). (Ann. d. Hydrogr. S. 136—41).

548 **Busken Huet. Cd.,** Uit en over Nederlandsch Indië, (Nederland, N⁰. 6, bl. 137—54).

549 **Riemsdijk, J. J. W. E.,** Militair summier zieken-rapport van Nederl.-Indië over het jaar 1882. (Geneesk. Tijdschr. v. N. I. D. XXIV. bl. 269—465).

550 **Rosenberg, H. von,** Die Affen von Insulinde. (Zool. Garten. J. XXIII. S. 111—15).

551 **Wigman, H. J.,** Tuinbouw in Indië. (Tijdschr. v. land- en tuinb. in Ned. O.-I. N⁰. 1).

552 **Bruyn Kops, de,** De regeling der Indische geldmiddelen. (Economist, Juni. bl. 629—34).

553 **Wiselius, J. A. B.,** Het gevangenis- en dwangarbeidstelstel in Nederlandschen in Britsch-Indië, enz. Zaltbommel, Joh. Noman en Zn. VIII—275 bl. 8⁰. — *f* 2.75.

554 **Toorn, J. L. van den.** De geschiedenis van Soetan Menangkérang eene Maleische legende. II Vertaling en aanteekeningen. III Verklaringen. (Bijdr. t. de taal- land- en volkenk. v. N. I. D. X, bl. 267—362).

555 **(Huijser, P. C.),** De pioniers van Indië door een pionier. 's Gravenh., M. Nijhoff. IV—175 bl. gr. 8⁰.— *f* 1.90.

556 **Eck, R. van,** Schetsen uit de geschiedenis der vestiging van het Nederlandsch gezag in Oost-Indiën. (Ind. Gids, Juli, bl. 915—29. Vgl. 6e Jaarg., I, bl. 473—97; II, bl. 201—18).

557 **Chijs, J. A. van der,** Nederlandsch-Indisch Plakaatboek, 1602—1811. Dl. I, 1602—1642. Batavia, Landsdrukkerij. 's Hage, M. Nijhoff. VIII—664 bl. 8⁰. —

558 Rees, De heer Otto van, Gouverneur-Generaal door *** (Ind. Gids, Juli, bl. 803—45).

559 **Burck, W.,** Getah-pertjah-boomen van Java. (Tijdschr. v. land- en tuinb. in Ned. O. I. N⁰. 1).

560 Proeftuin voor suikerriet te Semarang. (Tijdschr. v. land- en tuinb. in Ned. O. I. N⁰. 1).

561 Système, Le, des cultures à Java. (Jahr. d. Würt. Ver. f. Handelsgeogr. N⁰. 1).

562 Uitvoer van de voornaamste plantaardige handelsartikelen uit het vrij verkeer van Java en Madoera, in Jan. 1885. (Tijdschr. v. land- en tuinb. in Ned. O. I. N⁰. 1).

563 **Hasselt, J. v.** en J. de Koning, Een rijstpolder. Proeve eener berekening van het rentegevend vermogen op Java, door middel van landbouwwerktuigen en stoom in cultuur gebracht en met padie beplant. (Economist, Juni, bl. 577—618).

564 Nota omtrent een ontworpen spoorweg door het Serajoedal en de Residentie Banjoemas. 8⁰. (Pas dans la commerce).

565 **Perelaer, M. T. H.,** Eene mededeeling aan de leden der Tweede Kamer betreffende de opiumkit te Poeloesan. Rotterdam, J. G. Robbers. 1885. 8⁰.

566 **Römer, J.,** Tabakskultur und Kulis auf Sumatra. (Deutsche Kol.-Zeit. H. 13).

567 **Harrebomée, G. J.,** Eene bijdrage over den feitelijken toestand der bevolking in de Lampongsche districten. Rangen en waardigheden, uitspanningen en kleeding, godsdienst, huwelijk en de positie der vrouw. (Bijdr. t. de taal-, land- en volkenk. v. N. I. D. X., bl. 371—94).

568 **Sundermann, H.,** Die Insel Nias und die Mission daselbst. (Allg. Miss.-Zeitschr. Juni. S. 271—89).

569 Nias. — Aus unsrer Arbeit auf Nias. I. (Ber. Rhein. Miss. Ges. N⁰. 5).

570 **Kniphorst, J. H. P. P.,** Een terugblik op Timor. I. Historische herinneringen. (Tijdschr. v. Ned. Indië. Juni, bl. 401—83).

571 **Matthes, B. F.,** Over de Ada's of gewoonten der Makassaren en Boegineezen. (Versl. en Med. Kon. Akad. v. Wet. Afd. Lett. D. II, bl. 137—89).

572 **Riedel, J. G. F.,** Galéla und Tobeloresen. Ethnographischen Notizen. Mit Taf. (Zeitschr. f. Ethnol. J. XVII, S. 58—89).

573 **Riedel, J. G. F.,** De Sulaneezen, hunne gebruiken bij huwelijken, geboorte en bij het mutileeren des lichaams. (Bijdr. t. de taal-, land- en volkenk. v. N. I. D. X, bl. 395—405).

574 **Bonaparte, Roland,** Récentes découvertes des Neerlandais en Nouvelle-Guinée. Avec une carte. (Revue de géogr. Mai, p. 366—69).

575 **Chain,** L'Archipel de la Nouvelle Guinée, de la Nouvelle Bretagne et de la Nouvelle Islande. (Globe. T. IV, p. 66—38).

L'AFRIQUE EN GÉNÉRAL.

576 **Jooris, J.,** Les colonies Européennes en Afrique (Revue génér. Juill., p. 91—120).

577 Emploi, De l', des ouvriers Européens dans l'Afrique tropicale. (L'Afrique expl. N⁰. 7).

578 **Cardon, F.,** Il continente nero. (Nuova antol. Giugno, p. 703—15).

579 **Heichen, P.,** Afrika. Hand-Lexikon. Mit Abb. u. Karten. Lief. 1. Leipzig. Gressner u. Schramm. IV—48 S. gr. 8⁰. — M.—.50.

580 **Ratzel, F.,** Entwurf einer neuen politischen Karte von Afrika, nebst einigen allgemeinen Bemerkungen über die Grundsätze der politischen Geographie. Mit Kultur- und Staatenkarte von Afrika 1:45,000,000. (Petermanns Mitteil. VII, S. 245—50).

L'AFRIQUE SEPTENTRIONALE.

L'ALGÉRIE, LE TRIPOLIS, ETC.

581 **Kobelt, W.,** Die Kolonisation in Algerien. (Ausland, N⁰. 20, 21).

582 **Paul, E.,** Algier. (D. Rundschau f. Geogr. J. VII, S. 455—59).

583 **Du Mazet, A.,** Sites Algériens. Le Djebel Khar (montagne des lions) et la pleine de Télamine. Avec une carte. (Revue de géogr. Avr. p. 257).

584 **Ardouin-Dumazet,** Tiemeen et la vallée de la Tafna. (Bull. Soc. de géogr. Lille. T. IV, p. 381—84).

585 Corrispondenza da Tripoli. (Boll. Sez. Fiorent. d. Soc. Afric. d'Italia. I, p. 81—84).

586 **Kiepert, R.,** Originalkarte von Paul Ascherson's Reise nach den kleinen Oase, März—Mai 1876. Nach seinen Tagebüchern construirt. Mit Bemerkungen von P. Ascherson. (Zeitschr. Ges. f. Erdk. B. XX, H. 2).

L'AFRIQUE ORIENTALE.

L'EGYPTE. LE SOUDAN. POSSESSIONS FRANÇAISES ET ITALIENNES. LE PAYS DES SOMALI, ZANZIBAR, ETC. L'AFRIQUE AEQUATORIALE.

587 **Lesseps, F. de,** Rapport du canal maritime de Suez. (Bull. décadaire de la Comp. 5 Juin).

588 **Catoni, A.,** Rapport consulaire d'Alexandrette. (Verz. v. consul. versl. 1885, bl. 160 vv.).

589 **Pomblett, W. M.,** Story of the Soudan war, from the rise of the revolt, July 1881, to the fall of Khartoum, Jan. 1885. London, Remington, 292 p. in-8⁰. — 12/.

590 **Menges, J.,** Die Basen oder Kunema. (Globus, N⁰. 23).

591 Obock. (Bull. Soc. de géogr. comm. Bordeaux, N⁰. 13, p. 411—14).

592 **Valle, U.,** La terra dei Bogos. (Bull. Sez. Fioren. d. Soc. Afric. d'Italia. I. p. 65—72).

593 **Menges, J.,** Von der Somalikuste. (Deutsche Kol. Zeit. H. 11).

594 **Supan, A.,** Dr. Fischers Ostafrikanische Expedition. (Petermanns Mittheil. VII, S. 267).

595 **Reichard's, G.,** Bericht über die Reise nach Urna und Katanga. Mit vorläufiger Skizze der Aufnahmen der deutschen Ostafrikanischen Expedition unter R. Böhm und P. Reichard im Quellengebiet des Congo 1883—84. 1:3000,000. (Globus, B. XLVIII, N⁰. 2).

596 Waarenverkehr in Sanzibar. (Export N⁰. 24. — Mar. e Comm. Magg.).

597 Gebiet, Das, des Sultans von Sanzibar. — Einiges über Sansibar. (Deutsche Kol. Zeit. H. 11, 12).

598 **Lévesque,** Dans l'Afrique orientale. (Bull. Soc. de géogr. Lille. T. IV, p. 306—31).

599 **O'Neill, H. E.,** Some remarks upon Nakala (Fernão Veloso Bay) and other ports on the Northern Mozambique coast. With map. (Proc. R. Geogr. Soc. June, p. 373—77).

600 **Cameron, V. L.,** Across Africa. New ed., with new matter and corr. map, London, Philip and Son. XXVIII—569 p. 8⁰. — 12/6.

601 **Reichard,** Le Dr., dans le Katanga. (Mouv. géogr. N⁰. 13.)

602 **Wauters, A. J.,** Croquis hydrographique de l'Afrique centrale, mis au courant des dernières explorations. 1:10,000,000. (Mouv. geogr. N⁰. 13).

603 **Dutrieux, P.,** Souvenirs d'une exploration médicale dans l'Afrique intertropicale. Avec carte. Paris, G. Carré. 144 p. in-8⁰. — 3 fr. 50.

L'AFRIQUE MÉRIDIONALE.

LE TRANSVAAL. LE PAYS DES ZOULOUS. POSSESSIONS ANGLAISES.

604 Afrique Australe. Transvaal et Zoulouland (Revue génér. Juill. p. 31—43).

605 Zululand und die Zulu. (Deutsche Kol. Zeit. H. 12, 13. Fortsetz.).

606 Import, Der. Natal's. (Volksw. Wochschr. Wien. N⁰. 64).

607 **Weitzecker, G.,** Da Queenstown ad Aliwal-North. (Boll. Soc. géogr. Ital. Fasc. 6. p. 428—32).

608 Expedition, Die englische, nach dem Betschuanenlande. (Export, N⁰. 23).

609 **Büttner, C. G.,** Ackerbau und Viehzucht in Süd-West-Africa (Demara- und Gr. Nemaqualand). Mit Karte. Leipzig, Schloemp. 60 S. gr. 8⁰. — 1 M.

610 **Mackarness, Fr.,** The future of South Africa. (Fortn. Rev. July, p. 108—19).

L'AFRIQUE OCCIDENTALE.

LA SÉNÉGAMBIE. LA CÔTE DE GUINÉE. LIBÉRIA. CAMERUN, ETC.

611 Sénégal, carte du Fouta, dressée par M. Pleigneur, d'après l'itinéraire de M. Jacquemard, et ses propres connaissances. 1 : 395,000. Paris, Erhard.

612 **Faidherbe,** Le Soudan Français. Avec carte. (Bull. Soc. de géogr. Lille. T. IV, p. 83—96, 170—87. Voir T. II, p. 225—45).

613 **Beccari, G. R.,** La Guinea Superiora. (Bull. Sez. Fiorent. d. Soc. Afric. d'Italia. I. p. 73—80).

614 **Langhans, P.,** Das deutsche Gebiet an der Sklavenküste. Mit Karte auf Grundlage deutscher und englischer Aufnahmen und nach Dr. Zöllers Berichten construirt. 1 : 250,000. (Peterm. Mittheil. VI).

615 Togo-land, the German protectorate on the Slave Coast. With sketchmap. (Proc. R. Geogr. Soc. June. p. 377—80).

616 Arbeitsfeld, Das, Flegel's: das Gebiet des Niger und Benuë. Mit Karte. (Deutscher Kol.-zeit. H. 12).

617 **Desguin, F.,** Rapport sur le Libérie: Population, administration, législation, productions, etc. (Recueil consul. T. 4, p. 325—81).

618 **Buttikofer, J.,** Zoological researches in Western Libéria. With pl. (Notes from the Leyden Mus. Vol VII, p. 129—60).

619 **Wauwerman, H.,** Libéria. Histoire de la fondation d'un Etat nègre libre. Avec 2 cart. Brux. Inst. nat. de geogr. in-18. — 3 fr.

620 **König, H.,** Ein Besuch bei König Bala Demba am Dubrekastrom. (Deutsche Kol. Zeit. H. 13).

621 Neger-königreiche, Die, Coba und Kabitai, die Sangareah-Bai und die in dieselbe einmündenden Flüsse: Westküste von Afrika. Nach dem Bericht des Korv. Kapt. Chüden. Mit Karte. (Ann. d. Hydrogr. H. VI. S. 321—28).

622 Pechuel-Lösche Ueber das Herero-Land. (Globus, N⁰. 23).

623 **Rogosinski, S. de,** Terza ascentione del Mongo-ma-Lobach (Alta vetta dei monti Camerun). (Boll. Soc. Afr. d'Italia. Fasc. III, p. 71—80).

624 **Rabenhorst, R.,** Aus der Kamerunkolonie. (Deutsche Kol. Zeit. H. 13).

625 Expedition, Von der deutschen westafrikanischen. (Globus. N⁰. 24).

626 **Zöller, H.,** Der Batanga- oder Moenja-Fluss (Deutsches Kamerungebiet). Mit Kartenskizze. (Deutsche geogr. Bl. B. VIII. S. 211—15).

627 Verhältnisse, Die klimatischen, im Kamerun-Gebiete. (Export, N⁰. 25).

LE ROYAUME DU CONGO.

628 **Comber, T. J.,** Explorations by G. Grenfell and T. J. Comber on the Congo, from Stanley Pool to Bangala, etc. With map. (Proc. R. Geogr. Soc. June, p. 353—73).

629 **Gènin, E.,** Les expéditions de Brazza. Paris, Librairie gener. 238 p. in-12⁰.

630 **Lenz, O.,** Die Oesterreichische Congo-Expedition. (Aus allen Welltth. H. 9).

631 Carte du pays compris entre l'Ogóoué et le Congo, gravé par J. Hansen. Paris, Erhard.

632 **Oppel, A.,** Der Kongo und sein Gebiet. (D. geogr. Bl. B. VIII. S. 101—32).

633 Congo, The, Ill. (Nature Vol. 32. p. 154—58).

634 **Wauters, A. J.,** Les affluents du Congo français. Avec carte. (Mouv. geogr. N⁰. 14).

635 **Wauters, A. J.,** Le Congo au point de vue économique. Avec 3 cart. et grav. Bruxelles Inst. nat. de géogr. 12⁰. — 3 fr. (Gaz. geogr. N⁰. 25).

636 **Laveleye, Em. de,** Les conditions économiques du Congo. (Revue de Belg. 15 Mai, p. 5—21).

637 Aktenstücke betr. die Afrikanische Konferenz. I. General-Akte der Berliner Konferenz vom 26 Febr. 1885. II. Die Protokolle der Berliner Konferenz. (Aus: Deutsches Handels-Archiv). Berlin, Mittler u. Sohn. 123 S. gr. 4⁰. — 3 M.

638 Aktenstücke betr. die Kongo-Frage. Dem Bundesrath und dem Reichstag vorgelegt in Apr. 1885. Berlin, C. Heyman. 58 S. f⁰. — 3 M.

639 Acte général de la conférence de Berlin, suivi des traités des puissances signataires avec l'association du Congo. En langue origin. et en allem. par H. Robolsky. Leipzig, Renger. 59 S. gr. 4⁰. — 4 M.

640 **Banning, E.,** La conférence africaine de Berlin. (Revue de Belg. N⁰. 4).

641 **Travers Twiss,** La libre navigation du Congo. (Ann. Inst. de droit intern. 7ᵉ ann., p. 242—49, 278).

642 **Keane, A.,** Stanley's The Congo Free State. (Voir N⁰. 328.) (Acad. 27 June).

L'AMÉRIQUE DU NORD.

CANADA.

643 Guide Book, A, To the dominion of Canada. Contain. information for settlers, with map. London. Trubner & C⁰. XIV—138 p. demy 8⁰. — 6/.

644 **Ritchie, J. Ew.,** To Canada with emigrants. London, Auwin. 290 p. 8⁰. — 7/6.

645 **Janssen, C.,** Rapport sur la situation commerciale, industrielle et économique du Canada. (Recueil consul. T. 4. p. 382 svv.).

646 **Charlot, A.,** L'Insurrection du Nord-ouest du Canada. (Revue génér. Juin, p. 926—42).

L'AMÉRIQUE DU SUD.

PÉROU. BRÉSIL. LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, ETC.

647 Lage, Die wirthschaftl., Peru's im Jahre 1884. (Volksw. Wochenschrift. Wien. N⁰. 79).

648 Brasilien. Die neue Colonisations-Aera in der Provinz Sao Paulo. — Colonisation in Paraná und Santa-Catharina, etc. (Export. N⁰. 24).

649 Rio de Janeiro, Aus, Die Colonie Hayes in Paraguay. Währungsverhältnisse in Brasilien, etc. (Export. N⁰. 23).

650 **Wendler, Th.,** Die deutsche Kolonisation in Südbrasilien. Mit Ill. (Gaea. J. XXI, S. 461—70).

651 Lagoa dos Patos, Die, in der Provinz Rio Grande do Sul. Mit Karte. (Deutsche geogr. Bl. B. VIII, S. 164—202).

652 **Coudreau, H.,** Les Uapé. Itinéraire de Saô Joaquim a Panora. (Revue geogr. intern. N⁰. 115).

653 Entwurf, Der neue, eines brasilianischen Sklavenemancipationsgesetzes. (Export N⁰. 25).

654 **Svertschkoff, A. v.,** Einiges über die Tiermärkte in Bahia und Rio de Janeiro. (Zool. Garten. J. XXV. S. 323—25).

655 **Bruyssel, E. van.** Rapport sur la République Argentine: Description du territoire, étude sur la population, recherches sur les progrès de l'agriculture, etc. (Recueil consul. T. L, p. 193—314).

656 Oesterreicher in Montevideo. (Volksw. Wochenschrift. N⁰. 81).

657 **Seelstrang, A.,** Die argentinische Provinz Buenos-Aires. (Deutsche geogr. Bl. B. VIII. S. 133—63).

658 Handel, Der, Argentiniens mit Deutschland. (Volksw. Wochenschrift. Wien. N⁰. 79).

659 Paraguay als Ziel deutscher Auswanderung. (Globus. B. XLVIII, N⁰. 3).

660 **Amerlan, A.,** Eine Fahrt auf dem Rio Paraguay. (Deutsche Kol. Zeit. H. 11, 12).

661 Artikel, Absatzfähige, in Uruguay. (Volksw. Wochenschr. Wien. N⁰. 78).

662 **Thouar, A.,** Auf der Suche nach den Resten der Crevaux'schen Expedition. (Globus, B. XLVIII. N⁰. 1—3).

663 Hyades, Une année au Cap Horn. (Tour du monde. T. XLIX, p. 385 svv.).

APERÇU SYSTÉMATIQUE.

Colonisation. Émigration. Gén. 437—42. L'As. Centr. 485. L'Emp. I. Brit. 506. L'As. Or. 508. I. O. Néerl. 545, 46. L'Afr. en gén. 576, 77. L'Afr. Sept. 581. L'Afr. Or. 593. L'Afr. Occ. 614, 24. L'Am. du N. 643, 44. L'Am. du S. 648—50, 56, 59.

Voyages. Description. Cartes. L'As. Occ. 470, 76. L'As. Centr. 479—84. L'Emp. I. Brit. 494, 507. L'As. Or. 510—12. L'Indo-Ch. 530—33, 43. I. O. Néerl. 547, 48, 74, 75. L'Afr. en gén. 578—80. L'Afr. Sept. 582—86. L'Afr. Or. 590—92, 94, 95, 598—601. L'Afr. Mér. 604—8. L'Afr. Occ. 611—13, 15—17, 620—23, 25. Roy. du Congo, 628—31. L'Am. du S. 651, 52, 55, 57, 60—63.

Oro-hydrographie, Géologie, etc. L'Afr. Or. 602. L'Afr. Occ. 626. Roy. du Congo, 632—34.

Météorologie. Médecine. L'As. Occ. 474. I. O. Néerl. 549. L'Afr. Or, 603. L'Afr. Occ. 627.

La Botanique. Zöologie. I. O. Néerl. 550, 59. L'Afr. Occ. 618.

Produits. Cultures. Gén. 443—49. L'Emp. I. Brit. 495, 96. L'As. Or. 513. I. O. Néerl. 551, 60, 61, 66.

Anthropologie. Ethnographie, etc. I. O. Néerl. 567, 72, 73.

Gouvernement, etc. Gén. 450—52. L'As. Or. 514. L'Indo-Ch. 534. I. O. Néerl. 552, 53. L'Am. du S. 653.

Religion. Mission. Instruction. Gén. 453, 54. L'Emp. I. Brit. 497—500. L'As. Or. 515. I. O. Néerl. 568, 69.

Commerce, Industrie, etc. Voies de communication. Gén. 455—62. L'As. Occ. 467—69, 471—73, 75, 77, 78. L'Emp. I. Brit. 501. L'As. Or. 509, 516—23, 29. L'Indo-Ch. 535, 44. I. O. Néerl. 562—64. L'Afr. Or. 587, 88, 96. L'Afr. Mér. 609. Roy. du Congo, 635, 36. L'Am. du N. 645. L'Am. du S. 647, 54, 58.

Moeurs et coutumes. Langue et littérature. L'Emp. I. Brit. 502. L'As. Or. 524, 25. I. O. Néerl. 554, 71.

Politique. Histoire. Gén. 463—68. L'As. Centr. 486—93. L'Emp. I. Brit. 503—5. L'As. Or. 526—28. L'Indo-Ch. 536—42. I. O. Néerl. 555—58, 65, 70. L'Afr. Or. 589, 97. L'Afr. Mér. 610. L'Afr. Occ. 619. Roy. du Congo. 637—42. L'Am. du N. 646.

LA MARTINIQUE EN 1789—1790.

PAR

M. HURARD

Député de la Martinique.

I.

Si la Révolution était inévitable dans la métropole, elle l'était davantage aux colonies.

En France, l'amas terrible d'oppressions de toutes sortes accumulées depuis des siècles pesait sur les masses jusqu'à l'écrasement, criant la revendication, fomentant la haine.

Aux colonies, l'entassement d'injustices s'étalait avec plus de hideur encore. Chacune des coutumes, nous disons les plus odieuses, celles que la royauté elle-même avait abolies, subsista, malgré la royauté, malgré l'Assemblée, malgré tout, jusqu'à la dernière minute.

Une classe, celle des planteurs, forte de sa richesse territoriale, fière de ses nombreux privilèges, rendue plus arrogante par l'octroi de certaines lettres de noblesse, imposait ses lois, sa volonté, au mépris de toute émanation constitutionelle quelle qu'elle fut.

Cette aristocratie, dont les membres s'étaient intitulés les *Grands Blancs*, considérait le code noir lui-même comme un joug intolérable. Il était dit dans le préambule de cette législation de répression féroce que le maître devait certains égards à l'esclave! Outrés de sentir cette légère tutelle les Grands Blancs violèrent, dès qu'elle parut, la loi imposée par Louis XIV, en conservant toutefois une certaine mesure. Mais à peine la mort du grand roi fut-elle connue que cette nouvelle fut le signal d'une débauche de despotisme. Réunis par la communion de leurs intérêts, et l'intolérable orgueil d'une aristocratie de parvenus, les planteurs abolirent par une foule d'ordonnances, que constitutionnellement la métropole avait seule le droit de rédiger, les quelques articles qui sauvegardaient la vie et la propriété des gens de couleur.

De cette époque jusqu'à la Révolution ce mouvement s'accentue, les règlements intérieurs se multiplient, basés sur ce principe *qu'il ne faut point accueillir les plaintes des noirs de peur de la révolte.*

Au moment où 1789 sonna le premier coup de tocsin, les hommes de couleur ne possédaient plus aucun des droits que la royauté leur avait reconnus :

Le droit pour les sang-mêlé descendant de Français d'être réputés naturels français, aboli ;

Le droit des habitués et sauvages convertis ainsi que les originaires et régnicoles d'être capables de toutes charges, honneurs, successions et donations, aboli ;

La profession d'avocat, supprimée ; un office d'avocat unique *faiseur et signataire* de requêtes remplace toute la corporation ;

Défense aux gens de couleur d'habiter d'autres quartiers que le quartier désigné, de vendre ce qu'il possèdent, et d'aller s'établir dans une autre partie de l'île ;

Les tuteurs mulâtres sont destitués de leur tutelle attendu l'avilissement de leur couleur ;

La peine de mort est prononcée contre les colporteurs de mauvaises nouvelles ;

Un arrêt défend d'écrire les moyens des parties ;

L'esclave, l'homme de couleur, le nègre, leurs enfants et descendants sont incapables de recevoir des blancs par donation entre vifs ou à cause de mort ;

Défense est faite à l'homme de couleur de sortir de la colonie, — il ne peut faire le voyage de France qu'en fournissant caution pour le retour ;

Les noirs n'ont même pas le droit de se réunir dans les églises, de catéchiser dans les campagnes, de s'assembler pour célébrer une fête, *pour dîner en commun*, — le conseil supérieur a édicté la peine du fouet, la perte de la liberté, contre quiconque contreviendrait à cette décision ;

Les boulangers ne doivent pas vendre de pain aux gens de couleur avant que les blancs soient approvisionnés ;

L'exercice de toute profession est interdite, à ce point qu'un homme de couleur n'a pas même le droit de soigner la blessure causée par la morsure d'un serpent ;

La haine contre cette race se manifeste partout et sous toutes les formes, tant il importe au bon ordre de ne point affaiblir l'état d'humiliation imposé à la classe des noirs : elle va plus loin : elle frappe le blanc qui a contracté mariage avec la fille de couleur et le déclare inhabile à jouir d'aucun privilège, *c'est-à-dire le prive de ses droits civils ;*

Car le planteur ne cherchait pas seulement l'avillissement de la race noire; une autre caste, une caste blanche, française d'origine, irritait sa colère; celle des négociants des villes, de ces gens du Tiers que, par dérision, il appelait les *Petits Blancs*.

Cette partie de la population, douce, honnête, ne se préoccupait que de conquérir par le travail un bien-être légitime. Dénués des préjugés qui caractérisaient les Grands Blancs, les Petits Blancs, peu à peu, avaient fini par s'allier avec la race maudite. Ils rencontraient d'ailleurs, chez les filles de couleur, un amour et un dévouement sans égal, une fidélité conjugale à toute épreuve; chez les hommes, les affranchis et les mulâtres, une loyauté commerciale, une facilité de relations qu'accroissait de jour en jour la réprobation dans laquelle se trouvait enveloppé tout ce qui ne possédait point »d'habitation".

Et cependant, ces gens du Tiers-Etat, Petits Blancs[1]) et Hommes de couleur, auxquels Saint-Pierre doit sa prospérité étaient les soutiens des planteurs et leurs banquiers.

Ceux-ci se livraient à d'effrayantes dépenses. Légers comme des talons rouges, prodigues par imitation de ces modèles de folie et peut-être aussi par tempérament, les planteurs étaient partout cités comme des types de goût qui ne pouvaient se plaire que dans leur cadre personnel, la somptuosité. Où qu'ils demeurent, on les trouve jouissant de la plus grande considération parmi les écervelés de l'époque, tous plus occupés de leurs plaisirs que des affaires du pays. La plupart d'entre eux avaient abandonné la direction de leurs habitations à des géreurs, qui partageaient leurs préjugés; mais qui, plus habiles que leurs maîtres, préparaient la saisine de leurs propriétés par une administration dont la principale préoccupation était l'aggravation progressive d'un énorme passif. Afin de soutenir une existence de luxe à outrance, les planteurs durent souvent recourir à ces négociants honnis, à ce Tiers pour lequel

[1]) La qualification de *Petits Blancs* n'existe plus à la Martinique. Une autre expression, celle de *manant*, a survécu. Cette dernière sert toujours aux Grands Blanc à qualifier l'ouvrier et le commerçant venant de France.

Au contraire, tel individu blanc, aventurier à particule, ennemi du travail pour lui-même, est, le plus souvent, accueilli par les Grands Blancs, l'aristocratie du pays, avec une faveur marquée.

L'origine de la caste »Grands Blancs" est des plus curieuses. Dans les premiers temps de l'annexation des Antilles elles furent habitées par des nobles et des roturiers. Ceux-ci étaient tant soit peu boucaniers. Ayant besoin d'employés, ils engagèrent à leur service des blancs, appartenant à toutes les classes. Les engagements se faisaient pour une durée de trois ans. Les engagés étaient à proprement parler des esclaves blancs. Ils n'avaient même pas le droit de porter un fusil lorsqu'ils accompagnaient leur maître à la chasse; encore moins d'en posséder. Il résulte de cette état de choses que les Grands Blancs en 1789 appartenaient presque tous à la catégorie des trente-six mois — ainsi dénommée du nombre de mois de leurs engagements.

il n'y avait point assez de mépris. L'orage s'amoncelait. Deux éléments se trouvaient en présence. D'un côté l'imprévoyance, la prodigalité et l'orgueil; de l'autre, le travail, l'économie et le respect des lois.

II.

Un peu avant la Révolution, en 1787, les planteurs qui, en dépit de leur légèreté, entrevoyaient le gouffre eurent un instant la vision du salut.

Une ordonnance du roi créait une Assemblée coloniale et la chargeait de répartir les impôts pour l'année 1788.

Les Grands Blancs pressentirent aussitôt tout le parti qu'ils pourraient tirer de ce système représentatif, s'il était bien exploité par eux au cours de son application. Il s'agissait seulement de bien choisir les membres de l'Assemblée, puis de former une majorité soumise à un chef sûr par son énergie, son intelligence et sa haine.

Le choix tomba sur un planteur de la Trinité, connu pour ses violences journalières contre Saint-Pierre et son mépris pour les ordonnances de la métropole.

C'était un nommé Dubuc, qui moins que personne avait le droit de parler. Il jouissait parmi les siens d'une grande autorité due à une intelligence peu commune.

Son père, premier commis au bureau des colonies sous le ministère de Choiseul, s'était retiré à la Martinique avec le titre d'intendant général des colonies. De lui datait l'origine de l'influence et de la fortune des Dubuc à la Martinique. Il avait conservé, après sa retraite du ministère, un grand crédit dans les bureaux. Il s'en servit, ainsi que du facile accès qu'il lui donnait auprès du ministre, pour démontrer à ce dernier que son premier devoir était d'encourager la colonisation par des primes et des facilités accordées aux fondateurs d'établissements. Grâce à une réputation d'habileté en matière d'administration et de colonisation, conquise par vingt ans d'exercice, Dubuc persuada facilement le ministre, qui avait d'ailleurs confiance en ses lumières.

Démasquant alors ses batteries, il cessa de parler intérêt général et ne parla plus qu'intérêt particulier. A force de sollicitations et d'astuce, il obtint une avance de 1,580,627 livres, argent de France, pour créer une raffinerie. Toutefois, cette somme ne fut reconnue par un contrat que le 22 février 1786, sous le ministère de M. de Castries (à la marine), et hypothéquée sur une habitation, située au quartier de la Trinité-Martinique.

Donc, muni de cette royale avance, Dubuc père fonda effectivement une raffinerie qui prospéra. Ce premier succès l'encouragea à mettre à exécution un projet plus vaste, de la conception la plus hardie. Il ne s'agissait de rien de moins pour le nouveau colon que de devenir l'entrepositaire des marchandises provenants des États-Unis.

Pour atteindre ce but, il fallait relever le port de la Trinité, et ruiner les trente mille habitants de Saint-Pierre. Mais il importait peu ! Ces gens-là étaient des manants !... Malheureusement pour Dubuc, les mémoires qn'il adressait au ministère tendant au relèvement du port de la Trinité n'avaient pas le même succès que sa captation de numéraire. Quels que fussent ses efforts commerciaux et ses intrigues, le nombre des navires qui abordait à la Trinité était si restreint que c'était pitié de voir toujours vide ou presque vide cette baie magnifique composée d'un port avec son avant-port (le tout naturel), devant lequel s'étend une vaste rade protégée par cet immense banc des Roches Madréporiques qui se dresse de la Pointe-du-Diable jusqu'en vue de l'ìlet Sainte-Marie.

La conquête de l'île par les Anglais, en 1762, réveilla les espérances de Dubuc. Avec l'âpreté du génie du mal, ce Français, indigne de ce nom, commit toutes les bassesses pour obtenir les bonnes grâces de ses nouveaux maîtres, c'est-à-dire l'obtention du monopole de l'entrepôt des marchandises des États-Unis. Il ne fut, du reste, pas plus écouté du gouvernement anglais que du gouverne-

mépris pour toute autorité autre que celles des planteurs — (mépris qui est l'une des principales caractéristiques du Grand Blanc); — mais encore, son père et lui s'étaient scrupuleusement gardés de rembourser à l'Etat le million et demi avancé, et même de servir une seule annuité des intérêts produits par cette somme.

Ce possesseur de propriété irrégulièrement obtenue était donc à la fois une trouvaille et un gage.

Jaloux de se distinguer à son tour aux dépens du Tiers et de Saint-Pierre, Dubuc, enflé d'orgueil par le choix des planteurs, insinua à ses collègues, dès la première réunion de l'Assemblée coloniale, qu'il n'appartenait point aux planteurs de supporter le fardeau de l'impôt, mais bien aux négociants, commerçants, ouvriers d'arts, en un mot aux manants.

Les planteurs répondirent avec enthousiasme à cette suggestion si en rapport avec leurs goûts, leur vanité et leurs intérêts.

Séance tenante, Dubuc rédigea le procès-verbal dont les termes à eux seuls constituaient la plus vive des critiques de cette application du droit commun qui émanait de la métropole.

Jamais teneur de procès-verbal plus arrogante et plus insultante:

»La destination des colonies ne permet aucun impôt à la charge »des cultivateurs [1]). C'est à eux, c'est à ces îles à sucre que la »France doit le merveilleux service d'avoir converti des nations »rivales en nations tributaires; et si, pour l'avantage de la propriété »elle-même, le gouvernement exige une contribution pour l'entretien »d'une armée du dehors, d'une maréchaussée contre les brigands »de l'intérieur, il faut qu'elle serve à contenir, à corriger une espèce »d'ennemis de la société [2]), auxquels la sollicitude du ministère ne »peut opposer ni le soldat ni la maréchaussée, et contre lesquels »la magistrature est sans pouvoir [3]). Il faut destiner l'impôt *à peser »le plus possible sur la partie qui nuit, et le moins possible sur la »partie qui sert, et en cela il devient un double bienfait.*"

Cette déclaration qui flétrissait la majeure partie de la population était doublement atroce.

Au point de vue de l'humanité, au point de vue de la reconnaissance!

Ainsi que nous l'avons dit tout à l'heure, les planteurs avaient dû emprunter au Tiers afin de satisfaire à ses prodigalités; et l'année précédente encore, à l'occasion de la famine, les habitants

---

[1]) Planteurs, cultivateurs, etc.... sont des Grands Blancs. Cette désignation de cultivateur s'applique aujourd'hui dans les colonies à l'ouvrier de la terre.

[2]) Les ennemis de la société, c'était le parti du Tiers, tout ce qui n'appartenait point à la caste des Grands Blancs.

[3]) *Sans pouvoir*, puisque ces *parias* n'ont qu'une préoccupation: l'obéissance aux lois.

de Saint-Pierre, par une avance toute spontanée et toute fraternelle, avaient sauvé la Martinique du plus grand des fléaux.

Ces *manants* devaient naturellement porter la peine de leur généreuse magnanimité.

Les planteurs leur devaient de vingt-cinq à trente millions! Cela leur saignait le cœur de rembourser leurs créanciers Du reste l'exemple de la fraude réussie de Dubuc n'était pas fait pour les engager à payer.

Cependant l'Assemblée coloniale continuait ses travaux.

A l'instigation de Dubuc, qui dirigeait le mouvement, les planteurs changèrent l'assiette de l'impôt. Quoique la rédaction du procès-verbal eût soulevé quelques murmures à Saint-Pierre, ils n'étaient point assez violents pour obliger les planteurs à plus de modération et à plus de justice. L'Assemblée, conséquente avec sa déclaration, prit l'industrie pour base de la taxe. Pour payer le million réclamé par le roi, elle établit des droits d'entrée et de sortie sur les marchandises, ainsi qu'une capitation sur les gens de couleur libres et sur les nègres non employés à la culture; quant aux noirs des sucreries, ils furent exemptés de tout impôt.

C'était la victoire pour l'aristocratie: la récupération de sa fortune gaspillée, la ruine des commerçants.

Propriétaire exclusivement rurale, elle rejetait par cette manœuvre tout le poids de l'impôt sur Saint-Pierre et les villes.

En 1787, les planteurs avaient supporté la moitié de l'impôt. L'Assemblée coloniale ne les chargeait — et encore indirectement — que d'un sixième pour l'année 1788: le reste, soit les 5/6es, était réparti sur les habitants des villes; leurs nègres furent taxés à 33 livres, les commissionnaires virent leur patente imposée à 1,650 livres; les marchands regrattiers, pacotilleurs, cabaretiers, caboteurs, payèrent le reste.

La fermentation des esprits ne se manifesta pas tout d'abord; on parut accepter la répartition de l'impôt, mais lorsque le gouverneur, M. de Damas, eut lancé son ordonnance, le 16 octobre 1788, aux termes de laquelle cette décision de l'Assemblée devenait exécutoire, Saint-Pierre s'indigna. Quatre négociants[1]), MM. Ruste, Delorme, Joyau et Fortier, fermèrent leur magasin. Les autres suivirent cet exemple. Les affaires furent suspendues. A l'instigation de Ruste, de Delorme, de Joyau et de Fortier, une protestation fut rédigée, signée par tous les marchands et envoyée au gouverneur.

Cet acte d'indépendance étonna les planteurs.

---

[1]) Classés parmi les Petits Blancs.

Tout en accusant l'esprit remuant de Saint-Pierre, ils avaient peine à concevoir la hardiesse des Petits Blancs; toutefois, cette revendication leur parut le plus exécrable des crimes. Le Comité s'apprêta à agir auprès du gouverneur. Mais ce dernier n'avait pas besoin de stimulant: il était de par sa naissance, son tempérament, ses attaches, gagné à la cause des Grands Blancs.

En effet, le vicomte Claude-Charles de Damas de Marillac appartenait à l'une des familles d'épée les plus notables du Lyonnais. Dès sa plus tendre enfance, il avait obtenu la croix de Malte. Fidèle aux traditions, il avait embrassé la carrière des armes et s'était distingué en homme jaloux de se rendre digne d'un passé glorieux et d'occuper une place marquante parmi ses contemporains.

Chacun de ses grades avait été gagné à la pointe de l'épée, depuis celui d'enseigne jusqu'à celui de maréchal de camp. La cour, pour récompenser ses services et aussi pour répondre à de pressantes sollicitations, l'avait nommé gouverneur de la Martinique en 1781. Cette fois, son choix tombait sur un vieux serviteur. Il n'en était pas meilleur pour cela. Le vicomte de Damas, loin de rechercher les moyens d'amélioration sociale, exerçait le gouvernement de sa colonie comme il aurait exercé le commandement des troupes. Rempli d'égards pour les Grands Blancs, il ne savait plus que sévir dès qu'il s'agissait des Petits Blancs et des gens de couleur.

L'attitude de Saint-Pierre le révolta. Non seulement, il voyait dans l'adresse des négociants une atteinte flagrante portée à l'Assemblée coloniale, mais encore une rébellion ouverte à ses ordres et la méconnaissance de tous les droits de l'aristocratie. Grand seigneur et général, il répondit à la remontrance des négociants par un acte de vigueur répressive.

A peine eut-il pris connaissance de la protestation qu'il envoya des garnisaires chez les quatre instigateurs.

Loin d'effrayer la population, cette mesure accrut son indignation.

Ruste, Delorme, Joyau et Fortier conseillèrent eux-mêmes le calme. Et tel était l'état des esprits que les trente mille habitants de Saint-Pierre, Petits Blancs et gens de couleur, forts de la justesse de leurs prétentions, cédèrent sans effort aux sollicitations des quatre négociants et de leurs amis, et opposèrent à cette nouvelle agression la tranquillité sereine de l'innocence mise en accusation.

Cette conduite exaspéra le vicomte de Damas et les planteurs. Le gouverneur devenait impuissant devant cette résignation imposante.

Le désordre aurait amené la répression : la Cour aurait sanctionné la répression.

Mais que faire, en l'espèce, devant un peuple tranquille qui attend qu'on veuille bien lui faire justice?

Damas tint bon deux jours durant, espérant lasser Saint-Pierre. En dépit du zèle de ses agents et de ceux des planteurs qui s'étaient joints à eux, personne ne bougea.

Le vicomte de Damas dut céder.

Il suspendit les effets de son ordonnance, déclarant qu'en présence des manifestations de l'opinion publique il devait en référer au ministère. Il agissait ainsi sous l'empire d'une arrière-pensée, celle de la confirmation par le ministre de la décision de l'Assemblée coloniale, qui, tout en mettant à couvert sa responsabilité sous une apparence légale, devait lui permettre de sévir avec rigueur contre Saint-Pierre.

Cette belle combinaison avorta, malgré les démarches des planteurs qui habitaient Paris et qui s'étaient mis à la disposition du vicomte de Damas et de l'Assemblée coloniale. Grâce à la prépondérance plus marquée de jour en jour qu'acquérait le Tiers par suite de la propagation des idées républicaines, les Chambres de commerce, auxquelles la ville de Saint-Pierre avait demandé assistance, plaidèrent si chaleureusement la cause de la justice auprès de M. de Montmorin [1]), que ce dernier adressa une lettre de blâme à l'Assemblée coloniale, donnant gain de cause aux négociants de Saint-Pierre.

Cette lettre exaspéra les Grands Blancs contre la métropole, pour les ordonnances de laquelle ils professaient de longue date leur orgueilleux mépris. Mais ils durent ronger leur frein et se soumettre.

Sur ces entrefaites, eut lieu la clôture de la session de l'Assemblée coloniale: on fixa la reprise des travaux au 9 février 1789.

III.

L'année 1789 s'ouvrit par la réception d'un portrait du roi qu'apporta la frégate *la Didon*. Le vicomte de Damas reçut en grande pompe cette marque de bonté du roi et fit solennellement accrocher l'image royale dans la grande salle du palais du gouvernement.

Déjà des nouvelles inquiétantes arrivaient de France. Elles servirent de texte aux conversations des Grands Blancs pendant les réjouissances. Tous plaignaient le roi, qui se trouvait obligé de lutter contre la magistrature et le Tiers. On blâmait ses hésitations.

---

[1]) Ministre de la marine.

Que n'usait-il de la force? le seul moyen de faire taire les manants.

En vérité, ils y mettaient de l'acharnement. Presque tous, faisant blanc de leur épée, parlaient de partir pour la France et de se mettre aux ordres du roi, pour combattre les armes à la main les défenseurs de la loi, — la canaille!

On trouvait une analogie entre les derniers événements de la Martinique et ceux de France. On établissait des parallèles. On s'encourageait à la rébellion sous les yeux paternellement clos de M. de Damas.

Aussi, lorsque le 9 février eut lieu la seconde réunion de l'Assemblée coloniale, celle-ci pleine de résolution et d'entrain maintint-elle tous les droits. La seule satisfaction qu'obtinrent les Petits Blancs et les gens de couleur fut la réduction à 25 livres de la capitation des esclaves et l'extension de cet impôt aux esclaves des sucreries.

Ce même jour, le 9 février, arrivait à la Martinique un homme qui devait jouer un grand rôle dans l'histoire de la colonie, Foulon d'Ecotier, intendant de la Guadeloupe, envoyé au même titre, mais avec avancement à la Martinique.

Foulon, dès les premiers jours, s'écarta avec soin de toute coterie. Eclairé par son séjour à la Guadeloupe, il s'était mis immédiatement au travail, voulant avant tout se rendre compte par un examen approfondi de l'état des finances. Il trouva un déficit considérable et découvrit que la plupart des Grands Blancs étaient compromis.

Il s'adressa d'abord à M. de Damas pour tâcher d'obtenir à l'amiable la restitution des sommes dues au Trésor.

Soit que celui-ci ne répondit point aux avances de l'intendant, soit que les Grands Blancs y missent de la mauvaise volonté, ce qui est fort présumable, Foulon n'obtint rien. Il écrivit au ministre.

On était arrivé en juillet.

Les nouvelles se succédaient de moins en moins rassurantes pour l'aristocratie.

En dépit des efforts de l'autorité, elles transpiraient au dehors.

Le vicomte de Damas sentait qu'une hostilité, sourde, contenue par la plus ferme des volontés de rester dans les termes de la légalité, envahissait les villes et croissait de jour en jour. Aussi, depuis plusieurs mois, ne cessait-il de demander son rappel. Il fut enfin exaucé.

Arrivé à Saint-Pierre le 9 juillet, le comte de Vioménil fut chargé du gouvernement de la Martinique par intérim. Le navire qui l'amenait apportait en même temps une nouvelle qui produisit

dans les esprits une violente agitation; la convocation des Etats-Généraux sous le nom d'Assemblée nationale.

Soit que la santé de M. Damas fût altérée au point d'ébranler sa fermeté rigide, soit qu'il ne sût véritablement que penser des événements troublants dont les détails parvenaient jusqu'à lui comme un effrayant écho, cet officier général quitta la Martinique le 11 juillet suivant, sans cérémonial, ce qui était une dérogation flagrante à ses habitudes. On eût dit qu'il avait hâte de quitter la colonie et qu'il croyait de la part de la population à une haine que sa partialité et son despotisme dans l'affaire du changement d'assiette de l'impôt, auraient certainement méritée.

Son départ ne provoqua aucun mouvement de joie ou de regret. Petits Blancs et Noirs attendaient.

M. de Vioménil, le nouveau gouverneur, s'installa. C'était un homme de cinquante-cinq ans, dans toute la force de l'âge. Comme son prédécesseur, le vicomte de Damas, il s'était acquis une belle réputation d'homme de guerre. Pour ses débuts il fut nommé à la sortie de l'Ecole de Lunéville, aide de camp de Chevert. A vingt-six ans, il avait conquis la croix de Saint-Louis. En 1780, on le retrouve en Amérique sous les ordres de Rochambeau.

Très ferme, très grand seigneur, il affichait de philosopher à la Franklin. Son ardeur pour l'application des théories nouvelles l'avait même poussé à prendre à la guerre d'Amérique une part active. Militaire de tempérament, il s'était brillamment distingué. Toutefois, et l'esprit de l'époque et le milieu dans lequel il avait été élevé, dans lequel il vivait, avaient endigué ce que ces bonnes dispositions pouvaient avoir de réel et de sérieux. A cette époque, comme aujourd'hui, que de bonnes volontés les questions d'intérêt unies à l'orgueil de race n'ont-elles pas fait dévier!

Quoi qu'il en soit de la bonne foi avec laquelle il avait embrassé les principes de la Révolution — qui au début paraissait à l'horizon avec la grâce des aurores roses des peintres rococos — bonne foi consacrée par le baptême de feu reçu dans les forêts du Nouveau Monde, il est bien certain qu'elle fut ébranlée par l'influence de la réaction, à tel point qu'il ne resta bientôt plus rien de ces beaux sentiments humanitaires étalés avec tant de fracas.

Il est même probable que Vioménil en était à la seconde phase de sa vie philosophique lorsqu'il arriva à la Martinique. Il avait été témoin en France des efforts du Tiers et de la magistrature pour parer à la banqueroute, de leurs récriminations, dont la vivacité choquait la cour et la noblesse; son cœur avait dû saigner des bles-

sures d'amour-propre et de vanité, et un beau matin il s'était réveillé plus royaliste que jamais.

Tiraillé par sa foi légitimiste et par ses goûts pastoraux humanitaires, Vioménil n'était pas à la hauteur des événements. Comme philosophe, il devenait plus que suspect; comme noble, il devait croire que son intérêt et celui des siens consistait à briser dans l'œuf une révolte qui s'annonçait menaçante.

Il fallait un gouverneur ferme, sage, conciliant, n'ayant d'autre orgueil que d'administrer au nom du droit et de la justice.

Ce fut un esprit indécis, rempli de préjugés, incapable de comprendre la portée du mouvement qui secouait le vieil univers, qu'on envoya à la Martinique. Un Rossignol [1]), en un mot.

Au moment où arriva Vioménil, la Déclaration des droits de l'Homme éclatait.

Elle retentit formidable dans le cœur des opprimés. Mulâtres, noirs, petits blancs, saluent à l'envi l'ère nouvelle de fraternité et d'égalité qui s'ouvre.

Cette déclaration sortie des entrailles de la France, c'était la fin des mauvais traitements, l'avènement de l'homme à la dignité humaine sans distinction de race ni de couleur.

Du coup, Vioménil chancela. Il ne croyait pas rencontrer aux Antilles cette même ferveur dont il avait été effrayé à Paris. Les planteurs comprirent que le gouverneur était à eux.

Ils l'entourent, le pressent, font appel à ses sentiments, représentent les *manants* comme des bandits, implorent son énergie comme la seule sauvegarde de toute une race. Déjà vaincu, il tombe.

Dubuc souffle la haine. Il veut terroriser ceux qui réclament l'application de la nouvelle législation.

Serviteur obéissant et aveugle d'une puissance intellectuelle bien supérieure à la sienne, d'un parti qui croit son existence en danger s'il paie ses dettes, qui voit ses prérogatives perdues, Vioménil prend un parti, celui du sanglier acculé. Il intercepte les lettres, coud les lèvres!... La nouvelle vole!... Elle vole. L'ivresse s'empare de la foule, une ivresse fraternelle comme celle de Paris le jour de la Fédération.

Vioménil s'entête.

Il veut écarter à n'importe quel prix tout ce qui peut être une allusion à la liberté, à l'indépendance.

C'est en vain, la bonne parole s'étend dans toute l'île.

---

[1]) Général incapable élevé par les clubs de 1793. A fait les guerres de Vendée, amoncelant sottise sur sottise. Et pour prix de services, pires que s'ils eussent été négatifs, fut appelé au ministère de la guerre, qu'il dut quitter ignominieusement.

Les noirs réclament la liberté.

Vioménil redouble de rigueur.

Le 30 août, les noirs, les esclaves écrivent simultanément trois lettres: l'une au gouverneur, l'autre à l'intendant Foulon, la dernière à Deloumois, le commandant de Saint-Pierre. Ces lettres, ou plutôt cette triple circulaire, dénotent une aspiration vers la liberté sans autre égale que celle du 14 juillet en France, et prouvent la vicacité du souvenir de la répression féroce avec laquelle étaient appliquées les ordonnances des planteurs; elles prouvent les agissements occultes de Vioménil et des Grands Blancs, les supplices secrets auxquels ces derniers livrèrent tout d'abord les esclaves qui eurent l'audace de réclamer la liberté.

Or, ces agissements occultes, les voici:

Vioménil et les planteurs reçurent quelques jours avant la fin d'août les données les plus exactes sur le mouvement révolutionnaire.

Subitement, lui et les siens changent de tactique. Ils cessent de châtier les esclaves de leur habitation: ils les flattent, les cajolent, leur insinuent que les maîtres non sucriers — les manants — s'opposent seuls à leur affranchissement. Les pauvres noirs les écoutent. On favorise leur évasion [1]). Le 25 avril 1789 ils étaient en pleine insurrection, mais en insurrection calme.

Un colosse, un noir nommé Marc, sorte de portefaix Rey, de cette seconde contre-révolution avignonnaise, se met à leur tête et organise les 300 hommes de sa bande. Pendant qu'il se préparait à combattre, Marc reçut l'ordre de mettre en demeure les autorités d'avoir à exécuter la décision royale relative à l'esclavage.

Voici le précis de sa circulaire:

»Nous savons que le roi nous a rendus libres, et si l'on résiste »à nous rendre notre liberté, nous mettrons toute la colonie à feu »et à sang, et il n'y aura d'épargné que le gouvernement et les »maisons religieuses.

»Signé: *Nous tous, NÈGRES!* [2])"

Rien n'était mieux combiné. En fomentant ainsi la révolte, la réaction coloniale tournait à son avantage le bénéfice de la Révolution. D'oppressive, elle devenait libératrice! Elle se mettait à la

---

[1]) Débats du 27 septembre 1789. Les noirs arrêtés déposent que des *amis de distinction* ont obtenu du roi et pour eux la liberté.

[2]) Le samedi 9 janvier 1790, cette lettre fut portée à la connaissance de l'Assemblée par la députation martiniquaise dévouée aux intérêts des planteurs. Le langage tenu par son leader prouve la duplicité des Grands Blancs et de Vioménil.

tête du mouvement, quitte à le combattre après avoir anéanti le Tiers.

Elle prévenait, en outre, l'effet de l'annonce des événements de France, et obligeait les honnêtes gens à rallier son drapeau.

Si les coteries, si les complots dirigés par la raison et la science des mille détails de la diplomatie avaient pu quelque chose contre la Révolution, ce plan machiavélique eût brisé sans retour son élan aux Antilles!

Mais quand le peuple se lève, lorsqu'une question sociale se pose seule et exige, au nom de l'humanité, qu'on la résolve, la diplomatie disparaît Il ne reste plus debout qu'une seule politique: la vérité s'appuyant sur le droit.

C'est ce que la réaction ne comprit nulle part.

Le 14 septembre suivant, un navire bordelais mouille en rade de Saint-Pierre et apporte avec les nouvelles exactes, le palladium français: les trois couleurs.

La foule, le Peuple arbore la cocarde avec enthousiasme.

La tentative de création d'une Vendée noire, dans les grands bois, au centre de l'île, avortait.

Elle avortait aussi parmi les 300 noirs.

Les émissaires de Marc avaient apporté au camp la nouvelle de l'armement de la milice négro-blanche de Saint-Pierre. Peut-être aussi apportaient-ils des détails sur le mouvement révolutionnaire! Toujours est-il qu'à part quelques nègres marrons, et encore en très petit nombre, qui restèrent sous les ordres de Marc, tous les Vendéens se rendirent en moins de huit jours à leur poste de travail.

Cependant l'*annonce officielle* de la Déclaration des droits de l'homme se répand. Tout Saint-Pierre se pare des couleurs nationales.

Le gouverneur répond par l'ordre de quitter la cocarde, *symbole d'événements malheureux!* [1]), dit-il.

Tristement, mais avec le sentiment de l'obéissance que le citoyen doit aux lois, tous obéissent à cet ordre, qui est cependant une violation de la loi. Railleurs, dans la victoire, les Grands Blancs accablent le peuple de sarcasmes. C'est si comique, des hommes qui revendiquent les droits de l'homme!

Brusquement la scène change. Le comte de Vioménil apprend que le gouverneur de Sainte-Lucie a arboré les trois couleurs. Craignant pour lui même les suites de sa désobéissance aux décisions

---

[1]) Propres expressions de M. de Vioménil.

de l'Assemblée, il se hâte d'autoriser le port de la cocarde. Il va plus loin. Emporté par la crainte, il offre un festin de réconciliation et boit à l'égalité.

Au sortir du banquet, toujours ému par le péril où il est de perdre son gouvernement, peut-être aussi par des libations inaccoutumées mais pardonnables un jour de fête, il tombe, les yeux baignés de pleurs, dans les bras d'un mulâtre, l'embrasse avec effusion et, s'adressant aux soldats qui étaient présents : » Cet homme, s'écrie-t-il, est votre frère. Aimez-le! Je vous en conjure! Je vous l'ordonne!"

Triste préface de la journée du 20 juin, durant laquelle Louis XVI, mû par ses habitudes de duplicité royale, criait: *Vive la nation!* et attachait la cocarde tricolore au bonnet rouge.

En apprenant cette scène, Fort Royal s'indigne. Les Grands Blancs, atteints dans le plus cher et le plus indéracinable de leurs préjugés, se jettent sur les mulâtres et les accablent de coups. Ceux-ci se défendent. On les maltraite davantage. Ils crient » Aux armes". De proche en proche, le cri gagne, arrive à Saint-Pierre. Le peuple se lève. La Révolution commence.

La fureur de la foule éclate. Elle veut elle-même marcher au gouvernement, s'emparer du général de Vioménil et l'expédier en France.

Il n'y a pas un planteur dans les rues. Les héroïques gouailleurs ont disparu, fuyant devant le courroux populaire.

Est-ce à cette panique que Vioménil dut son salut? Peut-être.

Ne voyant plus leurs ennemis habituels, cessant d'être harcelés par les épigrammes sanglantes, quotidiennes, le peuple s'apaisa comme s'apaisent les forts.

Il nomma un comité chargé d'informer sur l'événement.

Vioménil tremblant s'abaissa devant le comité pour se le rendre favorable. Il n'y parvint point. On eût dit que l'implacable génie de la Révolution planait sur les membres du comité et leur soufflait son intégrité!

Mais la première alarme était passée. La houle se produisait encore, cependant on sentait l'approche de l'apaisement.

Soutenu, encouragé par son conseil intime de Planteurs, Vioménil convoque l'Assemblée coloniale, certain d'obtenir d'elle un jugement élogieux. L'Assemblée coloniale était, en effet, composée des commandants de quartier, ses créateurs, de deux membres du conseil, du commissaire ordonnateur. Dubuc, la cheville ouvrière, l'âme du parti aristocrate, en était président.

Vioménil se sentit sauvé.

Par malheur Foulon, qu'il avait refusé d'écouter, reçoit la réponse

à la lettre qu'il a adressée au ministre de la marine. Ce dernier lui accorde l'ordre sollicité de poursuivre Dubuc en remboursement de la somme de 1,580,627 livres en principal et des intérêts de ladite somme depuis un peu plus de vingt ans.

Ce coup paralysa l'Assemblée. Les mémoires justificatifs produits par le général de Vioménil furent à peine lus. Dubuc eut peur à son tour. Il n'osa répondre par l'apologie implorée. Il prit un biais et fit voter à l'Assemblée coloniale, qu'étant donnés les égards qu'elle devait aux représentants du roi, elle ne pouvait connaître de cette affaire et la renvoyait à qui de droit.

Dès que le Comité de Saint-Pierre, élu par le peuple, apprit cette décision, il rédigea un mémoire et l'adressa à l'Assemblée nationale et au ministre.

Comprenant un peu tard la tactique des planteurs dans l'affaire de l'insurrection des noirs, et craignant une nouvelle perfidie, il s'occupa de la réforme de la milice et institua une garde nationale sur le modèle de celle de la métropole: il épura la police et nomma des employés sur lesquels il lui était permis de compter.

Cette initiative blessait le comte de Vioménil. Il sentait le Tiers lui échapper. Par son ordre, M. Deloumois, commandant pour le roi de la ville de Saint-Pierre, arrête le mouvement en déclarant qu'il répond de l'ordre, que l'on peut compter sur lui, qu'il fera respecter les ordonnances. Le comité, crédule comme toute assemblée d'honnêtes gens, s'incline devant la parole donnée. Il se dissout de lui-même. Mais, avant de se dissoudre, il veut rendre un dernier service. La caisse de l'administration est vide. Foulon, dont il connaît l'intégrité, ne sait où trouver des fonds pour assurer le service et le prêt des troupes: il lui procure les 66,000 livres nécessaires.

Quoique la dispersion du Comité put compter pour une victoire de l'aristocratie, celle-ci ne laissait pas d'être inquiète.

La municipalité de Saint-Pierre restait debout, composée des commissaires et des employés de l'administration, tous gens que l'ancien régime ne comptait jamais. Elle avait pour chef un vieux brave homme nommé Thomasseau: elle s'appuyait sur un jeune homme, Dieudonné, commis d'administration, et sur Foulon d'Ecotier, l'intendant du roi, qui, las des manœuvres des Grands Blancs et de leurs concussions dont il avait eu la mesure dans l'affaire du recouvrement Dubuc, était loyalement passé au parti honnête.

Les Grands Blancs, mécontents d'être battus sur les terrains les plus connus et les mieux préparés, comprenaient plus que jamais la nécessité de l'application du plan de Dubuc, la ruine de Saint-Pierre.

On était au moment d'élire une nouvelle Assemblée coloniale. Si l'on voulait reprendre l'avantage, il fallait à tout prix faire entrer dans cette Assemblée un élément bien pensant, supérieur à l'élément progressiste. C'était difficile.

Un nommé La Horie, entièrement dévoué à la cause populaire et récemment arrivé dans la colonie, parcourait l'île, répandant la nouvelle de la Déclaration des droits de l'Homme avec des détails *officiels* à l'appui. Chaque ville, chaque bourgade, chaque agglomération un peu importante se levait à sa voix, et, une fois édifiée, demandait, conformément au décret de l'Assemblée nationale, la création d'une municipalité et la formation de la garde nationale. Pour donner plus de poids à leurs réclamations, chacune d'elles s'était mise en relation avec Saint-Pierre et écrivait lettres sur lettres à Thomasseau et à Dieudonné. Ceux-ci, jaloux de rester toujours dans les termes de la loi, répondaient invariablement: »Agissez »conformément à la teneur des lois et décrets de l'Assemblée na»tionale dont vous avez connaissance."

Quelques bonnes têtes [1]), Dubuc, *primus inter pares*, sentant l'esprit de liberté prendre chaque jour un essor plus considérable, multiplièrent leurs efforts pour en imposer à la multitude. Grâce à des sommes énormes provenant on ne sait d'où (on soupçonne que l'aristocratie peut dater de cette époque ses accointances avec l'Angleterre), savamment répandues dans les campagnes, les élections du 16 novembre 1789 répondirent aux souhaits des plus exigeants.

Les manœuvres des planteurs étaient si manifestes, si odieuses, que le Tiers savait parfaitement à quoi s'en tenir. Se voyant vainqueurs, ils affectaient même une certaine ostentation à écraser ceux que dans leur folie ils appelaient leurs ennemis.

A peine la session fut-elle ouverte, qu'un planteur proposa de diviser l'Assemblée [2]) en deux chambres: l'une composée de planteurs, l'autre de négociants.

Si les Grands Blancs n'avaient point les mêmes motifs que les royalistes de France de demander le vote par ordre, ils tenaient à consacrer officiellement leur supériorité sur le reste de la population en créant une assemblée supérieure, sorte de Conseil des Dix [3]), à qui le gouvernement et la direction des affaires incomberaient.

---

[1]) Expression dont s'est servie la réaction pour désigner les partisans les plus dévoués à sa cause.

[2]) Les membres de l'Assemblée coloniale portaient le titre de député.

[3]) Le Conseil des Dix était la réunion oligarchique de seigneurs, inconnus de la nation, qui gouvernèrent si longtemps la république de Venise et la firent périr sous le despotisme.

Cette proposition éleva l'agitation à son comble.

Le Tiers ne pouvait se méprendre à cette attaque, qui ressemblait à un coup droit porté à fond.

Il se lève en masse et déclare qu'il ne règne, qu'il ne peut régner que la plus parfaite égalité parmi les députés. Les planteurs répondent en ricanant.

Tout à coup un député se lève et déclare l'Assemblée invalidée, la représentation étant vicieuse. Il demande qu'il soit procédé à de nouvelles élections et que, pour obtenir un résultat équitable, elles aient lieu par sénéchaussée.

Quarante membres se lèvent, indignés. Sans dire un mot, ils se retirent dans une salle voisine où ils rédigent une protestation.

Ce sont les députés du Tiers, suivis de quelques autres députés, appartenant, par leur naissance ou par de récentes promotions dans l'ordre de Saint-Louis, au parti de la noblesse.

Parmi eux, on remarqua la présence d'un homme du plus grand mérite, à qui ses qualités avaient valu le cordon rouge: M. Le Vassor de Bonneterre, député de Sainte-Marie. La largeur de ses conceptions, une propension naturelle à l'accomplissement de la réforme, un amour tout français pour ses concitoyens à quelque couleur qu'ils appartînssent, le signalaient comme devant tôt ou tard devenir l'un des appuis du parti revendicateur. Outré de la mauvaise foi avec laquelle Dubuc intriguait contre Foulon pour se dispenser de rembourser le million et demi avancé à son père et surtout de l'acharnement qu'il mettait à traquer ses adversaires politiques — de la haine vouée par les planteurs à quiconque parlait en faveur de la Déclaration des droits de l'Homme, cet homme juste ne put supporter davantage la partialité des planteurs; il sortit en même temps que les députés de Saint-Pierre.

D'autres suivirent.

Cette retraite au mont Aventin avait exaspéré les planteurs. Fidèles à leurs habitudes de duplicité, il se répandirent en sanglantes invectives contre les députés de Saint-Pierre, et amoncelèrent contre Le Vassor de Bonneterre calomnies sur calomnies. On établit un pompeux parallèle entre la traîtrise de Le Vassor qui se retirait évidemment parce qu'il n'avait point obtenu la présidence de l'Assemblée, et ce pauvre chevalier du Buc (lisez Dubuc), qui l'avait éclipsé par ses grands talents, en dépit d'une incomparable modestie. La conduite du député de Sainte-Marie lui attacha un grand nombre de partisans. Les planteurs saisirent l'occasion et représentèrent que le *chevalier déchu* faisait une propagande effrénée parmi les

gueux et les imbéciles [1]), achetant les premiers, en imposant aux seconds par sa hauteur.

Rendus prudents par l'avortement de leur tentative du 30 août, les planteurs ne se contentèrent point de répandre les bruits les plus favorables à leur cause, ils disciplinèrent jusqu' à l'expansion de leurs propos.

Ils s'assemblèrent chez un des leurs, M. de la Thuilerie, au nombre de quatre-vingts. Là, dans une séance solennelle, les conjurés se confédérèrent. Pour donner une apparence de légalité et de patriotisme à leur réunion, ils jurèrent de rester fidèles à la nation, à la loi, au roi, et de faire exécuter les décrets de l'Assemblée nationale. Mais ce qui cessait d'être patriotique et ce qui montre bien le véritable esprit de cette conjuration, c'est que chacun des quatre-vingts dut jurer sur l'évangile et la croix de se défendre réciproquement au péril de sa propre vie contre toute attaque des brigands [2]), envers les personnes ou la propriété.

On sait quels étaient les brigands.

Les quatre-vingts se répandirent dans tous les quartiers de l'île. Leur première mission était de recruter des adhérents; la première révélation de l'existence de ce comité occulte eut lieu à l'Assemblée coloniale.

Dubuc pressant sur l'Assemblée, la fit s'ériger en législative.

Puis après l'élaboration de règlements particuliers qui scandaleusement portèrent en trois jours le nombre des membres nécessaires à la compétence de quatre-vingt-un à soixante-trois et de soixante-trois à vingt-neuf, elle se mit en devoir de servir d'instrument à la haine de son président.

Le 3 décembre 1789, elle décréta l'ouverture aux étrangers des cinq principaux ports de la colonie.

Cette mesure était illégale au premier chef.

Les députés du Tiers, s'appuyant sur le texte de l'ordonnance royale, signalèrent l'incompétence de l'Assemblée en matière législative et invoquèrent l'arrêt du 30 août 1784.

Pris entre les planteurs et le Tiers, Vioménil balançait. Foulon vint le trouver. Il lui remontra qu'en sa qualité de gouverneur, de représentant du roi, il ne pouvait céder à la pression exercée par l'Assemblée coloniale. Vioménil, ranimé par l'énergie du langage de Foulon, frappé de l'excellence de son argumentation, s'opposa à l'infraction à l'arrêt.

Ni les quatre-vingts, ni l'Assemblée ne l'entendaient ainsi. Le

---

[1]) Dénomination et orthographe exacte

[2]) Voir page 9, renvois Nos. 1 et 2.

pouvoir émanant de la métropole pesait trop sur l'orgueil des planteurs pour qu'ils ne tentassent point de secouer le joug. Le moment était venu. Vioménil n'avait plus qu'une autorité nominale: l'Assemblée coloniale représentait, concentrait tous les pouvoirs. Anarchiste non seulement vis-à-vis de l'Assemblée nationale, mais encore vis-à-vis du roi, l'essence même du principe qu'elle affirmait, l'Assemblée coloniale passa outre. Saint-Pierre, Fort-Royal, la Trinité, le Marin, le François sont décrétés ouverts à titre d'entrepôts aux étrangers, et elle laisse à la France le soin d'entretenir à ses frais des commis pour empêcher le versement frauduleux des denrées de la colonie.

Touchant procédé! tendant à centraliser à la Trinité le commerce général, alors que le commerce particulier n'y avait jamais été brillant.

Le François, en effet, était à cette époque entouré de marais pestilentiels sur lesquels planait la fièvre. Les habitants de la localité eux-mêmes attendaient avec anxiété des travaux d'assainissement.

Le Marin manquait d'eau douce. Port sans aiguade, port perdu.

Le Fort-Royal était port militaire et entièrement à la disposition de l'Assemblée.

Il résultait du décret, par la simple force des choses, que la Trinité devenait rivale de Saint-Pierre et que Dubuc allait pouvoir devenir entrepositaire des marchandises des Etats-Unis. Dès lors on pouvait aisément déduire que l'Assemblée ne s'en tiendrait pas là; qu'elle favoriserait, au mépris de toutes les lois humaines et naturelles, le développement de la Trinité, en ce qui concernait l'exportation, par la protection accordée aux produits des seuls planteurs; en ce qui concernait l'importation, par la protection exclusivement accordée aux marchandises de provenance américaine.

En un mot, c'était le pacte colonial retourné au profit de l'étranger, par haine contre la grande majorité de la population. C'était la ruine calculée, voulue du Tiers en récompense des services rendus: le paiement sans bourse délier, au premier coup de langue du clairon, des dettes du régiment.

Cette mesure agita profondément la Martinique. On se trouvait en face d'une guerre de classe, parfaitement définie. Les Grands Blancs se déclairaient pour le régime aristocratique, le plus favorable à leurs intérêts, quoiqu'au fond ils fussent féodaux, c'est-à-dire ennemis de toute autre autorité que de la leur; sentant la banqueroute imminente, leur régime en péril de s'écrouler devant l'opinion lasse d'exactions sans nombre, il voulait rejeter l'odieux

de cette même banqueroute sur le Tiers et miner d'un coup toutes ses espérances, en relevant une situation plus qu'obérée pour eux-mêmes.

Les Petits Blancs et les gens de couleur, le Tiers en un mot, comprit tout de suite la manœuvre. Comme il se sentait devenir puissant, de par la légalité, il opposa à la force un tactique parlementaire qui, d'ailleurs, faisait le fond de son caractère. Il adressa des suppliques au gouverneur.

L'Assemblée coloniale était en rapports suivis avec les Grands Blancs qui habitaient Paris. Elle avait les nouvelles de première main, ce qui lui procurait un avantage marqué.

Quoiqu'elle sentît bien l'impossibilité pour le métropole de se préocupper, pour le moment, de ses affaires d'outremer; qu'elle fut certaine de l'excellence des intrigues de ses agents de France, elle ne laissait pas d'être inquiète.

Il suffisait d'un décret de quatre lignes pour soulever légalement le Tiers, pour lui permettre de parler en maître à son tour.

Elle était en suspens, craignant les suites de la Déclaration des droits. Saint-Domingue commençait à rugir. D'un moment à l'autre, il pouvait y avoir explosion.

Tout à coup elle eut un tressaillement de joie. A Paris, en pleine Assemblée, avaient été prononcées ces paroles captieuses:

»J'étais persuadé qu'il fallait déclarer tous les droits à la fois »ou du moins successivement: d'abord, ceux de l'homme, ceux du »citoyen, et enfin, ceux du roi. C'est sûrement une idée très belle »et très philosophique que d'établir pour base à la Constitution la »Déclaration des droits de l'Homme; mais les idées métaphysi»ques égarent plus qu'elles n'éclairent la multitude, c'est un »moyen d'isoler l'homme et de lui faire oublier qu'il est entouré »de ses semblables: lui apprendre ses droits avant ses devoirs, »c'est préparer les abus de la liberté et le despotisme individuel."

Cette déclaration jetée du haut de la tribune constituait pour la réaction un gage, un espoir. En temporisant, on calme les esprits, on use les volontés, et un jour vient où, fatigués d'une lutte sans résultat, les plus ardents défenseurs du peuple faiblissent. C'est ce moment qu'il fallait attendre et qu'on prévoyait. La Révolution n'était pas encore dans son plein, et déjà la sape la minait à coups si violents, si redoublés, qu'il devenait permis de prévoir sa chute.

Différentes caractéristiques appuyaient ce pronostic. Le *Patriote français*, le journal de Brissot, avait annoncé le 18 août que la Société des Amis des Noirs de Londres et de Paris était accusée de vouloir soulever les sectaires à Saint-Domingue et ailleurs.

L'Assemblée nationale retentissait de ses propres hésitations. Les renvois aux comités se multipliaient : les réclamations de Saint-Domingue, celles des députés de la Guadeloupe, etc. Les grands propriétaires coloniaux habitant Paris avaient formé une ligue dont les membres manœuvraient avec une précision et un ensemble merveilleux. Cette ligue était en constant rapport avec la conjuration des quatre-vingts qui se réunissait à la Martinique chez de la Thuilerie : elle tenait ses assises à Paris, à l'hôtel de Massiac. Là, les esprits les plus éminents se concertaient. Ils élaboraient les plans les plus ingénieux, préparaient les nouvelles à effet. Des agents subalternes venaient prendre le mot d'ordre, et capitaines et soldats menaient la campagne, lançaient à l'Assemblée des motions, répandaient des bruits dans les causeries de couloir.

Le ministère, qui penchait pour la monarchie constitutionnelle de laquelle il attendait son propre maintien, favorisait la nomination des créatures de l'hôtel. Celles-ci n'avaient garde de faire exécuter la loi.

Ce fut cette terrible contre-révolution qui empêcha les plaintes des Antilles d'arriver à l'Assemblée. L'hôtel de Massiac, section des colonies, isolait la métropole des possessions françaises; elles étaient un appoint trop terrible en matière sociale.

Le premier acte important du comité fut sa tentative avortée d'invalidation des députés des colonies. Le mot d'ordre était : Étouffer toute proposition tendant à l'abolition de l'esclavage.

Cocherel, qui appartenait corps et âme aux planteurs, monta lui aussi à la tribune pour affirmer l'impossibilité et l'inanité d'ouvrir les portes de l'Assemblée aux populations *inférieures*, trop mélangées pour pouvoir être considérées comme françaises.

On rappelait avec complaisance les tentatives en faveur des noirs :

Que dès 1775, sous la pression de quelques hommes sages et éclairés, Malouet [1]) avait été chargé par Sartine [2]) de traiter con-

---

[1]) Pierre-Victor Malouet, né à Riom le 11 février 1740. Il était fils de Pierre-André Malouet, bailli d'Oliergues, et de Catherine Villevaut. Malouet appartenait au commissariat de marine. Il fut ordonnateur à Saint-Domingue. Plus tard, en septembre 1776, à l'occasion des propositions du baron de Bessner, il fut envoyé en mission à la Guyane. Ses différents ouvrages, entre autres ses *Mémoires sur les Colonies*, lui avaient fait une grande réputation. Malouet fut nommé député à l'Assemblée nationale. Il rallia Barnave dans l'affaire des colonies. On le compta un moment parmi les assidus de l'hôtel de Massiac. En 1792-93, il publia un mémoire en faveur du roi. Pendant son émigration à Londres, il fut accrédité auprès de la cour par les planteurs de Saint-Domingue. En cette qualité il signa avec M. Dundas le traité aux termes duquel cette île était cédée à l'Angleterre par les Grands Blancs. Sous l'empire, il devint préfet maritime d'Anvers, sénateur et baron.

[2]) M. de Sartine fut appelé le 24 août 1774 au ministère de la marine; il succéda à Turgot, nommé contrôleur-général après cinq semaines de ministère. Il quitta le ministère le 14 octobre 1780.

tradictoirement avec Turgot le plan qu'avait soumis ce dernier touchant l'abolition de l'esclavage. Tout en proclamant bien haut les *abus révoltants* (sic) de la servitude illimitée, Malouet, avec une habileté sans égale, fit prévaloir dans les conversations particulières et dans le Conseil de législation, dont il était membre, *la nécessité de confronter les opinions des colons, des commerçants, avec celles des écrivains distingués dont le zèle et les lumières s'égarent si facilement en économie politique.*

Citer les paroles de Malouet, c'était battre l'abbé Raynal et ses ouvrages!

La Législative et la Constituante devaient rejeter comme des parias ces noirs qui avaient un idéal. Les malheureux, ils voulaient payer l'impôt du sang!

Mais ce n'est que deux ans après, sous la Convention, que la vérité apparut, éclatante.

Un jour, le peuple avait demandé à défiler devant la Convention.

Au milieu du défilé, trois nègres, trois colosses se détachent de la foule et déposent sur le bureau une lettre.

»Nous n'avons pas pu l'apporter plus tôt, disent-ils. Les auto-»rités royalistes empêchent les gens de couleur de quitter les »Antilles."

Etonnée la foule s'arrête, — hostile peut-être! On a tant dit de mal des noirs. Les députés s'interrogent du regard. Chacun pressent un de ces événements inattendus, coup de foudre, dont le fracas faisait tressaillir la France.

Le président se lève, prend la lettre et lit:

»Citoyens,

»Je suis nègre. On dit aux Antilles que nous ne sommes pas »dignes d'être Français. C'est peut-être vrai!

»J'ai soixante et onze ans. Je suis brisé par trente années d'escla-»vage et cinquante années de travaux. Je suis trop vieux pour me »battre. Il faut que je meure sans voir la France!

»Je vous envoie mes trois fils. Ils sont jeunes. Ils sont forts. Ils feront vaillamment leur devoir.

»O vous qui n'avez pas de préjugés, qui avez proclamé la »Déclaration des droits de l'Homme, acceptez ce don d'un père!

»Je vous en supplie, recevez mes fils dans vos rangs: ils »veulent verser leur sang pour la Patrie."

»Un vieillard vous bénira!"

Un frisson parcourt les bancs.

La Convention se lève comme un seul homme et ne trouve qu'un mot, un cri pour répondre: Vive la République! Vivent les noirs! Et ce cri vibre au milieu des sanglots.

Conventionnels, gens des tribunes, gens du défilé escaladent les bancs, descendent dans la salle. On se presse autour des noirs, on les embrasse. Ils répondent en versant des larmes de reconnaissance.

Le peuple alors, avec sa souveraine majesté, écarte les conventionnels, — doucement! Il reprend sa marche, entraînant les jeunes gens; il les conduit à l'autel de la Patrie.

La, les noirs reçoivent les armes des volontaires.

De ce jour-là seul, la France a vraiment connu les nègres.

(*A suivre.*)

THE CONGO FREE STATE.

BY V. LOVETT CAMERON.

This new experiment in sovereign states has now been launched on its career by the united efforts of all the European Powers aided by the United States of America and we have all to wish success and prosperity to the New State and its Sovereign. This most remarkable achievement has been brought about by remarkable means and by remarkable men and some of the occurrences which at one time seemed to threaten to prevent the accomplishment of the intentions of the King of the Belgians have indirectly aided in their complete developement.

Some twelve or thirteen years ago little or nothing was known of the River Congo above the falls, the only authority on the subject being the records of the disastrous expedition of Captain Tuckey in 1816 and some vague traditions and reports partly obtained from slaves and traders from the interior and partly from shadowy histories handed down from the early days of Portuguese discovery and dominion. True, Livingstone had come as far down the Lualaba as Nyangwe but misled by erroneous ideas about the fountains of Krophi and Mophi he persisted in believing (it must almost have been against conviction) that the Geographical Problem which he was engaged in unravelling was the question of the sources of the Nile and not of the Congo and to this idea he remained persistently true until his death. The Congo expedition under the Grandy Brothers did very little to improve our knowledge and it was reserved for me to prove the connexion of the Tanganyika and the Lualaba, and by my own levels and observations, together with those of Dr. Livingstone, to show indubitably that the Congo and the Lualaba were one and the same river. Into the reasons which prevented my descending the river from

Nyangwe I need not here enter, but it was reserved to Mr. Stanley to prove again by actually following the course of the river the identity of the waters of the Lualaba and Congo. In this remarkable and extraordinary journey he passed through long stretches of navigable waters, the surfaces of which were dotted with populous islands and which received on either hand many noble and navigable rivers.

Before his return to Europe to describe the wonders he had seen and the commercial facilities he had discovered as existing in the hitherto unknown portions of Africa, the King of the Belgians had determined on employing large sums of money in the scientific exploration of Africa and the philanthropic determination to improve the condition of the natives of the interior of that continent. This determination resulted in the establishment of the International Association which has done so much towards improving our knowledge of the "Dark Continent" and one out come of which was the "Comité des Études du Haut Congo" which has now been transformed by the Berlin Conference into the "Congo Free State".

As the actual laws and constitution of this new state have not yet been published, it is impossible to review them in any way either with a view to adverse criticism or favourable mention, beyond saying that the acceptance of its sovereignty by His Majesty Leopold II King of the Belgians is a happy augury for the future of the "Congo Free State", and that the jurisconsults, who are engaged under His Majesty in framing its future code, are gentlemen whose names and reputations are a guarantee that the work will be well done.

Nevertheless the proceedings at and anterior to the Berlin Conference furnish scope for remarks and help in many ways to shadow forth what the future lines of the constitution will be. Two dangers, which at one time seemed to threaten seriously the future of the Congo State were the Anglo-Portuguese Treaty and the French annexations to the North of the River under M. de Brazza. Mind, in here using the word "dangers" I do not use it in any hostile sense, as M. de Brazza acting as the commissioned officer of a sovereign state was perfectly within his indefeasible rights in every step he took, and in no way behaved as the flibustering bravo it so often pleased a chauvinist portion of the English Press to represent him as being, and in like manner the Anglo-Portuguese Treaty was based on historical rights and diplomatic action and contained provisions, safeguarding English rights as completely as any set forth in the Acte General of the Berlin Conference, the only

weakness in the Anglo-Portuguese treaty being that it was liable to give the impression that Great Britain was endeavouring to shelter her own claims and rights behind those of Portugal. A violent opposition was set on foot in England in order to procure the abrogation of this treaty but some of the principal actors in the matter, whatever may be urged to the contrary, were no doubt biassed in favour of the claims of the "Comité des Etudes du Haut Congo" by other considerations than those of philanthropy or the requirements of religion, civilisation or *national* commerce. A great outcry was raised, based on the indisputable dislike entertained against the Portuguese by many of our African merchants and traders and a belief, sedulously fostered, in some quarters, that all the faults incidental to the tariffs of Mozambique and Angola were to be perpetuated in the territory which it was then intended to place under Portuguese rule. We may, if we wish to judge matters impartially, at once admit that in Angola and Mozambique the customs regulations are vexatious and that the differential system acts most unfairly against the foreign merchant, that the taxes on property and its transfer, prevent the ready employment of much capital, and that, owing to officials being underpaid, some of them unfortunately are venal and dishonest; still we must remember the difficulties and changes through which both Portugal and her Colonies have so recently passed and before we cast stones we should look at the English West African Colonies. With the exception of Lagos no town can in any way compare with Loanda and the unfortunate attempts at planting near Sierra Leone, which are the only ones in the whole stretch under the British Flag worth mentioning, can in no degree compete with those on the Kwanza and Bengo and elsewhere in Angola. Portugal, as it is, has received under the Berlin Conference rules, much of the territory given to her in the Anglo-Portuguese treaty and she is not so strictly bound, in case of default, as she would have been if the earlier arrangements had been adhered to.

As for the French claims they have been skilfully adjusted and many of the concessions made in favour of France by the Council of the Free State will prove really more beneficial to its King and his new subjects then to their friendly rivals. If the Free State was to become a living entity and to prove a real success it was no doubt absolutely necessary that she should be guaranteed and secured in her free access to the sea and under the arrangements of the Anglo-Portuguese treaty this would not have been the case and therefore in the true interests of Africa it was best that the

treaty should be abandoned and the arrangements made by and with the approval of the Berlin Conference adopted.

The new state now starts with much in its favour, the cordial support of the entire civilised world and an income in aid of its administrative expenses secured by the munificence of H. M. King Leopold, but at the same time, when we look at the enormous territory comprised within the boundaries drawn on the map published by the International Association, we must see how vast the task is that is set before the Governor Colonel Sir H. de Winton and his successors if they are to carry out within the immediate future, the programme of intended action which has been drawn up, and we must also remember that, although treaties concluded by Mr. Stanley and others on behalf of the association, with various native chiefs, are now adjudged to be binding in international law and considered as valid and effective, that there are vast tracts included in the territory as delimited, which have never yet been visited by agents of the association and with regard to which therefore no treaties can have as yet been concluded. On the North East a large portion of the country of Monbutto has been included and on the S. E. the dominions of Kasongo the powerful chief of the Warua and the district of Katanga. The cognate territories of the Walunda viz: Lunda proper and the dependency ruled over by the Kazembe are excluded, presumably on account of the Portuguese claims to suzerainty over the Muata Yanvo, and no doubt with a considerable degree of justice, though at the same time, if these claims are considered as of value, it is hard to understand how the Portuguese rights over the whole lower Congo have been set on one side.

In Urua we have a most artificial and complicated system of government, religion and vassalage and it may be taken as granted that many of the inferior chiefs would, on the first advent of white men, whether officials of the Congo State or merely traders, represent themselves, as they did in several instances to me, as being independent. Any treaties or engagements which might be entered into with these people, under the belief that they were independent, would of course be of no value, until they were ratified by their suzerain and sovereign. In Katanga a new power and a new state are growing up, which are a curious instance of a form of military colonisation. Some years ago the Mnyamwesi chief of a party of traders found himself in the rich and pleasant country of Katanga, and possessing a certain number of muskets established himself there as chief, and drawing supplies of men and arms from

Unyanyembe, consolidated and increased his dominions. Since his death, his son and successor has followed up his policy. The caravans sent out by him go to Benguella on the West and to Unyanyembe on the East and a complete line of communication across the continent could easily be established. Katanga, on account of its healthy climate and great mineral wealth, will one day become a most valuable piece of country, but the negotiations which are to induce Mshiri or his successors to surrender the sovereignty which they have won by their own talents and bravery, will have to be very cautiously conducted, or the results may not be only an unsuccessful mission but the sacrifice of those engaged in it. We may however trust that the good fortune which has hitherto attended the diplomacy between white men and natives on the Congo, may be continued and that these important districts will become integral portions of the new state peacefully. The large population in Urua renders its pacific opening up to trade and commerce most important, and the utilisation of the numerous waterways as mercantile routes, would soon go far to do away with the accursed slave trade, which is still carried on with details of revolting barbarism and cruelty, which, unless they had been witnessed could never I believe be imagined by a civilised being.

The central feature of the new State and indeed that upon which its whole future may humanly be said to depend, is its possession of the vast amount of water communication afforded by the Congo and its lakes and tributaries. The full developement of this magnificent system cannot be said to have been really commenced until Stanley Pool is linked either with the sea or the lower Congo by a line of railway. When that railway is laid, which, I am glad to say, I hear is soon to be the case, more will have been done for the liberation of slaves, abolition of the slave trade and the civilisation of Tropical Africa, than has been accomplished since the commencement of the world. The railway should not be of a heavy or expensive type, indeed our knowledge of the construction and maintenance of light and economical railways is now progressing so rapidly, that a railway such as is required, could be laid in a difficult country at a rate which would astonish some of those who see the time required to construct one of our colossal European lines. The question in railway construction between light and heavy systems, resolves itself very simply into a question whether the saving in cost of transit on the large railway over that on its smaller rival, does or does not more than counterbalance the extra cost of construction. When heavy and bulky goods

have to be carried at infinitesimal rates and at a high rate of speed, there can be no question that the railway on the ordinary European model is the best to adopt, but where, as in Africa, high speed is not required and the only competitor in transport is the human being so that large tolls may be levied, the decision must be equally strong in favour of the narrow gauge and I hope that the gauge chosen will be the narrowest compatible with safety. The railway being laid, steamers in sections of good speed should be sent up in sufficient number to enable all the possibly navigable affluents to be thoroughly explored and the sternwheel-type, which has I believe been adopted, is the best for the purpose. Speed and simplicity of construction are tho two great desiderata in these steamers and they should also, although it is not absolutely necessary, be of shallow drought.

The two great objects which are intended to be gained by the establishment of this State are the improvement of the condition of the aboriginal inhabitants and the developement of legitimate commerce. Under the first of these two the point of most pressing im portance is the absolute suppression of the slave trade, and it is gratifying to have to record, that all the signatory powers have pledged themselves, that slave trade on shore and in inland waters is now to be regarded in the same category as slave trade on the high seas. Nevertheless although repressive laws are necessary, the most efficacious check to this crying abuse will be the establishment of commerce on such a scale, as to render the labour of the negro more profitable to his chief as an agriculturist or a collector of natural products of commercial value, than as a slave or beast of burden, and this at once brings us into legitimate commerce, but other means for the suppression of the trade will be those on which Gordon had intended to rely, if he had been fated to have assumed the command on the Congo instead of going to Khartoum to meet his death.

Sickened as he was at the ill success which had attended his efforts in the Soudan and the lack of support they met with at the hands of the Egyptian government, he complained in the bitterness of his heart, that it seemed as if he were doing more harm than good, and that by blocking the best roads to the passage of slaves, he did nothing to really prevent the slave traders from pursuing their unholy traffic, but that by forcing them to follow more unknown and difficult routes, instead of alleviating the sufferings and miseries of their victims, he only increased them. Finding this to be the case, with the courage of genius and the simplicity of true heroism he designed proceeding to the sources of the supply,

and there by living amongst the peoples now preyed upon by the slave traders of the Nile, by organisation and example enable them to resist their ravages and stop the supply at the fountain head. Whether or no he would have been successful we cannot now judge, but that fascination that he exercised over all who came under the influence of his simple childlike faith, will be wanting in great measure, I am afraid, in those who will now have to carry out the measures he intended. One great difficulty, which will lie in the way, is that the bribes offered by the slave trader will often be more tempting to the great chiefs than the inducements of the honest trader, and the recklessness of the manstealers whose motto is "*après moi le déluge*" and who care not if they render a fertile and populous country a howling wilderness, and their indifference to the loss of life and sufferings of other people, will enable them to offer bribes in a form which is totally forbidden to the traders in cottons and other manufactured goods. For instance, indiscriminate arming of numbers of natives is often resorted to by slavers in a new district, and then these armed natives harry their fellow tribesmen, and after slaughtering many and destroying their homes and plantations, bring in the survivors, who too often are only women and children, as payment for the weapons they have received from the strangers. The slave dealers also foment and stir up native quarrels and wars, trusting to the superiority their espousal of a side gives to their allies to ensure them much plunder in mercantile products as well as in slaves, the latter being transported by the former to some place where a market can be found for them or used in purchasing absolutely necessary food in such places, as the natives are too strong to be robbed.

Nevertheless it cannot be doubted that the presence of a resident of force of character and honest purpose at the headquarters of chiefs like Munza or Kasongo, would exercise an enormous influence for good, and that the mere fact of an European of position coming accredited to one of these great chiefs and to *reside* with him, would increase his importance and moral influence with his subjects and, if tact were used, would cause barbarous caprice to be exchanged for an intelligent system of government. Any sending to these chiefs of half educated negroes of the class who are so often found domesticated with the chiefs in the Gold Coast Colony and elsewhere among coast tribes, and whose influence cannot be said as a rule to be exercised for good, is to be deprecated. Indeed it may once for all be said, that unless these great chiefs can be visited by men who are sure to influence them for good, it

will be much better if they are left alone. It is very unfortunate that the advance of the slave trader, whether from Bihe, the East or the Nile has kept pace with and in most cases been in advance of that of the explorer or missionary. Mr. Stanley, in his new book, shows, as did Livingstone, myself and others, how the internal slave trade is still carried on and what enormous waste of human life is caused by the barbarous method in which it is conducted. When we consider that every slave that is carried off and every life that is sacrificed, means the loss of a possible consumer of manufactured goods and one, who in order to pay for these goods, would have to be an agriculturist, an elephant hunter, a collector of india rubber, a bee tender or pursue some other calling which would provide him with articles which are needed in the countries where the goods he consumes are manufactured, we can understand the injury caused by slave raids to the future of legitimate commerce.

The increased security to life, also caused by the suppression of slave raids, would in a very short time cause a large increase in the population and many fertile tracts, now abandoned to wild beasts, would become the happy homes of industrious and contented peoples. So far as regards the effects of the suppression of the slave trade; we have now to consider the effects of the improvement of transport and the importation of new articles. As transport is improved so will more Europeans come into the country to trade, and the sight of their houses, their clothes and let us hope their generally higher mode of living and morality, will implant in the minds of the naked and barbarous tribes a desire for a better and more elevated life, indeed implant in and indue their hearts with a hunger and desire for "sweetness and light" and the outcome of this desire and hunger will be found in a more becoming mode of dress, more cleanly personal habits, more wholesome methods of cooking, improved agriculture and dwelling places which will no longer be shared with the livestock. As the aborigines adopt these better modes of living, so will their consumption of manufactured goods increase and new articles, of which at present they have no idea, will be eagerly bought and used.

Thus trade and civilisation will go hand in hand and each will assist the other, and so at no distant date, unless unforeseen evils arise, there will be founded in Central Africa a mart where the manufactured goods of Europe and America will find a ready sale, from which vast benefits will accrue to the manufacturing populations of civilised nations.

Regulations have been drawn up at Berlin with regard to freedom of trade and transit, in order to secure the prosperity of this future market, which may be summarised as follows.

The only duties which are to be levied in the Free State will have to be settled by an International Commission, which has been instituted by the Berlin Conference and which the Imperial Government of Germany is to summon as soon as five nations have appointed their delegates. They are to regulate all questions of transit and navigation on rules analogous to those, framed by the Danube Commission. Payment for works to improve navigation, pilotage dues, light dues and all similar charges are to be fixed by them. The charges on roads, railways and canals will also be subject to their approval, and so arranged, as only to return a fair rate of interests to those who may construct them. All preferential rights of owners of shares in any of these undertakings, as to carriage of goods or in other ways, are carefully guarded against. These delegates may also levy dues for certain other works of a material or technical nature, such as warehouses etc. and also for the payment of the staffs that they will employ to see their orders and regulations carried into effect, but the delegates themselves are to be paid by their own governments. In these matters this commission of delegates will have an even more important voice in the regulation of the affairs of the new State, than the officers who will be appointed by its Sovereign.

The Sovereign and his officers will have power to levy rates and dues for purposes of executive government and police, and it may be supposed, that under the latter head will be included the cost of any forces of a military or naval character, which it may be necessary to employ, but these dues are not to exceed the actual amount needed for these purposes and for the interests of trade; even here again the International delegates will have a voice and will be able to veto any excessive expenditure, and the endowment given to the State by the King of the Belgians is to assist in defraying the costs of administration. The rights of subjects of other sovereign States who may reside or trade in the Congo Free State, are most jealously protected and they are only subject to the jurisdiction of their own consular officers, in both civil and criminal actions and in all cases of complaint against them by subjects or officials of the Free State, they can only be punished after their guilt has been established to the satisfaction of the same officers. In trading matters also there is perfect equality among all nations, as all dues and rates are to be levied *ad valorem*

and here perhaps is one of the blots on the system. That each class of article should be taxed at the same rate no matter under what flag it may be imported, is no doubt an admirable and equitable regulation, but that cottons, wire, beads and useful implements of agriculture and trade are to be taxed as highly as arms, gunpowder, Hamburg gin and such matters is surely unfair, as also is the taxing of wines and good spirits, which may be required for the use of European immigrants, at the same ad valorem rate as the vile spirits used in trade. It may be that by mutual agreement this will be remedied, but this rule is greatly in favour of the nations who presumably will have the greatest number of votes on the commission, and therefore there is a fear that this rule will not be altered. The only other regulations which affect the status of the new country are those, which guarantee its complete and absolute neutrality. The executive of the State is to consist of the Sovereign assisted by a council of ministers who, under the present arrangements, will have their headquarters at Brussels, and the local administration will be entrusted to a Governor-General assisted by Lieutenant-Governors and such other officials as may from time to time be found necessary.

The state will, as has been seen, be subject to an active controlling power on the part of the International delegates, which, if properly carried out, should be to the full as efficient and beneficial as was that exercised over the East India Company by the English Government.

Just as I am writing these lines, I notice a rumour, that difficulties have arisen between the Arab traders from Nyangwe and some of the advanced stations of the Congo Free State. There is always a possibility of some such difficulty arising, but as good sense on both sides seems now to have prevented its becoming serious, and the most influential of the Arab traders has exercised his power for good we may trust that no complications will arise through the meeting of the traders from the East and West Coasts of Africa, but that they will be able to work harmoniously together to their mutual benefit.

One must now conclude with the heartiest goodwishes for the well being of the Congo Free State and a hope that its future prosperity will prove a worthy monument of the philanthropy and benevolence of H. M. Leopold II King of the Belgians and of the energy and determination of Mr. Stanley.

LES FORCES PRODUCTIVES

DE

l'Australasie britannique.

PAR E. LEVASSEUR.

(*Suite.*)

XV.

LES VOIES DE COMMUNICATION ET LE COMMERCE.

Les voies de communication. — Une colonie dont les habitants vivraient exclusivement du produit de leurs terres sans exporter leurs denrées, pourrait subsister sans avoir de bonnes voies de communication. Une colonie dont la prospérité est fondée sur l'exportation d'un produit encombrant et qui a de vastes territoires à exploiter, ne saurait s'enfermer dans l'isolement. Les colonies australasiennes, qui n'avaient pas même, comme les Etats-Unis, la ressource de belles voies d'eau navigables et de la canalisation, ont compris, comme les Etats-Unis, qu'un des moyens les plus efficaces de préparer la colonisation et de développer leur richesse était de créer des voies de communication; car ce sont elles qui donnent de la valeur à la terre en donnant un débouché à ses produits et qui attirent l'immigrant, plus confiant lorsqu'il se sent ainsi rattaché au monde civilisé.

Partout des commissions spéciales de district sont chargées de la construction et de l'entretien des routes et lèvent des taxes à cet effet; mais les routes sont coûteuses et animent médiocrement la circulation, quand les distances sont très grandes, quoique des entrepreneurs aient établi presque partout des services de diligences [1]. Les colonies ont voulu sillonner leur territoire de voies ferrées; comme les premières compagnies formées dans ce dessein avaient eu peu de succès, elles ont entrepris la construction à leurs frais et

[1] Ces diligences étaient loin d'être toujours confortables (voir *l'Australie nouvelle*, p. 51) en 1881; les routes elles mêmes n'étaient souvent marquées que par les ornières des roues sur une plaine raboteuse.

elles ont aménagé l'exploitation en vue des besoins particuliers de leur clientèle [1]). Le budget de la métropole n'a pas contribué à la création des voies ferrées australasiennes; mais le marché de Londres a fourni une grande partie des capitaux et les gouvernements coloniaux ont trouvé plus facilement à y placer leurs titres d'emprunts que n'auraient pu le faire des compagnies privées.

Le premier chemin de fer construit en Australie, celui de Sydney à Parramatta, date de 1855. Depuis ce temps jusqu'en 1883, la dépense totale de construction a été de 1,507 millions de francs. Ce milliard et demi a payé la construction de 9,934 kilomètres, longueur exploitée en janvier 1883 [2]). Le kilomètre, qui a couté quelquefois un prix très élevé quand il a fallu traverser la Cordillère, ne revient en moyenne qu'à 151,700 francs, tandis que la moyenne du prix en Europe est de 370,000 francs [3]): le peu de valeur des terrains et l'uniformité des grandes plaines de l'Australie explique cette différence. C'est pourquoi les plus bas prix se trouvent dans l'Australie occidentale, où cependant ils ne suffissent pas pour rendre l'entreprise remunératrice, et les plus élevés dans Victoria et la Nouvelle-Galles, où l'activité du trafic procure des bénefices [4])-

Le nombre de kilomètres exploités, comparé à la population, donne le rapport considérable de *33 kilomètres par 10,000 habitants* [5]), tandis que la France n'en possède que $7^1/_2$. Mais un pays dont la population est dense, compte en général moins de kilomètres de chemins de fer par rapport relativement à la population et plus relativement à son territoire, qu'un pays peu peuplé. Ainsi Victoria, la colonie la mieux partagée, compte 95 kilomètres de che-

[1]) Ainsi les chemins de fer ont presque tous des aménagements spéciaux de gares et de wagons pour le transport des moutons.

[2]) En 1870, la longueur était de 1,520 kilomètres; en 1875, de 3,700.

[3]) En 1882, l'Europe avait 177,000 kilomètres de chemins de fer pour lesquels elle avait depensé 65 milliards $^1/_2$ de francs.

[4]) (1882--1883).

	Nombre de kilom.	Capital engagé, en millions de fr.	Prix de revient par kilom.	Revenu net par kilom.	Nombre de kil. de ch. de fer par 10,000 habitants.	Nombre de kil. de ch. d. fer par 10.000 kil. de superficie.
Queensland. . . .	1387	156	112500 frs.	4400 frs.	55.4	10.1
Nlle-Galles	2104	396	188200 »	10690 »	25.7	26.2
Victoria	2168	494	227800 »	8000 »	23.9	95.0
Australie mérle .	1512	162	107100 »	2400 »	51.5	6.4
Australie ocele .	152	4	26300 »	perte	49.4	0.6
Tasmanie	267	13	48600 »	200 »	21.8	39.0
Nlle-Zélande . . .	2344	282	120300 »	3840 »	45.3	84.5
Totaux et moyennes . . .	9934	1507	151700 frs.	4230 frs.	33.1	12.1

[5]) Les Etats-Unis ont à peu-près le même rapport: 35 kil. pour 10,000 hab.

mins de fer par 10,000 kilomètres carrés, tandis que la France en possédait, en 1882, 545. L'Australie occidentale, dont la plus grande partie est un désert, n'en a que 0.6, et l'ensemble du territoire australasien en a environ 12. En Australie, les chemins de fer s'étendent sur les trois colonies de l'est, de *Brisbane* à *Melbourne* par *Sydney*, reliant ainsi les trois capitales par une suite de lignes [1]) à peu près parallèles à la côte, dont un seul tronçon restait à achever en 1884, et par de nombreuses lignes perpendiculaires à la côte, qui relient l'intérieur à l'Océan; on se rend de Sydney à Melbourne en vingt heures. Le centre, l'ouest et le nord de l'Australie sont encore dépourvus de voies ferrées [2]), quoique un projet de construction de ligne trans-continentale de Brisbane au golfe de Carpentarie ait été proposé au parlement de Queensland en 1883 et que l'Australie méridionale pousse avec persévérance sa ligne du nord vers le Port Darwin.

Les lignes télégraphiques, dont la longueur augmente rapidement chaque année, mesuraient environ 50,000 kilomètres en 1882; elles relient tous les centres de populations, ayant quelque importance; par la ligne de l'Australie du sud, qui va d'*Adélaïde* à *Perth* par *Eucla* et *Albany*, l'Australie occidentale communique, depuis 1877, avec les autres colonies d'Australie. [3])

Depuis 1869, la Tasmanie est reliée à l'Australie par le *câble du détroit de Bass* (de *Flinders*, près du *cap Shank*, à *Low head*, près de *Tamar*, 281 kilomètres); depuis 1876, la Nouvelle-Zélande, dont les deux îles sont en communication, est reliée aussi à l'Australie par le *câble de Botany bay* à *Wakapuaka* (1840 kilomètres). Le groupe australasien est relié à l'Europe, depuis 1872, par „l'Overland Line" qui traverse tout le continent austral, d'*Adélaïde* au *Port Darwin*, sur une longueur de 4070 kilomètres, et qui se continue par un double câble de Port Darwin à Aden, par Banjoewangie (Java), Singapore, Penang, Madras, Bombay, et, de là, en Europe „via Suez" ou „via Téhéran". D'Adelaïde à Londres la dis-

---

[1]) La différence d'écartement des rails dans la Nlle-Galles et dans Victoria ne permet pas aux trains de circuler d'une extrémité à l'autre.

[2]) Les 150 kilomètres de l'Australie occidentale comptent à peine dans cette étendue.

[3])

Lignes télégraphiques.	Kilomètres en 1882.
Queensland	10150
Nouvelle-Galles	14421
Victoria	5589
Australie méridionale	8150
" occidentale	2535
Tasmanie	1964
Nouvelle-Zélande	8418
	51227

tance est de 228,000 kilomètres; les dépêches coutent 10 sh. 8 d. par mot [1]); elles sont transmises dans un espace de trois à six heures [2]).

Une active navigation complète ces moyens de communication. Elle se concentre principalement dans les ports de *Rockhampton* (baie de Keppel), de *Maryborough* (baie de Hervey), de *Brisbane* dans Queensland, de *Clarence* (Shoal bay), de *Newcastle*, de *Sydney* dans la Nouvelle-Galles, de *Melbourne*, de *Geelong*, de *Belfast* (Port Fairy), de *Portland* dans *Victoria*, de *Port Adélaïde*, de *Robetown*, de *Port Elliot*, de *Port Wakefield*, de *Port Augusta* dans l'Australie méridionale, d'*Albany*, de *Fremantle*, port de Perth, dans l'Australie occidentale; de *Launceston* et de *Hobart* dans la Tasmanie; d'*Auckland*, de *Napier*, de *Wellington*, de *Nelson*, de *Dunedin*, d'*Invercargill* etc., dans la Nouvelle-Zélande.

La *marine* marchande des colonies australasiennes représentait, en 1884, 341.260 tonnes, dont un tiers appartenait à la *Nouvelle-Galles* et un quart à la *Nouvelle-Zélande* [3]). Le *mouvement maritime*, entrée et sortie réunies, était de *11,2 millions de tonnes*: la *Nouvelle-Galles* et *Victoria* occupent le premier rang [4]). Il n'était

[1]) Pour l'Australie méridionale, Victoria et la Tasmanie: 10 sh. 10 d. pour les autres colonies d'Australie et pour la Nouvelle-Zélande. En 1882, le nombre des dépêches transmises a été de 39.157 et la recette a été de 5.640.000 frs.

[2]) Comme entre Adélaïde et Londres la différence de temps est de 9 h. 14 m., une dépêche arrive à Londres de 3 à 6 heures avant l'heure de l'expédition.

[3])

Colonies.	Marine marchande en juin 1884 (par milliers de tonnes).
Queensland	8.8
Nouvelle-Galles	116.0
Victoria	60.4
Australie méridionale	38.0
" occidentale	7.2
Tasmanie	19.0
Nouvelle-Zélande	91.6
	341.0

[4]) MOUVEMENT DE LA NAVIGATION. (ENTRÉE ET SORTIE RÉUNIES.) (en millions de tonnes).

	Marine de la Grande-Bretagne				Marine des autres Pays.				Total général.			
	1860	1870	1880	1882	1860	1870	1880	1882	1860	1870	1880	1882
Nouvelle-Galles	0.7	1.3	2.2	2.9	0.2	0.1	0.2	0.3	0.9	1.4	2.4	3.2
Victoria	0.9	1.2	2.1	2.4	0.3	0.1	0.1	0.2	1.2	1.3	2.2	2.6
Australie mérid.	0.2	0 3	1.1	1.3	0.03	0.01	0.1	0.07	0.23	0,31	1.2	1.3
" occid.	0.08	0.1	0.2	0.3	0.03	0.01	—	0.02	0.11	0 11	0.2	0.3
Tasmanie	0.2	0.2	0.4	0.4	—	—	—	—	0.2	0.2	0.4	0.4
Nouvelle-Zélande	0.2	0.5	0.7	0.7	0.08	0.04	0.1	0.1	0.28	0.54	0.8	0.9
Queensland	0.08	0.2	1.2	1.8	—	—	0.05	0.02	0.08	0.2	1.25	1.81
Total.	2.36	3.8	7.9	9.8	0.64	0.26	0.55	0.71	3.00	4.06	8.45	10.51

que de 2 millions $^1/_2$ en 1856, de 3 en 1860, de 4 en 1870 et de $8^1/_2$ en 1880. L'Angleterre a presque tous les profits de cette navigation.

Plusieurs services de paquebots relient l'Australasie au reste du monde :

1°. La „*Peninsular and Oriental Steam Navigation Company*", qui prend la malle à Brindisi, fait le service par Suez et Colombo et relâche, au sud de l'Australie, à *King George's Sound* (Australie occidentale) et à *Glenelg* (Australie méridionale), avant de toucher à *Melbourne*, d'où elle poursuit son voyage jusqu'à *Sydney*. Le service de la poste, subventionné par la colonie de Victoria, doit se faire entre Londres et Melbourne en 42 jours $^1/_2$ au maximum [1]).

2°. La „*British India Steam Navigation Company*", subventionnée par la colonie de Queensland, fait, depuis 1880, le service postal de *Brisbane*, par Suez, Aden, Batavia, et le détroit de Torrès, avec relâche dans les principaux ports du Queensland, *Cooktown*, etc. Le trajet de Londres à Brisbane par Brindisi est de 48 à 50 jours.

3°. La „*Pacific Mail Steamship Company*" fait le service de Sydney à la Nouvelle-Zélande, en touchant à *Auckland* et en traversant le Grand océan par les îles *Fidji* et par *Honolulu* jusqu'à *San Francisco* (Californie). De Londres, on gagne par cette voie Auckland en 42 jours et Sydney en 47 jours [2]).

4°. La „*Compagnie des Messageries maritimes*" fait, depuis novembre 1882, le service de l'Australie par Marseille, Suez, Aden, les Seychelles, la Réunion, Maurice, *King George's Sound*, *Adélaïde*, *Melbourne*, *Sydney* et se rend ensuite de là à *Nouméa*. [3]) Ce service est subventionné par le gouvernement français. [4]) Le trajet en 1883, s'est fait en 42 jours $^1/_2$ en moyenne.

5°. L'„*Orient line*" fait, depuis 1883, en cinquante trois jours, un service de Gravesend et Plymouth par Naples, Suez, Diego Garcia (îles Chagos), *Adélaïde*, *Melbourne* et *Sydney*. Les paquebots d'émigrants prennent la route du Cap.

---

[1]) La durée moyenne des voyages, en 1882, a été de 40 jours. De Colombo à King George's Sound le trajet est de 12 jours, 5 jours de là à Glenelg, puis 3 jours pour Melbourne, en tout 20 jours. Le trajet de Melbourne à Sydney est de 3 jours $^1/_2$.

[2]) Ainsi la malle de janvier 1885 a quitté Sydney le 1 janvier, Auckland le 6, Honolulu le 26, est arrivée à San Francisco le 29 et à Londres le 16 février.

[3]) Le prix du passage jusqu'en Australie est de 1650 frs. en première classe et de 570 frs. en troisième.

[4]) 3.297.000 francs de subvention.

6°. La „*Compagnie de Navigation de la Nouvelle-Zélande*" fait, depuis 1884, un service régulier entre la Nouvelle-Zélande et San Francisco. Le voyage entre Londres et la Colonie dure de 42 à 45 jours.

Le commerce. — Le commerce extérieur ne fournit pas la mesure exacte de l'état de richesse d'un peuple et ne donne pas le moyen d'établir une comparaison rigoureuse entre deux Etats ou entre deux périodes différentes pour un même Etat, parce que son importance relativement à l'ensemble de la richesse varie avec les conditions économiques. On peut dire en général que les colonies agricoles ont, proportionnellement à leur richesse totale, un commerce extérieur plus considérable que les Etats à la fois manufacturiers et agricoles, parcequ'elles sont obligées d'acheter presque tous les produits fabriqués qu'elles consomment et d'exporter beaucoup de produits naturels pour les payer; on est en droit de dire aussi que, dans une colonie agricole, le développement rapide du commerce extérieur est un indice certain d'une croissance vigoureuse. Cet indice est favorable à l'Australasie britannique.

Le commerce extérieur était, en 1833, d'environ 45 millions de francs pour la Nouvelle-Galles et la Tasmanie, les seules colonies qui eussent quelque vitalité à cette époque; en 1844, il était d'environ 80 millions. [1])

En 1851, au moment où la découverte de l'or inaugurait un nouvel état de choses, il n'était encore que de 230 millions; treize ans après, par un élan rapide qui a coïncidé avec l'affluence des immigrants, avec une grande exportation d'or et une importation considérable de produits destinés à satisfaire aux besoins et au luxe des nouveaux enrichis, il s'était élevé à plus de 1.700 millions, y compris le transit intercolonial, ce qui réduit à un milliard de francs environ le commerce proprement dit d'importation et d'exportation avec les autres pays. Il est resté à peu près stationnaire de 1864 à 1871.

L'or devenant moins abondant, une certaine gêne se manisfestait: l'immigration se ralentissait. Le commerce, surtout le commerce d'importation, a faibli jusqu'au jour, où, grâce à la production croissante de la laine et à la demande soutenue du marché européen, un nouvel élan a porté ce commerce, de 1400 millions en

[1]) Cet élan n'a pas été sans rencontrer d'obstacles. L'excès d'importations provoquées par la richesse subite du pays amena la crise de 1853—1854 et de nombreuses faillites en 1854; mais le commerce reprit son essor en 1856.

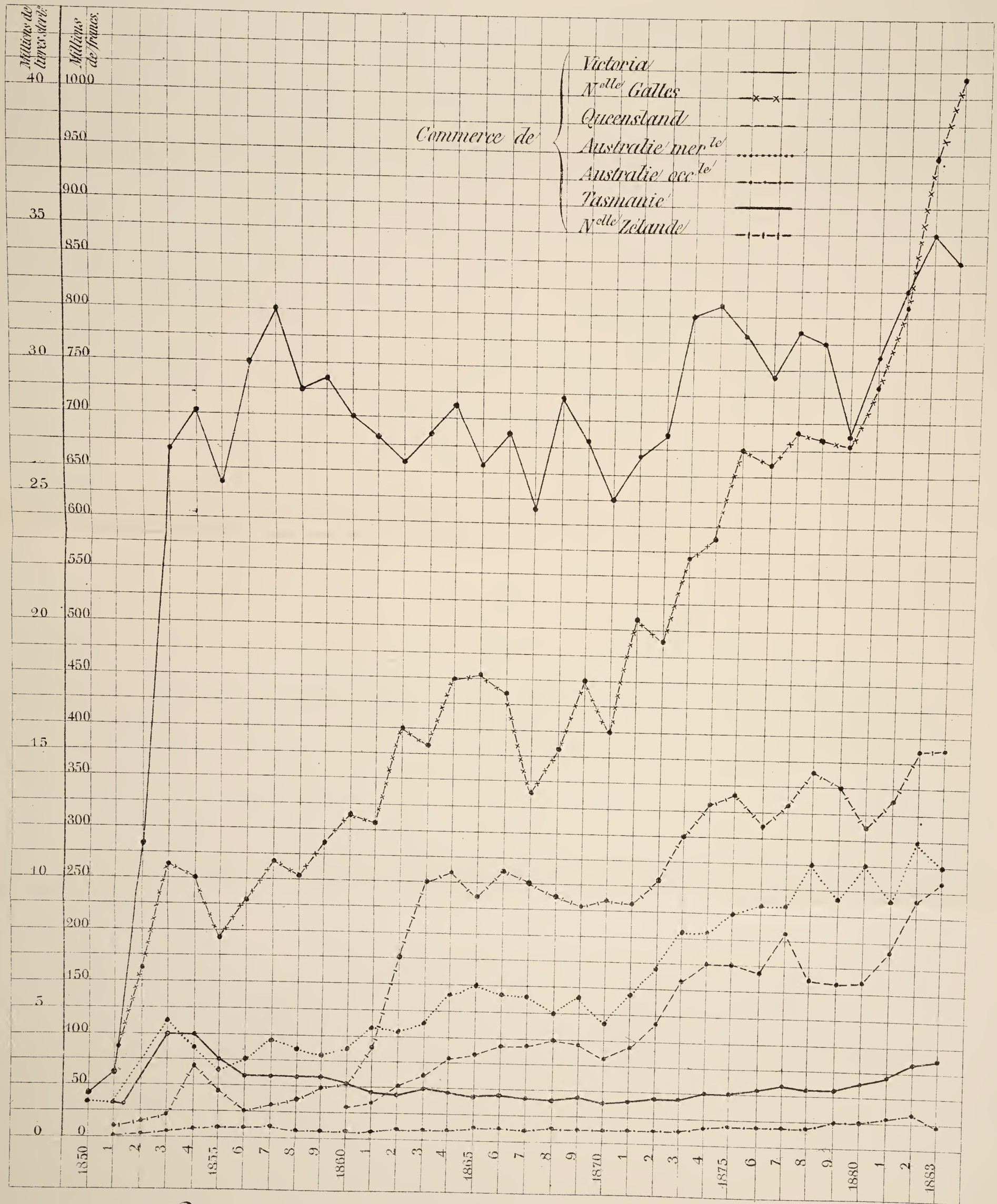

Fig. N° 14. Commerce de chacune des sept colonies australasiennes de 1850 à 1883.

1870, à *2906 millions de francs en* 1883.[1]): il s'élevait même, si l'on compte les îles Fidji, *à 2926 millions.* Ce nombre, comprenant le commerce des colonies entre elles aussi bien que le

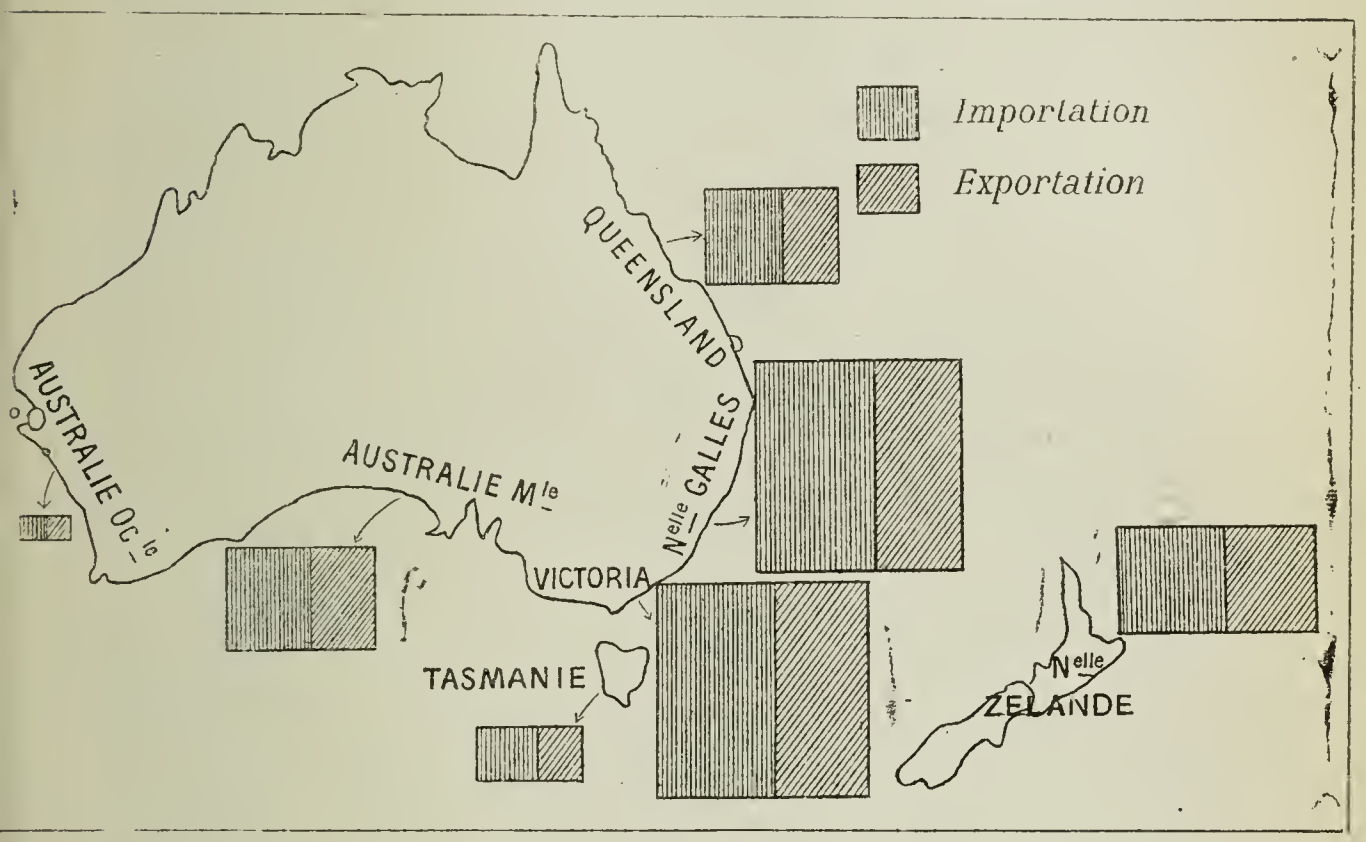

Fig. 15. Commerce (importation et exportation) de chaque colonie en 1882.

commerce étranger, représente le mouvement commercial qui traverse les frontières des sept colonies, tel que les douanes l'enregistrent; il est naturellement supérieur à la valeur réelle des marchandises échangées avec les pays autres que l'Australasie. (Voir

[1]) (D'après le *Statistical abstract* anglais).

COMMERCE DES COLONIES AUSTRALASIENNES (Y COMPRIS LE COMMERCE DE RÉEXPORTATION.)

(par millions de francs).

	1860.	1870.	1880.	1883.
Queensland	32	89	163	260
Nouvelle-Galles	315	395	737	1021
Victoria	701	623	763	853
Australie méridionale	86	111	280	280
Australie occidentale	—	—	21	24
Tasmanie	51	36	72	89
Nouvelle-Zélande	53	237	312	379
	1238	1491	2348	2906

les figures ci-jointes, dont la première — figure 14 — indique le commerce total de chaque colonie de 1850 à 1883, dont la seconde — figure 15 — indique, le commerce d'importation et d'exportation de chaque colonie en 1882 et dont la troisième — figure 16 — indique, depuis 1851, le chiffre du commerce total des sept colonies australasiennes, celui de leur importation et de leur exportation et celui du commerce des colonies avec l'Angleterre). Si les importations paraissent le plus souvent supérieures aux exportations, la réalité n'est pas nécessairement conforme à l'apparence, parce qu'une partie de l'or, qui est, avec la laine, la principale marchandise d'exportation, échappe aux constatations de la douane. Cependant, depuis quelques années, la diminution de valeur de la laine et l'accroissement des importations de fer, d'acier, de machines, de tissus ont vraisemblablement modifié la balance à l'avantage de l'importation[1]): les emprunts contractés en Angleterre par les colonies expliquent cette différence.

Victoria et la *Nouvelle-Galles* occupent le premier rang dans le commerce australasien. Victoria s'y est élevé d'un bond, après la découverte de ses placers, et dépassait déjà 700 millions de francs en 1854; mais elle eut peine à se maintenir à ce niveau quand l'or devint moins abondant, parce que le peu d'étendue de son territoire limitait la multiplication des moutons et qu'elle a dû combler avec les produits de son agriculture, blé, farine, pommes de terre, bétail, cuir, le déficit de sa production minière. Elle a cependant atteint le chiffre de *853 millions en 1883*. Le commerce de la Nouvelle-Galles a grandi aussi sous l'influence de l'or; mais il a pris un essor moins subit, parce que le métal précieux était moins abondant, et, un essor plus soutenu, parce que la production de la laine a pu augmenter sans cesse, grâce aux immenses pâturages de l'intérieur. En 1883, il dépassait celui de Victoria: il atteignait *1,021 millions*.

La différence est même plus grande que ne l'indique la valeur totale du commerce; car, si le port de Sydney est un entrepôt recevant et réexpédiant des marchandises pour *Queensland*, *Victoria*, la *Nouvelle-Zélande* etc., Melbourne est un entrepôt plus important encore qui fait de nombreux échanges avec la *Tasmanie*, l'*Australie méridionale*, la *Nouvelle-Zélande* et surtout avec la *Nouvelle-Galles*, dont elle reçoit beaucoup de laines par mer, sans compter celles

---

[1]) De 1873 à 1880, il y a eu, d'après les valeurs enregistrées en douane, excès d'importation pour Victoria, la Nouvelle-Galles, la Nouvelle-Zélande et la Tasmanie; excès d'exportation pour Queensland, l'Australie méridionale et l'Australie occidentale.

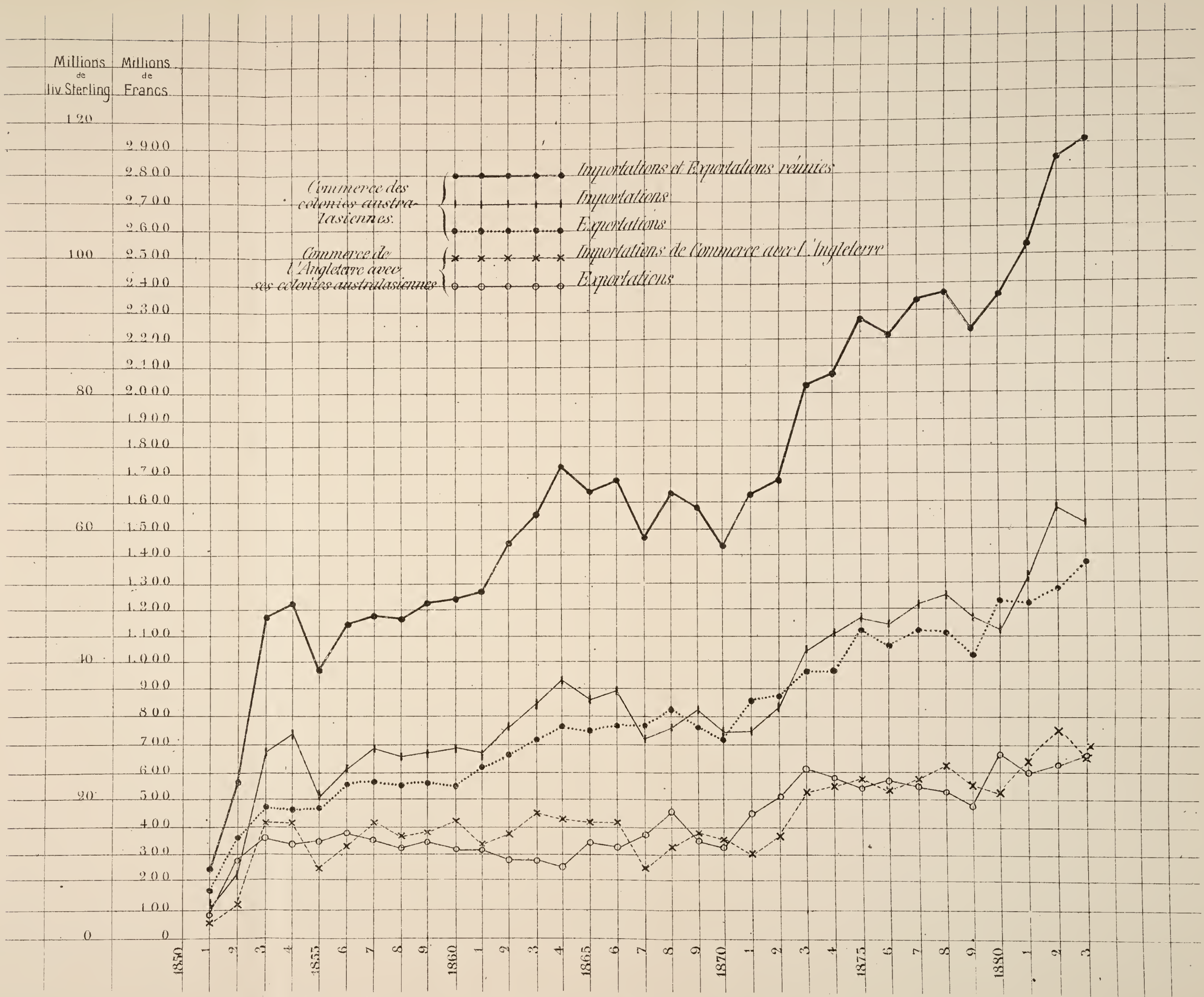

Fig. N° 16. Commerce total des sept colonies (importation et exportation) et commerce d'importation et d'exportation avec l'Angleterre.

qui lui arrivent de l'intérieur par terre. Le transit enfle le commerce de ces deux colonies, mais surtout celui de Victoria. Les produits du sol et des manufactures nationales de cette dernière colonie figurent dans son exportation à raison de 70 % environ, tandis qu'elles figurent à raison de 82 % dans celle de la Nouvelle-Galles [1]). Victoria d'ailleurs est la colonie la plus peuplée; la proportion. du commerce total par tête d'habitant y était d'environ 900 francs, tandis qu'elle atteignait 1,100 francs, dans la Nouvelle-Galles. Cette proportion n'est pas, non plus que les chiffres du commerce, la mesure précise de la prospérité; ainsi, au début, quand *Victoria*, n'ayant pas encore de manufactures, faisait avec son or une grande demande de produits étrangers, le commerce s'est élevé, en moyenne, durant la période 1852—1855, à plus de 2.400 fr. par tête, et aujourd'hui *Queensland*, l'*Australie méridionale*, la *Nouvelle-Zélande* ont une moyenne qui s'éloigne peu de celle de la Nouvelle-Galles [2]).

Ces trois colonies occupent le second rang. *La Nouvelle-Zélande* environ 380 millions en 1882) s'y est élevée brusquement de 1860 à 1864 par l'exportation de son or et s'y soutient par le progrès de l'agriculture et de l'élevage. *L'Australie méridionale* doit surtout à sa laine et à son froment; *Queensland* à sa laine et à son or.

La *Tasmanie*, dont le mouvement commercial, après la découverte de l'or semblait promettre davantage, et l'*Australie occidentale*, qui a toujours été la moins florissante des colonies australasiennes et dont le commerce est de 27 millions, sont au dernier rang.

Les *tissus* et les *vêtements*, le *sucre* et le *thé*, le *fer*, les *machines* et la *quincaillerie*, les *liqueurs* et autres *boissons*, les *bois* et autres *matériaux de construction* sont les principaux objets d'importation venus des autres parties du monde, avec la *laine*, *l'or* et le *bétail* qui passent d'une colonie australasienne dans une autre.

La **laine** est le premier article de l'exportation. En 1860, l'Australasie en expédiait 31 millions de kilogrammes; en 1870, 80 millions environ; en 1882, **189 millions** (en comprenant l'exportation d'une colonie à l'autre, qui a lieu surtout entre Victoria et la Nouvelle-Galles; 171 millions seulement en défalquant les doubles emplois, comme sur la figure 17 ci-jointe), dont près de 36 % provenaient de la *Nouvelle-Galles*, 26 % de *Victoria*, 15 de la *Nouvelle-Zélande*, 13 de l'*Australie méridionale*, 6 de *Queensland*, le reste de la *Tasmanie* et de l'*Australie occidentale* (voir sur la figure ci-jointe — figure 18

---

[1]) Moyenne de 1876—1880. A la même époque elles figuraient a raison de 85 % dans le commerce de l'Australie méridionale, et de 96 à 99 % dans celui des autres colonies.

[2]) En 1883, la moyenne générale pour l'Australasie était de 970 frs. par habitant.

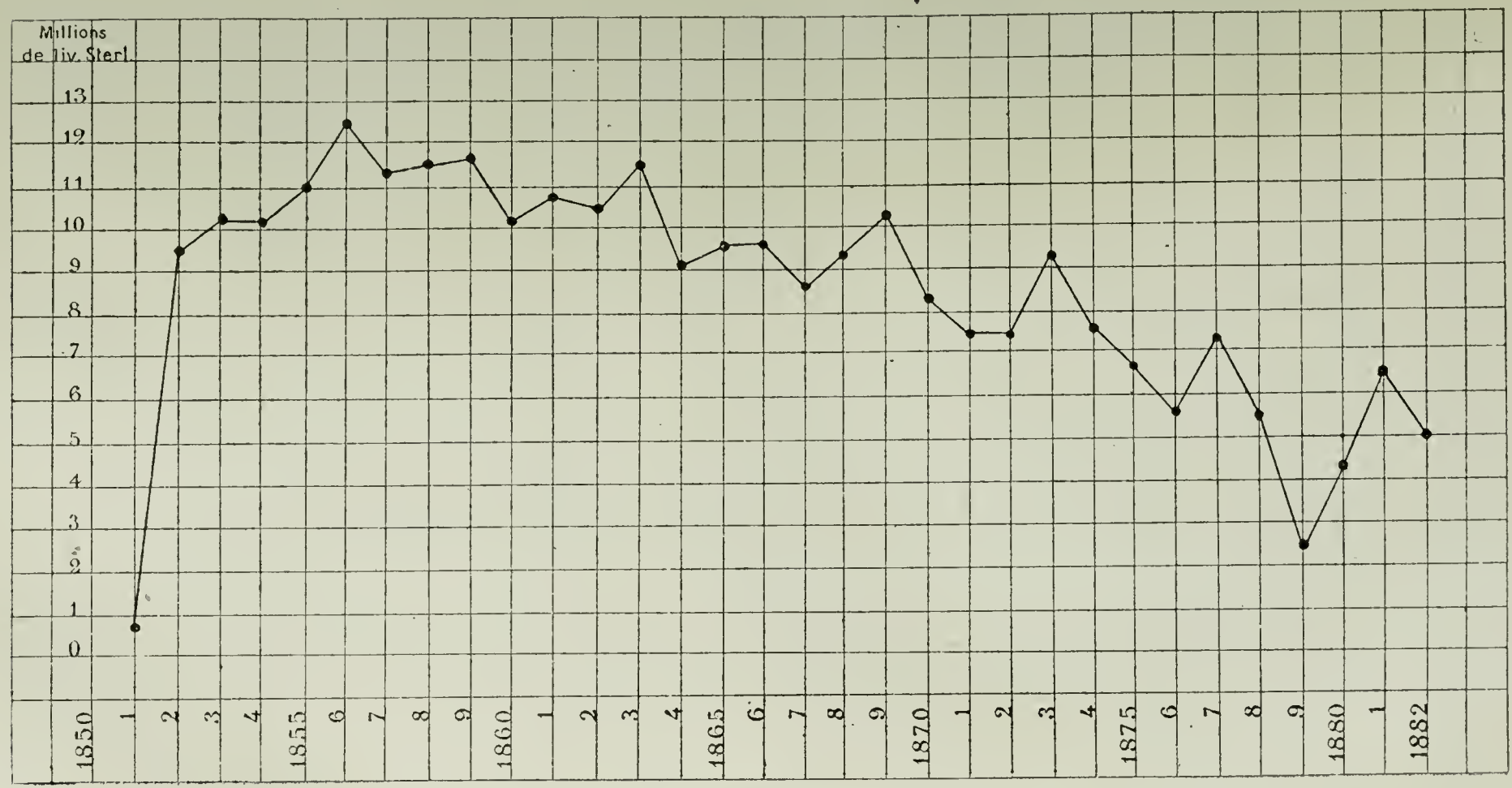

Fig. 17. Exportation de l'or.

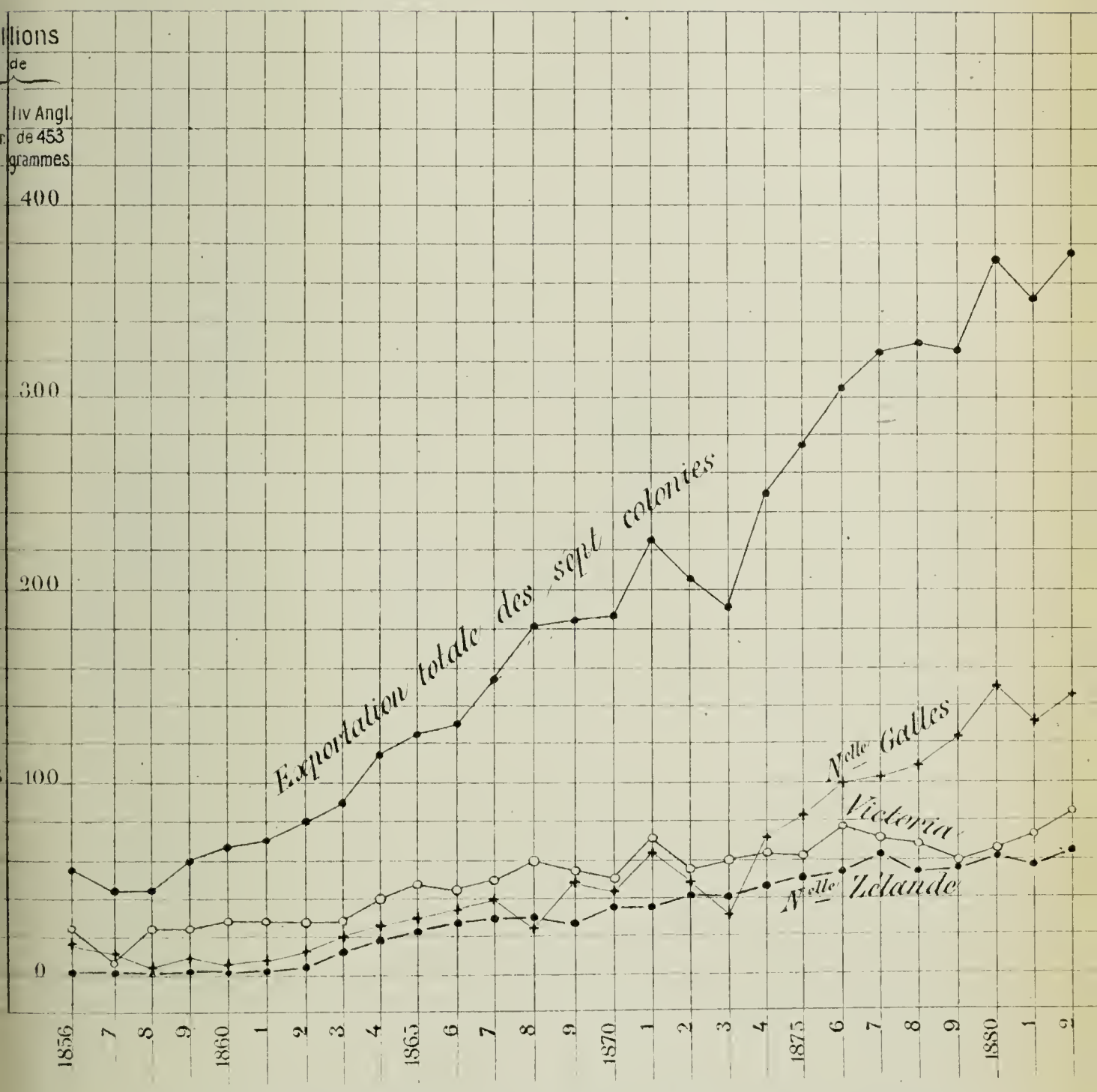

Fig N° 18. Exportation totale de la laine et exportation des trois principales colonies.

l'exportation totale de laine pour les sept colonies et l'exportation particulière des trois principales colonies et sur la figure ci-jointe — figure 19 — l'exportation comparée de la laine par colonie en 1882.) Les 189 millions de kilogrammes de laines exportées représentaient une valeur d'environ 500 millions de francs. La plus grande partie de cette laine (environ 140 millions de kilogrammes en 1883) est expédiée sur Londres [1]).

Après la laine vient *l'or*. Quoique l'exportation en ait beaucoup

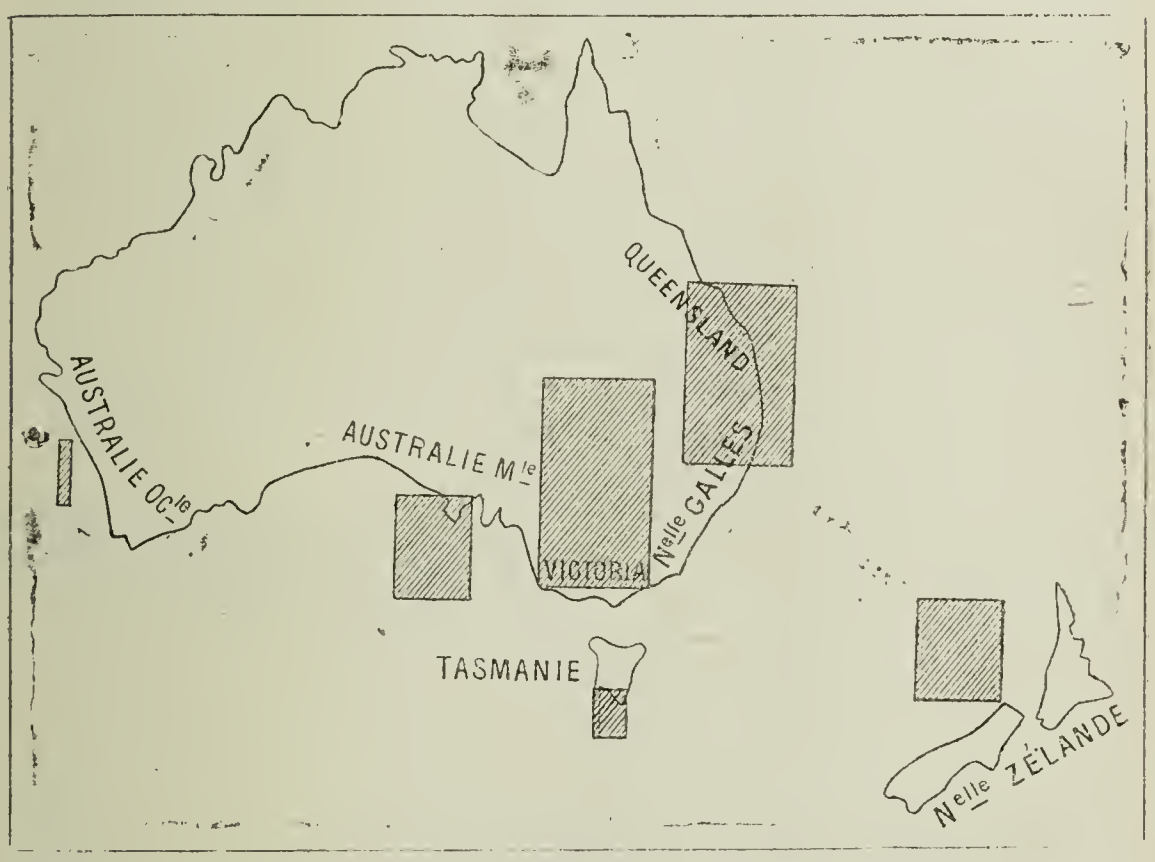

Fig. 19. Exportation de la laine par colonie en 1882.

[1])

IMPORTATION DE LA LAINE à LONDRES.
(en milliers de balles). *

	1870	1880	1883	Valeur en Dec. 1882 du kil. de laine, qualité moyenne, à Londres.
Victoria	209	305	336	2 f. 60 à 3 f.
N^lle Galles-du-sud et Queensland.	142	226	296	2 " 20 " 2 " 85
Australie méridionale	68	110	108	2 " 05 " 2 " 55
" occidentale	5	9	11	
Tasmanie	17	24	24	2 " 75 " 3 "
Nouvelle-Zélande	107	189	215	2 " 40 " 2 " 65
Total pour l'Australie	548	863	990	
Cap et Natal	124	193	187	
Total	672	1056	1177	

* (1 balle = 120 kgr.)

diminué depuis 1855 et soit même tombée jusqu'à 60 millions de francs en 1879, elle figurait encore pour *127 millions* dans le total du commerce de 1882, et provenait presque entièrement de *Victoria* en première ligne, de *la Nouvelle-Galles*, de *la Nouvelle-Zélande* et de *Queensland* en seconde ligne, (voir plus haut la figure — fig. n°. 17 — représentant la valeur approximative des exportations d'or pour les sept colonies).

Après la laine et l'or, le *bétail*, les *peaux* et le *suif*, le *blé* et la *farine*, le *cuivre*, l'*étain* et la *houille* sont des articles importants du commerce. Les céréales et les farines, dont l'exportation n'appartient guère qu'à l'*Australie méridionale*, à *Victoria* et à la *Nouvelle-Zélande*, favorisée par un climat moins chaud que celui des autres colonies (excepté la Tasmanie, qui expédie à ses voisines du beurre et des pommes de terre), représentaient à elles seules, en 1882, une valeur d'environ 80 millions de francs.

L'*Angleterre* occupe et a toujours occupé le premier rang dans le commerce des colonies australasiennes : 1.375 millions sur un total de 2,906 millions en 1883 (voir plus haut la figure No. 16 qui représente le commerce d'importation et d'exportation de l'Angleterre avec les sept colonies d'Australasie).

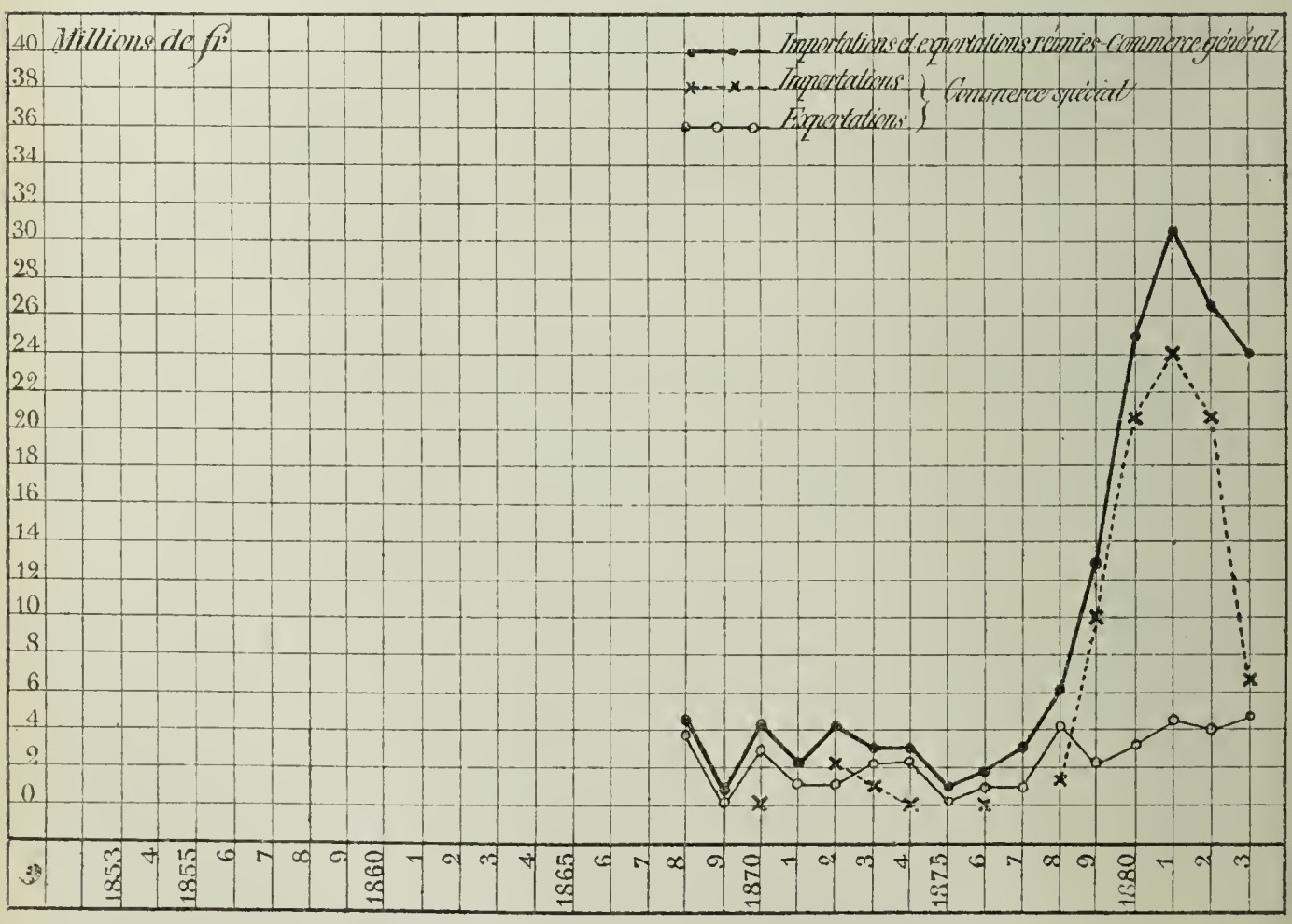

Fig. 20. Commerce de l'Australasie avec la France.

Ses relations les plus actives sont avec la Nouvelle-Galles, d'où elle tire surtout de la laine (130 millions de francs en 1882), de l'étain, du cuivre, du suif, des viandes conservées, avec Victoria, d'où elle tire de la laine (145 millions), du blé, du cuir, du suif, avec l'Australie méridionale, qui lui fournit de la laine et du blé, et avec la Nouvelle-Zélande où elle achète de la laine, du blé, du suif et de la viande [1]).

Les colonies d'Australasie sont une source abondante de profits pour la métropole. Celle-ci a fait pendant longtemps les frais de leur première organisation; mais elle ne dépense plus rien pour leur entretien, excepté dans l'Australie occidentale, et elle leur fait même payer les appointements du gouverneur qu'elle leur envoie. Ses négociants font près d'un milliard et demi d'affaires avec ces colonies. Ses armateurs mettent en mouvement plus de 9 millions de tonnes pour les transports dans ces mêmes colonies. Ses manufacturiers ont sous leur main, à Londres, grâce à l'importation de ces colonies, le plus grand approvisionnement de laines qu'il y ait dans le monde et doivent à cette condition une partie de leur supériorité dans la fabrication et la vente des lainages. Sa population surabondante va chercher du travail, de bons salaires, des terres à exploiter dans ces colonies où l'Angleterre envoie chaque année (moyenne de 1870—1880) 30,000 émigrants. Ses capitaux trouvent aussi dans ces colonies un placement lucratif; car, si les Australasiens ont l'avantage de rencontrer à Londres un marché pour placer leurs emprunts d'Etat et faciliter leurs entreprises privées, les Anglais tirent de l'argent prêté un intérêt plus élevé, en général, que celui que donnent les affaires en Europe. Ce sont là de solides avantages qui prouvent que certaines colonies, bien administrées, peuvent être une bonne affaire pour la métropole.

Après la métropole, viennent les *colonies Australasiennes*, qui

[1])

	COMMERCE TOTAL DES COLONIES EN 1883. (par millions de francs)			COMMERCE DES COLONIES AVEC L'ANGLETERRE EN 1883. (par millions de francs).		
	Imp.	Exp.	Total.	Imp.	Exp.	Total.
Queensland	144	116	260	61	38	99
Nouvelle-Galles	524	497	1021	265	247	512
Victoria	443	410	853	162	178	340
Australie méridionale	158	122	280	87	63	150
Australie occidentale	13	11	24	5	6	11
Tasmanie	46	43	89	13	10	23
Nouvelle-Zélande	199	180	379	96	144	240
	1527	1379	2906	689	686	1375

faisaient entr'elles un commerce de 850 millions de francs en 1882. Un dixième environ de ce commerce se fait par terre, principalement entre la Nouvelle-Galles et Victoria. Les colonies australasiennes forment dans le monde un groupe économique particulier, dont les diverses parties gravitent les unes autour des autres. [1])

Les *Etats-Unis* se placent au troisième rang, mais à une grande distance : leur commerce qui, malgré les progrès accomplis en quinze ans, atteint à peine 65 millions de francs [2]) et leur importation en Australasie est beaucoup plus forte que l'exportation. La *Nouvelle-Galles* et la *Nouvelle-Zélande* sont les deux principaux clients des Etats-Unis avec lesquels ils sont directement reliés par un service de bateaux à vapeur. (Voir la figure ci-jointe — figure 21 — qui représente le commerce de l'Australasie avec les Etats-Unis depuis 1867.)

La *Chine*, les *colonies néerlandaises*, *Maurice* entretiennent des relations suivies avec l'Australasie qui, se trouvant située sur la limite de l'océan Indien et du Pacifique rayonne en quelque sorte jusqu'à Maurice, Colombo, Batavia, Singapore, Hong-kong, Manille, San Francisco, Panama. La France se place au-dessous de ces pays. Jusqu'en 1877, elle avait peu de relations directes avec l'Australasie, quoiqu'elle consommât beaucoup de laines venues de Sydney ou de Melbourne [3]); mais elle faisait et elle fait encore la plupart de ses achats en Angleterre, et c'était par l'Angleterre que quelques-uns de ses produits, confondus le plus souvent avec les marchandises anglaises, pénétraient sur les marchés australasiens.

---

[1]) COMMERCE DES COLONIES AUSTRALASIENNES LES UNES AVEC LES AUTRES EN 1882 (en millions de livres Sterling).

	Import.	Export.
Queensland	2.9	1.8
Nouvelle-Galles . . .	5.3	2.3
Victoria	5.9	5.1
Australie méridionale . .	2.2	1.8
» occidentale . . .	0.2	0.1
Tasmanie	1.1	1.1
Nouvelle-Zélande	1.8	1.2
	19.4	13.4
	32.8	

[2]) D'après les relevés de la douane américaine; les relevés des douanes australasiennes pour la même année 1882 accusent 82 millions, différence qui s'explique par l'excédent des importations en Australasie sur les exportations.

[3]) Les navires, en général d'un petit tonnage, trouvaient moins facilement que les navires anglais du frêt en Australie.

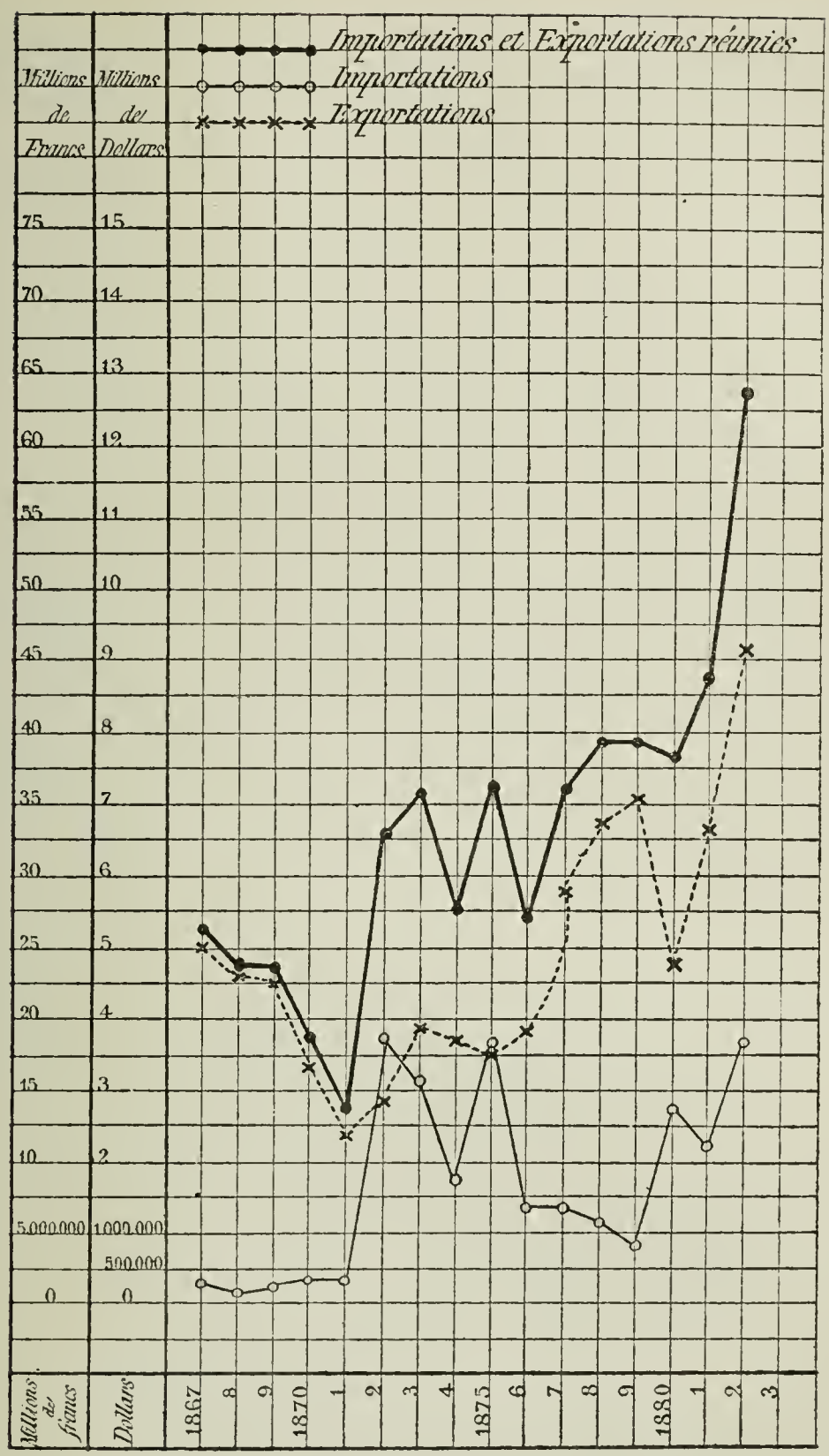

Fig. 21. Commerce de l'Australasie avec les Etats-Unis.

Sydney entretenait et entretient des relations directes avec la Nouvelle-Calédonie. Les expositions universelles de Sydney et de Melbourne, l'installation d'un service de paquebots français et surtout l'insuffisance des récoltes en France de 1879 à 1882 ont commencé à

modifier quelque peu cette situation. En 1882, le commerce général de la France avec l'Australie était d'environ 26 *millions de francs* [1]), sur lesquels 20 millions $^1/_2$ ont été payés pour importation de *froment* et 3 millions $^1/_2$ pour exportation *d'eau-de-vie* et liqueurs. (Voir la figure ci-jointe — figure 20 — qui représente le commerce de la France avec l'Australasie, d'après les douanes françaises, de 1868 à 1883.) Mais, les importations de céréales ayant été considérablement réduites en 1883 par suite de l'état de la récolte en France, le total du commerce général n'a été que de 24 millions et celui du commerce spécial est tombé à 11 millions de francs [2]). Il augmentera nécessairement à cause des facilités de relations que procure, depuis 1883, le service des Messageries maritimes.

XVI.

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LES RÉSULTATS GÉNÉRAUX.

Les projets de confédération et d'agrandissement des colonies australasiennes. — Le résumé que nous venons de présenter montre, ainsi que nous le disions au début, que le progrès des colonies australasiennes depuis un demi-siècle est un des faits les plus remarquables du développement de la civilisation européenne dans le monde.

Le commencement du XIXme siècle a vu cette société à sa nais-

---

[1]) D'après les douanes australasiennes, ce commerce n'aurait été que de 19 millions $^1/_2$, dont $12^1/_2$ pour la Nouvelle-Calédonie.

COMMERCE DE LA FRANCE ET DES COLONIES FRANÇAISES EN 1882, D'APRÈS LES DOUANES AUSTRALASIENNES (par milliers de liv. sterl.)

	Import. en Australie.	Export. d'Australie.
Nouvelle-Galles	371	238
Victoria	78	6
Australie méridionale	—	36
Nouvelle-Zélande	16	33
	465	313

778, soit 19 millions $^1/_2$ de francs. L'élévation des droits sur les vins et spiritueux (jusqu'à 165 et 275 frcs. l'hectolitre) est un obstacle au commerce français.

[2]) Cette grande différence entre le commerce spécial et le commerce général de 1882 provient de ce que l'importation résultant d'achats faits en France (6.360.000 frs.) c'est-à-dire figurant au commerce spécial, a été beaucoup moindre que les arrivages dans les ports (14.010.000 frs.) qui constituent le commerce général. Pour la laine particulièrement une petite partie seulement (valeur de 81,000 francs) de la laine importée dans les ports français (valeur 2.392.000 francs) a été achetée en France. D'autre part, sur les 10.100.000 francs de l'exportation générale, les marchandises françaises ou francisées ne comptent que pour 4.804.000 frs.

sance; la seconde moitié de ce siècle a été témoin de sa rapide croissance. Elle est aujourd'hui dans la vigueur de l'adolescence: elle compte trois millions de membres et elle en comptera peut-être plus de cinq au commencement du siècle prochain. Il y a assurément là un ordre de choses digne d'intéresser le politique et l'économiste.

L'Australasie, ainsi que nous l'avons dit au début de ce mémoire, est occupée par un des trois essaims qui, partis d'Europe, se sont fixés dans l'hémisphère austral: en Amérique, en Afrique, en Océanie. Elle a servi au développement de la race la plus civilisée et partant au progrès de la civilisation dans le monde.

Par ce peuplement, les forces productives de ces contrées, qui étaient pour ainsi dire sans emploi, ont été utilisées et la quantité de richesses produites par l'homme sur la Terre a sensiblement augmenté.

Les richesses ainsi créées ont profité tout d'abord aux producteurs. Les émigrants et leurs descendants vivent en Australasie dans une condition qui, en moyenne, est supérieure à celle qu'ils auraient eue dans l'ancien monde.

L'ancien monde en a profité aussi. Il est plus largement approvisionné de matières premières et de denrées alimentaires et, quelques craintes que cette importation cause à certains intérêts, il jouit d'une plus grande abondance, laquelle a d'ordinaire pour conséquence le bon marché. Les colonies australasiennes ayant besoin, comme la plupart des pays agricoles, de faciliter l'écoulement de leurs produits, rédigent leurs tarifs dans un esprit libéral: la Nouvelle-Galles, qui, n'impose que quelques articles, comme les spiritueux, à plus de 10 %. est le type du genre. Victoria seule, qui a la prétention de devenir un centre de manufactures, a adopté une politique protectionniste qui admet des droits de 25 % sans se rendre peut-être suffisamment compte qu'elle favorise par là le commerce de Sydney au détriment de Melbourne. Quoiqu'il en soit, le groupe des colonies australasiennes représente un mouvement commercial qui est considérable et qui ne cesse de se développer.

C'est un foyer nouveau de civilisation. Ce foyer a reçu de l'Europe sa lumière et il n'est encore qu'un reflet de ses institutions et de ses idées. Cependant il est destiné à avoir quelque jour son originalité. Quoique la préoccupation des intérêts matériels y prédomine, comme il est ordinaire dans les jeunes colonies, il a déjà une manière de pratiquer la vie sociale qui lui est propre. Il possède un vaste champ pour l'étude des sciences de la nature. Il a donné par l'acte Torrens un type de transmission de la propriété. Il n'est pas douteux qu'en

Australasie comme en Amérique, le travail d'une société active, intelligente, qui augmente journellement par son activité la richesse matérielle dans le monde, ne se signale, en outre, dans l'avenir par quelque manifestation nouvelle du développement moral de l'humanité.

C'est pour l'Angleterre, ainsi que nous l'avons dit plus haut, une source de richesse par le commerce et par le débouché ouvert aux hommes et aux capitaux. C'est aussi pour elle un accroissement de puissance et d'influence dans le monde; si ce développement la rend à quelques égards plus vulnérable, il la fait plus grande. Parmi les Anglais, ceux qui sont partisans de „l'Empire britannique" se réjouissent de cette expansion; ceux qui sont, en théorie, d'un avis contraire n'ont cependant jamais abandonné une colonie quand ils ont été au pouvoir, si on excepte toutefois la cession des îles Ioniennes à la Grèce.

Les colons ont d'ailleurs un vif sentiment de leur importance et nourrissent de grandes ambitions politiques. Ils aspiraient depuis longtemps à former une confédération à peu près indépendante de la métropole et ils prétendent à dominer en maîtres sur l'Océanie. Ils acceptent, comme un fait accompli, la présence des Hollandais et des Espagnols dans la Malaisie; mais ils ne supportent pas volontiers qu'une nation autre que l'Angleterre plante son drapeau sur quelqu'une des îles de la Malaisie et de la Polynésie. Ils ont poussé l'Angleterre à s'annexer les îles Fidji. Ils se plaignent amèrement du voisinage des condamnés que la France a transportés dans la Nouvelle-Calédonie; plusieurs colonies australasiennes ont cru même devoir prendre des mesures pour empêcher le débarquement des condamnés, même libérés, sur leur territoire, et ont porté leurs griefs jusque devant le Parlement britannique. Le Chancelier de l'Empire allemand n'ignorait certainement pas qu'il faisait un acte désagréable à ces colonies et à leur métropole lorsqu'à la fin de l'année 1884, il prenait nominalement possession de la côte nord-est de la Nouvelle-Guinée [1]).

Ils ont applaudi à la prise de possession par l'Angleterre des îles Fidji, puis de l'île Rovouma. Ceux de la Nouvelle-Zélande demandent l'annexion de l'île Rapa, quoiqu'elle soit une dépendance de Tahiti, et ont réclamé tout récemment contre la nouvelle qui s'était répandue de l'occupation des îles Samoa par l'Allemagne. Ceux de Vic-

---

[1]) La colonie de Victoria a protesté et a invité les autres colonies à se joindre à elle pour une protestation à adresser en commun au parlement britannique. La Nouvelle-Galles et l'Australie méridionale (les Allemands sont nombreux dans cette dernière colonie) ont refusé de s'associer à la protestation.

toria ont recommandé au gouvernement anglais une pétition qu'on avait fait signer à des chefs d'une des îles Hébrides (île Tanna) et dans laquelle on réclamait le protectorat anglais. Ceux de Queensland ont proposé, en 1883, l'annexion de la Nouvelle-Guinée (excepté la partie néerlandaise) à leur colonie; un des deux arguments sur lesquels ils appuyaient leur proposition était que „l'établissement d'une puissance étrangère dans le voisinage de l'Australie serait préjudiciable à l'Angleterre et plus particulièrement aux intérêts australasiens."

Il y avait alors plusieurs années que les Australasiens convoitaient la Nouvelle-Guinée. En Décembre 1883, une convention, à laquelle prirent part les représentants des sept colonies et un délégué des îles Fidji, se réunit à Sydney; elle vota des résolutions en faveur de l'occupation par l'Angleterre de la Nouvelle-Guinée (excepté la partie occidentale) et de tous les groupes situés à l'est de cette grande île, îles Salomon, Nouvelle-Bretagne, Nouvelle-Irlande, ainsi que le protectorat des Nouvelles-Hébrides; elle protesta contre la transportation de condamnés français en Nouvelle-Calédonie. Enfin elle renouvela le voeu d'une représentation fédérale émis une première fois en 1853 dans le comité parlementaire de la Nouvelle-Galles qui était chargé de rédiger le projet de constitution de cette colonie, puis une seconde fois en 1857 par une association formée à Londres en faveur des colonies australasiennes.

Cette convention demanda la création d'une confédération australasienne analogue à la Puissance du Canada (Dominion of Canada), avec un conseil fédéral, composé de deux délégués pour chaque colonie autonome et d'un délégué pour chaque colonie de la Couronne, tenant une session au moins tous les deux ans dans une des capitales coloniales et chargé de régler les intérêts communs relatifs à la défense générale des colonies, à la navigation, à la pêche, à la police des mers australasiennes, aux brevets d'invention, à la naturalisation, etc. Le temps viendra peut-être ou ces colonies voudront, ainsi que l'ont demandé les Néo-Zélandais, s'affranchir même de la nomination du gouverneur par la Couronne: ce jour là, elle seront devenues des républiques à peu près indépendantes.

En 1884, le gouvernement de Queensland a déclaré que, d'acord avec d'autres gouvernements coloniaux, il offrait à la métropole, qui a accepté, une garantie de 15.000 livr. st. (375.000 francs) pour les frais de la police sur les côtes de la Nouvelle-Guinée; celui de Victoria a demandé expressément la formation d'un Dominion australasien, avec l'annexion des territoires et îles désignés par la

convention de 1883 et la promulgation de lois protectrices contre l'immigration des condamnés étrangers.

Le parlement de la Nouvelle-Galles a refusé de discuter les résolutions de la convention, tout en consentant à payer sa part des frais de l'occupation de la Nouvelle-Guinée.

Les deux principaux Etats de l'Australie ont des tendances diverses. Dans la Nouvelle-Galles, les grands propriétaires constituent une aristocratie puissante; ils sont partisans de la liberté commerciale, parce qu'ils cherchent à faciliter l'exportation de leurs laines. Dans Victoria, les petits propriétaires et les habitants des villes l'emportent; le parlement, dont les membres reçoivent un traitement, a un caractère plus démocratique, et la colonie, qui prétend devenir manufacturière, s'est armée, ainsi que nous avons dit, de tarifs de douane protecteurs. On retrouve dans l'hémisphère austral des rivalités d'intérêts, correspondant à la diversité des climats, du genre de celles qui divisent aux Etats-Unis les Etats du nord-est et ceux du sud.

L'occupation de la Nouvelle-Guinée a eu lieu en effet, comme le demandaient les Australasiens. Le 6 novembre 1884, le commandant de la station australienne est venu avec cinq batîments proclamer, en présence de cinquante chefs indigènes, le protectorat britannique sur la côte sud de la Nouvelle-Guinée, à l'est du 141e méridien (méridien de Greenwich), avec juridiction sur les étrangers et les indigènes et, au commencement de l'année 1885, un commissaire spécial de la Nouvelle-Guinée a pris possession de ce poste.

Depuis 1877, l'Angleterre avait déjà institué un haut commissaire du Pacifique occidental avec des pouvoirs très étendus et un droit de juridiction sur tous les sujets britanniques résidant ou naviguant dans ces parages jusqu'aux îles Samoa à l'est et jusqu'aux Carolines au nord. Le commissariat spécial de la Nouvelle-Guinée relève de lui. Un des règlements les plus récents que ce haut commissaire ait à appliquer est la défense absolue de vendre des armes à feu aux indigènes.

La politique coloniale a obtenu un succès plus significatif encore au commencement de 1885. Le gouvernement métropolitain, qui, en 1857, avait écarté la demande de confédération en disant que „la mise en pratique d'un pareil système produirait bien des dissensions et des mécontentements", a cédé en avril 1885 et donné en principe son assentiment à la fondation d'une *confédération australasienne*, au moment où les difficultés avec la Russie lui rendaient particulièrement précieux le dévouement de ses colonies.

Les colonies parviendront-elles à s'entendre sur tous les points

pour profiter de cette autorisation? Sont-elles destinées dans un prochain avenir à entrer dans une grande fédération de toutes les colonies avec la métropole dont le premier numéro de la *Revue* esquissait le programme dans un remarquable article?

Sans doute, il semble nécessaire qu'il y ait, quelque jour et d'une manière quelconque, fédération ou séparation: les liens avec la métropole se resserreront ou se rompront. Car, à mesure que les colonies s'accroissent, elles deviennent peu-à-peu des corps trop pesants pour que les anciennes attaches suffisent à les retenir. Quoi qu'il arrive de l'avenir, nous nous sommes proposé, dans le tableau sommaire que nous avons présenté, de montrer l'état présent des colonies australasiennes et de faire comprendre par cet état la portée des ambitions et des espérances des Australasiens. Ces ambitions sont excessives quand elles vont jusqu'à interdire aux autres nations l'accès du domaine océanien; mais elles sont justifiées par les progrès déjà accomplis et par la prépondérance acquise quand elles visent à faire de l'Australasie britannique le centre du mouvement économique et de la civilisation européenne en Océanie.

Le Nouvel Etat libre du Congo.

La Rédaction de la Revue a reçu, de bonne source, les pièces suivantes, relatives à l'organisation du nouvel état et qu'elle publie textuellement. Elle espère que l'obligeant correspondant, qui a bien voulu les lui communiquer, la mettra en état de tenir les lecteurs de la Revue au courant de tout ce qui se rapporte au progrès de la civilisation dans l'Afrique centrale. Le monde colonial tout entier a les yeux fixés sur la grande œuvre entreprise au Congo et son succès intéresse l'humanité tout entière. Sans doute les difficultés et les obstacles ne feront pas défaut, mais on peut compter à bon droit que la main puissante qui jusqu'ici a réussi à les surmonter, saura mener à bonne fin sa tâche civilisatrice.

Monsieur.

J'ai l'honneur de vous remettre ci-inclus, pour votre gouverne et pour celle de tous les représentants de votre maison, une proclamation, ayant rapport à la possession et à l'occupation des territoires compris dans les limites du Nouvel Etat Libre du Congo.

L'objet de cette proclamation est entièrement dans les intérêts des possesseurs actuels de terrains et des régulations sont en train d'être formulées qui seront bientôt émises sur ce sujet si important.

Le désir du Gouvernement est de protéger de la manière la plus absolue les droits acquis de tout Européen qui s'est établi sur le Congo, d'examiner et de vérifier ces droits et d'en assurer la possession légale (au lieu de la forme précaire d'aujourd'hui) avec toutes les garanties qui entourent la possession des propriétés privées dans un état civilisé.

Aussi, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir préparer une liste de tout terrain vous appartenant ou appartenant à la maison que vous représentez. Cette liste indiquera les limites de ces terrains et leurs positions, et vous transmettrez en même temps une copie du contrat ou de la „Macanda" en vertu de laquelle vous basez vos droits.

Vu l'autorité dont je suis revêtu, j'ai nommé Monsieur Delcommune de Boma archiviste du Bureau de Cadastre et vous aurez la bonté de lui adresser toute communication sur ce sujet, aussi bien que toutes les demandes d'achat de terrains nouveaux, qui seront enregistrées et qui seront considérées aussitôt que les nouvelles régulations seront arrivées.

Agréez etc.

(signé) F. DE WINTON,
Col.
Administrateur Général.

Vivi, 1er Juillet 1885.

Monsieur.

Vu le manque des moyens ordinaires par lesquels les actes, ordonnances et proclamations peuvent être publiés, j'ai l'honneur de vous remettre sous pli une proclamation que j'ai fait émettre sous l'autorité de Sa Majesté le roi Léopold, le Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, et de vous prier de bien vouloir faire part de son contenu à tous vos employés dans les limites du Nouvel Etat.

Je prends l'occasion de vous assurer que les buts du Gouvernement de l'Etat indépendant du Congo sont: la préservation de la loi et de l'ordre, la promotion du commerce et de l'industrie et la protection et le bien public des populations natives.

En outre, je m'empresse de vous assurer de mon amitié et de ma bienveillance personnelle, et j'ose espérer que vous communiquerez franchement avec moi sur tous les sujets qui ont rapport aux intérêts de la maison commerciale que vous représentez, ainsi que sur tout autre sujet que pourrait suggérer votre expérience comme étant utile au Nouvel Etat.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération

(signé) F. DE WINTON,
Col.
Administrateur Général.

Vivi, 1er Juillet 1885.

PAR ARRÊTÉ ROYAL,

daté de BRUXELLES le 29 Mai 1885.

NOUS,

Sir Francis de Winton, Administrateur Général de l'Etat Indépendant du Congo, en vertu des pouvoirs qui nous ont été conférés,

Déclarons par la présente et proclamons que le territoire, compris dans les limites suivantes, constitue l'Etat Indépendant du Congo sous la Souveraineté de Sa Majesté le Roi Léopold. Ces limites sont: au Sud, à partir du Kwango, le parallèle de Nokki jusqu'au méridien passant par l'embouchure de la petite rivière de N'ango N'ango entre la factorie hollandaise et la factorie portugaise, de manière à laisser cette dernière en territoire portugais, le Congo depuis son confluent avec la petite rivière de N'ango N'ango jusqu'à son embouchure.

A l'ouest, l'océan jusqu'à la droite joignant l'embouchure de la rivière qui se jette dans l'Océan Atlantique au Sud de la baie de Cabinda près de ponto Vermelto à Cabo Lombo.

Au Nord, le parallèle de ce dernier point prolongé jusqu'à son intersection avec le méridien du confluent de Calla Calla avec le La Calla; le méridien ainsi déterminé jusqu'à sa rencontre avec la rivière La Calla, le cours du La Calla jusqu'à son confluent avec le Chiloango (Luango Luce).

A partir de ce point la rivière Chiloango jusqu'à sa source la plus septentrionale, la crête de partage des eaux du Niadi Quillou et du Congo jusqu'au delà du méridien de Manyanga, une ligne à déterminer et qui, suivant autant que possible une division naturelle du terrain, aboutisse entre la station de Manyanga et la cataracte de Ntombo Mataka en un point situé sur la partie navigable du fleuve le Congo jusqu'au Stanley Pool, la ligne médiane du Stanley Pool; le Congo jusqu'à un point à déterminer en amont de la rivière Licona N'Kundja, une ligne à déterminer depuis ce point jusqu'au 17me degré de longitude Est de Greenwich en suivant autant que possible la ligne de partage d'eaux du bassin de la Likona N'Kundja qui fait partie des possessions françaises; le 17me degré de longtitude Est de Greenwich à partir de ce méridien jusqu'au point d'intersection du parallèle de Nokki avec le Kwango les limites déterminées dans la notification aux diverses Puissances.

Déclarons en outre et portons à la connaissance de toutes les personnes, habitant le territoire compris dans ces limites, qu'elles

sont tenues de se soumettre à toutes les lois et ordonnances qui pourraient être décrétées et mises en vigueur pour la prospérité publique et le bien du Gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo.

Invitons par la présente tous les habitants de l'Etat Indépendant du Congo à obéir à ces lois et ordonnances et

à nous prêter toute leur assistance pour l'exécution des lois et le maintien de l'ordre nécessaire au bien-être général et au développement pacifique du commerce.

Vivi, le 1er Juillet 1885.

(signé) F. DE WINTON.

PAR ARRÊTÉ ROYAL,
en date BRUXELLES, 29 Mai 1885.

ORDONNANCE,

PAR L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL.

Différentes raisons rendant temporairement nécessaire de soumettre à une autorisation préalable la vente des fusils à piston et des armes se chargeant par la culasse, ainsi que la vente des munitions nécessaires pour l'usage de ces armes:

l'exposition en vente, la vente, l'achat et le transport des armes et des munitions précitées sont soumis dans toute l'étendue du territoire de l'Etat à une autorisation préalable de l'Administrateur Général.

Cette autorisation déterminera les conditions à remplir par les vendeurs et par les acheteurs.

La présente disposition, qui a un caractère provisoire, est prise dans l'intérêt exclusif de la sécurité publique.

Vivi le 1er Juillet 1880.

(signé) F. DE WINTON.
Col.
Administrateur Général.

Monsieur.

J'ai l'honneur de Vous faire parvenir sous pli une ordonnance et des règlements ayant rapport à la vente de fusils à piston, d'armes se chargeant par la culasse et de munitions pour ces armes.

Il est inutile de Vous dire que, en publiant cette ordonnance, on ne vise que le bien-être et la sécurité de la communauté : aussi il deviendra de mon devoir de prendre les mesures les plus sévères pour empêcher qu'on élude cette loi.

Je suis convaincu, Monsieur, que, sachant bien que la traite et le commerce peuvent se faire sans l'introduction de ces armes et munitions, vous accorderez au Gouvernement toute assistance.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée

(signé) F. DE WINTON.
Col.
Administrateur Général.

Ivi, 1er Juillet 1885.

ORDONNANCE

DE L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL.

Un décret du Souverain invitera incessamment tous les non-indigènes qui possèdent actuellement ou occupent actuellement à un titre quelconque des terres situées sur le territoire de l'Etat Indépendant du Congo, à faire une déclaration officielle indiquant ces terres et à soumettre à l'examen et à l'approbation du Gouvernement les contrats et les titres en vertu desquels ils les occupent.

Ce décret a pour but d'assurer, dans les formes qui seront prescrites, la reconnaissance des droits acquis et de permettre l'organisation régulière dans un avenir prochain de la propriété foncière dans le dit Etat.

En attendant, pour éviter les contestations et les abus, l'Administrateur Général, autorisé à cet effet par le Souverain, arrête les dispositions suivantes.

ARTICLE I.

A partir de la publication de la présente proclamation, aucun contrat ni convention, passé avec des indigènes pour l'occupation à un titre quelconque de parties de sol, ne sera reconnu par le

Gouvernement et ne sera protégé par lui, à moins que le contrat ou la convention ne soit fait à l'intervention de l'officier public, commis par l'Administrateur Général et d'après les règles que ce dernier tracera dans chaque cas particulier.

ARTICLE II.

Nul n'a le droit d'occuper sans titre des terres vacantes ni de déposséder les indigènes des terres qu'ils occupent: les terres vacantes doivent être considérées comme appartenant au Domaine.

Vivi, 1er Juillet 1885.

(signé) F. DE WINTON,
Col.
Administrateur Général.

RÈGLEMENTS.

I.

Une amende de vingt cinq mille francs sera infligée à toute personne coupable de la vente d'armes ou de munitions, indiquées dans l'acte **II**, aux indigènes, ou qui tâcheront de faire entrer les armes dans le territoire de l'Etat Indépendant du Congo sans permission.

II.

Une récompense sera donnée à tout blanc sur l'évidence duquel des preuves seront obtenues contre toute personne ou personnes coupables de l'offense ci-dessus mentionnée, et une récompense de vingt balles de marchandises ou une valeur équivalente sera donnée à tout indigène ou employé noir, sur le témoignage duquel des preuves pourront être obtenues contre toute personne ou personnes qui seront coupables des offenses ci-dessus mentionnées.

Vivi, le 1er Juillet 1885.

(signé) F. DE WINTON.
Col.
Administrateur Général.

ENGLISH COLONIES.

CURRENT EVENTS.

The Cobden Club have recently turned their attention to the subject of duties levied in some of the Crown Colonies of Great Britain which they allege are of a protective character. It is understood that the West Indian Colonies are those alluded to. Careful consideration will have to be given to the question, as much of their fiscal system is based on them. It is one of widely extended importance and underlies many of the problems affecting the West Indies and it was ably dealt with by a Commission lately sent by the Government to investigate the causes of existing depression, in voluminous and exhaustive reports. Additional articles of export seem to us to be the great desideratum and we are glad to hear that practical attention has been turned to the collection of information on that head and it has been proposed to compile a »Botanical Bulletin" for circulation with a view to its diffusion.

As shown in some of the Australian Colonies, it is of vital importance that no country should be dependant on one article of export. This has lately been impressed on our attention by the fact that the wheat harvest upon which South Australia chiefly depends, in 1884-5, was indifferent. The average return was seven bushels per acre, being in excess of the average of the three preceding years when it only amounted to four bushels. It is hard to see how such scanty crops can enable farmers to pay the high wages current in that Colony, more especially when the low price of wheat which rules universally is taken into account. We were therefore not surprised to find that the revenue for the year £ 2,151,000 was £ 271,000 below the estimate, and that the customs had fallen off £ 109,000. On the other hand we observe that the revenue of the sister Colony of Victoria was £ 6,290,000 showing an increase of £ 356,000 on the preceding years. The customs had increased by £ 150,000 and the Railway returns by £ 121,000. Fortunately it produces wool, gold, meat &c. and does not solely

rely upon wheat, which latter is open to competition from Canada, the United States, India, &c.

As regards the trade in frozen meat, it is as yet in its infancy. It is capable of indefinite extension and concerns alike the producer in new, and the consumer in old countries. Mr. Chambers of Napier, New Zealand, is now exhibiting in St. Katherine's Docks a new plan for producing artificial cold. His method is to alternately compress and vaporise liquid ammonia. He claims that his invention will save one third of the usual cost. Experience is the sole test to be relied on. New Zealand has as yet been the chief source of supply to England as the export from Australia has been retarded by the severe drought of the last two years. The Government Inspector estimates the loss in Queensland at 7,000,000 of sheep and we have heard of one settler who owned before the drought 70,000 head of cattle and at its termination could only muster 12,000. We fear that many similar cases could be recounted. Notwithstanding such occasional reverses the rapid growth of Australia may be tested in various ways. An interesting statement has recently come under our notice. In 1828 the postal establishment of New South Wales consisted of one postmaster, one clerk, two letter carriers and eight country post-offices and the revenue amounted to £598.2.4. At the end of 1884 there were in that colony alone 1064 post-offices which delivered 33,245,400 letters, 18,344,500 newspapers and 14,035,900 packets. In addition to which 2,107,288 telegrams were despatched over 17,288 miles of wire. In the colony of Victoria where the first white man settled in 1835 — just fifty years ago — there were delivered in 1883, letters 30,912,167; newspapers 13,982,222; packets 5,491,330 and 1,474,972 telegrams were sent over 6922 miles of wire.

For most of the statistics relating to Australia which we shall use, we are indebted to the invalueable work of Mr. H. H. Hayter "The Victorian Year Book", Trübner. Every one interested in such matters should procure a copy.

We append an interesting statement made at the first meeting of the newly-formed "Australasian Trade section" of the London Chamber of Commerce. Alderman Sir William Mr. Arthur, M. P. in the chair. He in opening the proceedings, referred to the great importance of the trade represented by the section which was greater in Australia than that of any other colony or group, both relatively and actually. Its yearly total had now reached £115,000,000 and in it some 3,000,000 of colonists were concerned, whereas in Canada with its 4,500,000, of people, the trade was not quite £ 50,000,000, though it should be borne in mind that

Canada being the senior colony was largely supplied from their own home productions with many articles which the younger Australasian colonies imported from the mother country. He showed how important were our commercial relations with those colonies and the value of the Australasian trade section which he believed would prove one of the most useful and progressive of all the sections connected with the London Chamber. Entering into the principal feature of those relations, he pointed out that while the United States of America — where until quite lately emigration had largely flowed — only bought the productions of the United Kingdom to the amount of 10 shillings per head, Canada and other colonies to the extent of £ 3 per head, the value taken by Australia was at the rate of £ 6 per head. On the other hand, we were large importers from Australia, the principal staple being wool which we received to the extent of 1,000,000 bales of 300 lb. each in a year. Large quantities of Australian gold were brought into this country, the value having been as high as £ 12,000,000 a year, though it had gradually sunk to £ 6,000,000.

We were continuing to look to Australia for an increasing portion of our food supply, the total cereal export from South Australia alone being 800,000 tons. A growing trade in dead meat had also been created, both in beef and mutton and as many as 25,000 carcasses of sheep were brought by one vessel. One Australian industry which should be more largely developed was that of wine. The wine of Australia was remarkably good, but there was a serious drawback to material progress in the trade — the duties now charged on importation into this country. The shilling duty on every gallon of colonial or foreign wines is only applied to those up to the strength of 26 degrees, whereas the natural wines of Australia ranged as high as 28 and 30 degrees and consequently they were at a serious disadvantage in competing with others. He thought the section should do what it could to alter this condition of things and no doubt they would get every support from their friends in the colonies. He had hoped that the treaty of commerce with Spain would have been concluded, and though this result had not been brought about, he thought that was no reason why they should not ask the Government to make a reduction in favour of the colonies. In the course of a discussion which followed, it was stated that it was proved to be a fallacy that there could be no natural wine above 26 degrees in strength and that the scale now in force was based upon this assumption. As the Australian wines averaged between 28 and 29 degrees of strength it was argued that

a re-arrangement of the scale could be made independently of any treaty with Spain. It was understood that the subject would be dealt with at a future meeting.

The brilliant results of British colonisation and the necessity of securing an outlet for the trade of Europe has led other countries to emulate her example. Private enterprise has usually led the way and has proved more successful than any bureaucratic attempts. The same commercial spirit, which a little more than one hundred years ago established the East India Company and thus led to the foundation of the British Indian Empire, is still alive in the nineteenth century, and has led to the formation of the North Borneo Company, the National African Company an amalgamation of several existing companies, the German Company of New Guinea and other similar bodies. The same territorial results will follow in due time. The last named has issued a new publication "News from and about Kaiser Wilhelm's Land and the Bismarck Archipelago" which includes New Britain, New Zealand and Admiralty group of islands. An Imperial charter was granted to the Company on May 17th 1885 and a decree of the Chancellor was issued on June 8th regulating the supply of arms to the natives, labour, traffic, laws relating to acquisition of land &c. We hear that the company is well supported in Germany by leading financial houses. It is framed very much on the same lines as the North Borneo Company and has a fair prospect of prosperity. Germans have proved to be proverbially good colonists wherever they have settled, although until recently Germany has possessed few colonies of her own. The National African Company has similar territorial aspirations and has been quickened into action by the projected settlements on the Congo, and the German annexation of the Cameroons. It has extended its operations on the Niger and the Binue and has made treaties with nearly one hundred native chiefs. This had to a certain extent interfered with their commercial pursuits for the time, of which however, the results had been fairly remunerative.

Spain has also turned its eye upon an adjoining district. We learn from the official Gazette of July 15th, that Signor Bonelli has been appointed a Royal Commissioner with supreme civil and military command, in the territory between Capes Bogador and Blanco which were placed under a Spanish Protectorate in December last. He will have the right to conclude treaties with the native tribes and take possession of further territory subject to the approval of his government.

An influential deputation headed by the Marquis of Lorne has

recently waited on Colonel Stanley, Secretary of State for the Colonies, urging upon him the importance of establishing a Central Bureau of Emigration for the diffusion of information relative to the British Colonies. Colonel Stanley stated that the subject had already been under his notice, that some practical difficulties as to details existed, but that he was favourable to the idea and hoped before long to carry it into effect.

Other deputations have also impressed their views, not only with regard to Bechuanaland but to Zululand which country has been reduced to anarchy. The replies of Col. Stanley indicated a general concurrence with their representations. He had already given the matter his attention as serious issues have been raised between Sir Hercules Robinson, Lord High Commissioner in South Africa, and Sir Charles Warren, relative to the protectorate recently proclaimed by the latter over Bechuanaland. Events point clearly to the necessity of England assuming a direct protectorate over at least a large portion of it, in accordance with the expressed wish of its inhabitants.

Whatever course may be adopted it is to be hoped that the policy will be permanent. Constant change has led to nearly all the difficulties hitherto experienced. Reluctant as England is to extend her responsibilities, no other course is sometimes open to her. The size of the proposed protectorate which claims to extend to the Zambesi, appears to be rather indefinite, no boundaries having been ascertained. Its importance consists in its geographical position including, as it does the converging centre of the trade routes, which is situated to the east of Lake Ngami. The roads that meet here lead from Walfish Bay on the Western coast to Angola, the Congo and the Lake Country on the North, to Mashonaland, to the Transvaal and to Natal. This annexation will bring England into immediate contact with Germany, which already has annexed Damaraland and is supposed to contemplate a protectorate over the Matabeles and Mashonaland. The country itself, although in many parts desert, is in others rich, affording facilities for the introduction of European settlers. Considerable mineral wealth exists, and gold, which is supposed to be abundant, will probably be won. Heretofore it has been a capital offence to search for or to sell that precious metal, from the well grounded fear of the inhabitants, that the knowledge of its existence would create an influx of white men and that eventually they would be despoiled of their lands. Such advantages must not be forgotten. The question of expense need be a secondary consideration. Sir Charles Warren estimated

it at £ 62,000 per annum, and thinks that £ 63,000 might easily be raised from a Hut-tax, Stamps, Land Revenue &c. The land available for settlement proposed to be ceded by the natives shows an area of 70,000 miles which might be divided into 7000 farms of 6000 acres each, which he considers would fetch the very moderate rent of £ 9 a piece.

That the desire to obtain the protection of a great power is only too well grounded, may be inferred from the following description of Boer ideas of annexation and survey: "Considerable attention was being directed to the proceedings of the Boers who had made themselves masters of a part of Zululand. A contemporary says: — "They have already established a township, which they have named Vrijheid (Freedom). They have so far succeeded in this encroachment as to have gained the goodwill of the chief Dinizulu, but a powerful section of Zulus are against them. No sooner is territory appropriated, either with or without the consent of the original holders of the soil, than the lottery for farms at once commences. It is interesting to note the modus operandi of a commando of Boers when annexing a tract of territory. Having fixed upon a new territory, some kind of arrangement is made with the chiefs and a form of Government upon strictly Republican principles is resolved upon. The necessary ingredients for government appear to be a President, a Secretary, an Attorney-General for law and a Commandant-General for war. These officers are soon nominated and by this time it is necessary to provide for the rank and file in the way of farms. A convenient locality, sheltered and with wood and water is selected for the capital of the Republic and although but tent waggons constitute the principal residences for some time, they gradually give place to wattle and daub houses, which in turn are succeeded by brick edifices and there we have the capital of a Republic established. The other day a great stir was visible among the campers and others at Vrijheid. The president had summoned them to "draw" for their farms. These had been primitively surveyed, certainly not by theodolite and sextant; but in the more original manner of a Boer riding at a tripping pace for a certain number of minutes, or perhaps an hour or more, in a particular direction. Thence an imaginary line is struck along a ridge or towards some conspicuous kopje (hill) for a certain distance, then back along the margin of a river or brook past some other conspicuous kopje, and back to the starting point. There is the "surveyed" farm. No triangulations are for the present necessary. By and by as civilisation proceeds, a Government land surveyor may be called in, to permanently fix

boundaries, but at the outset the ridge, the kopje, the sluit (water-course) or a prominent tree are ample indices for land definitions."

The insolvency of the Transvaal Republic may lead to important results. A similar state of affairs led to its annexation some years ago. The experience of the steady Orange Free State proves that independence and insolvency are not necessarily connected. Its inhabitants having never been afflicted with the filibustering propensities of their neighbours. Attempts to establish fresh republics in Stellaland and Zululand or wherever the impulse of the moment may have induced the Boers to "treck" appears in a ludicrous light by the side of their inability to perform the first function of a government at home.

English enterprise has been directed in a legitimate manner in developing the resources of the Transvaal. We understand that a firm of Bradford engineers have contracted for the construction of the Lorenço-Marques and Transvaal Railway from Delagoa Bay to the frontier of the republic, a distance of sixty miles. It runs through Portuguese territory. The Government have granted a concession for 99 years. It not only will lead to the well known gold fields of the Transvaal, of which late reports have been very favourable, but will open up a rich coal field at Lobombo, about thirty miles from Delagoa Bay.

We learn from Canada that Count Esterhazy, a Hungarian exile, had an interview with the Government at Ottawa with satisfactory results, relative to the settlement of 20,000 Hungarians along the line of the Canadian pacific Railway on a block of 200,000 acres in the Qu'appelle District. They are at present chiefly employed in the Pennsylvanian mines, some of them are badly off and it is hoped that their prospects may be improved, by the proposed change to an agricultural country.

The latest and the most important event to be noticed is the passing of the Bill for the Federation of the Australian colonies. It is permissive in its character and it has been announced that neither New South Wales nor New Zealand will at present avail themselves of its provisions. The adhesion of the former at an early date is probable. It is the premier colony and will find itself inferior to the confederation in importance and influence and it will not permanently debar itself from the many practical advantages to be derived from a union. The value of this act of parliament in its bearing on the question of an imperial union, cannot be over estimated. Group confederation being an essential condition precedent to larger measures.

BIBLIOGRAPHIE MENSUELLE.

GÉNÉRALITÉS.

COLONISATION. ZOOLOGIE. CULTURES. COMMERCE ETC. POLITIQUE.

664 **Totzke, A.,** Deutschlands Kolonien und seine Kolonialpolitik. Mit 11 Karten-skizzen. Minden, Bruns' Verlag. VIII—488 S. 8⁰ min. — 4 M.

665 Colonialgebiete, Die deutschen. N⁰. 1—4. Leipzig, Schloemp.

666 **Drapeyron, L.,** La panique coloniale du 30 Mars et l'expansion de la France. (Revue de géogr. Juill. p. 1—16).

667 **Della Valle di Monticelli,** L'Italie colonizzatrice. (Boll. Soc. Afric. d'Ital. Fasc. III. Suppl.).

668 **Fischer. J. v.,** Das Chamäleon (Chamaeleo vulgaris), sein Fang und Versandt, seine Haltung und seine Fortpflanzung in der Gefangenschaft. (Zool. Garten, J. XXIII. S. 4—13; 39—48, 70—82).

669 **Schmidt, M.,** Die Krankheiten der Elephanten. Die Wachsthumsverhältnisse der indischen Elephanten. Mit 1 Taf. (Zool. Garten. J. XXIII, S. 234—36, XXV, S. 4—19).

670 **Reichenow, A.,** Ein neuer Strauss. (Zool. Garten. J. XXV. S. 19).

671 **Gronen, D.,** Der afrikanische Strauss in Amerika. (Zool. Garten. J. XXIV, S. 63, XXV, S. 62).

672 **Langkavel, B.,** Nordgrenze des Tigers in Asien. (Zool. Garten. J. XXV. S. 361—64).

673 Catalogue de l'exposition coloniale de la République française à Anvers. Paris, imp. nation. XLIV—259 p. in-8⁰.

674 **Joubert, J.,** Les colonies Portugaises à l'exposition d'Anvers. (Gaz. géogr. N⁰. 29).

675 **Pécholier,** Le tabac. (Journ. d'hygiène. N⁰. 449, 460. A suivre).

676 **Cauteren, Ph. von,** Over tabak. Gent. 125 bl. 8⁰.

677 **Bosse, W.,** Die Faktoren des Weltverkehrs: Mass, Zeit, Gewicht und Wert. (Ausland, N⁰. 25).

678 **Rhode, R. T.,** A practical decimal system for Great-Britain and her Colonies. London, Wilson. 17 p. 8⁰. — 1/.

679 Handel, Austro-indischer. (Oesterr. Monatsschr. f. d. Or. N⁰. 7).

680 Handelsbank, Ned. Indische, Verslag over 1884. Amst. 1885. 4⁰.

681 Liste générale des fabriques de sucre, raffineries, etc. de France, d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, de Russie, de Belgique, de Hollande et d'Angleterre, suivie de la législation des sucres en Europe, et dans divers pays, et de statistiques, etc. Paris, aux bureaux des Journ. d. fabricants de sucre. 368 p. in-8⁰.

682 Suikerwinning, Over, uit Ampas en uit Melasse. (Tijdschr. v. nijv. en landb. v. N. I. D. XXIX, bl. 18—39).

683 **Alberius, J.,** Die englisch-russische Frage und die deutsche Kolonialpolitik. Innspruck, F. Rauch. 111 S. gr. 8⁰. — 1 M. 60.

684 Russia, Europe and the East. By a foreigner who has held office in Egypt. London, Griffith and Farran. 232 p. 8⁰. — 5/.

L'ASIE OCCIDENTALE.

685 **Leeder, E.,** Wandkarte von Palästina. 1 : 309,000. 4 Bl. 5te Aufl. Essen, Bädeker. Imp. fol. — 4 M.

686 **Clermont-Ganneau,** Rapport sur une mission en Palestine et en Phénicie entreprise en 1881. (Arch. d. missions scient. T. XI, p. 157—252).

687 **Strange, Guy le,** Account of a short journey east of the Jordan. (Palest. explor. fund. Jule p. 157—80).

688 **Anderlind, L.,** Der Einfluss der Gebirgswaldungen im nördlichen Palästina auf die Vermehrung der wässerigen Niederschläge daselbst. (Zeitschr. d. D. Palaest. Ver. B. VIII, S. 101—116).

689 **Gatt, G.,** Industrielles aus Gaza. (Zeitschr. d. D. Palaest.-Ver. B. VIII. S. 69—79).

690 **Menges, J.,** Die Zeichensprache des Handels in Arabien und Ost-Afrika. (Globus, B. XLVIII, N⁰. 1).

L'ASIE CENTRALE.

691 **Sorokin, N.,** Voyage dans le Thian-Sjan Russe. (Bull. Soc. de géogr. St. Petersb. T. XXI, p. 113 sv.).

692 **Iwanoff, D.,** Qu'est ce que c'est Pamir. Avec une carte. (Bull. Soc. de géogr. St. Petersb. T. XXI, p. 131 sv.).

693 Nachrichten, Neue, von Przewalski. (Gaea. J. XXI, S. 455—61).

694 **Lansdell, H.,** Russisch-Central-Asien, etc. Deutsche Ausg. bearb. von H. Wobeser. B. I. Leipzig, Hirt & Sohn. 255 S. — 6 M.

695 **Towle, G. M.,** England and Russia in Asia. Boston. 116 p. 18⁰. — 2/6.

696 **Boulger, D. C.,** Central Asian questions: Essays on Afghanistan, China and Central Asia. With maps. London. Unwin. 266 p. 8⁰. — 18/.

697 **Slagg, J.,** The true scientific frontier of India. (Ninet. Cent. Jule, p. 151—59).

L'EMPIRE INDO-BRITTANNIQUE.

METEOROLOGIE, ETC. CULTURES. GOUVERNEMENT. COMMERCE, ETC.

698 **Pearson, A. N.,** Variation of rainfall in Northern India during the sunspot period. — F. Chambres Note on the theory of winter rains in N. India. (Proc. Asiat. Soc. Bengal. Nov. 1884).

699 **Brauer, Dr.,** On the peepsa, a small dipterous insect, injurious to man in Assam. (Proc. Asiat. Soc. Bengal. (Nov. 1884).

700 Ceylon-koffie, Ceylon-thee. (Tijdschr. v. nijv. en landb. v. N. I. D. XXIX, bl. 76—83).

701 **Schlagintweit, E.,** Die erste allgemeine ostindische Volkszählung (Allg. oesterr. Liter. Zeit. N⁰. 2).

702 **Verney, F. W.,** Our armies in India. (Ninet. Cent. June, p. 1009—20).

703 **Ihlefeld, K.,** Reise durch Kotschi und Trawankore. (Ev. Luth. Miss. bl. N⁰. 9).

704 **Lavino, G.,** Annual report. Penang. (Verz. v. consul. versl. 1885, bl. 142—57).

705 **Pope, G. U.,** On the study of the South-Indian vernaculars. (Journ. R. Asiat. Soc. of Gr. Br. & Ir. Vol. XVII, p. 163—82).

L'ASIE ORIENTALE.

LA CHINE. CORÉE. LE JAPON. FORMOSA.

706 **Douglas, R. K.,** China. Boston, D. Lothrop & C⁰. IV—566 p. 12⁰. $ 1,50.

707 **Richthofen, F. Frhr. v.,** Atlas von China. Abth. I. Das nördl. China. Berlin, Reimer. f⁰. — 52 M.

708 **Soubeiran, J. L.,** Chine et Tonkin. Avec une carte. (Bull. Soc. Langed. de géogr. T. VIII, p. 141—77).

709 **Edkins,** Names of the western countries in the Shiki, etc. (China Rev. Vol. XIII, 4).

710 China, Consuls reports. N⁰. 1 (Parliament.) — 6/.

711 **Griffis, W. E.,** Corea without and within: chapters on Corean history, manners and religion, etc. With map. Philad. II—315 p. 16⁰ — $ 1,15.

712 Ports, The, and trade of Corea. (Edinb. Rev. Jule, p. 265—85).

713 **Döderlein, Dr.,** Zur Zoologie von Japan. (Zool. garten. J. XXIII, S. 223).

714 **Baelz, E.,** Die körperlichen Eigenschaften der Japaner. Mit Taf. (Mitth. d. D. Ges. f. nat. u. volk. Ostasiens. H. 32, S. 35—103).

715 **Schütze, P.,** Japanische Märchen, Sagen und Lieder. (Gegenwart, N⁰. 24).

716 **Thorpe, P.,** History of Japan. London, F. V. White. 290 post 8⁰. — 3/6.

717 Reiseskizzen aus dem südlichen Formosa (Ausland, N⁰. 22—24).

L'INDO-CHINE.

718 **Boüinan, A.,** et **A. Paulus,** Le royaume d'Annam. Paris, Baudoin et C⁰. 48 p. in-8⁰.

719 **Schillemans, L.,** Notice sur l'Annam. Paris. 32 p. in-8⁰.

720 Plan topographique de l'arrondissement de Saigon, 1 : 100,000, grav. par Geissendoerfer. Paris, Lemercier et C⁰. 2 feuilles.

721 **Savigny** et **Bischoff,** Les richesses du Tong-Kin, les produits à y importer et l'exploitation française. Avec une carte par J. Dupuis. Poitiers, Oudin. 204 p. in-18 jésus.

722 **Péné-Sieffert, I.,** De l'Inde française et de son utilisation. (Revue de géogr. Juillet. p. 17—22. A suivre).

LES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES.

GÉNÉRALITÉS. JAVA. BORNÉO. CÉLÈBES, ETC. LA NOUVELLE GUINÉE.

723 **Veth, P. J.,** Schetsen uit Insulinde. (Eigen Haard, N⁰. 15, 19, 24, 29).

724 **Moens, J. C. B.,** Bereiding van koortswerende middelen in Indië. (Indische Mercuur 8 Aug.).

725 **Berg, N. P. van den,** Over gronderediet en hypotheekbanken in Nederl. Indië. (Tijdschr. v. nijv. en landb. in N. I. D. XXIX, bl. 197—265).

726 Adres van de oprichters der Nederl.-Indische landbouwmaatschappij aan de Staten-Generaal ten gunste van de Indische landbouw-ondernemingen. (Tijdschr. v. Ned. Indië. Juli, bl. 72—80).

727 **Sollewijn Gelpke, J. H. F.,** Rapport over een ziekte in het Cheribonsche suikerriet. — Van der Kemp, Jongste berichten over de serehziekte in Cheribon. (Tijdschr. v. nijv. en landb. in N. I. D. XXVIII, bl. 292—303. D. XXX, bl. 203—44).

728 **Delden Laërne, C. F. van,** Brasil and Java. Report on coffee culture, etc. London, W. H. Allen. 8⁰. — 21/.

729 **Dijk, P. van,** Over artesische irrigatie in Algerië en over hare toepassing op Java. (Tijdschr. v. nijv. en landb. v. N. I. D. XXX, bl. 175—88).

730 **Lange, G. A. de,** Suiker-industrie op Java tegenover de suiker-campagne in Duitschland van 1882—83. (Tijdschr. v. nijv. en landb. in N. I. D. XXVIII, bl. 309—20).

731 **Westhoff, J. P. G.,** De zendingsarbeid op Borneo. (Rijnsche zending. J. XVI, bl. 67—94).

732 **Wielandt, P. Th.,** Menado en de Minahassa. (Maandber. Ned. zend. gen. N⁰. 5).

733 **Campen, C. F. H.,** De visscherij op Halémahéra. Met pl. — De landbouw op Halémahéra. Met pl. (Tijdschr. v. nijv. en landb. in N. I. D. XXVIII. bl. 251—74. D. XXIX, bl. 1—18).

734 Batjan-maatschappij. (Tijdschr. v. N.-Indië Juli, bl. 48—54).

735 **Metzger, Em.,** Aus dem sudöstlichen Theile von Neu-Guinea. I. (Globus. B. XLVIII. N⁰. 2).

736 Duitschers, De, op Nieuw-Guinea. (Tijdschr. v. N. Indië. Juli, bl. 42—47).

737 **Keyser, A.,** Our Cruise to New Guinea. London, Ridgway. 54 p. roy. 18⁰. — 1/.

738 **Miklouho-Maclay, N. de,** On a new species of kangaroo from New Guinea. — W. Macleay The insects of the Maclay-coast, New Guinea. (Proc. Linnean Soc. N. South Wales. Vol. IX. p. 569—68, 700—13).

739 **Wallroth, E.,** Die Londoner Mission an der Südost-Küste von Neu-Guinea. Mit Karte. (Allg. Missions-Zeitschr. B. XII, S. 305—21).

LES ILES PHILIPPINES.

740 **Montano, J.,** Rapport sur une mission aux îles Philippines et en Malaisie, 1879—81. (Arch. d. missions scient. T. XI, p. 271—479).

741 Beiträge, Neue, Zur Kenntniss der Philippinen, mit Ill. (Aus allen Weltth. N⁰. 10).

742 **Schadenberg, A.,** Die Bewohner von Süd-Mindanao und der Insel Samal. Mit Taf. (Voir N⁰. 126) (Zeitschr. f. Ethnol. J. XVII. S. 45—57).

743 **Blumentritt, F.,** Die Negritos der Philippinen. (Globus, B. XLVIII, N⁰. 1).

L'AFRIQUE SEPTENTRIONALE.

L'ALGÉRIE. LA TUNISIE, ETC.

744 Carte murale de l'Algérie et de la Tunisie, en quatre feuilles, 1 : 1,000,000. Alger. A. Jourdan.

745 Carte de la province ou département d'Oran, grav. par Lecocq. Paris, Migeon.

746 **Teisserenc de Bort, L.**, Lettres de Bir Guettariet. (Compte rendu, Soc. de géogr. Paris N⁰. 14).

747 **Constantin, P.**, Alger et Timboucktou; étude sur le commerce transsaharien. Paris, Challemel ainé. 36 p. in-12⁰.

748 **Hamel. L.**, Les chemins de fer algériens; étude historique sur la constitution du réseau, etc. Alger, Jourdan. 116 p. in-8⁰.

749 **Mayet, V.**, Notes d'un voyage dans le sud de la Tunisie. Avec une carte. (Bull. Soc. Langed. de géogr. T. VIII. p. 178—214).

750 **Cagnat, R.**, Rapport sur une mission en Tunisie, 1881—82. (Arch. d. missions scient. T. XI. p. I—156).

751 **Lagarde, C.**, Une promenade dans le Sahara. Paris, Plon, Nourret & C⁰. XIX—307 p. in-18 jésus.

L'AFRIQUE ORIENTALE.

L'EGYPTE. LE SOUDAN. ZANZIBAR, ETC.

752 Carte, Nouvelle, de l'Egypte et de ses dépendances depuis le 5me dégré de latitude sud jusqu'à la méditerranée. 1 : 3,000,000. 3 Bl. Chrom. Berlin, Schropp. Imp. Fol. — 8 M.

753 **Mahmoud Pacha-el-Felaki,** Étude sur la possibilité de prévoir les hauteurs de la crue du Nil. (Bull. Soc. Khédiv. de géogr. II• ser., p. 327—30).

754 Schiffahrtsverkehr, Der, im Suezcanale. Volksw. Wochenschrift N⁰. 76).

755 **Rivoyre, D. de,** Aux pays du Soudan. (Gaz. géogr. N⁰. 26).

756 **Joostens, M.**, Souvenirs d'un voyage au pays du Mahdi. 1re part: la Basse Egypte. (Revue de Belg. N⁰. 4. A suivre).

757 **Morris, H.**, The Switzerland of Africa. (Mombasa to Kilimanjero). With map. (Church Mission. Intell. Jul. p. 510—16).

758 **Reichard, P.**, Bericht über die Reise nach Urna und Katanga. Mit Karte (Mitth. Afrik. Ges. B. IV, S. 302—9).

759 **Noach, Th.**, Zur Fauna des Somalilandes (Zool. Garten. J. XXV. S. 374).

760 Colonie, La, Allemande de la côte orientale d'Afrique (Mouv. géogr. N⁰. 14)

761 **O'Neill, H., E.**, Eastern Africa, between the Zambesi and Rovuma rivers. With map. (Proc. R. geogr. Soc. Vol. VII. p. 430—55).

762 **Fischer. G. A.**, Uebersicht der in Ost-Afrika gesammelten Vogelarten, mit Angabe der verschiedenen Fundorte. Mit Karte. (Journ. f. Ornith. J. XXXIII, S. 113—42).

763 **Berkeley, M. J.**, Notices of fungi collected in Zanzibar in 1884. (Ann. and Mag. of nat. hist. Vol. 15, p. 384—86).

764 East Africa. A pocket vorabulary of the Ki-Swahili, Ki-Nyika, Ki-Taita and Ki-Kamba languages. Comp. by A Downer Shaw. London 18⁰. — 6/.

L'AFRIQUE MÉRIDIONALE.

765 **Pechuel-Loesche,** Südafrikanische Laterite. (Ausland, N⁰. 26).

766 Kupferminen, Die, in Klein-Nemaqualand. (Export, N⁰. 32).

767 South Africa. Missionary letters of E. J. Warner of Mounth Arthur (Queenstown District), H. W. Davis at Clarkebury, J. Start at Bensonvale and S. E. Rowe at Pietermaritzburg. (Wesl. Mission. Not. Aug.).

768 Mission, New, in Swaziland (South Central Africa). (Wesl. Miss. Not. Aug.).

769 **Wangemann**, Inspektions-Reise von Malokông nach Leydenburg, etc. Mit ill. (Berl. Miss.-Ber. N⁰. 7, 10).

770 **Hellwald, Fr. v.**, Süd-Afrika und die südafrikanischen Wirren, I. (Unsere Zeit. H. 7).

L'AFRIQUE OCCIDENTALE.

LA SÉNÉGAMBIE. LA CÔTE DE GUINÉE. CAMERUN, ETC.

771 **Bonelli, E.**, Nuevos territorios españoles de la costa del Sáhara. — Territorios adquiridos para España par la Socied. Esp. de Africanistas y Colonistas en la costa occid. de Africa. (Bol. Soc. géogr. Madrid. T. XVIII, p. 333—99).

772 **Krause, G. A.**, Reise von Lagos zum Mahin-Gebiet nebst Mittheilungen über Geschichte, Handel und Gesundheitsverhältnisse von Lagos. Mit Karte. (Mitth. Afrik. Ges. B. IV, S. 322—60).

773 Africa and the mission. VII. Sierra Leona Mission. (Church Miss. gleaner. July).

774 Breadfruit Church, Lagos. The interior Yoruba mission. (Church Mission Intell. July).

775 Eingeborenen, Die, des Bissagos-Archipels. (Ausland, N⁰. 22).

776 **Schulze**, Berichte über den Verlauf der Expedition in Togoland, Camerun, etc. (Mitth. Afrik. Ges. B. IV, S. 274—91).

777 Schutzländer, Ueber die deutschen, in südwestl. Afrika, nach eigener Anschauung. — Das Klima im Kamerun-Gebiete. (Ausland. N⁰. 26).

778 **Guiral, L.**, Note sur un second voyage dans le Haut-Benito. (Compte rendu Soc. de géogr. Paris. N⁰. 14).

779 **Mannoir**, Le Congo français. (Gaz. géogr. N⁰. 27).

LE ROYAUME DU CONGO.

COLONISATION. EXPÉDITIONS. CLIMAT. POLITIQUE.

780 **Martrin-Donos, De**, Les Belges dans l'Afrique centrale. 2ᵉ partie. Le Congo. 16—21 sér. Brux., P. Maes. (Voir N⁰. 327. A Suivre.)

781 **Le Monnier, Fr. Ritter von**, Die österreichische Congo-Expedition. (Mitth. Geogr. Ges. Wien. B. XXVIII, S. 125—32).

782 Congo-Expedition, Die. Briefe und Berichte von Büttner, Kund, Tappenbeck und Wolff. (Mitth. Afrik. Ges. B. IV, S. 309—19).

783 Pogge-Wissmannsche Expedition, Die. Mit Karte und Beitr. zur Kenntniss der meteorolog. Verhältnisse Aequatorial-Afrikas von A. v. Danckelman. (Mitth. Afrik. Ges. B. IV, S. 228—74, 319—21).

784 **Chavanne, J.**, Les conditions climatériques du Bas-Congo pendant la saison sêche. Avec pl. (Ciel et terre N⁰. 7. — Het climaat van Congoland en zijn invloed op het menschelijk lichaam. (Natura, Maandschr. N⁰. 6).

785 **Jooris, J.**, L'acte général de la conférence de Berlin. Brux., C. Muquardt. 1 fr. 50.

786 État, Le nouvel, du Congo et la conférence de Berlin. (Précis histor. mél. rel. Brux. N⁰. 4).

787 **Stanley, H. M.**, Der Kongo und die Gründung des Kongostaates. Aus d. Engl. von A. v. Wobeser. Bd. I. Leipzig, Brockhaus. — 15 M.

LES ILES AFRICAINES.

MADAGASCAR. RÉUNION. SEYCHELLES.

788 **Guillot, E.**, Madagascar (Bull. Soc. de géogr. Lille. N⁰. 5, p. 274—78).

789 Annual, The Antananarivo, and Madagascar magazine. N⁰. VIII. London, Trubner & C⁰. IV—128. 2/6. (Cont. Medical work in M., Studies in the Malagasy language, Natural history notes, etc.)

790 Question, La, de Madagascar. (Gaz. géogr. N⁰. 30).

791 Carte de l'île de la Réunion, 1 : 5,555,000. (Gaz. géogr. N⁰. 25).

792 **Rho, F.**, Le isole „Seychelles". (Boll. Soc. Afric. d'Ital. Fasc. III, p. 83—91).

L'AMÉRIQUE DU NORD.

793 **Proulx, J. B.**, Le guide du colon français au Canada. Avec carte. Paris, Philipona. 56 p. in-8⁰.

794 **Vekeman, G.**, Voyage au Canada. Namur, L. Godenne-Boseré et C⁰. 167 p. in-18⁰. — 1 fr.

795 Labrador, Le, Canadien. (Gaz. géogr. N⁰. 26).

796 **Christy, R. M.,** Manitoba described: being a series of general observations upon the farming, climate, sport, natural history and future prospects of the country. With maps. London, Wyman. 208 p. 8⁰. — 1/.

797 **Kinahan, G. A.,** Note on the coal deposits of the north-west territories of Canada. (Sc. Proc. R. Dublin Soc. Vol. IV, p. 211—15).

798 **Demanche, G.,** Les Métis du Nord-Ouest canadien et la dernière insurrection. (Compte rendu Soc. de géogr. Paris. N⁰. 14. — Gaz. géogr. N⁰. 23).

799 **Lorne,** Marquis of, The Saskatchewan Scare. (Fortn. Rev. June, p. 799—807. — Ausland, N⁰. 21).

L'AMÉRIQUE CENTRALE.

POSSESSIONS, ETC. ILES DES INDES OCCIDENTALES.

800 Colonie Friedau in Britisch-Honduras. (Export, N⁰. 19, 23).

801 Kartenskizze der Moskitoküste, Central-Amerika. (Missions-Bl. d. Brüdergem. N⁰. 6).

802 **Polakowsky, H.,** Die neuesten Reisen zur Durchforschung von Costarica. (Peterm. Mitteil. VI, S. 214—21).

803 **Supan, A.,** Der Panama-Kanal. Mit Spezialkarte nach einem dem offic. Bericht der Lieut. Rodgers beigegeb. Plan. 1 : 120,000. (Peterm. Mitteil. VI, S. 209—11. — Mouv. géogr. N⁰. 13).

804 Reports of explorations and surveys for the location of interoceanic ship-canals through the Isthmus of Panama and by the valley of the river Napipi bij the U. S. Naval expeditions etc. Maps and plans. Washington, 124 p. 4⁰.

805 **Kennedy, W. R.,** Sport, travel and adventure in Newfoundland and the West-Indies. London, Blackwoods. 330 p. 8⁰. (Blackw. Edinb. Mag. Jule, p. 101—14).

806 Dominican Republic. Report of the commission of inquiry to Santo Domingo. With special reports, state papers. Including reports on botany, agricultural ressources, etc. With map. Washington. 297 p. 8⁰.

807 **Gronen. D.,** Zur Ornithologie Jamaika's. (Zool, Garten. J. XXV. S. 280—83).

L'AMÉRIQUE DU SUD.

LA GUYANE FRANÇAISE. VÉNÉZUÉLA, ETC. BRÉSIL. RÉPUBLIQUE ARGENTINA, ETC.

808 **Hale, H.,** Ethnography of antarctic Amerika. (Science Vol. VI, p. 92—95. Apropos de: P. de Lucy-Fossarien, Ethnographie de l'Amérique antarctique. Paris, 1884).

809 **Dupoy, P.,** Notes inédites sur un voyage à la Guyane Française avec une appendice sur les îles du Salut et la faune de la Guyane. Bordeaux. in-18. — 1 fr.

810 **Sagot, P.,** Catalogue des plantes phanérogames et cryptogames vasculaires de la Guyane française. (Suite). (Ann. d. sc. natur. Botan. T. XX, p. 193—216).

811 Venezuela. Extrait de la loi de douane pour l'importation. (Mon. d. cons. 20 Juin).

812 **Plumacher, E.,** Rapport consulaire de Maracaïbo. (Revue cons T. L, p. 434—58).

813 **Brehm, R. B.,** Das Inka-Reich. Beiträge zur Staats- und Sittengeschichte des Kaiserthums Tahuantinsuya. Mit Karte. Jena, A. Schenk. XXXI—842 S. 8⁰.

814 „Sociedade Central de immigraçao", Die, in Rio de Janeiro und die Ackerbau-Kolonien in Süd-Brasilien. (Export, N⁰. 31, 32).

815 Esclavage, L', et la colonisation au Brésil. (Revue génér. Août, p. 197—203).

816 Excolonie, Die, Theresopolis. Die Colonie Itajahy-Brusque in der Südbrasilianischen Provinz Santa Catharina and ihre Nachbarcolonien. (Export, N⁰. 25).

817 **Smith, H. H.**, A rigiao dos Campos no Brazil. (Rev. Soc. d. géogr. de Lisboa no Brasil. T. III, p. 48—55).

818 **Kessler, A.**, De koffie-kultuur in Brazilië. (Tijdschr. v. nijv. en landb. v. N. I. D. XXIX, bl. 45—76).

819 Cuca, De, aan de bronnen van productie en uitvoer. (Ind. Mercuur 15 Aug.)

820 **Benjamin, F. A.**, Noticia sobre o rio Branco e os indios que o habitao. (Rev. Soc. de geogr. de Lisboa no Brasil. T. III. p. 37—47).

821 **Thouar, A.**, A travers le Gran-Ghaco boréal, à la recherche des restes de la mission Crevaux. (Bull. Soc. de geogr. Lille, N⁰. 5, p. 264—73).

822 **Mendes da Costa, A.**, Verslag van den handel der Argentijnsche Republiek over de eerste zes maanden van 1884. (Verzam. v. consul. versl. 1885, bl. 29—39).

823 **Bruyssel, E. van**, Rapport consulaire de Buenos-Ayres. (Recueil cons. T. LI, p. 133—61).

824 **Schück, A.**, Die Entwickelung unserer Kenntniss der Länder im Süden von Amerika. (Verh. Verein f. naturwiss. Unterh. Hamburg. B. V, S. 118—36).

825 **Philipot**, La côte d'Araucanie. (Bull. Soc. de géogr. comm. Havre N⁰. 3, p. 143—45).

L'AUSTRALIE.

L'AUSTRALIE. LA NOUVELLE ZÉLANDE. ILES OCÉANIQUES.

826 **Levasseur, E.**, L'Australie. (Revue de géogr. Avr., p. 241—56; Juin, p. 426—34).

827 Year-book, The, of Australia for 1885. Publ. under the auspises of the Government of the Australian Colonies. With maps. London, Trubner & C⁰. 774 p. demy 8⁰. — 5/.

828 **Greffrath, H.**, Eine Forschungsreise im westlichen Australien. (Ausl. N⁰. 18).

829 **Faure, Ch.**, Les explorations dans le district de Kimberley, dans le partie N.O. de l'Australie. (Globe, T. IV, p. 88—96).

830 **Turnbull, J. F.**, Consular report from Adelaide. — W. Crosby, Consular report from Hobarttown. (Verz. v. cons. versl. 1885, bl. 273—84).

831 **Renard, J.**, Rapport consulaire de Melbourne. (Recueil cons. T. LI, p. 97—101).

832 **Nicholls, J. H. Kerry**, The king country; or, explorations in New Zealand: a narrative of 600 miles of travel through Maorland. With ill. and maps. N. York. 8⁰. — $ 4.50.

833 Rohhaut- und Ledergeschäft auf Neu-Seeland. (Export, N⁰. 28).

834 Union, L', des colonies Australiennes. (Mon. d. cons. 20 Juin).

835 **Jung, E.**, Deutschlands Kolonialbesitz in der Südsee. (Aus allen Weltth. N⁰.10).

836 **Herrmann, J. B.**, Deutschland in der Südsee. Kaiser Wilhelmsland und Neubrittannien. Mit Karte. Leipzig. Schloemp. 58 S. gr. 8⁰. — 1 M.

837 Nachrichten für und über Kaiser Wilhelms-land und den Bismarck-Archipel. Hrsg. im Auftr. der Neu-Guinea-Compagnie. H. I, II. Mit Kart. Berlin. 8⁰.

838 **Froidevaux, H.**, Voyage du Dr. Montano en Océanie. Avec une carte. (Revue géogr. intern. N⁰. 115).

839 **Friedrichsen, L.**, Karte des westlichen Theiles der Südsee zur Veranschaulichung des unter Verwaltung der Neu-Guinea-Compagnie gestellten deutschen Schutzgebietes etc. 1 : 3,000,000. Chrom. Hamburg. Friedrichsen & C⁰. Imp. Fol. — 2 M. 40.

840 Neu-Guinea und Südsee-Inseln. Actenstücke. (Staatsarchiv, Bd XLIV, N⁰. 8425—8509).

841 **Naumann**, Vegetationscharacter der Inseln des Neu-Britannischen Archipels und der Insel Bougainville. (Botan. Jahrb. B. VI, S. 422—26).

842 **Greffrath, H.**, Der Menschenraub, Kidnapping, auf den Südseeinseln. (Aus allen Weltth. H. 9).

APERÇU SYSTÉMATIQUE.

Colonisation. Émigration. Gén. 664—67. I. O. Néerl. 735, 36. L'Afr. Or. 760. L'Afr. Occ. 771. Roy. du Congo 780. L'Am. du N. 793. L'Am. Centr. 800. L'Am. du S. 814—16. L'Austr. 835, 36.

Voyages. Description. Cartes. L'As. Occ. 685—87. L'As. Centr. 691—94. L'As. Or. 706—9, 11, 17. L'Indo-Ch. 718—20. Iles Phil. 740, 41. I. O. Néerl. 723, 37. L'Afr. Sept. 744—46, 49—51. L'Afr. Or. 752, 55—57, 58, 61. L'Afr. Occ. 772, 76—79. Roy. du Congo 781—83. Iles Afr. 788, 89, 91, 92. L'Am. du N. 794—96. L'Am. Centr. 801, 2, 5, 6. L'Am. du S. 809, 17, 21, 24, 25. L'Austr. 826—29, 32, 37—39.

Oro-hydrographie, Géologie, etc. L'Afr. Or. 753. L'Afr. Mér. 765. L'Afr. Occ. 773. L'Am. du N. 797.

Météorologie. Médecine. L'As. Occ. 688. L'Emp. I. Brit. 698. I. O. Néerl. 724, 27. Roy. du Congo 784.

La Botanique. Zöologie. Gén. 668—72. L'Emp. I. Brit. 699. L'As. Or. 713. I. O. Néerl. 738. L'Afr. Or. 759, 62, 63. L'Am. Centr. 807. L'Am. du S. 810. L'Austr. 841.

Produits. Cultures. Gén. 673—76. L'Emp. I. Brit. 700. L'Indo-Ch. 721. I. O. Néerl. 728. L'Afr. Mér. 766. L'Am. du S. 818, 19.

Anthropologie. Ethnographie, etc. L'As. Or. 714. Iles Phil. 742, 43. L'Afr. Occ. 775. L'Am. du N. 798. L'Am. du S. 808, 20.

Gouvernement, etc. L'Emp. I. Brit. 701, 2. L'Am. du N. 799.

Religion. Mission. Instruction. L'Emp. I. Brit. 703. I. O. Néerl. 731, 32, 39. L'Afr. Mér. 767—70. L'Afr. Occ. 774.

Commerce, Industrie, etc. Voies de communication. Gén. 677—82. L'As. Occ. 689—90. L'Emp. I. Brit. 704. L'As. Or. 710, 12. I. O. Néerl. 725—27 29, 30, 33, 34. L'Afr. Sept. 747, 48. L'Afr. Or. 754. L'Am. Centr. 803, 4. L'Am. du S. 811, 12, 22, 23. L'Austr. 830, 31, 33.

Moeurs et coutumes. Langue et littérature. L'Emp. I. Brit. 705. L'As. Or. 715. L'Afr. Or. 764. L'Austr. 842.

Politique. Histoire. Gén. 683, 84. L'As. Centr. 695—97. L'As. Or. 716. L'Indo-Ch. 722. Roy. du Congo. 785—87. Iles Afr. 790. L'Am. du S. 813. L'Austr. 834, 40.

DIE MESTIZEN

DER

PHILIPPINEN-INSELN.

Von F. BLUMENTRITT.

Die Eingebornen der Philippinen gehören in überwiegender Mehrzahl der malaiischen Rasse an; während in den spanischen Republiken Amerikas, wenigstens in den Städten, das Halbblut entweder die Majoritaet der Bevölkerung oder doch zum mindesten einen ansehnlichen Bruchtheil derselben repraesentiert, zählt in Spanisch-Asien das Mestizenelement nur mit kaum 4 % der Einwohnerzahl. Diese auffällige Erscheinung lässt sich leicht aus der Geschichte des Archipels erklären. Die Philippinen wurden von Méjico her für Philipp II. erobert und durch zwei volle Jahrhunderte stand Spanisch-Ost-indien mit dem Mutterlande in keinem directen Verkehre, indem der gesammte Handel zwischen unserer Inselgruppe und Spanien seinen Weg über Neuspanien nehmen musste, wie es die kurzsichtige Politik des Rathes von Indien vorschrieb. Der spanische Auswanderer blieb daher schon in Méjico um so lieber, als, ganz abgesehen von der (damals) so beschwerlichen Fahrt über den stillen Ocean, die Metallschätze Amerikas eine grössere Anziehungskraft auf die „Söhne des Cid" ausüben mussten, als der chinesische Handel, von welchem bis zum Schlusse des vorigen Jahrhunderts die Weissen der Philippinen sich ausschliesslich nährten. Unter solchen Verhältnissen darf man sich nicht wundern, dass die Zahl der im Lande ansässigen Europäer stets eine verschwindend geringe Ziffer auswies. Eine naturgemässe Folge hievon war, dass die Mischlingsrasse ebenfalls nur durch wenige Individuen vertreten sein

konnte, welche noch dazu alle — mit höchst seltenen Ausnahmen — in den Städten Manila, Cavite und Zamboanga zusammen gedrängt waren. Nur in diesen nämlich wohnten Spanier in grösseren Mengen, in den übrigen Theilen des Archipels gab es keine anderen Europäer oder Creolen als die Provinzgouverneure und diejenigen Pfarrer, welche einem Mönchsorden angehörten. Immer hin hätte der so vorhandene Grundstock einer Mestizenbevölkerung eine zahlreichere Mischlingsrasse liefern können, wenn nicht der an Bigotterie streifende tief religiöse Sinn jener Zeit so viele Mestizen bewogen hätte, die Tonsur zu nehmen. Die von Spanien geschickten Mönche reichten nämlich nicht zur Besetzung aller Pfarrstellen aus und da es an einer Creolenkaste ermangelte, so sah man sich auf den Philippinen genöthigt, den Weltclerus beinahe ausschliesslich aus der farbigen Bevölkerung zu ergänzen. Es bot demnach der geistliche Stand dem jungen (wie alle Mischlinge) ehrgeizigen Mestizen eine glänzende und ehrenvolle Zukunft. Kein Wunder, dass die Weltgeistlichkeit die besten Elemente der Halbkaste absorbierte und so der Fortpflanzung ihrer Rasse entzog. Aehnliches gilt für die Mestizinnen, für deren Vorliebe für klösterliches Wesen die reich fundierten Beaterios sorgten.

Erst seit dem Ende des vorigen Jahrhunderts stieg die Zahl der im Lande sich niederlassenden Europäer, d. h. seit jenem Zeitpunkte, wo Manila's Bedeutung als Entrepot des chinesisch-spanischen Handels sein Ende nahm, um dagegen der Ausbeutung der reichen Bodenschätze (Tabak, Zucker, Kaffee, Manilahanf u. s. w.) Platz zu machen. Wenn auch Manila als Centralhafen des Archipels noch immer den grössten Theil der ansässigen Weissen aufwies und noch gegenwärtig aufzuweisen hat, so brachte doch der Plantagenbau, so wie die Oeffnung der dem Verkehr mit dem Ausland bis dahin versperrten Häfen Sual, Ilo-ilo, Zamboanga, Cebu u. s. w. es mit sich, dass auch in den durch Ackerbau und Reichthum ausgezeichneten Provinzen Spanier sich niederliessen, so dass die Zahl der spanischen Mestizen auch ausserhalb Manila's und der von mir oben enwähnten Plätze im Wachsen begriffen ist. Immerhin ist die Ziffer der einwandernden Europäer so gering, dass die Zunahme der Mischlingsbevölkerung nur allmählig und in kleinen Progressionen vor sich gehen kann. Es wandern nämlich jährlich im Durchschnitte 417 Spanier (349 M. 68 W.) und 28 weissen Ausländer ein. Diese Ziffer ist schon an und für sich gering, nun muss man aber noch bedenken, dass von den einwandernden weissen Junggesellen ein Theil auf die Mönche entfällt, welche in Spanien (aus der Bauernbevölkerung zumeist recrutirt) in den Seminarien der einzelnen

Orden für die phillippinische Seelsorge eigens instruiert werden. Die Mönche der Philippinen sind ausschliesslich Spanier. Sie zählen 1200 Köpfe, also einen bedeutenden Bruchtheil der weissen Bevölkerung, welche 23000 Seelen aufweist Da viele Theile des Archipels durch ein ungesundes Klima sich auszeichnen, so braucht die Ordengeistlichkeit jährlich einen erheblichen Nachschub von Brüdern, um die durch den Tod eingerissenen Lücken auszufüllen. So sind denn auch an jener kleinen Einwandererziffer auch die jungen Mönche mit einer starken Procentziffer betheiligt. Auf diese Weise wird die Aussicht eine zahlreiche Mestizenkaste in dem Archipel entstehen zu sehn vereitelt. Freilich darf der Umstand nicht vergessen werden, dass für die Fortpflanzung dieser Mischlingsrasse heute günstigere Verhältnisse existiren, als ehedem, weil nämlich die modernen Mestizen sich nicht mehr so sehr zum Priesterstande, als zu der Advocatie, der Agricultur etc. drängen.

Weil eben die Zahl der Mestizen Europäischer Abkunft eine so verhältnismässig geringe ist, so ist in diesem Theile der Welt die spanische Sprache nicht mit jenen zahllosen Namen bereichert, wie in Amerika, wo man für jeden Grad der Blutmischung eine besondere Bezeichnung kennt, als: Terceron, Quarteron u. s. w. Auf den Philippinen heisst jeder Sohn eines Weissen und einer Farbigen, mag diese selbst eine reinblutige Malaiin oder wieder eine Mestizin sein, schlechtweg Mestizo (peninsular oder) español. Letztere Beifügung ist unerlässlich, um den Mischling der spanischen und malaiischen Rasse von einer anderen Halbblutkaste zu unterscheiden und zwar von den Mestizos chinos, welche die Kopfzahl der spanischen Mestizen um das 10—16 fache übertreffen.

Die Chinesen haben nämlich schon vor der spanischen Eroberung des Archipels mit den Philippinen Handelsbeziehungen unterhalten. Als aber die Spanier sich im Lande festsetzten, siedelten sich Tausende von diesen betriebsamen »Himmlischen" in Manila an um einerseits Mejicanisches Silber und (zum geringeren Theile) Landesproducte gegen Seide, Porcellan und andere chinesische Handelsartikel einzutauschen, andernseits verschiedene Gewerbe zu betreiben. Die Einwanderer kamen, wie dies auch heute noch der Fall ist, nicht mit der Absicht in's Land, um hier eine neue Heimat sich zu gründen: ihr ganzes Dichten und Trachten war einzig darauf gerichtet, sich ein ihren bescheidenen Ansprüchen genügendes Capital zu erwerben, mit welchem sie in das Reich der Mitte wieder zurückkehren. Trotz des temporären Aufenthaltes trachteten die Chinesen dennoch die Freuden des Familienlebens zu geniessen und waren demnach nur auf die malaiischen Mädchen angewiesen, da Jahr-

hunderte hindurch die Einwanderung chinesischer Weiber gesetzlich untersagt war, wie denn auch heute noch auf 1000 männliche Chinesen nur 90 Weiber ihres Stammes entfallen. Da die Zahl der Chinesen in der ersten Hälfte des XVII Jahrhunderts bis auf 30—40000 stieg, so hätte sich eine recht individuenreiche Mestizenkaste chinesischen Ursprungs bilden können, wenn die Gezetsgebung nicht die Eheschliessungen zwischen eingebornen Frauen und Chinesen durch jene Bestimmung erschwert und beschränkt hätte, nach welcher es nur getauften Chinesen gestattet war, sich mit Christinnen zu vermählen. Die Chinesen besitzen zwar keine Moral und Gesinnungstreue und viele haben sich auch in die Katholische Kirche aufnehmen lassen, um eine schöne Dalaga (Jungfrau) heimführen zu können, es war aber naturgemäss nur ein kleiner Theil, der zum Religionswechsel sich bequemte. Da überdies die zahlreichen Emeuten der Chinesen die spanischen Behörden zu einer argwöhnischen und harten Bevormundung derselben führten, da ferner der Handel mit den Briten und Niederländern grössere Vortheile bot, als der seit dem dreissigjährigen Kriege rasch verfallende Handel mit Manila, so sank allmählig die Zahl der in der spanischen Colonien angesiedelten Chinesen bis auf wenige Tausende herab, welcher Zustand sich bis auf unser Jahrhundert erhielt. Da aber die Chinesen immer die Weissen an Kopfzahl bedeutend übertrafen, so kam es, dass die Classe der Mestizos chinos weit zahlreicher wurde, als jene der Mestizos peninsulares und es lässt sich nicht leugnen, dass wenn heute auf den Philippinen man von einer *einflussreichen* Kaste der Eingebornen spricht, damit im allgemeinen die chinesischen Mestizen gemeint sind.

Wollen wir nun uns zunächst mit den Mestizos chinos beschäftigen! Wie in ihrem Aeusseren der malaiische Typus mit dem mongolischen sich vermählt, so tritt bei ihnen auch in ihrem Character alles uns entgegen, was der Chinese und Malaie an Eigenschaften des Geistes aufzuweisen haben; während aber man im allgemeinen den Mischlingen vorwirft, dass sie mehr in den Untugenden als den Tugenden jenen Rassen gleichen, aus deren Vermengung sie entstanden sind, so scheint dies bei den philippinischen Mestizen nicht der Fall zu sein. Die herzlose Gewinnsucht des chinesischen Vaters erscheint durch das tagalische Blut der Mutter nur zu einer regen Betriebsamkeit und Arbeitslust gemildert. Man trifft bei dem chinesischen Mestizen weder die Apathie und den Leichtsinn des Tagalen, noch den verknöcherten Egoismus des Chinesen. Sie sind eine strebsame, intelligente Kaste, auf welcher vielfach die Hoffnung der Philippinen beruht. Da sie

sich mehr als die Creolen und die spanischen Mestizen praktischen, auf nüchternen Gelderwerb hinauslaufenden Beschäftigungen hingeben, so sind sie auch eine wohlhabende Classe der Bevölkerung. Schon von Kindesbeinen sind sie in Bezug auf die Vermögensverhältnisse den spanischen Mestizen gewöhnlich überlegen. Die Sache verhält sich eben wie folgt:

Die Chinesen kommen nicht mit der Absicht nach Manila, um hier dauernd sich nieder zu lassen: ihr Streben ist vielmehr darauf gerichtet, sich ein ihren bescheidenen Ansprüchen entsprechendes Capital zu erwerben, um mit demselben wieder in die Heimat zurück zu kehren. Dies ist den philippinischen Mädchen bekannt und so sind sie nur dann bereit mit einem Chinesen eine Ehe einzugehen, wenn derselbe seiner Ehefrau ein gewisses Einkommen oder einen Besitz contractlich zusichert, damit dieselbe nicht mit ihren Kindern plötzlich arm und verlassen dastünde, wenn es dem Gatten einfällt in seine Heimat zurück zu kehren, denn von einem Mitnehmen seiner Familie nach China ist nie die Rede. So wird denn die Ehe nur als eine temporäre betrachtet: die Indierin weiss, dass eines Tages ihr Gatte ihr für immer den Rücken kehren wird, sie sieht diesem Augenblicke aber nicht mit Unruhe entgegen, denn in pecuniärer Hinsicht ist ihre Zukunft gesichert, sonst aber hat sie „keine anderen Schmerzen", denn von einer Liebe ist bei diesen Mischehen um so mehr keine Rede als die Chinesen selbst den Weibern der philippinischen Malaien nur Abneigung einflössen. Wenn eine Indierin daher einem Chinesen die Hand reicht, so wird der nationale Widerwillen nur durch die Rücksicht auf eine behagliche Existenz zurückgedrängt. Dieser temporäre Character der chinesisch-tagalischen Ehen hat aber für das Land nur gute Folgen. Liessen nämlich die Chinesen sich hier dauernd nieder, so würden sie ihrer Familie vollständig den chinesischen Stempel aufprägen, ihre Kinder, die Mestizen, würden vollständig zu Chinesen werden, und die Philippinen würden heute statt 30000 Chinesen und circa 210000 chin. Mestizen mit einer halben Million langgezöpfter „Himmlischen" gesegnet sein, deren Idiom vielleicht zum herrschenden im Archipel geworden wäre. Zum Glück für die europäische Civilisation in diesem Theile Ostasiens überlassen die chinesischen Familienväter die Erziehung ihrer Kinder den Frauen. Diese letzteren, frommgläubige Katholiken, lassen ihre Sprösslinge zunächst in dem Glauben ihrer Kirche unterrichten, wodurch die Kinder sofort vom Vater geistig getrennt werden, denn auch die getauften Chinesen bleiben innerlich Heiden. Die chinesische Sprache bleibt den Mestizos chinos unbekannt, sie verkehren mit dem Vater in dem

Idiom ihrer Mutter d. h. in Manila im Tagalog, in Vigan im Ilocano, in Cebú im Visaya etc. Wo sich die Gelegenheit darbietet, lernen die chin. Mestizen Spanisch, und wenn auch die meisten von ihnen die Sprache des Cervantes nicht schön und richtig sprechen, so muss doch hervorgehoben werden, dass viele von ihnen nicht nur den Doctorsgrad an der Universitaet zu Manila, sondern auch in der gelehrten Welt Anspruch auf Beachtung sich erworben haben. Ich erinnere hier an den Dr. Sancianco, dessen Buch, trotz seiner Uebertriebenheiten, ein schönes Zeugnis von ächtem Patriotismus, gründlichem Wissen und einer eleganten Feder ablegt. Auch als tüchtige Kanzelredner und gewandte Advocaten haben sich die chin. Mestizen bewährt.

Wie schon erwähnt weist die Hauptneigung der chin. Mestizen auf den Handel und das Geschäft hin und dies ist ein Glück für das Land. Denn möchten die chin. Mestizen sich mit eben derselben Gier auf die akademische und Beamten-Cariere werfen, wie ihre spanischen Vettern, dann würden eben so unruhige Zustände im Lande allmählig sich entwickeln wie in den spanisch-amerikanischen Republiken, wo der Weisse und Mestize sich der Arbeit schämt und sich nur mit dem Säbel, der Feder und der hohen Politik beschäftigt. Der praktische, vom Vater geerbte Sinn bewahrt die chin. Mestizen vor einer *solchen* Fortentwickelung ihrer Kaste. Es ist jammerschade, dass die chinesischen Mestizinnen so wenig Anklang bei den Spaniern finden. Es läge im Interesse des Archipels, wenn durch Vermischung der Weissen mit den Abkömmlingen der chinesischen Rasse eine Kaste geschaffen werden könnte, die von Rechtswegen dazu auserkoren wäre, die leitende Rolle unter den Völkern des Archipels zu spielen: der Heldenmut, die Hochherzigkeit des Spaniers gepaart mit dem Stoicismus des Tagalen und der emsigen Betriebsamkeit des Chinesen, fürwahr der König von Spanien könnte sich keine besseren Unterthanen wünschen!

Eine andere Rolle im Archipel spielen die Mestizen spanischer Abkunft. Unter dem Namen Mestizo español versteht man aber nicht allein die Kinder eines Spaniers und einer Indierin, sondern auch die Kinder von Weissen und Mestizinnen, die man also auf Cuba Terceronen nennen würde. Der eigenartige Liebreiz, der die spanischen Mestizinnen auszeichnet, bringt es mit sich, dass Ehen zwischen ihnen und Spaniern bez. Creolen ziemlich häufig sind.

Jeder Mestizo español fühlt sich als Abkömmling der Herren des Landes über seine übrigen farbigen Landsleute erhaben und dieses stolze Gefühl seiner Abstammung bewirkt, dass er sehr selten sich

glücklich fühlt, sondern das Hauptcontingent zu den Unzufriedenen des Landes stellt. Wenn wir uns mit diesen eigenartigen Verhältnissen befassen, so werden wir aber seine Unzufriedenheit begreifen lernen und *alles begreifen, heisst alles verstehn,* so sagt es wenigstens ein französisches Sprichwort:

Entspringt der Mestizo español einem illegitimen Verhältnis, so ist es natürlich, dass auf seine Erziehung keine Sorgfalt verwendet wird, denn Männer pflegen für ihre natürlichen Sprösslinge keine besondere Liebe zu führen und ein gewöhnliches Tagalisches Weib kann beim besten Willen nicht ihrem Söhnchen eine gute Erzieherin werden. Nun wächst der kleine Mestize auf, von Jugend auf sich auf das adelnde Blut der Weissen, das in seinen Adern rollt, viel einbildend, er hält sich für etwas besseres als der Mestizo-chino, der Indier und Chinese und doch wird er, wenn er unter die spanische Gesellschaft sich wagt, zurückgewiesen. Das nagt nun an seinem Herzen und er sieht in dem Spanier einen Gegner, der ihn beleidigt, und den er desshalb hasst, wenn er es auch nicht äusserlich kundgibt, oder den er doch zum mindesten beneidet. Immerhin müssen wir gestehn, dass wir mit dieser ungebildeten Classe der Mestizen kein Mitleid fühlen, wenn sie durch die Spanier sich zurückgesetzt erachten, denn es ist eine ganz natürliche Sache, dass unter Gentlemen eben nur Leute ihresgleichen Aufname finden.

Anders verhält es sich mit den gebildeten Mestizos españoles, welche als Priester, Aerzte, Advokaten etc. sich eine achtungswerthe, ihrem Wissen entsprechende Stellung im Staate einnehmen und die Würdigung derselben in der „Gesellschaft" beanspruchen. Hier stossen wir aber auf die Schattenseiten des philippinischen Lebens. Da fällt vor allem der Umstand ins Gewicht, dass die Philippinen nicht einmal eine Vertretung in den Cortes des Mutterlandes haben wie dies doch Cuba und Puertorico besitzen: der reiche Archipel, eine Perle der spanischen Königskrone, bildet noch immer keine Provinz sondern nur eine *Besitzung* Spaniens, die von den Launen eines Gouverneurs abhängt, der in seinem Verwaltungsbezirk eine viel grössere Macht und Autoritaet besitzt, als sein Herr und König. Dies ist aber noch nicht das schlimmste, denn die drei letzten und ins besondere der gegenwärtige Gouverneur Jovellar sind Ehrenmänner gewesen, denen kein Mensch etwas Böses nachsagen kann, das schlimmste vielmehr ist, dass die zahlreichen subalternen Beamtenstellen des Archipels (ich nehme natürlich das Militär und den Cuerpo de Ingenieros de Montes aus) von Madrid aus mit lauter Protegés der Minister, Congressdeputierten und Senatoren besetzt werden, d. h. mit Leuten, die weil sie wissen die Zeit ihres Aufent-

haltes im Archipel wäre nur kurz bemessen,[1]) sich keine Mühe geben Land und Leute verstehen zu lernen, die vielmehr nicht nur die Mestizen sondern auch die eingebornen Spanier über die Achsel ansehn, selbe auf Tritt und Schritt beleidigen, verhöhnen und sie in diesem Lande, wo die Beamtenwillkür, der Censurdruck und die Passschererei an russische Zustände vielfach erinnern, wenn nicht selbe noch mitunter übertreffen, jeden Augenblick fühlen lassen, dass alle Gewalt, alle Macht d. h. alles Ansehn nur in den Händen der *peninsulares* d. h. der im Mutterlande gebornen Spanier befindet. Diese Arroganz der Beamtenwelt ist gepaart mit einem constanten Misstrauen, welche in jedem gebildeten Eingebornen des Philippinen einen Verschwörer gegen die spanische Herrschaft wittert. So von seinen europäischen Mitbürgern gekränkt, zurückgestossen, durch Sbirrenkniffe gequält und gemassregelt, führt der gebildete Mestize ein trauriges Dasein und dies umsomehr als der Verdacht einer landesverrätherischen Gesinnung ein ganz unbegründeter ist. Die Mestizen sind gute, loyale Spanier, sie wollen nur nicht Spanier zweiter Classe sein. Da ein stärkerer Zuzug von europäischen Einwanderern nach den Philippinen nicht zu erwarten ist, da ferner die europäische Rasse dort, wie in allen tropischen Erdstrichen nicht recht gedeihen kann, so ist die Mestizenclasse, die durch die Beimengung malaiischen und chinesischen Blutes eine grössere Widerstandskraft gegen die schädlichen Einflüsse des Klimas besitzt, dazu auserkoren, der eigentliche „Kitt" zu sein, welcher die malaiischen Eingebornen der Philippinen dauernd an das Mutterland bindet. Mit um so grösserer Sorgfalt sollte desshalb die spanische Regierung, sowie die spanische „Gesellschaft" danach trachten, die Mestizen nicht als eine besondere inferiore Kaste, sondern als den Spaniern ebenbürtige Mitbürger zu acceptieren. Wohl weiss ich, dass ich durch diese meine Worte das Missfallen manches Altspaniers erregen werde, welcher sich es gar nicht vorstellen kann einen Mestizen, der das Hemd über den Hosen trägt[2]) und *Buyo*[3]) kaut, als seines gleichen anzusehn, gewiss aber steht so mancher Bauer des Mutterlandes auf derselben Stufe der Bildung wie ein *Mestizo ignorante* und wird doch nicht als zu einer inferioren Rasse gehörig angesehn. Ein liebevolles Zusam-

---

[1]) Die spanischen Beamten bleiben nicht lange in ihrem Amte: ein Wechsel des Ministeriums bringt alle um's Brot, aber auch sonst finden beständige Entlassungen und Versetzungen statt, mitunter findet ein mit dem Dampfer in Manila angelangter Beamte bereits die Depesche vor, welche ihn von seinem noch nicht angetretenen Amte enthebt.

[2]) Mestizen niederen Standes tragen sich so.

[3]) Zum Kauen eingerichtete Betel (Siri)-Portion.

menhalten und Anschliessen der Vollblutspanier und Mestizen wird um so natürlicher erscheinen, als ja letztere bereits in allen Zweigen von Kunst und Wissenschaft sich den Spaniern gewachsen zeigen, so hat ja die spanische Malerkunst an zwei philippinischen Mestizen ihre schönsten Zierden aufzuweisen, es sind dies die preisgekrönten Künstler Hidalgo und Luna. Die Mestizen freilich müssen ihrerseits die ihnen eigenthümliche Empfindlichkeit bekämpfen, um auf diese Weise das harmonische Verhältnis zwischen den Spaniern des Mutterlandes und den spanisch sprechenden Söhnen der Philippinen zur Wirklichkeit zu gestalten. Mit einigem guten Willen an beiden Seiten ist dieses Ziel wohl zu erreichen, zumal ja hier wie dort die Liebe zum Vaterland die gleiche ist.

LA MARTINIQUE EN 1789—1790.

PAR

M. HURARD

Député de la Martinique.

(*Suite.*)

IV.

Dès que l'Assemblée coloniale fut informée des victoires de la Ligue des Grands Blancs [1]), elle les mit à profit.

Elle se hâta de déclarer et de publier:

»Qu'il fallait cesser de croire que tous les décrets de l'Assemblée »nationale devaient avoir leur exécution aux colonies comme en »France!...''

Elle s'appuyait surtout sur le préambule du 8 mars conçu en »ces termes: »Cessez d'être rebelles en méconnaissant les pouvoirs »institués par l'Assemblée nationale. Cessez de montrer aux yeux »des gens éclairés votre mauvaise foi, vous qui trompez les plan»teurs; revenez de votre égarement, vous qu'on a séduits!''

Le parti planteur agit avec une énergie d'autant plus intense qu'il sentait que c'en était fait de lui s'il n'enrayait la Révolution.

Malgré les victoires et les gages de victoire, malgré tout, il avait peur! Ces paroles de Mirabeau, tombées du haut de la tribune, sonnaient comme le glas funèbre de l'ancien régime:

»La fraternité est de devoir parmi les hommes. mais les principes »seuls conservent tous les droits: eux seuls peuvent servir de base »à la justice et même à la prudence!''

Il tremblait en pensant à l'effervescence de la foule.

On eût dit qu'il prévoyait que, le 8 mars 1790, Camille Desmoulins demanderait dans son journal [2]) si la motion Barnave sur les noirs n'avait pas été décrétée avec trop de précipitation.

---

[1]) A Paris.

[2]) Les *Révolutions de France et de Brabant*, t. 2. p. 160.

Le fait est que Paris se passionnait pour la question de l'esclavage. Un auteur ignoré, mais d'un esprit élevé en matière sociale, composa un drame qui fut représenté dans les derniers jours de 1789 sur le théâtre de la Nation intitulé: *L'Esclavage des Nègres ou l'Heureux Naufrage.* »On citera, dit le *Moniteur universel*, peu »de représentations aussi orageuses que celle de ce drame; vingt »fois les clameurs opposées des deux partis, dont l'un était le »protecteur et l'autre le persécuteur, ont pensé l'interrompre. Avant »le lever du rideau, le trouble était déjà dans la salle. A voir la »chaleur avec laquelle on s'animait de part et d'autre, on aurait »cru que la grande cause de l'esclavage ou de la liberté des nègres »allait se traiter devant les partis, que leurs divers intérêts devaient »engager à la combattre ou à la défendre. On a crié, on a harangué »le public, on a ri, on a murmuré, on a sifflé; la représentation »a été très tumultueuse."

Signe des temps!

La constatation officielle du *Moniteur* indique combien le peuple était favorable, et combien, de son côté, l'action du Comité planteur de Paris dut être énergique pour triompher des défenseurs de l'esclavage! Il est certain toutefois que Dillon et les autres eurent de puissants alliés chez Barnave, et de vaillants défenseurs dans le sinistre Malouet.

Pour que le boulevard s'insurgeât contre l'Assemblée nationale et lui fît la leçon avec tant de verdeur, il fallait qu'il comprît qu'on le jouait. On disait en haut lieu tant de mal des nègres, ils étaient accusés par le Comité de l'hôtel de Massiac de tant de crimes, que l'opinion pouvait être ébranlée.

Et cependant! le peuple, le peuple en blouse, celui du parterre et du paradis, soutint la cause des noirs parce qu'il sentait, parce qu'il comprenait qu'elle était la sienne.

L'Assemblée coloniale partageait l'opinion des royalistes et de l'entourage du roi. Sans reconnaître qu'ils se trouvaient en présence d'une Révolution, les planteurs sentaient la nécessité de frapper fort. Il était dans l'esprit de l'Assemblée de ne reconnaître d'autre maître qu'elle-même. Elle affirma ses croyances et son autorité en ne tenant aucun compte du refus de Foulon de sanctionner le décret sur l'ouverture des ports, et elle affecta le dédain le plus parfait pour les adresses et les remontrances qui de toutes parts affluaient sur son bureau.

Vioménil, en chef du pouvoir exécutif bien dressé, déclara qu'il se croyait obligé de se passer du concours de Foulon et donna sa sanction à tous les décrets de l'Assemblée.

Le 10 décembre, à la dernière séance de cette session du 16 novembre, un député du Mouillage[1]) rappela que la loi martiale était établie en France. Avec l'obséquiosité de langage des gens qui tournent la loi, il représenta que la Martinique et Saint-Pierre en particulier, étaient sous la menace perpétuelle de troubles. Puis nettement, il demanda la remise en vigueur de l'ancienne loi sur les attroupements.

Foulon, outré de ce nouvel acte d'insigne mauvaise foi, protesta de nouveau, et déclara avec fermeté que ce règlement ne serait pas enregistré.

Le Comité occulte le laissa dire.

Il se rassembla après les débats et délibéra à son tour.

Il décida qu'il fallait agir.

C'était en effet le moment ou jamais de prendre le Tiers dans ses propres rêts.

Saint-Pierre formait sa garde nationale. Fausser la loi martiale, la diriger contre le décret sur les gardes nationales était un trait de génie. Par cette captieuse interprétation de la loi, la force militaire, au lieu de passer entre les mains du peuple, restait entre celles de l'Assemblée.

Il n'y avait pas un moment à perdre pour prendre une éclatante revanche de l'affaire de la cocarde. Les uniformes étaient prêts. Et les habitants de Saint-Pierre avaient décidé qu'ils le revêtiraient le 13 décembre.

Vioménil partageait la joie néfaste des planteurs. Fidèle au mot d'ordre et craignant une nouvelle fugue de la part de Foulon, Vioménil s'abstint, contrairement à la règlementation, de s'entendre avec lui. Il adressa l'ordonnance directement à Deloumois, le commandant de Saint-Pierre, et lui intima l'ordre de la faire enregistrer à la sénéchaussée. Avant tout et par-dessus tout, Vioménil recommanda la célérité et la discrétion.

Pour plus de sûreté, et dans le but d'épouvanter la ville, il renforce la garnison de deux compagnies, commandées par MM. Duboulet et de Malherbes, tous deux capitaines au régiment de la Martinique.

Dès le matin du 13, Deloumois se présente chez le juge. Celui-ci fait la grimace. L'ordonnance était irrégulière. La signature de Foulon manquait. L'enregistrement préalable au Conseil n'avait pas eu lieu. Deloumois insiste. Il invoque la souveraineté de l'Assemblée coloniale, le pouvoir royal représenté par Vioménil. Le

---

[1]) Saint-Pierre.

juge déclare qu'il ne peut passer outre sans avoir l'avis du procureur général. On va consulter celui-ci.

Mais le temps se passe. Le bruit se répand en ville que le décret va être illégalement enregistré.

Cependant, le procureur général consulté invite le juge à l'enregistrement. De son côté, Vioménil, informé de l'émoi qui règne dans Saint-Pierre, dresse de Fort-Royal où il habite, un plan de défense et un plan d'attaque; il autorise le juge à disposer de la garnison en cas d'attroupement et de rassemblement en uniforme: il donne en outre des ordres au commandant de la rade.

Le juge de Saint-Pierre cède. Deloumois se retire pour rendre compte de sa mission.

L'émoi avait grandi. On sentait que le décret touchait à l'intégrité de la Déclaration des droits de l'Homme.

Les rues étaient pleines de monde. Mû par un instinct secret, sans qu'aucun mot d'ordre ait été donné, le peuple se dirigeait lentement vers le greffe, par bandes.

Il arrive.

On prévient le juge, qui se dispose à se rendre au greffe à son tour; à ce moment, Duboulet et de Malherbes lui font savoir qu'ils sont prêts, que leurs hommes ont reçu une forte distribution de cartouches, que toute communication avec les *citoyens* est interdite.

Prudent et juste autant que courageux, le juge refuse le concours des troupes et se rend au greffe.

Le voyant arriver seul, la foule l'acclame. Et, le premier tumulte inévitable apaisé, elle se calme et déclare être venue pour protester en masse contre le décret et son enregistrement.

Debout et tête nue sous la vérandah de la sénéchaussée, le juge lit lentement le préambule.

Par malheur, ce préambule était un réquisitoire foudroyant contre le Tiers, le résumé des extraits que nous avons cités.

Un silence de mauvais augure règnait sur la foule. On attendait avec impatience la fin de la lecture. Les cerveaux bouillaient. Chaque mot était un soufflet pour le peuple.

Lorsqu'il eut terminé le préambule, le juge s'arrêta pour reprendre haleine.

Une clameur terrible répondit à cet acte d'accusation. Et le peuple de Saint-Pierre tout entier se précipita dans le greffe.

Un instant on put croire que cédant à sa juste fureur il allait tout briser. Point! Magnanime et gouailleur, il se contente de biffer toutes les ordonnances qui avaient été rendues par moins de quatre-vingt-un membres, formalité déjà remplie par plusieurs députés.

Puis, arrivant à l'ordonnance sur la loi martiale, il la couvre d'encre, comme pour effacer jusqu'au souvenir de cet odieux attentat à la liberté!

Le comité La Thuilerie gourmanda vertement le juge de sa mollesse et l'accusa presque de connivence avec les manants révoltés. Les troupes étaient ce jour-là si pleines d'entrain, les deux capitaines si résolus, que la victoire n'aurait pu être indécise!

De plus en plus effrayé, Vioménil, qui ne savait que faire en présence des orages soulevés par son incurie et son dévouement à l'aristocratie, convoqua tout de suite une assemblée extraordinaire pour le 17. Jaloux de recouvrer les bonnes grâces du comité La Thuilerie et celles du comité exécutif officiel, il se hâta de préparer deux mémoires, l'un pour le Conseil, l'autre pour l'Assemblée. Ces mémoires dénonçaient le Tiers comme fauteur des désordres de la journée du 13 et réclamaient humblement des attestations de bonne conduite et de bonne gestion.

L'Assemblée extraordinaire se réunit le 17 décembre. Elle blâma le peu d'énergie de la sénéchaussée et réclama l'autorité de la Cour. Chose digne de remarque! elle s'appuie sur le roi chaque fois que son action peut lui être favorable et répudie les ordonnances lorsqu'elles contiennent les allègements pour le peuple. Ces allègements étaient cependant bien minimes!

Toutefois on instruisit contre Saint-Pierre.

Les députés de cette ville s'abstinrent de paraître à l'Assemblée. Le parti planteur leur intima l'ordre de venir siéger. Ils refusèrent.

En revanche, ils protestèrent de nouveau contre tout ce qui avait été illégalement décrété par les membres de l'Assemblée en nombre insuffisant, et réclamèrent la formation immédiate d'une municipalité provisoire, aux termes de la délibération du 2 décembre précédent.

Comme le comité s'était soigneusement abstenu de sanctionner le règlement, Vioménil écrivit qu'il donnerait sa sanction et qu'on pouvait s'occuper de former la municipalité provisoire.

Tandis que Saint-Pierre procédait à l'élection de ses officiers municipaux, l'Assemblée coloniale profitant de la confusion que venait de faire naître la journée du 13 décembre décréta la session du commerce. Le premier article de ce nouveau décret portait que les habitants, qui avaient accédé au pacte d'union, étaient engagés d'honneur à envoyer leurs denrées dans les différents ports de la colonie à leur convenance, mais à l'exclusion de celui de Saint-Pierre; les adhérents devaient acheter les vivres dont ils avaient besoin dans les ports nouvellement ouverts, toujours à l'exclusion de Saint-Pierre.

Saint-Pierre protesta. La plupart des bourgs et des villes se joignirent à elle. Plusieurs paroisses demeurées hésitantes rappelèrent leurs députés. La fermentation des esprits s'accroissait de jour en jour. Les commissionnaires et les capitaines de navire en traite, dont bon nombre avaient un réel avantage à voir l'ouverture des cinq ports définitive, s'indignèrent. Le despotisme les favorisait aujourd'hui! Qui favoriserait-il le lendemain?

Cette fois Vioménil n'eut pas besoin d'être stimulé par Foulon à bien se conduire. Dans sa précipitation à arrêter les effets de cette décision, il oublia pour la première fois de sa vie de conclure en demandant des certificats, ni plus ni moins qu'un domestique, ce qu'il avait coutume de faire à chaque occasion un peu houleuse.

La mesure lui parut si odieuse qu'il engagea l'Assemblée à la retirer. Il était trop tard. En vain le gouverneur se rendit-il de sa personne à l'Assemblée, parla-t-il au nom du roi, supplia-t-il au nom de l'humanité, les planteurs demeurèrent inflexibles. Seulement la décision n'ayant été prise que par trente et un membres sur cent vingt et un, on voulut bien par égard pour M. le général suspendre un temps l'exécution de l'arrêté. On était sûr de l'influence du comité métropolitain.

Ce fut sur cette dernière délibération que l'Assemblée coloniale se sépara le 13 janvier 1790, arrêtant que le nombre compétent pour son comité permanent serait de cinq membres.

Le lendemain 15, Saint-Pierre, à peine remis des émotions de la veille, lisait la promulgation du décret du 2 décembre, réglementant la municipalité provisoire.

A ce décret étaient ajoutés deux articles additionnels qui n'avaient pas été voté par l'Assemblée.

En voici la teneur :

Art. XXXI. — *MM. les administrateurs, et le procureur général, auront une inspection directe sur les juges municipaux, et pourront les dénoncer d'office au conseil supérieur ; les municipalités seront tenues de faire publier, sans opposition ni retardement, toute loi qui sera adressée par le pouvoir exécutif.*

Art. XXXII. — *Dans le cas où les officiers municipaux ne feraient pas le dû de leurs charges, et négligeraient de requérir le pouvoir exécutif au soutien de l'ordre et de la tranquillité publique, M. le général, pour arrêter le mal, emploiera les moyens que sa prudence lui suggérera, et fera saisir les délinquants, qui seront envoyés aux tribunaux du ressort: les officiers municipaux seront personnellement responsables de tous les désordres qu'ils auraient pu prévenir en appelant le pouvoir exécutif.*

L'adjonction de ces deux articles sentait la crainte et la rage.

L'Assemblée, en effet, commençait à trouver l'endiguement difficile. Chacun de ses actes était blâmé à la première irrégularité. Le peuple voulait voir clair dans ses affaires. Il basait ses revendications sur la loi métropolitaine et l'esprit de cette loi. Aussi les planteurs employaient-ils tous les moyens possibles pour arrêter ce qu'ils appellaient *la folie des masses*.

En prêtant la main à l'organisation d'une municipalité provisoire, l'Assemblée montrait son désir d'arriver à la conciliation; par l'addition des articles 31 et 32, elle avouait vouloir conserver la force armée sous sa dépendance, et obliger les nouveaux officiers municipaux à sévir contre le Tiers.

Saint-Pierre, toujours correct, protesta de nouveau et légalement. Cet exemple, sans cesse renouvelé, forçait l'admiration des autres villes. La plupart d'entre elles suivirent la voie que traçait le Tiers le plus éclairé de l'île; mais, en dépit de la sagesse avec laquelle cette campagne était suivie, les têtes s'exaltaient.

On avait soif de justice.

Aucun des services administratifs ou militaires n'était payé. On voulait savoir où passait l'argent.

Si le Tiers était mécontent, les soldats royaux ne l'étaient pas moins: ils n'avaient pas touché de solde depuis que Foulon avait procuré les 66,000 livres à l'Assemblée!

On murmurait.

Des canonniers de la troisième brigade du corps royal d'artillerie coloniale formaient la compagnie d'artillerie casernée au fort Saint-Louis. Moins maniables ou plus énergiques que les soldats des autres régiments, ils résolurent de demander des comptes sur leur arriéré de solde.

Le 10 février 1790, au moment où les officiers pénétrèrent dans les chambres, chaque canonnier était au pied de son lit dans la position réglementaire.

Selon la coutume, l'inspection terminée le capitaine s'informa des réclamations.

Alors, respectueusement, mais avec fermeté, les sous-officiers exposent que la troupe ne touche plus de prêt, que le trésorier doit avoir des fonds; qu'enfin, s'il est dans l'impossibilité de régler les comptes des hommes, il faut au moins leur donner satisfaction par des explications suffisantes.

Le capitaine commandant riposta en infligeant la prison aux *mutins*. Ceux-ci protestent contre l'épithète. Les officiers, effrayés de l'orage qui gronde, s'enfuient, abandonnant le capitaine com

mandant, qui exaspère les canonniers par la hauteur dédaigneuse de ses réponses.

Espérant prévenir un malheur qu'ils considèrent presque comme certain, les officiers se précipitent au gouvernement. Ils racontent qu'ils ont été forcés de fuir devant l'insurrection, que leur capitaine est en danger de mort. Ils demandent justice!

A tout hasard, Vioménil, qui sent son pouvoir perdu si les troupes lui échappent, donne l'ordre à la frégate *l'Active* et au vaisseau *l'Illustre* de s'embosser par le travers du fort Saint-Louis.

Comme *l'Active* et *l'Illustre* exécutaient le mouvement ordonné et mouillaient côte à côte, la sentinelle du fort Saint-Louis jeta l'alarme. La fureur des canonniers ne connaît plus de bornes. Ils arrêtent leur capitaine et le mènent à la prison du fort. Puis, du haut des remparts ils intiment à *l'Active* et à *l'Illustre* l'ordre de cesser contre eux toute démonstration hostile sous peine d'être coulés; et ils appuient cet ordre de deux ou trois coups de canon dont les boulets sifflent à travers la mâture de *l'Active*. *L'Active* et *l'Illustre* cessent tout mouvement. Tranquilles de ce côté, les canoniers, pressentant une attaque en règle, se préparent à la défense. Avec un calme et un sang-froid remarquables, ils chargeut à boulets ramés les canons et les obusiers du fort, et les braquent sur les navires mouillés dans le port. Tandis qu'ils exécutent ces préparatifs, leurs chefs improvisés enlèvent la presque totalité des troupes d'infanterie casernée au fort Saint-Louis.

Ce mouvement prenait des proportions d'émeute militaire. Les boulets dirigés contre le vaisseau et la frégate du roi instruisirent Vioménil de son importance. Comprenant la nécessité de réprimer cette insurrection militaire et en même temps de rallier les troupes à la cause royaliste, Vioménil plia.

Il se rendit au fort Saint-Louis, en grande tenue, suivi de son état-major.

Les cannonniers pleins de défiance, reçurent le général à l'entrée du fort. Des canons rangés dans la cour en défendaient l'accès et gouvernaient la porte principale.

Cet appareil significatif exaspère encore Vioménil, cependant il croit devoir être paternel.

Il parle avec douceur... Mais dès les premiers mots il est interrompu: »La solde! Nous voulons toucher notre solde!" Tels sont les cris qui s'élèvent de toute part,

Le tumulte augmentait si rapidement et avec tant de violence, qu'un sergent du régiment de la Martinique entraîna Vioménil en

arrière. On prétend même qu'il détourna un coup de baïonnette qu'un canonnier portait au général.

Tandis que l'insurrection faisait à Fort-Royal de rapides progrès, et que le comte de Vioménil compromettait son autorité et le prestige de son uniforme, Foulon, qui ne faisait jamais parler inutilement de lui, court à Saint-Pierre, rassemble les notables, leur expose la situation, dépeint en vigueur les malheurs qui peuvent résulter de l'émeute pour Fort-Royal, pour la Martinique tout entière! Son éloquence ébranle les volontés les plus fermes. Il demande, il obtient des subsides.

Saint-Pierre, encore sous le coup des impressions les plus pénibles, rassemble quatre-vingt mille livres: il les confie à l'intégrité de Foulon pour sauver..... ses plus ardents persécuteurs

Dès que Foulon eut réalisé les fonds, il partit pour Fort-Royal. Deux heures après son arrivée, tout était rentré dans l'ordre.

A peine la révolte fut-elle apaisée, que Vioménil, craignant le retour d'un nouveau mouvement, ordonna l'embarquement de soixante-quinze canonniers des plus mutins, et de deux cent soixante hommes de la garnison qui avaient pris part à cette insurrection.

Loin de savoir gré au Tiers de son abnégation dans l'affaire du 10 février, les Grands Blancs et les officiers royaux, qui faisaient cause commune avec eux, crurent voir dans l'intervention pécuniaire des *manants* de Saint-Pierre une preuve d'affolement. Fiers de l'obéissance dans laquelle les troupes étaient rentrées, certains de les tenir en main depuis le départ des rebelles, les officiers affectèrent particulièrement d'afficher leur dédain pour toute décision métropolitaine constitutionnelle. Les officiers de la garnison de Saint-Pierre surtout. Ils se rappelaient avec trop de vivacité l'envahissement du greffe, et avaient sur le cœur de n'avoir point été appelés, fusil en main, à faire justice de ceux qui la réclamaient.

L'addition des articles 31 et 32 chatouillait délicieusement leur fibre vindicative. Dorénavant, et quoi qu'ils en eussent, les officiers municipaux devraient commander le feu, sous peine d'agir inconstitutionnellement.

Aussi paradaient-ils depuis ce moment avec plus d'outrecuidance qu'auparavant. Dans la rue, dans les lieux publics, ils traitaient à haute voix les Petits Blancs et les gens de couleur de *gens sans état, sans aveu*. Un officier surtout, M. Duboulet ou du Boulet, capitaine au régiment de la Martinique, qui s'était signalé à l'affaire de la tache d'encre par son animosité à solliciter l'ordre de courir sus au peuple, les armes chargées!

Il manifestait à tout propos sa haine contre le nouveau régime.

et affichait hautement la répulsion pour la cocarde tricolore. Quelques jours avant la révolte des canonniers, il s'était présenté au théâtre la cocarde blanche au chapeau. A la vue de la cocarde royale, si insolemment arborée, le parterre s'indigna. M. Ruste, échevin de service ce jour-là, alla lui-même prier Duboulet de prendre la cocarde tricolore. Le capitaine répondit par un refus brutal.

Quoiqu'il en soit, la représentation s'était achevée sans autre incident, grâce au zèle et à l'autorité des échevins qui se prodiguèrent pour apaiser le tumulte.

Mais les esprits étaient déjà si surexcités par la lutte qui s'accentuait de plus en plus entre le Tiers-Etat et le parti royaliste, que, craignant une démonstration hostile envers le capitaine et les officiers du régiment de la Martinique, Ruste se rendit le lendemain chez Deloumois. Il réclama de cet officier général l'ordre, pour Duboulet, d'arborer la cocarde tricolore, déclarant en terminant que si ce capitaine ne s'exécutait pas, lui, Ruste, ne pourrait plus répondre de la population.

Le général Deloumois, redoutant l'effervescence croissante du Tiers, répondit qu'il allait donner des ordres en conséquence. En effet, le même jour, quelques heures après la conversation qui avait eu lieu entre le commandant de Saint-Pierre et l'échevin, on vit Duboulet se promener par la ville la cocarde nationale au chapeau.

Duboulet fut très regardé durant sa promenade; mais partout, sur son passage, régna le plus profond silence.

Silence significatif, qui dénotait le ferme propos de la part du Tiers de ne plus laisser passer aucune insulte, aucune gouaillerie.

Cette paix armée entre la population et les officiers royalistes dura jusqu'au carnaval.

Le 21 février, à l'occasion du dimanche gras, les officiers du régiment de la Martinique avaient festoyé. Sur le soir, ils allèrent à la Comédie. Duboulet était accompagné par un officier du régiment de la Guadaloupe, M. de Sainte-Luce, qui avait dîné avec lui.

En arrivant à la porte du théâtre, Duboulet retira sa cocarde. Sainte-Luce eut beau lui représenter qu'il allait causer du scandale, le capitaine ne fit que rire de ses observations.

La salle était pleine de monde; les dames constituaient la plus grande partie de l'auditoire. Chacun était disposé à s'amuser. Les officiers du régiment de la Martinique surtout.

Avec le sans-gêne et l'affectation d'un soudard jouant au petit-maître, Duboulait alla s'installer aux secondes loges en compagnie de Sainte-Luce, qui maugréait tout bas contre la légèreté provocatrice de son hôte.

De sa loge, Duboulet salue avec ostentation le général Deloumois, commandant militaire de la ville; de Rancé, capitaine au régiment de la Martinique, et les autres officiers qui entraient.

Ces manières déplurent tout d'abord au parterre, qui se rappellait la conduite de Duboulet trois semaines auparavant.

Tout à coup on s'aperçut que Duboulet ne portait pas de cocarde.

L'orage éclata.

Duboulet, très crâne, fit tête.

Du parterre, des loges, on criait: »La cocarde!"

Le lever du rideau apaisa momentanément le bruit. A l'entre-acte, un orfèvre, Nicolosin, quitta sa place au parterre, monta aux secondes et se présenta à la porte de la loge occupée par Duboulet. Là, détachant de son chapeau sa propre cocarde, il l'offrit au capitaine; celui-ci la repoussa avec mépris.

Tous les spectateurs appartenant au Tiers se lèvent comme un seul homme. Le parterre se précipite en masse aux secondes loges pour en précipiter le royaliste qui insulte la France!

Par bonheur pour ce dernier, l'échevin de jour, M. Eyma, les devance. Il barre le passage aux assaillants. Il leur parle, les supplie, leur promet justice. Il les calme. La foule grondante, terrible, reprend sa place. Tous les yeux se portent sur la loge du général Deloumois. M. Eyma pénètre auprès du commandant militaire et lui représente que si le capitaine Duboulet n'arbore pas la cocarde sur-le-champ, il ne sera probablement pas possible de maintenir l'ordre.

Alors le général se penche hors de sa loge et invite Duboulet à mettre une cocarde à son chapeau.

— Me l'ordonnez-vous, mon général? répond le capitaine.

— Oui, capitaine.

A ces mots, Duboulet obéit.

On applaudit.

Et, avec cette mobilité qui caractérise les foules, on crie au capitaine de mettre sur sa tête le chapeau orné des couleurs nationales. Duboulet refuse,

Deloumois doit s'interposer une seconde fois et intimer à son subordonné l'ordre de se coiffer.

Duboulet s'exécute.

On applaudit plus fort que la première fois,

Furieux, Duboulet menace le parterre du bout de son épée. Le capitaine devenait comique, les applaudissements se changent en rires.

Heureusement, car le bruit des rires couvrit la voix du capitaine

de Rancé, qui s'écriait: »Puisqu'on veut agir ainsi, nous couperons les oreilles à ceux qui ne porteront point dans la suite de cocarde nationale."

Ce propos ne fut connu que le lendemain matin.

La menace qu'il contenait sonnait mal aux oreilles de la jeunesse de Saint-Pierre. Quelques-uns des jeunes gens qu'elle irritait le plus, ayant aperçu des officiers du régiment de la Martinique en train de faire leur promenade quotidienne au Mouillage, marchèrent droit à eux. Le premier qu'ils rencontrèrent se promenait seul. C'était un tout jeune sous-lieutenant, de petite noblesse, pour ne pas dire de noblesse douteuse. Il s'appelait de Martinville; il ne demandait qu'à faire acte d'audace pour montrer qu'il était aussi bon gentilhomme que qui que ce fut.

— Monsieur, lui dit poliment l'un des jeunes gens, pourrions-nous connaître l'officier qui, hier, a menacé de couper les oreilles à ceux de la ville qui seraient trouvés sans cocarde?

Pour être strictement polie et être faite sur un ton calme, la demande était peut-être un peu vive.

De Martinville saisit aux cheveux l'occasion:

— S'il est sûr que ce propos ait été tenu par un de nos camarades, j'en répondrai pour lui.

L'interrogateur riposta par un appel sur le pré.

Cependant le colloque et le rassemblement qu'il causait n'avaient pas passé inaperçus.

Deux capitaines, de Malherbes et de Rancé, accoururent. Ils tentèrent même de calmer les deux partis, qui échangeaient des propos envenimés. Par malheur, de Malherbes était connu pour être l'ami de Duboulet et professer peu de sympathie à l'égard du peuple. Les jeunes gens refusèrent de l'écouter. Le refus dut être rude, car de Malherbes y répondit en requérant la médiation de l'échevin de service, qui traversait le quartier du Mouillage.

Cette réquisition de la force municipale froissa les jeunes gens et la foule qui s'amassait plus compacte de minute en minute. Le capitaine de Malherbes comprit qu'il avait été trop loin; il voulut réparer sa faute et déclara d'un ton rogue »que ce n'était pas »ainsi qu'on devait agir entre gens d'honneur, qu'il n'y avait pas »à supposer que quatorze officiers, qui composaient la garnison, »puissent en aucun cas être suspectés d'avoir eu l'intention de »provoquer toute une ville; que si l'on avait pris la résolution de »les attaquer, il fallait le faire à nombre égal, qu'au surplus il y »avait du terrain libre derrière la caserne."

Là-dessus il se retira, invitant le capitaine de Rancé et le sous-

lieutenant de Martinville à le suivre. Ceux-ci obéirent à son invitation.

La foule les laissa partir et les suivit du regard.

V.

En ville, l'animation était des plus vives. Chacun était las des rodomontades insolentes de la noblesse. Des bruits venus de France retentissaient formidables d'écho dans le cœur du Tiers. Maintenant qu'il s'établissait que l'égalité devait servir de base à la législation du pays, chacun se précipitait dans le mouvement progressiste. Personne ne voulait reconnaître d'autre supériorité que celle conquise par le travail, de par l'intelligence. La fugue des officiers prouvait l'impossibilité d'arriver à composition, du Tiers à la noblesse! Ceux-ci étaient peut-être plus coupables d'avoir trop bien fêté le dimanche gras, — abstraction faite de la conduite de Duboulet, — quoi qu'il en soit, il était certain que la moindre étincelle suffirait désormais à mettre le feu aux poudres.

Ceux qui voyaient clair et qu'un sang moins jeune faisait parler moins haut de combat en champ clos déclaraient qu'il devenait indispensable de renvoyer les officiers royalistes en France pour que la paix pût régner à la Martinique; il démontraient ensuite la nécessité de les remplacer par des officiers partisans des idées nouvelles, de manière à briser la dernière force de l'Assemblée, de Vioménil et du comité La Thuilerie.

Cependant les jeunes gens de la ville se réunissent.

Il y avait à Saint-Pierre quatorze officiers royaux. On désigne quatorze jeunes gens pour se mesurer avec eux. Regardant le terrain situé derrière les casernes comme peu propice à un combat singulier, il députent à leurs adversaires l'un des leurs, M. de Milly, pour demander la désignation d'un autre endroit plus écarté.

M. de Milly arriva à la caserne vers une heure de l'après-midi. Personne ce jour-là ne songeait à faire la sieste! M. de Milly arriva donc à la caserne vers une heure, accompagné d'un autre citoyen de Saint-Pierre, M. de Bellile, chevalier de Saint-Louis. Cinq ou six officiers les reçurent au nom de leur camarades. Contrairement à ce qu'espéraient MM. de Milly et de Bellile, les officiers persistèrent dans le choix du terrain désigné. MM. de Milly et de Bellile se retirèrent, et portèrent cette réponse à leurs commettants.

A une heure et demie, les quatorze jeunes gens allèrent, à leur tour, trouver les officiers qui les attendaient derrière les casernes, de l'autre côté de la rivière du fort.

Ces allées et ces venues avaient fait transpirer l'aventure.

Les officiers municipaux informés, rassemblent, avec précipitation, les représentants de la commune; ceux-ci nomment une députation et lui donnent pour mission d'arrêter le combat.

La députation quitte, en hâte, l'Hotel de Ville et se dirige vers les casernes. A peine est-elle arrivée au pont qu'elle s'arrête indécise.

On bat la générale!

Et, devant cette députation pacifique, composée de représentants de la commune et d'officiers municipaux, les troupes sortent, se rangent en bataille, chargent les armes.

Au bruit, le public accourt.

Deux pelotons se détachent, traversent les deux ponts de bois jetés sur la rivière, effectuent un mouvement tournant contre la foule.

En vertu des articles 31 et 32, ajoutés après coup au règlement du 2 décembre, les officiers municipaux devaient donner l'ordre de charger la population!

Tout à coup le cri: »Aux armes! Nous sommes trahis!" retentit de toute part.

Les deux pelotons sont arrivés à portée. Régulièrement les fusils s'abaissent. Le peuple est couché en joue:

»Veut-on nous faire égorger par les soldats?" lance une voix.

Au même instant, Foulon, qui vient d'arriver sur les lieux, se précipite au-devant des fusils prêts à tirer. A sa vue, les officiers donnent l'ordre de relever les armes. C'est une hécatombe que Foulon d'Ecotier vient d'empêcher, en s'offrant lui-même en holocauste.

Cependant, ceux qui ont pris la fuite au moment de l'arrivée des soldats ont semé l'alarme. Le tocsin jette ses notes sinistres, sous ce beau ciel si bleu et si doux, qu'il semble fait pour n'entendre que des mélodies charmeuses. La garde nationale prend les armes. Les capitaines au long cours, suivis de leurs équipages, descendent à terre, en armes, pour prêter main forte au Peuple. Les différents chefs s'assemblent à l'Hôtel de Ville.

Les troupes sont toujours sous les armes. Elles n'attendent que l'ordre de tirer.

La présence de Foulon empêche seule les officiers de commander le feu.

De l'Hôtel de Ville partent des détachements. Les uns s'emparent du fort; les autres de la poudrière, que la garnison vient d'abandonner pour se joindre à celle des casernes; d'autres encore, mettent en batterie les mauvais canons de campagne qu'ils ont à leur disposition, de manière à battre le pont et le long de la rivière.

Pendant ce temps Deloumois, qui s'était porté aux casernes avec Foulon et Thomasseau, donne l'ordre, de concert avec ce dernier,

à un détachement de gardes nationaux de s'emparer de Duboulet et de Malherbes.

Sur l'ordre du général, Duboulet et de Malherbes se rendent. Durant le parcours de la caserne à l'Hôtel de Ville, les gardes nationaux ont toutes les peines du monde à préserver leurs prisonniers. Le Peuple voulait se faire justice! En arrivant à l'Hôtel de Ville, Foulon, Thomasseau et Deloumois durent faire un rempart de leur corps aux deux officiers royalistes.

La foule, devenue furieuse par tant de perfidie, demandait la tête des deux officiers. Devant cette houle humaine, qui bruissait sur la place et dont s'élevait un long murmure de vengeance et de mort, tout ce qui était à l'abri dans l'Hôtel de Ville tremblait. Même ceux que le Peuple connaissait, surtout ceux-là, car s'ils ne craignaient rien pour eux, ils redoutaient pour les autres une explosion d'autant plus formidable qu'elle avait été plus longtemps contenue devant une provocation de chaque jour.

Les amis de Foulon se répandirent dans la foule, et au mépris de leur propre existence, ils parlèrent en faveur des officiers. Le moment était solennel. Ainsi que Foulon l'avait prévu, le Peuple tourna. Il se contenta de demander le renvoi en France, pour y être jugés, des deux capitaines.

Mais un cri persistait!

On réclamait, on exigeait les épaulettes et les habits d'uniforme de ceux qui avaient voulu tirer sur le Peuple. Il fallut céder. Duboulet et de Malherbes durent dépouiller le vêtement militaire. Des gardes nationaux jetèrent ces effets par la fenêtre. Une clameur terrible répondit.

En un clin d'œil, les épaulettes et les uniformes furent lacérés.

Pendant que cet aliment était abandonné à la vindicte populaire, la municipalité se hâta de faire quitter l'Hôtel de Ville aux deux capitaines et les fit enfermer dans la géôle.

Cette exécution et cette mesure calmèrent un peu la rue. Néanmoins l'agitation ne cessait point. Dans les groupes tumultueux, on réclamait l'éloignement du détachement de la Martinique.

La municipalité, qui cédait aux mêmes craintes que la population, et redoutait un mouvement militaire contre la ville, demanda un ordre d'évacuation pour les troupes. Le général Deloumois le donna pour la nuit même.

Les officiers municipaux se réunirent aussitôt après aux représentants de la commune pour dresser un mémoire des événements destiné à l'Assemblée nationale. Cette conduite s'imposait. Vioménil et l'Assemblée coloniale étaient trop bien armés contre le peuple

pour que la municipalité négligeât de prendre une détermination décisive.

Dès que la rédaction du mémoire fut achevée, on décida que Duboulet et Malherbes seraient embarqués le lendemain à bord des *Deux-Cousines*, capitaine Lacouture, en partance pour Bayonne, afin d'être remis, à leur arrivée dans la métropole, entre les mains de l'Assemblée nationale. Thomasseau, maire de Saint-Pierre, écrivit à M. de Vioménil le rapport suivant, qui fut immédiatement envoyé à son adresse:

»Monsieur le général,

»Je vous apprends avec amertume ce qui vient de se passer. »MM. Duboulet et de Malherbes sont victimes de leur conduite »envers le Peuple. Hier au soir, à la Comédie, M. Duboulet, qui »ne portait plus de cocarde, a refusé de la recevoir des mains du »peuple. Il n'a obéi à M. le commandant qu'après avoir provoqué »le peuple; M. de Malherbes et M. de Rancé ont également tenu »des propos vraiment séditieux. Ce matin, M. de Malherbes a »donné un cartel, et a dit qu'ils étaient quatorze officiers, et que »s'il se trouvait quatorze personnes capables de venir, ils leur »tiendraient tête. Quatorze jeunes gens se sont en effet armés, et »sont partis pour aller joindre ces officiers. La municipalité, la »commune, s'y sont portées pour empêcher les voies de fait; mais »on a vu avec indignation la troupe battant la générale et se »mettre sous les armes; je me suis porté au quartier avec M. »l'intendant [1]) et M. de Laumois [2]); nous avons arrêté les mou»vements de la troupe, qui des fenêtres a couché en joue [3]), mais »le peuple s'est armé, et a demandé avec violence MM. Du»boulet et de Malherbes. M. Deloumois les a fait venir à l'Hôtel »de Ville, et ils n'en sont sortis que pour être conduits à la géôle, après avoir été dépouillés de leurs vêtements. On est décidé à les »embarquer sur un navire qui partira demain; et je regarde comme »inconcevable qu'ils aient été épargnés; toute leur conduite avait »causé des fermentations. M. de Laumoy a donné l'ordre à la

---

[1]) Foulon.

[2]) Deloumois.

[3]) La lettre du maire est ici en désaccord avec le rapport officiel fait à l'Assemblée nationale sur les troubles de la Martinique par P. Gonyn, député de la Haute-Garonne, et un autre rapport fait à la Martinique, daté du 25 février, que nous avons entre les mains.

Que les troupes aient tiré par les fenêtres, mis le peuple en joue ou qu'il ait exécuté ce mouvement étant rangé en bataille, le fait est le même. Il est même probable que les deux actes ont été simultanés. La troupe devait être, en grande partie, descendue à ce moment, pour que les deux pelotons aient pu recevoir l'ordre de tourner la foule.

»troupe de partir, et le peuple n'est tranquille dans ces instants »que pour se tenir sous les armes et garder la ville.

»Vous voyez, Monsieur le général, un exemple des dangers »qu'il y a de braver le peuple, que le sentiment de la liberté »anime; jugez par là encore de la nécessité de mettre le peuple »en milice. La journée d'aujourd'hui a été des plus violentes, mais »les troupes étant parties, j'espère que tout se terminera, surtout »je ne crois pas qu'il doit être fait le moindre mouvement du côté »de Fort-Royal. Le sang a encore été épargné, on ne pourrait »répondre qu'il le fut. Je ne puis donner trop d'éloge à la conduite »ferme et brave de M. Foullon, le peuple lui a certainement de »grandes obligations.

»Je suis avec respect,

»Monsieur le général,

»Votre, etc,, etc ,

»*Signé:* THOUMASEAU [1]), maire."

Cette lettre était un avis respectueux au général de Vioménil; mais elle dénotait en outre, de la part de son signataire, le sentiment de la force.

Cette fois ce n'est plus le Tiers-Etat qui lutte sur le terrain de la légalité! C'est le peuple qui se lève! La main dans la main du peuple de France, il déclare que son calme est à bout! qu'il veut cesser d'être le Jacques Bonhomme des anciens jours ! bon pour la taille et bon pour la bataille! qu'il veut ses droits! qu'il veut qu'on le laisse en jouir, sans faux-fuyants, au grand jour!

Selon l'ordre donné par le commandant militaire, les troupes royales évacuèrent Saint-Pierre à la nuit. De son côté, Deloumois partit dans cette même nuit du 22 au 23.

Les troupes se dirigèrent vers Fort-Royal. Elles étaient très surexcitées et témoignaient, tout en battant en retraite, qu'elles auraient préféré marcher sur Saint-Pierre.

(*A suivre.*)

---

[1]) Thomasseau.

THE SYSTEM OF OPIUM-CULTURE IN BENGAL.

by J. A. B. WISELIUS.

CHAPTER I.

The Organization of the System.

§ 1. For the cultivation of the poppy by direct government interference, 24 Districts or divisions have been designated, all of them belonging to the Provinces of Lower Bengal and Behar and to the N. W. Provinces and Oudh. Together they constitute the two opium Districts (Agencies) of Benares and Patna, each with 12 sub-agencies. The Opium Agent is the head of the Opium Agency, the Sub-Deputy-Opium Agent, that of a sub-agency. These officers together with their Assistants have hitherto always been Englishmen, not natives, evidently because Government feared that if any important affair of culture were entrusted to a native who can be but imperfectly controlled, the yield of opium might possibly diminish, and the eventual profits, derived by the poppy planter from his culture, might become less than was the case hitherto.

The former vice-roy of British India, Lord Ripon, however, found this exclusion of natives from such an office of trust unwarranted. In May 1884 the Lieutenant Governor of Bengal, the Board of Revenue, and the Opium Agents were invited to declare their opinion on the subject, and in August they delivered in a report, nearabout to the effect that, though natives were deemed sufficiently competent and honest for such a trust, yet they were not considered the fit persons for it, and it was thought that the native poppy planter would not feel the same confidence and respect

for native as for English officers, and especially not if (as would be the case on account of their superior qualifications) natives of Bengal were appointed in the N. W. Provinces, Oudh and Behar.

With one single exception, therefore, this innovation was abandoned; nevertheless the Governor General in Council ruled that occasionally natives could also be eligible as chief or sub-chief of a sub-agency.

All the Officers in service of the poppy culture and opium works constitute a separate body or staff, called »the Opium Department." With the exception of the two Opium Agents they do not belong to the Covenanted but to the Uncovenanted Civil Service ([1]). The Opium Department again stands under the Board of Revenue, but if the intention is carried out of establishing an Agricultural Department for Upper and Lower Bengal, then »Opium" will fall under this latter Department.

Thus with regard to the Government Opium Culture we have to do with the two Opium Districts *Behar* and *Benares*. The boundaries of these districts and of their sub-districts may here and there fall in with the political frontiers of the Provinces, but in general the political partitionment of Bengal has nothing to do with the apportioning of the Opium districts. The portion of the Ganges valley where poppy is grown is, for Benares and Behar together, about 600 miles long and 200 broad.

Behar with Patna as chief place, is politically a Division of a Commissionership under the jurisdiction of the Lieutenant Governor of Bengal. It is an important Province situate in the valley of the Ganges, covers an area of 24,400 sq. miles, and numbers about 26 millions of inhabitants, distributed over 48 to 49 thousand villages. Behar is further divided into 7 sub-divisions, and these again into districts, some of which lie north, some south of the Ganges. The principal districts are: Behar, Patna and Tirhoot, through which flows the Ganges with its affluents. The soil is alluvial and very fertile especially in the vicinity of the Ganges and the Son. The principal object of culture is rice; then follow: poppy, sugar-cane, cotton, wheat, millet, tobacco, betel, indigo and further an abundance of garden-fruits. Tirhoot is specially celebrated for its indigo, and consequently many English indigo planters live in that district. The climate is very cool during the 3 wintermonths, while the other 9 months of the year are hot. Some railways and

---

[1]) Officers of the Covenanted Civil Service are those who before their 21st year have passed an examination for the Civil Service in England. Their number is comparatively small.

a great many good roads run through these districts in all directions, and facilitate the despatch of products. Living is not expensive, good rice costing only 6 to 7 sh. per cwt, and labour is cheap, in comparison at least with Netherlands India; land rent is from 7 to 12 sh. per acre.

Benares, with Benares as political capital, and Ghazipore as chief place of the Opium District, is a division belonging to the jurisdiction of the Lieutenant Governor of the N. W. Provinces; it is 18,000 square miles in extent, numbers above 8 millions of inhabitants and contains 6 sub-divisions, all of them again subdivided into districts. This Province is also watered by the Ganges, and all the sub-divisions occupy a part of its valley, the soil of which is exceedingly fertile, consisting for a great part in rich clay mixed with sand, rendering it especially fit for rice and poppy culture. The climate is said to be rather cooler than that of Behar, and the whole division is also intersected by railways, roads and canals. In these parts the price of rice is 1 rupee [1]) per 8 seers, or 14 sh. per cwt. while wages are higher than in Behar.

The Opium-district Benares embraces not only the Division of Benares but also the N. W. Provinces and Oudh.

I have deemed it expedient to give this geographical and partly statistical sketch, in order to enable the reader, with the aid of a map, to become acquainted with the region where the system of Opium Culture is in operation.

---

§ 2. The Opium District or Agency of Behar has 12 Opium Sub-Agencies; these are:

Tirhoot,
Hajipore,
Chupra,
Alligunge,
Motihari,
Bettiah,
Shahabad,
Gaya,
Tehtah,
Patna,
Monghyr,
Chota Nagpore,

[1]) The rupee is at present valued at 1 sh. 8 d. stirling.

and Benares has likewise 12, namely:

Ghazipore,
Azimgarh,
Goruckpore,
Basti,
Futtehgurh,
Bareilly,
Lucknow,
Fyzabad,
Cawnpore,
Allahabad,
Aligarh,
Sultanpore,

Of late years attempts have been also made to introduce the cultivation of the poppy into the Districts of Agra, Etah and Muttra, but, as it is not known whether they will be successful, they are not yet considered as Opium Sub-Agencies.

The chief of a sub-agency bears the title of Sub-Deputy-Agent. The salary of an Opium Agent is from 2500 Rs. to 3000 Rs. per month. He belongs to the Covenanted Service and enters upon his duties as Agent at a salary of 2500 Rs. per month with an annual increase of 100 Rs. a month up to 3000 Rs.

The Sub-Deputy Opium Agents are divided into five classes. They belong to the Uncovenanted Service, and so can never become Agents. A service of from 22 to 30 years in the Opium Department is required before they can become Sub-Deputy Opium Agent of the 1st Class.

There are 2 Sub-Deputy Agents of the 1st Class on a salary of 900 Rs. per month; 5 of the 2nd Class at 800 Rs.; 6 of the 3rd Class at 700 Rs.; 6 of the 4th Class at 600 and 4 of the 5th Class at 500 Rs. It takes thirteen or fourteen years from his first entering into service before an officer obtains an appointment to the 1st Class.

The rank succeeding to this is that of Assistant-Sub-Deputy Opium-Agent divided into 4 Classes. There are 4 of the 1st Class at 500 Rs. per month; 10 of the 2nd Class at 400 Rs.; 12 of the 3nd Class at 300 Rs. and 15 of the 4th Class at 250 Rs.

There are moreover 6 Aspirant-Assistant-Sub-Deputy Opium-Agents at 200 Rs. a month. These are upon probation.

As far as regards Englishmen, therefore, the practical service consists of:

2 Opium-Agents.
2 Assistant-Agents.

23 Sub-Deputy-Agents.
41 Assistant-Sub-Deputy-Agents.
6 Aspirants.

The Assistant-Sub-Deputy Agents are stationed in some village of the Sub-District, and serve only for controlling the planting.

The Opium-Agent is at the head of the Opium District, and has also the superintendence of the factory and the manufacture of the Opium; he is responsible for the delivery of the necessary quantity of export and abkari or excise-opium. He is stationed in the chief town, where the factory also is established.

During three or four months of the year, however, that is from November till March, (winter season), he makes a tour, visiting every sub-district, holding conferences with the Sub-Deputy-Agents and other opium officers, solving any questions that may be pending about the culture, looking over the books of advances, taking measures for the timely planting of manga-trees [1]), making contracts for the delivery of opium-chests, visiting, in the interest of the service, collectors, magistrates and zemindars, and finally he delivers in his annual report to the Director of the »Board of Revenues."

Young people, wishing to enter the service of the Opium Department, may be nominated by the Agent. There are no special stipulations as to this. The nominee is then appointed »Aspirant" on a salary of 200 Rs. per month. Within three years he must have passed his first examination or else he must make way for another. The subjects of these examinations are: the oriental Languages, Chemistry, Agriculture, Botany, the Laws and all the stipulations concerning poppy and opium.

Simultaneously with the Agent's Report the Principal Assistant Agent delivers in his Report. This treats of the weather, climate, yield of juice, the sorts of opium obtained, chemical tests, etc.

The Collector and Magistrate of any district acts *ex officio* as Deputy-Opium-Agent in his district (vide Art. 3 of the Act of 1857 N°. 13).

The Sub-Deputy Agents are the persons on whom everything chiefly depends in the System of Opium Cultivation. Their official duties may be brought under five categories:

1st Office duties.
2nd His duties at the season of the "Settlements".
3nd His tour in the district.
4th Weighment of Opium and leaves.

---

[1]) The many thousands of opium-chests required are made of manga-wood.

5th and at the period of Adjustments.

In these transactions, of which the last four relate to the grower, the whole system of Culture lies involved. We will treat them rather in detail presently.

The Sub-Deputy-Agents have not only to superintend their own sub-district, but also the division of their Assistants, sometimes to the number of 2, 3 or 4, so that very often their duties become rather onerous.

They are bound to report every fortnight to the Agent on all their transactions, and besides this keep an annual monograph of their district concerning everything relating to the poppy culture.

The duties of the Assistant Sub-Deputy-Agent are entirely under the control of the Sub-Deputy-Agents. The same regulations applicable to the latter are also of force for the assistants, who, however, have no independent action. The native officers employed in the Opium Department, (with whom we shall make acquaintance in a following Chapter) stand immediately under the Sub-Deputy Agent, and by no means under his Assistant. Notwithstanding this, the Assistant may exercise a great deal of influence on the native officers. (This relation, therefore, is much the same as that existing between the European and the native officers in the Dutch Indies).

---

§ 3. 1°. *The Office duties* of a Sub-Deputy Agent are as follows: he takes cognizance of the reports delivered in by the European and native officers under him, on everything concerning the cultivation of poppy, from the first settlements with the ryots to the delivery of the drug. He hears petitions of discontented or disappointed contractors, books all expenses, prepares and examines all accounts in connection with the advances made by him to the ryots, and corresponds direct with the Agent, not through the Deputy Agent; but all monies received by him are obtained from the Deputy or Collector, after a requisition has been made in the first instance to the Agent. The Sub-Deputy Agent is held responsible for all these sums placed at his disposal, and they are secured in his presence under double locks, the key of one being retained by him, and the other by his native assistant or treasurer. He is not allowed to appoint any officer whose salary amounts to, or exceeds, 10 rupees per month, without sanction of the Agent; but he may remove or discharge such an officer from his appointment, provided he immediately report the circumstance for the information of the Agent.

Transfers of officers below the grade of Sub-Deputy Agents from one office or division to another can be directed at any time by the Agent.

The Sub-Deputy Agent is bound to ascertain annually the validity of securities taken from the *sudder* and *mofussil* (chief and secondary villages) Amlah [1]), and when property is pledged he must make enquiry that the surety is alive and in possession thereof.

The Sub-Deputy Agent is also required to keep up and place before the Agent, for his inspection during his periodical tour, these character and fine registers, as well as the Amlah security statements, which are required to be carefully preserved in every office.

---

§ 4. 2°. *The Duties of the Sub-Deputy Agent at the Season of the Settlements.*

The cultivation of poppy and the manufacture of opium — so the law prescribes — within the presidency of Bengal, except on account of Government, are prohibited. To obtain opium, Government authorizes the Opium Department to issue licenses to certain persons for planting poppy, and it is the Board of Revenue, that under eventual sanction of the Government defines from time to time the limits, within which those licenses for the cultivation of poppy for Government account may be issued, and as the need for a greater quantity of opium increases, the limits are extended, within which the cultivation of opium may take place.

The cultivation of poppy and the manufacture of opium thus being a monopoly, the prohibitory restrictions to illicit cultivation of the plant must needs be strictly enforced. So if anybody proceeds to cultivate poppy without a licence from the Sub-Deputy Agent, or other officers duly authorized in that behalf, he will be subject to a fine of 500 Rs. for an extent thus illegally cultivated of from 1 to 20 beegahs (= or $^3/_4$ to 15 acres), and for every beegah above that, 25 rupees in addition. The same penalty applies to him who encourages, or promotes such illegal cultivation. This penalty applies more especially to the owners of the land, to the Zemindars or landlords, to the European or native opium officers, to European private planters, etc., who are all considered as having been cognizant of the unlawful proceeding without reporting it. Instructions concerning the immediate reporting of clandestine planting are prescribed to all officers and land-owners who are in any way concerned in the monopoly (vide

[1]) Amlah name of the village-head.

art. 21—24 of the Culture Act. of 1857. Act. No. 13.) Whenever such a person hears anything about illicit cultivation, he must repair immediately to the spot, ascertain the transgression, and if the illegal cultivator cannot give the security required, he shall send him into custody to the magistrate. At the same time his poppy plants are destroyed, and if any opium be extracted, such opium is confiscated, unless the opium be already sold, or concealed in such a manner that it cannot be discovered, in which case the transgressor is subjected to an additional penalty not exceeding 32 Rs. for every beegah of land illegally cultivated.

If the transgressor is unable to pay the penalty incurred, every fine can be transmuted to imprisonment, and on repeated transgression to one year's confinement.

It is clear that the number of spies to watch such clandestine planting is not small, and they are especially requisite along the frontiers of the native states, because the price of poppy-juice is there double of what it is in Government districts, so many thousands of rupees are paid every year to remunerate the spies, or informers. Besides this the penalties received, which likewise amount to several thousands a year. are divided by the magistrates among the informers.

If, then, the cultivation of poppy without a license is not allowed, there is on the other hand no decided compulsion for the farmer to plant it. We shall, however, see by and bye that a system of giving advances for any special product grown on lands which the cultivator has on lease, with compulsory consignment of that product at a previously stipulated low market value to government, differs but very little from compulsory culture.

Who wishes to cultivate poppy is bound by law to possess a license for it. Whoever cannot produce such a license at the desire of the controller, detective, or any officer of the preventive service, is mulcted. This applies not only to the cultivation of poppy but also to illegal selling and the unlicensed holding of opium.

It would, however, be too cumbrous to grant a license to every farmer (assamee) in particular, who applies for it, against the delivery of the product to Government; this would moreover call for too many officers. [1]) The opium officer, therefore, engages an intermediary, called *lumberdar*, who, (as we often see in Java, between a village chief and the farmers or landowners), negotiates with the assamees collectively, and is responsible to the Opium Officer in question

[1]) There are more than 1.200.000 poppy cultivators and about 55000 intermediaries (lumberdars.)

for the payment of the monies (advances, settlements, etc.) and for the shortcomings of his subordinates in the observance of the settlement they have been the means of making. The farmers of one village district, inclined to undertake the cultivation of poppy, are at liberty to select their own *lumberdar* or intermediary; but this free choice, may well be influenced somewhat by the officer, and especially by the Zemindar. An active lumberdar is of no little importance for encouragement and control. His exertions are stimulated besides by the prospect of a commission (we should call it Culture-percentage) of 1 R. per maund (= $^3/_5$ picul) of opium, which is paid him by Government, on his delivering in the product from the district under him. From the assamees (farmers) themselves his remuneration consists in the right of scraping out the vessels in which the contractor has conveyed his product to the Government store or godown after emptying, and selling the opium thus collected to the godown master himself. Whence follows that, if the lumberdar is on good terms with the godown master, the former finds plenty of scrapings. On an average it may be reckoned that one lumberdar has a score of assamee-contractors under him, and that on an average, in the Opium District of Benares, accounts have to be kept, with 30,000 lumberdars, and in the Opium District of Behar with 25.000.

From July till October, but generally in September, the assamees apply to their lumberdar, who makes with them a provisional contract (kabooliyet), which he carries to the Sub-Deputy-Agent or his Assistant, who gives upon this a license, while the *Gomashta* (the head native chief) pays to the lumberdar upon this license the first advance, after which each of these *lumbers* (licenses) is inscribed under their respective Kotee[1].

A *Kotee* is a sub-division, i. e. a division of an Opium-Sub-District. At the head of such a Kotee stands the *Gomashta*. He is a Native officer, and stands directly under the Sub-Deputy-Agent. His duties will be presently described, but for the present we must state that, as the administrative officer of the cultures of a sub-division, he is responsible for a good planting of poppy, for all advances paid, (especially that they be all right and not too high), for the observance of the settlements which the *Khattadars* and lumberdars have made with ryots, and for the booking of whatever occurs within his district.

The assamee has, properly speaking, nothing to do with the

---

[1]) Not to be confounded with *Kottah*, which is a sub-division of the Beegah, nor with a Khatta, which is a collection of culture villages.

Gomashta, only with the lumberdar and with the khattadar. The *khattadar*, or head of the Khatta, (being a collection of culture villages) has much the same kind of duties as the lumberdar. He is generally called *Teraï Khattadar*, and he too is elected by assamees for one year, but not by the ryots of one village alone, but by those of the different villages which form together a Khatta. His business is to superintend the payments of advances by the lumberdar, or also to do this himself, and to assist the khatta assamees in various transactions touching the planting of poppy and the delivery of opium, etc. both in the Government's and farmer's interest; for his interference he receives a Government commission (or culture percentage) of 2 rupees per maund.

As it is, therefore, the interest of government that a Khattadar be chosen who is mindful of the opium interests, so it is the assamees' interest to keep on good terms with the Khattadar.

Both the khattadar and lumberdar act in their own interest as promoters and encouragers of the cultivation of poppy; but while the khattadar has a more spacious field to watch over, the lumberdar takes care of the demands for licenses for his fellow-villagers.

The advances play herein a great part.

In August or September, when the lumberdar has made a contract with his fellow-villagers, each individually, for the cultivation of poppy etc. (Kabooliyet), he carries it to the Gomashta. The latter collects from all the lumberdars of his Kotee these same contracts and presents them to the Sub-Deputy-Agent or his assistant for registration. In each contract the number of beegahs is expressed that each undertakes to cultivate, and upon this collective amount of Beegahs of every lumberdar the Sub-Deputy-Agent issues the license, stipulates at the same time the amount of the first advance for every lumber, and causes the contract to be inscribed in the Kotee register.

It is the special duty of the Assistant Sub-Deputy-Agent to record the final result of all the lumberdar contracts in state XI and bring it in comparison with preceeding years, and hence conclude whether there will be an increase or a decrease of poppy plantation. A decrease, of course, is not seen with pleasure, and the Zemindar, and also the lumberdar, (and native officers above him) know this very well. If the decrease is very considerable, fresh instructions are demanded of the Head of the Department.

The khattadar keeps an eye on the settlements made by the lumberdars in his Khatta. Both are responsible to the Gomashta for the contract made and the licence granted upon it. The Gomashta

must convince himself, first through the intermediary of the lumberdar and khattadar, afterwards, if necessary, on his journey of inspection that the shikmee Ryots are able and willing to undertake the cultivation to the full extent to which the khattadar or lumberdar is about to engage for them; further that the land is adapted for the growth of the poppy, and free of litigation; that the Khattadar and the Zemindar be really chosen by the population; and that no ryot who demands an advance, be in arrears for the former year (in which case no advance shall be given, or it shall be reduced to a small amount). In short the Gomashta is the responsible person for the advances paid, and he will therefore, of course, take good care not to be a loser. [1]) In the two districts the arrears of advances amount to several hundred rupees a year. But the succeeding annual reports ever show that old scores have been paid up. The advance is paid to the lumberdar in the chief place of the Sub-district, where the Sub-Deputy-Agent lives; if, however, the Sub-district is too large, the payment may also be effected in the place of residence of the Gomashta, and thus in the chief place of the Kotee. The payment is made in the presence of the Sub-Deputy-Agent, who then, if required, must repair for that purpose to the Kotee. The khattadars are signified in time when the 1st advance will be paid. They in their turn inform the lumberdars and ryots. The arrangement is made so that nobody need remain waiting for his advance longer than 3 days.

Every ryot-contractor may indeed fetch his advance in person, but considering the enormous distance at which the sudder station (office of the Sub-Deputy-Agent) and, in the most favourable circumstance, the chief place of the Kotee, is often from the poppy-planting village, it is easily understood that not many ryots avail themselves of this liberal arrangement for the reception of a relatively small sum of money. Besides this it would look as if one did not trust the lumberdar, with whom the ryot has already an open account, and this would not be advisable for the contractors. So they entrust their interests to the lumberdar, whom they provide with travelling expenses and commission money.

Thus by degrees the payment of the 5 advances has come to depend on the intermediary of the lumberdar, but this entails for the ryot a rather considerable loss on his already scanty allowance, in favour of this intermediary person, and besides this the khattadar, of course, also claims payment for his proceedings, either directly

[1]) The rest of his official duties will be more circumstantially treated under the Head of "Native Opium Staff«.

from the person concerned, or from a certain percentage charged by the lumberdar. But such advances are for the Bengal farmer a powerful stimulant and perhaps the chief incentîve for his cultivation of poppy.

The beginning of September is the time for contracting, and in that same month, or in the beginning of October, the greatest Hindoo festival, the Durga-pudja takes place.

It is considered discreditable if wife and children on such an occasion do not appear in fine apparel. The farmer, therefore, endeavours to get some money against this season, to buy clothes for his family, and if possible, to have a little surplus for a religious entertainment. The lumberdar then arrives very opportunely to offer the eventual contractor the 1st advance, at most 5 rupees per beegah [1]). Self interest urges the lumberdar to regale the ryot upon the sound and sight of bright pieces, thus offering an advance [upon his advance (of courses for a consideration), and the ryot succumbs and signs a contract for a certain number of beegahs that are at his disposal. He is quite aware that, by thus contracting, he comes under the very severe Opium Act, and that he will have to struggle through plenty of trouble and disappointment before he shall have delivered his drug at the sudder godown, or head factory, at the Government tariff, but the temptation of the money, mayhap too, the impending disfavour of the Zemindar (the natural friend of the European and Native opium officer) is too much for him, and — the moral compulsion to make him cultivate poppy is attained.

Without this advance-system there would certainly not be a single ryot (except perhaps in the immediate vicinity of a factory) who would plant poppy for Government account, and send the juice or putty to the factory.

Now the English Opium Officers do affirm in their reports that the government poppy-culture is a boon to the ryot, just because he receives at fixed periods a gratuitous advance, and so can regulate his expenses accordingly; but to others, outside the system, the boon has its great drawbacks. In the first place, these advances are not so entirely gratuitous and disinterested; the Government derives eventually considerable profits from them, and besides so much goes to intermediary persons for services rendered by them, for advance upon advances, etc., that before the ryot-contractor

---

[1]) In very favourable cases a beegah can produce 5 seers = 10 Engl. ℔ or $7^1/_2$ Katis of opium: the first advance is therefore calculated at 1 rupee per seer of 2 Engl. ℔ at most.

gets the balance in hand, the reduction it has undergone may fairly be likened to a not inconsiderable percentage; then, also, he is constantly exposed to the risk of not being able to cover his advance, in which case the Opium Act is applicable to him. He knows all this, indeed, well enough himself, yet the pression is such that he accepts of the advance.

The poppy-cultivators receive in the Behar district 5 advances, and in the Benares district 4, and thereupon follows the settlement and adjustment.

The *first* advance is given in September to an amount of at most 5 rupees per beegah in Behar, and of 4 rupees in Benares; this instalment is paid after the first settlement is made and signed. The *second* about January when the crop appears above ground, and if the prospects are favourable, otherwise the payment is delayed till the third period, or it is not paid at all. For both districts this second advance is 4 rupees per beegah, inclusive of any advance for poppy leaves.

Between the *second* and *third* advance, in the Behar District alone, another advance is made towards the latter end of March, after the chief bulk of the crop has been gathered, and the taidad or estimate completed, at a rate not exceeding Rs. 3 per beegah; however it may not be paid unless the Gomashta has accurately examined the results of the estimate or »taidad". The khattadars and lumberdars who produce an estimate of a smaller amount than 4 seers (= 8 Eng. pounds = 6 Kattis) of opium per beegàh may return home bootless. If the khattadar or lumberdar makes the taidad too high, the population are forbidden to re-elect them.

The *third* advance (thus for Behar the 4th) takes place after the weighments of the opium at the Factory or at the sudder station or chief factory of the sub-district. When, namely, the grower has prepared his crop of juice at home, in such a manner as to render it fit for further preparation, he is obliged to carry it to the factory of his district; if the distance is too great for each in particular, the lumberdar may be charged with it. At the factory the Sub-Deputy-Agent computes by weighment whether the quantity comes up to the taidad. If such should not be the case the khattadar and under him the lumberdar, who must both be present at the weighment, is despatched to seek the offender, and the lumberdar then knows very well how to find out the transgressor among his fellow-villagers. When the affair is settled, the juice or putty is examined in the way prescribed, and the 3rd or 4th advance, according to

the quality of the drug, is handed over to the producer or to his proxy. The khattadar and the lumberdar can render the ryot great service in the weighments and inspections by watching the weighers, or by advocating his interests, but those services and the travelling expenses etc. must be indemnified by the growers collectively. For, as by far the greater part of the opium comes in at the end of March or beginning of April, each, on individual delivery, would have to await his turn to be helped. The growers, however, understand their interests, and know by experience that it is better to get themselves represented by semi-officers, such as khattadars and lumberdars, than to appear to plead their rights themselves; the Gomashta might perhaps keep them waiting no end of time, by which all profits would be absorbed by travelling expenses, etc.

Finally the last advance, which is in reality also, the settlement and adjustment, is paid at some indefinite period. This can only be done by the Agent of the chief place of the opium district, as soon as the whole yield of the crop is known, and delivered in at the Department [1]). On account of the great distance, the poppy grower requires here, too, some intermediary to receive this balance.

Every ryot — says the law — is of course at liberty to contract for the planting of poppy or not, and both the Sub-Deputy-Agent and any subaltern opium functionary are subject to dismissal, if they employ any means to compel a ryot to do so. The formentioned officers will also be at liberty to refuse granting a license for such planting, whenever they think proper to do so, and then the person who is refused the licence is entitled to request the Agent (NB. who lives sometimes a hundred miles or more away) still to accede to his desire of planting poppy

The fact is that when the lumberdar has but once shown the ryot, his fellow villager, that it is his (the ryot's) interest to accept of the first advance, which is always the highest, the future poppy-cultivator — to use a familiar expression — is nabbed. He affixes his cross to a village contract. and thereby his fate is sealed for a whole year, and perhaps even for 5 years if he accepts of an advance for a well for the irrigation of his product. After this the lumberdar informs him of his duties.

It is the Gomashta's duty when the khattadars and lumberdars arrive at the chief place of the Kotee with their contracts (and

---

[1]) As with us in the sugar culture, therefore, it may happen that the last advance of a given Opium year, is often paid off later than the 1st advance of a following culture year.

fi any ryot chuses he may accompany them) to explain distinctly to them, on handing them the license and the amount of the first advance, what are the obligations they incur by accepting the advance; and to see that the engagement taken from the Khattadar is properly attested by witnesses in addition to their names and place of residence. But the lumberdar and khattadar knew all this before, and when they have signed the *hath chittah* with the Gomashta they may return to their village to talk it over anew.

These conditions are stipulated in the culture Act. Their purport is mainly, that the contractor is bound to cultivate the number of *beegahs* for which he has contracted within the prescribed time, and to deliver the product to the Government Opium Department at the Chief place of the Sub-District, at the price as previously fixed by Government. If he fails to cultivate the full quantity for which he has received advances, he is subjected to a penalty of three times the amount of the advances received. All the Opium must be delivered to the Government, and no such opium is liable to be distrained, either by the Zemindar or any other creditor, for the recovery of arrears of rent or any other debts; but the sum due to the cultivator on account of such opium may be attached by order of court in the hands of the Agent or Sub-Deputy-Agent, and for a small amount by order of the Magistrate, who is himself a Deputy-Agent, to be handed over to the creditors.

If the cultivator disposes of his product to others than the Government (and this is soon detected by the strict control and the interests of the intermediaries) he is liable to a penalty not exceeding ten times the fixed price which the Government would have given for that quantity of opium, or to a fine not exceeding 500 rupees, besides confiscation of the opium.

Who plants poppy without a license is punished — as we have already seen — with a fine up to Rs 500 and the poppy plants are destroyed.

And whoever, according to this Act (Opium Culture), has been subjected to a fine and cannot pay it, his goods are distrained or he may be punished with imprisonment not exceeding six months, or until the fine is sooner paid; which acquittance, however, is simply an impossibility for a poor ryot. On repeated transgression an additional imprisonment not exceeding 6 months is prescribed. That such penalties are of frequent necessity to maintain the monopoly is evident from the following: In 1882, for instance, besides 402 such cases pending before the criminal courts, there were 294 more laid before the board by the Sub-Deputy-Agent,

which in accordance with Art. 13 of the Act of 1857 were despatched administratively and not by a court of Justice. The contractors, (says one of the Opium Reports) often endeavour by all kinds of *subterfuges* to evade the cultivation of the full quantity of Beegahs they have contracted for, while accepting of the advance, and therefore the most notorious cases should be severely punished as an example to others.

The word subterfuge, however, is susceptible of twofold interpretation, as used by either party.

This and various other matters are impressed on the contractor by his khattadar and lumberdar; moreover he knows that his village contract once signed, and the first advance accepted, no retreat is possible. Should this case ever occur (which is hardly to be supposed) the contractor incurs so many difficulties and inquisitions that even poppy-planting would seem preferable.

At the payment of the advances the Sub-Deputy-Agent or his Assistant is bound to be present. If he is prevented from appearing in person, he must not neglect informing the Agent of it. The Sub-Deputy-Agent keeps the treasury chest of his sub-district, and the Gomashta is only allowed to have a small sub-treasury entrusted to him. It must, however, contain sufficient to pay the salaries, to purchase jars and baskets, to pay for boat-hire and coolies, repairs of buildings, etc. The outlays of the Gomashta are added to the Sub-Deputy-Agent's cash-account.

---

§ 5. *Thirdly. The Sub-Deputy-Agent's District Tour.*

Between the 1st of November and the 14th of March of each year the Sub-Deputy-Agent is bound to make the entire circuit of his cultivation. Here and there in some village or other he has to survey a piece of land already planted with poppy, to ascertain whether the surbordinate surveyors (*zillahdars*) have measured the ground properly; he has to see whether the irrigation is properly regulated, and whether the ryot duly waters the plantation, keeps the soil clear from weeds, whether the leaf-making and the inspissation of opium have been properly attended to, etc. He inspects the different kotees of his district, and all the wells for which Government has given advances. He is especially bound to see as much as possible whether all the engaged lands are duly under cultivation.

Beginning in the middle of November the Sub-Deputy-Agent is bound to send in to the Agent every fortnight a report of his

journey and of the culture. A skeleton map must be added indicating exactly the route taken in his tour and the villages at which he halted. In his last report that he sends in, he must also mention the cultivation not visited in his tour, and assign the reasons why it was not seen.

If one considers that the Assistant-Sub-Deputy-Agent, too, and the Gomashta are bound to deliver in such fortnightly reports on the culture [1]), it may be inferred how much importance the government attaches to the cultivation of poppy and to the manner in which it is done. And so it is. Besides the prescribed points already mentioned, that the Sub-Deputy-Agent or his clerks have strictly to attend to, he has also to state in his village reports, for what reasons during the running year a *greater* or *less* inclination was manifested for cultivating poppy than in a preceeding year; what instances of unlegal poppy planting have occurred in that village; why this infringement of the monopoly is becoming more and more frequent, (in 1882 alone more than Rs. 10,000 were paid for informers' fees); in what villages the cultivator lets the lands lie fallow after the crop, and inversely in what proportion he sows them with rain-plants or with *cheena* plants [2]); how much Government well- and canal- water has been used for irrigation of such a second crop, and how the payment for such water is locally regulated; whether the 2nd or 3rd crop has been cut in time to allow the planting of the poppy [3]), because when the engagement is once made, the cultivation of the poppy must be begun in time, and the ground must remain at disposal for this culture during six months. After the lapse of these six months, and if there are no particular reasons against it, the cultivator is free either to let the land lie fallow, or to plant it anew; as soon as the six contract-months set in there is no respite.

Further the re-measuring of the lands engaged for is a matter not to be neglected being reported on in detail. This re-measuring is chiefly the task of the Gomashta during his »tour" of several months. By his influence on the khattadars and lumberdars he is

---

[1]) Properly the Gomashtas have to make up a weekly and a fortnightly report on the culture.

[2]) Under rain-plants must be understood crops requiring much rain or irrigation to thrive well, and under *cheena* such plants as require little or no water.

[3]) I call these the 2nd and 3rd crops, for, in some parts of North-Hindostan the capabulities of the soil do indeed occasionally allow of 3 successive crops in a year, according to agricultural reports, without exhaustion of the soil, often even without the addition of manure. Thus they have 1st Poppy from November till April, a *cheena* or dry growth in April, May and June, and a wet or rain growth from July till October or November.

indeed the man who is responsible, that the number of beegahs engaged for be not measured too scantily.

The *Zillahdars* or native surveyors are provided by the Sub-Deputy-Agent with duly stamped measuring apparatus, and *Mohurirs* and *Matsuddis* (two subordinate native culture officers) check the calculations; the Gomashta revises them and takes some measurements himself as tests.

The Gomashta must be ready with these test-measurements by November, or at latest the beginning of December, that when the Sub-Deputy-Agent arrives on the spot he need not wait with his control.

The Sub-Deputy-Agent is enjoined to take care that on all his tours he be accessible to all ryots, to listen to all their complaints, to attend to their interests, etc. etc. When, finally, he returns in the month of March to his sudder or chief station, he immediately appoints the *dundidars* the *purrukheahs*, the *kurkhunneahs* and all the other categories of *ticca* officials who are employed for the weighment, examination, classification and appraising of the opium and leaf brought in. If a Kotee or a store lies too far from the chief place of the sub-district, he may ask the Agent's permission to send his English or his native Assistant to that Kotee for the leaf weighments and classification, which must be concluded by the end of March.

The Assistant Sub-Deputy-Agent is bound to assist in all these duties. If the Sub-Deputy-Agent charges him to make a journey through a certain part of the sub-district, he is obliged to conform, and he holds the same inspections as the Sub-Deputy-Agent himself.

We must here add in conclusion that functionaries who, by industrious inspections and extension of culture, promote the interests of their country are especially signalized.

---

§ 6. *The Sub-Deputy-Agent's Duties at the Time of the Weighments.*

The period for the weighment and classification of the opium (chiefly March and April) is for the Sub-Deputy Agent a busy and difficult time; for, not only are there daily many jars of opium brought in for examination, but he has to take good care that the product be not adulterated, and contain not too much *pussawah* (watery particles), that it correspond to the prescribed Standard Opium, and that it be not classified or rated too high. As has been already observed, he has no chemical speciality to aid him, so he conducts his researches on his own responsibility,

and must be on his guard to incur as few remarks as possible from the headfactory — where the product dispatched is examined anew — for he might be put down as incompetent.

But also for the growers this is a time of suspense. In the first place, if they wish to carry their product themselves to the sub-factory, they have to undertake a journey of several days (and this same journey, if they chuse, they have to make more than once in the course of the year before the final adjustments of accounts take place; (which, by the bye, the Opium-reports depict as a great drawback).

It has, indeed, been deemed desirable to establish several Sub-factories in other places besides the chief-place of the Opium sub-district, but the objection to such a proceeding, chiefly of a financial nature, are preponderant.

On the other hand, if the assamees cannot go themselves, they are obliged entrust their crop, obtained with so much trouble and expense, to a third party, and the result of the examination, appraising, etc., becomes for them still more precarious. The rule is that a person of the same lumber only may carry with him the opium of a fellow-lumber, the lumberdar must be made cognizant of this.

Then when they arrive at their destination, the head or sub-factory, they are uncertain as to the duration of their stay, the temper of the weighers, the examination, etc. And even the consciousness of not having tampered with the opium, and of having treated it as carefully as possible, does not lessen this anxicty. Although the notice is given in time at what date one or more Zillahdariates may appear for the weighment of their product, yet most of the assamees take care to be present several days before, preferring to wait their turn patiently than to come too late.

Yet many regulations are made for the time and manner of weighing, and as these are of importance for the poppy contractors, I will briefly mention them here.

Before the weighments of opium are commenced, the Sub-Deputy-Agent examines the weights and scales in use in his districts, and reports the result to the Agent.

The assamees are summoned in by Zillahs. Their opium after weighment is to be *chellaned zillahwaree* (in the order of their zillahs) a separate chellan being prepared for each zillah.

The gomashtas keep a »hazree'' *book of weight*, in which the names of the khattadars or lumberdars are entered as they report themselves, and according to this list their order of weighment is

conducted. Any remarkable deficiency in the taidad is at once brought to the notice of the Sub-Deputy-Agent [1]) The last four columns of this book are regularly filled up as each khatta or lumber is weighed off, under the following headings:

1st Date of Summons,
2nd Date of Hazree,
3rd No. of khatta or lumber,
4th Name of village,
5th Taidad of opium,
6th No. of Assamees,
7th Date of weighment of opium,
8th Weight of opium,
9th Increase as per columns 5 & 8,
10th Decrease as per columns 5 & 8.

When the day of weighment has arrived, the assamees place themselves in rows (according to their lumbers) near the scales. The Zillahdar then first walks round, takes from each jar a small sample, which is treated by the Sub-Deputy-Agent with tincture of iodium before the weighing commences. After weighing, the classification into 5 sorts is made by the purrukheah under the eye of the Sub-Deputy-Agent. Every weigh-day the names of the weighers (*ticca mohurirs*), the purrukheahs, the kurkhunneahs, the umpires, the clerks, etc. present at the weighing, must be entered in the weighment register to facilitate researches in the event of fraud.

The scales are numbered, and every morning the principal native Officers are stationed by the Sub-Deputy Agent or his Assistant at another pair of scales, to prevent any malpractices between lumberdars and weighers. Every opium-cake must be inscribed with the name of the grower concerned. It is the *Zillahdar* (head of the Zillah) who must attend to this.

The Gomashta keeps the cake register, viz after every grower's name he fills in the weight of the opium-cake, of what kind of opium it consists, etc. After the weighment and classification the Sub-Deputy Agent sets a mark with chalk. For the different sorts there are special marks.

In order to prevent all malpractises of the weighers (mohurirs), an umpire sits beside the scales to watch the weighments, and at the other side a village scrivener from the lumber or khatta concerned, sits beside the register mohurir. This umpire must also be, if possible, chosen from the same lumber or khatta, and

---

[1]) The manner of making the taidad will be given further on.

both these persons take note of the results of the weighments, which must be written in Hindee. First the opium together with the vessel is weighed, afterwards the jar separately, to calculate hence the net weight of the opium.

The gomashta keeps a separate register in which after weighment he notes down the suspected cakes; the vessels containing such opium are then closed and sealed and set aside till they are examined chemically. The assamee concerned is then not allowed to touch the jar any more, and the 3rd advance is withheld. If, however, it is approved on weighing, the lumberdar receives a certificate on which the weight of the opium of his license, or lumber, is stated, and upon this he can receive the 3rd advance the next day from the Agent or Sub-Agent. The lumberdar is obliged to give to each of his assamees his due share of this, or if they have not appeared, he returns back to his village with the money. In the registers, however, the names of the contractors belonging to one and the same lumber must be distinctly entered, the due checking of each one's share rendering this necessary.

The *suspected* opium is first weighed, then that which has the appearance of being good, beginning with the lowest marks. It is calculated that in this manner from 400 to 1200 jars can be handled per day. Every evening after weighing, the vessels are closed, sealed and ranged in the store according to the Kotees. This storing is booked daily, and on the morrow before the general weighment recommences, the jars of the day before are first again placed on the scales. The registers kept are laid every evening before the Sub-Deputy Agent to be signed by him.

When a *chellan* of opium [1]) is ready for conveyance to the head-factory, the gomashta with his native assistant examines whether the invoice is in order, and the seals uninjured; then the gomashta writes out a pass which must accompany the invoice. This contains the name of the Kotee, of the chellan. of the Zillahdar and of the attending *burkundauze* (guard), the date of the chellan and the number of the jars or pots despatched; commonly this does not exceed 100 pots of approved opium, as also the suspected product. When the Sub-Deputy Agent has signed the pass, it is given to the jemadar or warehouse guard, who therepon may cause the prescribed number of pots to be removed from the godown (warehouse, *goedang*); for the jemadar is strictly forbidden

---

[1]) By *chellan of opium* is understond all the jars and pots of opium coming from one and the same Zillahdariat, and is therefore of the same sort and quality.

to have any opium removed from the godowns by order of whomsoever, without the removal being covered by a pass. Every zillahdar is bound to accompany the transport of his chellan to the head-factory. At every halt (for his journey may last many days) the pots and jars must be arranged in line, for the purpose of ascertaming at a glance whether any are wanting. He is also bound to keep a diary of this journey and write down in it the names of the persons who have been on guard during the night.

To guard the godown properly the jemadar or head-watchman is bound to station at the corners of the wall encircling the godown 2 burkundauzes or watchers. Every watch lasts 3 consecutive hours and the Jemadar must make the round in person at least once per three hours.

For the weighing of opium, the comparing of the different weighments, and of the opium delivered with the standard opium, and especially for the classification both in the head and sub-factories, there are a number of rules and statements given to fill up. Not only must everything be well sorted with view to the Chinese-Market, but the growers may not be paid more than is necessary. At the final settlement of accounts the cost price of the opium may not exceed Rs. 5 per seer (= 2 Engl. ℔ = $1^1/_2$ Katti). But this is for such opium as agrees *in every respect* with the standard sample, all the other classifications are paid less than Rs. 5.

As with the weighment of leaf and trash, so also are extracts of those statements sent to the khattadars — but only as far as regards the financial portion in which the planters are concerned — and they can then, if they chuse, explain them at home to the assamees of their Khattadariat. Probably the khattadar will not give himself too much trouble to explain these adjustments.

We need not, just now, enter further on the complicated details of this adjustment account; to some points, indeed, we shall be obliged to revert presently when speaking of these adjustments.

Let us first consider the leaf and trash accounts, for which the regulations are made almost as minutely as for the opium itself.

Above we have already spoken of the use of the flower-leaves or petals of the poppy. The annual crop of these amounts to 20 or 22,000 maunds (= 12 or 13,000 piculs), but every grower is of course concerned for only a small part. They distinguish 3 sorts, which, according to the quality, are paid 10, 7 and 5 rupees per maund. This is not much, to be sure, considering the slight weight of the petals, but it still remains an additional profit, the more as the grower would otherwise have to throw away these petals.

The weighing of the leaf is done in the same way and with the same staff as that of the opium. The first deliveries take place already at the time when the 2nd advance is to be paid; but as it is not worth while to make such a distant journey for such small returns, only the villages near the factory can profit of this earlier weighment, and the others must wait till the payment of the 3rd advance. They are brought up in leaf cakes of 1 seer (= 2 ℔ Eng.) and put on the scales, which mark up to 2 cwt. (= $1^3/_5$ picul). After weighing, the examination takes place, and the classification into 3 sorts. For this, too, there are standard leaf and standard cakes at hand, and if the grower is dissatisfied with the classification, he may appeal to a higher authority, if he or his deputy has time and inclination to wait for this verdict. An accurate examination of the leaves, however, is indispensable; for, as has been said, the practices to which the grower has recourse to render the leaf heavier, or to give them a beautiful appearance, are numerous. For preserving the bundles of leaves, they are arranged in godowns built for the purpose, fitted up with drying-racks, and in order to prevent heating and to allow of ventilation, not more than 4 bundles of such leaves are laid upon each other along the laths of the drying frame. At night and on foggy days, the stores are closed to keep out damp as much as much as posible.

Once a week the bundles must be turned in the racks and examined to see whether they are attacked by insects.

On sending the opium to the head-factory the stored petals are added. For this purpose they are laid in large baskets, and the bearer is provided with a pass containing a description of the product; on arriving at the head-factory they are again weighed and examined, for the purpose of controlling the officers of the sub-district. The petals are then preserved in the stores of the head-factory in the same manner as in the smaller godowns of the chief place of the sub-district; there, too, (as we shall presently see) they are further sorted and prepared for the contemplated purpose.

March and April are the months when most petals are sent up and sorted in the factories. If the same good results are not obtained in the head-factory for the classification of the petals, as was the case in the factories of the chief-place of the subdistrict, by which too much would be paid, then the adjustment takes place as with the opium, at the final settlement of accounts.

To control all this properly they use a passably detailed register

for the weighment of the petals, a register (at the same time a pass) of the despatch of the petals in baskets, an *assameewar* pay-register, another for payment per lumber, and another again for each kotee of the sub-district.

Finally the adjustment register containing all the petals delivered by one Khattawar with the differences of the classifications in the sub-districts and the head-factory; and the consequent calculations how much each assamee has to receive after deduction of his advance.

The calculation of the quantity of trash etc. is less complicated, since the value of this product is trifling, and sometimes by great distances not worth the cost of collection and transport. In the most favourable circumstance, therefore, 4 annas, or $^1/_4$ Rs. per maund is paid, so that nobody who is not in the immediate neighbourhood of the factory can make any profit of this product. Besides this, the sale of trash and straw does not take place per individual or even per lumber, but generally per Khatta, and the khattadar or lumberdar must then simply settle the amount with the collectors. Nevertheless in the two opium-districts about 60 or 70,000 maunds of this indispensable product for opium package is collected annually. It is sent to the chief place in baskets containing 1 maund.

If all this is done by free labour, as is affirmed, then the Bengal ryot has indeed no very high pretensions; but we shall presently see by the operations of the Zillahdar that a stimulus is necessary not to neglect the collection of petals and trash.

While these weighments of opium, petals and trash are going on, thus from April till June, the Sub-Deputy-Agent must remain at the sudder-station, that is the chief place of his sub-district. His English Assistant, too, and the native officers concerned are not allowed to absent themselves from the spot. The Assistant must also be afforded an opportunity of capacitating himself by his own exertions for his duties.

The Sawu or Haawu Group.

with a Sketch Map,

BY

J. G. F. RIEDEL,

C. M. Ethn. S. Berlin, etc. etc.

The Sawu Group, to which are reckoned the islands of Sawu, Randjua and Dana, visited in 1770 by the celebrated James Cook, is situated between 121° 10′ and 122° Longitude East from Greenwich, and 10° 20′ and 10° 50′ South Latitude.

These islands belong to the triassic period. They consist of variegated marls, and sandstone, frequently disrupted by strata of slate clay and dolomite. The mountain range which intersects the island in the middle from West to East nowhere attains the height of one thousand metres. The most prominent tops, proceeding from the East, are Perihi, Tidida, Teriwu, Tadae, Merabu, Lokoei and Kebuhu. The rivers there (which, however, are all dried up in the East monsoon), are the Ubau, the Galaa, the Hego, the Egerehi, the Pudu, the Beri, the Banjo, the Liu, the Menia, the Leoge, the Maba, the Bodo and the Daemada. The soil is very poor on account of the irrational way of exhausting it persisted in for centuries, or the annual burning down of the young woods, and is covered with short grass, in some places only varied by small groves of Borassus flabelliformis, Stadtmannia sideroxylon, as likewise Moringa polygonia and species of Soneratia. Extensive plains are not found here. Such morasses as there are, are used for sawahs or rice-plantations *maare* which, however, in consequence of lack of water seldom yield a satisfactory harvest. Footpaths *rudjara* which are also very practicable for horses, are found along the strand from Seba to Mesara, Liai, Timu, Menia and other nagaris or villages. Across the top of Lokoei runs the road from Seba to Liai. Anchor-

ages for larger ships are found near the nagaries of Seba and Timu. The East monsoon, when the scorching heat is insupportable, prevails from April till September, the West monsoon from October till March. These islands are reputed very healthy.

According to tradition the ancestors of the present population came from the West. A certain Haawu, after whom the largest island is named, the son of Kika, stranded with his followers about six hundred years ago at Randjua. Their descendants, namely: Dewadidakana, Uma, Djerru, Tubeladjella, Laihaba and Matalai destroyed successively the original tribes, and took possession of the islands. Afterwards people from Modjopahit arrived at Randjua, a part of whom settled down at Dana. The chiefs and elders seem to have been in connection with the delegates of the Honorable Netherlands East India Company as early as 1612. In 1675 they were chastised on account of the launching of the "Kaspel" and a representative of the Company arrived at Sawu. In 1828 this post was left unoccupied for a short time. The present official who is established at Seba, but who has in general very little influence on the population, as they are left entirely to their own direction, stands under the Civil Authority of Rote. The island of Sawu is divided into five Provinces, as: Seba with the kampongs Menia, Bado, Dewa, Kebila, Maba, Lubulubu, and Seba; Timu with the kampongs Lui, Kudjiratu, Bali, Awu, Hurali, Barai and Timu; Mesara with the kampongs Daihuli, Tanadjawa, Wuirae, Lobohede, Pedarro, Lenakapa and Mesara; Liai with the kampongs Kolorame and Liai; and the island of Randjua with the kampong of that name.

The number of souls amounted in 1880 in the Provinces of:

Seba . .	to 2056 m.	2422 w.	1786 b.	1652 g.	Total	7916
Timu . .	» 1351 »	1416 »	1175 »	1356 »	»	5298
Mesara . .	» 1454 »	1317 »	955 »	745 »	»	4471
Liai . . .	» 821 »	869 »	628 »	711 »	»	3029
Randjua .	» 752 »	727 »	432 »	401 »	»	2312, or

together 23,026 souls, of whom 2497 are Christians; there are no Mohammedans in these islands. One language only is used.

The natives of Sawu belong to the light brown, sleek-haired, Indonesian race, and are of the orthomeso- and hypsimeso-cephalic cranial type. The skin of the inhabitants of Liai is, however, of a darker colour. The men attain a height of 1.53 metre, the women of 1.44. Both are of slender build. Their faces are oval and in many young men

and women with a very engaging expression. Their eyes are black and sparkling, some of the women have a wild glance. They have abundant heads of hair; several of the men are also very hairy on their bodies. Arms and legs are middling but muscular. The breasts *huhu* of the women are small and pyriform. The genitals of the men are not large, while the vagina of the women is strait, so that they try to widen it by artificial means. The menses *darat*, during which the woman need not seclude herself, begin at a very early age. Both men and women are very nimble in their movements, are active, and, when not under the influence of liquor, good-natured and hospitable. They are very susceptible of higher cultivation in sciences and arts. The men are competent traders, though trade on account of the paucity of products, *anjudahi*, shells of the Chelonia imbricata and *penawi dorro*, Holothuria edulis, on the island is insignificant; they are courageous and brave in war, which makes them feared by the natives of Timor, Rote, Sumba, Pulau bunga or Flores, and Solor. They occupy themselves with the tapping of palm-wine, the tilling of the fields, the building of dwellings and fishing in deep water; while the women weave selimuts and sarongs, and do the household work. The married women are true and chaste. When no strangers are present they eat with the men and children together. Among the young people, the *monengaru* and *baning-garu*, however, a very licentious sexual intercourse prevails. The men prefer women who have lost their virginity *ngaru*; it is therefore not difficult for strangers visiting this island to cohabit for a trifling *belis* or dowry, with an unblemished maiden. Towards foreigners the natives are exceedingly prepossessing. On entering a nagari the strangers' feet are washed *bahe* by unmarried damsels to make them forget the place they come from.

The favourite colours *worawa* are: black *madi*, blue *dao*, green *mangaru* and yellow *keunji*.

Albinos and the insane are not revered. During the East monsoon it often happens in the Provinces of Timu and Liai that the married women behave collectively as viragos. They then beat each other, run about like furies with dishevelled hair, climb into the highest trees and shake the branches, yelling and uttering expressions that suggest hysteromania.

The Sawunese have a certain veneration for the *leo*, according to their conception, the male principle that is present in the *liru*,

the firmament, and concentrates itself in the sun; as also for the *rai*, the earth, or the female element, that is fecundated by *leo* during the thunder *doro liru* and lightning *bela*, to which powers, however, no sacrifices are made. The usual sacrifices are to the *wango* or *nitu*, the spirits of the departed, *apu nuhi* or *apu kedjaku*, who stand under the supervision of *ama pigalaga*, a genius who lives under the islands, and to whom prayers are offered through the intermediary of the *ama ratukahu*, divines or enchanters, in sickness, when entering upon some undertaking, such as the building of houses, the laying out of fields, at births, deaths and marriages. The offerings consist chiefly in rice, dog's flesh, hog's liver, fowls, sirih-pinang and tobacco. It is also the custom to offer rice to some trees, in hopes that they will yield more fruit. By means of dreams *nii* the *wango*, who are duly taken care of by the survivors, place themselves in contact with the living, whose *hemanga* or soul comes in contact with *wango* during sleep. The *kuku* or night-owl is also considered as the emissary of the *wango*. Independently of the belief in the *wango*, it is usual to consult the future, or the forementioned male principle, *heleo*, by examining the entrails of fowls *erru manu* and the liver of swine *ade wawi*. The prohibitions *iedo* or *doluri* made by their ancestors *apu nuhi*, and which are still observed by the orthodox Sawunese, are the use of obscene expressions in the presence of children or sisters, carnal intercourse between parents and children, or between brothers and sisters, the eating of crocodiles, rats, serpents and owls, the stealing of fruit, railing *pedede* at parents or other old people, married women to sit near other men, or to sit promiscuously at meals.

The government is exercised by the *duae* or radja, assisted by the *duae weto* or second ruler, the *tamngu* or nagari chiefs, the *madoro* or inferior chiefs and the *leo rai* land-owners or descendants of those who first took possession of the grounds in the island. These offices *dedengara* are obtained by birth-right and the choice of the elders *udu*. The revenues of the chiefs consist in one half of the produce of the collected juice and branches of the *tua* Borassus flabelliformis. Further the padi and djagong fields of the chiefs, as also their dwellings, (but these latter against feeding) are tilled and built by the population. The ranks *ngara* or *wini* consist in the *wini duae*, the higher nobility, to whom the radjas belong, the *wini duae weto* the lower nobility, the second ruler and *tamngu*, the *dau pemutu*, freemen, whose chiefs *udu* are called elders or progenitors, from among whom the

madoro is chosen, and the slaves *anaiki*, who have now totally disappeared. The *leo rai* or *maukai* stands in some Provinces as to birth higher than the *duae*. The punishments *hedui* for theft, wounding, murder, arson and adultery are fines, for which the collective relatives are made responsible. To bear testimony to the truth, oaths *pehupa*, or *tola*, consisting of denunciations under the open sky with the face turned towards the sun *lodo* are in use.

Landtenure is allodial *raî moneaha*, with the exception of grasslands *wido* and *liha*, where thousands of horses *djara*, buffalos, goats and sheep pasture, or the *rai duae*, which now that the influence of the *leo rai* is much diminished stand under the care of the radjas. All landed property is duly defined by landmarks *wate*. The uncultivated grounds *rai pada* and a few old forestlands *djame wedui*, among which are included the *djame dopana* — holy woods — are still under the rule of the *leo rai*. Selling of lands is against the received custom. Most of the fields or plantations *doka* are laid out in the vicinity of the nagaris. These nagaris, consisting of a number of sorely neglected houses standing on piles 1.50 metre from the ground, and covered with very high roofs, are erected in very delightful situations, with a free prospect of the sea. The popular belief is that it is *doluri* to remove the kampongs. The furniture among the natives is very primitive and consists of a few *dapi* mats, *kaba due tua*, pail, *kaba djare donahu* a vessel from which to drink tua-syrup, *hope*, a vessel to preserve padi in, and *kerigi ngaa*, to hold rice, *kerigi*, a basket for boiled food, *kaba huru ngaa*, a rice or djagong spoon, *kerigi dai*, a rice-winnow, *masara erru*, earthen pots and further cooking utensils, moreover some boxes *kepepe* in which bracelets *riti* of shells, *mela* of copper, *pudi* of gold, as also some apparel *bala*, as *hii*, shawls, and *ai*, sarongs, are kept. These tissues are made or woven of *wangu* or Gossypium indicum of the women's own planting and cultivation. Every Province has a pattern of its own. In the same way the radjas, the second rulers, *tamugus* and their relations, are distinguishable by their dress. Their arms *kepoka* consist of swords *hemale*, pikes of bamboo or hard wood, wooden staves and pebblestones. A few chiefs possess fire-arms. Their food is rice *are*, maize *teri djawa* and *teraa*, various sorts of *katjang*, *kebui ae* and *kebui iki*, Phaseolus lunatus and radiatus; further a great deal of horse and dog, fish and shell-fish, as likewise syrup from the juice of the Borassus flabelliformis boiled. The *tua*, which after fermentation

with the bark of the Caesalpinia ferruginea has a very intoxicating power and is then called *lalu* or *eidopadu*, is the only beverage; for which reason the women are forbidden the use of it. In times of drought the syrup is the only article of food. As narcosis the sirih-pinang *mama kenanga* is used with lime and gamber, this last prepared from the leaves of the Uncaria Gambir.

Marriages are contracted with or without *kebue*, dowry, which represents a value of from ten guilders to three thousand. Marrying in their own kampong without *kebue* the children follow the mother. If a man marries a woman from another Province he is bound to pay this, otherwise the husband is obliged to abide with his wife, *unu ohanga teama teapu*. The ceremony is concluded by chewing together, the bridegroom *laikere ili mamone*, and the bride *laikere ili mobani* some sirih-pinang. Divorce *telange* takes place when the married couple live in constant discord, or if the husband catches his wife in flagrant adultery *ludji piga*. The children, as well as all the property, are then divided among the mutual relatives.

Besides the meats forbidden to her family, the woman when big with child *taniae*, may not drink any strong liquors. The women in such a condition are not considered unclean, and may continue coition *pemai* till their confinement. Before the partus a lying-in-room is prepared within the house, in which no men except the husband are allowed to enter. Outside the house this apartment is indicated by young kalapa leaves and thorny bushes, these last to prevent the envious *wango* from disturbing the woman in labour. The first delivery, which takes place in a crouching position, is attended by two elderly females, friends or relations. Afterwards the husband officiates if the woman does not do it herself, because generally parturition takes place without any difficulty. After parturition the placenta *uwi* is preserved in a basket *totomu*, or in an earthen pot *erru*, and hung up by the husband or father in a tree. The umbilical cord *ahu* is preserved, and when dried is used in cases of illness of the child, to be taken with rice or djagong pap. After child-birth the woman's private parts are washed with a tepid decoction of the leaves of the Vitex pubescens, after which she may go about freely wherever she likes. In cases of heavy metrorrhagy the genitals are moistened with a decoction of the leaves of the Erythrina fusca and Allium ascalonicum. After the child has been carried out of the house to be shown under the

THE SAWU OR HAAWU GROUP.

122°

11°

11°

122°

Amand Lith. Amst.

open sky to the *leo*, festivities *worodau* are held. On the third day after delivery the woman goes and takes a sweet-water or a sea-water bath. Then all is finished, and the mother may resume her former habits as to eating and drinking and anything else. When the child can crawl, its hair is shorn and the ceremony of name-giving takes place. If a child is brought into the world in the month of *werru daba*, the father is obliged to mark on its forehead and cheeks certain signs with sirih-pinang spittle. On piercing the ears no festivals are celebrated. When the symptoms of puberty appear, the girls are subjected to having their teeth filed, a koli leaf rolled up is introduced as a dilator into the vagina to enlarge or widen it, and the breasts are kneaded. The boys submit to the *bĕkka* or the slitting of the prepuce, which mutilation is performed by a proficient, generally an old man. As long as the wound is not healed the patient is not allowed to eat salt.

Illnesses *pada* or *bere* owe their existence, according to popular idea, either to inheritance, such are consumption, framboesia *kemou*, scabies *keriti* and leprosy *hebadoheba*, or to the influence of the discontented *wango*, who hold fast the souls *hemanga* of the living if they are not duly fed, producing fevers, belly-complaints and other maladies. To obtain recovery offerings are made, or food *ngaa* is laid before the *wango*.

On decease the bodies *dau made* are wrapped in sarongs and linen tissues, with gold and silver rings and beads (corals) thrust in the folds. A piece of gold is put into the mouth to purchase, if necessary, water during the journey to Tandjong Sasa their Elysium in the Isle of Sumba. The bodies are buried in a sitting position, with the face towards the West. With men an earthen pot filled with *eidobadu* or palm-wine is put into the grave. Upon the graves the horses and buffaloes are killed, one part as a token of competency to accompany the *hemanga* to the land of souls, the other to be consumed by the survivors. After a short stay at Sasa the *hemanga* return as *nitu* or *wango* to the Sawu islands, to abide there in the woods, rivers and stones in the neighbourhood of their relatives in order to protect them.

The Sawunese are great lovers of singing *djukalodo* and dancing *padoa* or *pedoa*, as the *doro nobo lai* on all occasions, and the *lendong* in cases of death. To dance the *doro*, sometimes accompanied with a drum *dere*, the men and women dress in their

best clothes, while the latter having adorned their hair with *hedui* Jasminum Sambac, attach the *kedue,* small baskets of a peculiar shape with *kebui* beans in them, to their feet, in order to beat time properly. When singing in their dwellings they accompany themselves on the *ketadu* or *sesando* and *kehilu* or *suling*. In the first month of the year, the new moon *luha* in October, great popular festivals are held, such as the *bagar ae* — throwing the stone — in which the Sawunese are very expert, the *daba* — a kind of cock-fight with iron spurs *bang galiu* and *hole*, and the *voti dara* the running of horses. These festivals are attended by all the inhabitants of the nagaris.

Their time is determined by the chewing of pinang till the spittle becomes red *hewari pemama rukenana,* or the boiling of djagong maize, *hewari pehogo ngaa.* The year is divided into twelve months *werru*; viz. *werru bagarae* which begins with the new moon of October; *werru kooma, werru naitetebui, werru wilakolo, werru daba, werru bangaliu, werru kililawadja, werru bole, werru dabake, werru tunu manuk, werru aa* and *werru ari.* The morning-star is called *moto murai,* the evening-star *moto larolodo.* Earthquakes *keradu worai* are occasioned by the *ama pigalaga's* moving to ascertain whether there are still people living in the island. So every body is then bound to make as much noise as possible, or to give signs of life. The points of the compass are: *bodae,* the north, *bolou,* the south, *barradimu,* the east, and *waa* the west. The day *lodo* is divided into *idaremmi,* the morning, *djemiae,* noon, *netulodo,* evening, and *madalodo,* night. Their weights and measures are the *piko,* picul, *kati,* kati, *uku,* a measure of about one kati weight, as also the *tobo,* the *repa,* fathom, and the *ega,* span. Gold and silver money is in request, more especially the sovereigns, which are imported in great quantities by buyers from Java and the Mauritius, who export annually a great number of good horses from this island. Computations *kire* are made with calculi.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE TRIMESTRIELLE.

Section du Gouvernement Colonial.

LES COLONIES NÉERLANDAISES DEPUIS 1883,

PAR LE DR. P. A. VAN DER LITH.

Suivant l'exemple, donné par M. Kan, nous publierons ici un aperçu rapide des principaux ouvrages et articles, qui ont paru sur des questions de gouvernement et d'administration depuis l'exposition internationale de 1883. On sait par M. Kan quels ont été les motifs qui nous ont poussés à prendre l'Exposition comme point de départ. En outre, ce choix nous donne la liberté de renvoyer nos lecteurs à la liste des ouvrages sur le gouvernement des possessions Indo-Néerlandaises, qu'ils trouveront dans le catalogue de la section des colonies Néerlandaises, groupe III, 15me classe. Cette liste, bien qu'elle soit loin d'être complète, contient néanmoins les ouvrages les plus importants, pouvant servir à l'étude de l'administration néerlandaise aux Indes Orientales.

Il va sans dire que notre Revue ne devra nommer que les publications sérieuses et d'un intérêt général. Par crainte de devenir prolixe. il nous a fallu écarter les articles de journaux et les écrits de parti, et tous ceux qui ne traitent que des questions personnelles ou purement locales. Ainsi, la plupart des pamphlets et des brochures qui n'ont vécu ou ne vivront que »ce que vivent les roses", ont été mis de côté.

Ceux qui désirent étudier le système de gouvernement, appliqué aux Indes Néerlandaises, doivent tout d'abord s'occuper des publications officielles, qui forment, prises dans leur ensemble, une source précieuse d'informations. En premier lieu, il faut citer dans ce genre les »procès-verbaux des séances des Etats-généraux" [1]) avec

[1]) Handelingen der Staten-generaal. Pour les Indes occidentales. il faut consulter en outre les procès-verbaux des assemblées coloniales.

les pièces justificatives. Dans ce recueil on trouvera les projets de loi, présentés aux états-généraux avec les pièces à l'appui, les rapports des chambres, les réponses des ministres, etc.; tout cela d'un haut intérêt pour l'étude du droit public et administratif des colonies, lorsqu'il s'agit d'un projet de loi portant sur un sujet colonial. C'est surtout le cas du *budget annuel* pour les Indes Orientales. Depuis 1867 — époque du premier budget, arrêté par la loi — les pièces justificatives accompagnant le projet du budget renferment de précieuses données sur l'administration, surtout dans les premières années. Mais la plus importante des pièces officielles, que le gouvernement publie dans les »Handelingen" est sans contredit le *Rapport annuel* sur la condition des colonies, déjà cité par M. Kan. Il consiste en 3 parties: Indes Orientales, Surinam et Curaçao. On pourra se former une idée de l'importance du Rapport pour 1884 par l'énumération des chapitres, qu'il contient [1]). On y a joint des statistiques nombreuses, dont plusieurs sont d'une haute importance, tandis que d'autres ne sont que d'une valeur fort douteuse. Un extrait du Rapport est publié par les soins de M. Wijnmalen dans l'annuaire statistique des Pays-Bas.

En dehors des »Handelingen", il faut citer en premier lieu l'*Annuaire pour les Indes Orientales* (Regeerings-almanak voor Nederl. Indië). Ce livre remarquable, qui est une publication officielle, émanant jusqu'ici du bureau de statistique à Batavia — bureau maintenant supprimé — est un véritable manuel pour l'étudiant du droit public et administratif des Indes Orientales, surtout quant à la première partie, qui contient des données sur le territoire, la population et le gouvernement de la colonie. Les aperçus brefs, mais généralement complets, sur les diverses branches de l'administration qu'il contient, sont d'une grande valeur, qui est encore rehaussée par l'indication des n^os^ du »Bulletin des lois" ou du »Recueil administratif" contenant les principales lois, décrets etc. On y trouve aussi des statistiques importantes. La seconde partie contient l'almanach et l'indication des fonctionnaires

---

[1]) *Indes orientales* (224 pages in folio sans pièces à l'appui). A. Territoire et population. B. Gouvernement. C. Communications politiques et générales. D. Armée. E. Marine. F. Justice. G. Cour des comptes et comptabilité. H. Administration en général. I. Département de l'intérieur. K. Département de l'instruction publique, des cultes et de l'industrie. L. Département des travaux publics. M. Département des finances. N. Fonctionnaires. O. Industrie (contenant aussi l'agriculture et le commerce). *Surinam* (17 pages). A. Territoire. B. Population. C. Communications générales. D. Administration de la colonie et des provinces. E. Armée et marine. F. Législation, justice et police. G. Cultes. H. Etablissements de bienfaisance. I. Instruction publique. J. Service médical. K. Travaux publics. L. Voies de communication. M. Finances. N. Fonctionnaires. O. Immigration et colonisation. P. Industrie. Le rapport sur *Curaçao* (12 pages) contient à peu près les mêmes chapitres.

et des autres personnes pouvant être utiles au public, et d'autres renseignements personnels.

La législation pour les Indes Orientales se fait soit par la loi, soit par décret Royal, soit par ordonnance du Gouverneur-Général. Ces lois, etc. sont promulguées dans le »Bulletin des lois" (Staatsblad van Nederl. Indië) [1]) qui paraît selon les besoins. En dehors de l'édition officielle, il en existe d'autres, tout aussi correctes et plus faciles à manier. Il faut surtout signaler l'édition de M.M. J. Boudewijnse et G. H. Van Soest [2]), parce que les éditeurs se sont appliqués, avec un résultat assez heureux, à mettre de côté tout ce qui a été abrogé, à ajouter des renvois aux lois antérieures, et qu'ils ont enrichi l'édition de notes et d'explications fort utiles. Notons de plus le »claquet" sur le bulletin des lois de M. Albrecht [3]), qui peut très bien servir à se retrouver dans le labyrinthe de la législation coloniale. Pour bien connaître l'administration dans les Indes Néerlandaises il faut consulter aussi la Gazette de Java (Javasche Courant), organe publié par le gouvernement, et le »Recueil administratif" (Bijblad op het Staatsblad van Ned. Indië) qui contient les prescriptions, circulaires etc., les plus importantes, soit du Gouverneur-Général, soit des fonctionnaires supérieurs à leurs subordonnés. Ce recueil est rédigé par des fonctionnaires du cabinet du Gouverneur-Général, sans que le Gouvernement s'en déclare responsable.

Avant de laisser là les publications officielles ou quasi-officielles, il faut fixer l'attention sur quelques ouvrages très-importants, qui se proposent, soit d'écrire l'histoire des Indes Orientales avec l'aide des documents entassés dans les archives de l'Etat, soit de publier ces documents eux-mêmes. Telle est l'œuvre célèbre de feu M. de Jonge [4]), qui a publié, dans une série de volumes, les documents principaux, portant sur l'histoire de la Compagnie néerlandaise des Indes, et surtout à Java. Il y a joint des introductions qui sont de véritables chefs-d'œuvre, et où il a décrit et éclairci les principaux événements, dont traitent les pièces officielles qu'il a publiées. De très-importantes découvertes sur l'histoire des Hollandais aux Indes sont dûes à son zèle infatigable. La mort l'a surpris au milieu de son œuvre; son successeur, M. v. Deventer, s'est rendu digne en tout point de son éminent prédécesseur. Le

---

[1]) Nommé pour Surinam Gouvernements-blad, pour Curaçao Publicatie-blad.

[2]) De Indo-Nederlandsche wetgeving, Staatsbladen van Ned. Indië bewerkt en met aanteekeningen voorzien, door J. Boudewijnse en G. H. v. Soest.

[3]) Klapper op de wetboeken en het Staatsblad van Ned. Indië, door J. E. Albrecht.

[4]) De opkomst van het Nederlandsch gezag in Oost-Indië. Verzameling enz., uitgegeven en bewerkt door Jhr. Mr. J. K. J. de Jonge. XI^de^ en XII^de^ deel, door M. L. v. Deventer.

savant rédacteur des »Verhandelingen" de la société des arts et des sciences à Batavia, M. J. A. van der Chijs, a entrepris de rendre les archives de l'Etat à Batavia domaine public, soit en nous donnant une édition complète des ordonnances, etc. en vigueur sous la Compagnie [1]), soit en publiant un catalogue raisonné de ces archives [2]), soit en décrivant d'après les documents une période de l'histoire de la Compagnie, dans la biographie du capitaine ambonais Jonker [3]). Dans sa thèse de doctorat [4]) M. Meiss se rapproche plus des temps récents; malheureusement son œuvre est restée incomplète, ce qui est regrettable, car l'auteur avait consulté une foule de documents, qui promettaient des communications intéressantes.

Parmi les livres importants, qui traitent de l'administration des colonies Indo-Néerlandaises en général, il faut citer en premier lieu l'œuvre de M. de Waal, sur les finances des Indes Orientales, déjà nommé par M. Kan. Cette série de publications, tout en ayant pour but principal de faire mieux connaître la question de finances coloniales, renferme en même temps de précieuses informations sur plusieurs parties de l'administration entière. M. de Louter publie dans son Manuel de droit public et administratif des Indes Orientales [5]), — excellent sous plusieurs rapports — un précis du contenu des principales lois etc., avec des aperçus historiques et des indications sur la littérature. La 3me édition du manuel prouve bien que l'œuvre de M. de Louter est appréciée par ceux auxquels elle est destinée. Notons de plus le célèbre ouvrage allemand de M. Roscher sur les colonies en général [6]), dont la 3me édition a paru avec la collaboration de M. R. Jannasch, et

---

[1]) Nederlandsch Indisch plakaatboek 1602—1811, door Mr. J. A. v. d. Chijs. Eerste deel 1602—1642. Batavia en 's Hage, 1885.

[2]) Realia. Register op de generale resolutiën van het kasteel Batavia, 1632—1805. Deel I, Leiden, 1882.

[3]) Tijdschrift voor Indische taal-, land- en volkenkunde, XXVIII, (1883) p. 351 et XXX (1885) p. 1.

[4]) J. H. Meiss. Eenige bijdragen tot de kennis van den inwendigen toestand van Nederl. Indië onder het bestuur van den Gouv. Gen. J. J. Rochussen, (1845—1851) Leiden, 1883. Cette thèse fait partie d'une série très-intéressante de monographies sur l'histoire et l'administration des Indes Néerlandaises, qu'on doit aux labeurs de plusieurs étudiants, désirant acquérir le grade de docteur en droit. Parmi ces volumes se trouvent des ouvrages d'un mérite incontestable. M. Quarles van Ufford a donné la liste presque complète de ces thèses dans les Bijdragen de l'Institut Royal IVme série, vol. 4. (1880) p. 483, où il faut ajouter pourtant la thèse de M. C. Schemering Reelfs, Het Surinaamsche Regeringsreglement van 1865, Amst. 1867, et C. L. Drognat Landré, De besmettelijkheid der lepra arabum, bewezen door de geschiedenis dezer ziekte in Suriname, Utr. 1867.

[5]) Handleiding tot de kennis van het staats- en administratief recht van Ned. Indië, door Mr. J. de Louter, 3de uitgave. 's Gravenhage, 1884.

[6]) Koloniën, Kolonialpolitik und Auswanderung, von W. Roscher und R. Jannasch, Dritte Auflage. Leipzig, 1885.

qui contient des observations très-importantes sur la politique coloniale des Hollandais. Quoique l'excellent discours prononcé par M. Young dans la séance du congrès international [1]) à Amsterdam du 19 Sept. 1883 »sur les rapports politiques entre la mère-patrie et ses colonies" ne porte que de très-loin sur les colonies Néerlandaises, il renferme néanmoins de très-utiles observations, qui ont été encore rehaussées par la discussion qui a suivi. Enfin M. Bool a donné dans l'Economist 1884 un aperçu très-rapide, mais en même temps très-instructif sur le »Monde Colonial" [2]) avec des données statistiques pouvant servir à se faire une idée de son étendue, population. finances, etc.

Une foule d'articles de Revue et de brochures sur la politique et l'administration coloniales des Pays-Bas — dont la plupart n'ont guère d'intérêt durable — sont publiés chaque année. En dehors des journaux on les trouve surtout dans le »Tijdschrift voor Ned. Indië" — la plus ancienne des revues Indo-Néerlandaises [3]) qui existent — et dans le »Indische Gids", qui est surtout un organe politique. Quelquefois aussi le »Guide" — espèce de Revue des deux mondes néerlandaise [4]) — le »Tijdspiegel", les »Vragen des tijds" et le »Economist", quoique ne portant pas de caractère spécialement colonial, publient des articles importants sur l'administration de nos colonies. Comme tel nous signalerons le discours de M. v. Kesteren, sur la situation économique de la population indigène [5]). Il va sans dire que beaucoup de travaux, cités déjà par M. Kan sous la section de géographie, contiennent aussi des données très importantes sur l'administration, comme les excellents articles de M. Kooreman sur une partie de Célèbes, de M. Engelhard sur Saleyer, de M.M. Riedel et Kniphorst sur l'île de Timor, et l'ouvrage important sur Surinam du Prince R. Bonaparte.

En passant aux écrits, qui traitent seulement une partie spéciale de l'administration, nous nommerons tout d'abord quelques publi-

---

[1]) Ce congrès a été le premier essai d'une discussion de questions coloniales d'un point de vue international. Les rapports et les discours prononcés à cette occasion, ont été publiés par les soins de M. Jitta: Congrès internationaux. Rapport sur les congrès par D. Josephus Jitta, IIe partie. Questions coloniales. J. H. de Bussy, 1884. J'ai donné un compte-rendu de cette publication, dans le Guide Indien, 1883, II, 953. (Een koloniaal congres door Mr. P. A. v. d. Lith). Le discours de M. Young n'a été donné qu'en extrait: il a été publié séparément et en entier sous le titre: On the political relations of mother countries and colonies by Fr. Young. London, 1883.

[2]) De koloniale wereld, door H. J. Bool.

[3]) On trouvera dans cette Revue quelques rubriques «Cijfers en feiten" (Chiffres et faits) »Revue" des principaux articles sur les colonies publiés dans les revues et journaux et des »Varia" d'une utilité incontestable.

[4]) Je donne régulièrement dans cette publication une revue de la littérature coloniale.

[5]) Een en ander over de welvaart der inlandsche bevolking, Ind. Gids. 1885. I. 551.

cations sur l'*éducation des futurs fonctionnaires*, — sujet très débattu depuis quelque temps — et sur la *position des fonctionnaires*, surtout de ceux, qui font partie de l'administration des provinces. Dans ce genre il faut surtout relever le compte-rendu des séances de la Société Indienne (Indisch Genootschap)[1]), sur l'enseignement donné aux candidats pour le service colonial. L'impression générale, qu'on reçoit de ces écrits, c'est qu'il faudrait s'occuper d'introduire des réformes, parce que l'état de choses actuel est mauvais. La position des fonctionnaires actuels est décrite par Justus (Bekrompenheid of kwade trouw? Nijmegen 1884) comme laissant beaucoup à désirer sous plusieurs rapports, ce qui est aussi l'avis de M. van Kesteren (Indische Gids 1884, II, 219) dans un compte-rendu de cette brochure. Quelques articles dans le Guide indien (1883, I, 864; 1884, II, 14, 194) s'occupent surtout des administrateurs dans les possessions en dehors de Java. Nous remarquerons encore une publication de M. Fokkens, d'une haute valeur pratique pour les fonctionnaires à Java (controleurs), qui contient un résumé des prescriptions administratives qu'ils ont à observer.

Le gouvernement néerlandais aux Indes Orientales, presque aussitôt depuis sa naissance, a adopté le système de gouverner les indigènes par l'intermédiaire de leurs propres chefs. L'opportunité de cette politique est débattue pour les Buitenbezittingen par M. Struick dans le Guide Indien (1883, I, 449). Il croit qu'il serait désirable de remplacer les princes indiens par des fonctionnaires européens. Au contraire, un auteur dans le même Guide (1884, II, 153) prétend qu'il faudra diminuer le nombre des fonctionnaires européens, et augmenter celui des employés indigènes. Dans le Tijdschrift voor Nederl. Indië enfin (1883, I, 143), on insiste sur l'amélioration de la position de ces derniers.

L'administration de la justice dans un pays, habité par des européens, des indigènes et d'autres peuples, qui ont chacun leur droit propre, fait naître des questions très-graves, et d'une importance internationale. C'est ce que j'ai essayé de mettre en évidence dans mon discours sur »les rapports entre les lois des européens

---

[1]) Cette société est surtout destinée à la discussion de questions coloniales. Les débats sont précédés par la lecture d'un rapport souvent de grande valeur. Le rapport sur la question citée plus haut est du à M. de Louter; les discussions ont eu lieu le 26 sept. 1882 et le 23 janvier et 27 mars 1883. On pourra consulter de plus une brochure de Eckart (Pseudonyme): Over de opleiding tot controleur, 1883, et de M. v. Eijk: »Een woord over Nederland en Indië". Haarlem 1884, et un article de M. Pennink. (Opleiding onzer O.-I. ambtenaren), dans les Vragen des Tijds, 1884. I, 137. Un résumé de ces débats se trouve dans le Tijdschr. v. Ned. Indië, 1883, I.

et le droit des indigènes dans les différentes colonies" [1]). On peut trouver des données très-importantes sur la distribution de la justice aux colonies Indo-Néerlandaises dans les revues de droit le »Regt in Indië" et le »Indisch weekblad van het regt". Quoique ces deux revues s'appliquent surtout à communiquer les jugements des différents tribunaux, — dont plusieurs renferment des particularités intéressantes sur les moeurs et coutumes des indigènes, — ils donnent aussi de temps en temps des articles sur quelques questions de droit, dont plusieurs pourront intéresser même ceux qui ne sont pas jurisconsultes, comme l'esquisse de l'histoire du notariat aux Indes par M. de Bruijn (Regt in Indië, t. 42 et 43), les considérations sur la révision de M. Immink (t. 40), et surtout les circulaires du conseiller des Indes, M. der Kinderen, pour servir de guide aux juges dans les parties des Indes Orientales où une nouvelle législation en matière civile et criminelle a été introduite. Ils ont été publiés dans plusieurs volumes du Regt in Indië. et contiennent aussi des notices historiques. Une autre revue de droit (Recht en wet, onder redactie van M. Cohen Stuart) n'a vécu qu'une seule année, ce qui nous semble bien regrettable, parce qu'elle se proposait, entre autres, de démontrer les défauts de la législation actuelle et de traiter des moyens d'y porter remède. On peut espérer que cette lacune sera comblée par la fondation, en 1884, de l'association des juristes à Batavia (Juristen-Vereeniging) qui se propose de discuter des questions de droit d'une importance actuelle, et de publier des rapports et des comptes-rendus de ses séances. Le seul rapport qui jusqu'ici est venu à notre connaissance [2]), nous semble un excellent début pour l'association. Notons aussi l'ouvrage de M. Lion sur le code de procédure criminelle pour les Européens à Java [3]), qui a une véritable importance pratique et scientifique, et celui de M. W. A. P. F. L. Winckel sur l'administration de la justice parmi les indigènes à Java [4]), qui peut rendre de grands services pour l'étude de la pratique du droit colonial. Les publi-

---

[1]) Congrès internationaux. Questions coloniales. Séance du 21 sept. 1883. Ce discours est un résumé de deux autres publications: »De koloniale wetgever. tegenover Europeesche en inlandsche rechtsbegrippen", door Mr. P. A. v. d. Lith, (Gids 1883, III, 193) et »Questions coloniales" par P. A. v. d. Lith. (Annales de l'extrême Orient. 1884). Comparez aussi Customary law in India. (Law Magazine November 1884.)

[2]) Mr. A. J. Immink. Het openbaar ministerie bij de inl. rechtbanken op Java en Madura. (Le ministère public près des tribunaux indigènes à Java et Madura.) Bat. 1885.

[3]) De Nederlandsch-Indische strafvordering voor Europeanen en met hen gelijkgestelden, door Mr. J. Lion. Leiden, 1885.

[4]) De rechtsbedeeling onder de inlanders en daarmede gelijkgestelden op Java en de Buitenbezittingen, door Mr. W. A. P. F. L. Winkel. Batavia, 1885.

cations de MM, C. P. K. Winckel[1]) et Abendanon[2]) sont des livres purement pratiques. Une statistique, publiée par le gouvernement (Statistiek van de rechtsbedeeling in Ned. Indië) donne un aperçu de l'activité des différents tribunaux, du système pénitentiaire etc. Elle a été attaquée dans le Guide indien (1884, II, 691), où elle est qualifiée de travail perdu, et où l'on se plaint surtout que les statistiques, publiées en 1884, ne donnent que les chiffres de 1877—1880.

Une question ardemment débattue depuis quelque temps, est celle de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire. Ici même (Revue Col. Intern., p. 159) nous avons dit que malheureusement cette mesure a fait naître un esprit d'hostilité entre ces deux pouvoirs. M. Piepers a publié un livre[3]) pour démontrer que les torts sont tous du côté de l'administration. Le premier volume s'occupe surtout à mettre à nu les défauts des administrateurs de la colonie. Quoique ce livre ait été écrit dans un esprit de parti regrettable, il contient beaucoup de remarques importantes. Il a été attaqué vivement par M. v. d. Kemp (Guide indien 1885, I, 445), mais défendu dans cette même Revue (1884, II, 701) et dans le Tijdschrift v. Ned.-Indië (1884, II, 401). M. N. P. v. d. Berg nous raconte (Tijdschrift v. Ind. taal-, land- en volkenkunde, XXIX, 228) l'histoire d'un conflit entre le gouvernement à Batavia et la cour de justice du temps de la Compagnie (1795), tandis que M. Pennink publie (Guide indien, 1884, II, 487) quelques considérations, sur la distribution de la justice pour les indigènes par les juges européens. Il faut noter de plus le rapport excellent de M. van Hamel sur les colonies pénitentiaires[4]); le travail soigné et important de M. Wiselius sur le système pénitentiaire aux Indes néerlandaises et anglaises[5]); les thèses de doctorat de M. Grobbée[6]), qui a traité un sujet intéressant d'une manière très satisfaisante; de M. Gockinga sur la compétence du roi aux colonies en matière diplomatique[7]), et de M. Kool, sur une question de législation

---

[1]) Formulierboek van burgerlijke rechtsvordering in N.-Indië. door Mr. C. P. K. Winckel, 's Gravenhage, 1885. (Formulaire pour la procédure civile.)

[2]) Mr. J. H. Abendanon. De Ned.-Ind. rechtspraak. (Claquet sur les 2 Revues citées.)

[3]) Macht tegen Recht. De vervolging der Justitie in Ned.-Indië, toegelicht door Mr. M. C. Piepers. (Pouvoir contre Justice. La persécution du pouvoir judiciaire). I. Batavia. 1884.

[4]) Congrès internationaux. Questions Coloniales. Séance du 21 sept., 1883.

[5]) Het gevangenis- en dwangarbeidstelsel in Nederlandsch- en in Britsch-Indië, door J. A. B. Wiselius, Tijdschrift v. Ned.-Indië, 1885.

[6]) De panghoeloe als adviseur in strafzaken. (Le prêtre indigène à Java conseiller près des tribunaux en matière criminelle) 's Gravenhage 1884.

[7]) Eene opmerking over art. 57 der grondwet enz. door C. H. Gockinga. Groningen, 1885

criminelle très importante [1]), (rupture de contrat par un ouvrier indigène), traitée du reste ailleurs par M. v. Hamel.

Une étude d'une grande valeur scientifique vient d'être terminée par M. Jonker, qui, dans une thèse de doctorat ès lettres, donne le texte d'un ancien code javanais avec traduction et annotations [2]). Les travaux de M. Wilken sur le droit des indigènes, ont été déjà relevés par M. Kan.

Quant à l'*administration des finances*, c'est surtout la question de la séparation des finances de la métropole et des colonies qui a attiré l'attention. On connait déjà le projet de loi de M. v. Dedem (Voir Revue col. intern. p. 67) portant sur ce sujet. M. v. Soest a traité cette question dans un rapport, lu dans la Société indienne (Séance de 3 mars 1885) et M. Wijnmalen dans le Guide indien 1884, I, 175). Avant de présenter son projet de loi, M. van Dedem avait déjà énoncé ses idées sur les impôts à Java dans un rapport magistral destiné au congrès colonial à Amsterdam [3]). On trouve de plus quelques considérations sur ce sujet dans le Guide indien (1885, I, 335). Si nous passons aux différents impôts, existant à Java, le monopole de l'opium a été vertement critiqué par M. Perelaer, qui accuse le gouvernement de sacrifier l'intérêt de la population aux revenus, tirés de ce poison [4]), tandis que M. v. d. Kemp critique sévèrement la manière dont les autorités à Java préparent une nouvelle assiette de l'impôt foncier (landrente) à Java, (Tijdschrift voor nijverheid en landbouw in Ned.-Indië, XXX, 307). Le même auteur a publié quelques remarques intéressantes sur l'impôt sur les voitures des indigènes (Tijdschr. voor nijverheid en landbouw. XXIX, 109).

On peut connaitre le développement de *l'instruction publique* par un rapport publié chaque année par le gouvernement sur l'enseignement moyen et primaire pour les Européens [5]) et un autre sur l'enseignement des indigènes [6]), qui dorénavant ne sera publié que tous les cinq ans. On se plaint beaucoup de ce que l'enseignement public ne donne que des résultats médiocres, ne valant

---

[1]) H. Kool, Art. 328a Wetboek van strafrecht voor Inlanders (Art. 328a Code pénal indigène). Alkmaar, 1884.

[2]) Een Oud-Javaansch wetboek, vergeleken met indische rechtsbronnen. (Un code ancien Javanais comparé avec des sources de droit indien). Leiden, 1885. M. Jonker est aussi l'auteur d'un thèse de droit sur le droit criminel Javanais.

[3]) Les impôts dans les colonies des tropiques. Séance du 22 sept. 1883.

[4]) M. T. H. Perelaer. De spoliatie gepleegd door de Ned. Ind. regeering, enz. Rotterdam, 1884.

[5]) Algemeen verslag van den staat van het middelbaar en lager onderwijs voor Europeanen.

[6]) Verslag van het inlandsch onderwijs in Ned.-Indie.

pas les dépenses. Cette question a été traitée dans la Société Indienne, par M. de Clercq [1]), qui a donné des renseignements d'une très grande importance. Une étude de M. Snouck Hurgronje sur l'instruction de la population indigène dans les »Padangsche bovenlanden" (Sumatra) [2]) nous permet de jeter un coup d'œil intéressant sur l'instruction religieuse et civile des indigènes qui suivent la religion de Mohamed, sans l'intervention de l'état.

Comme on le sait, le gouvernement s'occupe beaucoup à Java des *cultures* des indigènes, soit forcées (le café et jusqu'à 1890 le sucre), soit libres. C'est surtout la culture du café qui dernièrement a attiré de nouveau l'attention générale, grâce au livre de M. v. Delden, cité par M. Kan. La Société indienne a voué deux séances [3]) à la discussion de ce livre, qui a été aussi l'objet d'une étude de M. Heldring (Gids 1885, II, 147). Dans beaucoup de parties des Indes, on trouve des planteurs européens, qui sont assujettis à des lois agraires spéciales, qu'on trouve réunies dans un ouvrage d'une haute valeur pratique de M. Mijer [4]). Le Tijdschrift voor Ned. Indië pour 1883 publie un rapport très-intéressant de M. Levyssohn Norman, alors sécrétaire-général du cabinet du Gouverneur-Général, sur cette législation, rapport qui devra toujours être consulté lorsqu'il s'agira des relations du Gouvernement avec les cultures à Java. On lira aussi avec intérêt les documents, publiés par M. N-P. v. d. Berg dans le Tijdschrift voor nijverheid en landbouw (XXIX, 197) »sur le crédit foncier et les banques hypothécaires", et l'étude de M. Wiselius sur »l'émigration des coulies hindous" (Tijdschr. v. Ned. Indië 1884, I, 321). M. Riesz [5]) a publié une série de communications sur l'histoire des domaines particuliers à Java, où les propriétaires ont encore le droit d'exiger des corvées et des impôts des indigènes, par suite des contrats conclus avec le Gouvernement avant 1816. Le même sujet a été traité par M. Pennink, dans une thèse de droit [6]), où il a très-bien mis en vue les questions de droit, qui se rapportent à ces domaines. Enfin M. Pieren a raconté, dans une thèse de droit, l'histoire de l'abolition de quelques corvées (1867—1880), exigées autrefois par l'Etat pour

---

[1]) Séance du 12 Février, 1883. Le rapport de M. de Clercq est aussi publié dans le Guide indien 1883 I,

[2]) Feestgave van het koloniaal instituut 57.

[3]) 13 Janvier et 2 Février 1885. M. v. Delden y a lu un rapport. V. aussi la critique importante de M. v. d. Kemp. Tijdschr. v. Nijv. en Landbouw, Juillet 1885.

[4]) De agrarische verordeningen in Ned.-Indie enz. Derde druk. Batavia. 1885.

[5]) De erfpacht-landen en de geschiedenis. Batavia, 1883, enz.

[6]) Het reglement van 28 Februari 1836, St. n°. 19. Groningen 1885. V. aussi Guide indien, 1884, II. 403, 1885, II.

le service des chefs indigènes ; le même sujet a été traité aussi dans le Tijdschrift v. Ned. Indië (1884, I, 46); un article dans le Guide indien (1885, I, 441) donne des considérations sur la relation entre les corvées et la culture forcée du café.

Pour finir ce résumé, nous indiquerons quelques travaux sur la question de savoir s'il est désirable que les chemins de fer aux Indes soient construits par l'Etat. La Société indienne a traité ce sujet dans la séance du 23 janvier 1884. (Rapporteur M. D. Maarschalk). De plus on trouvera là-dessus des articles dans le Guide indien (1883, II, 593, 1884, I, 597, II, 340 et dans le Economist (1883, I, 85, II, 1020, 1884, I, 484). Notons de plus les séances de la Société indienne du 12 févr. 1884 (chemins de fer à Sumatra en rapport avec les gisements de houille à Ombilin, rapporteur J. L. Cluysenaer) [1]) et du 12 Nov. 1884 (le département des travaux publics à Batavia, rapporteur S. Verburgh).

---

[1]) Comp. sur le même sujet l'article intéressant de M. Kielstra, dans le Gids 1884, IV. I.

NOTICES.

GOUVERNEMENT.

Données statistiques, tirées du rapport sur la colonie de Surinam de l'année 1885. — En dehors des nègres marrons (boschnegers) et des indiens, dont le rapport ne donne pas les chiffres, la *population* montait le dernier décembre 1884 à 55.533 personnes (contre 54.783 l'année précédente, soit une augmentation de 1.750), dont 28.433 hommes et 27.100 femmes. La mortalité était de 2.113; les naissances, de 1.753, dont 1.431 hors mariage. La garnison se composait de 20 officiers et 397 subalternes.

Une partie de la population se composait de *coulis* libres, dont la plupart étaient liés par un contrat. Au jour nommé, leur nombre était de 3.653 hommes, 1.359 femmes, 662 garçons et 555 filles; soit 1.783 personnes de plus, qu'au commencement de l'année 1884, tous provenant des Indes anglaises. En outre, il se trouvait dans la colonie 4 coulis chinois, avec 1 femme et 1 enfant, et 12 hommes, 3 garçons et 4 filles coulis originaires des Indes occidentales. De ces coulis 3.045 hommes, 1.084 femmes et 190 garçons et filles étaient occupés dans les plantages, en dehors de 1.810 hommes, 423 femmes et 110 garçons et filles travaillant sans contrat. La moyenne des jours de travail par an pour les coulis a été: hommes, 197,3; femmes 139,2; garçons ou filles 44,6; recevant en moyenne un salaire de *f* 0.71; 0.61; et 0.51 par jour. Pour les autres travailleurs ces moyennes étaient de 230, 126, et 74 jours, et *f* 0.93, 0.71, et 0.49.

Pendant l'année 1884, un total de 1.280 hommes, 500 femmes, 156 garçons et 125 filles coulis ont été importés. Un nombre de 371 hommes, 133 femmes, 101 garçons et 77 filles coulis se sont réengagés après l'expiration de leur contrat, contre 107 hommes, 43 femmes, 35 garçons et 28 filles, qui ont préféré ne pas se réengager. Après l'expiration de leur contrat, 298 hommes, 131 femmes, 59 garçons et 49 filles sont retournés aux Indes anglaises. Ils avaient déposé dans la caisse d'épargne une somme de *f* 115.548.64[5] et emportaient en ornements d'or et d'argent pour la valeur de *f* 9.218. Les demandes pour de nouveaux coulis, qui en 1884 étaient encore de 1.350 personnes, ont cessé depuis entièrement, par suite de la baisse des prix du sucre.

Quant à l'administration des *finances* de la colonie, les recettes ont été en 1884 de *f* 1.291.023.98; les dépenses *f* 1.443.350.86; donnant ainsi un déficit de *f* 152.326.78, qui reste à la charge de la mère-patrie. Ce résultat est encore au-dessous du calcul global du budget, (qui estimait le déficit à *f* 228.934.28), puisque les recettes ont été de *f* 64.130.65 supérieures et les dépenses de *f* 12.476.75 inférieures aux chiffres du budget.

Une des ressources les plus récentes, et en même temps des plus riches de la colonie, c'est l'exploitation des terrains, contenant de *l'or*. La quantité de ce métal, trouvée en 1884, a été de 756.186 grammes, représentant une valeur de *f* 1.020.851.10[1]). L'exportation de l'or a été de 967.271 grammes. Dans les 4 premiers mois de 1885, la valeur de l'or exporté était de *f* 252.868. La valeur totale de l'or exporté depuis 1876 (première année de la découverte de l'or) a été, d'après les données officielles, de *f* 6.445.595.

Le *commerce* de la colonie a été fait par 179 vaisseaux (71.235 tonneaux) qui sont entrés, et par 170 (69.320 tonneaux) sortis. La part des vaisseaux néerlandais était de 26 vaisseaux (15.420 tonneaux) et 17 vaisseaux (11.880 tonneaux). La valeur des importations était de *f* 5.286.136 (dont *f* 2.387.167 provenant des Pays-bas) et des exportations de *f* 3.662.895, (*f* 857.586 destiné aux Pays-bas).

Le résultat des *récoltes* a été comme suit:

Sucre (muscouade) *1882* 7.050.859 kilogr.; *1883* 5.643.142 k.; *1884* 3.779.404 k. *Sucre* (vacuum pan) 2.743.274 k.; 4.550.097; 3.449.014. *Mélasse* 1.662.754 litres; 1.370.041; 978.840. *Rhum* 640.438 l.; 631.723; 641.414. *Cacao* 1.237.707 kil.; 1 765.174; 1.382.035. *Bananes* 598.116 bottes; 514.107; 412.995. *Café* 6.144 kil.; 11.595; 8.405. *Riz* 50.605 kil.; 38.130; 54.435. *Blé* 122.258 kil.; 128.787; 134.049. *Fruits de terre* 159.816 kil.; 174.709; 235.084. *Noix de cocos* 296.135 pièces; 278.797; 278.538. *Jus de limon* 66.630 litres; 90.840; 68.687.

Enseignement. Personnel: 82 hommes et 30 femmes avec 5.283 élèves. Les écoles fondées soit par le Gouvernement, soit par des particuliers, soit par les frères moraves étaient au nombre de 59.

V. D. L.

Données statistiques, tirées du rapport sur la colonie de Curaçao de l'année 1885. — *Population* le dernier décembre 1884. Curaçao 24.794; Bonaire 4.031; Aruba 6.177; St. Martin 3.391; St. Eustace 2.460; Saba 2.370; total 43.223 (dont 23.873 femmes), contre 43.838 l'année précédente, soit une diminution de 615 personnes. Des naissances en 1884 (1.509) 947 étaient hors mariage. Décès 786. La garnison se composait de 9 officiers et 212 subalternes.

Finances. Le rapport ne contient que le montant des recettes (*1884 f* 648.849.90, *1883 f* 779.292.15[5], *1882 f* 586.492.38). Il n'y avait pas de déficit. Le *budget* pour 1886 donne les chiffres suivants. *Curaçao:* recettes *f* 377.721.67, dépenses *f* 410.256.71. *Bonaire:* 21.865 et 41.334.24[5]. *Aruba:* 133.875 et 36.430.22. *St. Martin:* 31.025 et 57.252.15. *St. Eustace:* 7.700 et 31.988.66. *Saba:* 4.575 et 17.685. De plus, pour toutes les îles: 38.185.31[5] (compte de solde des 2 dernières années) et 20.000 (frais imprévus). *Total:* 614.946.98[5] recettes et dépenses.

Une source importante de richesse pour quelques-unes de ces îles est *l'exploitation des phosphates.* Pendant l'année 1884, le plantage Ste Barbara employait 70 vaisseaux (mesurant 54.859 m³)

[1]) On estime un gramme d'or à *f* 1.35.

payant *f* 54.859 en droits de sortie [1]). L'île la petite Curaçao chargeait 4 vaisseaux (3233 m³.), payant *f* 3233; la société de Aruba 35 vaisseaux (21.494.11 m³.). Cette société payait *f* 171.952 de droits de concession, et *f* 7976.09 droits de sortie.

Les principaux produits de l'agriculture à Curaçao (le rapport ne donne pas de détails sur les autres îles) ont été: dividivi 382.180 kil.; maïs 298.546; chaux 191.370; sel 3.498.200 litres.

Le *commerce* de *Curaçao* était peu florissant. La valeur des importations était en 1884 de *f* 3.443 594 contre *f* 3.508.537 en 1883. Comme on n'exige presque pas de droits de sortie à Curaçao, le rapport ne donne pas la valeur de l'exportation. Une quantité de 3.498.200 litres de sel a été exportée de l'île.

Les exportations de *Bonaire* en *1884* étaient de *f* 57.849 (*1883*. 47.371); d'*Aruba 1883*. 492.406 (1884 manque); de *St. Eustace* 24.929 (*1883*. 26.888) et de *Saba* 7.676 (*1883*. 8.591). Le commerce a importé en *St. Martin* pour une valeur de *f* 46.636 (commerce spécial) et des entrepôts particuliers *f* 59.932; soit un total de *f* 106,569 contre *f* 41.413 en 1883. Ce dernier résultat est dû à un contrôle plus sévère.

Le mouvement du port de Curaçao a été en 1884 de 1.285 vaisseaux (835.661 m³). De ce nombre 126 (369.788 m³.) partaient de nouveau dans 3 jours, avec leur cargaison entière ou en partie. Un nombre de 46 vaisseaux (120.599 m³) venaient des ports européens; 2 (991) seulement d'Amsterdam. Ces chiffres étaient en 1883 de 1.292 vaisseaux (712.707 m³) et 40 vaisseaux (91.104 m³). V. D. L.

Chiffres du budget pour les Indes orientales néerlandaises pour l'année 1886. — Dépenses aux Pays-bas *f* 25.184.803; aux Indes *f* 114.766.211 : total *f* 139.951.014. Recettes *f* 135.503.914, (dans les Pays-bas 31.078.805; aux Indes *f* 104.425.109), soit un déficit de *f* 4.447.100. Une somme de *f* 6.185.000 est destinée à la construction de nouveaux chemins de fer.

Nous reviendrons sur les détails de ce budget dans le prochain numéro. V. D. L.

Projet de loi de M. v. Dedem. — Dans le compte-rendu de ce projet (p. 67), on n'a pas exactement rendu l'intention de M. v. Dedem. Après avoir pris connaissance du rapport de la 2me chambre, ce député restait d'avis que pour arriver à une application aussi exacte que possible du principe de son projet de loi, il fallait des données que le gouvernement seul était en état de se procurer. Mais, craignant qu'après l'adoption du projet de loi, un ministre, opposé au nouveau système, n'en remît l'existence en danger, en retardant l'application, il ajouta à son projet de loi un nouvel article. Cet article proposait un chiffre provisoire à payer par la colonie, chiffre de 4 millions de florins par an, l'évaluation de la commission des rapporteurs, et antérieurement du ministre van Rees, faite après d'amples calculs. V. D. L.

---

[1]) Les phosphates et autres minéraux sont les seuls articles, payant droit de sortie dans l'île de Curaçao.

GÉOGRAPHIE ET ETHNOGRAPHIE.

Détails supplémentaires sur la population de Suriname. — Sur le total susdit de 55533 habitants, on compte *718 Européens*, chiffre dans lequel ne sont pas comprises les troupes de terre et de mer.

Cette population et les immigrants se répartissent comme suit sur les divers districts (le second des deux chiffres ci-après indique le nombre des immigrants): ville de Paramaribo et banlieue 24.694—64; Cottica supérieur 1207—33; Perica 382—206; Commewijne supérieur 595—146; Commetewane 417—103; Matappica 728—254; Cottica inférieur 1213—911; Commewijne inférieur 1531—1196; Suriname supérieur 2414—88; Suriname inférieur 1067—1582; Haut-Para 2604—90; Bas-Para 1068—65; Haut-Saramacca 323—0; Bas-Saramacca 1759—375; Nickerie 3174—943; Coronie 2490—93; Marowijne 196—0.

Répartition de la population d'après les confessions religieuses: calvinistes 6559; luthériens 2849; moraves 23.937; catholiques romains 7517; israélites 1114[1]); wallons 14; anglicans 456; remontrants 3; mahométans 1429; hindous 4082; bouddhistes 116; confession inconnue 4902.

Répartition d'après les principaux moyens de subsistance: Sans profession (y compris les femmes mariées, les gens âgés et les infirmes) 22.913; ouvriers occupés aux travaux des champs ou dans les fabriques 10.166; agriculteurs (propriétaires ou fermiers de terres employées à la petite culture) 7422; gens employés à l'exploitation des gisements ou des lavages d'or, surveillants et ouvriers 2399; domestiques 1732; profession inconnue 1788. On compte en outre 976 charpentiers, 379 tailleurs et cordonniers, 166 forgerons, 153 peintres, 143 instituteurs ou institutrices, 90 maçons, etc. K.

Exploration minéralogique d'Aruba. — D'après le récent Rapport Colonial, le peu d'importance qu'ont en général l'agriculture et l'élève du bétail dans les îles qui constituent le gouvernement de Curaçao, ainsi que les sécheresses qui en 1884 et 85 y ont fait manquer presque totalement la récolte ont eu pour effet d'activer les travaux d'exploration entrepris en vue d'augmenter la productivité du sol, de procurer aux habitants de meilleurs moyens de subsistance et d'empêcher l'émigration. A Bonaire, cette exploration, émanant du gouverneur, porta à louer par lots de faible étendue les terres en friche appartenant au gouvernement, ces terres devenant la propriété des tenanciers en cas d'une culture régulière pendant une série d'années; elle eut pour conséquence également une culture plus étendue de l'aloès.

D'autre part on s'occupa aussi de rechercher à Aruba quels

---

[1]) Dans le gouvernement de Curaçao la proportion de ces chiffres se trouve renversée; là les catholiques comptent 33.910 âmes, les protestants 7317, les israélites 822.

minéraux pouvaient avoir de l'importance pour l'industrie. Jusqu'ici on ne s'était occupé que de l'exploitation des gisements de phosphate de chaux; le phosphate extrait avait fourni une cargaison à plus de 100 navires, jaugeant ensemble 76.353 M³., 35 de ces vaisseaux jaugeant 21.494 M³. pour compte de la Cie des phosphates d'Aruba. Sur l'ordre du gouverneur de Curaçao, la susdite île a été l'objet d'une exploration géologique et minéralogique dont fut chargé en mars et avril 1884 le Dr. C. T. Epp. Le résultat de ses investigations a été publié dans le récent Rapport Colonial. Pour ce qui concerne l'exploration géologique, dont les résultats, comme on pouvait s'y attendre, sont dans leur partie essentielle conformes à ceux où est arrivé le professeur Martin [1]), nous renvoyons à ce qui en a été précédemment dit. De l'exploration minéralogique il appert que, dans les mines d'or, le travail a été suspendu et que les mines profondes ont été envahies par de grandes quantités d'eau, mais que d'autre part les filons aurifères n'ont été que partiellement exploités, de sorte qu'il reste beaucoup à faire pour les travailleurs à venir. Dans les gisements explorés il a été trouvé en outre en petite quantité des pyrites et des oxydes de fer. Dans une mine la quantité de minerai de cuivre et de malachite extraite était insuffisante pour couvrir les frais de l'exploitation. Le Dr. Epp n'a pas trouvé de nouveaux minéraux inexploités jusqu'ici qui eussent de l'importance pour l'industrie, mais il admet la possibilité d'exporter des blocs de syénite mesurant parfois 20′ et se prêtant à être taillées en dalles, bordures de trottoirs, monuments funéraires, socles de statues, réservoirs, etc., ainsi que d'appliquer dans la verrerie et la poterie le sable de quartz blanc, fin et granuleux qu'on trouve sur les dunes de cette île. K.

Superficie et population des possessions néerlandaises dans le Grand Archipel. — *Superficie* (en milles géographiques, en majeure partie d'après des relevés topographiques): Java et Madura 2410.07; possessions extérieures: côte occidentale de Sumatra (haut-pays de Padang, Padang inférieur et Tapanoli) 2200.6; Benkoulen 455.6; districts de Lampong 475.0; Palembang 2558.4; côte orientale de Sumatra 768.6; Atchin et dépendances 928.0; Riouw 825.4; Banka 237.0; Billiton 119.6; possessions à Bornéo: partie occidentale 2805.9, partie méridionale et partie orientale 6567.8; Célébes et dépendances 2149.9; Menado (Minahassa et Gorontalo) 1267.2; Amboine 890.2; Ternate 4339.7; Timor 1042.6; Bali et Lombok 190.0.

Total des possessions extérieures 27820; total général 30230.97 milles géographiques carrés.

Chiffre de la population. Le 31 déc. 1883 Java et Madura comptaient 20.630102 habitants, soit en comparaison de 1882 un accroissement de 374929 âmes équivalent à 1.85 %. Vu l'incomplet des données, on n'indique pas le total des habitants des possessions

[1]) Cf. Revue C. I., p. 73 et Tijdschrift van het Aardrijkskundig Genootschap 1885, 6—7, p. 338.

extérieures. La manière dont dans ces contrées se pratique le relevé de la population indigène offre peu de garantie d'exactitude. (voyez ci-après).

Répartition de la population selon l'origine. Java et Madura: Européens 36764; Chinois 211795; Arabes 10987; autres Orientaux non-indigènes 2632; indigènes 20.367944. Possessions extérieures: Européens 8777; Chinois 139477; Arabes 20574; Orientaux non-indigènes 4763. Chiffre de la population indigène »obtenu par approximation" et »reposant sur de pures conjectures", et pouvant cependant être considéré comme »passablement exact": Padang inférieur 289987, haut-pays de Padang 647020; Tapanoli 171712; Benkoulen 147000; districts de Lampong 118889; Palembang 612488; côte orientale de Sumatra 125000; Atchin et dépendances 575000; Riouw 72200; Banka 50765; Billiton 24449; Borneo occidental 349204; Borneo Sud et est 605206; Célébès et dépendances 381700; Minahassa 221361; Gorontalo 322300; Amboine 232923; Ternate 109800. Timor (indication manque); Bali et Lombok: gouvernements de Bouleleng et de Dombrana 97700; terres des princes vassanx 1240000.

K.

Les expéditions australienne et néerlandaise en Nouvelle- Guinée. — Comme suite à nos communications sur cette île (Revue, p. 140) nous appelons l'attention sur le *Special Record of the Proceedings of the Geographical Society of Australia in fitting out and starting the exploratory Expedition to New-Guinea*, rapport que nous devons à l'obligeance de quelqu'un qui s'intéresse à notre périodique, et qui a été compilé par Edward Pulsford, secretary of the Society, Sydney en juillet 1885. On y trouve des détails extrêmement intéressants sur cette expédition pleine de promesses. Les rubriques de ce travail sont: »General Statement; the part of New-Guinea to be explored; the position of Leader; the scientific Staff, Officers, etc.; the agreements with the Party; the departure of the expedition; the exploring Fund; the instructions to the leader, etc.; inventories of Stores, Arms, Trade, etc." et en outre, »the arrangement with Mr. H. O. Forbes" relativement à son exploration du »Owen Stanley Range".

Quant à l'expédition néerlandaise, nous sommes heureux de pouvoir ajouter aux intéressantes communications faites à ce sujet par Mr. Versteeg dans le »Tijdschrift van het Aardr. genootschap (IIe Serie IIe Vol., p. 114) que Son Exc. le Ministre des Colonies a inscrit de ce chef une somme annuelle de *f* 25.000 à son budget; qu'à cette somme est venue s'en ajouter une autre de *f* 10.000 contribuée par un généreux particulier qui s'intéresse à l'entreprise: M. le Baron von Rosenthal; que très probablement la Société de géographie achètera pour cette expédition un yacht à vapeur, à bord duquel les membres de l'expédition partiront d'Amsterdam et qu'il sera facile de recruter le personnel de l'expédition parmi les nombreux officiers de marine et naturalistes qui ont offert leurs services pour cette exploration.

Au moment de mettre sous presse nous recevons le 3e fascicule des »Nachrichten" publiées par la »Neu Guinea Compagnie" à Berlin. Il nous apprend que l'expédition organisée par cette compagnie et partie le 29 juin de Berlin (Revue, p. 143) est bien arrivée le 6 août à Batavia; que le vapeur »Papua" parti le 9 juin de Hambourg, se trouvait le 1er septembre à Batavia, et que le Dr. Finsch, qui se trouvait le 5 juillet à Cooktown est rentré le 3 septembre à Berlin. On y lit en outre: la suite du journal des voyages du Dr. Finsch en Nouvelle-Guinée; une description des vents, du temps et du climat (Wind, Wetter und Klima) régnant sur l'archipel Bismarck et la côte N. E. de la Nouvelle-Guinée, ainsi que dans les parages avoisinants, description empruntée aux plus récentes publications anglaises relatives au régime des vents dans les îles du Grand-Océan et aux observations du voyageur russe Maclay dans la baie de l'Astrolabe (1871/72); enfin une evaluation faite par MM. Friedrichsen et Cie à Hambourg de la superficie des parties de la Nouvelle-Guinée placées sous le protectorat allemand.

K.

BIBLIOGRAPHIE MENSUELLE.

GÉNÉRALITÉS.

COLONISATION. CULTURES. MISSIONS. COMMERCE. POLITIQUE.

843 Émigration, L', Organe colonial universel, paraissant le 1er et le 15 de chaque mois. Bruxelles, Van der Meulen. 4⁰. — Par an 3 fr.

844 Notices coloniales à l'occasion de l'exposition universelle d'Anvers en 1885. 2 tom. Paris, imprim. nat. in-8⁰.

845 **Renouard, A.,** Les pays producteurs de coton. Lille, 23 p. in-8⁰. (Extr. du Bull. de géogr.)

846 Reports from the missions in Asia, Africa, West Indies and South America, New Zealand and the Pacific. (Report of the Soc. for propagation of the gospel in foreign parts. 1884. London 8⁰).

847 Reports from the mission of the London Missionary Society in China, India, Madagascar, South Africa, Central Africa, West Indies, Polynesia. (Report 1885. London. 8⁰).

848 Missions, Wesleyan-Methodist, in Continental India, Ceylon, China, Southern and Western Africa, the West Indies. (Report of the Wesl.-Meth. Mission. Soc. 1885. London. 8⁰).

849 Proceedings of the Church Missionary Society for Africa and the East. 1884-85. London. 8⁰.

850 Kolonialpolitik, Die deutsche, H. 1—4. Leipzig, Renger.

L'ASIE OCCIDENTALE.

L'ASIE MINEURE. LA SYRIE, ETC.

851 Eisenbahn, Die, von Smyrna nach Seraikeny. (Export. N⁰. 29).

852 **Sassi,** Rapport consulaire de Trébizonde. (Recueil cons. T. LI, p. 161—65).

853 Carte de la Palestine et du Liban. établie d'après les cartes hydrographiques françaises, celles de l'Exploration Fund, etc. par L. Thuillier 1 : 500.000. Paris, Lemercier et C⁰.

854 Carte du nord de la Syrie, dréssée d'après les travaux de MM. E. G. Rey, Vignes, etc. par L. Thuillier. 1 : 500,000. Paris, Lemercier et C⁰.

855 **Le Ray,** Voyage aux ruines de Palmyre. (Bull. Soc. de géogr. Lyon, T. V, p. 567—74).

856 **Catzeflis, C.,** Rapport consulaire de Tripoli (Syrie). — A. Kodsi, Rapport cons. de Damas. — R. J. van Lennep, Rapport cons. de Smyrna. (Verz. v. consul. versl. 1885, bl. 163—66, 248 vv. 284—99).

L'ASIE CENTRALE.

857 **Knox, Th. W.,** European influences in Asia. (North Amer. Rev. Jule p. 85—93).

858 Russen, Die. in Centralasien I. (Grenzboten, 30 Juli. S. 193—202).

859 **Walker, P. F.,** Afghanistan: its history and our dealings with it. 2nd ed. With map. London, Griffith a. Farran. 220 p. 12⁰. — 2/6.

860 **Vambery, A.,** Central Asian questions. (Academy 18 July).

L'EMPIRE INDO-BRITTANNIQUE.

DESCRIPTION. ZOOLOGIE. MISSION.

861 **Mantegazza, P.** Indien. Aus dem Ital. v. H. Meister. Jena, Costenoble. VIII—368 S. gr. 8⁰. — 8 M.

862 Gefahren, Die, des indischen Dschungel. (Ausland N⁰. 28).

863 **Svertschkoff, A. v.,** Das Tierleben in Ceylon. (Zool. Garten. J. XXVI, N⁰. 5).

864 **Rice, E. P.,** Christian works among the Indras. (Chronicle London Mission. Soc. Aug. p. 246—52).

865 Account of the bishop's visit to establish the Society's mission to the Andaman Islands. (Mission field. Vol. XXX, p. 231—36).

L'ASIE ORIENTALE.

LA CHINE. FORMOSA. KOREA. LE JAPON.

866 **Penck. A.,** Richthosen's Atlas von China. (Ausland, N⁰. 33, 34).

867 **Valbert, G., La** Chine et les Chinois., (Revue des deux mondes. Sept. p. 213—25).

868 Hong-Kong. (Naut. Mag. June, p. 500).

869 Fuh-Kien Mission: Annual reports. (Church Mission. Intell. Vol. X, p. 585–605).

870 **Rose, C. W. B. von,** Consular report from Canton. — B. Buschmann, Consular report of Hong-Kong. (Verz. v. consul. versl. 1885, bl. 270—73, 426—28).

871 Chinas Aussenhandel 1884. (Export. N⁰. 33).

872 Formosan ethnology. (Nature. Vol. 32, p. 346).

873 **Tournefond, P.,** La Corée. Paris, Guillot. 172 p. in-18⁰.

874 Excursion, Une, en Japon. (Revue génér. Août. p. 227—59).

875 **Norton Whitney, W.,** Notes on the history of medical progress in Japan. (Asiat. Soc. of Japan. Vol. XII, p. 245—469).

L'INDO-CHINE.

COCHINCHINE. ANNAM, ETC.

876 **Petit, M.,** La France au Tonkin et en Chine; le pays, les institutions, le champ de bataille, etc. Ouvr. ill. 1ᵉ série. Paris. in-4⁰.

877 **C. B.,** Das französische Cochinchina. (Aus allen Weltth. Aug. S. 283—87).

878 **Hallett, H. S.,** Exploration in Indo-China. (Science. Vol. VI, p. 106—10).

879 **Hardouin,** Voyage à Kamboury et à Ratboury. Saigon. 47 p. in-8⁰.

880 **Raoul-Portel,** Les races indigènes de l'Indo-Chine orientale. (Gaz. géogr. N⁰. 30).

881 Dominicos, Los, Españoles en el Tonkin. (Revue de géogr. comm. N⁰. 1 2).

882 Note sur les ressources du Tonkin (Bull. Soc. de géogr. comm. Hâvre. N⁰. 3. p. 139—43).

883 **Rivière, A.,** L'Expédition du Tonkin. Paris, Bloch. 139 p. in-18 jésus.

884 Vérité, La, sur l'expédition du Tonkin. Rouen. 32 p. in 32⁰.

885 Annam, Land und Volk. (Ausland. N⁰. 30—32).

886 Étude sur les institutions judiciaires en Annam. Saigon. 23 p. in-8⁰.

887 Précis de la législation civile annamite; service judiciaire. Saigon. 30 p. in-8⁰.

888 Mädchen, Das junge, in Cambodja. (Globus. B. XLVIII, S. 109 f.).

889 Kambodja en het Fransche protectoraat. (Wetensch. bladen. Aug., bl. 285–307).

890 Lettere di Leon. Fea della Birmania. (Bol. Soc. géogr. Ital. Ag. p. 589—94).

LES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES.

GÉNÉRALITÉS. JAVA. SUMATRA. BORNÉO. TIMOR. LA NOUVELLE GUINÉE.

891 Kolonisatie in Nederlandsch-Indië. (Nieuws van den Dag, 3 Aug. bl. 1).

892 **Aubert,** Étude sur les colonies des Indes néerlandaises, précédé d'un Rapport sur l'exposition d'Amsterdam en 1883 par M. le comte de Saint-Foix. Paris, impr. nation. 595 p. in-8⁰.

893 **Havinga, W. J.,** Atlas van Nederlandsch Oost-Indië. Batavia, Kolff & C⁰. 2 bl. en 9 gelith. gekl. kaarten. 4⁰. — *f* 2.50.

894 **Schermbeek, A. van,** Boschexploitatie van staatswege, I. (Indische Gids. Aug. bl. 931—54. Sept. bl. 1111—22).

895 **Chapelle, H. M. la,** Bijdrage tot de kennis van het stoomvaart-verkeer in den Indischen Archipel. (Economist. Aug. bl. 675—702).

896 Toepassing, De, der algemeene eerewetten voor het leger in Nederlandsch Indië, I. (Indische Gids. Sept. bl. 1067—1110).

897 **Wichers, E.,** Hoe ik het in 't binnenland wel uithoud. (Eigen Haard, N⁰. 28, 30).

898 **Fokkens Jz., F.,** De controleur op Java en Madoera. Memorandum van ambtelijke voorschriften en bepalingen ten behoeve van de ambtenaren bij het binnenlandsch bestuur. Afl. 1. Batavia, Kolff & C⁰. VIII—168 bl. gr. 8⁰. — *f* 2.75.

899 **Fennema, R.,** Verslag van een onderzoek van het kolenterrein rondom den Boekit Soenoer in de Ommelanden van Bengkoelen, uitgevoerd in Sept. 1880 tot Mei 1881. Met 5 pl. (Jaarb. v. h. mijnwezen. 1885, 1ste ged. bl. 5—66).

900 **Toorn, J. L. van der,** Proeve van studie over het Minangkabausch. Met een voorwoord van J. Pijnappel. (Indische Gids, Aug. bl. 1023—34. Sept. bl. 1163—78).

901 **Kielstra, E. B.,** Beschrijving van den Atjeh-oorlog, met gebruikmaking der officieele bronnen. Met kaarten. Dl. I. Den Haag, Gebr. Van Cleef. gr. 8⁰.

902 **Dietz, D.,** Krijgsverrichtingen in Toba gedurende de maanden Juli, Augustus en September 1883. Met kaarten. (Indisch Militair Tijdschrift 1885. N⁰. 5—7).

903 **Cordes, J. K.,** Rapport over het onderzoek naar het delfstoffelijk productief vermogen van het district Koba, eiland Bangka. Met kaart en bijl. (Jaarb. v. h. mijnwezen, 1885, 1e ged. bl. 67—116).

904 **Schelle, C. J. van,** De geologisch-mijnbouwkundige opneming van een gedeelte van Borneo's westkust. N⁰. 9. Onderzoek naar de goudaderen bij Melassan. Met kaart. (Jaarb. v. h. mijnwezen, 1885. 1e ged. bl. 117—130).

905 **Groot, J. J. M. de,** Het Kongsiwezen van Borneo. Eene verhand. over den grondslag en den aard der Chineesche politieke vereenigingen in de koloniën, enz. 's Gravenh. M. Nijhoff. VIII—193 bl. 8⁰.

906 Timor. (Bul. Soc. de geogr. Lisboa. 5a ser. p. 61—64).

907 **Wallroth, E.,** Die Londoner Mission an der Südost-Küste von Neu-Guinea. (Allg. Miss.-Zeitschr. Juli. S. 305—20. Aug, S. 371—381. Schluss folgt).

L'AFRIQUE EN GÉNÉRAL.

908 **Kiepert, H.,** Physikal. Wandkarte von Africa 3te Aufl. 1 : 8,000,000. 6 Bl. Chrom. Berlin, Reimer. — 8 M.

909 **Tissot, Ch.,** Rapport sur les missions archéol. en Afrique. (Arch. d. missions scient. T. XI, p. 253—70).

910 **Henke, K. G.,** Weitere Mitteilung über die afrikanischen Straussenarten. (Zool. Garten, J. XXVI. S. 79—82).

911 Comercio hispano-africana. (Rev. de géogr. comm. N⁰. 3, 4. Cont.)

912 **Robert, F.,** Projet d'une expédition d'exploration commerciale le long de la côte d'Afrique. (Bull. Soc. de géogr. comm. Paris. T. VII, p. 185, 305).

913 Commerce, Le, de l'ivoire en Afrique. (L'Afrique expl. N⁰. 81, p. 241—48. Gaz. géogr. N⁰. 34).

L'AFRIQUE SEPTENTRIONALE.

LE MAROC. L'ALGÉRIE. LA TUNISIE.

914 Tanger, Von, nach Fes. (Export, N⁰. 30).

915 **Castonnet des Fosses,** Les intérêts Français au Maroc. (Bull. Soc. de géogr. d'Oran, T. V, p. 17—40).

916 Algérie et Tunisie d'après les documents fournis par le Dépôt de la guerre. Carte dess. par J. Hansen. 1 : 1,800,000. Paris Lemercier & C⁰.

917 **Veyran, L. de,** Les missions du colonel Flatters, à travers le Sahara. (Bull. Soc. de géogr. comm. Paris. T. VII. p. 286—93).

918 Climat, Le, Algérien. (Gaz. géogr. N⁰. 34, 35.)

919 Projet, Le, de création en Algérie et en Tunisie d'une mer dite intérieure. Paris, Chaix. 44 p. in-8⁰.

920 **Monbrun, Th.,** Chronique trimestrielle de la Province d'Oran. (Bull. Soc. de géogr. d'Oran). T. V, p. 48—52.

921 **Cambon, V.,** De Bône à Tunis, Sousse et Kairouan. Lyon, Bellon. 195 p. in-8⁰.

922 Environs de Tunis et Carthage, levés exécutés sous la direction de M. le commandant Perrier en 1878, grav. par Erhard. 1 : 40,000. Publ. par le Dépôt de la guerre. Paris.

923 **Postel, R.**, En Tunisie et au Maroc. Avec dessins. Paris, Librairie gén. 221 p. in-8⁰.

924 **Simon, E.**, Exploration scientifique de la Tunisie. Étude sur les arachnides. Paris imp. nat. IV—59 p. in-8⁰.

925 Enseignement, L', Arabe en Tunisie. (Ann. de l'extrême Or. T. VIII. p. 8—12).

926 **Piesse, L.**, De la Goulette à Tripoli. (Bull. Soc. de géogr. d'Oran T. V. p. 8—16).

L'AFRIQUE ORIENTALE.

L'EGYPTE. LE SOUDAN. POSSESSIONS FRANÇAISES ET ITALIENNES. L'AFRIQUE CENTRALE, ETC.

927 **Dicey. E.**, The khedivate of Egypt. (Ninet. Cent. July, p. 1—13).

928 **Summer Maine, Ch.**, The international tribunal of Egypt. (Fortn. Rev, Aug. p. 164—77).

929 **Brackenbury, H.**, Midsummer in the Soudan. (Fortn. Rev. Aug. p. 257—66).

930 **Garello, G.**, Degli abstanti e del prodotti del Sudan. (Boll. Soc. géogr. Ital. Vol. X, p. 519—36).

931 **Gascoigne, R. F. T.**, To within a mile of Khartoum. (Ninet. Cent. July, p. 88—100).

932 **Manfredi, C.**, La spedizione inglese nel Sudan egiziano. (Riv. milit. Ital. Apr.).

933 **Reinisch, L.**, Zula (Adulis), una città scomparsa del Mar Rosso. (Boll. Soc. geogr. Ital. Vol. X, p. 584—87).

934 Notizie dallo Scioa. (Boll. Soc. geogr. Ital. Vol. X, p. 580—84).

935 **Soleillet, P.**, Le Choa et l'avenir commercial d'Obock, Tadjoura et Sagallo (Bull. Soc. de géogr. comm. Paris. T. III, p. 275—85)

936 **Felkin, R.**, Uganda und sein Herrscher Mtesa. (Jahresber. Geogr. Ges. München 1884, S. 81—108).

937 Expedition, Die ostafrikanische, der Herren Reichard und Böhm. (Aus allen Weltth. Aug. S. 287—90, Mouv. géogr. N⁰. 18).

938 **Giraud, V.**, Voyage aux grands lacs de l'Afrique méridionale. (Bull. Soc. de géogr. Lyon. T. V. p. 513—41).

939 Bishop Hannington's visit to Chagga. (Church Mission. Intell. Vol. X, p. 606—13)

940 Traversée, La sixième, de l'Afrique centrale. (Mouv. géogr. N⁰. 14).

941 **Cyrnos, J. de**, L'Afrique intertropicale. (Journ. d'hygiène. N⁰. 454. Voir N⁰. 448 et 450).

942 **Stanley, H. M.**, Wie ich Livingstone fand. Reisen, Abenteuer und Entdeckungen in Central-Afrika. Autor. deutsche Ausg. 2te Aufl. Mit Karte u. Abb. 2 Bde. Leipzig, Brockhaus. XI—342, VIII—370 S. gr. 8⁰. — 22 M. 50.

943 **O'Neill, H. E.**, East-Africa between the Zambezi and Rovuma rivers: its people, riches and development (Scott. geogr. Mag. Aug. p. 337—51). — O'Neill's Reise durch Lomwa nach dem Schirwa-See. (Ausland. N⁰. 27).

L'AFRIQUE MÉRIDIONALE.

944 **Fontpertuis, Ad. F. de**, L'Afrique Australe, ses races indigènes et ses colons. (Nouv. Revue. Août, p. 798—821).

945 Kolonisationsfähigkeit, Die, von Transvaal. (Export. N⁰. 34),

946 **Waal, B. H. de**, Verslag van het consulaat te Durban (Natal). — W. H. Canisius, Verslag van het consulaat te Bloemfontein (Oranje-Vrijstaat). — Verslag van het consulaat-gen. te Kaapstad. — Tennant Jones, Report of Port-Elizabeth. (Verz. v. consul. versl. 1885, bl. 329—42).

L'AFRIQUE OCCIDENTALE.

POSSESSIONS ESPAGNOLES. LA SÉNÉGAMBIE. LA CÔTE DE GUINÉE, ETC.

947 Territorios adquiridos para España por la Sociedad Española de Africanistas y Colonistas en la costa occidental de Africa. (Bol. Soc. geogr. Madrid. T. XVIII, p. 355—99. T. XIX, p. 118—28. Cont.).

948 Possessions, Les, Espagnoles sur la côte du Sahara. (Gaz. géogr. N⁰. 33, 34).

949 España en el Sahara (Revista de geogr. comm. N⁰. 1, 2).

950 España en el Golfe de Guinea. (Revista de geogr. comm. N⁰. 1, 2, 4).

951 Factorias Españolas en la costa occidental de Africa. (Revista de geogr. comm. N⁰. 1, 2).

952 Togo land. Le camp des Haonssas. Trad. de M. Amiot. (Bull. Soc. de géogr. comm. Paris. T. VII, p. 294—96).

953 Predigtreise eines Neger-Pastors durch die Länder am Wolta-Strom. (Evang. Missions-Mag. J. XXIX. S. 257—72, 305—61).

954 Yoruba Mission, The. (Church mission. gleaner. Aug.).

955 **Grundemann, R.,** Abeokuta. (Allg. Miss.-Zeitschr. Aug. S. 353—70).

956 **Johnson,** The Upper Niger mission. (Church Mission. Intell. Sept. p. 652—61).

957 **Flegel, R.,** Die Besteigung des Pico grande von Kamerun. (Mongoma-Lohah) in Febr. 1879 durch die Mitglieder der „Henry Venn" Expedition. (Petermanns Mitt. B. XXXI, S. 298—305).

958 Jornadas, Novas, de Silva Porto nos sertoes africanos (Bol. Soc. de geogr. Lisboa. 5ª ser. p. 3—36).

959 **Neves Ferreira, J. A. das,** Benguella. (Bol. Soc. de geogr. Lisboa. 5ª ser. p. 92—108).

960 **Cordeiro, L.,** L'Exploration Africaine de Herm. Capello et Rob. Ivens. Gaz. geogr. N⁰. 34 Mouv. géogr. N⁰. 18. Export. N⁰. 35).

961 Angra Pequena. Actenstücke. (Staatsarchiv. B. XLIV. N⁰. 8416—24. — Voir N⁰. 310).

LE ROYAUME DU CONGO.

962 Toekomst, Een nieuwe, voor Afrika. Iets naar aanleiding der Congo-conferentie. (De Katholiek, Aug. bl. 100—11).

963 **Génon. E.,** Les explorations de Brazza. Paris, Libr. génér. 259 p. in-16.

964 **Oppel. A.,** R. Stanley's Kongo-werk und sein geographischer Inhalt. (Ausland, N⁰. 32).

965 **Wauters, A. J.,** Un nouvel explorateur du Congo. L'Oubangi. Nouvelles. (Mouv. géogr. N⁰. 16).

966 **Grenfell,** Exploration des affluents du Congo. (L'Afrique explorée. Ann. VI, p. 273—84).

967 **Kongo, The,** Free State. (Science Vol. VI p. 163—65).

968 **Baumann, O.,** Projectirte geodätischen Arbeiten von Dr. O. Lenz' österr. Congo-Expedition — Oesterreichische Congo-Expedition. (Mitth. Geogr. Ges. Wien. B. XXVIII, S. 338—42, 348—50).

969 Congo, No, trabalhos da missao portuguesa de Salvador. (Bol. Soc. de geogr. Lisboa. 5ᵉ ser. p. 36—61).

970 **Baumann, O.,** Die Uëlle-Frage. (Mitth. Geogr. Ges. Wien. B. XXVIII, S. 342—48).

971 **Davies, E.,** The bishop of Africa; or the life of W. Taylor, with an account of the Congo country and mission. Reading, Mass. 192 p. 12⁰.

972 **Du Fief, J.,** La question du Congo depuis son origine jusqu'aujourd'hui. Exploration. Association du Congo. Etat indépendant du Congo. Conférence de Berlin. Géographie du bassin du Congo. Bruxelles, Vanderauwera. (Bull. Soc. Belge de geogr. N⁰. 3. p. 221—99).

973 État indépendant du Congo. Nouvelles et informations. (Mouv. géogr. N⁰. 15).

ILES AFRICAINES.

974 **Bulletin,** Officiel de l'île de Nossi-Bê. Ann. 1884. Paris, impr. nat. 388 p. in 8⁰.

975 **Guët, J.,** Les origènes de l'île Bourbon. (Revue marit. T. LXXXVI, p. 491—524).

L'AMÉRIQUE DU NORD.

ALASKA. POSSESSIONS ANGLAISES.

976 **Scidmore,** Miss **E. R.,** Alaska: its southern coasts and the Sitkan Archipelago. With maps and ill. Boston, VII—233 p. 12⁰. — 7/6.

977 Growth, The, of Colonial England. British North America. (Westm. Rev. Jul. p. 80—117).

978 **Krause, A.,** Die Tlinkit-Indianer. Ergebnisse einer Reise nach der Nordwestküste von Amerika und der Beringstrasse (1880—81). Mit 1 Karte, 4 Taf. u. Ill. Jena, Costenoble. XVI—420 S. gr. 8⁰. — 11 M.

979 **Sheldon, A. H.,** Cassiar, New Caledonia (Mission field. Sept. p. 281-86).

980 Magdalen Islands, The. A summer trip with the bishop of Quebec (Mission field Vol. XXX, p. 247—54).

981 **Janssen, C.,** Rapport consulaire de Canada. (Revue cons. T. 4, p. 385—405).

982 **Melgund, Lord,** The recent rebellion in North-West Canada. With a map. (Ninet. Cent. Aug. p. 312—27).

L'AMÉRIQUE CENTRALE.

LES ANTILLES. PANAMA.

983 Antilles. (Revue de géogr. comm. N⁰. 1, 2).

984 Jaar-rapport aangaande de openbare tuinen en plantages in Jamaica. (Ind. Mercuur, N⁰. 32—34).

984 **Leger, J. N.,** Haiti et la revision. Paris, Marpon et Flammarion. 80 p. in-18 jésus. — 1 fr. 50.

986 **Headley, J. T.,** Darien exploring expedition under command of Is. C. Strain. Ill. New York. 40 p. 4⁰,

987 **Michel, E.,** A travers l'isthme de Panama. Avec une carte. (Gaz. géogr. N⁰.32).

L'AMÉRIQUE DU SUD.

LA GUYANE. BRÉSIL. RÉPUBLIQUE ARGENTINE. PARAGUAY ET URUGUAY. COLUMBIA. CHILE, ETC.

988 **Coudreau,** H., De l'émigration européenne dans les prairies de la Guyane. Avec une carte. (Bull. Soc. de géogr. comm. Paris. T. VII. p. 265—74).

989 **Everard im Thurn,** The ascent of mount Roraima (British Guyane). With maps. — H. J. Perkins, Notes on a journey to Mount Roraima. (Proc. R. geogr. Soc. Aug. p. 497—534).

990 Besteigung, Eine, des Roraima in British-Guyana. (Ausland N⁰. 22).

991 **d'Oliveyra,** Consular report from Georgetown (Demerary). (Verz. v. consul. versl. 1885, bl. 193—97).

992 **Fontaine, O.,** La Guyane néerlandaise. (Bull. Soc. Belge de géogr. N⁰. 3, p. 347—56).

993 **Kappler, A.,** Die Tierwelt im holländischen Guiana. (Ausland N⁰. 27—35).

994 Einwanderungs- und Kolonisationsfrage, Zur, in Brasilien, speciell in der Provinz Sao Paulo. — Zur Lage in der Provinz Santa Catharina. (Export, N⁰.34).

995 **Séris, H. L.,** Le Brésil pittoresque d'après ses géographes et ses explorateurs. Limoges, Barbon & C⁰. 220 p. in-8⁰.

996 **Derby, O. A.,** Peculiar modes of occurrence of gold in Brazil. (Amer. journ. of sc. Vol. XXVIII, p. 440—47).

997 **Gorceix, H.,** Développement de la production au Brésil. (Bull. Soc. de géogr. comm. Paris. T. VII, p. 233—42).

998 **Benjamin, F. A.,** Du Rio Branco et des Indiens ses riverains. (Bull. Soc. de géogr. comm. Havre N⁰. 3, p. 149—55).

999 Finanzen, Die, im Allgemeinen und einigen Provinzen im Besonderen. (Export, N⁰. 29).

1000 **Palm, F.,** Consulair verslag van Rio de Janeiro. — L. van Riet, Cons. verslag van Rio Grande do Sul. (Verz. v. consul. versl. 1885, bl. 197—218, 309—20).

1001 **Handler, O.,** Argentinien. (Aus allen Weltth. Aug. S. 298—305).

1002 **Sastro, M.,** El Tempe Argentino. 7ª edic. Corbeil. XVIII—299 p. in 18 jésus.

1003 **Créquer, V.,** Les ports du Parana. — Le nouveau chemin de fer de Buenos-Ayres à Mendoza. (Bull. Soc. de géogr. comm. Hâvre. N⁰. 3, p. 120—28, 146—48).

1004 Estadistica del comercio y de la navegacion de la Republica Argentina correspondiente al año 1884. Public. offic. Buenos Aires, 1885. XXXV—340 p. gr. 8⁰.

1005 Paraguay, Le. (Mouv. géogr. N⁰. 15).

1006 **Mancini,** Le commerce d'importation et d'exportation au Paraguay. (Mon. d. cons. 8 Août).

1007 **Baguet, A.,** Le dictateur Francia ou une page sanglante de l'histoire du Paraguay. (Bull. Soc. de géogr. d'Anvers. T. X, p. 32—41).

1008 Uruguay. (Export. N⁰. 33, 35).

1009 **Potel, A.,** L'Uruguay et La Plata. Le développement de l'industrie et du commerce française. (Bull. Soc. de géogr. comm. Paris. T. VII, p. 248—54).

1010 **Hettner, A.,** Ueber seine Reisen in Columbien. (Verh. Ges. f. Erdk. Berlin. B. XII. S. 281—88).

1011 **Hettner, A.,** Reiseskizzen aus Columbien. (Globus. B. XLVIII. N⁰. 6—11).

1012 Lage, Zur, in Peru. (Export. N⁰. 34).

1013 **Philippi, R. A.,** Zwei Mitteilungen aus Chili. (Ausland. N⁰. 24).

1014 **Arana, H. B.,** Historia general de Chile. 3 vol. Santiago de Chile. Roy. 8⁰. — £ 1, 1 s. each vol.

1015 **Brockway, C. B.,** Thermometrical observations in Quito, Ecuador. (Proc. Amer. philos. Soc. Vol. XXI, p. 676—85).

1016 **Müller, A.,** Nachtrag zur Ornis des Insel Salanga. (Journ. f. Ornith. J. XXXIII. S. 151—62. Siehe Journ. 1882. S. 353 ff.

1017 Bolivien. (Export. N⁰. 27, 32).

1018 **Hyades,** Sur l'état actuel des Fuégiens de l'archipel du cap Horn. (Bull. Soc. d'anthrop. T. VIII, p. 210—15).

1019 Falklands-Inseln, Die, Allgemeine und Handels-Verhältnisse, Schiffs-Ausrüstung uud Hafen-Verordnungen in Port Stanley. (Ann. d. Hydrogr H. VIII. S. 435—38).

L'AUSTRALIE.

1020 **Finch-Hatton, H.,** Advance Australia: An account of eight years' work, wanderings and amusements in Queensland, New South Wales and Victoria. London, W. H. Allen. 390 p. 8⁰. — 18/.

1021 **Victoria,** Aus der Kolonie. (Export N⁰. 36).

1022 **Jung, E.,** Die Zucker-Industrie in Australien und Fidschi. (Oesterr. Monatschr. f. d. Or. N⁰. 8).

1023 Rohhaut und Ledergeschäft, Das, auf Neu-Seeland. (Export N⁰. 36).

1024 España Oceanica, (Rev. de géogr. comm. N⁰. 1, 2).

1025 **Butrón y de la Serna, Em.,** Memoria sobre las islas Carolinas y Palaos. (Bol. Soc. geogr. Madrid T. XIX, p. 23—31, 95—118. Contin.).

1026 **Hue, F.,** Les Carolines. (Gaz. geogr. N⁰. 35).

1027 Karolinen inseln, Die, (Grenzboten, J. 44, S. 438—44).

1028 Cuestion, La, de las Carolinas: Debates en la Sociedad Española de Geografic. comercial. Exposicional Gobierno. Manifesto al pais. (Rev. de geogr. com. N⁰. 5 y 6).

1029 **Greffrath, H..** Die Verbrecher kolonie in Neu-Kaledonien. (Ausland, N⁰. 25).

1030 **Monselon, L.,** Les colons, les transportés, les récidivistes à la Nouvelle-Calédonie. (Bull. Soc. de géogr. comm. Paris. (T. VII. p. 255—64).

1031 Nuova Caledonia, La. (Mar. e Comm. Magg.)

APERÇU SYSTÉMATIQUE.

Colonisation. Émigration. Gén. 843, 44. I. O. Néerl. 891, 92. L'Afr. en gén. 908, 9. L,Afric. Mér. 944, 45. L'Afr. Occ. 947, 48, 50. Roy. du Congo 961. L'Am. du N. 977. L'Am. Centr. 983. L'Am. du S. 988, 94, 1001, 2. L'Austr. 1021, 24, 29, 30.

Voyages. Description. Cartes. L'As. Occ. 851, 53—55. L'Emp. I.-Britt. 861, L'As. Or. 866—68, 73, 74. L'Indo-Ch. 876—79, 85. I. O. Néerl. 893, 97. 906. L'Afr. Sept. 914, 16, 17, 21—24, 26. L'Afr. Or. 929, 31, 33, 34, 36—38, 40, 42, 43. L'Afr. Occ. 952, 57—60. Roy. du Congo 963—65,67—69. Iles Afr. 974. L'Am. du N. 976. L'Am. Centr. 986. L'Am. du S. 989, 90, 92, 95, 1005, 6, 8, 10, 11, 13, 17. L'Austr. 1020, 25—27, 31.

Oro-hydrographie, Géologie, etc. I. O. Néerl. 899, 903, 4. Roy. du Congo 966, 70. L'Am. du S. 996.

Météorologie. Médecine. L'As. Or. 875. L'Afr. Sept. 918. L'Afr. Or. 941. L'Am. du S. 1015.

La Botanique. Zöologie. L'Emp. I.-Brit. 862, 63. L'Afr. en gén. 910. L'Am. du S. 993, 1016.

Produits. Cultures. Gén. 845. I. O. Néerl. 894. L'Afr. Or. 930. L'Am. du S. 997.

Anthropologie. Ethnographie, etc. L'Indo-Ch. 880. L'Am. du N. 978. L'Am. du S. 998, 1018.

Gouvernement, etc. L'Indo-Ch. 886, 87. I. O. Néerl. 898. L'Afr. Or. 927. L'Am. du S. 999.

Religion. Mission. Instruction. Gén. 846—49. L'Emp. I.-Brit. 864, 65. L'As. Or. 869. L'Indo-Ch. 881. I. O. Néerl. 907. L'Afr. Sept. 925. L'Afr. Or. 939. L'Afr. Occ. 953—56. Roy. du Congo 971. L'Am. du N. 979, 80.

Commerce, Industrie, etc. Voies de communication. L'As. Occ. 852, 56. L'As. Or. 870, 71. L'Indo-Ch. 882. I. O. Néerl. 895. L'Afr. en gén. 911—13. L'Afr. Sept. 919. L'Afr. Or. 935. L'Afr. Mér. 946. L'Afr. Occ. 949, 51. L'Am. du N. 981. L'Am. Centr. 984, 87. L'Am. du S. 991, 1000, 3, 4, 9, 12, 19. L'Austr. 1022, 23.

Mœurs et coutumes. Langue et littérature. L'Indo-Ch. 888. I. O. Néerl. 900.

Politique. Histoire. Gén. 850. L'As. Centr. 857—60. L'Indo-Ch. 883, 84, 89, 90. I. O. Néerl. 896, 901, 2, 5. L'Afr. Sept. 915, 20. L'Afr. Or. 928, 32. L'Afr. Occ. 961. Roy. du Congo 972, 973. Iles Afr. 975. L'Am. du N. 982. L'Am. Centr. 985. L'Am. du S. 1007, 14. L'Austr. 1028.

L'AUSTRALIE
dans ses rapports avec la France et l'Allemagne.

PAR

CHARLES H. PEARSON,

Membre de la Chambre Législative de Victoria.

Depuis deux ans, les colonies australiennes se sont associées pour protester contre l'intention du Gouvernement français de déporter quelques milliers de récidivistes dans la Nouvelle-Calédonie, et plus récemment toutes les colonies, à l'exception de New South Wales, ont réclamé hautement contre l'acquisition d'une partie de la Nouvelle-Guinée par l'Allemagne. Quiconque a suivi les débats dans les chambres des différentes colonies, ou qui a lu les articles qui ont paru de temps en temps dans les journaux australiens, n'aura pas manqué de remarquer une grande véhémence de sentiment, entremêlée d'emportements de langage regrettables. Il est évident que ce nouveau peuple, qui sort à peine de ses langes, s'occupe déjà de son avenir et se berce de rêves d'empire. On a entendu des hommes d'État, mûris par l'expérience, employer des expressions qui rappellent la fameuse doctrine de Monroe, et d'après lesquelles aucune puissance étrangère n'aurait le droit de s'établir dans les îles de l'Océan Pacifique du Sud. Il est vrai que le Cabinet de St. James n'a rien fait pour encourager ces prétentions tant soit peu excessives. Au contraire, les colons soupçonnent que Lord Derby est toujours disposé à acheter la bienveillance du Prince de Bismarck en lui sacrifiant une de ces possessions lointaines, que la race anglaise sait si bien exploiter et que le public anglais apprécie si peu. Toutefois la politique de Lord Derby a déjà dépassé les limites dans lesquelles l'opinion publique de ses compatriotes était disposée à le soutenir, et il est plus que probable que la politique an-

glaise va subir un revirement, et que les voeux des colonies seront mieux accueillis dans l'avenir par le Parlement qu'ils ne l'ont été dans le passé. De petits états qui peuvent venir au secours de la Grande Bretagne, et qui formeront bientôt une population sur les côtes de la mer Indienne, à trois jours de distance par vapeur de Singapore, sont des alliés qu'un pays entouré d'ennemis et de dangers ne pourra mépriser.

Précisons la situation. En mettant de côté la blague des orateurs et des journalistes, on trouvera que les colonies Australiennes n'ont jamais réclamé contre une colonisation pacifique et industrielle par les puissances étrangères. La Hollande s'est emparée en 1821 d'une partie de la Nouvelle-Guinée. Depuis ce temps, elle n'a rien fait pour exploiter le pays,mais son droit de le retenir a toujours été reconnu en Australie comme incontestable. L'occupation de la Nouvelle-Calédonie par la France a été suivie d'une blessure des plus vives à l'amour-propre Australien. Lord Derby a fait amener le pavillon Anglais que Sir George Grevy avait déjà arboré sur les Nouvelles-Hebrides, et ces îles ont été déclarées neutres par complaisance pour le gouvernement de l'Empereur Napoleon III. Il est impossible de dire qu'on n'ait pas été mécontent en Australie de cette politique d'effacement, mais personne n'en a gardé rancune et on n'en parlerait déjà plus si le gouvernement de M. Ferry n'avait pas conçu la malheureuse idée de peupler les îles de l'Océan Pacifique avec des hommes qu'on va déporter de la France parce qu'on les croit incorrigibles. Si l'Allemagne s'était contentée d'occuper les îles telles que la Nouvelle Irlande, que le commerce allemand s'est déjà appropriée, personne ne se serait plaint sérieusement. L'occupation de la partie du Nord de la Nouvelle Guinée a excité une vive indignation, d'abord parce que le Gouvernement de Queensland l'avait déjà annexée d'une manière informelle, et puis parcequ'on envisage son occupation par une grande puissance militaire comme une menace pour nos côtes.

Le droit des habitants de l'Australie de s'ocuper de ce que font les puissances étrangères dans l'Océan Pacifique dérive du fait incontestable que les trois millions d'Anglais, qui se sont déjà établis dans les mers du Sud, sont pour le moment le seul peuple civilisé qui ait eu l'idée de se fixer dans ces latitudes. La population française de la Nouvelle-Calédonie, si l'on excepte les forçats et les soldats qui les surveillent, est si peu nombreuse qu'elle mérite à peine d'être prise en considération. Je dirai de plus que si, au lieu de quatre mille soldats français et de dix ou quinze mille récidivistes, il devait être question de cinquante mille colons français

dans la Nouvelle-Calédonie, nous n'en serions ni jaloux, ni effrayés. Ce que nous redoutons ce sont les forçats qui s'évadent et qui nous rendent visite de temps en temps; et nous craignons encore plus les récidivistes qui seront beaucoup plus nombreux et moins surveillés, et pour lesquels les facilités d'évasion seront par conséquent très-grandes. Si pourtant la guerre éclatait, nous ne pouvons pas oublier que tout récidiviste a été soldat, et qu'un gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, étant toujours marin ou militaire, ne manquerait pas de lancer des bataillons de ces enfans perdus contre les possessions anglaises. Dans la guerre de 1797 le Directoire n'a pas hésité à débarquer quelques centaines de forçats sur le littoral du Pays de Galles. Si ces gens eussent remporté une petite victoire, c'eût été autant de gagné pour la France, et quand même ils auraient été pris ou tués, la France n'y aurait rien perdu. Or, si le peuple anglais a le droit d'habiter l'Australie et la Nouvelle-Zélande, il a le droit aussi de veiller à ce que son existence politique ne soit pas compromise par un danger qui n'existe pas pour les états européens.

Ce n'est pas un gouvernement français qui mettra en doute qu'une nation soit justifiée en demandant que des personnes dangereuses soient éloignées de son voisinage. En 1832, le gouvernement du Roi Louis Philippe a obtenu d'un Ministère anglais que Charles X quitterait l'Ecosse. Le roi déchu était l'hôte de l'Angleterre, qui l'avait même protégé dans un temps plus reculé contre les armes de Napoléon I; mais on a bien compris que les souvenirs historiques et les devoirs de l'hospitalité ne devaient pas l'emporter sur les besoins impérieux d'une nation voisine et amie. En 1836, le Gouvernement français a obtenu de la Confédération Suisse que le Prince Louis Napoléon et ses associés seraient expulsés du pays. En 1858, après le fameux attentat Orsini, le Gouvernement de l'empereur Napoléon III a obligé le Gouvernement belge de refuser un asile aux personnes suspectes; et il a adressé la même demande au cabinet de St. James. Il est historique que cette demande a été bien accueillie par Lord Palmerston et même par l'opinion publique, jusqu'au moment où quelques mots indiscrets de M. de Persigny et les lettres fougueuses des officiers français, qu'on a fait insérer dans le Moniteur, ont froissé l'orgueil du peuple anglais et de Parlement. Personne ne niera que si des considérations de solidarité internationale exigent qu'il ne soit pas permis au chef d'un parti politique de se réfugier à peu de distance d'un pays, dans lequel il peut susciter des troubles, on a bien plus le droit de réclamer contre la présence d'une armée de criminels dans

les îles d'une mer qu'ils peuvent traverser pendant une grande partie de l'année dans le plus leger canot. Personne ne niera non plus que le sacrifice d'amour-propre national ait été beaucoup plus grand pour l'Angleterre, quand Charles X a été expulsé à la demande d'une puissance de premier ordre, qu'il ne le serait pour la France si son Gouvernement faisait la concession que demandent les colonies Australasiennes. On a pu dire que l'Angleterre était poussée par la crainte d'une guerre; on ne saurait supposer que la France se fût laissée intimider par des communautés, qui n'ont pas de forces militaires et qui ont à peine une milice.

On paraît supposer en France que la déportation existe actuellement pour Queensland, et que les Australiens profitent chez eux d'une institution dont ils ne veulent pas pour la Nouvelle-Calédonie. C'est une erreur. Non seulement la déportation en Australie a été abolie partout, mais quand le Gouvernement anglais en 1865 a accueilli les invitations des grands propriétaires fonciers de l'Australie de l'Ouest, et leur a envoyé des criminels, il y a eu dans les autres parties du continent une agitation qui frisait la séparation. On a commencé par demander des passeports à tous les passagers qui arrivaient de l'Australie de l'Ouest; on a proposé de souscrire de grandes sommes pour envoyer de nos propres forçats en Angleterre; on a fini bientôt par obtenir du Gouvernement Impérial qu'il renoncerait à ce projet impolitique. Dans ce cas, il est certain que la grande majorité de la population australienne avait un vif intérêt à faire cesser la déportation dans une province d'une importance minime. Il faut observer cependant que dans les premiers temps, quand les colonies se sont combinées pour abolir la déportation, New South Wales, Queensland et la Tasmanie ont dû subir des grandes pertes, et qu'ils n'ont purifié leur atmosphère morale qu'en se privant des fonds que dépensait l'administration et du travail qu'apportaient les forçats. On ne va pas au devant de pareils sacrifices si on n'a pas l'espoir d'en être récompensé dans l'avenir.

Or, pour tout Anglais il est tellement démontré qu'une colonie ne retire aucun avantage du travail forcé, qu'une grande partie de l'indignation, qui a été exprimée contre le projet de M. Ferry, dérive de cette certitude. On suppose — faussement à coup sûr — que l'existence même des colons libres dans la Nouvelle Calédonie va être sacrifiée à un sentiment d'amour-propre froissé ou à des calculs belliqueux. Pour ceux qui n'admettent pas cette supposition il reste toujours certain que les assemblées législatives n'auraient jamais accepté la proposition de déporter les récidivistes, si ses

nembres avaient cru à l'avenir des colonies françaises dans le Pacifique. Chose remarquable, la nation, qui a dévancé l'Angleterre comme puissance colonisatrice en Amérique et en Afrique, recule pour le moment et paraît douter de ses forces. Certes, le besoin de s'expatrier n'existe plus pour le Français comme il a existé autrefois. Grâce aux lois bienfaisantes de la Révolution, les petits propriétaires ont de quoi vivre chez eux, et ce sont des Espagnols et des Suisses plutôt que des Français qui se sont établis en Algérie. Toutefois personne ne contestera qu'il y a des moments critiques, dans lesquels par les suites d'une guerre, d'une grève, ou de nombreuses faillites des milliers de personnes sont obligées de quitter leur pays. Personne non plus ne niera que les sympathies nationales réagissent sur les relations industrielles, et que, si l'Australie continue à acheter ce qu'il lui faut dans les marchés de Birmingham et de Manchester, ce n'est pas parce que les denrées de Rouen ou les fers de Liége sont inférieurs aux produits de la Grande Bretagne. Dans tous les cas où la concurrence n'est pas excessive, l'habitude et le sentiment de patriotisme l'emportent sur le calcul. La France fait bien de ne pas s'appuyer sur la colonisation comme le débouché ordinaire de sa population; elle fait mal, à mon avis, de ne pas chercher à attirer le superflu de son peuple dans les belles colonies qui lui restent.

Or, l'expérience d'un siècle a constaté que le travailleur libre ne s'établira jamais à côté de l'esclave ou du forçat. Dans l'Amérique du Nord, les provinces du Sud étaient les plus riches de l'Union, mais la classe ouvrière libre n'existait là que sous le titre de „Blancs mesquins" (mean whites) et il en est résulté que le Sud a succombé — faute d'hommes — dans sa lutte contre le Nord. En Australie, la Tasmanie et l'Australie de l'Ouest ressentent encore les malheureuses suites de la présence, dans le passé, d'une population de forçats. Mais la comparaison la plus frappante sera celle de la Louisiane avec le Canada. La Louisiane est dix fois plus riche que la province moderne de Québec, et elle a été favorisée par le Gouvernement français dans ses premiers commencements. En 1732, la population était déjà de sept mille habitants, dont cinq mille étaient des blancs; en 1810, il n'y avait que 75 mille personnes y compris des Espagnols et des Américains, et de cette population la moitié à peu près se composait de nègres. En 1763, quand le Canada a été cédé à la Grande Bretagne, la population française n'était que de 65 mille âmes; en 1880 le chiffre s'était élevé à 1,300,000 et il aurait été beaucoup plus grand, si une grande émigration des habitants dans les États Unis n'avait

eu lieu. Remarquons que cet accroissement d'une colonie française dans une province des plus stériles — et où de nouveaux émigrés ne venaient plus de la France — a été plus grand même que celui du peuple anglo-saxon dans les États Unis, où l'on compte huit millions d'immigrés depuis trente ans. A quoi attribuer la différence de ces résultats, sinon au fait que le développement de la Louisiane a été entravé par l'action des gouvernements français et espagnol, qui y envoyaient des forçats et y maintenaient l'esclavage; tandis que, dans le Canada, la race française, qui n'était souillée, ni par le contact de forçats, ni par l'esclavage, mais au contraire laissée entièrement libre par les Anglais, a pu démontrer quelle puissante sève l'alimente? Dans ce moment, la France répète sa triste expérience d'autrefois. Elle s'empare de terres neuves et riches, elle y maintient de grands établissements; et elle veut les emploiter uniquement dans les intérêts de l'administration de Paris. Elle persiste à faire ce qui n'a pas réussi dans la Louisiane, et ce qui a échoué sur une plus grande échelle en Australie; elle ne veut pas écouter les plaintes des colons, ni les avertissements de ses subordonnés qui s'entendent à dénoncer la déportation; et puis elle s'indigne de ce que quelques journaux et quelques orateurs australiens attaquent un projet qu'aucun homme désintéressé, connaissant le Nouvelle Calédonie, n'a recommandé, et qui convertira des paradis terrestres en repaires de brigands. Ce n'est pas la race anglaise qui perdra à l'avenir, si on persiste à ruiner la Nouvelle Calédonie. Ce sera la France, qui n'aura qu'un cachot de plus quand elle aurait pu avoir une province.

Quant aux projets allemands, ils diffèrent beaucoup de cette malheureuse idée de M. Ferry, et ceux qui ont suivi les variations de l'opinion publique en Australie auront pu remarquer qu'il y a très peu d'inquiétude ou d'irritation dans les esprits, à l'exception de la question de la Nouvelle Guinée. Il est vrai que nous redoutons un peu ce qui peut suivre de cet empiétement sur des terres voisines. Nous croyons que la présence d'une flotte allemande dans nos eaux et de quelque milliers de soldats allemands à une petite distance de nos côtes nous obligera à prendre des précautions et fera monter les dépenses de nos établissements militaires. Toutefois, ce sont là des craintes qu'une politique sage et modérée pourra désarmer. Aussi la grande colonie de New South Wales a refusé de prêter son appui à la protestation qu'ont formulée les autres états de l'Australie. Cependant il faut admettre que beaucoup de personnes, qui ne sont pas très inquiètes pour la sûreté de nos villes et qui croient que notre peuple saura se protéger, redou-

tent l'établissement de grandes colonies allemandes pour des raisons industrielles et humanitaires.

Deux des possessions anglaises dans l'Océan Pacifique, Queensland et les îles Fiji, ont réussi jusqu'à un certain point à former des plantations de cannes à sucre. Dans ce moment, ces plantations sont à peu près ruinées par une baisse dans le prix de sucre et par le manque de laboureurs. On ne peut rien faire contre la baisse. Si elle dure, cette industrie disparaîtra et ne sera bientôt qu'un souvenir. On pourra peut-être remédier au manque d'ouvriers. Cet état de choses résulte des efforts bienfaisants de deux gouverneurs de Fiji, Sir Arthur Gordon et Sir William des Vœux, qui ont fait des Kanakas, qu'on emploie et qui étaient autrefois des esclaves, des hommes libres, bien nourris et suffisamment payés. Malheureusement, depuis que le travail a été bien réglé, on ne trouve plus assez de travailleurs. La population des îles s'éteint au contact de la civilisation, et, quant à ceux qui restent, le désir de gagner un salaire ne suffit pas pour les attirer dans un nombre qui puisse remplacer les masses que procuraient les pirates (»black birders") d'autrefois. Il est probable qu'on arrivera à soudoyer des Indous ou des Malais, qui seront sous la tutelle d'une administration. En tout cas, le fermier australien qui cultive le sucre sait qu'il ne peut pas soutenir la concurrence de l'esclavage ou du travail forcé sous le nom d'apprentissage. Or, il est à redouter que si les possessions allemandes passent exclusivement dans les mains de quelques grandes maisons de commerce, ces propriétaires feront précisément ce qu'ont fait les »planters" de Fiji et de Queensland, il y a dix ans, et s'empareront par force des Kanakas. Dans ce cas, l'industrie du sucre en Australie sera détruite ou ne se maintiendra que par des droits de douane excessifs. De plus, ces oiseaux de proie, les chasseurs d'hommes qu'on arrive à supprimer après vingt ans de travail en les pendant ou en les emprisonnant, reparaîtront et commettront de nouveau les plus horribles attentats sous le drapeau allemand. Il nous a fallu le concours du parti libéral et des églises protestantes, des administrateurs des colonies et des officiers de la marine anglaise, pour extirper cette nouvelle traite des noirs. Peut-on supposer que le gouvernement de Berlin, qui a tout à apprendre sur ces parties du monde, comprendra dès ses premiers débuts combien il est important de maintenir une surveillance rigide sur les relations du capitaliste et de l'ouvrier dans ces parages.

Il reste à dire que si une partie de ces Allemands, qui vont maintenant dans les Etats Unis, émigrait de préférence dans la

Nouvelle-Guinée et s'établissait là, malgré le climat brûlant et malsain et en dépit d'une population guerrière indigène, l'Australie anglaise ne ferait qu'y gagner. Tôt ou tard, ces colons demanderaient à être admis dans la fédération australienne, pour obtenir une parfaite liberté de commerce avec le plus grand pays voisin, pour s'émanciper de la conscription militaire, et pour jouir des institutions démocratiques. Ils le feraient, lors même qu'ils seraient tous des Allemands, mais il est plus que probable que pour chaque Allemand, qui arrivera de Brême ou de Hambourg, deux Anglais passeront le détroit de la Nouvelle Guinée. L'histoire de Texas se répétera, avec la différence toutefois que l'Allemagne ne réclamera pas une possession coûteuse et lointaine, comme la Mexique a essayé de revendiquer le Texas.

Eine vergessene holländische Colonie.

VON DR. FRANZ RITTER VON LE MONNIER,

K. K. Ministerial Vice Secretär und General-Secretär der K. K. geographischen Gesellschaft in Wien.

Gleich einer Perlenschnur reiht Insel sich an Insel längs der Ostküste des asiatischen Continentes.

Von der Halbinsel Kamtschatka ausgehend, die selbst nur mittelst einer schmalen Landzunge mit der Nordspitze Asiens zusammenhängt, beginnen die Kurilen die Inselreihe, denen dann die reich gesegneten japanischen Inseln folgen. Die Liutschiu Inseln verbinden dieselben mit der Insel Formosa, welche ihrerseits wieder durch zahlreiche kleine Inseln mit den Philippinen, dem Schlussgliede dieser langen Kette in Verbindung steht. Unter allen diesen Inseln tritt Formosa dem Festlande am nächsten, von dem es nur ein verhältnissmässig schmaler Kanal, die an der engsten Stelle 70 Seemeilen messende Formosa- oder Fukien-Strasse, scheidet.

Auf dieser Insel hatten sich vor zwei Jahrhunderten die Holländer festgesetzt, ihr zuerst europäische Cultur und das Christenthum vermittelnd. Allein längst vergessen schien diese wichtige Thatsache, und selbst jetzt als die Insel durch den Versuch der Franzosen, sie zu occupiren, wieder mehr in den Vordergrund des Tages Interesses getreten ist, scheint dieselbe noch zu wenig gewürdigt worden zu sein. Dieser Umstand gibt mir die Veranlassung in dieser Zeitschrift, die in Holland, dem durch seine ausgezeichnete und erfolgreiche Verwaltung seiner Colonien als Muster dienenden Lande, erscheint, die Erinnerung an eine seiner ältesten, aber bereits vergessenen Colonie aufleben zu lassen. Seit unvordenklichen Zeiten kannten die Chinesen bereits den in der Mitte Wegs zwischen Formosa und dem Festlande liegenden »Fischer" (Pescadores-, Pheng-ho) Archipel, von welchem aus an heiteren Tagen sowohl die Gebirge des Festlandes als der Insel Formosa zu erblicken sind. Die Chinesen erhielten daher bereits sehr früh Kentniss von der Existenz dieser Insel. Unter der Dynastie der Han, etwas vor dem

Beginn der christlichen Zeitrechnung, wurde es unter dem Gesammtnamen Manty oder Land der südlichen Barbaren verstanden [1]).

Unter der mongolischen Dynastie Yuan (1278—1386 n. Chr. G.) wurden die Einwohner Formosa's Tung-Fan, d. h. östliche Fremde genannt. Zur Zeit der Herrschaft der Ming Dynastie im 15. Jahrhunderte erhielt die Insel den Namen Kilung (Quelong der Holländer), nach dem an der Nordspitze gelegenen Hafen Kilung, welcher früher Pe-Kiang oder nördliche Bai hiess. Die chinesischen Geographen erwähnten die Insel desshalb so selten, weil die Bewohner als Barbaren verschrien, keinen Tribut dem himmlischen Reiche zollten.

Im Mittelalter sendeten die Japanesen zahlreiche Expeditionen, zumeist commercieller Natur, nach dem nördlichen Theile von Formosa und gründeten daselbst zahlreiche Colonien. Zur Zeit als die Holländer, die ersten Ansiedlungsversuche machten, hatten sie den grössten und fruchtbarsten Theil der Insel bereits occupirt. Bald jedoch nach Ankunft derselben, zogen sich die Japanesen, wie aus allen auswärtigen Besitzungen, so auch aus Formosa zurück.

Die ersten Europäer, welche die Insel Formosa erblickten, waren die Portugiesen, welche der Insel wegen ihrer besonderen landschaftlichen Reize, auch den Namen der «Schönen» (Hermosa oder Formosa der Spanier) beilegten. Die Spanier, welche bald nach der Besitzergreifung der Philippinen, die Fruchtbarkeit der Insel kennen lernten, suchten sich auf dem Nordende der Insel festzusetzen, aus welcher Zeit noch die Ueberreste eines spanischen Forts bei Kilung erhalten sind. Es gelang ihnen dies nur für kurze Zeit. Durch wiedrigen Wind verschlagen landete zufällig ein holländisches Schiff, das nach Japan bestimmt war, an der Küste Formosa's. Die Mannschaft stieg aus, um sich mit Wasser und Lebensmitteln zu versehen und konnte bei diesem Anlasse, sowohl die Stärke der japanesischen Garnison als auch die Beschaffenheit des Landes, das ihnen wohl gefiel, erkunden. Der Bericht, welchen die Seeleute bei ihrer Rückkehr über das Gesehene erstatteten, mag die holländische ostindische Compagnie veranlasst haben, dieser Insel ihr Interesse zuzuwenden. Bald darauf, nachdem sich die Holländer auf den Pescadores Inseln (1622) niedergelassen hatten, gingen sie nämlich mit den Chinesen einen Tausch ein, indem sie ihnen diese Inseln für Formosa abtraten. Im Jahre 1624 landeten die Holländer bei der heutigen Stadt Taiwan-fu und erhielten von den Japanesen, nach langwierigen Verhandlungen, ein

---

[1]) Klaproth, Mémoires relatifs à l'Asie, T. I, p. 322. Paris 1826.

kleines Territorium eingeräumt, auf welchem sie das Fort Zelandia 1634 erbauten, das erst vor kurzem durch einen französischen Offizier in ein modernes Fort umgewandelt wurde. Das von den Holländern auf den Pescadores Inseln erbaute Fort, wurde mit Hilfe der Chinesen niedergerissen und die Materialien und Waaren nach Taiwan verschifft. Das Fort wurde zuerst aus Holzwänden gezimmert und mit Erde gefüllt, bis aus China genug Steine herbeigeschafft waren, um die Wände zu verkleiden.

Das Fort Zelandia war auf einer Anhöhe gelegen. Die 4 Bastionen wurden 1634 vollendet und mit Granit bedeckt. Nach einer aus dem 17. Jahrhunderte stammenden holländischen Beschreibung, ist die Einfahrt in den Canal, der die Insel vom Festlande trennt, schmal, und hatte bei Hochwasser nur 14 Fuss Tiefe. Dieselbe lag in der Tragweite der Kanonen des Forts, vor welchem noch eine mit 2 Kanonen besetzte Redoute sich befand. In dem Canal waren die Schiffe vor den Winden geschützt. Die Holländer, welche sich des grössten Theiles der Insel bemächtigt hatten, übten einen sehr wohlthätigen Einfluss auf die Ureinwohner der Insel aus, nicht nur hinsichtlich der Religion und der Verwaltung, sondern auch durch den Frieden, welchen sie unter den sich stets bekriegenden Einwohnern stifteten. In kluger Weise hatten die Holländer den Eingeborenen einen Theil der Selbstverwaltung gelassen. Jedes Dorf hatte seinen gewählten Häuptling, der aber dem holländischen Gouverneur unterstand, welcher einen Polizei-Offizier mit einer Anzahl Soldaten in den meisten Orten unterhielt, um die Befolgung der Gesetze zu überwachen. Alle diese Häuptlinge mussten im April eines jeden Jahres vor dem Gouverneur erscheinen, um über ihr Verhalten Rechenschaft zu geben und über das Vorgefallene zu berichten. Diejenigen, mit welchen man zufrieden war, erhielten kleine Geschenke, die anderen wurden von ihren Posten enthoben. Diese Versammlung hiess die Staaten von Formosa. Nach und nach fasste auch das Christenthum unter den Eingebornen festen Fuss und fing an die alte Religion derselben zu verdrängen. Der Missionär Georg Candidius, dem wir die ausführlichsten Mittheilungen über den Zustand der Eingebornen zur Zeit der holländischen Occupation verdanken, hat dem Gouverneur Peter Nuyts einen eingehenden Vorschlag erstattet, in welcher Weise die Verbreitung des Christenthums am besten gefördert werden könne [1]). Der Handel mit China nahm grosse Dimensionen an und die holländische Colonie in Formosa blühte. Der Export aus Formosa betrug 1627 nach Japan 621,855 fl. 4 s.

[1]) Recueil des voyages qui ont servi à l'établissement et au progrès de la Compagnie des Indes Orientales. Amsterdam 1754. T. V, p. 197—216.

10 p., nach Europa 559,494 fl. 19 s. 2 p., zusammen 1,181,350 fl. 3 s. 12 p., welcher sich mit 100 % rentierte. Das folgende Jahr, das ein sehr schlechtes war, betrug die Ausfuhr immerhin noch 688,436 fl. Die Kosten der holländischen Colonie betrugen nach dem Berichte des Gouverneurs Peter Nuyts in Jahre 1629:

Verwaltungsauslagen.	67,186 fl.	4 s.	1 p.
Garnisonen und Befestigungen	55,227	5	11
Schiffs Expeditionen	56,695	15	2
zusammen . .	179,109 fl.	4 s.	14 p.
Hinzuzufügen sind die Interessen eines Capitals von 700,000 fl., welches in den Handel von Formosa verwendet wurde zu 5 %	35,000		
Abzuziehen sind davon der Gewinn oder die Esparnisse, welche in einigen Zweigen der Administration gemacht wurden mit.	39,054 fl.	10 s.	13 p.
Somit verbleiben als Kosten . .	175,054 fl.	14 s.	1 p.

Es hat somit selbst in sehr schlechten Jahren die Colonie einen Gewinn von 300,000 bis 500,000 fl. abgeworfen [1]). Derselbe Gouverneur schlug der Compagnie die Ausdehnung des Handels mit Japan in der Weise vor, dass Seidenwaare und Stoffe im Werthe von 1,080,000 fl. dortselbst um den Preis von 1,862,375 verkauft, somit ein Gewinn von über 800,000 fl. erzielt worden wäre. Dieser Vorschlag, so trefflich er auch schien, wurde von der ostindischen Compagnie nicht angenommen, um hiedurch nicht Batavia zu schädigen. Die Rivalität dieses Emporiums mit der neuen Colonie in Formosa hat, wie wir bald sehen werden, vieles zum Verluste der letzteren beigetragen.

Reis und Thee waren schon damals wichtige Producte der Insel.

So sehen wir die jetzt vergessene holländische Colonie, gleich nach ihrer Gründung, einen glänzenden Aufschwung nehmen und es hätte nicht langer Zeit bedurft, dass sie sich der Perle der holländischen Colonien an die Seite hätte stellen dürfen, wäre nicht ein unerwartetes Ereigniss eingetreten, das zum Untergange dieser viel versprechenden Schöpfung führte.

In China herrschte zum Anfang des 17. Jahrhunderts der furchtbarste Krieg. Die Mandschu's waren von Norden her eingedrungen und bekämpften siegreich die Dynastie der Ming, welche sich schliesslich auf die Küstenprovinzen Tsche-Kiang, Fukian und Canton beschränkt sah. Zu den treuesten Anhängern der Ming-Dynastie

---

[1]) Annales des voyages. Paris 1809. T. VIII, p. 370.

zählte der, aus niederem Stande entsprossene, aber durch seine Tapferkeit zum Admiral und Feldherrn aufgestiegene Equan oder Iquan, der von den Mandschu's festgenommen und in Peking zu ewigem Gefängnis verurtheilt wurde. Sein Sohn Tsching-tsching-Kung, dessen Name von den Europäern in Coxinga umgewandelt wurde, hatte den Vater an Kühnheit, und Hass gegen die Mandschu's, noch übertroffen. Er führte einen tapferen und hartnäckigen Wiederstand gegen die fremden Eindringlinge, ward aber allmählig durch ihre Ueberzahl immer mehr auf ein kleines Gebiet an der Küste eingeengt, bis er endlich auch diese zu verlassen und sich auf seine Flotte zu werfen gezwungen war, wo ihm die wenig seetüchtigen Feinde nicht folgen konnten.

Schon lange hatte Coxinga diesen Ausgang vorausgesehen, und desshalb lebhafte Blicke nach der gegenüberliegenden, von den Holländern besetzten Insel Formosa geworfen. Als der Kampf in China immer grössere Ausdehnung annahm, ergriffen zahlreiche Chinesen (man schätzt die Zahl der damals ausgewanderten waffenfähigen Männer auf 25,000) die Flucht und siedelten sich in Formosa an. Die Holländer sahen diese Einwanderung gerne, da sie fleissige Arbeitskräfte in's Land brachte, welche Landbau oder Handel trieben. Und in der That wurde durch dieselben bald so viel Reis und Zucker erzeugt, dass nicht nur die ganze Insel damit versorgt werden konnte, sondern auch viele Schiffsladungen hievon nach den anderen Colonien versendet wurden. Diese Chinesen bildeten aber die Vorhut Coxinga's, denn auf sie konnte er sich bei einer eventuellen Invasion stützen und von ihnen über die Stärke der Holländischen Macht informirt werden. Die Chinesen versuchten sogar einen Aufstand, wurden aber zurückgeschlagen. Auch an andern Anzeichen des der holländischen Herrschaft drohenden Gewitters fehlte es nicht. Bereits seit 1645 erhielt die holländische Compagnie aus Japan Nachrichten über die drohenden Absichten Coxinga's. Der Rath der Siebzehn beschloss daher 1650 in Holland mit Rücksicht auf die drohende Gefahr, dass die Garnison von Formosa auch zu Friedenszeiten aus 1200 Mann bestehen solle. Ebenso theilte ein aus China 1652 rückkehrender Jesuit der Ostindischen Compagnie im Vertrauen mit, dass Coxinga damit umgehe, sich zum Herrn von Formosa zu machen. Der Aufstand der chinesischen Bauern, welcher unterdrückt wurde, weil sie zu schlecht mit Waffen versehen waren, kann ebenfalls auf Coxinga zurückgeführt werden, der aber damals seine Zeit noch nicht für gekommen erachtete, und desshalb die Chinesen auf Formosa im Stiche liess. Nach dem Aufstande wurde ein zweites Fort

auf derselben Insel, wo das Fort Zelandia lag, an dem Canale Saccam, der sie von Taiwan trennte, erbaut und die „Provinz" genannt. Es wurde aus Ziegeln mit 4 Bastionen an den vier Ecken, aber mit so schwachen Mauern erbaut, dass es kaum den Bauern gegenüber hätte Wiederstand leisten können. Auch das Ausbleiben der chinesischen Dschonken in den Jahren 1654 und 1655 erregte mit Recht den Verdacht des holländischen Gouverneurs, welcher bald erfuhr, dass eine Belagerung drohe. Er berichtete hierüber nach Batavia, wo man aber, wie gegen alle andere Vorstellungen, taub blieb. Dem im Jahre 1656 ernannten Gouverneur von Formosa, Coyet, gelang es zwar wieder gute Beziehungen mit Coxinga herzustellen, allein dieselben waren nicht aufrichtig, obwohl der Letztere von Versicherungen der Freundschaft den Holländern gegenüber überströmte. Der Handel und der Ackerbau nahm bedeutend zu, zugleich aber die Einwanderung der chinesischen Flüchtlinge, denn die Sache Coxinga's wurde in China immer schlechter. Als die Absichten Coxinga's auf Formosa in den Jahren 1660 und 1661 immer deutlicher wurden, und die Chinesen den Holländern selbst davon Nachricht gaben, setzte der Gouverneur die Befestigungen in den Vertheidigungszustand und berichtete an die ostindische Compagnie. In Batavia hielt man alle diese Klagen für übertrieben und für Ausgeburten der Furcht und Phantasie; dann wollte man aber auch das Geld für Ausrüstung und Befestigungen sparen und hielt die Vorbereitungen des Gouverneurs für zu kostspielig. Ueberdies glaubte man auch in Batavia, dass Coxinga es nicht wagen werde die mächtige Compagnie anzugreifen. Dieselbe sendete am 16 Juni 1660 eine Expedition von 12 Schiffen mit 600 Mann unter den Befehlen van der Laan's aus, welche, wenn sich die Befürchtungen wegen Coxinga als übertrieben heraus stellen sollten, nach Macao segeln und dieses den Portugiesen entreissen sollte. Van der Laan, welcher begierig war Macao zu erobern, schenkte den Klagen des Gouverneurs, als er in Formosa anlangte, keinen Glauben, denn er war bereits mit der vorgefassten Meinung gekommen, dass von Coxinga keine Gefahr drohe. Als der Gouverneur und der Rath von Taiwan sich der Absicht des Admirals, sofort Formosa zu verlassen und nach Macao zu steuern, wiedersetzten, wurde beschlossen eine Gesandtschaft zu Coxinga abzusenden, um sich über dessen wahre Absichten zu informiren. Dieser aber, schlau wie alle Orientalen, ebenso guter Diplomat als Feldherr, erwiederte mit einem Schreiben, in welchem er jede Absicht auf Formosa abläugnete und sich über die feindseligen Acte der Compagnie, ins besondere über die den Chinesen in Formosa auf er-

legten drückenden Zölle und Steuern, beschwerte. Trotz dieser günstig scheinenden Antwort, waren der Gouverneur und der Rath von Formosa, von einem bevorstehenden Angriffe Coxinga's so überzeugt, dass sie sich der Absicht des Admirals, die Expedition nach Macao zu fahren, auf das heftigste wiedersetzten. Als van der Laan so seine Absichten vereitelt sah, fuhr er im Februar 1661 mit seiner Flotte von Formosa nach Batavia zurück, wo er der grösste Gegner des Gouverneurs von Formosa wurde, und den Rath in Batavia gegen ihn derart einnahm, dass dieser die Absetzung des Gouverneurs aussprach. Es dauerte jedoch nur elf Tage, so wurde diese Absetzung wieder zurückgenommen.

Inzwischen fand Coxinga, welcher, von den Mandschu hart bedrängt, auf seine Flotte sich zurückziehen musste, die Lage in Formosa, nach Abzug der holländischen Flotte, sehr günstig für einen Angriff und landete am 3 April 1661 mit 25000 Mann und zahlreichen Kriegsdschonken auf Formosa. Die holländischen Schiffe wollten die Landung verhindern, allein dieser Versuch misglückte so wohl zur See als zu Land, indem ein Schiff der Holländer, durch Entzündung der Pulverkammer, in die Luft flog, und die zu Land ausgerückte holländische Truppe, welche den Muth der Chinesen unterschätzt hatte, durch die Ueberzahl in die Flucht geschlagen wurde. Coxinga entsendete einen Theil seiner Armee zur Eroberung der Insel und der auf anderen Theilen derselben errichteten Forts, und blieb mit 12000 Mann vor dem Fort Zelandia. Seine Armee war zum Theil mit Bogen und Pfeilen, zum Theil mit Säbeln und Schleudern, zum Theil mit langen Schwertern bewaffnet, sehr muthig und kriegsgeübt. Auch zur See hatten die Chinesen den Vortheil vor den Holländern voraus, dass ihre Kriegsdschonken nur einen geringen Tiefgang besassen, während die schweren holländischen Schiffe sich diesen nicht nähern konnten. Die holländische Garnison bestand aus 1140 Mann, sehr wenigen Offizieren, Artilleristen, Grenadieren und Ingenieuren. Die Munition bestand aus 30000 Pfund Pulver, ungerechnet jenes auf den Schiffen. Proviant war hinreichend vorhanden.

Das Fort Zelandia ward auf einer Sanddüne errichtet und seine Lage nicht mit Rücksicht auf leichte Vertheidigung und strategischen Werth, sondern lediglich im Interesse des Handels so nahe als möglich dem Meere gewählt, um das Ausladen der Schiffe zu erleichteren, da man bei der Errichtung des Forts an einen Angriff durch eine grosse Armee nicht dachte.

Es lag an der Westküste der eine Meile langen Insel. Die grösste Dicke seiner aus Ziegeln erbauten Mauern betrug 6 Fuss, mit einem 3 Fuss hohen Parapet. Die 4 Bastionen an den Ecken waren nur

mit Sand gefüllt und die Kanonen zu hoch aufgestellt. Die schlechte Lage des Forts Zelandia erlaubte daher auch nicht, Graben und Verschanzungen oder Aussenwerke zu errichten. Auf einer andern Landdüne, welche die Redoute beherrschte, hatte man noch später das Werk „Utrecht" errichtet. Der Gouverneur, ein tapferer Mann und heldenmuthig in seiner Ausdauer, beschloss trotz aller dieser Mängel den Platz bis aufs Aeusserste zu halten. Das Fort „Provinz", welches abseits lag, und sich in zu schlechtem Zustande befand, musste bereits nach wenigen Tagen übergeben werden und die geringe Garnison capituliren. Ebenso musste die in der Nähe des Forts erbaute Stadt Zelandia den Feinden Preis gegeben werden, und könnte nicht mehr rechtzeitig verbrannt werden, so dass sich die Feinde in ihr festsetzen konnten, sie verschanzten und dort ihre Kanonen aufführten. Bald darauf machten die Holländer einen günstigen Ausfall, der den Feinden vielen Schaden anrichtete. Inzwischen war es einem kleinen Schiffe in 50 Tagen gelungen, die Nachricht von der Belagerung nach Batavia zu bringen, wo man sich beeilte die schon ausgesprochene Absetzung des Gouverneurs Coyet rückgängig zu machen und eine Expedition von 700 Mann auf mehreren Schiffen den Belagerten zu Hülfe zu schicken. Den Befehl über dieselben übertrug man einem Abenteurer Caeuw, dessen Benehmen viel an dem Verluste des Platzes Schuld trug. Kaum war die Flotte vor Zelandia erschienen, als ein Sturm sie zwang auszulaufen und einen Monat fort zu bleiben. Inzwischen hatte Coxinga alle Vorsichtsmassregeln getroffen und nach der Rückkehr der Flotte einen Ausfall der Holländer zurückgeschlagen. Trotzdem schienen die Aussichten für die Belagerten günstig zu stehen, wäre nicht Verrätherei im Spiele gewesen. Der feige Commandant Caeuw entfernte sich mit dem besten Schiffen angeblich nach China, in der That aber nach Batavia und ein holländischer Sergeant der in's Lager Coxinga's desertirte, unterrichtete denselben von der Schwäche der Garnison, dem Mangel an Proviant u. s. w. und zeigte ihm die schwächsten Stellen der Festung. Coxinga liess nun eine grosse Zahl von Kanonen aufführen, legte Bresche und erstürmte die Vorwerke. In einem abgehaltenen Kriegsrathe war der Gouverneur allein für die Fortführung des Kampfes, alle anderen empfahlen nach 9 monatlicher Belagerung die Uebergabe, um unnützes Blutvergiessen zu vermeiden. Und so kam nach fünftagigen Verhandlungen die Capitulation zu Stande. Die Bedingungen waren für die Holländer sehr ehrenvoll. Sie durften mit ihren Waffen, fliegenden Fahnen unter Trommelschlag die Festung mit ihren Privat Vermögen verlassen, und sich einschiffen wo es dem Gou-

verneur beliebte. Hiebei mussten ihnen die Chinesen behilflich sein und Schiffe leihen. Das Fort Zelandia sammt seinen Werken, die Kanonen und anderen Waffen, die Munition, die Waaren und das Geld, welches Eigenthum der Compagnie war, fiel in die Hände des Siegers. Hingegen durften die Holländer den Proviant und Munition für die Schiffe, alles Privateigenthum der holländischen Unterthanen, ausserdem jedes Mitglied des Raths von Formosa den Werth von 100 Reichsthalern, alle Bücher und Papiere mit nehmen. Der Schaden, den die Compagnie durch den Verlust Zelandia's erlitt, betrug 472.500 Livres. Die Bestürzung über den Ausgang der Belagerung und den Verlust der so werthvollen Colonie Formosa war in Batavia allgemein und man glaubte sogar dass derselbe das Ende der ostindischen Compagnie herbeiführen würde. Die Schuld mass man dem unglücklichen aber heldenmüthigen Gouverneur Croyet bei, der in Batavia so viele Feinde hatte. Er wurde zwei Jahre hindurch eingekerkert, dann nach der Banda Insel Ay verbannt, nach längerer Zeit aber, durch die Intervention des Prinzen von Oranien, begnadigt [1]). Dies die Geschichte des Unterganges der blühenden Colonie Formosa, dessen Hauptschuld die Eifersucht und der Geiz des Rathes von Batavia war.

Haben wir im Vorhergehenden den Zustand Formosa's unter der holländischen Occupation betrachtet, so wollen wir im Folgenden die heutigen Verhältnisse dieser schönen Insel ins Augen fassen. Die Lage Formosa's ist eine vorzügliche. Von dem nördlichen Wendekreise in zwei gleiche Theile zerschnitten, besitzt es eine ovale, gegen Süden, in eine schmale Halbinsel zulaufende Gestalt mit dem glücklichen Verhältnisse der Breite zur Länge wie 1 : 3. Nahe dem asiatischen Festlande, den Japanesischen Inseln und Philippinen, gestattet seine Lage einen ausgedehnten Handelsverkehr mit diesen hochwichtigen Gebieten. Durch seine Lage beherrscht es die Annäherung zur See an China's wichtigste Häfen und könnte als Flottenstation die grösste Bedeutung erlangen. Es muss daher Wunder nehmen, dass diese fruchtbare, reichgesegnete Insel noch nicht in den Besitz einer europäischen Seemacht gelangt ist, denn für-

---

[1]) Wir sind bei der Erzählung der Belagerung des Forts Zelandia dem 1674, somit kurz nach der Beendigung derselben, erschienenen holländischen Berichte eines Augenzeugen, enthalten in »Formosa négligée ou la prise de cette isle par les Chinois sur les Hollandais, Recueil des voyages qui ont servi à l'établissement et aux progrès de la Compagnie des Indes orientales, T. X, p. 528—663" gefolgt, mit welchem der aus chinesischen Quellen über diesen Ereignissen geschöpfte Bericht, »Fort Zélandia and the Dutch occupation of Formosa" by H. E. Hobson in dem Journal of the North China Branch of the Royal Asiatic Society. Shanghai 1877 N. S. Vol. XI, p. 33—40, verhältnismässig gut übereinstimmt.

wahr keine asiatische Insel erscheint für eine europäische Handelscolonie geeigneter als Formosa. Unter der trefflichen Verwaltung Holland's wäre aus dieser Insel ein zweites Java geschaffen worden, und da es in mitten der Weltverkehrslinie gelegen ist, hätte es bald den Handel nach China und Japan an sich reissen, und Java leicht noch überflügeln können. Es muss somit das Aufgeben Formosa's im Jahre 1662, als ein äusserst unglückliches Ereigniss für Hollands Colonialherrschaft betrachtet werden.

Die Insel wird parallell ihrer Längsaxe von einer bedeutenden Gebirgskette durchzogen, die sich bis über 12000 Fuss erhebt und eine mittlere Kammhöhe von 8000′ besitzt. Als hervorragende Gipfel sind der Mount Morrison (12,850 engl. Fuss) und der Mount Sylvia (11,300 Fuss) zu nennen, während die chinesische Reichsgeographie noch 18 Berggipfel nennt, die aber schwer zu identificiren und ihrer Localität nach zu bestimmen sind. Das Gebirge, dessen höchste Gipfel zum Theil mit Schnee bedeckt sind und das dicht bewaldet ist, erscheint während des Tages fast immer in dichte Nebel gehüllt und kann nur während einer kurzen Zeit unmittelbar vor Sonnenaufgang und nach Sonnenuntergang gesehen werden. Zu jenen Zeiten ist der Nebel verschwunden, und die hohe Gebirgskette bietet dann einen prächtigen Anblick. Bei Tage ist die Bergkette nur selten zu sehen. Dieses Panorama der dichtbewaldeten zum Theil mit Schnee bedeckten Gebirge, denen herrliche Ebenen vorliegen, ist es zunächst was den Schiffer auf hoher See entzückt und ihm den Ausruf der »Schönen" entlockt. Diese hohe Centralkette, welche aus Schiefer gebildet ist, bildet zugleich die Hauptwasserscheide der Insel. Ihr parallell streichen im Westen, niedere dem Mittelgebirge angehörige Bergketten, deren Höhe 5000 Fuss nicht überschreitet und die mit der Centralkette Hochthäler einschliessen. Gegen Norden zu bildet die Centralkette ein Gebirgsland, das fast den ganzen nördlichen Theil der Insel einnimmt, während sie gegen Süden sich auf der schmalen Halbinsel fortsetzt und im Süd-Cap steil ins Meer fällt. Gegen Osten zu ist der Abfall der Gebirge steil und wird der schmale Küstensaum oft durch unmittelbar ins Meer reichende Gebirgsabhänge unterbrochen. Hingegen ist der Abfall der Centralkette gegen Westen sanft, und breite, fruchtbare, wohlbewässerte Ebenen dehnen sich zum Meere aus, nur einzelne isolirte Berge (der Affenberg, Walfischrücken u. s. w.) ragen als Korallenfelsen aus dieser weitenen Ebene an der Küste hervor, die geologische Geschichte der Insel demonstrirend. Es hat somit die Natur bereits die westliche und östliche Hälfte der Insel wesentlich von einander verschieden gestaltet, und dieselbe bilden als Sitze

zweier, einander auf das heftigste bekämpfender Racen, auch ethnographisch einander fernstehende Gebiete, da die hohe Gebirgskette ohne Pässe und Uebergänge, dieselben völlig trennt.

Die Insel Formosa erweist sich ebenfalls als ein Glied der vulkanischen Kette, welche von Kamtschatka ausgehend, sich über die Kurilen, Japan und Formosa, bis zu den Philippinen zieht und das Gegenstück zu der den Pacific an der Westküste America's einrahmenden Vulkanreihe, bildet. Wenn auch die vulkanische Thätigkeit auf Formosa nicht in jener Grossartigkeit auftritt wie auf den benachbarten Philippinen, so sind doch genug Anzeichen derselben vorhanden. Im Norden der Insel befindet sich zwischen Tamsui and Kilung eine isolirte Vulkangruppe, Tatun, welche sich über 3000 Fuss erhebt. Ob sich ein activer Vulkan in der Centralkette befindet, wie die Chinesen behaupten, muss dahingestellt bleiben, da unsre Kenntniss des Inneren der Insel derzeit noch äusserst mangelhaft ist. Die Tatun-Vulkangruppe besteht aus Porphyr, welcher bei einer Eruption die Kohlenformation durchbrochen hat. In dieser Gruppe finden sich in einer Höhe von 2000 Fuss über dem Meer wichtige Schwefelquellen. An den Abhängen dieser Berge finden sich tiefe Höhlen, aus welchen starke Schwefeldämpfe emporsteigen. Der Lärm, den das Ausströmen des Dampfes verursacht, ist weit hörbar und kann mit dem einer Dampfmachine verglichen werden. Die chinesischen Behörden, in der Meinung in der Tiefe des Berges grosze Schwefellager anzutreffen, haben einen Tunnel zu denselben zu bauen versucht, stiessen aber bald auf einen Schwefeldampf führenden Hohlraum, so dass die Arbeiter sofort getödtet wurden. Der Schwefel bildet, obwohl Monopol der chinesischen Regierung, welche denselben zur Pulvererzeugung benöthigt, und als solches dem freien Handel verboten, dennoch ein bedeutendes Object der Ausfuhr, indem der Schmuggel gerade in diesem Artikel sehr bedeutend ist. Auch nahe am Süd-Cap strömt aus einer Oeffnung entzündbares Gas, während der Boden derselben mit Kalk versintert ist. Im Zusammenhange mit dieser vulkanischen Thätigkeit, stehen die zahlreichen Erdbeben, welche die Insel erschüttern, insbesonders an der Südspitze sind sie häufig und stark. Namentlich jenes von 1782 spielt in der Geschichte Formosa's durch seine verheerenden Wirkungen eine unheilvolle Rolle.

Zahlreiche Thatsachen, so die Versandung aller Häfen seit der holländischen Occupation, beweisen dass Formosa sich in einer ungewöhnlich raschen Hebung befindet. An der ganzen Küste wurden bedeutende Niveauveränderungen beobachtet. Die Hauptstadt Formosa's, Taiwan-fu, war zur Zeit der Holländer noch ein guter Hafen,

und Fort Zelandia, welches heute weit landeinwärts liegt, auf einer Insel weit im Meere draussen erbaut. Aus früheren Strandlinien an den Felsen im Hafen von Kilung, erkennt man ebenfalls dass sich das Nordende der Insel gleichmässig hebt, während auch am Süd-Cap ähnliche Spuren auf eine säculare Hebung schliessen lassen. Die Veränderungen des Niveaus finden auf Formosa viel rascher als sonstwo statt, denn, selbst seit den englischen Küsten-Aufnamen, haben sich bedeutende Veränderungen ergeben. Die Flüsse Formosa's, welche auf der Ostseite, der steilen Abdachung entsprechend, nur geringe Entwicklung zeigen, haben keine besondere Bedeutung. Sie fliessen auf der Westseite zumeist parallell in der Richtung von Ost nach West durch die fruchtbaren Ebenen, oft bedeutende Ueberschwemmungen und Versandung der Küste verursachend. Der längste unter ihnen ist der Tang-Kang. Im Norden der Insel ist der Tam-sui auf kurze Strecken schiffbar. Es gibt zwei unbedeutende Landseen auf Formosa.

Das zur Zeit der Holländer noch an guten Häfen sehr reiche Formosa hat jetzt fast gar keine mehr, denn die rapide Hebung des Landes einerseits, und die starke Versandung anderseits, bewirken eine grosse Verschlechterung der Häfen. Es werden jetzt von fremden Schiffen nur drei besucht: Tamsui und Kilung im Norden, Takan im Westen. Tamsui ist die Bay in welcher der erwähnte gleichnamige Fluss einmündet. Die Barre ist bei Ebbezeit nur von $1^1/_2$ Faden tiefem Wasser bedeckt, so dass grosse Schiffe nicht einlaufen können. Es ist der Hauptausfuhrhafen für Kampher, Thee (1880 6.000.000 kilogramm) und Reispapier. Seine umliegenden Höhen wurden von den Chinesen stark befestigt, und bildeten das Object des Kampfes zwischen Franzosen und Chinesen in dem letzten Feldzuge. In einer geringen Entfernung hievon liegt der treffliche Hafen Kilung, in dessen Nähe die wichtigen Kohlenminen sich befinden. Die Felsen im Hafen zeigen durch Auswaschung enstandene phantastische Formen. Der Ankerplatz hat 5 Faden Tiefe und die Fluth steigt 3 Faden. Der Hafen hat den Nachtheil dass er dem N. O. Monsun sehr ausgesetzt ist.

An der Westküste liegt der Hafen von Takan, mit einer Barre (2 Faden Wasser bei Ebbe ober ihr); die Einfahrt ist sehr gefährlich, da zwischen zwei hohen Felsen ein schmaler Canal hindurch führt, bis zu einer weiten Lagune, wo sich ein kleiner Ankerplatz befindet. Es giebt hier täglich nur eine Fluth und Ebbe, bei welcher der schmale Eingang wie eine Schleusse wirkt, und den Eintritt den Schiffen so gefährlich macht. Die Rhede der Hauptstadt Taiwan-fu, Anping genannt, ist ganz offen und gegen den S. W. Monsun ungeschützt.

An der Ost-Küste ist nur die Sauo Bay als guter Hafen zu bezeichnen.

Die Insel liegt, durch den 24° N. B. geschieden, in zwei klimatischen Gebieten, in der gemässigten und heissen Zone. In der ersteren ist der Winter sehr regenreich, der Sommer trocken, in der letzteren herrscht das umgekehrte Verhältniss. Die Insel ist, dank dem Wechsel der Monsune, welche sich an der grossen Gebirgskette brechen und ihr Wasser abgeben, an beiden Seiten gut bewässert, und erzeugt demnach eine herrliche Vegetation, welche die meisten tropischen und subtropischen Gewächse umfasst. Auch die Fauna, namentlich die niedere Thierwelt, erscheint reich vertreten.

Die Bevölkerung Formosa's besteht aus drei verschiedenen Theilen, den Ureinwohnern, den Eingeborenen, welche von den Chinesen abhängig sind, und den Chinesen. Die ersteren bewohnen den wenig bekannten östlichen Theil der Insel; die zweiten das Mittelgebirge und das Hügelland; die dritten die grossen, fruchtbaren Ebenen des Westens und den Norden. Die Chinesen haben bald nach der Eroberung Formosa's durch Coxinga, das Colonisationswerk in grossem Maasstabe und mit dem glücklichsten Erfolge begonnen. Durch die zahlreiche Einwanderung verstärkt, gelang es ihnen in kurzer Zeit die malayischen Eingeborenen aus den fruchtbaren Ebenen in die Gebirge zu verdrängen, und der damals begonnene Kampf dauert noch fort. Ueberall dringt der Chinese, theils mit List, theils mit Gewalt, ins Innere vor. Die Eingeborenen hinwieder rächen sich durch die leidenschaftlich betriebene Jagd auf die Köpfe der Chinesen, welche wie bei den Dajaks Borneo's, in besonderen Holzgestellen aufbewahrt werden und erst die Erbeutung eines Chinesenschädels giebt dem jungen Manne das Recht zu freien.

Der Chinese hat Sitte und Gesetz mit sich gebracht, aber auch die treffliche Kunst der Bewässerung und des Ackerbaues und so hat er in kurzer Zeit es verstanden, den Boden Formosa's in ein trefflich bestelltes Culturland umzuwandeln. Unabhängiger von den Behörden als der Chinese des Festlandes, lebt in ihm noch die Erinnerung an die Thaten seiner Vorfahren, welche unter Coxinga sich diesen Boden mit ihrem Blute erkauften.

Zwischen den Chinesen und den unabhängigen Eingeborenen bilden die Hakkas, die Sekhoan und Pepohoan den Uebergang. Die Hakkas sind wahrscheinlich die eingewanderten Ureinwohner des Gebirges der Chinesischen Provinz Fo-Kien, und haben sich in Folge ihrer steten Berührung und Vermischung mit den Eingeborenen die Sitten derselben angeeignet. Sie leben auf dem Hügellande und treiben

Viehzucht. Sie bringen Wolle, Kampher und Ingwer in den Handel.

Die Sekhoan gelten als die civilisirtesten Stämme der unterworfenen Eingeborenen. Sie sollen durch eine auffallend hellere Hautfarbe, welche von jener der Malayen abweicht, der Vermuthung Raum geben, dass sie einer Mischung der Holländer und Malayen entstammen. Sie haben Tracht, Sitten und Bauart der Chinesen angenommen und bewohnen das Terrassenland unter dem Wendekreise, welches sie mit Reis, Indigo, Zuckerrohr, Tabak und Thee bestellen.

Die Pepohoan sind Eingeborenen, welche in Folge ihrer vielfachen und langjährigen Berührung mit den Chinesen, unter welchen sie auch zur Theil zerstreut leben, die Tracht und Cultur derselben angenommen haben. Sie bewohnen auch die Hochthäler des Inneren und das Mittelgebirge. Sie sind friedliebend und intelligent, und hat namentlich unter ihnen das Christenthum grosse Fortschritte gemacht.

Die unabhängigen Eingeborenen bewohnen den gebirgigen östlichen und südlichen Theil der Insel. Sie leben meistens im Naturzustande und in wilder Rohheit. Ihrer Abstammung nach sind sie Malayen. Obwohl in viele Stämme getheilt, die sich stets einander befehden, kann man doch die nördlichen, mittleren und südlichen Stämme zu besonderen Gruppen vereinigen, die verschiedene Sprachen sprechen. Sie leben hauptsächlich von der Jagd, um ihre Hütten herum wird nur wenig Reis, Gerste, süsse Kartoffel und Hanf gebaut.

Den Handel zwischen den Eingeborenen und Chinesen vermitteln die Pepohoan. Sie erhalten von den Chinesen Feuerwaffen, Pulver, Blei, Messer, Thonpfannen, Krüge, Industrie-Artikel aller Art, Schmuck, Salz und Reisbranntwein und tauschen dafür wieder Felle, Hanf, Gewebe und Kampher aus.

Die Producte dieser Insel sind so vielfach und werthvoll, dass sie wohl allein geeignet sind, den Werth derselben als einer europäischen Colonie klar zu stellen. Als das wichtigste Product erscheint der grüne Thee, welcher in sehr grossen Mengen und guter Qualität erzeugt wird. Im Jahre 1883 war der Werth der Ausfuhr des Thees 640.000 Pf. St.; dann kommt zunächst Zucker, dessen Exportwerth 1883 473.000 Pf. St. betrug.

Zwei Artikel, welche jetzt unter der chinesischen Verwaltung noch keine besondere Bedeutung erlangt haben, würden bei einer europäischen Verwaltung rasch zu grosser Wichtigkeit gelangen können. Es sind dies Kohle und Petroleum. Die Kohlenlager, welche eine Mächtigkeit von 12 Fuss und eine Ausdehnung van 4 □ Ml. besitzen, befinden sich innerhalb 15 Meilen vom Hafen von Kilung. Das Lager wird auf 12 bis 15 Mill. Tonnen Inhalt geschätzt Die Ausbeutung

der Kohlenminen durch die Chinesen geschieht mittelst Tunnels in einer sehr irrationnellen Weise, während in den der chinesischen Regierung gehörigen Minen von europäischen Ingenieuren die Ausbeutung in die Hand genommen wurde. Es begann im Jahre 1876 der Bau eines 14 Fuss im Durchmesser haltenden, 45 Faden tiefen Förderschachtes, des ersten im chinesischen Reiche. Derselbe wurde ein Jahr darauf im October 1877 vollendet; sodann wurde eine kleine Eisenbahn zum Hafen, Hebemaschinen und Ventilatoren angelegt. Hierauf wurde noch ein zweiter Schacht gegraben. Die mittlere tägliche Förderung betrug 360 Tonnen. Der Preis stellte sich 1882 im Hafen von Kilung auf 16 sh. 6 d. per Tonne für grosse, 11 sh. 3 d. für mittlere und 4 sh. 9 d. für kleine Kohle. Die Production betrug: 1878 16,016, 1879 30,046, 1880 41,236, 1881 54,000, 1882 74,010 Tonnen. Der Werth der 1883 exportirten Kohlen betrug 14,000 Pf. St.

Petroleum wurde von dem englischen Consular Agenten, John Dodd, im Inneren des nördlichen Theiles der Insel, in dem Gebiete der Eingeborenen gefunden, wo auch Kohlen derselben Formation wie in Kilung entdeckt wurden. Das Oel kommt aus Höhlungen am Fusse eines Hügels heraus, und wird von den Eingeborenen, welche es zur Beleuchtung und zur Heilung von Wunden verwenden, in hohlen Kampherstämmen gesammelt. Des Schwefels als Exportartikel wurde bereits Erwähnung gethan. Von Bedeutung für die Ausfuhr sind noch Kampher, welcher ein Monopol der Regierung bildet und in sehr reichem Maasse vorhanden ist. Allein leider werden die Kampherwälder in geradezu vernichtender Weise ausgebeutet. Der Werth der Ausfuhr dieses Artikels betrug 1883 11000 Pf. St. Ausserdem werden noch Indigo, Tabak, Sesam, Hanf, Reispapier (Aralia papyrifera) und seltene Hölzer exportirt. Der Gesammt-Werth der Ausfuhr auf fremden Schiffen betrug 1883 1.178.000 Pf. St., jener der Einfuhr 758.000 Pf. St.; somit der Gesammthandel der Insel auf fremden Schiffen 1.936.000 P. St.

Soweit eine kurze Skizze des heutigen Zustandes der Insel Formosa, aus welcher der Reichthum und der Werth derselben für jeden Colonialstaat, der es in Besitz zu nehmen vermag, erkannt werden mag. Und somit sei uns die Frage erlaubt: Was wäre wohl aus jener heute vergessenen holländischen Colonie geworden, wenn sie sich bis jetzt noch des Segens der geregelten holländischen Colonial Verwaltung zu erfreuen gehabt hätte?

THE SYSTEM OF OPIUM-CULTURE IN BENGAL,

by J. A. B. WISELIUS.

(*Continued from page 302.*)

---

§ 7. *Fifthly. Duties of the Sub-Deputy-Agent for the acquittance of advances and final settlement of accounts.* (Adjustments).

The accounts of the cultivators must be adjusted by the Sub-Deputy Agent as soon as possible after the Agent at the sudder factory has made known the conclusion of the weighments and the examination of the godown receipts. The Sub-Deputy Agent has to do this in accordance with the prescribed forms and registers. The adjustments must be signed also by the gomashta and khattadar concerned. The khattadar then agrees with the lumberdar as to the settlement in the village itself. Just as the license is taken collectively in name of the lumberdar, so the adjustment is also settled collectively, since it is impracticable to negociate with each of the 12 or 13 hundred thousand poppy growers individually.

If the Sub-Deputy Agent can only get his calculations completed by the time that a new opium year begins, and thus the 1st advance of the new cultivation will have to be paid, he is authorised to have the settlement of the former account and the payment of the 1st new advance effected at the same time; and it is likely that they may contrive to let it fall out so, since it is a saving of labour and travel both for the officers and the lumberdar.

When the adjustment is concluded, the Sub-Deputy Agent is bound to deliver in his annual report without delay. In this report he states among other things the services of the Native Opium Officers, and appends to his report some tables, in which

according to stated models, details are given of how much opium he has despatched, of what qualities, the quantity of pussewah and kurchun and of each sort of opium; further general expenses, commission to the several native officers, weighment of petals, trash, etc.

The Sub-Deputy Agent manages in a general sense the finances of his sub-district, and is responsible for all expenses and the due keeping of the cash account book. He pays from his treasury chest the advances and adjustments, local purchases, or the amount of contracts made for conveyance, and the fees of informers [1]) of detected clandestine cultivation, he settles the reductions or the penalties on adulterated opium, and appraises the value of smuggled or confiscated opium. A moderately adulterated product is allowed to be appraised, but if it is exorbitantly adulterated it is simply confiscated without indemnification.

Good opium is paid according to a price-list ranging from 3 Rs. 3 a. to 5 Rs. 3 a. per seer. The Sub-Deputy-Agent receives back the statements of the classification from the sudder-factory per »chellan" or per »invoice"; from this he calculates by how much the grower has been paid too little or too much. What was too little is generally adjusted — as has been already said — in the month of October with the lumberdar; the excess is booked on the following opium year and settled along with the 1st advance of the following cultivation. A separate check-register serves for checking all the greater or smaller outlays, so that, according to the reports, few mistakes are possible.

Finally these items are booked according to the kotees and sent up to the head-factory for examination. There everything is calculated up to the fractions of a *pie* ($^1/_{10}$ of a penny) and after approval sent back acquitted to the Sub-Deputy Agent.

In the factory a separate register is kept for the *pussewah* and the Dhoe, as also the final state according to the *pergunnahs* [2]) in behalf of the civil government and for the Record Office.

In all these transactions the Sub-Deputy Agent is aided by his Assistant, who is bound to keep a diary of all that occurs daily as to the deliveries, weighments, and all business transacted by him.

---

[1]) These amount for the two districts to about Rs 10,000 a year.

[2]) *Pergunnah* is politically and administratively the appellation at a sub-district.

CHAPTER II.

Native Officers in the Opium-Culture Service.

§ 8. To the salaried Native Opium Officers belong:

1. The Gomashta.
2. The Mohurrir and Mutsuddee.
3. The Zillahdar.
4. The Ameen.

Unsalaried heads or officers (viz. those without a fixed salary) are the Lumberdar, the Khattadar, the Village Chief (the Amlah) appointed by the Zemindar or Landlord.

At the Agent's Office is a *head-auditor*, and a Superintendant. Both of them are natives and have their subordinate staff of clerks. But the above mentioned persons are more especially attached to the culture. The foremost of them is the *Gomashta*, a person of importance, who exercises a great deal of influence, and with whom it is therefore, the interest of the khattadars and lumberdars to be on good terms.

From what precedes we have already partially made his acquaintance. He is the head of a kotee (sub-division of a sub-opium-district, or cluster of villages belonging to a kotee godown), and the officer who, under the Sub-Deputy Agent, regulates culture operations; commonly there are from 3 to 5 Gomashtas in one sub opium district. Within 2 months after his nomination he must furnish approved security of Rs. 2000, and before his definite appointment he has to serve six months on probation. During this time he must have given proofs of having made himself acquainted with all the rules of the Agency, and of possessing a through knowledge of the Kotee records. He is prohibited from trading on his own account, or for the benefit of others, within the district in which he is employed. All orders emanating from the Sub-Deputy Agent are addressed to the Gomashta, and conveyed by him to his subordinates; and all returns to such orders are made on the reverse side of the perwannah, not on a separate paper.

He delivers in the states of the salaries of his subordinates, and a specificated estimate of the expenses of his division and godowns. In the books signed and paged by the Sub-Deputy Agent he writes down all such transactions, and all accounts and statements submitted to the sudder-office must also be attested by the gomashta and forwarded when possible by a zillahdar or burkundauze, not by dâk (post messenger).

The Diary he has to keep must also be in a separate book

which has been previously sealed and paged by the Sub-Deputy Agent. Therein he must note down all his official transactions, and send a weekly report to the Sub-Deputy Agent. To this must be added a weekly report of the crops, and at the expiry of each month he must send in addition a figured statement, from which can be gathered whether the crop stand "good", "middling" or "inferior".

When the gomashta is called upon to give advice or to report on any subject, he is required to make the inquiry in person, and to record his own opinion thereon, not that which may have been communicated to him by any of his subordinates.

He is further responsible for the bringing into culture of the contracted lands, and for all things that might injure the crop, for instance: storms, hail, unfavourable weather, ill-will of the population, all which he is obliged to report on after local inspection. His business in making contracts and issuing licenses to the shikmee-ryots we have already learnt, as likewise his influence on the election of khattadars and lumberdars. As these two intermediary persons are so powerfully concerned in the cultivation of poppy, it is the gomashta's duty to keep a watchful eye on their selection. He must, for instance, take care that the lumberdars or khattadars appointed are the parties represented, that their security is valid, that their antecedents are blameless, that they have given no cause of complaint, that in making contracts they do not go beyond their bounds, whereby their influence might suffer, that, — in short such a watchfulness, that properly speaking very little else remains of a free selection than the semblance. Then, too, when a khattadar or lumberdar is chosen who appears unacceptable to the gomashta, a re-election must take place. The gomashta is bound to keep book containing the names of the parties and their sureties, and to note in it also their discharge or dimissal.

In the Opium District of Benares the Government buildings concerned are kept in repair by the Public Works Department. In the Behar district, however, this is done by the Opium Officers, and it is the gomashta again who must attend to this for his kotee. He delivers in the estimate for buildings and repairs, and afterwards he accounts for the moneys.

The Zillahdars and Burkundauzes are obliged to give notice to the Gomashta of all the buildings requiring repairs.

Directly under the gomashta are the *kotee mohurrirs*, the *kotee mutsuddees* and the *ameens*. The two first are native clerks and bookkeepers; they occupy a higher rank than the zillahdar and

are also employed for services in the field; for instance, to prepare an estimate or taidad of the crop, surveying, etc. They make up all the registers, states, and accounts of the kotee; they must measure such grounds as are assigned to them, report weekly to the gomashta on the state of the crops, and on their tours they must see that the poppy-fields are well prepared, kept clean, and are well irrigated. They are also present at the weighing, and keep states of the results. On their appointment a security is required of not more than 200 Rs.

The *ameen* acts as land-surveyor. How this mensuration is effected, and whether the ameen has to pass any examination for it, I have not been able to learn. But when the fields are sown with poppy the ameens are deputed to the interior to test the measurement of every assamee's field, and as we have already seen, they use for this purpose a measuring apparatus stamped by the Sub-Deputy Agent. Upon the reverse side of the lumber or license he then writes the name of the grower, his caste, the area and number of his field, its situation and nature of the soil. He notes the same particulars in a separate register, a copy of which the gomashta sends to the Deputy Agent (Collector and Magistrate) and to the Sub-Deputy Agent.

This enables the officers of both the Revenue and Opium-department to test the correctness of these measurements and detect illicit or short cultivation, etc. The labours of the ameen are controlled by the mohurirs and mutsuddees by the gomashta and by the Sub-Deputy Agent. When these officers are on their tour of inspection, they pitch upon a patch of ground here or there in the villages for remeasurement, and the results ought to agree with those of the ameen.

The zillahdar, though occupying a subordinate position, is the native inspector of cultures. Before his nomination he must give proofs of having a thorough knowledge of all the cultivators within his division, or Zillah. By order of the gomashta he sets out on a tour to see that all lands engaged for are brought under preparation, that they are well ploughed, manured, weeded and irrigated, whether the grounds upon which advances have been given are of good quality and fit for poppy culture, and the assamees are able to cultivate; whether they have the tenure of the lands engaged for; whether the khattadars and lumberdars pay the advances which they receive in behalf of the tenants in due time, and more such-like matters.

He must also survey the land of his Zillah, assist in the taidad,

and the weighments of the produce of his Zillah; examine the vessels in which the ryot preserves the poppy-juice, see that the opium is handled by the ryot with the proper care, that the growers do not neglect the collection of the leaves and trash, and in case of neglect, urge them to do their duty.

Further he is also called upon to see that the wells, for which advances have been made, be dug with care, and that they may answer their purpose. In short, he is employed to do almost everything and to attend to almost everything, and as a Zillahdariat is not very extensive he can do it all pretty well, but the small tenant who for his poppy culture has already to do with so many officials and intermediary persons who, like all Asiatics, are fond of making their importance felt, do not like to see him come to make his inspection in loco; the more so as it is generally known, that, by his instructions he is bound to report immediately to the gomashta, or mohurrir, or mutsuddi, any shortcomings he detects, and therefore, in case of a less favourable report, the arrival of one of these officers in the village is often dreaded.

---

§ 9. All these difficulties are of course incurred by the acceptance of Government advances. On the other hand, the Government is quite right in ascertaining by strict inspections where the advances remain and what is done with them.

So also in the case of Government culture, an estimate of the crops is indispensable for the framing of the Government Budget. For opium, however, in the sub-districts where it takes place, this estimation is not practicable without much circumlocution.

The Hindee word for this is "taidad", which signifies the general estimate of the probable outturn of the season.

When the time for this arrives, generally in March, the gomashta may, with the permission of the Sub-Deputy, depute the kotee muhurrirs and mutsuddees for this to the various Zillahdariates, and these two go round with two or more intelligent lumberdars of the Zillahdariat to estimate the various grounds under cultivation. The taidad papers are attested both by them and the lumberdars whose fields are being estimated. This is necessary, not only for the correctness of general results, but also to prevent the third advance being too high, and, at the weighment of the opium, to compare the result with the estimate. If it appears later that the opium weighed is too heavy according to the appraisements, this will

directly lead to the suspicion that there has been some tampering with it by the addition of heavier substances, and if it is too light, a strict research is made to ascertain whether any part of the product has been embezzled.

As the quantity of juice is appraised before the incision of the capsule, and with reference to the weather and the condition of the plants, an error is very possible even in good faith, but — whether the opium weighed be too heavy or too light — this always entails a great deal of trouble and unpleasantness to the assamee, and at any rate the withholding of the 3rd advance that he had depended upon. The allowance between the taidad and the true weight may vary up to a couple of seers per acre If any juice has been already collected before the commissioners have arrived at the village, the taidad should be made from estimated contents of the assamee's pans, allowing for dryage to the consistence at which the opium of each lumber is usually delivered.

If the grower happen to be just collecting the opium, the produce of the crop still ungathered must also be estimated on the spot.

If after the taidad the planter should lose a portion of the opium by accident, either within doors or on the passage to the chief place, the examination to ascertain whether accident or fraud is in play is no doubt rather difficult; but even though he be acquitted, it is evident that the misfortune not only costs him the loss of what he had obtained with so much difficulty and exertion, but many an unpleasant day besides, spent in examinations, etc. The suspicion of embezzlement remains if the contrary cannot be conclusively proven; and in that case, according to Art. 9th of the Culture Act of 1857, he is subject to a fine equal to ten times the price of the lost product, up to 500 Rs.; and in default of payment distraining and imprisonment await him.

The result of the taidad by the native officers is imparted to the gomashta; sometimes the gomashta in person makes experimental estimates; but they all come finally into the hands of the Sub-Deputy Agent, who again sends them up to the Agent.

Added to these visits of Native and European Officers to the kotee for their inspections, the stay and the labours of these local taidad officers — who for their own accountability must needs be very strict in their work — cannot but be exceedingly unwelcome to the assamees. The more so, since they have also to inspect the collection of leaves and trash. So the gomashta is bound to report every week to the Sub-Deputy Agent the progress of these collections, and for this he requires informations from his

subordinates, which also necessitates inspections from house to house.

The assumption, that the ryot should mostly be innocent of adulteration or embezzlement of his product, is not warranted under such a strict regimen as that of the opium in British India; the small tenant, in his interest, is very apt to evade the monopoly. The same may he said of the illicit cultivation of poppy, and though it would seem impossible, on account of the many tours of inspection and the interests of the intermediary heads, yet it does take place notwithstanding.

The many hundreds of cases pending every year for such transgressions, and the thousands of rupees paid to informers are but so many proofs that there are still plenty of persons who dare risk a venture. It is besides conceivable that the Opium Department must keep up a very considerable police force to watch that the ryots do not dispose of the opium to third persons; this is especially necessary along the frontiers of the independant states; for, as nearly twice as much is paid for the purchase of malwa or native opium as for Government opium, it is explicable that the borderers prefer selling their product to a commercial friend beyond the frontier, to carrying it to their own lumberdars, or to the Government stores, which are often many miles away, or several days' journey from their abodes.

I spoke just now of the intermediary heads' being interested in a plentiful crop. This interest consists not only in the simple profits which a native head has always an opportunity of making, or in what he earns of the contractors by caring for their licenses, their product and their advances, but also in the commission he receives from Government.

Formerly the Deputy Opium Agents (magistrates and collectors) received $2^1/_2$ p. cent. of the profits on opium, and such for the encouragement of the free culture. This system was abolished and is replaced by a reward of 5 Rs. (when the Rupee valued 2 shillings) for every maund sent in above a certain quantum to be delivered at the sudder-factory. A maximum of 900 Rs. a month for every officer concerned might not be exceeded. This then was identically the same as what we in our Dutch colonies before 1867 used to call culture percentages, nor were the Sub-Deputy Agents nor the Native Agents without their share.

But the Governor General, the Marquis of Dalhousie, found this method of payment too complicated and cumbrous [1]), and therefore

[1]) The historian does not mention that this method of payment by culture-percentages was called immoral or disguised compulsory planting; he says merely „complicated and cumbrous."

in 1852 he abolished it for the European Officers. He appointed the Sub-Deputy-Agents on a salary of 500 to 900 Rs. per month, £ 50—90 (then the Rupee valued 2 shillings), but allowed provisionally the percentages to exist under the name of commission for the Native Officers, and even for the Gomashtas.

It would seem, observes the historian, that the abolishment of the culture-percentages did not act unfavourably on the increase of produce, for while in the year before the abolishment (1851) it amounted to 22,626 maunds, it had risen in 1863 to as much as 51,542 maunds, and since it has gone on increasing to 90 à 100,000 maunds (the malwa-opium not included). There is, however, no mention made of the reasons which contributed to increase the production after the abolishment of the culture percentages — such were the raising of $3^1/_2$ Rs. per seer to 5 Rs, and others besides.

Since 1852 the culture-percentages for Native Opium Officers have been also gradually withdrawn, and fixed monthly payments or salaries have been substituted. Only those who were in service before the abolishment, among whom some Gomashtas even, have retained them; but their number is no longer considerable.

At present these percentages are only turned out under the name of commission-fees to the unsalaried intermediary heads, that is to the khattadar, to the lumberdar and the kotee chief; but only for pure opium, and no longer for pussewah, as otherwise more of this latter article would be delivered than is wanted.

In my opinion, however, this does not essentially change the affair, for, it is just those smaller chiefs, who by their precarious position are most interested in encouraging and promoting the culture. The lumberdar and khattadar are elected or re-elected every year by the population under the superintendance of the gomashta and zemindar; the village chief, or *Amlah* is appointed by the zemindar (one interested in the poppy culture); none of them receives a fixed salary, and yet they must be able to support themselves and perform their duties, and are besides more or less dependant on the zemindar as to their services and aspirations.

Now and then the Agents themselves refer to the insufficiency of this remuneration; but for the present the Government finds it better to make no alteration, so the commission fee of 2 Rs. per maund (which is indeed little enough) remains in force.

§ 10. The other salaried Native Opium Officers are:

The Naib-Nazir or warehouse-master,

» Dunidar
» Kurkhunneah
» Purrukhea
» Tica mohurrir

} all subordinate native godown officials, for examining, sorting and weighing opium and poppy-leaves.

» Jemadar or head of the godown-watch.

» Burkundauzes, watchmen, porters, messengers, etc. under command of the Jemadar.

Indirectly the *darogahs*, or native excise officers and accepit officers, can also be brought under this category, and likewise the border-guards, the *dâks* or postboys, etc.

The unsalaried intermediary heads (chiefs) are: the *khattadar*, the *lumberdar*, and the village chief, while the zemindar as another *Deus ex Machina* looks with a watchful eye over the culture.

Any opium officer, who takes perquisites from the population, under whatever pretext, whether in money or goods, or derives other profits in connection with the poppy culture than what are legally allowed him, is dismissed, and, according to the culture Act of 1857 art 17, can be punished by the magistrate with a fine up to 500 Rs.

With this clincher we may conclude our Review.

---

[1]) The whole work on Poppy Cultivation, Opium Consumption and the Financial Aspect of the Opium Trade by the same Author, with Illustrations and a Map, will shortly be published by Martinus Nijhoff at the Hague.

INDO-CHINE FRANÇAISE. [1]

COCHINCHINE — CAMBODGE — ANNAM et TONKIN,

PAR

LOUIS VIGNON.

Conquise en 1859, agrandie en 1867, la Cochinchine avec une superficie de 59000 kilom. carrés, une population de 1.690.000 habitants, un commerce général de 140 millions, paraît la première de nos colonies. Ces chiffres sont assurément des plus élevés, mais il ne s'ensuit pas que la Cochinchine soit au premier rang par sa richesse et sa prospérité. Il est certain, au contraire, que proportionnellement à leur étendue, la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion dépassent de beaucoup notre possession Indochinoise ; aucune d'elles n'atteint 20.000 kilom. carrés et la moins riche des trois a un commerce de plus de 51 millions, la plus riche un commerce de plus de 70 millions.

Cette infériorité de la Cochinchine ne saurait être expliquée par le peu d'ancienneté de notre occupation; s'il en était ainsi on serait en présence d'une simple question de temps: chaque nouvelle année pourrait être considérée comme un nouveau pas vers un état prospère. Le fait qui explique le faible développement de notre colonie est plus grave, parce qu'il est difficile de prévoir s'il disparaîtra jamais. Aux Antilles et à la Réunion on cultive la canne, on cultivera le café qui sont des *produits riches;* en Cochinchine on cultive le riz qui est un *produit pauvre.* Aussi la situation de nos six provinces à l'embouchure d'un des fleuves les plus considérables du continent asiatique, leur fertilité extrême,

---

[1] Voir: l'Avis, p. 398.

les habitudes laborieuses de leurs populations ne sont point des gages suffisants de prospérité dans l'avenir. Le percement de l'isthme de Kra serait sans doute favorable à notre colonie: en ouvrant aux navires de l'Europe et des Indes qui se rendent en Chine et au Japon une route plus courte, il ferait peut-être du port de Saïgon un grand entrepôt. Mais ce qui serait beaucoup plus désirable, c'est que la Cochinchine pût fournir un frêt certain, *une cargaison de retour*, aux navires européens qui fréquentent les mers de l'Extrême-Orient. Jusqu'ici les riz cochinchinois ont été peu demandés sur les marchés d'Europe: le seront-ils plus tard à la suite de quelque révolution industrielle? la fabrication de l'alcool de riz, par exemple, prendra-t-elle un développement considérable; ou bien parviendra-t-on un jour à acclimater *une culture riche* dans le delta du Mékong?

La Cochinchine, comme l'Inde Anglaise, est située sous le climat torride, c'est une «colonie de commerce et d'exploitation", ce ne sera jamais une «colonie de peuplement", car les Européens y vivent mal, et doivent y redouter la dyssenterie et les fièvres paludéennes. Dans une population de 1.690.000 âmes on ne compte que 2000 Européens sur lesquels environ 1100 Français.

Les adversaires de la politique d'expansion coloniale se sont emparés de ce dernier chiffre pour demander ce que «la France avait été faire dans la vallée du Mékong?" Personne n'ignore cependant qu'une nombreuse immigration européenne n'est pas nécessaire dans une «colonie de commerce et d'exploitation." Il suffit que quelques centaines d'Européens, banquiers, planteurs, commerçants, ingénieurs, mécaniciens, viennent s'y établir. Ils seront «l'élément dirigeant" tandis que les natifs qui peuvent cultiver la terre et se livrer à tous les travaux seront «l'élément dirigé." C'est la situation qui existe dans notre possession indo-chinoise comme dans l'Inde; elle n'a rien que de rationnel.

Mais il convient d'ajouter, et ce fait doit être opposé aux adversaires de la politique d'expansion coloniale, que, comparativement au chiffre de la population indigène, les Français sont beaucoup plus nombreux en Cochinchine que les Anglais dans l'Inde: on a recensé, dans ce pays qui est une des plus vieilles possessions de la Grande-Bretagne, 33.184 individus de race anglaise perdus au milieu d'une population de 253.982.000 natifs; soit une proportion de un Anglais par 7.653 Indous. D'une autre côté la Cochinchine est conquise depuis 25 ans à peine, et, nos nationaux y sont au nombre de 1100 dans une population de 1.690.000 âmes. On

compte donc un Français pour 1536 Annamites). Cette comparaison est, loin, on le voit, d'être désavantageuse à notre colonie asiatique, d'autant que des cultivateurs anglais auraient pu s'établir et s'acclimater par millions dans certaines régions de l'Inde [2]).

Le commerce total de la Cochinchine s'est élevé en 1883 à 141.120.000 frcs. [3]).

Il convient de décomposer ce chiffre en détail pour bien montrer la situation particulière de la colonie.

Les exportations de la colonie, tant pour la France que l'étranger ont atteint en 1883 le chiffre de 79,685,000 frcs. Dans cette somme les exportations de riz et de paddy (riz non décortiqué) entrent pour plus de 61 millions et demi (61,630,000). Ce chiffre seul indique l'importance de la culture. Chaque Annamite a son champ de riz où il fait deux récoltes par an.

L'importance de la récolte de cette céréale varie beaucoup suivant les années : ainsi les exportations ont été de 40 millions en 1880, de 33 l'année suivante, puis de 61 et demi en 1883. Ce riz est envoyé pour plus de moitié en Chine, puis dans les établissements du détroit de Malacca, aux Indes neêrlandaises, aux îles Philippines, — enfin en Europe et en France pour une somme médiocre. [4]).

Tandis que la seule exportation du riz donnait en 1883 une somme de plus de 61 millions et demi, tous les autres produits exportés ne s'élevaient ensemble qu'à une valeur de 18 millions de francs (18,055,000).

C'étaient les poissons secs et salés (pour Singapore et la Chine), les peaux d'animeaux, la graisse de porc et de poisson, les huiles (pour Singapore, la Chine, les Indes neêrlandaises, la France,) le

---

[1]) Le recensement de 1881 accuse une population de 89.798 Anglais (77.188 hommes et 12.610 femmes) dans l'Inde. Mais il faut retrancher de ce total 55.808 soldats britanniques et 806 marins.

Quant au chiffre de 1100 Français il est fourni par les „*Statistiques coloniales pour* 1883", et ne comprend pas les troupes de terre et de mer.

On remarquera que si les corps d'occupation anglais et français ne sont pas compris dans ces deux chiffres, il en est autrement des fonctionnaires.

[2]) Elisée Reclus „Nouvelle géographie universelle".

[3]) Les statistiques fournies par la colonie, auxquelles tous les chiffres suivants sont empruntés, s'expriment en piastres, monnaie qui vaut environ 5 francs. On a fait ici, pour simplifier, la conversion immédiate en monnaie française.

Ces statistiques ont, paraît-il, été dressées avec plus de soin que les années précédentes. C'est dans ce fait et non dans un accroissement soudain et considérable du commerce de notre colonie qu'il faut chercher l'écart entre les chiffres de 1881 et ceux de 1883. En 1881, on évaluait le mouvement total du commerce à 100 millions tandis qu'en 1883 on l'évalue à 141 millions.

[4]) Dans cette énumération et les suivantes le nom des pays est toujours placé suivant l'importance de leurs relations commerciales avec la colonie.

poivre (pour Singapore, la Chine et la France), les déchets de soie et la soie grège qui viennent beaucoup plus de l'Annam et du Tonkin que de la Cochinchine elle-même (pour Singapore et la France), les légumes secs, les crevettes séchées (Singapore et la Chine), les bois de construction et les brisures de riz (pour la Chine), le coton (pour la Chine, l'Annam, le Tonkin) les légumes frais, les volailles (pour Singapore et la France).

En résumé, les exportations de la Cochinchine se sont élevées: pour la Chine — surtout Hong-kong, — à 42 millions; pour Singapore et les Etablissements du détroit à 20 millions; — pour l'Annam et le Tonkin à 4 millions et demi; — pour l'Europe, moins la France, à 150.000 frcs., etc., etc... et enfin pour la France à 3.137.000 frcs. seulement. Ce chiffre est celui du commerce général; celui du commerce spécial est de 2.738.000 frcs. Après le riz (1.679.000 frcs.) les produits importés en France sont la soie et bourre de soie, les graisses, la colle de poisson, le poivre.... [1]).

Pendant la même année les importations de la France et de l'étranger dans la colonie se sont élevées à près de 61 millions et demi (61.435.000) frcs.

Les principales matières d'importation sont les vins et les conserves, les passementeries, les outils et fers ouvrés, les machines qui viennent surtout de France; les cotonnades, les tissus, la mercerie, la lingerie de Singapore, c'est à dire d'Angleterre; les fers en barre de Belgique; le thé, les soieries, les médecines, les huiles, les papiers, les comestibles de Chine.... etc.

La Chine, — surtout Hong-kong, — vient au premier rang pour les importations comme pour les exportations. En 1883, elle a importé en Cochinchine pour 24 millions de marchandises. La même année les importations de Singapore ont été de 19 millions, celles de l'Annam et du Tonkin de près de 4 millions et demi; celles de l'Europe, moins la France, de 3.887.000 frcs., celles de la France de 9.529.000 frcs., dont 7.156.000 frcs. au commerce spécial...

Ces détails sur les marchandises exportées et importées montrent le peu d'importance qu'a le commerce français dans notre colonie de l'Extrême-Orient. Tandis que le mouvement commercial de la Cochinchine avec la Chine s'élève à 66 millions et celui avec Singapore à 39 millions, celui avec la France ne dépasse guère 12 millions et demi (12.666.000.) frcs [2]).

---

[1]) Le chiffre donné pour la France est emprunté au „Tableau général des douanes" et ceux donnés pour les autres pays aux *Statistiques coloniales*. La concordance n'existe pas toujours entre ces documents.

[2]) Il convient toutefois de remarquer que les statistiques ne mentionnent que les

Cette infériorité peut être expliquée. Que fournit la Cochinchine? Du riz, de la graisse de porc et de poisson, des poissons secs et salés; — marchandises qui ne sont demandées ni en France, ni en Europe et sont au contraire consommées par les populations de la Chine, des îles Philippines, des Indes neêrlandaises, de l'Annam. D'un autre côté, les Annamites entrainés depuis des siècles dans la civilisation, l'industrie et le commerce des populations de la race jaune, ne demandent pas comme les races primitives de l'Afrique toutes leurs marchandises à l'Europe. C'est ainsi qu'il achètent leurs thés, leurs médicines, leurs poteries, leurs soies en Chine. Les Chinois, du reste, sont dans notre colonie, plus chez eux que nous mêmes; au nombre de 50 à 60,000 il vivent dans tous les villages, mélangés aux Annamites dont ils ont la religion, la civilisation, la langue. Ils tiennent tout le commerce intérieur et une grande part du commerce extérieur.

Il faut ajouter encore, pour expliquer l'infériorité du commerce français en Cochinchine, que nos produits, qui ne sont jusqu'ici favorisés par aucune taxe douanière, y rencontrent comme en Afrique, plus qu'en Afrique même, la terrible concurrence des produits anglais *bon marché*. En 1883, la France a vendu seulement pour 1,390,000 frcs. (commerce spécial) de tissus, passementeries, rubans, lingeries et vêtements, tandis que l'Angleterre a écoulé pour environ 13 millions et demi de cotonnades et de tissus venus des entrepôts de Singapore et de Hong-Kong. C'est là un fait profondément regrettable, très grave, — on y reviendra dans l'étude de l'avenir commercial du Tonkin, — car les cotonnades sont la *monnaie courante*, l'élément d'échange indispensable de toute transaction entre l'Europe et l'Extrême-Orient.

On l'a déjà dit, la première place appartient en Cochinchine aux maisons chinoises. Ce sont les plus riches, les plus actives, les plus solides. Elles font le commerce intérieur et extérieur. C'est aux marchands de Cholon que les négociants européens achètent leurs produits d'exportation. Après les maisons chinoises viennent les maisons allemandes (Engler & Cie, Speidel & Cie . . .), anglaises (Hale . . . . . .) et françaises (Denis frères, Renard & Cie).

Les maisons étrangères sont-elles plus importantes que les nôtres?

---

importations et les exportations directes. Elles ne donnent point le chiffre des marchandises débarquées à Singapore et Hong Kong, puis réembarquées pour Saïgon, ni celui des marchandises cochinchinoises réexportées des deux ports anglais en France. Mais il est à craindre après tout ce qui vient d'être dit sur les relations commerciales de la colonie, ses produits et ses besoins, que ce double mouvement de réexportation soit peu important.

On ne saurait le dire très-exactement, toutefois, on doit constater qu'elles ont fait des bénéfices plus importants que les maisons françaises et qu'elles ont dans le commerce d'exportation un avantage qui n'est pas sans valeur: comme il n'y a guère dans les ports voisins que des négociants anglais et allemands, ceux-ci passent naturellement leurs ordres à leurs nationaux établis à Saïgon. D'un autre côté, les négociants français ont établi dans la colonie des décortiqueries pour le riz, des scieries à vapeur, des tramways, des chemins de fer, une compagnie fluviale. Les capitaux engagés dans ces opérations sont exclusivement français [1]).

Il y a en Cochinchine quatre grandes maisons de crédit: la banque de l'Indo-Chine, à qui le gouvernement a assuré certains privilèges, et trois banques anglaises, dont la célèbre «Hong-kong Shang-Hai Banking Corporation".

Saïgon est à proprement parler le seul port de notre colonie: Mytho, Rachgia, Camau et Hatien n'étant fréquentés que par des barques et des jonques. En 1883, le mouvement du port de Saïgon, — entrées et sorties réunies, — a été de 4148 navires, jaugeant 1.200.000 tonneaux.

Le premier rang appartient au pavillon anglais: 443 navires, — 458.000 tonneaux, — le second au pavillon français 259 navires, — 409.000 tonneaux [2]), — le troisième au pavillon allemand 196 navires, — 166.000 tonneaux, — le quatrième aux barques annamites et jonques chinoises, 3097 — 68.000 tonneaux, — le cinquième au pavillon hollandais, 48 navires, — 57,000 tonneaux ..... etc.

141 millions d'importation et d'exportation, — 1.200.000 tonnes d'entrées et de sorties: ce sont là assurément le commerce et le mouvement d'un grand port. Saïgon est loin cependant de la prospérité des deux grands entrepôts anglais de l'Extrême Orient: Singapore qui a un commerce de 570 millions et Hong-kong de 300 millions. Du reste notre port ne peut espérer avoir les avantages d'une rade d'escale comme ses deux voisins. Il est en effet, loin de la mer; un steamer doit attendre la marée pour monter ou descendre la rivière: c'est un pilotage à payer, un retard à subir. Aussi l'on ne vient à Saïgon que pour un frêt déterminé, rarement à l'aventure.

[1]) Un chemin de fer relie Saïgon à Mytho. Les scieries et sucreries fondées jusqu'à ce jour n'ont pas prospéré.

[2]) Dans ce chiffre sont naturellement compris les paquebôts subventionnés des „Messageries Maritimes".

Il en sera toujours ainsi tant que la Cochinchine ne produira pas une *marchandise demandée par l'Europe*, dont on puisse s'approvisionner. Jusque-là le commerce saïgonnais pourra continuer à augmenter, mais il n'y aura pas de changements dans la nature des éléments de ce commerce.

CAMBODGE.

Le royaume du Cambodge, débris du grand empire Kmer qui s'étendait autrefois sur toute l'Indo-Chine et atteignait jusqu'au 20 degré de latitude nord, occupe aujourd'hui une superficie d'environ 100.000 kilom. carrés, entre le Siam, le Laos indépendant, l'Annam, la Cochinchine et la mer. Sa population est évaluée à 1 million et demi d'habitants.

Placé depuis 1863 sous notre protectorat, il est resté dans une situation presque indépendante jusque dans ces dernières années. C'est alors que les gouverneurs de la Cochinchine ont voulu y étendre l'influence française, par une série de mesures administratives ou financières. La récente convention du 17 Juin 1884 a précipité les événements : le Cambodge avec des résidents et des garnisons françaises ne sera bientôt plus qu'une annexe de la Cochinchine.

Jusqu'ici on sait peu de choses du commerce et des productions de ce pays.

Avant la soumission du roi Norodom le commerce était monopolisé entre les mains des Chinois : en échange du coton, du tabac, de la soie, du riz que venaient leur apporter les Cambodgiens ils leur vendaient l'opium et l'alcool de riz. On comptait cependant, en dehors des «Messageries fluviales de Cochinchine" deux ou trois maisons françaises (M. Marrot, M. Vaudelet... etc....) et une maison allemande établie à Phnom-Penh (Speidel & Cie de Saïgon), mais il semble qu'elles cherchaient avant toutes choses à obtenir du roi des concessions, des monopoles ou des fermes. Depuis quelques mois, plusieurs négociants français projettent, paraît-il, de s'établir dans le pays pacifié. Ils ont déjà réussi à y introduire et à faire accepter par les indigènes des marchandises de fabrication métropolitaine et notamment une cotonnade fabriquée par les industriels de Rouen et de Roanne [1]).

---

[1]) *Rapport adressé au Ministre de la Marine et des Colonies par M. Gustave Praire*, chargé d'une Mission commerciale en Indo-Chine, — „Les cotonnades françaises dont les Cambodgiens paraissent avoir définitivement adopté l'emploi, trouveront dans ce pays un débouché de plus en plus important.... les habitants du Laos et de Siam qui se vêtissent comme les Cambodgiens sont appelés à employer le même tissu...."

On peut espèrer dans l'avenir de ce pays qui semble fertile surtout aux bords du Mékong. Les terres étant plus élevées qu'en Cochinchine, il produit avec le riz, l'indigo, le tabac, le coton, le mûrier, la canne; on pêche dans le grand lac des quantités considérables de poissons et des forêts très riches pourraient être mises en exploitation. Enfin deux ingénieurs MM. Boulanger & Fuchs ont reconnu dans la province de Campong-Thom la mine de fer de Ph'nom-Deck qui, exploitée, donnerait des «minerais d'une grande richesse comparable à celle des minerais pyrénéens". [1])

Les Notices coloniales publiées pour l'Exposition d'Anvers évaluent les exportations et les importations du Cambodge à 10 ou 12 millions de francs, sans tenir compte des produits venant du Laos ou des provinces siamoises, ceux-ci ne faisant que transiter. Ce commerce se fait presque entièrement par la Cochinchine : les navires des «Messageries fluviales" remontent aujourd'hui le fleuve jusqu'à la frontière du Laos, et les barques indigènes importent les marchandises européennes et exportent les produits du pays.

ANNAM.

L'histoire des événements qui se sont déroulés en Annam et au Tonkin depuis plus de deux ans est dans toutes les mémoires. Chacun connait au moins dans leurs lignes générales les traités de Hué du 6 Juin 1884 et de Tien Tsin du 9 Juin 1885. Le premier place le royaume d'Annam sous le protectorat de la France, en distinguant l'Annam proprement dit du Tonkin qui est soumis à un régime de protection plus complet et plus absolu. Le second contient l'engagement pris par le Céleste Empire de respecter le nouvel état de choses introduit par la France en Annam et d'autoriser le commerce entre la Chine et le Tonkin.

Ces actes diplomatiques ont assuré à la France deux »protectorats", deux colonies nouvelles. Acquises d'hier, elles ne sont encore ni définitivement conquises, ni pacifiées.

S'il y a peu à dire sur l'Annam, il y a, au contraire, beaucoup à dire sur le Tonkin. Après avoir critiqué la conduite de l'opération militaire, certains esprits discutent avec la plus grande passion la valeur, *l'utilité* d'une colonie qui a coûté à la France deux ans d'efforts, des hommes et de l'argent. On essayera donc, pour répondre à la préoccupation générale et en évitant toute polémique, d'étudier la »question du Tonkin" sous tous les aspects: quelle est

[1]) Annales des Mines, livraison de Septembre—Octobre 1882. M. Fuchs.

la situation géographique et commerciale de la vallée du Song-Koï? quelle est sa richesse et son avenir? quels débouchés ou quels emplois y trouveront les marchandises et les capitaux français? Enfin, cette nouvelle colonie sera-t-elle une charge pour le budget métropolitain?

Avant d'aborder ces questions il convient de consacrer quelques lignes au royaume d'Annam proprement dit.

Privé de la Cochinchine au Sud, du Tonkin au Nord, l'Annam n'est plus qu'une immense bande de terre resserrée entre la mer et les montagnes et dont la largeur ne dépasse pas une moyenne de 50 kilomètres; sa population peut être estimée à 2 millions d'âmes.

On connait encore trop imparfaitement ce pays pour qu'il soit possible de porter un jugement avec quelque certitude sur sa fertilité ou l'avenir qu'il peut espérer.

Au bord des cours d'eau, dans les terrains humides, les indigènes font pousser le riz, toutefois l'Annam n'en produit pas suffisamment pour sa propre consommation et doit en acheter au Tonkin des quantités importantes; sur d'autres points on élève des boeufs et des buffles. Les principales cultures sont la canne, le coton, l'indigo, le thé, le tabac, la canelle; ou trouve dans les montagnes des bois de construction, des minérais et des marbres. La colonie chinoise qui habite la ville de Taï-Ho exploite un riche bassin houillier. Enfin, on peut ajouter, mais toujours avec réserve, qu'il est possible qu'un mouvement d'échanges d'une certaine importance vienne à s'établir entre les ports de l'Annam et les principautés Laotiennes de la région du Mékong.

Jusqu'ici le gouvernement Annamite ayant toujours écarté les étrangers avec le plus grand soin, il n'a rien été fait en Annam pour le développement du commerce ou de l'industrie. Le port de Quin Nhon, ouvert au commerce européen depuis 1874, sous la protection d'un résident français, paraît être plus fréquenté que Touranne. On possède sur son commerce quelques faibles données. Les maisons presque toutes chinoises qui y sont établies concentrent dans leurs magasins les marchandises de l'intérieur et entretiennent leurs principales relations avec Saïgon, Singapore et surtout Hong-kong. Elles importent des cotonnades anglaises, du coton non égrené, du coton filé, du thé, du papier chinois, des médecines, des vieux fers et des vieux cuivres; elles exportent l'huile et les tourteaux d'arachides, la soie, le sucre, le sel, les haricots secs... Le mouvement d'échanges de Quin Nhon se serait élevé en 1883

à un peu plus de 2 millions: 860.000 frcs. à l'importation et 1.200.000 frcs. à l'exportation.

TONKIN.

Depuis la glorieuse expédition de Francis Garnier et le voyage de M. Dupuis, quelques hommes politiques songeaient en France à assurer à leur pays la possession de Tonkin. Ils ne s'étaient pas fixé d'heure pour atteindre ce but et peut-être est-il permis de dire qu'elle leur a été imposée par les événements eux-mêmes.

Deux raisons semblent les avoir déterminés à préparer notre établissement dans la vallée du Song-Koï: la fertilité et la richesse de cette immense région beaucoup plus favorisée que la Cochinchine, puis en même temps sa position géographique qui semblait en faire la route la plus pratique pour pénétrer dans le Yu-Nam et les autres provinces intérieures de la Chine.

Découvrir et assurer à son pays une voie commerciale permettant d'entrer en relations avec la Chine intérieure et les provinces arrosées par le Yang-tsé-Kiang est, en effet, un des gros problèmes de l'Extrême-Orient. Le gouvernement anglais de l'Inde, établi sur le cours inférieur du Brahmapoutre et de l'Irrawady, cherchait à le résoudre depuis plus de quarante ans déjà lorsque la France est venue s'établir aux bouches du Mékong. Les maîtres de Calcutta ne pouvaient se résoudre à franchir éternellement les mers et les détroits pour se rendre à Shanghaï et ils voulaient ouvrir à leur commerce un chemin qui, passant par le Yu-Nam, relierait l'Inde à Hankoou, la grande ville commerçante située au centre de l'Empire sur le Yang-Tsé.

On ne rappellera ici ni les nombreuses tentatives des voyageurs anglais qui ont successivement remonté les vallées du Brahmapoutre, de l'Irrawady, de la Salouem et du Haut Mékong, ni la mission française de Doudart de Lagrée qui a reconnu toute la vallée de ce dernier fleuve. Chacun sait qu'au moment ou le voyageur anglais Margary découvrait la route de Bhamo, — sur l'Irrawady, — à Momeïn — dans le Yu-nam — la moins «impossible" des routes partant du territoire indien, qui ait été trouvée jusqu'ici, — M. Dupuis, inspiré peut-être par un pressentiment de Francis Garnier, remontait le fleuve Rouge jusqu'à la ville chinoise de Mang-hao [1]). (1873)

[1]) Margary ayant été assassiné en territoire chinois, au retour de son voyage, le gouvernement britannique se plaignit à la cour de Pékin et ses réclamations furent si

Le jour où l'on apprit que ce négociant était parvenu à franchir avec ses barques les deux tiers de la distance qui sépare la capitale du Yun-Nam de la mer, on pensa que le problème était résolu.

On est revenu aujourd'hui sur cette idée trop vite acceptée. Le fleuve Rouge, encombré de roches, coupé par des rapides, torrentueux pendant une partie de l'année, a demi desséché pendant une autre, est d'une navigation difficile. Nos canonnières y manœuvrent avec peine et souvent elles ont été arrêtées par la baisse des eaux. La batellerie des riverains, — barques annamites ou radeaux yunnanais, — ne peut elle-même assurer toujours une navigation régulière. Il ne semble cependant pas douteux que cette route du fleuve Rouge soit encore la plus pratique, la plus simple que l'on ait proposée. Peut être nos ingénieurs sauront-ils construire des bateaux à fond plat, capable de remonter et de descendre le fleuve en toute saison; il est plus probable toutefois que la construction d'un chemin de fer du delta à Lao-Kay, ou à quelque autre point de la frontière chinoise sera reconnue nécessaire, — d'autant plus que si la France négligeait d'assurer aux négociants une route commerciale pratique entre la Chine intérieure et la mer à travers le Tonkin, il serait à craindre que la Chine elle-même construisît dans un temps relativement court le chemin de fer de la vallée du Si-Kiang qui relierait le Yun-Nam à Canton [1]).

---

pressantes que celle-ci consentit à la signature de la convention de Tché-Fou, le 13 Septembre 1876.

L'article 4 de cette convention montre combien vif était le désir du gouvernement anglais d'ouvrir au commerce les provinces méridionales de la Chine, dès qu'une route pratique aurait été découverte:

„Le gouvernement britannique sera libre pendant 5 ans à partir du 1er Janvier prochain, qui sera le 17e jour de la 11e lune de la 2e année du règne de Kouang-Su, de placer des agents à Tali-Fou ou dans quelque autre localité convenable du Yun-Nam pour y étudier les conditions du commerce, afin de recueillir des renseignements sur lesquels on puisse baser les règlements commerciaux lorsque ceux-ci viendront en discussion. Pour l'examen et l'arrangement de toute affaire concernant des fonctionnaires ou des sujets anglais ces agents pourront s'adresser aux autorités de la province. L'ouverture du commerce pourra être proposée par le gouvernement britannique ainsi qu'il lui plaira le mieux a quelque époque que ce soit dans le cours de 5 ans ou à l'expiration de ce délai de 5 années."

Il ne paraît pas que le gouvernement anglais ait fait usage des droits que lui donnait cet article.

[1]) La construction par les Anglais d'un chemin de fer de Bhamo à Momein, puis de Momein à Taly-fou, capitale du Yun-Nam, d'où on peut rejoindre le Yang-Tsé-Kiang, doit être considérée comme absolument impossible, les obstacles créés par la nature étant insurmontables.

Elle est d'ailleurs condamnée aujourd'hui par le voyageur anglais Colquhoun qui croit avoir enfin découvert la route commerciale la plus pratique pour pénétrer dans le Yun-nam. Dans un ouvrage publié il y a quelques mois, M. Colquhoun conseille à ses compatriotes la construction d'un chemin de fer qui partirait de Maulmeïn sur le golfe de Martaban, gagnerait Raheng sur le Ménam, Xieng-Mai (ou Zimmi; l'Angleterre a récemment obtenu le droit d'y placer un vice-consul), — Xieng-Sen sur le Mekong, Xien-Tung, Xieng-Hung et enfin Sé-mao, ville chinoise de la frontière méridionale du Yun-nam.

Le Yun Nam, dont la possession du Tonkin nous fait les voisins, est une contrée montagneuse, un massif volcanique, vaste plateau d'environ 2000 mètres de hauteur qui, à cause de sa situation géographique, n'a pu avoir jusqu'ici de relations commerciales avec l'étranger.

Sa superficie est évaluée à 300.000 kilom. carrés et sa population à seulement 3 millions d'habitants [1]). Toute sa richesse est dans ses mines: elles paraissent considérables: fer, cuivre (souvent pur), galène argentifère, cinabre, zinc, plomb, charbon de terre, pierres précieuses, rubis, topazes, saphirs; — dans la vallée du fleuve rouge un gisement d'étain; — près de Mang-hao des mines importantes; — sur les sommets, des bois de construction et du bétail [2]).

On peut donc espérer que lorsque les bandes du haut Tonkin seront dispersées, le pays pacifié, l'influence française assise, la vallée du Song-Koï deviendra la route nécessaire des produits du Yun-Nam et des autres provinces méridionales de la Chine vers la mer. Grâce au traité de commerce Franco-Chinois en ce moment projeté, les entrepôts de Hanoï et de Hai-Phong recevront alors les métaux et les bois du Yun-Nam, les thés du Pon-Eulh et de la vallée du Wukiang, le musc, la poudre d'or, les soies du Koucï Tchéou et du Se-Tchuen; ces provinces demanderont en échange au marché du Tonkin des cotonnades, du sel, de la mercerie, de l'horlogerie, de la quincaillerie ....

Mais la vallée du fleuve Rouge n'est pas seulement, on l'a dit, une route commerciale, un pays de transit, c'est aussi une province riche ou plutôt susceptible de devenir riche après quelques années de paix et de travail.

L'Almanach de Gotha évalue la superficie du Tonkin à 200.000 kilom. carrés, c'est à dire à plus du tiers de la France qui mesure 528.000 kilom. carrés et l'on estime assez généralement sa popu-

---

M. Colquhoun a tenté de créer un mouvement d'opinion en Angleterre en faveur de son projet, mais jusqu'ici on a vu surtout les difficultés qu'il présente: difficultés politiques, car il faudrait traverser un pays habité par les tribus Shanes, indépendantes ou tributatres de la Birmanie et du Siam, — difficultés matérielles, car cette immense région est peu connue, très-montagneuse et coupée par des vallées profondes. Il faut encore ajouter que la voie ferrée proposée par M. Colquhoun aurait une longueur beaucoup plus grande que celle de la vallée du fleuve Rouge.

On sait que jusqu'ici il existe deux chemins de fer dans la Birmanie britannique et ne dépassant pas ses frontières: la ligne de Rangoon à Prome et celle de Rangoon à Toungoo.

[1]) En 1842, la population du Yun-Nam était évaluée à 5.825.000 hab.; les terribles insurrections religieuses des musulmans, nombreux dans cette province, et la sanglante répression du gouvernement chinois ont dépeuplé le pays.

[2]) Elisée Reclus, *Géographie universelle.*

lation à 10 millions d'âmes. Notre nouvelle possession est donc beaucoup plus grande et plus peuplée que la Cochinchine. Il faut ajouter qu'elle se divise en deux régions distinctes, le Delta, très peuplé et très fertile c'est le »Tonkin où l'on mange", puis le haut pays, extrêmement montagneux, couvert de forêts, presque désert, c'est le »Tonkin où l'on ne mange pas" [1]).

Nous sommes installés depuis trop peu de temps dans ce pays, où la paix n'est pas encore rétablie, pour qu'il soit possible de se rendre un compte bien exact de ses ressources et de ses produits. Les observations faites jusqu'ici, ont été souvent superficielles. Toutefois, on ne saurait nier que les renseignements recueillis depuis 1874 par nos résidents et dans ces trois dernières années par les officiers du corps expéditionnaire, les voyageurs et les négociants qui les ont suivis représentent le Tonkin comme un pays riche, fertile, habité par une population laborieuse. La vérité doit être dans cette opinion que l'exploitation du Tonkin et sa mise en valeur est une affaire de longue haleine, à laquelle nous devons nous attacher sans en attendre des bénéfices immédiats.

Le haut pays, c'est à dire la région des forêts et des mines, est aujourd'hui bien peu connu. On sait cependant que les montagnes du Tonkin peuvent donner en quantité les bois de charpente et les bois d'ébénisterie, le bois de fer, le bambou, le rotin. Les indigènes exportent déjà plusieurs de ces produits en Chine. Des mines de fer, de cuivre, d'or, d'argent, de plomb, de zinc ont été reconnues [2]). Plusieurs étaient exploités lors de l'arrivée des troupes françaises. Enfin, M. Fuchs, ingénieur en chef des mines, ayant exploré en 1881—1882 le bassin houillier de Hon-Gac et quelques bassins secondaires, croit »que l'on peut espérer à courte échéance un écoulement annuel de 100.000 tonnes pour les produits du bassin de Hon-Gac". Ces charbons remplaceraient sur les marchés de Singapore, Saigon, Hong-Kong et Shang-haï, ceux d'Angleterre, d'Australie et de France [3]),

La première culture du Tonkin est naturellement le riz. On estime qu'il y a un million d'hectares de rizières cultivées ou pouvant être cultivées actuellement dans le Delta; comme en Cochinchine le même terrain donne deux récoltes par an. Il est

---

[1]) On sait que la superficie du „Tonkin français" n'est pas aussi considérable que celle du „Tonkin géografique et politique", le traité du 6 Juin 1884 ayant rendu à l'Annam la province de Tanh-Hoa.

[2]) *Notices coloniales publiées à l'occaison de l'Exposition d'Anvers.*

[3]) *Annales des Mines.* — Livraison de Septembre—Octobre 1882. Rapport de M. Fuchs au Ministre de la Marine.

difficile de savoir à combien s'élevaient, année moyenne, les exportations du riz sous la domination annamite, mais on croit assez généralement que, lorsque le calme sera rétabli dans les provinces et les ruines de la guerre réparées, le Tonkin arrivera en peu d'années à exporter vingt millions de piculs c'est à dire plus du double de ce qu'exporte la Cochinchine [1]) (en 1883, 8.648.000 piculs représentant une valeur de 61.630.000 frcs.).

Mais le Tonkin — et c'est ce qui pourra faire sa richesse, — n'est pas seulement, comme notre colonie du sud de l'Indo-Chine, une immense rizière. On a déjà parlé de ses bois et de ses mines; il faut ajouter qu'on y rencontre encore d'autres *produits riches:* la canne à sucre, dont la culture parait être assez considérable; — le mûrier qui nourrit les vers à soie et est ainsi la base d'une riche industrie; — le coton, récolté dans toutes les provinces et qui est déjà un objet d'exportation; — l'indigo; — le maïs; — les plantes textiles; — l'arbre à thé, cultivé plus particulièrement sur les plateaux des environs de Son-Tay, de Hong-hoa et dans le Nord; — le manioc; — les arachides; — les haricots exportés en Chine et à Saigon; — le tabac; — l'arbre à laque; — l'anis étoilé... etc....

On le voit, il résulterait de ces renseignements, empruntés aux documents officiels et aux rapports de MM. Paul Brunat et Gustave Praire, que le sol et le sous-sol de notre nouvelle colonie sont riches. Un peuple tranquille et travailleur l'habite; la main d'œuvre y est à vil prix. Il n'est donc pas nécessaire que de nombreux colons se rendent au Tonkin; il suffira que quelques hommes intelligents et actifs, capables de diriger les indigènes, de perfectionner les cultures, de créer des industries, aillent s'y établir. Ces hommes, s'il possèdent des capitaux, feront, en quinze ou vingt années, de la vallée du Song-Koï une de plus riches provinces de l'Extrême-Orient.

Mais, si ce pays, riche en lui-même, est ainsi mis en valeur, s'il produit beaucoup, il consommera de même [2]), — et une question se pose alors: le Tonkin que la France aura conquis au prix de lourds sacrifices consommera-t-il des marchandises françaises ou des marchandises étrangères?

---

[1]) *Exploration commerciale du Tonkin*, rapport présenté par M. Paul Brunat à la Chambre de commerce de Lyon (février 1885). — Il sera fait beaucoup d'emprunts à cette excellente étude.

[2]) Le Tonkinois se nourrit et s'habille mieux que le Cochinchinois, il consomme davantage et les personnes qui, pour juger sa consommation, ont pris pour base celle de la Cochinchine ont certainement fait un calcul inexact. — Gustave Praire, Rapport cité.

Il faut reconnaître que jusqu'ici les produits étrangers se sont vendus beaucoup plus que les produits français : En 1880, année de paix, M. de Kergaradec, Résident de France à Haiphong, estimait que les cotons anglais, filés ou tissés, constituaient environ 34 % de la valeur totale des importations ; l'opium 21 % ; les médicines chinoises 11 % ; le tabac 9 % ; le thé 5 % ; les articles divers 20 %. Les marchandises françaises étaient comprises sous cette dénomination : »articles divers" pour une somme que les statistiques ne sauraient fixer mais qui devait être bien faible [1]). Depuis, les choses ne se sont pas modifiées. M. Paul Brunat, dans son rapport à la Chambre de commerce de Lyon, énumère les principaux articles importés au Tonkin. Ce sont : les cotons filés venant de Manchester ou de Bombay [2]), les cotonnades de Manchester, les mouchoirs d'Angleterre et d'Allemagne, les couvertures, les parapluies, les tissus de coton et de laine d'Angleterre, quelques tissus et des flanelles d'Allemagne, l'horlogerie des Etats-Unis, les métaux d'Angleterre et de Suède.... La France n'importe, par la voie de Saïgon ou directement, que des liquides, des conserves, des allumettes et quelques articles de mercerie ou de quincaillerie.

Cette situation est, on le voit, peu brillante. Si rien ne venait la modifier, il en serait bien vite du Tonkin comme il en est de la Cochinchine. Cette province conquise par la France, administrée par elle, deviendrait un riche marché pour l'étranger tandis que nos négociants ne parviendraient à y vendre que quelques rares produits. Mais le gouvernement, qui voit dans la conquête du Tonkin et la conclusion d'un traité avec la Chine, l'occasion d'ouvrir au commerce français de »nouveaux débouchés" a songé depuis longtemps déjà à favoriser, ou mieux à «protéger" le commerce français dans l'Indo-Chine par l'établissement d'un tarif douanier, qui doit réunir en une sorte d'»Union douanière", la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin [3]).

---

[1]) Les chiffres de la douane de Haiphong accusaient en 1880 un mouvement commercial de 13 millions (12.974.000) frcs. soit 5.467.000 frcs. d'importations et 7.507.000 frcs. d'exportations. Mais en publiant cette statistique M. de Kergaradec l'estimait inférieure à la réalité, évaluant la valeur réelle des échanges à 20 millions. — L'année suivante les relations entre Haiphong et Saigon, — exportations et importations comprises, — ne s'élevaient pas à un million (948.000) frcs. Dans ce chiffre les importations de la Cochinchine au Tonkin n'étaient que de 102.000 frcs.; et ces 102.000 frcs. ne représentaient pas que des marchandises françaises.

[2]) Les Annamites achètent des fils de coton qu'ils tissent sur des métiers indigènes, puis teignent suivant les procédés de leur pays. Les filés ou les cotonnades de Bombay, fabriqués avec des cotons de l'Inde font concurrence, depuis quelques années, à certains tissus de Manchester sur les marchés de l'Extrême Orient.

[3]) Il n'existe jusqu'ici aucun tarif douanier en Cochinchine. Toutes les marchandises entrent librement, si l'on excepte les alcools, la poudre et les armes. C'est ce qui explique

Lorsque l'on a défendu dans les premières pages de ce volume les dispositions libérales du Senatus-Consulte de 1866, on a ajouté que si le principe de la liberté commerciale devait être respecté dans nos anciennes colonies peuplées de compatriotes sur lesquels nous n'avons d'autres droits que notre parenté, on pouvait en revanche ne pas réclamer son application immédiate dans une colonie toute nouvelle, peuplée non de français, mais d'indigènes devenus français.

On n'hésite donc pas à reconnaître que le gouvernement a le droit, éclairé par l'expérience de ce qui se passe en Cochinchine depuis la conquête, d'établir un tarif douanier dans nos possessions et nos protectorats de l'Indo-Chine. Ces pays peuplés de plus de 15 millions de consommateurs, voisins des provinces laotiennes et de la Chine méridionale, deviendront un marché considérable pour les produits européens: ne devons-nous pas tenter d'y assurer une large place à l'industrie française ?

Mais on ne saurait adopter pour atteindre ce résultat un tarif prohibitif ou différentiel. Frapper les marchandises étrangères de droits tels que toute concurrence leur soit rendue impossible ou de droits plus élevés que ceux atteignant les produits similaires français serait d'une mauvaise politique. On ruinerait la colonie au lieu de développer son commerce, comme furent ruinées les colonies espagnoles au siècle dernier, ou l'on exposerait les marchandises françaises à des mesures douanières de représailles dans les colonies anglaises et allemandes.

C'est pour cette raison que le projet »d'Union douanière Indo-Chinoise", qui a été préparé par l'administration de M. Félix Faure, et soumis par lui au Conseil Supérieur des colonies, a rencontré peu de faveur dans l'opinion. Ce projet contient des droits à la fois prohibitifs pour les marchandises étrangères, — tant ils sont élevés, — et différentiels en faveur des marchandises nationales puisqu'une «détaxe" de 75 % est assurée aux produits français. Les journaux ont du reste annoncé que le projet mal accueilli et modifié par le Conseil colonial de la Cochinchine, à qui il avait été communiqué, a été repoussé en France par le Ministère du commerce. - Celui-ci en a conseillé l'abandon à l'administration des colonies en lui proposant d'y substituer le tarif général français, qui serait appliqué dans toute l'Indo-Chine française.

On ne saurait adopter un meilleur système; il faut considérer les

---

comment les produits étrangers et notamment les cotonnades anglaises peuvent envahir le marché. — On s'est ému, du reste, à Saigon de cette situation si désavantageuse pour l'industrie française et une assemblée, formée de conseillers généraux, de conseillers municipaux et de membres de la Chambre de commerce, a adressé il y a près de trois ans, au Ministre des colonies un vœu tendant à l'établissement d'un tarif douanier en Cochinchine.

provinces françaises de l'Indo-Chine comme des départements français, comme un prolongement de notre pays dans l'Extrême-Orient. Ainsi les produits français entreront en franchise de droits et les produits étrangers seront soumis au tarif général de 1881. Ce régime n'est pas, du reste, chose nouvelle puisqu'il est appliqué en Algérie [1]). Il a le double avantage d'assurer une protection très-suffisante au commerce français, car le tarif général de 1881 a été fort sagement établi et de ne contenir aucune taxe différentielle ayant un caractère vexatoire pour les nations étrangères. On pourrait, en outre, y introduire quelques utiles modifications, en s'inspirant de la loi du 17 Juillet 1867 sur le régime commercial de l'Algérie, afin de favoriser l'entrée à bon marché de certains produits tels que les matériaux de construction, les fers, les machines, si utiles dans une jeune colonie [2]).

Il faut ajouter que les industriels français qui demandent au gouvernement de prendre des mesures douanières pour assurer à leurs produits un large débouché dans l'Indo-Chine, se déclareraient très-satisfaits si l'on y promulgait notre tarif général. La Chambre de Commerce de Rouen, elle-même, dont les sentiments protectionnistes sont bien connus et qui est parmi les plus intéressées dans le règlement de la question douanière de l'Indo-Chine, — puisque les premiers objets d'échange dans l'Extrême Orient sont les filés de coton et les cotonnades, — vient de demander dans un travail récent, l'application du tarif général de 1881, qui lui paraît suffisant pour ouvrir à nos produits l'accès des marchés indochinois.

Ainsi protégés, nos industriels pourront entreprendre la lutte. Le gouvernement ayant fait en leur faveur tout ce qui lui est permis de faire, ils devront de leur côté ne rien épargner pour distancer leurs concurrents.

Il ressort du reste du rapport de M. Gustave Praire que l'industrie française est en état de fournir dès maintenant certains articles à des conditions aussi avantageuses que l'industrie étrangère, notamment les bougies, la verrerie commune, les couvertures ordinaires en laine rouge, les horloges, etc. . . . . La vente de

---

[1]) Depuis le 1er janvier 1885. Il a remplacé la loi libérale du 17 juillet 1867 qui frappait les marchandises étrangères de droits moins élevés à leur entrée en Algérie que les droits du tarif général français.

[2]) Dans le tarif préparé par l'Administration des colonies, les bois de construction, les briques, les tuiles, les ciments, les fers en barre, les rails, les machines à vapeur, toutes choses dont il est si nécessaire de faciliter l'entrée dans une colonie neuve pour assurer son prompt développement, sont frappés de droits très-élevés. Ainsi les briques paient 3 fr. le mille, — elles ne paient qu'un franc en France, — les rails et machines 6, 10, 15, 20 fr. les 100 kilos

plusieurs autres articles, tels que les draps, les parapluies, les lampes à pétrole, sera sans doute rendue possible par l'établissement du tarif douanier.

Ce sont peut-être les manufacturiers rouennais, filateurs et tisseurs, qui auront à faire les plus grands efforts. On a déjà dit, en effet, qu'ils n'ont jamais essayé jusqu'ici la fabrication de ces étoffes de coton de qualité mauvaise ou médiocre qui sont produites à Manchester en quantités considérables et vendues sur tous les marchés d'Afrique et d'Asie à un prix excessivement bas. Or ces cotonnades étant l'objet d'échange le plus demandé par les indigènes, il y a une grande importance à le leur fournir. Si les filateurs français parviennent, grâce à la »protection" dont ils bénéficieront, à substituer leurs cotonnades aux cotonnades anglaises, ils sont assurés de trouver rapidement dans nos provinces indo-chinoises des débouchés considérables et des bénéfices importants.

Il n'est pas douteux que, de leur côté, les maisons françaises d'importation et d'exportation établies au Tonkin devront faire, elles aussi, de sérieux efforts pour rivaliser avec les maisons anglaises et allemandes [1]) de Singapore, de Hong-kong et de Shangaï, si solidement établies dans toute l'Extrême Orient où elles s'appuient sur des banques de premier ordre. Ils devront renoncer à une certaine routine, à une certaine timidité qu'ils ont jusqu'ici conservées, pour adopter les usages commerciaux de leurs concurrents et profiter de leur expérience: les grandes maisons anglaises et allemandes ne craignent pas d'opérer sur des quantités considérables; leur principal souci est de ne conserver en magasin que pendant un temps très-court les marchandises qu'elles ont fait venir d'Europe; elles les écoulent à bas prix, persuadées qu'elles trouveront dans leurs comptes de fin d'année un bénéfice important, grâce au grand nombre d'affaires qu'elles auront traitées. [2])

---

[1]) Depuis trois ou quatre ans les Allemands font dans l'Extrême Orient des efforts considérables qui ne sont pas sans inquiéter les plus grosses maisons anglaises.

[2]) M. Paul Bourde écrit dans ses très intéressantes et très remarquables lettres sur „Les Français au dehors". (Voir le *Temps* „Du Tonkin à Paris" numéros du 21, du 23 et du 24 Septembre 1884.)

„La timidité en affaires (des Français) est un trait national . . . . .

„Avec un sens élevé de la réalité, les Anglais aiment à garder leurs marchandises en magasin le moins longtemps possible. Un gain restreint, mais répété sur de grandes quantités, est beaucoup plus avantageux qu'un gain plus fort sur des quantités moindres. Certains genres d'opérations sont même fondés sur la promptitude de la vente. Les cotonnades, l'article dans lequel les Anglais sont sans rivaux, s'écoulent de la façon suivante. Le fabricant expédie à son correspondant des quantités déterminées suivant la saison par chaque courrier. Il n'attend pas la commande. Aussitôt fabriquée, la marchandise part, et, aussitôt arrivée, elle est mise en vente et vendue coûte que coûte. On perdra au besoin sur un envoi pour ne rien garder; on espère se rattraper sur un autre. Le compte se règle à la fin de l'année, et c'est seulement alors que les résultats exacts des opérations sont connus. On supprime de cette façon les frais de magasinage et d'assurances

On peut d'ailleurs constater avec une certaine satisfaction que nos troupes ont été suivies depuis deux ans dans la vallée du fleuve Rouge par des maisons sérieuses qui ont déjà fondé des comptoirs dans notre nouvelle colonie avec le dessein manifeste de s'y établir à demeure et sur des bases solides. Les principales sont : Ulysse Pila & Cie de Lyon, — avec succursale à Londres, — (Hanoï et Haïphong), — Gien frères (Shanghaï et Haïphong), — Roque frères (Haiphong) — Bourgoin-Meiffre (Paris-Hanoï et Haïphong) enfin «la Compagnie française du Tonkin et de l'Indo-Chine" fondée à Paris il y a près de deux ans au capital de 1,500,000 frcs. Celle-ci a formé une société en participation avec le Creusot et la maison Hersent pour les entreprises de travaux publics au Tonkin, et organisé, de concert avec la maison Russel (américaine) de Hong-Kong, une ligne hebdomadaire de steamers entre ce port et Haïphong.

A côté de ces sociétés françaises sont deux importantes maisons allemandes, Speidel (Saïgon-Haïphong) et Schroederer (Haïpong) ainsi que plusieurs maisons chinoises. Puis deux grands établissements financiers : la »Banque de l'Indo-Chine" et la »Hong-Kong-Shang-Hai-Banking corporation."

Ces débuts du commerce français plus osé qu'il n'a été souvent dans d'autres colonies donnent une certaine foi dans l'avenir. Il est permis d'espérer que le pays conquis, pacifié, organisé, protégé par notre tarif général, de solides maisons françaises sauront s'y faire une large place. Elles devront monter, à Haïphong, à Hanoï puis à Ninh-Binh, des maisons de gros toujours fournies de marchandises (car le commerce de commission ne saurait réussir au Tonkin), dans lesquelles le détaillant chinois viendra s'approvisionner. C'est lui, en effet, qui peut seul vulgariser l'emploi des produits européens ; la facilité avec laquelle il pénètre dans l'intérieur lui permet de faire arriver nos articles dans des villages où nous ne pourrions les porter nous mêmes.

On a vu que de grosses maisons de Marseille et de Bordeaux, possédant un capital de 10, de 15 ou de 25 millions, prenaient une part très-importante dans le commerce des côtes occidentale

---

qui deviennent rapidement très considérables pour les articles de bas prix. Comment les cotonnades françaises pourraient-elles entrer en concurrence dans des conditions pareilles? Le prix de revient à la fabrique en est déjà plus élevé et avec nos habitudes commerciales on observe toutes les fluctuations des cours pour arrêter les ventes dès qu'ils baissent et ne les reprendre que lorsqu'ils deviennent rénumérateurs. En six mois le concurrent anglais aura renouvelé six fois sa marchandise, tandis que le français aura conservé la sienne qui se trouvera ainsi grevée de six fois plus de frais. Pourvu que ces frais de fabrication, intérêt du capital engagé, soient couverts, l'usinier anglais juge les affaires bonnes Son usine marche et, résultat d'une grande importance, il maintient sa situation entière sur le marché; il est prêt à bénéficier de la moindre hausse".

et orientale d'Afrique. Il faut que de pareilles maisons s'installent au Tonkin: elles importeront des marchandises françaises et aussi des marchandises étrangères car nos fabricants ne pourront lutter avec leurs rivaux sur certains articles; elles exporteront les produits indigènes dans les pays où il seront demandés. Il n'est pas douteux que tout ce mouvement d'affaires n'aura pas lieu exclusivement entre la métropole et sa colonie: les populations de race jaune entretiendront toujours de nombreuses relations avec la Chine, des articles anglais, allemands et chinois seront importés à côté des articles français; mais si toutes ces opérations sont faites par des Sociétés françaises, ce seront des négociants et des actionnaires français qui en recueilleront les bénéfices. [1])

Ce n'est pas seulement dans les Sociétés de Commerce que nos capitalistes et nos rentiers pourraient engager leurs capitaux. Il faudra au Tonkin entreprendre de grands travaux publics, construire des chemins de fer, organiser une compagnie de navigation fluviale. Ce sont là des œuvres urgentes auxquelles la colonie devra accorder des garanties d'intérêts ou des subventions. Puis des hommes entreprenants ne voudront-ils pas exploiter les mines ou les forêts, actionner et développer les cultures indigènes (mûrier, canne, indigo, coton.....) établir des décortiqueries et des distilleries pour les rizs?

Enfin, on peut dès maintenant prévoir au Tonkin une troisième phase, celle de l'industrie proprement dite. Dans ces dernières anneés, quelques négociants américains et européens ont fondé à Hong-kong, à Shanghaï, à Pakoï, dans l'île d'Haïnan, des manu-

---

[1]) „En somme, ce n'est pas le Français, comme on le répète trop, c'est le capital français qui n'émigre pas et ne voyage pas. Nous avons des noyaux de colonies sur toute la route de l'Extrême Orient. Il y a 14.000 Français en Egypte. Il y a plusieurs entreprises françaises à Aden. Saïgon est une possession française, le Tonkin aussi. A Shanghaï, à Yokohama, les Français ont été, pendant quelques années, la nation la plus florissante après les Anglais, et ils y sont encore relativement nombreux. Parmi tous ces groupes, je le répète, on trouverait des hommes aussi capables de grandes gestions que les Anglais enrichis par l'Extrême-Orient. J'y ai vu pour ma part plusieurs de ces négociants dont je parlais plus haut, qui partis de rien se sont créé une situation honorable.

„Si le capital français ne s'enhardit pas, je doute que tout ce qu'on fera pour le développement de notre commerce extérieur serve jamais de rien. Le vice radical, la grande cause de décadence de ce commerce c'est qu'il n'est pas fait par des Français. Ce n'est pas seulement parce qu'elles fabriquent à bon marché que l'Angleterre et l'Allemagne inondent les marchés du monde de leurs produits, c'est aussi parce qu'elles ont partout des nationaux pour les écouler. Croire que le commerce français peut croître entre les mains d'intermédiaires étrangers, c'est croire au concours de gens qui ne sont pas même des indifférents, mais qui sont des adversaires. Vous laissez vendre vos marchandises par des étrangers; imprudents, comment vous étonnez vous ensuite qu'un jour ils les contrefassent chez eux et ne vous en demandent plus? Ce n'est pas la fortune seule des Français qui vont à l'étranger qui est en question ici; il ne s'agit pas seulement d'un si mince intérêt, il s'agit de la prospérité de notre industrie: à prix égaux, un vendeur débite des produits de son pays; il s'agit du sort de notre marine: à tarifs égaux un commerçant préfère des navires de la nationalité. Il s'agit de la moitié de la force même de la France."

(Paul Bourde; „*Du Tonkin à Paris*").

factures où ils fabriquent les produits demandés par les asiatiques. On peut donc penser que dans un avenir peut-être peu éloigné des ingénieurs voudront installer dans la vallée du fleuve Rouge des industries qui, prenant à côté d'elles la matière première, la façonneraient pour la consommation indigène. Ainsi, le Tonkin produit le coton et la soie et ses habitants font une très grande consommation de tissus de coton et de soie. Pourquoi ne fonderait-on pas des ateliers de filature, de moulinage, de tissage, dans lesquels seraient employés des Tonkinois sous la direction de contre-maîtres français? A Bombay et à Madras ont été installées de grandes manufactures dans lesquelles on fabrique des filés de coton et des tissus qui se vendent, non-seulement dans l'Inde, mais encore sur les places de Singapore et de Hong-kong. [1]) Peut être serait-il également possible d'introduire l'industrie sucrière dans la vallée du Song-Koï, si ses produits étaient assurés d'une forte demande dans le Céleste Empire.

En exposant cet avenir qui paraît être réservé à notre colonie du Tonkin, sera-t-on accusé par certains esprits d'un optimisme exagéré? Pour répondre par avance à cette accusation: en premier lieu il faut reconnaître qu'il faudra plus d'un jour pour que le port de Haïphong devienne un des principaux marchés de l'extrême-Orient, et pour que de grands établissements industriels s'élèvent dans la vallée du Song-Koï. Beaucoup d'années, beaucoup d'efforts intelligents, beaucoup de capitaux seront nécessaires. L'œuvre est de longue haleine. Commencée au lendemain de la pacification elle se poursuivra dans le siècle prochain.

En second lieu, on doit se garder d'affirmer que tous les bénéfices de ce développement reviendront à nos industriels, à nos commerçants et à nos capitalistes. Ce que l'on a voulu dire c'est que ceux-ci se trouveront au Tonkin, — sur une terre française, avec les avantages d'un tarif douanier, le bénéfice de certaines concessions ou monopoles, — dans une situation très privilégiée. Mais il faudra qu'ils sachent en profiter et ne se laissent pas

---

[1]) M. Gustave Praire écrit: „Pour des cotonnades si l'industrie française ne peut arriver à les fournir en les fabriquant en France, il est pour elle un moyen fort simple de résoudre le problème: que des filateurs aillent s'installer dans les provinces cotonnières du Tonkin et qu'ils s'outillent en même temps pour faire le tissage. Cette industrie ne peut manquer de prospérer car elle trouvera dans le pays tous les éléments nécessaires à son succès: matière première à pied d'œuvre; — main d'œuvre abondante et à bon marché; — combustible (bois) pour presque rien, et, enfin, un nombre énorme de consommateurs.

„Une affaire de ce genre peut compter sur le succès le plus complet, surtout si elle fait elle-même la culture de son coton, pour ne pas être à la discrétion du cultivateur annamite qui ne manquerait pas d'élever ses prix."

devancer par les commerçants ou les capitalistes étrangers si puissamment établis déjà dans l'Extrême-Orient.

Ce qui semble certain dès aujourd'hui, c'est que le Tonkin, voie de transit et terre fertile produisant des *produits riches*, ne saurait rester en dehors du grand mouvement commercial et industriel que les esprits réfléchis prévoient en Chine pour le siècle prochain. Cet immense empire, peuplé de plus de 350 millions d'habitants, immobile depuis des siècles, consent enfin, peut-être parce qu'il y est forcé, à s'ouvrir à l'activité européenne, à sa civilisation et à ses progrès. Déjà, il achète à l'Europe des armes et des navires, cherche sur ses marchés les capitaux qui lui sont nécessaires pour construire des forts ou des voies ferrées. Dans un jour, que l'on peut dès maintenant prévoir, les villes de l'intérieur s'ouvriront devant les négociants européens jusqu'ici renfermés dans les ports à traités. Ce jour-là, quelles entreprises de tous genres, commerciales, industrielles, maritimes et fluviales ne solliciteront pas les ingénieurs et les capitalistes du vieux monde, dans un pays où la population est dense, laborieuse, économe et la main-d'œuvre à bas-prix? Faut-il ajouter que l'Europe et les Etats-Unis presque complètement outillés, sillonnés de voies ferrées, riches et prospères, n'auront bientôt plus l'emploi suffisant de leurs inestimables capitaux? Le prix de l'argent à déjà baissé en Europe, il sera plus bas encore dans 25 et dans 50 ans; ainsi les capitalistes se trouveront conduits à exporter leur argent dans des pays nouveaux où, tout étant à créer, les capitaux seront activement recherchés et partant assurés d'un bon rapport.

Mais ceci est l'avenir, — la prévision de ce que verront nos enfants au XXe siècle. — Si l'on veut rentrer dans le cadre de cet ouvrage et rechercher ce qu'il faut attendre du Tonkin dans ces prochaines années, on doit se garder d'un enthousiasme irréfléchi. Le pays pacifié, il faudra d'abord que les indigènes reconstruisent leurs villes et leurs villages, retournent à leurs champs abandonnés. On ne doit pas attendre non plus qu'un mouvement commercial d'une grande importance s'établisse dès le premier jour entre le Yun-Nam et les entrepôts d'Hanoi et de Haï-Phong: il sera subordonné à l'occupation militaire du haut pays par nos troupes. Enfin, il faut prévoir que les capitaux n'arriveront que peu à peu et que l'exploitation des richesses du pays en nécessite de considérables.

Toutefois, il est permis, sans être suspecté d'exagération, de compter sur un commerce total de 300 millions dix ans après la pacification complète du pays.

On a dit plus haut que le riz pourra donner assez rapidement une exportation de 10 à 12 millions de piculs, puis dans quelques années une exportation de 20 millions, ce qui représente, à 6 frcs., 25 c. le picul, de 60 à 120 millions de francs; la soie, de son côté, devra donner facilement 10.000 piculs, représentant à un prix minimum de 2000 frcs. le picul ou 33 frcs., 33 c. le kilogramme, 20 millions de francs[1]); — si à ces deux produits importants on ajoute ceux des mines (du Tonkin et du Yun-Nam), des forêts, des champs plantés en cannes, en coton, en thé, ... il ne paraît pas exagéré de prévoir dans un avenir assez prochain un chiffre d'exportation minimum de 150 millions de francs.

Quant à l'importation, on peut admettre que son importance croîtra avec l'augmentation des ressources du pays et qu'elle arrivera à balancer l'exportation. Si, d'autre part, on remarque qu'après 25 ans de conquête, la Cochinchine, beaucoup moins riche que la vallée du Song-Koï et dont la population n'atteint pas 2 millions d'âmes, importe 60 millions de produits, on peut estimer que le Tonkin, plus fertile, peuplé de 10 millions d'âmes, voie de transit des provinces méridionales de la Chine, arrivera facilement après dix ans de paix et de travail à demander au dehors pour une somme minimum de 150 millions de marchandises[2]).

On dira pour conclure que le Tonkin, comme tous les pays du monde, ne consommera qu'autant qu'il produira, c'est à dire qu'il ne pourra affecter au paiement des marchandises importées que les sommes qui lui auront été payées pour l'achat de ses matières premières. C'est donc à développer son commerce d'exportation et à en faire un pays producteur que l'on doit tendre tout d'abord, parce que l'on augmentera ainsi sa puissance d'achat. De son côté, que l'industrie nationale fasse les plus grands efforts, si elle veut s'assurer une large place dans le commerce d'importation!

Une dernière question reste à examiner: notre colonie nouvelle, définitivement conquise, pacifiée, organisée, sera-t-elle une charge pour le budget métropolitain ou, au contraire, pourra-t-elle se suffire à elle-même?

---

[1]) *Exploration Commerciale du Tonkin.* M. Paul Brunat.

[2]) Le mouvement total du commerce dans ces dernières années ne saurait fournir d'indications utiles. On a dit que M. de Kergaradec estimait qu'il s'était élevé en 1880, en tenant compte de la contrebande, à 20 millions. Depuis il a certainement diminué. Les chiffres de 1883 n'accusent que 4.169.000 frcs., d'importation et 5.307.000 frcs. d'exportation. Mais, en 1880, sous l'administration annamite, le commerce était soumis à mille vexations, de nombreux péages étaient établis sur tous les arroyos, enfin, la Chine et les Pavillons Noirs entravaient les échanges au dessus de Hanoï. En 1883, les hostilités ont commencé et dès lors le pays a été profondément troublé.

C'est là une question trop délicate pour qu'il soit possible d'y répondre dès maintenant, alors surtout que l'on a devant soi de nombreux »inconnus"; le gouvernement est-il résolu à occuper le Tonkin tout entier, à mettre des garnisons dans les villes frontières de Lang-Son, Caobang et Lao-Kay? ou bien a-t-il l'intention de ne pas prendre possession d'abord du haut pays et de constituer ainsi une sorte de »zone neutre" entre la Chine et la partie du Tonkin véritablement occupée? Quelles troupes et quelle flottille sera-t-il nécessaire d'entretenir pendant les premières années qui suivront la pacification du pays? l'organisation projetée de notre protectorat exigera-t-elle de nombreux fonctionnaires européens? Serons-nous obligé de prélever sur les ressources du Tonkin une part pour la cour de Hué, comme le prévoit l'article 11 du traité du 6 Juin 1884?

Une seule chose est dès maintenant certaine: c'est que les recettes du Tonkin seront faibles dans les premières années, et cela pour de nombreuses raisons: L'indigène ruiné, ou tout au moins appauvri par trois ou quatres années de guerre, ne pourra acquitter d'abord que de faibles impôts. Ces impôts, il en payera une partie au moins en nature, suivant le système annamite, car l'administration du Protectorat ne saurait exiger le paiement intégral de l'impôt en argent dès le début de l'occupation. Et peut-on dire ce que vaudra la part de cet impôt payé en »mesures de riz"?

D'un autre côté le Tonkinois, — même heureux de vivre en paix, de n'être plus vexé, volé par ses mandarins, — ne paiera pas l'impôt »d'enthousiasme". L'impôt ne rentre que quand il est surveillé, perçu par des agents nombreux, dévoués, soutenus par une administration forte, à la surveillance de laquelle il n'est pas possible de se dérober. Or, il n'y aura rien de semblable au Tonkin. Entre des résidents peu nombreux, ayant à contrôler une étendue de pays, une »résidence" fort étendue avec un personnel européen extrêmement restreint, et les contribuables Tonkinois, sera une administration indigène composée de mandarins dans lesquels on ne pourra jamais avoir une confiance absolue. Si nos troupes n'occupent au Tonkin que douze à quinze villes l'impôt rentrera difficilement. Peut être sera-t-il payé régulièrement dans le delta où se concentreront nos efforts, mais il n'en sera pas de même dans le haut pays moins surveillé. Si les impôts rentrent aujourd'hui en Cochinchine, c'est que le Gouvernement y a peu à peu organisé une administration nombreuse, constituée à l'européenne, qui tient tout le pays, géomètres chargés du cadastre, percepteurs, receveurs, etc. . . .

A côté des impôts directs, — foncier et personnel, — sont les impôts indirects. Le plus important est l'impôt sur l'opium; et sans doute, le gouvernement préférera adopter au Tonkin le système de la »régie" en vigueur en Cochinchine à celui de la »ferme". Mais croit-on que la régie sera dès le lendemain de son organisation une source importante de recettes? Ce serait une erreur. D'abord, il ne sera pas possible au début d'étendre la régie sur tout le Tonkin, puis il convient de prévoir une contrebande active et difficile à prévenir. On peut, en effet, sous un faible volume, introduire des quantités considérables d'opium, et les postes de la régie ou de la douane ne seront pas assez nombreux pour fermer toutes les routes.

Il faut prévoir aussi que beaucoup de chinois échapperont pendant deux ou trois ans peut être à «l'impôt de capitation sur les Asiatiques étrangers".

Dans ces premiéres années, où les impôts directs et indirects rentreront mal ou rapporteront peu, ce seront assurément les douanes qui fourniront à la colonie la meilleure partie de ses recettes. Il existe déjà au Tonkin un »Service des douanes," qui perçoit sur toutes les marchandises importées ou exporteés les droits établis par le traité de commerce du 31 août 1874 entre la France et l'Annam.

D'ici peu de mois, l'administration des colonies aura promulgué par décret, pour remplacer les dispositions douanières trop simples du traité de 1874, [1]) soit le projet d'» Union douanière Indo-Chinoise" qu'elle a préparé, soit le tarif général français. Ce tarif douanier, quel qu'il soit, assurera des ressources au trésor local. En outre on établira certainement au Tonkin un droit de sortie sur les rizs, à l'imitation de ce qui existe en Cochinchine. Ce sera un autre élément de recettes importantes.

Il résulte de tout ce qui vient d'être dit que, les bandes dispersées et l'ordre rétabli, il ne faut point espérer que le Tonkin donne plus de 8 à 12 millions pendant les quatre ou cinq premières années du »protectorat". Ce seront de modestes recettes pour un pays d'une étendue considérable et d'une population de 10 millions d'âmes! On a dit les raisons pour lesquelles il était sage de les prévoir, mais il faut ajouter aussi qu'après la première période d'établissement et de tâtonnement les recettes s'élèveront d'une façon sensible d'année en année. Tout permet, en effet, d'espérer, ainsi qu'on l'a montré plus haut, un développement assez rapide

---

[1]) L'art. 2 du traité frappe toutes les marchandises importées ou exportées à l'exception de trois ou quatre d'un droit de 5 % à la valeur.

des ressources et de la richesse du pays: assurés de la paix, désireux de se procurer des marchandises européennes, les indigènes augmenteront leur production, perfectionneront leurs cultures; le mouvement des échanges accroîtra la richesse de chacun et ainsi il sera possible aux fonctionnaires du Protectorat, — qui auront appris en Cochinchine à administrer un pays annamite, — de mieux asseoir les impôts sur la population, de les élever progressivement et d'en assurer la perception et la rentrée. En même temps l'impôt de »capitation" [1]), le droit de sortie sur les rizs [2]) et les taxes douanières, perçues sur les marchandises entrant au Tonkin par voie de mer ou voie de terre [3]) rendront des sommes plus importantes.

Un rapide examen de la situation financière à laquelle est parvenue la Cochinchine après une domination de vingt-cinq années à peine, fera du reste, prévoir ce que l'on peut espérer du Tonkin, pays plus riche, plus étendu et plus peuplé, lorsque le système d'impôts et l'organisation administrative, établis aujourd'hui dans les provinces arrosées par le Mé-Kong auront été peu à peu assis dans la vallée du Song-Koï.

Le budget de la Cochinchine pour l'exercice 1884 évaluait les recettes totales, — impôts, produits des forêts et domaines, revenus divers, — à 23 millions de francs. On n'a pas oublié que la population de cette colonie est de 1.690.000 habitants, c'est donc une moyenne par tête de 13 frcs., 60 c. [4]).

Les *contributions directes* comprennent: l'impôt foncier »des centres" payé dans les principales villes; — l'impôt foncier des salines; — l'impôt foncier »des villages" ou l'impôt sur les rizières et les cultures diverses (les terrains sont divisés en trois classes); — l'impôt personnel des indigènes acquitté par les »inscrits", de chaque village suivant la »capacité"; — l'impôt des barques de mer et de rivière, — l'impôt des patentes; — l'impôt de »capitation des Asiatiques étrangers" (on sait qu'il y a dans la colonie de 50 à 60.000 Chinois).

---

[1]) L'impot de „capitation" perçu en Cochinchine est très élevé. Il est porté en 1884 pour une somme de plus de un million. Il y a déjà 20 à 25000 Célestes au Tonkin et ils viendront en grand nombre lorsque l'ordre sera rétabli.

[2]) Au budget local de la Cochinchine pour 1884 le produit du droit de sortie sur les rizs est évalué à 4.197.000 frcs.

[3]) Le traité de Commerce qui doit être signé avec la Chine frappe de droits d'importation les produits chinois qui entreront au Tonkin par les frontières de terre. (Yun-Nam, Kuang-Si et Kuang-Toug).

[4]) On n'entend naturellement pas dire par là que chaque annamite paye 13.60 frcs. *d'impôts*, puisque dans le chiffre de 23 millions de recettes est compris le produit des forêts et domaines et autres revenus qui ne sont pas *l'impôt*.

Les *impôts et revenus indirects* sont au nombre d'une quinzaine environ. Les principaux: droits d'enregistrement et d'hypothèques; droit sur l'opium (la régie directe a été substituée à la ferme); droits sur la fabrication des alcools de riz; — droits de sortie sur les rizs.

Enfin les *revenus domaniaux* proviennent surtout de la vente des terrains appartenant à la colonie et de l'exploitation des forêts.

Grâce aux ressources que lui assure ce système fiscal, qui ne parait pas être trop lourd, la Cochinchine est la plus riche de nos colonies. Si l'on excepte le traîtement du Gouverneur, elle paie toutes ses dépenses civiles: administration, — Justice, — cultes, — instruction publique, — trésorerie, — contributions directes, et indirectes, — travaux publics, — postes & télegraphes, etc.... En outre elle entretient chez elle deux régiments de »tirailleurs annamites" et paye une »subvention" annuelle de deux millions à la métropole. Il reste à la charge de celle-ci, avec le traîtement du Gouverneur, la solde et l'entretien du corps d'occupation et de la flotille, les dépenses du service régulier des »transports" et quelques autres. C'est une dépense annuelle d'environ 9 millions et demi réduite à $7^1/_2$ par le fait du paiement de la subvention de deux millions. [1])

Si on voulait discuter le budget de la Cochinchine on pourrait tirer de ces chiffres cette opinion que la colonie impose encore des charges trop lourdes au budget métropolitain. Mais on a exposé ici l'état des recettes et des depenses de notre possession de l'Extrême-Orient dans le seul but de rechercher l'avenir financier que l'on peut prédire à notre protectorat du Tonkin.

Cet avenir, il ne viendra certainement à la pensée de personne de vouloir le démontrer comme on démontre un théorème.

---

[1]) Les dépenses supposées par le budget de l'Etat en Cochinchine sont les suivantes pour l'exercice 1885.

Dépenses inscrites au budget colonial, (traîtement du gouverneur, personnel des services militaires aux colonies, vivres, hopitaux, matériel des services militaires	3.238.595	frcs.
Dépenses inscrites au Budget „Marine":		
Station locale de la Cochinchine (personnel et matériel)	1.747.868	„
Entretien	877.647	„
Transports réguliers pour le service de la Cochinchine	2.957.925	„
Entretien des officiers d'infanterie, d'artillerie, du corps de santé, des ingénieurs de la marine	168.377	„
Troupes de la Marine (environ)	500.000	„
Inspection permanente des Services administratifs et financiers	38.000	„
Total ...	9.528.412	frcs.

On ne croit pas devoir inscrire dans le compte de la colonie, les dépenses nécessitées par la construction d'un bassin de radoub à Saigon, évaluées à 8 millions et inscrites au „Budget Marine" de 1885 pour 3 millions. C'est là une dépense navale qui semble devoir rester, en tous les cas, à la charge du budget français.

On connait trop peu les projets d'organisation et d'occupation du gouvernement et il est trop nécessaire de faire une part à l'imprévu. Toutefois, si on veut remarquer que nos six provinces de la Cochinchine, après une occupation de 25 ans et sans qu'il y soit perçu de droits de douanes, ont un budget des recettes de 23 millions, il ne paraîtra pas exagéré de prévoir que le Tonkin, après ce qui a été dit sur son étendue, sa population et sa richesse, rendra environ 40 ou 50 millions dans une douzaine d'années et lorsque son commerce atteindra 300 millions.

Avec un chiffre de 40 à 50 millions de recettes le Tonkin *pourra et devra* suffire à toutes ses dépenses: administration et justice (ces dépenses sont toujours moins lourdes dans un pays »protégé" que dans un pays »annexé") cultes, trésorerie, services des contributions directes et indirectes et des douanes, postes et télégraphe, travaux publics, instruction publique, ... etc. Ce sera aussi à lui et non à la France qu'incombera la charge d'assurer une garantie d'intérêt à la compagnie qui entreprendra la construction d'un chemin de fer dans la vallée du Song-Koï.

Mais il faut aller plus loin et ajouter que pendant les premières années, alors que les recettes seront faibles, l'administration des colonies aura le devoir de ne rien demander à la Métropole pour les services civils ou les travaux publics au Tonkin.

Il importe, en effet, que le Protectorat se suffise à lui-même dès ses débuts, maintenant ses dépenses au strict nécessaire et ne consacrant pas plus de trois ou quatre millions aux travaux publics, à moins qu'il ne puisse obtenir du Conseil Colonial de la Cochinchine des avances remboursables que cette colonie est d'ailleurs en mesure de prélever sur sa »caisse de réserve" [1]).

La France, — on aura l'occasion de le montrer plus loin, — dépense déjà pour ses colonies des sommes trop importantes; il ne faut donc pas que l'acquisition du Tonkin ait pour effet d'imposer à notre budget des charges nouvelles. La seule dépense que les Chambres devront consentir sera l'inscription au budget du Ministère de la Marine de la solde et de l'entretien du corps d'occupation et de la flotille. Encore cette inscription ne devra-t-elle être que temporaire.

A mesure que les ressources de notre colonie augmenteront, —

---

[1]) Le Conseil Colonial de la Cochinchine a récemment, dans une situation analogue, consenti une avance au royaume du Cambodge. Au lendemain de la convention de Phnom-Penh, le Conseil a voté les crédits nécessaires pour assurer l'organisation du Protectorat. Ces avances doivent être remboursées au budget local de la Cochinchine sur les excédents à venir du Cambodge.

et l'on peut prévoir que dans vingt à vingt-cinq ans elles atteindront 120 à 130 millions, — il conviendra d'inscrire dans son budget toutes les dépenses de l'armée, de la flotille, des forts et des arsenaux. L'Inde, le Canada, l'Australie, ne sont l'occasion d'aucune dépense pour la Grande Bretagne et suffisent elles-mêmes à tous leurs services; — il faut qu'il en soit ainsi plus tard au Tonkin [1]).

---

[1]) Il peut être intéressant de rappeler ici à combien s'élèvent les crédits qui ont été accordés jusqu'à ce jour pour l'expédition du Tonkin aux départements de la Marine et des Colonies et de la Guerre: Lois: du 22 décembre 1883, 29.000.000 frcs., — du 19 août 1884, 38.363.874 frcs., — du 12 décembre 59.569.368 frcs., — du 1 avril 1885, 50.000.000 frcs., — du 8 avril 150.000.000 frcs., soit un total de 326.933.242 frcs.

Il faut ajouter que le rapporteur général de la commission des Finances a eu l'occasion de déclarer dans la séance du Sénat du 29 juillet 1885, qu'à cette date il n'avait été ordonnancé que 54 millions sur la somme de 200 millions, votée par les lois du 1 et du 8 avril.

Quant aux dépenses à prévoir du fait de la détérioration de la flotte de l'Extrême Orient, l'Amiral Peyron, ancien Ministre de la Marine, les estimait à 30 millions au maximum: il disait, en effet, dans la séance du Sénat du 16 juillet:

„Il y a un autre point que je voudrais traiter pour terminer.

On a beaucoup parlé des réparations de la flotte. Des hommes considérables comme MM. Clémenceau et Raoul Duval, ont parlé de 2 ou 300 millions. Ce chiffre a été parfaitement rectifié par l'honorable M. Langlois et par les membres de la commission du Budget. Notre flotte tout entière au Tonkin, estimée à sa valeur neuve, valait 98 millions, y compris tout un matériel d'armement et d'artillerie; il y a déjà les trois vingtièmes de cette somme qui sont prévus au budget pour le renouvellement des coques et des machines.

Par conséquent, en mettant encore un tiers, c'est à dire 30 millions, — et ce sont les chiffres donnés officiellement par le Ministère de la Marine, — vous arriveriez à remettre votre flotte dans un état meilleur qu'auparavant, parce que vous auriez remplacé des bâtiments en bois par des bâtiments nouveau modèle."

AVIS.

L'Etude que nous publions ici est extraite d'un volume que notre collaborateur M. Louis Vignon, consul de France, va faire paraître prochainement à la librairie Guillaumin de Paris. Nous signalerons à nos lecteurs l'apparition de ce volume qui aura pour titre: »Les Colonies Françaises. Leur commerce, leur situation économique, leur utilité matérielle et morale".

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE
TRIMESTRIELLE.

LES COLONIES FRANÇAISES.

La période qui s'étend de 1881 à 1885 sera marquée dans l'histoire de la France comme une des plus fécondes en entreprises coloniales. Le sentiment public était, depuis quelques années, favorable aux études géographiques, aux voyages de découvertes, aux établissements lointains et au développement du commerce par la colonisation. Le gouvernement s'est inspiré de ce sentiment et a inauguré, vers 1880, une nouvelle politique coloniale. La transformation du protectorat de Tahiti en possession directe et l'intervention de l'armée française en Tunisie en ont été les premières manifestations : on peut même ajouter que le traité du Bardo, par lequel la France a établi son protectorat sur ce dernier pays, est assurément le résultat le plus avantageux qu'elle ait jusqu'ici retiré de cette politique. Son action s'est ensuite étendue bien au delà de la Méditerranée: elle se fait sentir actuellement dans l'Afrique tropicale, à Madagascar, en Indo-Chine, et si les entreprises engagées à la fois sur divers points du globe n'ont pas encore toutes abouti, si quelques unes sont même discutées en ce moment par la politique, on doit reconnaître toutefois que la science géographique a beaucoup gagné aux explorations qui ont été la cause ou la conséquence de ces entreprises. La littérature coloniale française s'est en effet développée d'une manière toute particulière depuis les derniers événements, et nous sommes heureux de constater que certains auteurs ont pu, par des études sérieuses faites sur les lieux mêmes, nous renseigner d'une manière satisfaisante sur l'état actuel des régions où s'étend l'action française.

Les ouvrages relatifs à l'ensemble de nos colonies, sont nécessairement des compilations; leur valeur dépend surtout du choix que les auteurs font des matériaux à consulter. Ils sont moins nombreux

que les travaux spéciaux et plusieurs d'entre eux gagneraient à être plus mûrement préparés. M. Gaffarel, par son livre: »Les colonies françaises"[1]), a eu le mérite de signaler l'opportunité de publications d'ensemble.

A côté de son livre, il suffit de mentionner, dans le même genre, la librairie Oudin qui a ouvert, par: »Nos petites colonies", [2]) une série d'études sur nos possessions coloniales,

Le capitaine Recoing nous offre, d'un autre côté, un aperçu militaire sur nos colonies[3]), qu'il étudie surtout aux points de vue stratégique et climatérique; ce travail est accompagné de cartes.

Un autre travail fort intéressant est celui de L. Vignon[4]) dans lequel l'auteur met en lumière l'importance commerciale de nos colonies.

A ce point de vue nous devons rendre hommage au Ministère de la Marine et des Colonies pour les soins qu'il met, surtout dans ces dernières années, à nous renseigner annuellement sur les progrès de nos colonies. A la publication annuelle: »Statistiques coloniales" [5]) viennent s'ajouter d'autres publications, comme les »Notices statistiques sur les colonies françaises" [6]) ou des œuvres spéciales, comme celle que ce département vient de publier à l'occasion de l'Exposition universelle d'Anvers[7]).

Ces notices, où sont consignées toutes les données relatives aux colonies, puisées aux sources officielles, forment certainement un des meilleurs éléments d'information pour le public français qui veut se rendre compte de l'état de nos possessions d'outre-mer.

On conçoit facilement que l'éloignement des diverses régions sur lesquelles s'étend la domination française, dispersées sur quatre parties du monde, ne permette point à beaucoup d'explorateurs et de savants français de composer des ouvrages embrassant l'ensemble de nos colonies.

Pour les colonies prises séparément nous possédons, par contre, un nombre considérable d'ouvrages publiés depuis 1883 et dont les auteurs ont puisé leurs renseignements sur les lieux mêmes.

---

[1]) Les colonies françaises. Paris, Alcan, 1884. In-8.

[2]) F. Hue et G. Haurigot. Nos petites colonies. Paris, Oudin, 1884. In-12.

[3]) Géographie militaire et maritime des colonies françaises. Paris, Baudoin, 1885. In-12.

[4]) Les colonies françaises, leur commerce, leur situation économique, etc. Paris, Challamel, 1884.

[5]) Paris, Imprimerie nationale. In-8.

[6]) Paris, Berger-Levrault, 1883.

[7]) Notices coloniales publiées à l'occasion de l'exposition universelle d'Anvers. 1885. vol. 1, 2.

LA CÔTE OCCIDENTALE DE L'AFRIQUE.

En commençant par le Sénégal, nous enregistrerons d'abord le beau travail du commandant Gallieni [1]) lequel nous fait connaître une vaste contrée intéressante à beaucoup de points de vue. On sait qu'il s'agissait de trouver une voie pour pénétrer dans l'intérieur de l'Afrique par la vallée du Sénégal. Le récit de cette expédition écrit au jour le jour et accompagné de nombreuses vues est, sans contredit, l'œuvre la plus importante sur la colonie française du Sénégal et du Soudan. Les résultats politiques de cette expédition sont satisfaisants; car on peut dire que, grâce à elle, l'influence et même l'autorité française ont pénétré jusque dans le Soudan Occidental, c'est-à-dire sur une partie du bassin du Haut-Niger.

Dans un ouvrage d'un moindre format, le capitaine Piétri, [2]) membre de cette expédition dont il fut détaché pour suivre un itinéraire dans une direction plus septentrionale, nous rend également compte du pays qu'il était chargé d' explorer. Indépendamment de renseignements divers sur la géographie physique du pays, sur les habitants, sa faune, sa flore, cette mission nous a rapporté des levers d'itinéraires qui ne s'étendent pas sur moins de 1400 kilomètres.

La flore du Sénégal est l'objet d'une étude très consciencieuse de M. Vallot, [3]) travail que l'auteur fait précéder d'une notice sur les voyages botaniques accomplis dans l'Afrique tropicale.

Très intéressante aussi est la thèse soutenue par le Dr. Colin [4]) qui nous fournit une série d'observations météorologiques faites en 1882 à Bakel et à Médine. On sait que la fièvre paludéenne est la maladie la plus répandue dans cette région. L'auteur constate pourtant, — et il nous en cite des exemples — l'influence qu'exerce sur la santé l'état moral de l'Européen, auquel il conseille une constante activité et l'abstention complète de tout excès.

Citons enfin, pour terminer la revue des travaux qui ont paru sur le Sénégal, la publication du Ministère de la Marine et des Colonies »Sénégal et Niger, La France dans l'Afrique occidentale, 1879—1883", [5]) laquelle est, comme le titre l'indique, une relation des faits accomplis dans cette partie de l'Afrique pendant la période de 1879 à 1883, des résultats obtenus et des prévisions pour l'avenir.

---

[1]) Voyage au Soudan français (Haut-Niger et pays de Segou). 1879—1881. Paris. Hachette. Gr. in-8.

[2]) Les Français au Niger. Voyages et combats. Paris, Hachette, 1885.

[3]) Etude sur la flore du Sénégal. Paris, Le Chevalier. 1883.

[4]) Contribution à la géographie médicale du Haut-Sénégal. Paris, Davy, 1883.

[5]) Paris, Challamel. 1 vol. avec atlas. In-8.

Les diverses explorations faites par M. de Brazza au Gabon et au Congo sont réunies dans un volume, que les travaux multiples du hardi explorateur l'ont malheureusement empêché de publier lui-même, mais qui sont fidèlement décrites par MM. Bréard et Neuville [1]).

Les résultats obtenus par la mission de M. de Brazza ont aussi été l'objet d'une remarquable étude, aussi claire que succinte, due au savant secrétaire général de la Société de Géographie, M. Maunoir [2]). L'auteur de cet article fait ressortir les avantages considérables que la France est appelée à tirer de sa nouvelle acquisition, due à l'infatigable de Brazza. Il constate, d'un autre côté, que la plupart des colons européens, à l'affût d'affaires commerciales, délaissent un terrain souvent très-fertile et dont la culture, entreprise sous leur direction, contribuerait à l'assainissement de certaines parties de cette région.

Le livre de M. Jeannest [3]) appartient à cette catégorie de récits de voyages dont on ne saurait trop encourager la publication pour remplacer auprès d'un certain public les romans et les nouvelles.

MADAGASCAR.

Les événements dont Madagascar était le théâtre devaient tout naturellement engager divers auteurs à publier des ouvrages sur cette intéressante île d'Afrique. Disons tout de suite que la plupart des œuvres qui ont paru depuis 1883 sur Madagascar traitent de cette île plutôt au point de vue historico-politique qu'au point de vue purement géographique. Une étude approfondie d'un territoire aussi vaste nécessiterait des explorations d'une importance de celle dont M. Grandidier nous a montré jusqu'à présent l'unique exemple.

Nous nous bornerons donc à ne citer que ceux des auteurs qui ont au moins visité une partie du pays, comme M. Laillet [4]), qui nous offre dans une forme succinte tout ce qui se rapporte à la constitution, l'ethnographie, les mœurs, les lois, l'administration de cette île. Citons encore le »Voyage à Madagascar" de J. L. Macquarie [5]), dans lequel l'auteur nous donne d'intéressants renseignements sur les Hovas.

Plus spécialement nous citerons dans cet ordre d'idées le travail

---

[1]) Les voyages de Savorgnan de Brazza, Ogooué et Congo (1875—1882). Paris, Berger-Levrault, 1884. In-8.

[2]) Le Congo français (Gazette géographique, n°. 27, 9 juillet 1885).

[3]) Quatre années au Congo. Paris, Charpentier, 1883.

[4]) Madagascar, sa situation, ses produits, ses habitants, ses mœurs. Paris, Challamel, 1884.

[5]) Paris, Dentu, 1884.

de L. Pauliat [1]) et celui de P. la Vaissière [2]), l'un des membres de la mission catholique, lequel nous trace surtout l'histoire des progrès de l'évangélisation de Madagascar. M. H. Juan, qui a également plusieurs fois visité la Grande Terre, nous affirme, dans une conférence faite à Caen [3]), que, sauf de rares exceptions, le centre de l'île est très-salubre; la fréquence des décès par suite de la fièvre sur la côte est surtout attribuée par ce savant marin aux excès auxquels se livrent souvent les Européens dans ces parages. Par contre, l'intérieur de l'île est réputé à tort comme étant fertile: le sol, d'une argile rouge et dure comme la roche, ne se prêterait, suivant M. Juan, à aucune culture.

Signalons aussi une étude de M. Crémazy sur l'organisation administrative, judiciaire et coutumière de Madagascar [4]) par laquelle l'auteur nous initie aux mœurs et coutumes ayant force de loi chez le peuple malgache. Nous ne mentionnerons que pour mémoire les travaux publiés par S. Pasfield Oliver [5]) et G. A. Shaw [6]). La question de Madagascar y est agitée presque exclusivement au point de vue politique et dans un sentiment différent de celui de la plupart des écrivains français.

OBOCK.

L'importance d'Obock ne s'est pas encore fait sentir d'une manière assez décisive pour déterminer des auteurs à consacrer une œuvre spéciale à ce coin de l'Afrique. Divers rapports particuliers ont paru, constatant les progrès faits par cette colonie depuis que la France en a pris définitivement possession. Enregistrons cependant l'ouvrage de M. Denis de Rivoyre [7]), l'un des plus chauds partisans de l'occupation d'Obock, qui nous donne une description détaillée de cette nouvelle acquisition.

COLONIES FRANÇAISES DE L'OCÉANIE.

La Nouvelle-Calédonie a été plus favorisée. Nous pouvons en effet enregistrer plusieurs ouvrages importants, comme celui de M. Ch. Lemire [8]).

---

[1]) Madagascar. Paris, Calmann Levy, 1884.
[2]) Histoire de Madagascar, ses habitants et ses missionnaires.
[3]) Voy. Bull. Soc. linéenne de Normandie. Caen. 1883.
[4]) Bull. Soc. législation comparée, février 1883.
[5]) The true Story of the French dispute in Madagascar. London, Fisher Unwin, 1885.
[6]) Madagascar and France. Religious Tract Society 1885.
[7]) Obock, Mascate, Bouchire, etc. Paris, Plon, 1883.
[8]) Voyage à pied en Nouvelle-Calédonie et description des Nouvelles-Hébrides. Paris, Challamel, 1884. (Une bibliographie de la Nouvelle-Calédonie a été publiée en 1883, par M. L. Vallée. Paris, Klincksieck. In-8.)

Pour le pittoresque, citons M. Mangin: »Voyage à la Nouvelle-Calédonie" (Paris, Delagrave, 1883). Cet auteur nous affirme que les Canaques s'habituant peu à peu au voisinage des Européens, ceux-ci n'ont plus rien à craindre pour leur sécurité. Tel n'est pas l'avis de M. Cordeil [1]) qui prétend que les sauvages craignent les Européens, mais ne les aiment pas. Ces deux écrivains s'accordent du reste à louer la richesse du sol. Les bras manquent malheureusement pour l'exploiter.

Pour l'archipel des Touamotou nous regrettons n'avoir à enregistrer qu'une seule étude, celle de M. Ph. Salmon, publiée dans »*L'Homme*" [2]). Espérons que ces îles, comme celles de la Société, devenues actuellement des possessions directes de la France, ne tarderont pas à être prochainement mieux étudiées au point de vue géographique et ethnographique qu'elles ne l'ont été jusqu'à présent.

Indo-Chine.

Mais le plus grand nombre des publications qui ont paru depuis 1883 se rapportent surtout à nos possessions de l' Indo-Chine.

Les »*Excursions (et Reconnaissances*", publiées à Saïgon sous les auspices du gouvernement de Cochinchine, offrent une série d'études et de récits de voyages accomplis par différents explorateurs dans tous les pays de l' Extrême-Orient placés sous la domination française (Cochinchine, Annam, Cambodge, Tonkin), et, bien que cette publication date déjà de 1880, nous croyons utile de la citer comme un modèle pour l'abondance des renseignements scientifiques, économiques, linguistiques, que ce précieux recueil nous fournit.

On peut y suivre pas à pas les progrès faits par notre colonie, grâce au courage et au dévouement de ces pionniers qui s'engagent dans toutes les directions, explorant les pays et déterminant les divers chefs de tribus à venir faire leur soumission au gouverneur de la Colonie.

Presque tous les itinéraires suivis par les divers explorateurs sont soigneusement relevés et tracés et l'on peut avoir l'espoir que, d'ici quelques années, les pays de l'Indo-Chine pourront être aussi bien connus que certaines régions de l'Europe Orientale.

Citons encore, pour la Cochinchine, l'ouvrage de MM. Bouinais et Paulus, [3]) véritable encyclopédie divisée en 4 parties: Histoire, Géographie physique, politique, économique, dans laquelle l'on trouve un état complet de notre intéressante colonie.

---

[1]) Origines et progrès de la Nouvelle-Calédonie. Nouméa. 1885.

[2]) Du 10 février 1885.

[3]) La Cochinchine contemporaine. Paris, Challamel, 1884. In-8.

Faut-il mentionner les publications locales, telles que les »Procès-verbaux du conseil colonial"; »Etat de la Cochinchine française", publié par ordre du gouvernement; »Bulletin de la Société des études indochinoises" formant suite au »Bulletin du Comité agricole et industriel de la Cochinchine"?

On voit qu'à défaut de documents spéciaux traitant au point de vue unique de cette colonie, nous possédons de nombreuses sources d'informations qui, par leur caractère même, constituent une garantie suffisante pour l'authenticité des faits qui y sont relatés.

Les »Explorations et missions de Doudart de La Grée," extraites de ses manuscrits et publieés sous les auspices de la Société d'ethnographie [1]), forment un digne complément aux relations des voyages du même La Grée publiées par son vaillant compagnon de voyage F. Garnier [2]). Ce volumineux travail, mis en ordre par M. A. B. de Villemereuil, renferme d'intéressants renseignements et notes prises au cours de ses explorations par le feu De La Grée, sur l'histoire, l'archéologie, la géographie physique et économique du Cambodge, ainsi que des correspondances et des documents divers relatifs à l'exploration du Mé-kong.

Pendant l'expédition du Tonkin, plusieurs écrivains partis comme correspondants de journaux, nous ont également fourni certains documents d'une réelle valeur, comme M. Bourde [3]), correspondant du »*Temps*" et M. P. Bonnetain, du »*Figaro*" [4]).

Pour la géographie médicale du Tonkin, nous pourrions mentionner les travaux de MM. Bourru [5]) et P. H. Chasseriaud [6]).

Ce dernier, par de fréquents exemples cités dans son ouvrage, arrive à la conclusion que l'Européen pourrait facilement conserver sa santé en se conformant à de certaines prescriptions hygiéniques, surtout en évitant tout excès.

Dans l'ordre économique, nous citerons le rapport de M. P. Brunat, [7]), rapport adressé à la Chambre de commerce de Lyon par laquelle il était chargé de recueillir des renseignements sur les produits du pays, ainsi que sur ceux qui y trouveraient un écoulement avantageux.

---

[1]) Paris, 1883. In-4.

[2]) Voyage d'exploration en Indo-Chine. Paris, Hachette, 1873.
Diverses autres publications se rapportent à ces voyages, comme »Les Français au Tonkin", par H Gautier. Paris, Challamel, 1884.

[3]) De Paris au Tonkin. Paris, Calmann Levy, 1885.

[4]) Au Tonkin. Paris, Havard, 1885.

[5]) Climat du Tong-King. (Bull. Soc. Géogr. de Rochefort. 1884—1885).

[6]) Au Tonkin. Souvenirs médicaux d'une campagne de guerre. Bordeaux, 1885.

[7]) Exploration commerciale du Tonkin. Lyon, 1885.

Nous devons aussi féliciter M. C. Imbert pour son travail sur le Tonkin, [1]) dans lequel l'auteur, en commerçant pratique, nous donne, dans l'ordre alphabétique, la liste des produits du Tonkin ainsi que leur emploi.

Cet intéressant ouvrage est accompagné d'un petit vocabulaire français-annamite.

Les divers rapports, adressés à M. le Ministre de la Marine et des Colonies par notre résident-général à Hué, et relatifs au commerce de ces contrées, témoignent de l'importance que le Gouvernement français attache à l'étude et à la connaissance des intérêts économiques des pays dont la France poursuit la conquête.

Rien de saillant à signaler sur le terrain de la cartographie. La plupart des œuvres qui ont paru sont accompagnées de cartes. Le Dépôt de la Guerre a publié les itinéraires suivis par la colonne commandée par Borgnis-Desbordes [2]). Plusieurs autres cartes dont la publication à été hâtée, par suite des derniers événements, comme celles de la côte occidentale d'Afrique et de Madagascar, font simplement partie de la grande carte d'Afrique à l'echelle au 1 : 2.000.000 dressée par le commandant de Lannoy et publiée par le Dépôt de la Guerre.

Enregistrons enfin la »*Carte du Delta du Tonkin*" publiée par ce même Département en 1885, d'après les travaux des officiers du Corps expéditionnaire, et accompagnée de plusieurs plans de villes.

---

[1]) Le Tonkin industriel et commercial. Paris, Challamel, 1885.

[2]) Mission topographique 1882—1883: Etat de Bammako; environs de Koundou, de Ouoloni, etc. Echelles diverses.

La Cartographie des Indes Orientales Néerlandaises

PAR

F. DE BAS,

Major d'Etat Major.

Depuis quelques dizaines d'années le grand public semble prendre plus d'intérêt qu'auparavant aux Indes Orientales néerlandaises. Cet intérêt croissant se traduit par des aspirations politiques, par la recherche et la reproduction de bonnes cartes.

Désirant pourvoir provisoirement et sans trop grands frais au besoin urgent d'un atlas général de l'archipel de la Sonde, on avait chargé en 1852 le capitaine de frégate, baron Melvill de Carnbée, de composer une œuvre de ce genre.

L'édition devait être achevée dans l'espace de cinq ans. L'auteur y employa les meilleures données de son temps, et les attestations des autorités compétentes.

Le baron Melvill mourut en 1856, ayant achevé à peine 25 cartes; l'atlas fut complété par 35 autres cartes, dressées par Monsieur le major Versteeg, actuellement président de la Société néerlandaise de Géographie, établie à Amsterdam.

Dans quelques mois, cet ouvrage sera remplacé par l'atlas en 15 feuilles, composé par les capitaines d'état major J. W. Stemfoort et J. J. Ten Siethoff, d'après les meilleures pièces des archives du service topographique de Batavia. Nous nous proposons de parler de cet ouvrage dans la Revue Coloniale Internationale une prochaine fois.

En attendant, le colonel d'état major en retraite W. J. Havenga, ancien chef du service topographique dans l'armée coloniale, vient de publier à Bruxelles un très bon atlas des Indes orientales en 9 cartes.

La première feuille donne un aperçu général du territoire de

nos colonies, de la division civile et militaire de la Sonde, à l'échelle de $^1/_{12000000}$. Cette carte est suivie de celle des îles de Java et de Madoera à l'échelle de $^1/_{1500000}$, indiquant les frontières administratives des résidences, leur subdivision en districts, les limites des possessions spéciales, les chefs-lieux de résidence et de district, les autres villes, les garnisons, les bureaux télégraphiques, les chemins de fer en construction et en exploitation, les trams à vapeur, chaussées, routes, chemins, etc. La hauteur des montagnes est exprimée avec beaucoup d'exactitude. Quiconque connaît toutes les difficultés des sections horizontales, saura gré au colonel Havenga de ses excellents chiffres.

Les sept autres feuilles représentent : l'île de Sumatra et l'archipel de Riouw à l'échelle de $^1/_{3500000}$; les îles de Banka et de Biliton à $^1/_{2000000}$; l'île de Bornéo à $^1/_{6000000}$; l'île de Célèbes à $^1/_{6000000}$. Le dernier carton traite de la Minahassa à l'échelle de $^1/_{1000000}$, de la péninsule méridionale de Célèbes à $^1/_{2000000}$, des petites îles de l'archipel de la Sonde à $^1/_{3000000}$ et de l'archipel des Moluques à $^1/_{4000000}$.

L'atlas du colonel Havenga est préférable à tout autre ouvrage géographique sur les Indes Orientales néerlandaises pour l'usage des écoles moyennes, tant dans les Pays-Bas qu'aux Indes, des cours militaires, des institutions de Delft et de Leyde pour l'enseignement des futurs fonctionnaires et ingénieurs. Les cartes sont excellentes surtout pour l'enseignement des cadets à l'Académie Royale Militaire de Bréda et à l'Institut de Marine au Nieuwe Diep. L'œuvre des capitaines Stemfoort et Ten Siethoff surpasse évidemment la publication du colonel Havenga; par contre les larges feuilles des dits auteurs ne sont pas faites pour les conférences de 20 à 25 élèves, s'asseyant à deux ou trois tables pour suivre, la carte à la main, un cours d'ethnographie. Le colonel Havenga a dressé ses cartes pour l'instruction publique. Les sieurs Stemfoort et Ten Siethoff publient une œuvre vraiment classique, qui sera, pour l'étude de la géographie des Indes Orientales, ce qu'est le Dictionnaire de l'Académie pour les hommes de lettres. Mais rappelons-nous que les savants consultent souvent des dictionnaires plus maniables!

Le colonel Havenga s'appuie sur les meilleures données. Les cartes ne sont guère surchargées de noms, ce qui ne les rend que plus lisibles. Les différentes espèces de voies de communication y sont exprimées très distinctement.

L'indication des siéges du pouvoir civil et militaire met en même temps en lumière comment le gouvernement du Roi des Pays-Bas s'est établi et étendu progressivement dans tout l'Archipel de la Sonde.

Relevons quelques méprises dans l'atlas du colonel Havenga: assurément pas pour critiquer, l'éminent géographe, mais pour lui prouver l'exactitude avec laquelle nous avons consulté ses cartes.

Il paraît que, par une fantaisie du graveur, le nom de Neira, l'île principale du groupe de Banda, s'est échappé de la carte de l'archipel des Moluques. La feuille de Bornéo a été achevée en 1884; la délimitation du »British-North Borneo Company" fut établie en avril 1885. Il s'ensuit que la date de 1885 au pied de la carte pourra faire naître des doutes sur l'exactitude chronologique de la feuille mentionnée. Le savant cartographe, en prêtant une même date aux feuilles de Bornéo et de Célèbes, a sacrifié un peu la vérité politique à l'uniformité chronologique de son œuvre.

La reproduction des cartes par l'Institut National de Géographie à Bruxelles mérite tous nos éloges. Ce qui est bien intéressant, c'est que la Belgique, jeune marraine et protectrice de l'empire libre du Congo, vient d'éditer un des meilleurs atlas de la vieille Sonde néerlandaise.

De tout l'archipel de la Sonde, l'île de Java, véritable perle de l'Insulinde, est la plus belle. L'éditeur Smulders et C°. à la Haye a publié, il y a peu de temps une nouvelle carte routière de cette île, dressée par le susmentionné capitaine J.W.Stemfoort et le capitaine d'infanterie en retraite J. Hora Adema, travaillant sous ses auspices. Cette carte a été faite à échelle de $^1/_{1000000}$; elle indique en outre les chemins de fer en exploitation, en construction, et ceux dont le plan a été adopté par le gouvernement.

La planche nous trace la grande voie postale et toutes les routes: les tramways concessionnés, et les trajets des bateaux à vapeur, avec indication des distances, etc. La division civile de Java, les limites des résidences et des districts, les lieux de garnison, les stations des pataches, etc. sont reproduits avec exactitude.

L'exécution de la chromo-lithographie est très-belle, de sorte que cette carte de Java et de Madoera est une véritable acquisition pour propager la connaissance de l'archipel Indo-Néerlandais.

La Société pour la culture des sciences militaires, établie à la Haye, a accepté le patronage de cette carte et la répand par centaines parmi ses membres. La carte rendra de bons services comme indicateur pour les moyens de communication et pour compléter les cartes topographiques de date plus ancienne.

Elle sera d'un bon usage pour les officiers qui désirent faire une étude quelconque de l'île principale de l'archipel de la Sonde.

La Haye, 23 octobre 1885.

BIBLIOGRAPHIE MENSUELLE.

GÉNÉRALITÉS.

1032 Einfluss, Der, der Englischen Weltherrschaft auf die Verbreitung wichtiger Kulturgewächse, besonders in Indien. (Gaea, J. XXI, S 577—90).

1033 **Scherzer, K. von,** Das wirthschaftliche Leben der Völker. Ein Handbuch über Production und Consum. Leipzig 1885. XI—756 S. roy. 8⁰. — Geb. 20 M. 50.

1034 **Birkbeck Nevius, J.,** The history of the introduction of Peruvian Bark trees (Chinchonas) and the present state of cultivation in India. (Proc. Liter. a. Philos. Soc. Liverpool. N⁰. XXXVIII, p. 287—323).

1035 **Vrij, J. E. de,** Kinologische Studiën. (N. Tijdschr. v. d. pharmacie 1876 bl. 355; 1878 bl. 172; 1879 bl. 161, 340; 1883 bl. 146; 1885 bl. 97. etc).

1036 **Harou, A.,** Le diamant. (Soc. Belge de géogr. 1885, p. 455—91).

1037 **Zetsch, Ad.,** Die Ozean-Dampfschiffahrt und die Postdampferlinien nach überseeïschen Ländern. Mit 1 Karte. Weimar, Geogr. Inst. (Geogr. Univers. Bibl. N⁰. 9, 10.)

L'ASIE OCCIDENTALE.

LA SYRIE. LA PERSE, ETC.

1038 Skizzen aus Palaestina. (Ausland, N⁰. 35).

1039 **Lostalot de Bacherie, F.,** Les circonstances de l'assassinat de A. Ch. Huber. La stèle de Teïma. (Compte rendu Soc. de géogr. Paris, N⁰. 14).

1040 **Hamy, E. T.,** Documents pour servir à l'anthropologie de la Babylonie. (Nouv. Arch. du Muséum d'hist. nat. T. VII. p. 43—54).

1041 **Tholozan, J. D.,** Le choléra et la peste en Perse, sans les quarantaines. (Compte rendu Acad. d. sciences. Paris. T. CI. p. 495—98).

1042 Durchfuhrhandel, Die persische, über Trapezunt im Jahre 1884. (Export N⁰. 35).

1043 **Solanelli, G.,** Il canale di Palestina. Con schizzi. (Boll. Consolare-Giugno).

L'ASIE CENTRALE.

1044 **Lansdell, H.,** Russisch-Central-Asien, nebst Kuldscha, Buchara, China und Merw. Deutsche Ausg. bearb. durch H. v. Wobeler. Mit Ill. und Karte. Leipzig, Hirt & Sohn. 257 u. 512 S. gr. 8⁰ — 6 M.

1045 **Petri, C.,** Dr. Jaworskij über Afghanistan und Buchara. (Ausland, N⁰. 33, 34).

1046 **Lumsden, P.,** Countries and tribes bordering on the Koh-i-Baba Range F. de Lassoë, Caves and ruins at Pendjeh. — A. Vambéry, The geographical nomenclature of the disputed country between Merw and Herat. (Proc. R. geogr. Soc. Vol. VII, p. 561—97).

1047 Industrie, L', et le commerce au Turkestan (Gaz. géogr. N⁰. 38).

L'EMPIRE INDO-BRITTANNIQUE.

DESCRIPTION, ETC. LA BURMANIE BRITANNIQUE. CEYLON, ETC.

1048 **Balfour's** Cyclopaedia of India and of Eastern and Southern Asia. 3rd edit. London Quaritch. 3,628 p. large 8⁰. — £ 5,5/.

1049 **Guimet, Em.,** Aus dem südlichen Indien. Nach dem Franz. I. (Globus, B. XLVIII. N⁰. 12—15).

1050 **Pearson, A. N.,** Variations of rainfall in Northern India during the sunspot period. With. pl. (Journ. Asiat. Soc. of Bengal. Vol. LIII, p. 201—5).

1051 **Brandis, D.,** Der Wald des äusseren Nordwestlichen Himalaya. (Verh Naturhist. Verein d. preuss. Rheinl. J. XLII. S. 153—81).

1052 Weizen, Indischer, (Oesterr. Monatschr. f. d. Or. N⁰. 9).

1053 Organisation militaire de l'Inde anglaise. (Revue marit. et colon. T. LXXXVII, p. 152—73).

1054 Gônds, Among the, in Central India. (Church Miss. Gleaner. Oct.).

1055 Dictionary, Bengali-English, Calcutta 1883. 16mo. — 6/.

1056 **Fallon, S. W.,** A dictionary of Hindustani proverbs rev. by R. C. Temple. Benares 1884. roy. 8⁰. — 7/6.

1057 **Irving, W.,** Baíswárí Folksongs contrib. by Bábú Jogendra Náth Rae. (Journ. Asiat. Soc. of Bengal. Vol. LIII, p. 232—56).

1058 **Beamer, J.,** On the geography of India in the reign of Akbar. With a map. (Journ. Asiat. Soc. of Bengal. Vol. LIII p. 215—32).

1059 **Fischl, V.,** Die Kraos oder Haarmenschen Hinterindiens. (D. Rundschau f. Geogr. J. VIII. S. 14—23. Schluss folgt).

1060 **Kern, H.,** Geschied- en oudheidkundige nasporingen in Britsch Burma. (Bijdr. t. d. Taal-, Land- en Volk. v. N.-I. D. X, bl. 532—56).

1061 Angleterre, L', dans l'extrême Orient. (Gaz. géogr. N⁰. 39).

1062 **Mc. Leod Read, W. H.,** Consular report from Singapore. (Verz. v. consul. versl. 1885, bl. 218—25).

1063 Peeps at Ceylon life and people. By a missionary's wife. Relig. Tract Soc. 12⁰. — 1/.

1064 **Giglioli, E. H.,** Notizie sugli indigeni delle Isole Nicobar e specialmente sui Shôrn Pén dell' intorno della Grande Nicobar. (Arch. p. l'Antropol. e l'Ethnol. XV. I).

1065 Mission, The, on the Nicobars. (Mission Field. 1 Oct.).

1066 Andamen islanders, The, (Nature Vol. 32, p. 409).

L'ASIE ORIENTALE.

SACHALIN, LA CHINE.

1067 **Nassakin, N. v.,** Die Colonisation Sachalins durch die Russische Regierung. (Oesterr. Monatschr. f. d. Or. N⁰. 9).

1068 **Lyall,** Études sur les mœurs religieuses et sociales de l'extrême Orient. (Revue crit. N⁰. 35).

1069 Laokai, De, à Mengtzé. (Gaz. géogr. N⁰. 36).

1070 **Hue, F.,** Le commerce de la Chine en 1884. (Gaz. géogr. N⁰. 39, 40).

1071 **Juge, E.,** Le crédit, et les banques en Chine. (Ann. de l'extr. Or. 8e ann. p. 48—51).

1072 **Hirth, F.,** China and the Roman Orient. researches into their ancient and mediaeval relations as represented in old Chinese records. With map. Shanghai & Leipzic. 1885. XVI—329, p. 8⁰.

L'INDO-CHINE.

1073 Tonkin, Au. (Gaz. géogr. N⁰. 37, 38).

1074 **Soubeyran, L.,** Le Tonkin. (Bull. Soc. de géogr. Marseille, 1885. p. 233—53).

1075 **Conte, P. A.,** Communication topographique sur le delta de Tong-King. (Revue de géogr. 9e ann. p. 138—46).

1076 **Dupuis, J.,** L'intervention du contre-amiral Dupré au Tong-Kin. (Revue de géogr. 9e ann. p. 215—27. A suivre).

1077 **Blondel,** La question du Tonkin. Paris, Martin. 36 p. 18-jésus.

1078 Notes sur l'organisation de l'Indo-Chine. Paris, Baudoin & C⁰. 16 p. in-8⁰.

1079 **Guillon, E.,** Le conflit franco-chinois: la guerre et les traités, d'après les documents officiels. Grenoble, 71 p. in-8⁰.

LES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES.

GÉNÉRALITÉS. JAVA. SUMATRA. BORNÉO. CÉLÉBES, ETC.

1080 **Pauli, G.**, Reise-Erinnerungen aus dem Malaischen Archipel. (Ausland, N⁰. 38—40).

1081 **Schneider, Fr.**, Ueber den vulkanischen Zustand der Sunda-Inseln und der Molukken im Jahre 1884. (Jahrb. d. K. K. Geol. Reichsanstalt. B. XXXV. S, 1—26).

1082 **Figee, S.**, Regenwaarnemingen in Nederlandsch Indië. 6e jaarg. Batavia, Landsdrukkerij. 408 bl.

1083 **Semmelink, J.**, Histoire du choléra aux Indes Orientales avant 1817. Avec carte. Utrecht, Breyer. 169 p. 8⁰.

1084 Overzicht van de cholera-gevallen in Nederl. Oost-Indie, Jan.—Mei 1885. (Ned. Milit. geneesk. Archief. 9e jaarg. bl. 647).

1085 **Giglioli, E. H.**, Richerche intorno alla corologia dei vertebrati. Regione Indo-Malaica. (Boll. Soc. geogr. Ital. Vol. X, p. 685—702).

1086 **Pengadilan.** De doodstraf in Nederlandsch Indië. (Ind. Gids. Oct. bl. 1213—22).

1087 Uitkomsten van regenwaarnemingen in 1882 en 1883 in de afdeeling Bodjonegoro. — Uitkomsten van psychrometer-waarnemingen te Soekawana, op de helling van den Tangkoeban Prahoe. (Natuurk. tijdschr., v. N. Indië. D. XIV, bl. 116—43).

1088 **Verbeek, R. D. M.**, Verslag over een onderzoek van den vulkaan Merapi in Dec. 1884. Met kaart. (Natuurk. tijdschr. v. N. Indië. D. XIV, bl. 89—94).

1089 **Stoop, A.**, De vulkaan Merapi op Java in Juli 1884. (Natuurk. tijdschr. v. N. Indië. D. XIV, bl. 177—86).

1090 **Verbeek, R. D. M.**, Krakatau. Uitgeg. op last van Z. Exc. den Gouverneur-Generaal in Nederl.-Indië. Batavia, Landsdrukkerij, 1884. XXXIX—546 blz. gr. 8⁰. Met een Atlas van 43 kaarten en teekeningen en een Album van 25 platen.

1091 **Vorderman, A. G.**, List of the birds from Java. Bataviasche vogels VI. (Natuurk. tijdschr. v. N. Indië. D. XIV, bl. 187—276).

1092 **Romunde, R. van.**, Verslag over de gouvernements-kina-onderneming over 1883. (Natuurk. tijdschr. v. N. Indië. D. XIV, bl. 144—61).

1093 Aanteekeningen, Eenige, op de landrente-onderzoekingen der laatste jaren, speciaal gelijk ze plaats vonden in de Preanger-Regentschappen. (Tijdschr. v. nijv. en landb. in N. Indië D. XXXI, bl. 72—90).

1094 **Berkhout, A. H.**, De tractementen van boschambtenaren in Britsch-Indië en op Java. (Tijdschr. v. nijv. en landb. in N.-I. D. XXX, bl. 508—10).

1095 **Holle, K. F.**, De aap en de schildpad. Een Soedaneesche fabel. Batavia, G. Kolff & C⁰. 4⁰. — *f* 1.65.

1096 Puppet-shows in Java. (Science. Vol. VI, p. 251).

1097 **Berg, N. P. van den**, Debet of credit? 3e dr. Batavia, G. Kolff & C⁰. 1885. 72 bl. gr. 8⁰.

1098 Tabaks-plantingen, De, op Sumatra's Oostkust. (Tijdschr. v. nijv. en landb. v. N. Indië. D. XXXI, bl. 149—213).

1099 **Ködding, W.**, Die batakschen Götter und ihr Verhältnis zum Brahmanismus. (Allgem. Miss.-Zeitschr. B. XII, S. 401—9, 475).

1100 **Toorn, J. L. van der**, Mandjau Ari, Menangkabausche vertelling. (Verhand. v. h. Bat. Gen. D. XLV, bl. 1—140).

1101 **Westhoff, J. P. G.**, De zending op het eiland Nias. (Rijnsche Zending, J. XVI. bl. 101—35).

1102 **Posewitz, Th.**, Geologische Notizen aus Central-Borneo. Betrachtungen über die recente Bildung von Harzablagerungen. (Natuurk. tijdschr. v. N. Indië. D. XIV, bl. 17—22).

1103 Untersuchungsreise, Eine, in den Norden von Nias. Eine Missions reise auf Borneo. (Ber. d. Rhein. Miss.-Ges. S. 238—51).

1104 **Riedel, J. G. F.**, De oorsprong en vestiging der Boaleamoen op Noord-Celebes. (Bijdr. t. d. taal-, land- en volk. v. N. I. D. X, bl. 495—521)).

1105 **Matthes, B. F.,** Boegineesche en Makassaarsche legenden. (Bijdr. t. d. taal-, land- en volk. v. N. Indië D. X, bl. 431—94).

1106 **Posewitz, Th.,** Geologische Notizen aus Banka. I. Das geotektonische Verhalten der Granitmassive und das Marasgebirge. Mit Karte. II. Die Küstenbildungen und die Natur der Flüsse. (Natuurk. tijdschr. v. N. Indië. D. XIV, bl. 106—16, 62—73).

1107 **Sluiter, C. Ph.,** Ueber einige einfachen Ascidien von der Insel Billiton. Batavia, Ernst & C⁰. (Sep.-Abdr. Nat. tijdschr. v. N. Indië. D. XLV, S. 160—232. Mit Taf.).

1108 **Kemp, P. H. van der,** Billiton opstellen. I. Geschiedenis van de geboorte der Billiton-concessie. (Uitgeg. d. de Ned. Ind. Maatsch. v. nijv. en landb.). 4⁰.

1109 **Kirsch, Th.,** On the butterflies of Timorlaut. (Proc. Zool. Soc. London. 1885. II, p. 275—77).

1110 Indigo-landen, Nieuwe, (Papua of Nieuw-Guinea). (Ind. Mercuur, N⁰. 41).

1111 **Haga, A.,** Het rapport van H. Zwaardecroyn en C. Chasteleyn betreffende de reis naar Nieuw Guinea in 1705 ondernomen door Jacob Weyland. (Tijdschr. v. Ind. taal-, land- en volkenk. D. XXX, bl. 235—58).

LES ILES PHILIPPINES.

1112 Stämme, Die heidnischen, Mindanao's und die Jesuiten-Mission. (Ausland. N⁰. 35).

1113 **Blumentritt, F.,** Sitten und Bräuche der Ilocanen. Nach J. de los Reyes Ando und J. Javier, Folk-Lore ilocano. (Globus, B. XLVIII, N⁰. 12, 13).

L'AFRIQUE EN GÉNÉRAL.

1114 **Habenicht, H.**. Special-Karte von Afrika. 1 : 4,000,000. (10 Bl.). Bearb. von Br. Domann und R. Lüddecke. Lief. I. Gotha, J. Perthes. gr. f⁰. Mit tekst. — 3 M.

1115 Carte de l'Afrique physique et politique. (Atlas de cartes murales N⁰. 16, 17). Paris, A. Colin & C⁰.

1116 **Magean,** Explorations en Afrique pendant le XIXᵉ siècle. (Bull. Soc. de géogr. Rochefort. T. 7, p. 194—219).

1117 **Pippi, A.,** Le Missioni in Africa. (Bull. d. Sez. Fiorent. d. Soc. d'Afric. d'Ital. Vol. 1, p. 105—7).

L'AFRIQUE SEPTENTRIONALE.

L'ALGÉRIE. LA TUNISIE, ETC.

1118 **Handels- und Karawanenstrassen,** Die nordafrikanischen. (Export, N⁰. 38).

1119 **Taconnet, M.,** Souvenir d'Algérie. Le Hâvre, 294 p. in-16.

1120 **Lefèvre, E., L. Fairmaire, de Marseul** et **Dr. Senac.** Exploration scientifique de la Tunisie. Liste de coléoptères recueillis en Tunisie en 1883 par M. A. Letourneur. Paris impr. nat. 18 p. in-8⁰.

1121 **Kallenberg, E.,** Der Haven van Tunis. (Volkswirtschaftl. Wochenschr. B. IV, N⁰. 91).

1122 **Gagliuffi, G. B.,** Rapport consulaire de Tripoli (Barbarie). (Rapp. consul. T. LII, p. 33, sv.).

1123 **Rolland, G.,** Sur le régime des eaux artésiennes de l'Oued Riz' et du Bas Sahara en général. Compte rendu Acad. d. scienc. Paris. T. CI, p. 606—9).

L'AFRIQUE ORIENTALE.

L'ÉGYPTE. LE SOUDAN, ETC. L'AFRIQUE CENTRALE.

1124 **Stone-Pacha,** Les expéditions égyptiennes en Afrique. (Bull. Soc. Khédiv. de géogr. IIᵉ sér., p. 343—53).

1125 Nile, The, from the sea to the Soudan, historical and topographical. With 7 maps. London, Letts. 76 p. 8⁰. — 1/.

1126 **Garnier-Heldewier, A.,** Rapport consulaire d'Égypte. (Receuil consul. T. LI, p. 428—31).

1127 Waarenmarkt, Der, Alexandriens. (Export. N⁰. 35).

1128 **Boinet,** Le recensement de l'Égypte. (Bull. Soc. Khédiv. de géogr. IIe sér. p. 353—97).

1129 Clima, Il, del Sudan Egiziano. (Bull. d. Sez. Fiorent. d. Soc. Afric. d'Ital. p. 114—16).

1130 Suakin, Von, nach Berber und die Sudan-Eisenbahnen. (Ausland. N⁰. 35).

1131 Mahdi, Chez le. (Ann. de l'extr. Or. 8e ann. p. 42—48).

1132 **Capucci e Cicognani,** In viaggio par la Scioa. Lettere. Intorno ad une forma di Tapkozous. (Boll. Soc. Afric. d'Italia. A⁰. IV, p. 103—18).

1133 **Cecchi, A.** La popolazione della regione d'Assab. I Somali. (Nuova Antol. Sett. p. 281—93).

1134 Condizioni commerciali di Massaua. (Bull. d. Sez. Fiorent. d. Soc. Afric. d'Ital. p. 107—14).

1135 Dampferverbindung, Directe, Triest—Massaua durch den Oesterreichisch-ungarischen Lloyd. (Volkswirthschaftl. Wochenschr. B. IV, N⁰. 92).

1136 **Johnston, H. H.,** General observations on the fauna of Kilima-njaro. On the insects collected on Kilima-njaro, etc. (Proc. Zool. Soc. London. 1885 II, p. 214—39).

1137 **Johnston, H. H.,** The people of Eastern Equatorial Africa. (Journ. of the Anthrop. Inst. Vol. XV. p. 3—15).

1138 **Ittameier, M.,** Ostafrika als Missionsfeld. (Allgem. Miss-Zeitschr. B. XII, S. 420—31).

1139 **Daum, H.,** Stanley's Forschungsreise quer durch Afrika in den J. 1874—77. Weimar, Geogr. Inst. (Geogr. Univers.-Bibl. N⁰. 8).

1140 **Pares, E.,** Les explorateurs français en Afrique: Du Gabon à Zanzibar; les grands lacs du centre de l'Afrique. Limoges, Ardant et C⁰. 192 et 191 p. in-8⁰.

1141 V. Giraud's und Reichard's explorations in the lake region of Central Africa. With sketch map. (Proc. R. geogr. Soc. Vol. VII, p. 603—7).

1142 **Hassenstein, B.,** Friedrich Bohndorffs Reisen in Central Afrika 1874—1883. Mit Karte. (Peterm. Mitt. B. 31, S. 349).

1143 Trials and progress in U-ganda. — News from U-ganda. (Church Miss. Intell. Vol. X. p. 714—27. Church Miss. Gleaner. Oct.).

L'AFRIQUE MÉRIDIONALE.

1144 Rechenschaftsbericht Dr. Em. Holub's über das erste Jahr seiner neuen Afrika-Expedition. (D. Rundschau f. Géogr. J. VIII, S. 1—6).

1145 **Balfour, J. E.,** On some South African rivers. (Transact. S. African phil. Soc. Vol. III. p. 30—35).

1146 Kap-Kolonie, Aus der, (Export, N⁰. 37, 38).

1147 **Blind,** England und die neue Republik in Süd-Afrika. (Die Gegenwart N⁰. 36).

1148 **Israël, S.,** Land und Leute im Damara- und Namaqua-Gebiete, I. (Globus B. XLVIII, N⁰. 12, 13).

1149 Nachrichten, Neue, aus dem Damralande. (Ber. d. Rhein. Miss.-Ges. S. 228—38).

1150 **Quatrefages, A. de,** Croyances religieuses des Hottentots et des Boschismans. (Journ. d. savants. Juill. p. 390—411).

L'AFRIQUE OCCIDENTALE.

CÔTE DE GUINÉE. KAMERUN, ETC.

1151 **Rembaud, A.,** Sénégal et les Soudan Français, selon les récentes publications. (Revue d. deux mondes 1 Oct. p. 633—74).

1152 **Salmon,** Our West-African settlements. (Contemp. Review, Sept.)

1153 **Danckelman, A. von,** Die klimatischen Verhältnisse der Westküste von Afrika. (D. Kolonialzeit. H. 20).

1154 **Collomb,** Les populations du Haut-Niger, leurs mœurs et leur histoire. Lyon, in-8⁰. (Extr. du Bull. d. l. Soc. d'anthrop. de Lyon).

1155 **Reichenow, A.,** Die Goldküste und ihre Bewohner. Weimar, Geogr. Inst. (Geogr. Univers. Bibl. N⁰. 5).

1156 Gesundheitsverhältnisse, Die, der Goldküste. (Evang. Miss-Mag. J. XXIX, s. 396—417).

1157 Affairs of the Gold Coast. Further Correspondence. Parliament. 9/6.

1158 Beiträge zur Kartographie und Hydrographie der Küste von Ober-Guinea zwischen Kamerun und Accra. (Ann. d. Hydrogr. J. XIII, s. 492—97).

1159 **Reichenow, A.,** Die deutsche Kolonie Kamerun. Landesbeschaffenheit, Pflanzen und Tierleben, Jahreszeiten, Eigenschaften und Sitten der Eingeborenen und europeische Handel in Kamerun. Mit 1 Karte. 2e Aufl. Berlin, Behrend. 51 S. gr. 8⁰. — 1 M.

1160 **Buchner, M.,** Der Kameruner in wirthschaftlicher Beziehung (Export. N⁰. 41)

LE ROYAUME DU CONGO.

1161 Moniteur, Le, du Congo. Journal hebdomadaire. Bruxelles. Par an 3 fr.

1162 **Mönkemeyer, W.,** Vom Kongo. Persönliche Eindrücke und Erfahrungen. (D. Kolonialzeit. H. 19).

1163 **Wauters, A. J.,** La province du Bas Congo de Boma jusqu'au Tchiloango. Interview de M. le lieutenant Mikic. (Mouv. géogr. N⁰. 20).

1164 **Danckelman, A. von,** L'établissement de stations météorologiques de 1er ordre au Congo. (Ciel et Terre, N⁰. 9).

L'AMÉRIQUE DU NORD.

1165 **Scidmore, Miss E. R.,** Alaska; its southern coast and the Siskan Archipelago. With maps and ill. Boston, VII—333. 7/6.

1166 Tribes, The native, of Alaska. (Science. Vol. VI, p. 228—30).

1167 **Jung, E.,** Die canadischen Indianer und ihre Zustände. (Ausland, N⁰. 38).

1168 Lage, Die wirthschaftliche, in Canada. (Export, N⁰. 35).

L'AMÉRIQUE CENTRALE.

LES ANTILLES, ETC.

1169 **Michel, E.,** Aux Antilles. (Gaz. géogr. N⁰. 37).

1170 Antilles: Cuba, Puerto-Rico, etc. (Rev. de géogr. com. N. 5 y 6).

1171 **Weise, J.,** Beitrag zur Chrysomeliden und Coccineliden-Fauna Portoricos. (Archiv f. Naturgesch. J. LI. S. 144—68).

1172 Bedeutung, Die, von Petit Goave in der Republik Haïti. (Export N⁰. 36).

1173 **Peters, H.,** Consular report of Port-au-Prince (Haïti). (Verz. v. consul. versl. 1885, bl. 423—26).

1174 **Pietersz, S. E.,** Consular report of Kingston (Jamaïca). (Verz. v. consul. versl. 1885, bl, 452—56).

1175 **Martin, K.,** De Nederlandsche expeditie naar de West-Indische eilanden en Suriname. 1884. I. Aruba, II. Bonaire. (Tijdschr. Ned. Aardr. Gen. bl. 337—61, 448—88).

1176 Tehuantepec-Kanal, Der interozeanische, (Ausland, N⁰. 34),

L'AMÉRIQUE DU SUD.

GÉNÉRALITÉS. LA GUYANE. VÉNÉZUÉLA. CHILE. BOLIVIA. BRÉSIL. RÉPUBLIQUE ARGENTINE. PARAGUAY.

1177 Karte der Stiller Ocean. Die westpatagonischen Gewässer zwischen Golf v. Trinidad und Golf v. Peñas 1 : 300,000. (Seekarten des Kais. deutschen Admiralität, hrsg. v. Hydrogr. Amte. N⁰. 89. Berlin, Reimer — 3 M.).

1178 carte de l'Amérique du Sud politique. (Atlas de cartes murales N⁰. 20). Paris, A. Colin & C⁰.

1179 **Avé Lallemant, G.,** Excursion minéra à la Cordillera de los Andes. Com perfil. géol. (An. Soc. cient. Argentina. T. XIX, p. 145—59).

1180 Handelsbeziehungen Oesterreich-Ungarns mit Süd-Amerika. (Volkswirthschaftl. Wochenschr. B. IV, N⁰. 21).

1181 Buschneger, Die, in Holländisch-Guiana. (Ausland. N⁰. 33).

1182 **Postel, R.**, Le territoire contesté de la Guyane Française. (Gaz. géogr. N⁰. 38).

1183 **Sievers, W.**, Reisebericht aus Venezuela. II—V. (Mitth. Geogr. Ges. in Hamburg. 1885. N. 1).

1184 América española. Chile. (Rev. de geogr. com. N⁰. 5 y 6. Cont.)

1185 **Polakowsky, H.**, El Dorado (Chile) (Westerm. Monatsh. Sept. S. 801-14).

1186 Untersuchungen, Hydrographische, im südlichen Chile. (Globus B. XLVIII, N. 13).

1187 Bolivien, (Export N⁰. 36).

1188 **Pandolfini, R.**, Una visita alle Isole Galapagos. (Bol. Soc. geogr. Ital. Ag. p. 618—26).

1189 **Gerard, P. C.**, Les émigrants au Bresil. Limoges. 144 p. in-12.

1190 **Chaffanjon, I.**, Le bassin de l'Orénoque. (Gaz. géogr. N. 36).

1191 **Fontpertuis, Ad. F. de,** L'Amazonie (Revue de géogr. 9e ann. p. 174—85. A suivre).

1192 Eisenbahnlinien, Die, Brasiliens. Mit Karte. — Der Handelsplatz Rio de Janeiro im ersten Halbjahr 1885 (Export N⁰. 36, 37).

1193 Lage, Zur, in der brasilianischen Provinz Rio Grande do Sul. (Export N⁰. 36).

1194 Hafen, Der. von Bahia Blanca, Argentinien. Ostküste von Süd-Amerika. (Ann. d. Hydrogr. J. XIII, S. 511—13).

1195 Géneros de importacion en la Republica Argentina. (Rev. de géogr. cons. N⁰. 5 y 6).

1196 Kolonisationsverhaltnisse, Gegenwärtige, in Paraguay. (Export N⁰. 38).

1197 **Lephay, J.,** Mission scientifique, du Cap Horn 1882—1883. T. II Météorologie. Avec pl. Paris, Gauthier-Villars. IV—40—284—202. p. 4⁰.

L'AUSTRALIE.

1198 Carte de l'Océanie (Atlas de cartes murales. N⁰ 21). Paris A. Colin & Co.

1199 **Jouan, H.**, A propos du peuplement de la Polynesie. (Mém. Soc. d. sciences natur. Cherbourg. T. XXIV, p. 119—93).

1200 Ansegelung und Verhältnisse in Albany, S.W.-Küste von Australien. (Ann. d. Hydrogr. J. XIII, S. 497 f.).

1201 **Des Maisons, P. A. P.**, Les gisements aurifères en Australie. Paris, Dentu. 48 p. in 8⁰.

1202 **Lavington, Glyde,** Rapport consulaire de Port-Adélaïde (Recueil cons. T. LI, p. 423, sv.).

1203 **Ploos van Amstel, D.**, Consulair verslag van Melbourne. (Consul. versl. 1885, bl. 514—44).

1204 **Finsch'** Reisen in Neu-Guinea; die Kolonisationsfähigkeit des Landes. (Export. N⁰. 37).

1205 Südsee-Inseln, Die, und die gegenwärtige Handelslage auf denselben. (Export N⁰. 41).

1206 **Pennesi, G.**, Le isole Caroline e le Palaos. (Nuova Ant. Sett. p. 319—42).

1207 **Hué. F.**, Die Carolinen. (Ausland. N⁰. 39, 40).

1208 Allemands, Les, et les Espagnols aux Carolines. (Gaz. géogr. N⁰. 37).

1209 Streit, Der, über die Carolinen. (Grenzboten. Sept. S. 608—14).

1210 Comercio y misiones de estrangeros en la Micronesia española. — La cuestion de las Carolinas. (Rev. de geegr. com. N⁰. 7 y 8).

1211 Streit, Die, um die Karolinen. — Die Karolinen-Frage. (D. Kolonial-Zeit. H. 18, 19).

VIENT DE PARAITRE:

Voyage au Mexique. De New-York à Vera-Cruz, par Jules Leclercq. Paris, Hachette & Cie. Ouvrage accomp. d'une carte et de 36 grav. Prix: 4 francs.

L'espace nous manque pour insérer dans cette livraison L'APERÇU SYSTEMATIQUE. Il trouvera place dans la livraison prochaine.

ZANZIBAR.

ITS PAST, PRESENT AND FUTURE,

BY

V. LOVETT CAMERON.

The country of Zanzibar is one which is destined to prove of great importance in the future commercial and colonial history of the world, and it is necessary, in order to arrive at some idea of what that future may be, to have some conception of what the past has been, and how the present state of affairs has come about, and the trade which exists brought into being.

The limits of the territory under the rule of H.H. Syud Burghash can be taken as extending from Cape Delgado on the South (Tinghy Pass), where the Portuguese rule commences, to the North of Magadoxa (Makdisha), and although there are some portions where his rule is not well defined and the local chiefs enjoy a species of autonomy, still on ethnological, historical and geographical grounds, backed up by the action taken in recent years by the English Government, notably when the Egyptian expedition in 1873, under the command of McKillop Bey, was prevented from adding Magadoxa, Marka and the Jub river to the dominions of Ismail Pasha, there can be little doubt that his claims to sovereignty both moral and legal are paramount to all others, though it is of comparatively late years that he has been able to maintain them. Indeed at one time the real condition of the strip of coast and islands, which now form the Sultanate of Zanzibar, was that of semi independent towns and small territories, who at times acknowledged the suzerainty of the Imaum of Muscat, and at others asserted themselves to owe him no allegiance, but over whom he always claimed to exercise rule and dominion. When the Zanzibar coast was ruled from Muscat, and the communications between the two governed by the Monsoons, this anomalous state of affairs could very well continue,

but since Zanzibar has been raised into an independent state, the rule of the Sultan has become more powerful, and steam has rendered communications with any portion of the coast at all times feasible.

If we go back to the earliest days of the Arabs coming down on the African coast, we shall soon see how this independent feeling among the towns and settlements arose, and then again how other circumstances brought these free towns into closer relationship until, at the present day, all form one country.

From all times since the commencement of sea voyages there must have been communication between Arabia and the East African Coast. First of all, the earliest navigators would have crept round the Gulf of Aden, and some of the bolder and more adventurous, having dared to pass Cape Guardafui, would find themselves unable to return until the change of monsoon; and similarly the natives of the "Land of the Blacks" must have often paid an involuntary visit to the Arabian Coast. The fleets of Hiram, King of Tyre, who went no doubt to Ceylon and India for their peacocks and apes, most probably also visited the African Coast and brought spices thence and also gold from the gold fields of Sofala and Manica to the South of the Zambesi.

The Trade between Asia and Africa must have had periods of great activity, and at other times have almost died out, and the descendants of those traders who in the former settled on the African Coast may have been almost, or quite, absorbed into the native population by the time a fresh wave of trade took place.

But even this will not account for the Semitic character of Negroid races such as the Somalis, the Gallas and the Masai, which must be derived from some great wave of migration of which we have no recorded history, but which very probably was similar to that which caused the population of the North of Africa to become Semite in character at such an early date in the history of the world.

But these successive and alternating periods quite account for the peculiarities of the coast tribes and the different classes into which they are devided i. e. the Wamerima and the Wasuahili, who form in their various gradations a regular series of links between the pure Arab and the true Negro.

Traditions which are pretty well confirmed tell us that Socotra was Christianised in the days of the Apostles, and if this were true such a rapid spread of a new religion would prove that a large trade came even at that time past that Island, and a considerable portion must have gone down the African Coast. From all we can learn, this trade continued to flourish from that date until the

rounding of the Cape by the Portuguese, and in addition to those Arabs who came to the island of Zanzibar and the coast for purposes of trade, political and religious differences are recorded as having caused many settlements to be formed, and others to be destroyed and their inhabitants forced to take refuge among the inhabitants of the interior. These soon became absorbed among the negro tribes, and, intermarrying with them, their descendants lost all knowledge of the language of their paternal ancestors, at the same time that their complexion became as dark as that of their mothers. It is to these circumstances, no doubt, that the Kaffre tribes owe many of their racial pecularities and habits and the marked superiority they possess over the tribes by which they are surrounded.

When the Portuguese came up the Eastern Coast, they found flourishing Arab Settlements in many places; but they soon established themselves at all the principal points, and remains of their buildings are found in various places all along the coast and on the Islands of Zanzibar and Pemba, and very many words in Kisuahili are distinctly traceable to their influence.

In the latter part of last century, the coast line again came under the Arab rule, and until the death of Syud Syde Imaum of Muscat the African and Arabian dominions of the Albunsyudi (or lordly clan) were centred in the same individual.

Many of the towns, however, on the coast maintained a practical independence, especially Mombasa, which at one time, during the progress of the survey under Captain Owen, was actually held as an English possession. Since then it has often asserted its independence (even in very recent days) and a Kisuahili couplet relates how money was more potent on one occasion than arms in maintaining the authority of the Sultan. The people of Ki Lindi, one of the suburbs of Mombasa, admitted the followers of the Sultan for a hundred dollars, and now the people sing:

"Watu wa Ki Lindi si watu punda mlia
Alikuza inchi yao reale mia."

The people of Ki Lindi are not men but zebras.
They sold their country for a hundred dollars.

At Brava also there was a sort of republic, the rights of government having been exercised by the descendents of the seven brothers who founded the town. Similarly at Marka, Lamu, the Jub River, Melinda and Magadoxa the local chiefs often asserted their independence, though when any of them were in any difficulties they have never been loth to call for the intervention and assist-

ance of the Imaum of Muscat, or, since the separation of the two countries, for that of the Sultan of Zanzibar. In reality there has always been sufficient maintenance of the authority of the Imaums or Sultans to give them the right to claim the whole coast as being subject to their rule, and to render the annexation of any portion of it by any power, except by treaty, or after a declaration of war, a breach of international good faith.

The southern portion of this coast possesses good harbours and anchorages, and as in the northern part the protected Dhow harbours of Brava, Marka and Magadoxa would always permit of communication with the shore being kept up, this portion of the East African Coast contrasting most favourably in this respect with the major part of the western littoral of the continent.

Not only is this coast easy of access, but although up to the present only a few commercial routes have been developed, there can be no doubt that, as exploration progresses and our knowledge is increased, we shall find that a very large trade will grow up, and that many healthy plateaux and localities suitable for settlement by Europeans will be found. The high and cool tableland to the East of the Victoria Nyanza, discovered by Mr. Joseph Thomson, is only one of a series which we may reasonably expect to find reaching to the high lands of Abyssinia, and where at no very distant time we may expect to find an European State or Colony grow up, which will prove as prosperous and wealthy as the Brazils. Indeed when we consider the state of congestion of many portions of Europe, we may consider that the discovery of countries where Europeans can live and work in all conditions of life is as important, if not more so, than that of nations who would at once become customers of the merchants of England, Germany, India and other manufacturing countries.

The best known trade route in all this enormous country is no doubt the one from Zanzibar to the lakes, and even this has been established in comparatively recent times.

In the palmy days of the Portuguese rule, the supremacy of Mozambique militated strongly against the prosperity of the part that is now under the rule of the Sultan; and the towns of Sena, Tete and Zumbo on the Zambesi, the Gold mines of Manica, Ibo and Kilimani (Quilimane) all drew a large amount of trade and enterprise to the southern portion of the tropical coast of Eastern Africa. The ravages of the European pirates of the latter part of the seventeenth and the beginning of the eighteenth century, and the great wars of the end of the eighteenth and the beginning of

the nineteenth century, contributed to the destruction of the commercial intercourse between Africa and Asia, so that trade had to commence to a great extent afresh when peace was restored, and for a considerable time, until the attention of England was called to the necessity of attending to the police of the Indian Ocean, had to contend with the depredations of Arab pirates from Bahrein and elsewhere in the Persian Gulf, who continued to be an important factor in the calculations of the Persian traders to Zanzibar until about fifteen years ago.

Notwithstanding all these drawbacks, our surveying ships found trade increasing over fifty years ago, and it has continued to do so ever since. The Arab merchants, being able to encounter the risks of the climate with comparative impunity, began to push forward into the interior, in order to avoid the extortions of the middlemen, whose rapacity has proved such a drawback to the traders in the oil rivers on the west coast; and about eighteen hundred and thirty five or fifty years ago the first trading station was formed at Unyanyembe, the principal man among the pioneers of trade, however, not being an Arab but a Mohammedan Indian called *Musa Mzuri* or "Handsome Moses". A few years later they had pressed on to the Tanganyika and the Victoria Nyanza, and in circa 1850 Syde ibn Habib, travelling westward of the former of these two lakes after passing through the country of the Kazembe, met with major Coimbra, a Portuguese trader from Bihé, and with him went on to the west coast where he traded for some years. When Burton and Speke were on the Tanganyika, caravans from Zanzibar were pushing on towards Nyangwé where Livingstone, a short time before his meeting with Stanley, found them firmly established. Several times difficulties with natives, such as the war between Mirambo and the Arabs of Taborah, have caused a temporary change of route, or a partial cessation of intercourse; but the trade nevertheless has continued to grow and increase notwithstanding the repression of the slave trade by England and the greater difficulty experienced in obtaining and transporting ivory, although in the earlier days it was to slaves and ivory alone that the merchants looked for their profits. New articles of trade, notably India rubber, have been exploited; and it may be hoped that the result of the scientific exploration, which has been so long going on, will lead to still more useful products being discovered. In central Africa we may find that spices, pepper and coffee can be produced at a rate, which will enable the trader there to compete successfully in the supply of those articles with the

planters and merchants of the Dutch and Spanish Indies. I myself have seen the groves of nutmegs with their fruit lying rotting on the ground, and there are many gums, oils and drugs which only require to be known to the chemists, traders and manufacturers of Europe, for a demand to spring up, whilst in fibres there is scarcely any limit to the amount which can be collected and forwarded to some shipping port, when any economical means of transport can be provided. The skins of wild beasts and of cattle from those countries where the inhabitants possess herds now cannot pay for the cost of their carriage, and the districts inhabited by the Wamasai and Gallas could be depended on for a supply of hides und ostrich feathers in addition to the ivory, which now tempts the trader into these reputedly dangerous countries. The hides are now exported from Brava, and the ostrich feathers which come to Aden from Somali land prove that what I have written here is no chimaera, but that it is based on actual facts. That there would be danger in opening up the countries lying behind the northern portion of the coast belonging to Zanzibar will be urged, and the catastrophe which ended the expedition and the life of Baron Von der Decken brought forward as a proof that this danger will prove an insuperable obstacle to the establishment of regular trade, and the fate of the St. Abbs and the Penguin's boats' crews will no doubt also be brought forward by that large class who always let "I will wait upon I dare not" and who are called prudent safe people by the world, and respected accordingly. Fortunately for the world the Argonauts, the Drakes, the Raleighs, the Columbuses, the Vasco de Gamas, the Burtons, the Livingstones and the Stanleys have not been of this kidney, and their not counting the cost and hesitating to climb for fear of falling has opened the greater portion of the world to the other class. The explorers of the present day have become more of a separate class than they were of old, and, as a rule, are more divorced from the trading classes, and therefore their labours are not turned to commercial account so readily as they were in the days of Queen Elizabeth, when every explorer had relations of a business nature with merchants and traders, and when merchants and traders themselves were found amongst the boldest of the explorers. Nor was this the case in England alone; the instance of Messer Marco Polo proves how close were the liens which united the merchant and the traveller in the great Trading Republic of Venice.

If our great merchants of the nineteenth century had the pluck and enterprise of those of the sixteenth, we should have long ere

this have seen the geographical discoveries of the century turned to a much better commercial account than they have been, and tentative trading expeditions would have been led by Europeans into all portions of Africa, nor would they have been deterred from prosecuting their undertakings by partial failures and disasters. The mechanical resources now at our disposal, and the improvement in medical science, enable us with comparative ease to push our way where our forefathers would have found the climate and physical difficulties insuperable obstacles to their progress. No country presents a more hopeful future, if opened up by light railways, than that lying behind the dominions of the Sultan of Zanzibar, and two occurrences of recent date to which we will recur further on, viz: the discovery of coal on the banks of the Rienda, an affluent of the Rovuma, by M. Angeloy, a French Engineer in the service of H.H. the Sultan of Zanzibar, and the news that the chiefs of the country round the great mountain of Kilima Njaro have acknowledged the sovereignty of the Sultan, are important aids in this development.

It may be hoped now that the rights of His Highness will be fully recognised, and that in the enlightened rule of him and his successors may be found one of the best guarantees for the future prosperity of Eastern Tropical Africa. Since the English first sent a consular officer in the person of Colonel Hamerton to Zanzibar the influence of England has been in the ascendance in the councils of the Sultan; indeed, when the old Imaum had for state reasons to visit his Asiatic Dominions, he used to be in the habit of delegating his powers in Zanzibar to Colonel Hamerton. Colonel Hamerton's successors have maintained the position he gained, and it cannot be doubted that the present British Consul General Sir John Kirk has consistently exercised an influence for good during his long tenure of office. The changes that have come over the town of Zanzibar (Unguja) show an improvement in civilisation as well as in commercial prosperity. On the very spot where the present writer has seen slaves exposed for sale, and women examined by would be purchasers, as if they were brute beasts, now stands an English Cathedral. Though the English have, perhaps, the greatest influence — as it is right that they should, considering that greater portion of the trade is in the hands of British subjects, and a large part of the remainder in those of subjects of the Rao of Kutch who are under British protection, and that a great deal has been done by English missionaries and English sailors towards the amelioration of the condition

of the population — we must not forget that the Germans and French have also acquired the rights to be considered; the French both by commercial enterprise and their admirable missions, and the Germans by the enterprise of Messrs. Schultze Witt & Co.

The history of this last firm is almost a romance; in eighteen hundred forty eight the founder was captain and part owner of a small brig. Chancing to visit the Zanzibar court he found that cowries, which at that time were in great demand on the West Coast of Africa, were plentiful and to be obtained for a comparatively nominal price, and entered largely into the trade, and long before the great demand for cowries had ceased, the house was firmly established on a sound commercial basis, and their representative was the first consul accredited by the German Empire to the Sultan.

The English having, as they wisely do, maintained their Consular Officers independent of trade, the advice of Sir John Kirk has always been considered as more disinterested than that of his colleagues of other nations, who have until lately been members of firms trading to Zanzibar; but, nevertheless, changes of the *personnel* of the naval and military forces have often been caused by the influence of the various consuls, who all naturally desire to have the best appointments filled by their own countrymen, and in the case of those who are merchants may often be influenced in their recommendation of individuals by the hope that they may reap some ulterior benefit from their appointment, perhaps in supplying coals, arms, ammunition, clothing, or the various articles required by the government of a state which possesses no arsenals or manufactories, but is dependent for all her supplies on imports from Europe.

In the time of Syud Majid the British influence was paramount, and that sultan was desirous of constituting Her Majesty Queen Victoria his successor in the sovereignty. About this a curious story has been told, which is given for what it is worth, without any way vouching for its accuracy; it is as follows, and the relaters were people who certainly from their position should have been able to know whether it were true or not. Syud Majid came to General Rigby, who was then British Consul General and Political Agent, and gave him a paper in which this desire was embodied in an official form, and General Rigby accepted it. Some time after the Sultan had left, Syud Suliman, one of the "Albunsyudi", who was a principal minister of Syud Majid came to the British consulate and said he had heard that the Sultan had given such a

paper and that he was delighted with the prospects of Zanzibar becoming a British Possession, and that the other members of the "Lordly Clan" whom he had consulted were equally pleased with the idea, and that if the document were entrusted to him he would put his own signature to it and obtain those of the other principal members of the Sultan's relations, so that in case of the death of Syud Majid there should be no doubt as to the legality of his devising his succession to Queen Victoria. General Rigby, although he must have known that an arrangement between the English and French Governements was in existence which precluded either of them from assuming its sovereignty over Zanzibar, thought that this would be a good thing to do, and gave the paper up to Syud Suliman, who promised to bring it back in a few days with the signatures appended. Some time after, when General Rigby asked to have the document returned, Syud Suliman denied all knowledge of it and declared that he had never either seen or heard of such a paper, and Syud Majid when asked to give a confirmation of his deed refused to do so.

Even if this story were true, it could, as above shown, have had no legal effect; but the question of the succession to the Sultanate of Zanzibar must always, unless great changes take place, be mainly determined by questions over which the English have the principal control, as it is so intimately connected with that to the throne of Muscat, which has of late years been mainly controlled by the government of Bombay. Indeed the confirmation of the disposition of his dominions by Syud Said would not have been maintained had it not been for the intervention of the Indian Government; and the attempt of Syud Burghash to seize upon the Sultanate during the reign of Syud Majid would also have been successful if the latter had not been supported by the English. Syud Burghash not only had a very strong following in favour of his being Sultan, but also had a great hold over the people of the island of Zanzibar, on account of their considering him a powerful magician, and a belief in magic being one of the greatest factors in the actions of the Wasuahili, the Wamerima and Wahadimu (the aboriginal inhabitants of the island) this idea would have very soon rendered him far stronger than his brother. Men of education and of experience, as such things go in a semi-civilised country, have repeatedly given me assurances of their implicit credence in the black art, and one of the instances they are fondest of quoting in confirmation of their belief is that Syud Burghash was in a village in the island of Zanzibar with a very few followers, and

Syud Majid having knowledge of this sent a body of his adherents to seize him. On their arriving at the place where they expected to find Syud Burghash, instead of a village and people, they only found a lake and no traces whatever of their intended captive; and the narrators always insist that Syud Burghash by his magical powers effected this transformation in order to baffle his would be captors.

It may be supposed that, although no successor of Syud Burghash has been named the English have settled upon who he shall be, and that the person they have chosen will be one who will be favourable to their interests, although he will be in reality, when once installed, an independent sovereign. This being so, it is principally to England that we shall have to look for the future development of the Eastern half of Tropical Africa through the Sultan's dominions; the Germans no doubt are, in accordance with their recent colonial policy, endeavouring to obtain a footing, but their action both at Lamu and in Usagara is of doubtful legality. As I have endeavoured to show above, the sovereignty of the Coast line is legally vested in the Sultan of Zanzibar, and any coquetting with, or acknowledgment of, the independence of any of the chiefs upon it is consequently an infraction of international law. In Usagara for a long time the Sultan of Zanzibar has possessed considerable influence and has even exercised a power of veto over the appointment of chiefs, so that if he is not sovereign he is suzerain. Again the number of treaties which are alleged to have been concluded by the German annexationalists in so short a time can scarcely be valid, as it is perfectly impossible that all the complicated questions of African laws of succession and title can have been mastered by the enthusiastic acquirers of "healthy African territories" in the short time that elapsed between their arriving at the scene of their operations, and all save one succumbing to the effects of climate.

It is to be hoped that these questions of right to African territory may soon be amicably settled; for, in the territories of the Sultan of Zanzibar and the portions of Africa which are only accessible through them, exist large tracts which will, at an early date, be available for colonisation by Europeans, whilst every where, when transport is provided, a large and valuable trade may be developed in a surprisingly short period of time.

In this development the peculiar position held by the Sultan of Zanzibar is a most important factor; as an independent sovereign, he can grant charters to companies, which will enable them to

carry on their operations without any fear of interference or hindrance from unchartered competitors; whilst, being so much under the control of European powers, he can be prevented from showing an undue partiality to any nation. There is room enough for all and to spare; and the widest area should be allotted to those, who have the most capital to employ, and show the greatest aptitude in carrying out their objects.

Large and powerful companies, such as I have indicated, would always be sure of support from the government of the countries to which their members belonged, and in turn would, it may be hoped, be so far under the control of those governments as to be prevented from abusing any of the powers which might be confided to them by the Sultan. At present the internal trade of Africa is conducted on such arbitrary conditions that it often happens that Arab traders, who draw their supplies from and have advances made to them by the same merchant in Zanzibar, when in the interior, compete so bitterly that they espouse hostile sides among the natives, and often nearly come to blows among themselves. Indeed during the war with Mirambo, which assumed such importance that the Sultan sent up a thousand Balooches and two thousand Coast people to assist the Taborah merchants in their struggle, Mirambo received supplies of arms and ammunition from some of the largest traders, who considered that in the first instance he had been badly treated, and thus, having appeased their conscience for their want of patriotism, were nothing averse to making a large profit by trading with him. If, however, the interior of Africa were divided out into districts, each of which should be given into the charge of a powerful chartered company, there would be no disastrous competition, and solidarity of interests being ensured, development of the means of communication would proceed rapidly. It may be urged that the Arab traders, who now enjoy a monopoly of the interior trade, would resist the operations of these companies, but, owing to the way in which they now conduct their business, and the usurious terms on which alone they can obtain advances form the Hindis, Banians and Kojas of Zanzibar, would render their position, if employed as salaried agents, (who might perhaps also receive a commission on the profits made), more lucrative than they are at present as independent merchants. By enlisting the services of these men, and making use of their knowledge and influence with the natives, it would be easy, in a very short time, to establish many trading stations and to render the trade much less precarious than it is at present. More difficulty

would probably be experienced with the Indian merchants settled at Zanzibar, but they are fully alive to any thing which may tend to their ultimate advantage, and they would soon find that, although their profits would not be so large nominally as they are at present, there would be far less risk, and that their returns would come in so much quicker and more regularly, that they also would find their condition under the new *regime* preferable to what it is under the present.

All this is apparently contrary to much that has been enacted at Berlin with regard to the Free Trade area and the prohibition of monopolies; but this apparent difference will be found on examination to be very small, and it can hardly be expected that a conference, which was principally remarkable for the absence of nearly all those who had experience of the countries whose future was to be decided upon, could lay down regulations which would be found to be perfect; indeed, the only persons who could speak with authority about the districts legislated for, besides Mr. Stanley, who was of course bound to do his best for the state he was engaged in founding, were some of the companions of M. de Brazza who watched the proceedings on behalf of the French Government.

Nor if it had been otherwise, would it be too much to expect that the proceedings at Berlin should be reviewed, when it is shown that an alteration of some of the provisions made there would be for the advantage of Africa. The Germans least of all, who at present are the most energetic in founding colonies and trading companies, would be likely to object, and the Italians also would concur in any alterations which would, directly or indirectly, conduce to the success of their undertakings at Massowa and Assaab.

The discovery of coal on the Rienda which was alluded to above, although its presence was denied by Mr. Joseph Thompson when he investigated the district for the Sultan of Zanzibar, and its proximity to the two beautiful harbours of Mikindani and Lindi, points to that locality for the construction of one of the first railways in Eastern Africa; and this being so, the first of these companies should strive to obtain the right to work from Cape Delgado northwards as far as Kilwa, or, if this were considered too large a district to entrust to one corporation, it might possibly be divided; though, as it commands one section of the internal trade and the best land routes to Lake Nyassa, it would be best for it to be treated in its entirety.

Another company should be formed for the exploitation of the Kalima Njaro section, and the principal one of all to work the

routes to the Tanganyika from Bagamoyo and the neighbouring points of departure. Though above it is hinted that these companies would each be formed by separate nations, there is no reason why they should not follow the example shown them on the Congo, and be International in their character.

One great future in these companies, and one which would largely ensure their success, as well as directly tend to the amelioration of the condition of the natives and the abolition of the slave trade, should be the utilisation of the services of the Arab traders who now carry on the trade, and, being under no control, are all more or less engaged in the traffic in human flesh. Although the men are great travellers and make extraordinary journeys, their exploits in this direction are not caused by any love of travelling for travelling's sake, but solely by the desire to find new markets where ivory may be cheaper and more plentiful than in those already known, and where in consequence larger and quicker profits may be made. They show no disinclination to settle down in any part where trade may be profitable, and to remain there until they are either crowded out by new arrivals, or have exhausted the neighbouring country. They are in these settlements, as it is, by no means bad pioneers of civilisation; and, if controlled by a superior and guiding power, would be admirable ones. They also have a very great idea of being employed by the *Serkal* (government) and traditions of old John Company linger amongst them, and they would consider the position of an official under the *Kumpani* as being fully equal to that of one under the *Serkal*. This being so, they should be employed as chiefs of transport and trading stations, and the enormous waste which is at present entailed by the system of huge caravans starting indepently for some distant point would be obviated, as there should until railways and roads are opened, be a local transport service organised between all these stations, so that the difficulties and delays caused by the trouble of recruiting men for distant journeys and by desertions would be obviated. The way in which these traders settle disputes among themselves, and the order they maintain in their camps, caravans and settlements, prove that they, or rather many of them, could safely be entrusted with a certain amount of magisterial powers, so that the necessity for local European supervision would be reduced to a minimum.

In this manner by utilising the means we have at hand and local resources, and enlisting the aid of European capital, enterprise and mechanical knowledge, the dominions of the Sultan of Zanzibar and that portion of Tropical Africa to which they com-

mand the access, would in a very short time be raised in the scale of civilisation, and their commercial value increased to an extent of which those who have no knowledge of their capabilities can have little idea; whilst, at the same time, the position of the Sultan of Zanzibar would be fully maintained and his wealth largely increased; and, as the merchants of each country would be able to obtain control of the trade of as much territory as their enterprise entitled them to, no international susceptibilities would be wounded, but all interested would be able to work amicably together.

Those who will reap most benefit if these ideas are carried out are those who first occupy the field worthily; and we will now conclude with wishing success to those who may enter on these great enterprises, which will not only prove commercial successes, but also monuments of the wisdom, philanthropy and enterprise of the merchant princes of the nineteenth century.

Since writing the above, the Sultan of Zanzibar has agreed to the German demands, and Usagara, Vitu and the districts around Kilima Njaro have passed under the German flag, and the admirable port of Dar-es-Salam has been given — together with the buildings erected there by Syud Majid — to the Germans to form a naval depot, although the Sultan has retained the sovereignty of the place.

From what we hear, the Germans intend to enlist native troops, and with rifles and Krupp guns to render themselves paramount in the territories they claim, and at no distant date there will be an opportunity of judging of the capabilities of the Great German Empire as a founder and ruler of tropical countries. The position she has acquired, it is to be hoped, will be used wisely and generously, and not so as to prevent the merchants of other nations from benefitting by the security which may be expected to result from her labours.

As having commanded the fourth expedition in which men of European race visited Usagara, — the previous ones being those of Burton and Speke, Speke and Grant, and Stanley — I may be pardoned if I regret that England has neglected to avail herself of the opportunities afforded her by the toil and risk undergone by myself and my predecessors; but as England has allowed the chance to pass by, I trust that those who have now seized upon it will, as long as they act wisely, generously and justly, have success in their great undertaking.

LA MARTINIQUE EN 1789—1790.

PAR

M. HURARD
Député de la Martinique.

(*Suite*).

VI.

L'ordre se rétablit de lui-même dès que le dernier soldat du régiment de la Martinique eut quitté la ville. Maintenant une nouvelle préoccupation pesait sur Saint-Pierre, celle de voir le général de Vioménil mettre à exécution les articles 31 et 32. La surexcitation des troupes, leurs démonstrations haineuses au départ, tout concourait à augmenter les appréhensions d'une attaque. Quelques dragons fidèles à la cause du Peuple étaient demeurés à Saint-Pierre. L'Hôtel de Ville les envoya en reconnaissance du côté du Carbet. Toute la garde nationale était alors sur pied; la plupart des équipages du commerce étaient descendus à terre, officiers en tête, et s'étaient joints à la garde nationale. La défense se faisait facile. Il y avait quatre mille hommes en armes. On mit des détachements aux portes de chaque district; les marins du commerce gardèrent les batteries.

D'un mouvement fraternel, les capitaines au long cours américains, venus à l'Hôtel de Ville, offrirent le concours de leurs équipages, six cents hommes environ.

Rassurée par l'esprit de la population, la bonne tenue de la garde nationale et le nombre imposant de soldats-citoyens réunis, la municipalité déclina l'offre des capitaines américains en les assurant de la reconnaissance de tous les Martiniquais du Tiers pour leur offre, dont la générosité n'avait d'égale que la spontanéité. La municipalité avait une autre raison de refuser le concours des capitaines américains. Elle tenait par-dessus tout à ne mêler aucun étranger à des querelles intestines.

Le 23 au matin eut lieu l'embarquement de Duboulet et de

Malherbes, à bord des *Deux-Cousines*. Les deux officiers se rendirent de la prison au port, défilant au milieu d'une haie de curieux, que le piquet de garde n'eut pas besoin de contenir. Il semblait que la population recevait satisfaction par le départ des capitaines. Dès que ceux-ci eurent mis le pied sur le pont des *Deux-Cousines*, le capitaine Lacouture donna l'ordre d'appareiller.

Le peuple demeura longtemps sur le quai, suivant des yeux la mâture du navire, qui allait, se perdant dans l'horizon. Puis, lorsqu'elle eut disparu, la foule s'écoula doucement.

Vers le soir arriva une dépêche à l'adresse de la municipalité. La réponse du général de Vioménil à la lettre de Thomasseau. Elle était pleine de menaces.

La voici :

»*Au Fort-Royal, ce 23 février 1790.*

»A la réception, monsieur, de la lettre que vous m'avez fait »l'honneur de m'écrire hier, j'ai assemblé un conseil de guerre, »auquel j'ai exposé les événements qui viennent de se passer à »Saint-Pierre, et dont vous me faites part ; la conduite de MM. *du »Boulet* et *de Malherbes* a été fortement désapprouvée par ce con»seil, et même par MM. les officiers du régiment de la Martinique »qui en faisaient partie, et il a été unanimement décidé que MM. »*du Boulet* et *de Malherbes* devaient être jugés par un conseil de »guerre, avec toute la sévérité que mérite la conduite qu'ils se sont »permis de tenir ; c'est en conséquence, monsieur, de ce résultat »que vous voudrez bien faire part au peuple de Saint-Pierre, que »je vous prie instamment, ainsi que MM. les officiers municipaux, »d'employer les plus vives démarches pour que MM. *du Boulet* »et *de Malherbes* soient rendus et envoyés sur-le-champ au Fort-»Royal, en assurant le peuple de ma part, ainsi que du corps de »MM. les officiers du régiment de la Martinique qui signent cette »lettre avec moi, que ces deux officiers seront jugés et punis avec »la sévérité que mérite tout ce que leur conduite a de condamnable ; »je ne doute pas, messieurs, de tout le zèle et de l'empressement »que vous mettrez, ainsi que MM. vos collègues, à démontrer au peuple »de Saint-Pierre que cette voie, en lui procurant toute satisfaction, ne »soit en même temps la seule qui puisse parer aux malheurs qui pour»raient devenir la suite de cette affaire, et faire abandonner aux »compagnies du régiment de la Martinique, qui suivant les avis »que je reçois n'ont pas encore quitté les environs de Saint-Pierre, »le parti auquel elles paraissent inclinées d'y retourner, dans l'obli»gation où elles se croient de défendre leurs officiers, et éviter

»enfin de plus grands maux, auquels il ne serait peut-être pas en »mon pouvoir de remédier d'une autre manière. Si MM. *du Boulet* »et *de Malherbes* se trouvaient déjà embarqués lorsque vous recevrez »cette lettre, cette circonstance ne doit point empêcher l'effet de »ma demande; vous trouverez sûrement, monsieur, le moyen de »dépêcher vers eux, et de les faire revenir en sûreté.

»J'ai l'honneur d'être, monsieur,

»Votre, etc. etc.

»*Signé:* LE COMTE DE VIOMÉNIL."

Et par tous les chefs des corps et de tous les officiers du régiment de la Martinique.

Sous sa politesse officielle, un peu doucereuse, le style des grands est toujours sec, comminatoire et rempli d'allusions menaçantes. La municipalité comprit tout ce que la dépêche de Vioménil et des officiers du régiment de la Martinique contenait d'espoir de violences contre la ville et contre le Tiers. Elle comprit que Du Buc et les siens avaient en Vioménil un chef du pouvoir exécutif docile, qui, de l'obéissance avec laquelle il avait mené l'affaire du 30 août, passerait avec non moins de docilité, de concert avec les officiers royaux et les troupes soulevées contre la nation, à l'état d'exécuteur des hautes œuvres. Elle avait agi révolutionnairement, à la vérité, en envoyant du Boulet et de Malherbes en France. Mais elle avait en même temps agi légalement. L'Assemblée coloniale avait tant donné de preuves de désobéissance envers l'Assemblée nationale, qu'elle s'était placée elle-même hors la loi. Il était, à ce moment, impossible d'avoir confiance en elle.

La municipalité de Saint-Pierre savait qu'en résistant à la réaction en obéissant aux ordres métropolitains, le Peuple serait avec elle; mais elle savait aussi combien cette Réaction était puissante. La lutte avec un pareil adversaire était presque téméraire. A dix-huit cents lieues de la Métropole, le Peuple allait se trouver isolé. L'amour de la liberté, la foi dans le droit, firent taire toute autre considération.

Thomasseau et le corps municipal résolurent de continuer à agir légalement, et pour le reste de s'en remettre au destin.

On travaillait les troupes royales, c'était certain. Il fallait s'éclairer sur la vérité des faits. Du reste, il fallait prévenir une collision. Les officiers de la garde nationale et le corps municipal rédigèrent la proclamation suivante:

»A l'Hôtel de Ville de Saint-Pierre, le 25 février 1790.

»Braves guerriers,

»Recevez par notre organe l'expression des vœux des citoyens; »votre corps est respectable à leurs yeux, ils connaissent toute »votre bravoure, et la noblesse de vos sentiments, il n'ont donc »pu avoir aucune intention de vous offenser dans la punition qu'ils »ont infligée à MM. *Duboulet* et *de Malherbes;* ces officiers se sont »rendus indignes de ce nom, indignes de vous commander, et ils ont »paru indignes de porter l'habit-uniforme, on les a dépouillés comme »coupables envers la nation, à laquelle tous les uniformes sont consa»crés, sans qu'on ait en vue sous aucun rapport de faire aucune »insulte au corps; nous sommes au contraire tous convaincus que vous »vous réunirez aux citoyens pour punir ces coupables officiers, et »vos camarades qui ont vécu au milieu de nous savent combien »nous leur sommes attachés; que nos intérêts ne sont point diffé»rents des vôtres; si le peuple n'a pas cru devoir les renvoyer au »Fort-Royal, pour être jugés par le conseil de guerre, ce n'est pas »qu'on ne soit certain de la justice éclatante qui aurait été rendue; »mais, braves soldats, il y a un tribunal suprême, celui de l'Assem»blée nationale, auquel les citoyens ont cru indispensable de porter »cette affaire; abandonnez-les donc, braves soldats, à leur jugement, »et soyez pénétrés de cette vérité que nous ne voyons en vous »que des frères, des citoyens comme nous, que l'uniforme qui »vous distingue est sacré pour tous, dans les braves gens qui »l'honorent.

»Nous sommes avec le plus invincible attachement,

»Braves guerriers,

»Vos très humbles, etc., etc.,

»*Signé:* LES OFFICIERS, LES MUNICIPAUX."

Que cette proclamation destinée aux troupes, leur ait été lue, ou que l'autorité supérieure en ait interdit la publicité, peu importe [1]).

Ce qu'il y a de certain, c'est que la nuit du 23 février, à onze heures du soir, une heure après l'extinction des feux, alors que réglementairement tout doit dormir dans les casernes et dans les forts, les officiers royaux parcouraient les chambres du fort Saint-Louis et soulevaient les troupes. A la lueur de la flamme tremblotante des chandelles, fichées dans le goulot de bouteilles vides, ils péroraient devant leurs soldats, leur représentant les différents épisodes du mouvement populaire comme autant d'indices d'une

---

[1]) Les planteurs prétendent qu'elle a été lue; leurs adversaires prétendent que non.

révolution dont l'armée serait la première victime. La populace s'attaquait d'abord aux officiers. Elle s'attaquerait en suite aux soldats. La preuve, c'est que la brillante conduite des deux capitaines pendant la conquête de La Dominique, de Saint-Amant, de la Grenade, de Saint-Eustache, de Saint-Christophe et de Tabago, et encore à la défense de Sainte-Lucie et à l'attaque de Savanah, n'avait pas suffi à les placer au-dessus de toute atteinte.

Si la haine avait été personnelle, elle se serait adressée directement aux officiers. Mais non! la populace s'était ruée sur les uniformes eux-mêmes et les avait réduits en lambeaux. C'était donc bien à l'armée tout entière qu'on en voulait, et l'armée, cette partie honnête et éclairée par excellence de la nation! qui n'a qu'une seule préoccupation, un seul but, une seule ambition: défendre le pays contre les invasions, faire respecter le nom français, et porter au loin la renommée de la Patrie.

Puis venait le tableau des trois cents hommes du régiment de la Martinique, composant le détachement de Saint-Pierre, battant en retraite devant la multitude, la nuit, par ordre, le cœur plein de rage! Puis, c'était l'appel au sentiment guerrier! Les batteries dressées devant le pont, le long de la berge, contre des soldats qui ne tirent point. Et encore, et surtout! la canonnade dirigée contre deux navires appartenant à la marine royale.

Les soldats trompés, entraînés, électrisés, déclarent se ranger contre la bannière du Peuple.

Aussitôt les officiers rédigent une lettre à l'adresse du général de Vioménil:

» Mon général,

» Les grenadiers, chasseurs et soldats du régiment de la Marti-
» nique, venant d'apprendre que le peuple de Saint-Pierre vient
» d'embarquer pour la France MM. du Boulet et de Malherbes, après
» les avoir traînés dans les cachots, et leur avoir fait subir beaucoup
» de mauvais traitements, demandent avec une telle véhémence qu'on
» leur rende ces deux officiers, que les chefs et les officiers de ce corps
» croient que pour empêcher les malheurs qui en seraient les suites,
» il n'est d'autre moyen que de vous prier, mon général, d'envoyer
» aussitôt un bâtiment du Roi à la poursuite de ce marchand, afin
» que ces officiers soient rendus à leur corps, et étant amenés au
» Fort-Royal ils soient jugés par un conseil de guerre sur la nature
» des fautes dont ils seront accusés, ce qui ramènera sans doute le
» calme que nous désirons tous.

» *Au Fort-Royal, le 23 février 1790, à 11 heures*
» *du soir, le régiment assemblé*".

Cette lettre fut couverte de signatures et portée sur-le-champ à M. de Vioménil. Celui-ci ne demandait qu'une chose: paraître avoir la main forcée. Dès qu'il eut pris connaissance de la lettre, il donna l'ordre à M. de Vaugiraud, commandant la frégate *la Gracieuse*, de quitter Fort-Royal, d'aller à la rencontre des *Deux-Cousines* et de ramener MM. Duboulet et de Malherbes.

Le 26, la *Gracieuse* rentrait triomphalement dans le port de Fort-Royal, ramenant les deux capitaines.

Cependant le bruit de cette affaire s'était répandu.

Le corps des officiers du régiment de la Martinique demandait, avec hauteur et menaces, des réparations. Le bataillon de Sainte-Lucie devait se joindre au détachement de Fort-Royal et marcher sur Saint-Pierre.

Mais, à ce moment, Fort-Royal apprend que des îles voisines, instruites de ce qui se passe, des corps de volontaires se forment pour voler au secours de cette ville.

Le 2 mars, en effet, des volontaires accourus de tous les points des Antilles abordent à Saint-Pierre, et du 2 jusqu'au 8 les renforts ne cessent d'arriver.

Devant l'imminence d'une collision terrible, M. de Clugny, le gouverneur de la Guadeloupe, se rendit à la Martinique. Il était accompagné des députés de l'Assemblée générale de cette île et venait s'offrir comme médiateur; de leur côté, les volontaires de la Guadeloupe, qui avaient choisi Coquille-Dugommier pour chef, débarquaient à Saint-Pierre.

La révolte militaire se sentit ébranlée en présence de l'amitié que portaient à Saint-Pierre toutes les Antilles. Aussi, le 3, le conseil supérieur de Fort-Royal crut-il devoir se transporter en corps au fort Saint-Louis pour raviver l'énergie des esprits chancelants. Ce fut M. de la Vigne-Bonnaire, procureur général, qui se piquait d'être orateur, qui se chargea de haranguer les troupes.

Conformément au plan de conduite arrêté par la réaction, de la Vigne-Bonnaire remercia les troupes de ses patriotiques efforts pour conserver la paix et la concorde. Pour achever cette pasquinade, risible si elle n'eût été sinistre, le procureur général s'adressa ensuite aux officiers, à M. de Castella, major commandant, pour les féliciter de leur conduite dans des circonstances aussi critiques que délicates.

Le général de Vioménil prit la parole à son tour. Son discours ne fut pas plus remarquable que celui du procureur général et celui de M. de Castella, qui leur répondit. Les trois augures

jouèrent cette comédie avec l'onction et l'emphase pleine de sensiblerie de Tartuffe séduisant Orgon.

Quelle que fut l'impression produite par la démarche du conseil de Fort-Royal, elle eut moins de force sur les esprits que l'arrivée successive des volontaires et la médiation du baron de Clugny et des députés de la Guadeloupe.

Le régiment de la Martinique, ému de tant de protestations, abandonna la cause royale. Eut-il peur? Céda-t-il au contraire au sentiment de la raison en reconnaissant ses torts? Les deux hypothèses sont admissibles.

Vioménil, les planteurs, l'Assemblée coloniale, les officiers royaux lâchent pied, ne se sentant plus soutenus.

Duboulet et de Malherbes, ramenés avec tant d'ostentation, doivent reprendre piteusement le chemin de France.

Ils s'embarquent cette fois sur la frégate *l'Active*, accompagnés par M. de la Baume, baron de Malves [1]), qui a mission de les remettre entre les mains de l'Assemblée.

Et le 9 mars, le régiment ou plutôt les officiers, demandent la paix, et acceptent de ne plus tenir garnison à Saint-Pierre.

Mais à peine l'émeute militaire est-elle calmée que la création des municipalités vient réveiller avec plus de force les passions surchauffées.

Plusieurs municipalités avaient été formées dans les paroisses où le nombre des patriotes l'emportait. Le Macouba, la Grande-Anse, le Marigot, les Anses d'Arlet, le Diamant, Sainte-Anne, le Prêcheur, la Basse-Pointe Sainte-Marie, avaient élu des officiers municipaux. Le Lamentin et le Gros-Morne avaient éprouvé plus de difficultés. Malgré tout, le Tiers avait remporté la victoire. A Fort-Royal même, le procès-verbal de nomination des électeurs avait été signé par ceux qui y étaient le plus opposés, entraînés par la force irrésistible de la Révolution.

Ce succès de patriotisme mit à son comble l'exaspération de l'Assemblée coloniale et du général de Vioménil. Le retour de M. de Damas était prochain. Le général de Vioménil avait même irrévocablement fixé son départ au 1er avril, que le vicomte de Damas fût arrivé ou non. Comme on ignorait dans quelle situation d'esprit se trouverait M. de Damas à son retour, — tant on craignait l'influence de la métropole! — on résolut d'en finir.

Dans sa séance du 25 février, l'Assemblée coloniale n'avait pu réunir, à cause des troubles, que vingt-cinq représentants de dix

---

[1]) Capitaine-commandant au régiment de la Martinique.

paroisses. De nouvelles convocations de Vioménil réunirent, le 18 mars, trente députés se disants représentants de quinze paroisses sur vingt-sept. Cette Assemblée confirma la décision des colons-électeurs de Paris, en nommant MM. Dillon et Moreau de Saint-Mery députés à l'Assemblée nationale; M. Bellevue-Blanchetière, député extraordinaire, et MM. de Perpigna et Duquesne, suppléants.

Les instructions des députés commencent par ces mots remarquables.

»*Les colonies ne sauraient être considérées comme provinces de* »*l'empire français.* Les colons, il est vrai, étant Français, doivent »y coopérer à la confection des lois; c'est dans ce sens qu'ils »doivent avoir au sein du Corps législatif des représentants avec »voix délibérative. Mais la Déclaration des droits de l'Homme »servant de base à la législation de l'intérieur du royaume, et ne »pouvant convenir au régime intérieur des colonies, dont l'existence »est fondée sur l'esclavage, leurs députés doivent cesser de voter »en commun.

»Les députés de la Martinique doivent donc réclamer *sous la* »*sanction direct du roi*, le pouvoir législatif absolu pour tout ce »que son régime intérieur a de relatif aux esclaves et aux affran»chis. Les premiers sont notre propriété, les seconds tiennent tout »de nos bienfaits. Qui voudrait soutenir pour eux et contre nous »les prétentions de ces deux classes d'hommes?"

»La colonie ne pouvant donc abandonner à la métropole le »droit de faire des lois pour ce qui la concerne, fait de son côté »la même renonciation.

»La France n'est peuplée que de citoyens, les colonies de maîtres, »d'affranchis et d'esclaves; elles doivent donc avoir des lois parti»culières.

»Elles sont de trois sortes: lois générales, qu'elles doivent recevoir »de la métropole; lois particulières, qu'elles doivent faire elles»mêmes; lois relatives au commerce, qui doivent être faites en »commun.

»Les députés déclareront qu'ils renoncent, au nom de leurs com»mettants, à la voix délibérative, se réservant le droit de séance »avec voix consultative, dont ils ne feront usage que pour ce qui »intéressera la colonie [1]."

Suivaient la demande régulière d'ouverture des ports et celle de dégrèvement d'impôt pour le propriétaire.

---

[1]) Jamais le gouvernement de la Commune, dans la tentative d'application de ses théories, n'a été aussi oligarchique; en tout cas, il n'était pas séparatiste.

»Mais les députés, ajoutaient les instructions, s'apercevront que »le *propriétaire foncier est le seul vrai citoyen*, le seul qui doive »prendre part aux affaires publiques. Il n'y a de vrais colons que »ceux qui tiennent à la colonie par les liens de la propriété. Tous »les autres individus qui y sont attirés par l'espoir de faire fortune, »et qui dans cet espoir exercent différents genres d'industrie, ne »sont nullement fondés à réclamer le droit d'y prendre part aux »affaires publiques. Le propriétaire a un grand intérêt à l'ordre, »le second au désordre; le propriétaire est un être utile et le der»nier bien souvent un être nuisible [1]."

La conséquence de ces instructions et de l'application des articles 31 et 32 mettait aux mains de l'Assemblée coloniale un pouvoir immense. Il ne restait plus qu'à voter la conservation de l'ancien régime. Ce qu'on fit.

Ainsi que nous l'avons dit tout à l'heure, on craignait que la manière de voir de M. de Damas ne se fût modifiée pendant son absence! Mais on craignait davantage qu'il ne revînt de la métropole porteur de nouveaux ordres. Afin de parer à cette prévision, Dubuc adressa une lettre des plus pressantes au comte de la Luzerne, ministre de la marine, pour lui demander au nom de la colonie le maintien de M. de Vioménil au gouvernement de la Martinique. Ce dernier avait donné à l'Assemblée coloniale tant de gages de sa servilité, qu'elle tenait à lui. D'un autre côté, Vioménil, dont l'ambition se dévoilait plus accentuée de jour en jour, prévoyant que son maintien pourrait bien être discuté, et peut-être rejeté à Paris, selon le désir du Tiers-Etat martiniquais, s'entourait plus que jamais de certificats constatant sa bonne administration, son zèle pour la colonie et son énergie à comprimer les deux révoltes militaires. La moisson de témoignages élogieux fut ample et propre à contenter le gouverneur le plus timoré. Seulement, il se glissa dans la rédaction de quelques-uns d'entre eux des paroles sèches qui démontraient bien que les planteurs estimaient, malgré tout, le gouverneur à sa juste valeur.

Quoi qu'il en soit, l'homme aux certificats fut enchanté des attestations qu'il reçut. Pour prouver qu'il avait à cœur de se montrer reconnaissant, il se rendit au vœu de l'Assemblée ; il avait promis, au moment où la formation de municipalités fut connue, d'employer le pouvoir exécutif au maintien et à l'exécution des décrets de l'Assemblée coloniale. Ceci était ou à peu près la décla-

---

[1]) Documents officiels.

ration officielle. Au fond les planteurs, d'accord avec le comité intermédiaire, le comité La Thuilerie et l'Assemblée coloniale, cherchaient à faire revivre cette guerre de Vendée noire, qui était tombée si misérablement le 30 août. Le général de Vioménil et les planteurs s'adressèrent cette fois aux mulâtres mécontents. Depuis longtemps on les travaillait, comme quelques mois plus tôt on avait travaillé les noirs. A ce moment, leur concours était acquis à la réaction. Vioménil en profite. L'effectif de la milice des hommes de couleur pouvait monter à sept cents hommes. Vioménil envoie cette troupe à Fort-Royal. On lui donne le fort Saint-Louis pour casernement.

Pour se mieux attacher cette milice, Vioménil donne l'ordre de lui distribuer sept cents rations par jour, aux frais de la ville[1]), tant qu'il lui plaira de la conserver au fort. Il se présente ensuite, parcourt les chambrées, harangue les hommes, et reçoit d'un milicien une branche verte qu'il arbore à son chapeau au lieu et place de la cocarde nationale.

Au Gros-Morne et au Lamentin, il y avait encore espoir de briser le Tiers.

Tandis que les bourgs élisaient sans trop de peine leur municipalité, trois aristocrates, dont l'un a conquis une odieuse réputation par sa haine pour la France[2]), s'étaient mis à la tête du mouvement au Lamentin: le chevalier du Bourck, Saint-Aurin et Lemerle. Résolus à en imposer à la canaille[3]), ces trois meneurs s'étaient rendus à l'Assemblée du Lamentin, armés de leurs épées et de leurs pistolets, suivis de leurs alliés, armés de la même façon. Lorsque les partisans de la légalité voulurent lire les instructions de Saint-Pierre, du Bourck, Saint-Aurin et Lemerle mirent l'épée au clair et le pistolet au poing[4]). Secondés par leurs amis, ils eurent facilement raison des électeurs désarmés, qui, du reste, faute d'avoir le moyen de se défendre, durent laisser la place libre. La réaction put alors facilement élire pour maire un nommé *Renaud* ou *Arnaud*, boucher au Lamentin, qu'elle considérait comme sa créature. Qu'elle considérait!..... parce qu'elle accuse dans les mémoires du temps cet Arnaud d'avoir été l'objet de toutes ses bontés, et d'avoir perdu la mémoire quelque temps après son élévation.

---

[1]) Des gens du Tiers.

[2]) Saint-Aurin. Il a fait partie du comité policier anglais en 1794.

[3]) Le Tiers.

[4]) Documents officiels.

L'élection de la municipalité du Gros-Morne fut également grosse d'orage.

C'était un M. de Soter, qui en 1794 fit partie du comité anglais de recherches des habitants de l'île partisans de la domination française avec Du Buc fils et Saint-Aurin, qui menait la partie au Gros-Morne. Ses provocations étaient si violentes qu'elles ameutèrent la population. Soter ne s'ébranla pas pour si peu. Il demanda et obtint de Vioménil une garnison de quatre cents hommes, à charge par lui de la nourrir. L'arrivée de ce détachement exaspéra les esprits. Quelques habitants du Lamentin, environ deux cents hommes, s'armèrent et investirent alors les habitations. Mais au bout de trois jours cette troupe dut lever le siège, devant la défense formidable des assiégés. Cette affaire du Gros-Morne ne se bornait pas, d'ailleurs, à l'action de M. de Soter. Tous les planteurs avaient armé leurs esclaves et leurs représentaient le Tiers comme un ramassis de voleurs et de brigands. Une lettre, que nous rencontrons dans les *Documents officiels*, raconte d'une manière typique ce qui se passait alors :

»J'appelais tous les nègres, et en leur distribuant des couteias, »je les exhortai à nous défendre et à massacrer sans miséricorde »tous les brigands qui se présenteraient pour nous nuire. Ils me le »promirent avec un zèle et une apparence de courage dont je fus »satisfait. Nous sortîmes enfin de cette fâcheuse position, et les »honnêtes citoyens du Fort-Royal, ayant envoyé message sur mes»sage à Guignod, pour le prier d'y rester ; il y retourna accom»pagné du chevalier : plusieurs confédérés s'y rendirent aussi."

Lorsque Guignod et les confédérés se retirèrent, la population était terrifiée. Cette troupe de quatre cents hommes, ces renforts envoyés par le Comité La Thuilerie, ces noirs trompés, armés de coutelas, prêts à signer au Gros-Morne la préface du Boccage, constituaient le plus terrible des épouvantails. Aussi le jour de l'élection venu, la réaction put-elle élire en toute sécurité son candidat, M. de la Tachère [1]).

A Sainte-Marie, le chevalier Le Vassor de Bonneterre, le même qui avait protesté contre les illégalités de l'Assemblée coloniale, en même temps que les députés du Tiers, résista d'abord à la pression exercée par le parti Grands Blancs. Vioménil et le Comité avaient bien senti que, de son côté, il y avait peu de chose à faire. Néanmoins, *sur l'avis du gouvernement* [colonial] [2]), *vingt habitants*

---

[1]) Tascher de la Pagerie.

[2]) Documents officiels. Détail fidèle et succinct de ce qui s'est passé à la Martinique. *Cette pièce est un panégyrique du parti Planteur.*

sages, mais fermes, se transportèrent à Sainte-Marie; ils s'y rendirent bien armés. Mais Le Vassor de Bonneterre était si aimé, sa conduite irréprochable lui avait fait tant de partisans, que les vingt habitants armés n'osèrent bouger.

Le chevalier du Bourck se livrait à une propagande effrénée à travers l'île C'était lui qui mettait les armes à la main aux gens trop confiants. Mécontent d'avoir échoué à Sainte-Marie, il essaya de prendre sa revanche à la Grande-Anse.

Comme il quittait Sainte-Marie pour se rendre dans cette dernière localité, son départ et le but de son voyage furent signalés. Il avait cependant ordonné à son escorte de voyager sous bois, précisément pour éviter tout arrêt. Lorsque du Bourck arriva chez Montrose, autre planteur très actif, à la Grande-Anse, Chateaugué [1]) était prevenu, et la milice qu'il avait sous ses ordres était sur pied. Bien en prit à ce brave officier, car à peine arrivé chez Montrose, du Bourck, de concert avec ce dernier, arma cent nègres pour tenter un coup de main sur la Grande-Anse. L'activité de Chateaugué préserva le bourg.

Mais la campagne était rudement menée.

Le chevalier du Bourck instruisit Vioménil de l'impasse dans laquelle il se trouvait. Vioménil lui envoya une compagnie de chasseurs. C'est ce qu'il appelait faire exécuter les décrets de l'Assemblée coloniale.

D'un autre côté, du Bourck avait prévenu vingt de ses camarades qui était demeurés au Gros-Morne. L'un d'eux, La Chapelle, fit sonner le tocsin. Les noirs et les mulâtres, conduits par les planteurs, se mettent en marche. Ils forment sous la Trinité un camp de deux mille sept cents hommes, séduits, aveuglés; les troupes des planteurs demandent qu'on les conduise à Saint-Pierre: leur ardeur pour le pillage et l'assassinat est telle que leurs chefs doivent la modérer. C'est au milieu de cette troupe que du Bourck, échappé à la vigilance des sentinelles de Chateaugué, tomba deux jours après. A la vue des dispositions des soldats dont disposait son parti, il éprouva un plaisir délicieux, et des larmes furent la seule expression de sa joie [2]).

---

[1]) M. de Chateaugué, ancien officier des vaisseaux du roi, chevalier de Saint-Louis, était très lié avec Le Vassor de Bonneterre. Comme lui, il avait embrassé la cause du Tiers. Il était réputé comme l'un des plus riches et des plus vertueux colons de l'île. Il fut assassiné quelque temps après par ordre du comité la Thuilerie, lorsqu'on annonça l'approche des forces nationales.

Ils firent assassiner (les planteurs) M. de Chateaugué. Ils craignaient sa franchise austère et éloquente qui les avait gênés si souvent. (Mémoire du général Coquille-Dugommier).

[2]) Documents officiels.

Enfin, les officiers municipaux de Fort-Royal avaient dû prendre la fuite. La réaction put, à sa manière, procéder à de nouvelles élections en conformité avec les fameux articles 31 et 32. Un détachement de grenadiers et de chasseurs du régiment de la Martinique, une foule de gens de couleur (parti planteur) armés devaient assurer la tranquillité de cette assemblée élective.

Cependant M. de Damas était arrivé le 26.

Il n'était pas encore débarqué que les membres du comité La Thuilerie l'entourent. Le lendemain l'Assemblée coloniale réclame de sa part la sanction de ses actes. Damas demande le temps d'examiner les faits. On insiste. Il résiste.

Le surlendemain les sollicitations recommencent. Damas cède.

Saint-Pierre, le Tiers-Etat, tout ce qui est Français s'émeut. En présence de l'orage qui gronde, Saint-Pierre réclame du secours auprès des îles voisines, en cas d'attaque.

Dans la nuit du 5 avril, Damas tombe malade. Il est fou ou du moins il a perdu la tête.

A chaque instant il se trouve mal; le moindre bruit le fait tomber en convulsion. Singulière maladie, à l'aide de laquelle les médecins pourraient, sans doute, reconstituer la vie quotidienne d'un gentilhomme de cette époque.

Vioménil était sur son départ, et *sans pouvoir*, une lettre du comte de la Luzerne le rappelait en France. N'importe, il convoque un tribunal extraordinaire, composé des membres du Comité intermédiaire de l'Assemblée, du procureur général au Conseil, des officiers de la sénéchaussée. Sur le rapport officieux du médecin du roi, concernant la maladie du gouverneur, le tribunal extraordinaire nomme pour le remplacer, en dépit des ordonnances, le général Damoiseau, directeur du génie et des fortifications, *maréchal de camp non employé*, dont les principes d'aristocratie bien connus constituent une garantie pour les planteurs.

La situation était si tendue que le baron de Clugny fit, une seconde fois, le voyage de Guadaloupe à la Martinique, suivi d'une députation des représentants de l'Assemblée guadeloupéenne, pour offrir sa médiation entre le Tiers et les Planteurs.

Le 10 avril, au moment où M. de Clugny mit pied à terre à la Martinique, Depontevez, commandant la station, voulut s'opposer au débarquement de ce gouverneur. De Clugny force la consigne. Depontevez proteste, arguant des ordres qu'il a reçus. Indigné, de Clugny se rend droit au gouvernement et force la porte du cabinet de Damoiseau, comme il a forcé l'entrée du port.

— Me prenez-vous donc pour un chef de conjurés! s'écrie t-il en

s'adressant à ce général; je devais penser que vous m'auriez fait l'honneur de m'écrire pour me consulter sur des mouvements aussi importants, qui, bien loin de calmer les têtes, n'auraient servi qu'à les échauffer. Je suis venu à la Martinique par le droit que j'ai d'y exercer le commandement général, et comme médiateur entre les colons divisés. Les habitants des îles voisines se rendaient de tous côtés à Saint-Pierre; j'ai dû m'y porter pour calmer l'effervescence d'une jeunesse bouillante qui ne connaît plus l'autorité à laquelle elle était autrefois soumise, et sur qui la raison et la confiance seules ont des droits..... Je vous prie de faire retirer les troupes que vous avez envoyées à la Case-Pilote et à la Case-Navire. Vous m'aviez promis que vous ne distribueriez plus d'armes dans la campagne. La prodigieuse quantité qu'on en voit passer effraye à juste titre... Travaillons de concert à ramener la paix dans la colonie; c'est le véritable moyen de bien mériter du Roi et de la Nation.

Ce langage était trop doux pour être entendu. Malgré de Clugny, malgré les députés de la Guadeloupe, l'Assemblée repousse toute idée de conciliation. Elle persiste à soumettre les paroisses de l'île à l'exécution de ses décrets; elle consent seulement à ne pas s'occuper de Saint-Pierre.

Faux-fuyant habile, par lequel elle consommait l'ostracisme de Saint-Pierre, tenait à sa merci les paroisses qui ne voulaient point reconnaître pour légaux les articles 31 et 32.

Le 28 mai, la frégate *la Blonde* entrait dans le port apportant les décrets des 8 et 28 mars.

Les colonies faisaient enfin partie de l'Empire français!

VII.

Un instant, les décrets des 8 et 28 mars parurent avoir anéanti les espérances de la réaction.

Aucune autorité ne s'opposait à la joie populaire. La censure elle-même se taisait, si bien que, le 2 juin, on donna au théâtre de Saint-Pierre *Charles IX*, dont la représentation n'avait jamais été autorisée sur cette scène.

Le lendemain, 3, tombait la Fête-Dieu.

La procession, selon la coutume, parcourut la ville.

Tout à coup, comme elle rompait ses rangs, un mulâtre appartenant au parti planteur, s'approche d'un petit nègre, tambour de

la procession qui, fier de sa liberté d'un jour, agitait joyeusement le panache qui ornait son chapeau et battait sur sa caisse d'un air délibéré.

Le mulâtre se plante devant l'enfant; il lui arrache son panache et le foule aux pieds avec dédain.

— La procession des manants est finie, s'écrie-t-il, tu ne dois plus le porter.

L'enfant crie, pleure, s'emporte.

Un jenne homme, un petit-blanc, a vu la scène, il se précipite au secours de l'enfant. Le mulâtre, plus fort que le petit-blanc, le prend au collet et, criant aux armes, il l'entraîne du côté du fort, gardé par des gens de couleur dévoués à l'Assemblée.

En un clin d'oeil, les partisans des Grands Blancs, armés de sabres, entourent les quelques jeunes gens de la ville accourus au secours du défenseur du petit noir.

Au même instant un coup de feu éclate, et tue un nommé Fournier qui s'empressait pour calmer les esprits. Cinquante mulâtres aristocrates, commandés par Duffau ou Duffan, paraissent. La fusillade commence. Les coups de mousquet partent d'abord isolés. Une balle fracasse le bras de Duffau, l'officier de la milice de couleur. Il tombe. Sa chute est le signal de la boucherie. Dans les rues, sur les places, des fenêtres des maisons, on se fusille à bout portant.

A travers le sifflement des balles monte un cri, cri terrible : Tue! Tue! Aux armes!

Soixante hommes du brick *le Lutin* descendent à terre. Ils joignent la milice de couleur, et tous ensemble se ruent sur les Petits Blancs et les gens de couleur.

Au plus fort de la bataille, des hommes du Peuple s'emparent de Duffau, qui cherchait un refuge. On le traîne à la lanterne. Il confesse son crime pour avoir la vie. Il déclare que la milice de couleur est soudoyée par les planteurs; sa confession accroît la fureur du peuple. On le hisse, on le pend!

Cependant, les aristocrates ont l'avantage des armes. Ils fondent sur la foule, chargent à la baïonnette, et, quand leur baïonnette est tordue, ils assomment à coups de crosse.

Les uns parcourent les rues, les autres fouillent les maisons. Tous pendent.

La nuit arrêta le massacre.

Les noirs et les mulâtres, soulevés par les planteurs, se répandent alors dans les campagnes et portent partout la terreur. Sous leurs coups redoublés tombent les Petits Blancs, les noirs et les mulâtres coupables de croire que la légalité se trouve du côté de l'Assem

blée nationale, et outrés des vexations quotidiennes dont ils sont l'objet.

Les districts s'étaient rassemblés tant bien que mal à Saint-Pierre. Les habitants de la ville, les patriotes reprennent alors l'avantage.

Afin d'éviter le massacre des assaillants, la municipalité promet une prompte justice.

Sur-le-champ on crée une Chambre prévôtale, composée d'un grand-prévôt, d'un procureur du roi et d'un greffier.

Puis, Thomasseau écrit lettre sur lettre au général de Damas, qui remis de sa maladie avait repris les rênes du gouvernement. Il le prévient que le mulâtre Isaac, réfugié à Fort-Royal, est l'émissaire des planteurs. Damas se contente de répondre qu'Isaac n'est pas à Fort-Royal. Les autres lettres du maire restent sans réponse.

Cet isolement, après l'émeute, devenait lugubre.

La sanglante émeute du 3 juin, malgré les morts, n'était qu'une échauffourée.

Jusqu'au 7 au soir, Saint-Pierre subit l'angoisse de l'incertitude. Des bruits effrayants, des bruits d'assassinats, d'incendies dans les campagnes, d'atroces vengeances commises contre les gens du Tiers, arrivaient jusqu'à lui. Cette ville si gracieuse, de riante qu'elle était, avait l'air d'une nécropole dont les cadavres se seraient subitements animés.

Le 8, Thomasseau reçut de Damas l'ordre suivant:

»Il faudra désarmer tous les particuliers. On arrêtera ou on »conduira au fort Bourbon, avant deux ou trois heures après »midi, tous ceux en qui la municipalité n'aura pas confiance; »l'état en sera dressé entre le maire et le commandant de paroisse. »Ils seront conduits par *un détachement de gens de couleur*, enfermés »dans les casemates, où ils resteront jusqu'au retour des troupes »et milices au Fort-Royal. Les armes qui seront prises chez eux, »ou qu'on les obligera de remettre à la municipalité, seront déli»vrées aux milices qui en manqueront, à la charge de les remettre »à leur retour."

Thomasseau refusa d'exécuter un ordre aussi tyrannique.

Damas fit savoir qu'il marchait sur Saint-Pierre.

L'*Illustre*, une frégate et deux brigantins devaient attaquer Saint-Pierre par la mer: deux bataillons du régiment de la Martinique, soutenus par toutes les milices bien pensantes, devaient donner l'assaut du côté de la terre.

Thomasseau alors se prodigue. Il visite tous les postes, et à force

de prière obtient des chefs de ne point commander le feu, d'empêcher de tirer un coup de fusil sur les assaillants: il connaît si bien ses adversaires; il sait si bien qu'ils ne demandent qu'un prétexte, une apparence de prétexte pour mettre Saint-Pierre à feu et à sang.

Le 9, l'armée royaliste entra dans la ville.

Jamais état de siège plus épouvantable. Du 10 au 14, les rues sont gardées par l'artillerie mise en batterie; deux cents notables, sous peine d'être *notés comme perturbateurs*, signent trois adresses, de force! Ils se retirent consternés.

Jour et nuit, les canonniers veillent auprès de leur pièces, mèche allumée.

Le 13, le régiment est distribué dans tous les quartiers de la ville.

Le même jour un officier du régiment de la Martinique, M. Lambert, écrit à un de ses camarades: »Notre uniforme est vengé, mon cher ami, nous sommes au milieu de Saint-Pierre."

Alors la proscription s'étale dans toute son horreur.

Legs terrible de la gestion Vioménil.

A cette date du 15 juin commence le gouvernement du vicomte de Damas.

HET KONGSIWEZEN VAN BORNEO.[1])

EENE VERHANDELING

over den

GRONDSLAG EN DEN AARD DER CHINEESCHE POLITIEKE VEREENIGINGEN IN DE KOLONIËN,

met eene Chineesche Geschiedenis van de Kongsi Lanfong,

DOOR

Dr. J. J. M. DE GROOT,
Tolk voor de Chineesche taal bij het Gouvernement van Nederlandsch-Indië.

Uitgegeven door het Koninklijk Instituut voor de Taal-, Land- en Volkenkunde van Nederlandsch-Indië. 's Gravenhage, MARTINUS NIJHOFF, 1885.

En Novembre de l'an 1884 les journaux de Java mettaient en émoi les autorités et la presse Néerlandaises par la communication qu'un des contrôleurs Néerlandais à Bornéo avait été massacré par la population Chinoise à Mandor. L'organe officiel du Gouvernement des Indes-Orientales Néerlandaises, la *Javasche Courant,* rapportait que l'administration de la Kongsi *Lanfong*, ayant été solemnellement rendue au Gouvernement Néerlandais le 3 octobre 1884, le contrôleur J. C. Rijk avait été installé à *Mandor* sans la moindre résistance de la part de la population Chinoise; mais que le Résident reçut quelques jours plus tard la nouvelle que le contrôleur Rijk, ainsi que quatre ou cinq gensdarmes natifs, avaient été massacrés le 23 octobre par les Chinois. Une reconnaissance militaire faite

[1]) L'organisation des Kongsi à Bornéo: Traité des bases et de la nature des associations politiques Chinoises dans les Colonies, avec une histoire chinoise de la Kongsi Lanfong, par le docteur J. J. M. de Groot, interprète Chinois près du gouvernement des Indes Orientales Néerlandaises. Publié par l'Institution Royale pour la Philologie, la Géographie et l'Ethnographie des Indes Orientales Néerlandaises. La Haye, Martinus Nijhoff, 1885.

par le Résident, le commandant militaire, quelques officiers et une cinquantaine de soldats, immédiatement organisée, ne put que constater que l'insurrection avait déjà pris de considérables dimensions, et que, en effet, le district entier de *Mandor* s'était soulevé contre le gouvernement Néerlandais.

Comme d'ordinaire, sans s'informer des causes secrètes qui avaient pu tourner, en quelque semaines, une population jusqu'alors très fidèle au Gouvernement, en une bande insurrectionnelle, on organisa une expédition militaire vers Mandor, qui réussit à étouffer dans le sang et les flammes le mouvement populaire organisé par les habitants Chinois du District.

Ce n'était, du reste, pas la seule expédition que le Gouvernemeut Néerlandais avait jugé nécessaire contre les Chinois de Bornéo, et plus spécialement contre les soi-disantes Kongsi ou petites républiques Chinoises, établies sur la côte occidentale de cette grande île. Depuis 1822 plusieurs expéditions furent dirigées contre les Chinois de Bornéo, et ce ne fut qu'en 1854 que le Lieutenant-Colonel Andresen réussit à détruire complètement l'existence de ces colonies Chinoises, non sans une résistance opiniâtre de la population qui, maintefois, montrait qu'elle possédait au plus haut dégré ce courage martial qu'on se plait toujours à dénier aux Chinois.

Pour bien pouvoir comprendre la raison de ces expéditions sanglantes et coûteuses, il est nécessaire d'abord de jeter un coup-d'œil rétrospectif sur l'établissement de ces colonies Chinoises sur la côte occidentale de Bornéo.

Il y a un siècle, la compagnie des Indes Orientales n'exerçait qu'une suprématie nominale dans ces parages. Elle n'avait jamais pris possession réelle de l'île, et la seule prétention qu'elle aurait pu faire valoir étaient les contrats d'amitié conclus avec les soi-disants souverains malais de la côte occidentale. Par conséquent, le terrain était vierge et ouvert au premier venu. Or, pendant le règne du Sultan Oumar Alamoudin, une jonque Chinoise jeta l'ancre dans la rade de *Sambas*, et l'équipage Chinois, pâle et épuisé par la misère subie pendant une longue et pénible traversée, se rendait humblement vers le palais du Sultan et réclamait de sa magnanimité une petite portion de son territoire pour s'y établir, en s'assujettant à sa domination. Le sultan leur assigna comme domicile le district de *Larah*, et bientôt la première colonie chinoise fut suivie par d'autres qui, également, reçurent la permission de s'y établir, et que le sultan reconnut bientôt être des sujets très fidèles et très commodes, payant leurs impôts régulièrement et contribuant, par leur travail assidu et indéfatigable, d'une manière

considérable à la prospérité du pays. Ils organisaient l'exploitation des riches mines aurifères, défrichaient les forêts vierges, organisaient la culture du sol, construisaient des routes pratiquables et changeaient en quelques années complètement l'aspect du pays.

Ils montrèrent un grand savoir-faire dans leur commerce avec la population indigène Dajak, avec laquelle ils s'entremarièrent et engendrèrent des enfants qui, ressemblants plutôt à leurs pères Chinois qu'à leurs mères Dajaks, promirent de devenir des sujets bien plus paisibles et commodes que les Dajaks-mêmes. Mais la tirannie et la soif insatiable de richesses du Sultan, devait, à la fin, même lasser la patience Chinoise. Voyant, qu'en quittant leur patrie, ils avaient non-seulement changé de maître, mais avaient même trouvé un maître plus exigeant, que celui qu'ils avaient quitté en Chine, ils résolurent de s'emparer eux-mêmes du pays.

Une grande fête Chinoise, où la population entière était conviée, fût organisée; et pendant la liesse de cette fête, une embuscade de Chinois se jetait sur les indigènes qu'elle massacrait impitoyablement, s'empara du Benteng ou du fort indigène, et se déclara dès ce jour indépendant du Sultan. On le voit, les Chinois ne faisaient ce que nous autres Européens ont fait partout, tant en Occident qu'en Orient, c'est-à-dire enlever aux mains incapables des souverains natifs un pouvoir qu'ils n'exerçaient que pour le malheur de leurs sujets opprimés. Les tentatives faites par les souverains malais pour reconquérir leur domination perdue restaient infructueuses, et enfin, en 1818, le Sultan Abou-Bakar-Tadjoudin résolut de faire un appel au gouvernement Néerlandais à Java.

Quoique les souverains malais de Bornéo ne se fussent jusqu'alors pas tenus le moins du monde à leurs obligations contractées avec le gouvernement Néerlandais, on n'hésita cependant point à y satisfaire soi-même en envoyant à leur secours une expédition militaire qui réussit à établir une espèce de repos factice et de compromis. En 1826 la grande guerre de Java mit fin à notre intervention, et ce n'était qu'en 1850 que les hostilités furent reprises par le gouvernement Néerlandais, pour finir en 1854 avec l'extinction complète de l'indépendance des républiques chinoises, et l'établissement définitif de l'hégémonie Néerlandaise. — Les sultans malais n'avaient fait que changer de maître. — Cependant, en reconnaissance des services rendus à notre gouvernement par la Kongsi Lanfong dans le district de Mandor, qui s'était jointe à nous dès le principe, on lui accordait son indépendance jusqu'à la mort du kapthaï Liou A-sin, chef de la Kongsi Longfan. Ce dernier étant décédé en septembre 1884, le gouvernement

Néerlandais prit possession immédiate de son territoire, ce qui amenait la révolte que nous avons mentionnée au début de notre article.

Or, quelle était la cause de cette insurrection inattendue? Le livre de M. de Groot nous en donne la raison, et ses considérations explicites nous montrent encore une fois, combien de fois nous avons commis les plus grandes fautes politiques et économiques dans notre gouvernement des Indes orientales, faute d'une connaissance spéciale de la situation, fautes qui ont entraîné des pertes pécuniaires importantes et ont coûté le sang de tant de braves soldats, dont les actions héroïques sont ensevelies dans l'oubli d'une guerilla obscure.

Pour les personnes étrangères à la langue chinoise, la première question, en parcourant le livre de M. de Groot, sera «qu'est-ce que c'est qu'une *Kongsi*". Le mot est chinois, et tellement intraduisible, que partout, dans nos colonies, on l'a retenu et employé sans le traduire. Selon sa composition il signifie littéralement «Administration publique", mais cette version ne donne qu'une faible idée de la nature d'une Kongsi, qui réunit en elle les éléments d'une compagnie commerciale ou industrielle, investie d'une autorité municipale et administrative, et ayant quelquefois même des pouvoirs judiciaires et politiques. Elle ressemble dans son organisation, le plus à l'ancienne East-India Company ou à l'ancienne Compagnie des Indes Orientales Néerlandaises; et, en effet, le mot Kongsi est employé par les Chinois de Canton comme désignation de l'ancienne East-India Company anglaise.

La grande différence cependant entre nos compagnies orientales et les Kongsi chinoises est que les premières dépendaient toujours de la mère-patrie, dont elles recevaient les ordres, tandis que les Kongsi chinoises sont parfaitement indépendantes de la mère-patrie et même entre-elles.

Elles sont nées des associations rurales et villageoises qui font la base de la constitution politique de la Chine, et qui ont été admises, reconnues et respectées par tous les souverains chinois, fussent-ils indigènes ou étrangers. Ces associations sont absolument républicaines, et font un contrepoids sûr et réel contre l'autocratie du souverain. A feu M. Bazin appartient le mérite d'avoir donné, le premier, une description étendue de ces associations, sous le titre de «Recherches sur les institutions administratives et municipales de la Chine". [1])

---

[1]) Journal asiatique. Cinquième série. Tom III. 1854.

Le gouvernement en Chine est, sous tous les rapports, un gouvernement patriarchal, de telle sorte que l'empereur de la Chine n'est considéré que comme le père du peuple entier, de même que le père de famille est lui-même chef de sa famille. Toutes ces familles ou ces clans réunis forment le royaume, et c'est avec raison que l'Empereur Young-tching[1]) dit dans son commentaire de l'Edit sacré (chapitre III): «Le royaume entier est un aggrégat de communes". Dans le 15e chapitre, il insiste particulièrement sur la conservation des institutions communales un peu négligées de son temps, et qu'il considérait comme d'un appui important et nécessaire du gouvernement impérial. Dans le 3e chapitre il dit expressément «qu'il est d'urgence que dans chaque village les pères, les anciens forment un corps indissoluble avec les membres de famille plus jeunes."

En effet, on distingue à la Chine la famille naturelle de la famille civile.

La famille civile comprend tous les individus qui habitent sous le même toit, et qui est gouvernée par le père, qui porte le titre de *Kia-tchang* ou chef de famille. Par conséquent, le chef de la famille naturelle est toujours le kia-tchang ou le chef de la famille civile. Cette famille consiste en général en :

1° sa femme;

2° ses enfants;

3° ses parents ou alliés, s'ils vivent chez lui;

4° ses domestiques (Kia-jin), c'est-à-dire les individus, sans distinction de sexe, qu'il peut acheter et qui forment une partie intégrante de la famille naturelle;

5° enfin, tous ceux dont il a loué pour un temps le travail ou les services.

Plusieurs de ces familles réunies forment une association ou une communauté dont, dans la haute antiquité, la moindre était de cinq familles et la plus nombreuse celle de douze mille cinq cents[2]). «On trouvait une grande utilité, un grand avantage dans cette «union des familles," remarque M. Bazin, «et l'on regardait la loi «qui la prescrivit comme une de ces lois fondamentales qu'on ne «peut abroger. Universelle, obligatoire pour tous, on ne s'étonnera «point qu'elle ait subsisté jusqu'à l'an 742 après J. C., époque à «laquelle on promulgua un édit qui autorisait les associations de «quatre et même de trois familles."

---

[1]) Prince Mantchou qui régna en Chine depuis l'an 1723 jusqu'à l'an 1736.

[2]) E. Biot, le Tcheou-li ou Rites de la dynastie des Tcheou. Vol. I, p. 211.

Le résultat de cette loi a eté que, autant que possible, les familles portant le même nom de famille, se sont réunies en association, et, comme M. de Groot remarque très-bien (p. 82): le voyageur en Chine est toujours frappé du fait, que presque tous les habitants d'un village chinois portent le même nom de famille. Ceux qui portent un autre nom sont rares et proviennent généralement de la circonstance que p. e. le beau-fils d'une famille, ne trouvant pas suffisamment d'entretien dans son propre village, soit venu s'établir dans le village de sa femme.

Naturellement la population d'un tel village est divisée en plusieurs branches de famille, originairement d'une même souche. Or, si une de ces branches obtient la prépondérance, soit par sa force numérique, soit par son opulence, soit par ses talents supérieurs, le chef de cette famille deviendra naturellement le chef de la bourgade entière,

Dans les premiers temps de l'histoire chinoise, ce chef était, selon l'opinion de M. Bazin, nommé par le souverain; et selon ses recherches, ce n'est que sous la dynastie actuelle, ou peut-être sous la dynastie immédiatement précédente, que ce chef était nommé par voie d'élection.

Nous ne sommes pas entièrement de l'avis de M. Bazin. Même aujourd'hui l'élection d'un chef de village a lieu sans lutte élective signalée; en général l'opinion publique a désigné, plusieurs années à l'avance, la personne digne de succéder au chef de village décédé ou abdiquant; et nous avons plusieurs raisons de croire que, dans les premiers temps de l'histoire chinoise, le souverain ne faisait que ratifier le choix fait par la commune elle-même de son chef.

Aujourd'hui, nous dit M. de Groot (op. cit. p. 84) le nouveau chef de commune est choisi par voie d'élection, pour laquelle l'époque est assignée par les anciens et les notables quelque temps d'avance par des affiches. L'assemblée est tenue dans le temple des ancêtres, c. à d. dans le temple où les âmes des villageois défunts, représentées par des tablettes en bois, sont domiciliées.

On ne trouve dans les villages chinois aucun officier nommé par le gouvernement impérial. La police et le gouvernement municipal y sont exercés par des officiers municipaux, choisis par les Kia-tchang ou chefs de famille, nommés respectivement *Pao-tching* et *Li-tchang*. D'après le code de la dynastie actuelle (art. 93) le chef du district, *Hien-Kouan*, ne fait que *partager* avec le *Li-tchang*, ou l'officier municipal, la charge de l'administration agricole. C'est le *Li-tchang* qui, comme représentant du chef de District, dirige et surveille les travaux des habitants auxquels il communique les

ordres et les instructions du premier magistrat. Le *Li-tchang* annonce encore au *Tchi-hien* ou «Gouverneur du District" l'ouverture et la clôture des moissons. Chaque année, cet officier municipal convoque l'assemblée des *Kia-tchang* (chefs de famille) pour fixer le jour de l'ouverture et le jour de clôture. La publication, faite par le *Li-tchang*, de la clôture des récoltes est d'une importance extrême à la Chine, car elle fixe l'époque à partir de laquelle les collecteurs de taxes et les cultivateurs sont tenus, les premiers, de percevoir, et les seconds, d'acquitter les contributions payables en nature, d'après les dispositions de l'article 119 du Code actuel.

La police rurale appartient, dans chaque commune, au *Li-tchang* et au *Kia-cheou* (choisis par les *Kia-tchangs* où chefs-de-famille). Ces officiers, qui ne reçoivent du conseil municipal aucun salaire, ancune rétribution, sont chargés de veiller à la conservation des récoltes, des fruits de la terre, à l'entretien des haies, etc.

Le *Pao-tching* est chargé de la police administrative dans la commune; il est chargé du maintien de l'ordre public, du maintien des mœurs et du maintien des rites. Il apaise les rixes, arrête les voleurs ou les criminels, fait construire des corps de garde et, dans l'intérêt de la commune, il peut ordonner des corvées aux habitants, dont les riches cependant peuvent se racheter au moyen d'une petite rétribution.

Il est également chargé de la surveillance des maisons de jeux et des bordels, et a le droit d'expulser de la commune un jeune homme dont la conduite est devenue scandaleuse. Enfin il veille contre les abus que font les sorciers et les magiciens de la crédulité de la population.

Mais ce qui est de plus grande importance encore, c'est que les officiers municipaux se chargent eux-mêmes de la perception des taxes et impôts, tant en argent qu'en nature[1]).

Connaissant à fond l'état de chaque habitant, ils sont parfaitement en mesure de juger de ce que chacun peut contribuer, ce que ne sauraient faire des agents nommés par le gouvernement; de

---

[1]) Dans le Code actuel, Section 83, on trouve le texte de la loi municipale qui fut promulgée par le fondateur de la dynastie de Ming:

„En quelque lieu qu'on habite, dans chaque commune formée de la réunion de cent familles civiles, les chefs des familles s'assembleront et nommeront un *Li-tchang* (maire) et dix *Kia-cheou* (officiers auxilliaires), pour remplir, pendant l'année, les fonctions municipales, qui seront obligatoires. Ils sont chargés de la perception des impôts, soit en nature, soit en argent, et conduiront et dirigeront les affaires publiques. . . . . Les veillards, auxquels on doit toujours donner la préférence, seront choisis parmi ceux qui sont natifs du pays, parmi les plus avancés en âge et les plus respectables, à cause de leurs vertus. Dans le nombre des éligibles, qui pourront être appelés par le peuple aux fonctions municipales, ne seront point compris les officiers du gouvernement, civils ou militaires, qui se trouveront en retraite ou en congé, ni les individus qui auront été convaincus de crimes ou de délits. (Bazin, op. cit. Journal asiatique, 1854 p. 25—26).

sorte, qu'en général, l'imposition du fisc est plus équitable en Chine que chez nous, où les bases des impôts sont très arbitraires et frappent en général la classe moyenne qui fait l'élément constitutif de l'état. En même temps cette mesure décharge l'état d'une grande responsabilité, et simplifie énormément les frais de perception.

L'autonomie des villages, rigoureusement respectée par le gouvernement impérial, est même conservée dans les villes, quoiqu'elle n'y soit pas aussi accentuée, parce que les villes sont le siège des officiers du gouvernement impérial. Cette autonomie des communes était et est encore aujourd'hui en Chine une nécessité absolue, car, comme le remarque M. de Groot (op. cit. p. 101) un empire colossal, contenant des centaines de millions d'habitants, différant entre-eux et par la langue, et par les mœurs et coutumes ne pourraît être soumis à un même gouvernement que par la coopération volontaire des différentes communes.

Or ce résultat est obtenu par la concaténation de ces petites républiques villageoises qu'on nomme la Chine. Les mandarins ne gouvernent le peuple que par l'intermédiaire des chefs de commune, que le peuple choisit lui-même; ils perçoivent par leur intermédiaire les impôts, qui ne sont nulle part vexatoires, et n'interviennent dans le gouvernement des communes que dans les cas de querelles intestines, préjudiciables à la paix publique. (De Groot, op. cit. p. 102).

De cette indépendance républicaine de la commune à la Chine résulte un autre fait. C'est que tous les bouleversements politiques, tous les changements de dynastie qui ont agité la Chine, n'ont jamais atteint les bases de la société. N'importe quelle dynastie, quel souverain se soit établi sur les ruines de la dynastie précédente, tous ont commencé par reconnaître et par perpétuer l'autonomie de la commune[1]).

De là une parfaite insouciance de la population pour celui qui tient le sceptre de la Chine. Pourvu qu'on ne touche pas à sa liberté communale, elle se soumet volontièrement au nouveau souverain.

Mais, en revanche, elle mourra pour le maintien de ses institutions municipales et les défendra, d'abord par une opiniâtreté passive, qui souvent finit par lasser les mandarins, et, au besoin, à la main armée.

Mais les gouvernements successifs en Chine ont été tellement convaincus de l'excellence du système communal, qu'ils n'ont

---

[1]) Même le fameux *Thsin-chi hoang-ti*, qui avait fondé l'unité monarchique et anéanti le féodalisme en l'an 221 avant J. C., n'osa point toucher à l'association des familles et des communes. (Bazin, op. cit., p. 17.)

jamais essayé (à l'envers de ce qui a lieu chez nous) de soutenir leurs officiers contre la volonté prononcée de leurs administrés. Le pouvoir d'un mandarin chinois est presque illimité, mais à condition de ne pas mécontenter la population. Tant qu'elle se laisse paisiblement tiranniser, on le laisse faire, mais s'il excite le mécontentement du peuple, il est révoqué sans aucune considération.

La section CCX du code actuel ordonne que «Quand un officier du gouvernement, dont les fonctions lui donnent pouvoir et contrôle sur le peuple, au lieu de le concilier par une indulgence convenable, exerce son autorité d'une façon tellement incompatible avec les lois établies et les usages acceptés de l'empire, que les sentiments des sujets loyaux sont changés par sa conduite oppressive, de sorte qu'ils s'assemblent tumultueusement et font rébellion ouverte, et même le chassent de la ville et de son siège de gouvernement, — un tel officier sera décapité [1]). Cette loi est basée sur le principe émis par le philosophe Mencius, qui, dans une conversation, qu'il avait avec le roi Siouen, de la principauté de Tse, lui demanda ce que le roi ferait d'un juge criminel en chef qui ne saurait gouverner ses subordonnés; à quelle question le roi répondit qu'il le révoquerait. «Mais," continua Mencius, «s'il n'y a pas un bon gouvernement dans votre principauté entière, que faut-il faire alors?" à quelle question le roi regardait à droite et à gauche, et commençait à parler d'autre chose [2]).

Il est clair que Mencius est d'avis, qu'en ce cas il faudrait également révoquer le roi; et, en effet, ce droit a été, dès le commencement de l'histoire chinoise, admis en principe et en pratique par le peuple.

Il avait été exercé par le peuple chinois sur le dernier prince de la dynastie de *Chang*, l'exécrable Tchao-sin, en l'an 1123 avant J. Chr.; et c'est relativement à cet évènement que Mencius répondit à une question de ce même roi Siouen: «s'il est permis à un sujet de tuer son prince": «Celui qui fait outrage aux sentiments d'humanité qu'il doit chérir, est nommé un Brigand, et celui qui fait outrage aux sentiments de justice, est nommé un Mécréant. Or, un brigand ou un mécréant n'est qu'un rustre. J'ai entendu parler du massacre du «rustre" *Tchao*, mais je n'ai pas entendu dire que c'était un cas de régicide." [3])

[1]) Wells Williams, The Middle Kingdom. Vol. I, p. 376.
[2]) Legge, Chinese Classics, Mencius. p. 40—41.
[3]) Ibid., p. 43.

L'indépendance du peuple étant ainsi garantie en Chine, et par la loi, et par la tradition historique, il est clair qu'il en est extrêmement jaloux et qu'il la chérit comme son plus grand trésor. Conséquemment, même en s'expatriant, il emmène avec lui ses idées de coalition communale qu'il établit partout où il sent le besoin de se créer une indépendance au milieu des peuplades sauvages ou mi-sauvages parmi lesquelles sa destinée l'a jeté. Les Kongsi à Bornéo n'étaient qu'une copie des communes de la mère-patrie, d'autant plus parce que le plus grand nombre des immigrants Chinois à Bornéo est fourni par les villages de province.

«Ceux qui sont venus peupler l'île de Bornéo, lorsque notre gouvernement vint s'y établir", dit M. de Groot, (op. cit. p. 117) étaient principalement des villageois, par conséquent des gens ayant toujours fait un seul corps avec leur clan ou leur tribu, et concentrés, à l'instar de leurs pères, autour d'un seul centre, le patriarche-de-famille, ce qui leur donnait une forte garantie contre l'oppression des mandarins et du pouvoir central, ainsi que contre des voisins hostiles. Pour eux, le village avait toujours été le grand gardien qui soutenait chacun dans des temps difficiles, la source où l'on pouvait puiser quand des circonstances fortuites ne permettaient point de trouver sa propre subsistance; c'était le village, et non-pas un pouvoir de dehors, qui avait garanti leur sécurité personelle ainsi que celle de leurs biens. Il n'y a donc point lieu de s'étonner, qu'arrivés en immigrants dans les terrains sauvages de Bornéo, ils fissent immédiatement des tentatives de rétablir un régime sous lequel leurs ancêtres s'étaient trouvés si bien pendant une longue série de générations.

«Cette association était plus spécialement provoquée encore par une circonstance particulière; les immigrants Chinois n'étaient point venus un-à-un, mais en petits groupes, qui, eu égard à la vie de famille et de commune intimes en Chine, auront été composés pour la plupart de membres de famille ou de compagnons de village. P. e. le fondateur de la Kongsi *Lanfong*, *Lo-Fong-phak*, s'était rendu en 1772 à Bornéo avec une suite de cent membres de famille, et, dès son arrivée dans l'île, il avait formé le noyau de l'association qui devint dans le temps la Kongsi *Lanfong*."

Comme dans les villages en Chine, où les chefs de famille et de commune règlent les affaires courantes, et jugent les petits délits et contraventions, le même cas avait lieu dans les Kongsi à Bornéo. Les chefs de district, ou les capitaines (les *Fou-theou-njin* ou *Niko*) y avaient pouvoir de magistrat. Ils décidaient eux-mêmes dans les cas de peu d'importance, et instruaient ceux qui,

étant de plus grande importance, devaient être soumis au président. Enfin les cas les plus graves, comme par exemple ceux de vol ou de meurtre, ou les crimes politiques, furent jugés par un conseil des chefs inférieurs et des anciens, qui prononçaient en dernière instance sous la présidence du chef de la Kongsi. En somme, les Kongsi dans l'île de Bornéo n'étaient autre chose que les communes de la mère-patrie. Mais à Bornéo elles firent plus. L'argent provenant des impôts levés sur leurs propres sujets fut employé par les Kongsi pour l'établissement de grandes exploitations aurifères, et pour le soutien pécuniaire d'entreprises particulières plus modestes. (De Groot, op. cit. p. 159). C'est par ce secours seulement que l'exploitation des mines aurifères à Bornéo a pu être faite d'une manière productive.

Les forces d'un seul individu n'y auraient jamais suffi, par la simple raison que l'immigrant chinois venait à Bornéo sans d'autres capitaux que sa force de volonté, sa détermination de gagner sa vie, et son travail opiniâtre. Aussi qu'est-il arrivé après la destruction des Kongsi à Bornéo?

En 1854 la population chinoise sur la côte occidentale de Bornéo était évaluée à 49.000 âmes; et deux ans après l'extinction des Kongsi, en 1856, elle n'en comptait plus que 23,778, une diminution de plus de la moitié en deux ans. Depuis, nous dit M. de Groot (op. cit. p. 158), elle n'a augmenté que d'un à deux mille âmes, et beaucoup de Chinois quittent leurs anciens foyers pour aller s'établir à Sérawak sous la domination plus libérale du Rajah Anglais.

«Les districts chinois dans les Sultanats *Sambas* et *Pontianak*, autrefois si florissants," nous dit M. de Groot, «ne sont aujourd'hui plus des minières peuplées et lucratives, comme dans les temps passés. Depuis la fin des guerres contre les Kongsi, ils sont réduits à des districts agricoles pauvres, sans aucune vigueur, dont la population, réduite à un minimum, a abandonné presque entièrement l'exploitation des mines, pour s'appliquer à la culture ingrate d'un terrain qui à peine paye la sueur et le labour qu'elle y prodigue. En outre, n'ayant point suffisamment de garanties de possession du sol, il ne l'exploite point avec l'amour et la caution que la propriété foncière seule peut donner. Nous recommandons les observations de M. de Groot à ce sujet (p. 160 et suivantes) à la considération sérieuse de notre gouvernement colonial; car nous partageons entièrement son opinion émise à la page 163 «que l'abolition des Kongsi et la diminution de la population chinoise résultant de cette abolition, ont porté à la prospérité et

au développement de Bornéo un coup dont elle ne se relèvera peut-être jamais."

Mais il est temps de revenir au dernier acte du drame sanglant que nous avons joué depuis un demi siècle sur la côte occidentale de Bornéo. Pendant toute la durée de notre intervention armée, depuis 1820 jusqu'à 1840, le district de Mandor avait choisi notre parti; comprenant parfaitement bien qu'une résistance de paysans et de mineurs mal armés ne saurait être effective contre les troupes régulières que le gouvernement Néerlandais pouvait mener contre eux. En considération surtout des services éminents que le chef de la Kongsi Lanfong, Liou A-sin, avait rendu au Gouvernement, l'autonomie du District fut reconnue et resterait directement sous son administration jusqu'à sa mort.

Pendant cette longue époque la paix a continuellement régné à Mandor. Jamais la population ne s'y est soulevée contre les mesures péremptoires du gouvernement Néerlandais, dont l'exécution était toujours abandonnée à la direction de la Kongsi.

Pour cette raison on n'a jamais eu besoin de cantonner des garnisons dans le pays.

Tandis que l'administration civile des districts soumis à la domination Néerlandaise directe coûte annuellement des sommes énormes, l'administration de *Mandor* ne coûtait pas un seul sou. Et cependant, dans aucun district les impôts étaient payés aussi régulièrement, même l'impôt très vexatoire sur les métiers; et pourtant les frais d'administration de la Kongsi étaient incroyablement minimes.

La police n'y coûtait rien, parce que tout le monde y faisait la police, selon l'usage des villages chinois. Aussi le général Kroesen écrivit-il en 1858, lorsqu'il transférait le gouvernement civil de la côte occidentale de Bornéo au Gouvernement: «La police que Liou A-sin fait, est en effet admirable — rien, si insignifiant qu'il soit, ne lui échappe (De Groot op. cit. p. 169); et en 1882 le résident Kater mentionnait les districts Chinois comme ceux où l'ordre, la sureté et la paix publiques ne le cédaient point à celles dans notre propre patrie. (Ibid., p. 152.)

Mais cette prospérité et cette bonne administration allait bientôt finir. En Septembre 1884 le chef de la Kongsi Mandor, l'excellent Liou A-sin mourut, et le 3 Octobre suivant le gouvernement Néerlandais allait prendre possession directe du district. Ce coup imprévu, car il faut bien se rappeler, que la population chinoise ne savait absolument rien de la convention taciturne entre le

Gouvernement Néerlandais et le Résident, ce coup imprévu, répétons nous, parcourut comme un frisson nerveux le district entier. Son plus grand trésor, son autonomie, ses libertés communales étaient atteintes du même coup, et la façon imprudente, impolitique et précipitée dont la prise de possession était effectuée, mettait le comble au mécontentement de la population. Des soulèvements populaires avaient lieu, des fortifications furent bâties; deux contrôleurs Néerlandais furent massacrés; une forte division militaire fut envoyée de Java, le gouvernement civil fut remplacé par une dictature militaire; la population de nombreux villages Chinois fut livrée sans défense à la rapine des féroces Dajaks, et enfin le mouvement populaire fut noyé dans le sang et le carnage. Et il durera peut-être encore bien des années avant que la paix et l'ordre soient rétablis dans ce district; qui, privé de son indépendance, finira probablement par se désintégrer complètement, comme les autres districts Chinois après leur annexation.

Cui bono? pourquoi le gouvernement Néerlandais a-t-il agi avec tant de fureur contre les républiques Chinoises à Bornéo, tandis qu'il laissait les rajah Malais en pleine possession de leurs privilèges? La raison n'en pouvait pas être que les Malais étaient possesseurs primitifs du sol. Au contraire: ils y sont également venus comme colonistes, comme plus tard les Chinois. Les principautés malaises étaient-elles peut-être mieux-gouvernées que les républiques chinoises? Tous les auteurs témoignent du contraire.

Pourquoi le gouvernement laissait-il aux Javanais leurs institutions communales, tandis qu'il les proscrivit chez les Chinois de Bornéo? Pourquoi enfin cette Sinophobie, cette crainte d'une population qui ne donnait aucun lieu de crainte pour le gouvernement Néerlandais? Questions bien difficiles à répondre, et auxquelles peut-être le gouvernement-même ne saurait rien répondre. Mais la même répugnance se montre partout où l'Européen vient en contact rival avec le Chinois. Nous l'observons en Australie, en Amérique, à Déli. Cette Sinophobie a été hautement déclarée dans un discours, tenu à Paris en 1873, par M. Madier de Monjau: «De l'émigration des Chinois, au point de vue des intérêts européens" où il exprime la crainte que les Chinois seraient déjà en marche vers l'Europe. Le fait est que le coloniste européen, dépravé par la hypercivilisation européenne, émigrant parce qu'il est trop paresseux pour gagner son pain chez lui, adonné aux boissons spiritueuses et à tous les vices qui en découlent, ne saurait vivre côte à-côte avec le coloniste Chinois, vigoureux et bien-portant, laborieux et actif, sobre et tempéré.

Un jour certain juge de San-Francisco avait acheté une voie de bois pour sa cuisine, et un réfendeur-de-bois Américain et Chinois se présentaient chez lui pour le scier. L'Américain demandait cinq dollars, tandis que le Chinois n'en demandait que deux. Mais le juge, qui haïssait les Chinois, aimait meux payer cinq dollars à l'Américain, qui reçut l'argent et se mit à l'œuvre. Le juge s'en alla vers son tribunal; mais, en revenant à midi, il trouva le Chinois occupé à scier son bois. Furieux, il lui reprocha ce travail, qu'il avait donné à l'Américain, mais le Chinois lui répondit tranquillement que celui-ci lui avait donné deux dollars pour faire sa besogne. «Et où se trouve maintenant l'autre?" demanda le juge. «Ma fois! «répondit le Chinois," il est allé au cabaret pour boire à votre santé." Le juge était dès-ce moment converti et guéri de sa Mysosinie.

Mais pour le gouvernement Néerlandais un autre facteur de crainte explique peut-être la fureur avec laquelle il a agi contre les Chinois de Bornéo. Dès qu'il avait renversé et détruit une des Kongsi chinoises, il se voyait immédiatement aux prises avec un pouvoir occulte et sinistre bien plus formidable que la résistance ouverte offerte d'abord. Ce pouvoir, qui déjouait ses combinaisons les plus assurées, qui tenait l'armée expéditionnaire en un état de suspens nerveux continuel, qui faisait sentir son influence jusque dans ses bureaux, ce pouvoir c'étaient les sociétés secrètes venues à la place des Kongsi dissolues. Elles n'avaient pas de peine à se former. La plupart des colonistes chinois en dehors de l'île de Java sont ou étaient des affiliés appartenant à la propagande révolutionnaire en Chine, formée contre la domination Mantchoue après le renversement de la dynastie chinoise des *Ming*, et dont nous avons décrit et expliqué l'organisation dans un ouvrage spécial publié en 1866 par la Société des Arts et des Sciences à Batavia [1]).

En abandonnant la Chine, les immigrants avaient laissé derrière eux leurs haines et leurs tentatives de restoration de la dynastie indigène, et ils n'avaient aucune raison pour se former en société dans nos colonies où ils ne demandaient que du travail et le droit de s'administrer eux-mêmes. Mais à peine le Gouvernement Néerlandais attaquait-il son indépendance, menaçait-il sa liberté communale et entravait-il son travail, l'esprit de résistance contre une immixtion à ses yeux immotivée et inautorisée se déploya d'une manière formidable. En un clin-d'œil la société secrète était organisée et, comme de droit, entièrement calquée sur le modèle de

---

[1]) The Hung-league or Heaven-Earth-league.

la société dans la mère-patrie. On ne se donnait pas même la peine de changer le règlement, ce qui, en effet, n'était pas nécessaire. Tout ce qui s'appliquait à la Chine, pouvait très-bien s'appliquer à Bornéo. La société n'étant originellement qu'une société de secours et de protection mutuels, et n'étant devenue une société politique que par la persécution Mantchoue, elle n'avait pas besoin de changer, ni ses statuts, ni son antique symbolisme. Elle avait fait la guerre à ses opprimeurs Tatares-Mantchoux en Chine, elle la faisait de nouveau contre ses opprimeurs Néerlandais. En ceci M. de Groot (op. cit. p. 175) a parfaitement raison; mais il se trompe quand il pense que les sociétés secrètes à Bornéo sont indépendantes de celles en Chine. Au contraire, ce sont les mêmes sociétés, ayant les mêmes symboles, les mêmes catéchismes, les mêmes sceaux et portant les mêmes noms.

Lorsque nous publiâmes notre grand ouvrage sur les sociétés secrètes de la Chine, nous avions il-est-vrai une masse de documents, mais presque tous trouvés et saisis chez les Chinois dans les Colonies. Ce n'est que plus tard que nous avons eu connaissance de quelques articles publiés en 1853 par M. A. Wylie, dans le North-China Herald à Shanghai. Il y a publié trois sceaux, trouvés respectivement dans la province de Hou-Kwang, à Emoui et à Shanghai, qui sont identiques avec ceux publiés par nous dans notre ouvrage, et saisis sur les colonistes Chinois à Bornéo et Rhio. Le sceau trouvé à Hou-Kwang fut saisi en 1841 par Fung Tsan-hiouen, censeur de la province. Le sceau d'Emoui fut saisi sur les membres de la société des Poignards lors de la prise de la ville d'Emoui en 1853; tandis que le sceau de Shanghai a été obtenu pendant l'occupation de la ville par les insurgés pendant l'été et l'automne de l'an 1853. Pour notre but ce dernier est le plus important parce qu'il porte sur l'envers les huit caractères Chinois: [1]*Choun* [2]*Thien* [3]*Houng* [4]*Ying* [5]*I*-[6]*hing*-[7]*Koung*-[8]*sze*, c'est-à-dire: L'association ou la Kongsi (7 8) du soulèvement (6) patriotique (5) des héros (4) de Houng (3) obéissants (1) au Ciel (2).

Or la société secrète à Bornéo portait exactement ce nom de *I-hing Koung-sze*, mais selon la prononciation locale *Ngi-sjien-Kwoeng-szĕ* (De Groot, op. cit. p. 177). M. de Groot croit que cette ressemblance est fortuite; mais ce n'est pas le cas. Les documents trouvés en Chine et publiés par M. Wylie contiennent les mêmes quatrains, les mêmes signes de reconnaissance etc., que ceux trouvés dans nos colonies, et que j'ai publié. En parcourant le «Report of the Commissioners to enquire into the Penang Riots" en 1868, on verra que tous les témoins ont confirmé que

l'organisation de la société secrète à Penang était absolument identique avec celle décrite par moi (Voyez l'Evidence N°. 15 et 36). Le témoin N°. 8 déclare être le Toa-ko ou grand frère, et être le premier officier de la société. Il déclara que les sceaux publiés par moi pp. 50, 51 et 53 étaient absolument les mêmes que ceux en usage dans la société à Penang, ainsi que la formule de quittance donnée pag. 53 de mon ouvrage.

Il n'est donc point question d'une ressemblance fortuite, car dans ce cas de nombreuses différences devraient exister entre les signes de reconnaissance, les diplômes et les sceaux tandis qu'ils sont, au contraire, partout identiques, tant en Chine, qu'à Singapore, Penang, Rhio, Bornéo et ailleurs. Les recherches de M. Wylie ont mis cette ressemblance hors de doute, et avec elles tombent les difficultés que M. de Groot propose pag. 182 de son ouvrage.

M. de Groot prétend (p. 183) que jamais des sociétés secrètes avaient été fondées par des agents venus d'ailleurs; mais en cela il se trompe. J'ai devant moi une lettre du prédécesseur de M. de Groot à Pontianak, M. Groeneveldt, en date du 13 jnin 1866, dans laquelle il m'écrivit, qu'on avait arrêté à Pemangkat un agent chinois de la société *San-tien* à Serawak et à Singapore, prétendant que les membres de cette société viendraient prochainement à Pontianak pour faire la guerre aux Hollandais.

Il distribua un diplôme avec l'inscription *I-hing Koung-sze.*

Le 17 août 1870 dix-huit Chinois furent faits prisonniers dans l'île de Sengarang qui s'étaient formés en société secrète sous l'impulsion d'un Chinois, agent de la *I-king Koung-sze* à Singapore. (Lettre du Résident de Rhio du 30 août 1870 L^{a} K^{2}, et des lettres particulières de l'interprête chinois à *Rhio*, M. Schaalje).

Mais tous ces faits ne motivent MAINTENANT aucune crainte pour le gouvernement des colonies. Les statuts et les lois de la société secrète chinoise (car au fond, il n'y en a qu'une seule, quoiqu'elle ait porté des noms différents) n'enjoignent jamais le renversement d'un autre pouvoir que celui de la dynastie Tatare-Mantchoue régnant actuellement en Chine, de même que la société des Nihilistes en Russie n'est tournée que vers les abus du gouvernement russe, sans faire la guerre aux gouvernements des autres nations de l'Europe. Mais, comme en Russie, on trouve les fonctionnaires les plus hauts et des personnes distinguées parmi les membres de la société *Thien-ti-hoeï* en Chine. Le censeur de *Hou-kwang*, Foung Tsan-hiouen, s'en plaint déjà dans son Rapport à l'Empereur en 1841.

Or, le gouvernement colonial n'est pas obligé de pousser la

complaisance internationale aussi loin que de poursuivre dans ses colonies une société révolutionnaire, qui ne menace d'aucune façon notre domination, en faveur de la dynastie chinoise actuelle contre laquelle ses efforts sont dirigés, de même que le gouvernement américain ou français n'est pas obligé de poursuivre les Fénians parce qu'ils prêchent ouvertement la destruction de l'Angleterre ou les Nihilistes parce qu'ils veulent renverser le trône de la Russie. Aussi, grâce surtout à l'ouvrage que nous avons publié en 1866 sur ces sociétés secrètes, et aux représentations énergiques que nous avons fait, à plusieurs reprises, au Gouvernement Colonial, dans nos fonctions antérieures, comme interprête chinois à Batavia, la proscription rigoureuse du 8 novembre 1851 est tombée en désuétude. Les considérations de M. de Groot dans son ouvrage consciencieux sur les Kongsi à Bornéo ne contribuera pas peu, à ce que nous espérons, à faire disparaître pour toujours la crainte immotivée que l'on chérit par rapport aux colonistes chinois, auxquels, comme il le fait très-bien remarquer, Bornéo, Deli, Bangka, Blitong et Rhio doivent leur prospérité et leur importance coloniale.

M. de Groot avait sauvé avec une prévoyance louable les annales ou la chronique de la dernière Kongsi à Bornéo de l'oubli, en prenant une copie de ces documents, qu'il a publié dans son livre avec une traduction complète. Nous ne pouvons que regretter que les annales des autres Kongsi soient probablement perdues pendant les ravages de la guerre que notre gouvernement fit à ces Kongsi de 1853 à 1854.

Elles jeteraient probablement une vive clarté sur l'état politique et économique des la côte occidentale de Bornéo sous la souveraineté des rajah Malais. Cependant, il est possible encore que (si au moins les termites et autres insectes n'ont déjà pas mis fin à leur existence) plusieurs de ces documents se trouvent encore dans les archives coloniales, soit à Batavia, soit au département de la guerre.

Cela vaudrait la peine d'y faire des recherches et de placer ces documents à la disposition de M. de Groot. Surtout dans nos expéditions militaires le «Audita est altera pars" est de haute importance, car si nous ne pouvons plus réparer les fautes commises, au moins cela pourra servir à prévenir de nouvelles fautes. Par notre conduite impolitique envers les Kongsi Chinois à Bornéo nous avons porté un coup irréparable à la prospérité de ce beau pays, veillons à ce que par une conduite pareille envers les Chinois à Deli et Blitong, le développement colossal que ces factories ont pris surtout par l'activité des colonistes Chinois, ne soit arrêté ou brisé.

Pour arriver à ce résultat, il y a un moyen bien simple que nous avons plusieurs fois proposé au gouvernement colonial, c'est-à-dire de choisir les Résidents, Assistants-résidents et Contrôleurs pour les districts où la population est principalement chinoise, parmi les interprètes pour la langue Chinoise au service du gouvernement des Indes-Orientales Néerlandaises. Connaissant le caractère des Chinois, ils sauront mieux se les concilier, d'autant plus qu'un Chinois est déjà à moitié gagné à l'Européen qui parle sa langue et comprend ses mœurs. Malheureusement la défiance bureaucratique, qui voit en chaque proposition faite par ses employés une «oratio pro domo", a jusqu'aujourd'hui récusé notre avis; surtout aussi parcequ'on trouvait la promotion d'un simple interprète au rang d'un assistant-résident ou résident trop grande, et qu'on voulait réserver ces postes à des employés du gouvernement ayant parcouru tous les rangs de l'hiérarchie coloniale, sans se demander d'abord, si un tel employé, ignorant absolument, et la langue et le caractère, et les mœurs des Chinois, est à sa place parmi une population presqu'exclusivement Chinoise, comme à Bornéo, Rhio, Banka, Blitong ou Deli.

Les gouvernants sont là pour les gouvernés, et ce n'est pas la question de récompenser un employé pour son long état de service en lui donnant un rang aussi distingué que celui de Résident, qu'il faut se faire, mais la question qui sera «the right man in the right place", ne fut-il jusqu'à ce jour qu'un simple et modeste interprète; car lui-seul répondra effectivement à l'exigence politique.

Espérons une dernière fois, pour la prospérité de nos possessions exploitées par les colonistes Chinois, que le gouvernement Colonial ne fasse plus longtemps la sourde-oreille pour notre avis sincère et impartial.

Leide, septembre 1885.

G. SCHLEGEL.

Les Européens dans les tropiques.

Par A. WOEIKOF.

Dans les pays germaniques de l'Europe, surtout en Angleterre et en Allemagne, l'opinion publique est très-contraire à une émigration européenne pour les tropiques. L'opinion la plus généralement admise est que les Européens ne peuvent vivre sous les tropiques en faisant du travail manuel, au moins hors des élévations considérables, et que même ceux qui y résident comme employés, marchands, planteurs etc. y courent un grand danger. Les compagnies d'assurance sur la vie en Angleterre et aux Etats-Unis demandent une prime plus élevée pour ceux qui résident ou voyagent au sud du 30° Lat. N.

Dans les pays latins, la France surtout, on a une opinion moins défavorable sur l'influence des climats tropicaux sur l'Européen.

Certes qu'un recueil comme la Revue Coloniale Internationale nous procurera beaucoup de matériaux à cet égard. Mais à côté de données nouvelles, fort désirables sans doute, n'est-il pas possible d'éclaircir la question avec les faits qne nous possédons déjà?

Je commence par admettre un fait que personne ne disputera, sans doute: il y a des températures si hautes que l'homme ne peut exister avec elles que peu de temps et encore si leur effet pernicieux est combattu par des effets naturels ou artificiels, c. a d. par la transpiration dans un air sec où elle s'évapore vite ou bien par une ventilation très-énergique. La transpiration aide l'homme à supporter des températures au-dessus de la chaleur de son sang dans les déserts, et une ventilation énergique rend seule possible les travaux dans les mines ou tunnels où règne une température de 30° ou au-dessus.

Cependant dans le problème de l'acclimatation de l'Européen dans les tropiques il ne s'agit pas de températures au-dessus de la chaleur du sang humain. Les déserts ne sont pas les pays qui attirent les Européens, et dans les pays tropicaux humides, au bord de la

mer ainsi que dans les immenses forêts de l'Amazone on n'observe guère de températures au-dessus de celles qui arrivent chaque année dans le midi de l'Europe et quelquefois même dans l'Europe centrale. Le maximum absolu de Batavia est moins haut que celui de Paris. Cependant ce sont justement ces pays tropicaux humides que l'Européen voudrait pouvoir habiter, grâce à la richesse de leur végétation, richesse qui permet de vivre avec moins de travail que dans les pays plus froids. Qui n'a rêvé à l'extinction du paupérisme en Europe grâce à l'émigration dans des pays où il est aussi facile de gagner sa vie? Comme encore on peut éviter l'ardeur des rayons du soleil par des chapeaux conformes au climat et des vêtements de couleur claire, il ne s'agit donc pas, pour les pays tropicaux où l'Européen trouverait le plus de ressources, de l'échauffement du sang au-dessus de sa température normale, de ces soit disant *coups de soleil,* si souvent mortels. Les causes qui rendent les tropiques malsains pour les Européens doivent être autres. Il faut, paraît-il, distinguer 1) la différence, sous ce rapport, des Européens du Nord et du Midi 2) le genre de vie adopté 3) l'effet d'une chaleur sinon très-forte, mais très-égale, qui, d'après une opinion répandue, énerve les Européens, habituès à un changement de saison 4) Les maladies qui sont occasionnées par des organismes microscopiques et qui sont originaires des pays chauds (comme le choléra) ou qui y sont plus dangereuses qu'ailleurs comme les fièvres intermittentes etc., les dyssenteries, les diarrées, la fièvre jaune. La science a tant fait dans ces dernières années pour l'étude de ces organismes microscopiques que nous pouvons espérer, à assez bref délai, pouvoir nous garder de ces ennemis invisibles. A part l'étude des microbes, l'hygiène a fait tant de progrès, que certes, dès à présent, les maladies énumérées sont beaucoup moins à craindre qu'auparavant. Le choléra a beaucoup perdu de ses terreurs, et parmi tous les peuples de l'Europe, les Anglais le craignent le moins, car leur pays a fait le plus de progrès dans l'hygiène publique et privée. De plus, les Européens dans les pays chauds n'ont jamais beaucoup souffert de cette maladie.

Il n'y a, parait-il, aucun doute que les diarrées et dyssenteries dont souffrent tous les Européens dans les tropiques proviennent de l'usage d'une eau de mauvaise qualité. Là où l'on ne peut avoir de l'eau de source, il faudrait entièrement renoncer à l'usage de l'eau crue, comme font les Chinois et les Japonais vivant en plaine. Leur boisson est le thé, qui, pour la masse de la population, est une boisson sans aucun arome, on pourrait presque dire, un prétexte pour ne pas boire d'eau crue.

Quant à la fièvre jaune, ce fléau de l'Amérique tropicale, on n'a pas encore réussi à découvrir le microbe qui la cause, mais il n'y a aucun doute que des mesures sanitaires préviennent son importation et si elles étaient appliquées avec habileté parviendraient à l'éteindre à la Havane et à Vera-Cruz, où elle est endémique. Ainsi p. e. avant la guerre de sécession des Etats-Unis elle était importée chaque année à la Nouvelle-Orléans et faisait beaucoup de victimes. Le général Butler, commandant de la ville pendant son occupation par les troupes fédérales, fit si bien la police sanitaire, qu'il n'y eut que quelques cas isolés de fièvre jaune jusqu'en 1873, c. à. d. 8 ans après la fin de la guerre et l'abandon des mesures sanitaires introduits par le général Butler. Encore l'épidémie de 1873 fut-elle moins violente que dans d'autres villes, comme Shreveport et Memphis, où les mesures sanitaires étaient plus défectueuses.

Restent les maladies connues sous le nom de fièvres intermittentes, les plus dangereuses pour l'Européen vivant dans les tropiques hors des villes, dangereuses surtout là où le sol commence à être cultivé. Pour cette maladie encore, nous sommes plus en mesure de nous en garder que nos pères. Ce que peuvent faire des mesures sanitaires générales, surtout le drainage du sol, une disposition intelligente de l'habitation, des plantations d'arbres, le quartier Européen de la Batavia moderne en fait foi, surtout si on compare les conditions de l'existence actuelle à celles du XVIIIe siècle, quand Batavia était appelée avec raison le cimetière des Européens.

Hors des villes aussi, on peut beaucoup faire sous ce rapport, en choisissant des endroits secs pour les habitations, en se garantissant par des rideaux d'arbres et d'arbustes des vents qui viennent des marais (la végétation est si rapide dans les tropiques, partout où il y assez d'eau que des plantations de cette espèce rendraient des services dans un temps très court.) Les plantations d'eucalyptus sont surtout utiles sous ce rapport. De plus, le nombre de remèdes spécifiques contre la fièvre augmente, et les grands progrès de la culture du quinquina dans les colonies anglaises et hollandaises [1]) contribuent à le livrer à meilleur marché.

Dans les îles Mascareignes, Maurice (Ile de France) et Bourbon (Réunion) il existe depuis le XVIIe siècle une population d'origine Européenne pure, se livrant à l'agriculture et ne souffrant pas du climat. Cette population est française. Le midi de la France a

[1]) J'emploie ici le terme le plus usité, quoique inexact, au lieu des termes „Britanniques" et „Néerlandaises."

un climat beaucoup plus chaud que l'Europe centrale et septentrionale, mais la majorité de la population des îles Mascareignes est loin d'être originaire du midi de la France: au contraire la Normandie et la Bretagne ont le plus contribué à la colonisation de ces îles comme aussi à celle des autres colonies anciennes de la France: Canada, Antilles etc. La Normandie et la Bretagne ont le même climat, à peu près, que le sud de l'Angleterre; de plus la majorité de la population normande est d'origine Scandinave. Quelle est donc la raison qui a permis aux Français du Nord, même aux Normands, de fonder une colonie agricole aux tropiques, tandis que les peuples germaniques ont si souvent essayé de fonder des colonies pareilles, mais sans succès?

La raison me paraît être le genre de vie des Français chez eux et la facillité avec laquelle ils s'adaptent à l'hygiène des tropiques.

Les Français mangent moins, en général, que les peuples germaniques, mais leur nourriture est mieux préparée et plus hygiénique; de plus ils boivent moins de liqueurs alcooliques, surtout moins d'eau de vie et de bière. Une nourriture trop abondante, surtout beaucoup de graisse, est malsaine dans les pays chauds, où la nourriture ne doit pas contribuer à échauffer le corps; l'abus des boissons alcooliques est aussi très-pernicieux dans les tropiques. Le genre de vie des Français chez eux devait donc les rendre plus aptes à habiter les tropiques et à y perpétuer leur race que les peuples germaniques. Mais il y a encore autre chose à considérer. Le Français n'émigre qu'avec difficulté; très-souvent il va à l'étranger avec l'espoir de retourner en France, et cette aversion à émigrer a beaucoup angmenté dans le XIXe siècle. Mais le Français qui émigre sans esprit de retour, gardant la langue et la religion de la „belle France" avec beaucoup de ténacité, s'y adapte facilement à tous les changements de genre de vie rendus nécessaires par le climat, la nature du pays et les moeurs des populations parmi lesquelles il s'établit. Ceci devait les rendre capables d'exister et de perpétuer leur race dans les tropiques même en travaillant de leur mains, ainsi que de produire des races métisses fortes et stables, parlant le Français et de religion catholique.

Au XVIIe et au XVIIIe siècle les Français étaient beaucoup plus disposés à émigrer qu'à présent et certes leur talent colonisateur est fort remarquable. S'ils n'ont pas fait plus, ce n'est pas la faute des colonistes, mais de la mère-patrie. Le règne honteux de Louis XV et les guerres de la Révolution et de l'Empire ont été fatals à la domination coloniale de la France, et les lois de la

Révolution, surtout le partage égal et obligatoire des biens, ont tari la source des colonistes.

L'Anglais émigre beaucoup plus facilement que le Français, sans esprit de retour, et la disposition à émigrer est soutenue par les institutions anglaises, l'immense développement du commerce et la politique de l'Angleterre. Cependant l'Anglais, comme on dit, emporte une portion du sol de son »Old England" avec lui, il est très ténace dans ses habitudes et même dans ses préjugés. Il a eu beaucoup de succès dans la colonisation des pays tempérés, où le genre de vie anglais est compatible avec le climat, mais cette ténacité et son éloignement des autres peuples parmi lesquels il vit, l'a rendu impropre à fonder des colonies agricoles dans les tropiques et le fait beaucoup souffrir du climat, même quand il ne lui faut pas travailler de ses mains et qu'il a les moyens de se procurer une large aisance.

Il est intéressant de comparer sous ce rapport les deux peuples qui ont les possessions les plus importantes dans les pays chauds de l'extrême-Orient: les Anglais et les Hollandais. La température moyenne annuelle est entièrement tropicale même dans les plaines du Nord de l'Inde Anglaise. Donc ici, comme dans l'Archipel Malais où les Hollandais ont fondé leur empire colonial, on ne trouve des climats tempérés que dans les montagnes. Cependant, si la température moyenne annuelle est peu différente, sa distribution est tout autre dans le Nord de l'Inde que dans l'Archipel Malais. Dans ce dernier une chaleur humide, quoique sans maxima très-élevés; à peu près pas de différence entre la température des mois (2° au plus); peu de différence entre le jour et la nuit: donc justement les conditions qui rendent le séjour à la longue débilitant pour l'Européen.

Dans le Nord de l'Inde la température est excessivement élevée d'Avril à Juin, les maxima aussi très-élevés dans cette saison, les nuits relativement fraîches. De plus, la chaleur étant accompagnée de vents forts et secs, on ferme les ouvertures du côte du vent avec des nattes constamment arrosées d'eau; l'évaporation intense donne de la fraîcheur. Les mois de Novembre à Février sont délicieux dans le Nord de l'Inde; dès la latitude de Benarès un feu de cheminée est agréable le soir. En somme, le climat est plus favorable à l'Européen, moins débilitant que celui de l'archipel Malais. De plus, les Anglais font beaucoup plus d'usage des »sanataria" c. à d. des stations de montagne, y passent beaucoup plus de temps pour leur santé et leur plaisir que les Hollandais. Cependant tout observateur qui a quelque connaissance des deux

pays constatera que les Hollandais supportent mieux le climat tropical que les Anglais, qu'ils ne le considèrent pas pour très-pernicieux pour les enfants de 7—15 ans comme les Anglais, et qu'ils ont même réussi à y perpétuer leur race. Les sentiments moraux sont causés, en partie, par les conditions physiques de la vie et les influencent à leur tour. Or, il y a peu d'Anglais vivant dans l'Inde et y ayant vécu, qui ne la considèrent comme un vilain pays où l'on peut faire de l'argent, mais qu'il faut vite quitter pour jouir de sa fortune ou de sa pension dans des pays plus agréables à habiter. Il en est autrement pour les Hollandais, au moins pour beaucoup d'eux; très-souvent, quand ils ont fini leur terme de service et quitté les Indes, ils regrettent ce beau pays, et bon nombre y retournent finir leur vie dans une plantation.

Quelle est la raison de cette différence pour deux peuples habitant en Europe deux pays voisins et très-peu différents par le climat? Chaque voyageur qui les a vus dans les Indes répondent que les Hollandais se sont mieux adaptés au climat et que là est la raison de leur succès. Au XVIIIe siècle on buvait beaucoup, dit-on. Il n'en est plus ainsi maintenant: la boisson ordinaire des gens aisés est le vin rouge en quantité modérée. Les excès de table sont aussi peu fréquents. Les Anglais, au contraire, mangent beaucoup de viande et de corps gras et font abus de fortes bières, de vins du midi alcoolisés, de cognac etc. Il en est de même pour le vêtement, surtout dans les villes principales. J'ai vu, à Madras, oû la chaleur est plus forte qu'a Batavia, faire des visites au milieu du jour, en habits de drap et en chapeau noir. Les habitants de Batavia ne voulaient pas croire qu'une absurdité pareile fut possible.

Dans l'Inde Anglaise un changement considérable s'est produit dans les 30—40 dernières années, quant aux conditions d'existence des Européens. L'ivrognerie a diminuée, les moeurs sont devenues plus décentes, les habitations sont plus salubres; sous ce rapport il y a eu gain sensible. Mais, d'une autre côté, avec l'augmentation du nombre des Européens et la facilité des communications avec l'Angleterre, les Anglais se sont de plus en plus détachés du pays; leur genre de vie est devenu de plus en plus anglais. Anciennement on se rapprochait plus des indigènes et de leur genre de vie. Maintenant c'est moins le cas, l'opinion publique des petites colonies anglaises oblige tous les Anglais à vivre comme les autres, pour ne pas déchoir, ne pas »lose caste". Un officier anglais se plaignait devant moi de l'affreux pays dans lequel il était obligé de vivre. »Cet affreux pays vous paye bien",

lui dis-je. »C'est vrai", répondit-il, »mais je n'en profite guère. Si les appointements de tout le monde étaient réduits à la moitié, nous n'en souffririons pas. Maintenant nous sommes forcés de faire une immense dépense pour ne pas déchoir".

Les Européens dans les autres possessions européennes des tropiques, ainsi que les blancs ou ceux qui veulent l'être dans les pays indépendants de l'Amérique tropicale, souffrent aussi de la tyrannie de la mode européenne [1]), depuis que les communications avec l'Europe sont plus faciles. Pour celui qui a visité les pays tropicaux dans les derniers temps et comparé ce qu'il a vu avec les descriptions des voyageurs du XVIIIe et du commencement du XIXe siècle, ceci paraîtra digne de la plus sérieuse attention.

Partout le genre de vie devient de plus en plus uniforme, les différences qui séparaient anciennement les provinces, les classes etc., tendent à disparaître, le genre de vie change suivant les prescriptions de Paris et Londres.

A mesure que les pays tropicaux sont en relation plus directe avec l'Europe, ils tombent aussi sous le niveau commun, perdent plusieurs des usages qui étaient conformes au climat et en adoptent d'autres qui ne le sont pas. De cette manière, le genre de vie devient souvent moins hygiénique, moins adapté au climat. Les usages qui sont changés pour les usages européens ne sont pas, généralement, très-anciens, comme le sont ceux qui disparaissent en Europe. C'est ce qu'on peut appeler le genre de vie Créole qui disparaît, genre de vie qui s'était formé pendant les XVIIe et XVIIIe siècles sous l'empire des conditions locales, surtout aux Antilles et aux Mascareignes.

Sous ce rapport il faut regretter le déclin de l'empire colonial français. Si les Français avaient gardé Hayti et avaient étendu leurs conquêtes dans l'Inde, ils auraient eu dans ces possessions une classe cultivée assez nombreuse, qui aurait servi de modèle aux autres pays tropicaux, et celà aurait beaucoup contribué au bien-être des Européens vivant dans les pays chauds. Pour le moment on ne voit pas d'où peut venir le salut; l'influence de l'Europe — pernicieuse sous ce rapport — augmente toujours.

J'ai déjà cité un exemple qui prouve qu'une population européenne peut exister et se perpétuer dans les tropiques en travaillant à la terre de ses popres mains. Le climat des Mascareignes est un peu moins chaud que celui de beaucoup d'autres pays tropicaux,

---

[1]) J'emploie ce mot dans un sens plus large qu'ordinairement.

et le souffle presque constant de l'alizé et la nature volcanique du sol rend ces îles très-salubres. L'Amérique tropicale nous donne des exemples semblables, avec des températures plus hautes et des climats moins salubres. Aussi une grande partie des paysans (goajiros) des îles de Cuba et de Porto-Rico, sont d'origine espagnole. A Cuba ils s'occupent surtout de la culture du tabac et de l'élève des bestiaux; à Porto-Rico il y a peu de nègres, et les blancs s'adonnent à toute espèce de culture.

A la Havane, comme dans la plupart des ports de l'Atlantique du Mexique, de l'Amérique Centrale, de la Colombie, du Brésil, une grande partie des travailleurs sont Espagnols ou Portugais. Leur travail est très-rude, les conditions hygiéniques, sous lesquelles ils vivent, très-mauvaises, et cependant l'immigration des Européens continue. Il faut ajouter que parmi les provinces Espagnoles c'est la Galice qui fournit le plus de ces travailleurs, c. à d. une province où l'été est très-modéré, pas plus chaud que dans l'Allemagne du Midi. Au Portugal, ce sont les habitants du littoral du Nord et des Açores qui émigrent le plus, c. à d. de ces pays à étés frais.

Il est fort probable que, si tous les pays tropicaux ne peuvent être recommandés à l'émigration agricole européenne, plusieurs pourraient recevoir une population européenne, avec avantage pour celle-ci comme pour les pays colonisés.

Il faut considérer deux choses: 1) Plusieurs des cultures les plus profitables, comme le café, existent surtout à une certaine hauteur. 2) Vu les avantages du climat, il faut faire beaucoup moins de travail dans les tropiques que dans les pays plus froids.

Je n'ai pas à prouver la possibilité de l'acclimatation des Européens dans les montagnes des tropiques. C'est une chose bien connue. En même temps il ne manque pas encore de pays pareils, déserts ou très faiblement peuplés, où l'émigrant européen pourrait vivre et prospérer, en cultivant le caféier et d'autres plantes tropicales pour la vente et les céréales d'Europe pour sa propre consommation. Entre autres, dans les archipels au sud de l'Asie, une grande partie des montagnes de Sumatra, Bornéo, Célèbes, ainsi que des îles à l'Est de Java (de Bali à Timor) sont dans une condition pareille; en Amérique il y a le revers oriental des Andes et beaucoup de terrain au Brésil. La hauteur à commencer de laquelle l'Européen pourrait bien vivre n'est pas considérable: dans l'Archipel Malais et l'Amérique tropicale cela pourrait être à partir de 500 Mètres. Le climat de Buitenzorg, près de Batavia, à une hauteur de 279 Mètres seulement, est

trouvé délicieux par la plupart des Européens qui y viennent.

Il y a encore à considérer que dans les cultures arbustives tropicales la plupart des travaux se font à l'ombre; de plus la maturité n'arrive pas à la fois comme en Europe et aux Etats-Unis pour les céréales; il n'y a donc pas de saison où le colon est excédé de travail.

Certaines parties des Etats-Unis, surtout vers le cours moyen du Mississippi et de ses affluents l'Ohio et le Missouri prouvent quelle température élevée les Européens peuvent supporter sans danger pour leur santé. La température moyenne de Juillet est de 25° et au dessus, les rayons du soleil à midi y sont alors bien près de la verticale, et plus il n'est pas rare que l'air soit très-humide pendant les grandes chaleurs. Et cependant en Juillet on récolte le froment, le maïs nécessite des façons répétées pour extirper les mauvaises herbes. En somme Juillet est le mois de travail par excellence.

Il en est autrement dans les tropiques, même pour les céréales. Là où la pluie ne manque pas, on peut faire 3—4 récoltes par an, c. a. d. espacer son travail de manière à n'en avoir jamais trop.

Les produits agricoles s'élaborent par la lumière et la chaleur des rayons du soleil. L'homme n'a qu'à diriger d'une manière intelligente ces forces naturelles. Le travail manuel qu'il fournit lui-même est minime en comparaison des forces naturelles qui travaillent pour lui, et la proportion de travail manuel humain tend à diminuer. Toutes choses égales d'ailleurs, il doit être moindre dans les tropiques que dans les pays plus froids, les forces naturelles à la disposition de l'homme étant plus considérables. Donc le travailleur, s'il est assez intelligent pour diriger les forces de la nature, peut avoir plus de loisir. N'est ce pas un bien inestimable, et ne trouvera-t-on pas beaucoup d'Européens, même parmi les races énergiques du Nord, qui préféreraient émigrer dans les pays tropicaux au lieu des Etats-Unis. Si ce dernier pays l'emporte d'autant sur tous ses concurrents, c'est qu'il a tout fait pour faciliter l'accès du pays à l'émigrant européen.

Maintenant il y aurait une importance considérable à diriger au moins une partie de l'émigration qui va aux Etats-Unis et au Canada vers les tropiques: l'agriculture Européenne ne verrait plus s'accroître dans des proportions aussi désastreuse la quantité de céréales produites dans le monde; la baisse des prix pourrait s'arrêter, tandis que l'Europe recevrait plus de produits tropicaux, qui ne feraient concurrence à aucun des produits de l'agriculture européenne, (la production du sucre par la petite culture pour la

vente en Europe est hors de question) et la demande pour les produits manufacturés augmenterait.

Que faudrait-il encore pour rendre l'émigration européenne aux tropiques possible?

Il y a deux peuples qui vivent, prospèrent et perpétuent leur race sous les chaleurs des tropiques et les froids de la Sibérie, les Chinois et les Juifs, deux peuples qui peuvent être appelés cosmopolites par excellence. La différence entre eux est immense sous un rapport: les Chinois sont le plus agricole, les Juifs le moins agricole des peuples civilisés.

Il paraîtrait à première vue que les conditions dans lesquelles existent et se multiplient les Juifs dans les pays chauds n'ont rien de commun avec les conditions d'existence de l'émigration européenne dans les tropiques. Il faut considérer cependant que les Juifs en Arabie et dans la plus grande partie de l'Afrique sont pauvres pour la plupart, exercent en partie des métiers manuels et que même ceux qui se livrent aux occupations favorites des Juifs, le colportage et la commission, s'ils ne font pas de travail manuel, font beaucoup de travail *pédestre:* ils courent toute la journée pour leurs affaires, sans faire attention à la chaleur, et certes ils n'ont pas les moyens de s'entourer du large comfort des Européens dans les tropiques. On ne peut douter que les lois mosaïques ne soient pour beaucoup dans la vitalité des Juifs dans les pays chauds. L'interdiction du porc leur fait éviter une nourriture trop grasse et lourde pour l'estomac, dangereuse de plus à cause des trichines etc. La stricte inspection des viandes d'animaux déclarés purs les débarasse aussi de beaucoup de maladies. Beaucoup d'autres prescriptions des lois mosaïques sont aussi parfaitement d'accord avec les découvertes de la médecine et de l'hygiène moderne. Elle n'interdit pas les boissons fermentées, mais l'opinion des communautés juives est si opposée à leur abus que les juifs ivrognes sont rares. En somme, la loi religieuse juive et leurs usages, à peu près obligatoires pour tous à cause de leur étroite union, sont favorables à la santé et à la vitalité des Juifs dans les pays chauds surtout.

La doctrine du bouddhisme est beaucoup moins favorable sous ce rapport et ne peut expliquer la vitalité des Chinois, leur aptitude de vivre et de multiplier dans les climats les plus différents. Mais les Chinois ont, en revanche, de très-fortes traditions de famille; ils ont au plus haut point le respect des anciens usages. Ces usages ont perpétué chez eux beaucoup de pratiques favorables au plus haut point à la vitalité de la race, comme une agriculture au fond très-avancée, le talent de s'entre aider, l'esprit de famille

favorisant les mariages précoces et le respect des parents. Nul doute aussi que les usages domestiques quant à la nourriture, au vêtement etc. ne soient très-conformes au bien-être du peuple.

Ne s'en suit-il pas que les Européens ont quelque chose à apprendre de peuples qui leur sont supérieurs par la facilité de s'adapter à tous les climats? Le Christianisme n'a-t-il pas trop négligé certaines prescriptions qui, ayant la sanction religieuse, seraient devenues générales et auraient eu l'influence la plus heureuse sur le bien-être des peuples chrétiens? On objectera peut-être que le christianisme est une religion trop idéale, trop spiritualiste pour se mêler des pratiques de la vie domestique, pour les réglémenter aussi minutieusement que le judaïsme. Voyons cependant ce qui en est. Certes, de toutes les divisions importantes du christianisme, le protestantisme est le plus opposé à toute réglémentation de la vie. Cependant la pratique a ses exigences, et chez les peuples anglo-saxons, où le protestantisme a les racines les plus profondes, il existe des pratiques qui ont non seulement une sanction religieuse, mais législative. J'entends la stricte observation du dimanche, observation tellement rapprochée de la juive, que le nom usuel est commun (sabbath). Il y a peu d'années de cela, la Suisse romane protestante, était aussi stricte à propros de l'observation du dimanche, et s'il en est autrement maintenant, c'est que ces cantons ont perdu leur charactère purement protestant, sous l'influence des libres-penseurs d'une part, des catholiques de l'autre. En Hollande, en Scandinavie dans les pays protestants de l'Allemagne, il y a beaucoup de partisans de l'observation rigoureuse de dimanche. Que prouve ceci? Cela prouve que, dans l'opinion de la majorité du peuple, il y a des pratiques sanctifiées par la religion qui doivent être imposées à tout le monde. Le repos dominical a, certes, une haute signification morale; il est de plus fort utile au bien-être des Anglo-Saxons, trop après au travail et au gain pour ne pas avoir besoin d'un jour par semaine où le travail fut défendu par la loi religieuse ou même civile. Cependant cette loi est bien stricte et bien dure là où elle existe dans toute sa rigueur, (comme en Ecosse et dans plusieurs Etats du Nord des Etats-Unis) et certes la liberté du peuple aurait pu être restreinte par des lois plus utiles à son bien-être. Comment le faire dans les pays protestants, voilà la question.

Il en est autrement pour la religion à laquelle appartient plus de la moitié de l'Europe occidentale,[1]) le catholicisme romain.

[1]) J'appelle Europe occidentale toute l'Europe hors la Russie et la péninsule des Balkans.

Cette religion a son pouvoir central autocratique, un pouvoir qui a gagné en influence sur les peuples dans le dernier demi-siècle; de plus cette religion a toujours eu beaucoup de pratiques extérieures et n'a jamais craint de les augmenter et de les approprier aux circonstances. Certaines de ces pratiques ont, en partie au moins, une portée hygiénique: les carêmes par exemple, qui datent d'avant la séparation des églises orientale et occidentale, mais que l''église romaine a modifiés en égard aux circonstances, les rendant moins stricts.

L'église catholique romaine, avec sa puissante autorité centrale, les dizaines de millions de fidèles qui la suivent aveuglement, ne pourrait-elle pas donner une sanction religieuse à des pratiques qui seraient en harmonie avec les découvertes de l'hygiène moderne? Cela n'aurait rien de contraire à l'essence de la religion catholique et serait très favorable au bien-être des peuples catholiques. Dans la question qui nous occupe ici, l'hygiène tropicale, l'influence de règles hygiéniques imposées par le clergé catholique ou seulement conseillées par lui, serait immense. Le clergé y trouverait son intérêt comme aussi l'intérêt du catholicisme. Cette religion a des millions de fidèles dans les tropiques. L'Amérique tropicale ainsi que les Philippines lui appartiennent entièrement et il a fait plus de progrès que les autres communions chrétiennes dans l'Inde et certaines parties de l'Afrique tropicale. Mais les populations catholiques de ces pays sont fort arriérées. Que serait ce si les populations plus civilisées et plus énergiques de l'Europe se dirigeaient sur les tropiques, non comme maintenant pour s'y étioler, mais pour y prospérer et y perpétuer leur race, grâce à des lois hygiéniques rationnelles et possédant la sanction religieuse?

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE
TRIMESTRIELLE.
WEST-ASIEN (seit 1883).

VON

DR. FRANZ RITTER VON LE MONNIER,
K. K. Ministerial Vice-Secretär und
General-Secretär der K. K. Geographischen Gesellschaft in Wien.

SECTION GEOGRAPHIE UND ETHNOGRAPHIE.

Bevor ich eine Uebersicht der Literatur über Westasien seit dem Beginne des Jahres 1883, welches Jahr die Redaction als Ausgangspunct für die Berichterstattung in dieser Rubrik gewählt hat, zu geben versuche, sei es mir gestattet das Gebiet, über welches zu berichten sein wird, abzugrenzen. Es gehören hieher Kleinasien, Syrien, Palästina, Mesopotamien, Arabien, Persien, Afghanistan und Beludschistan, somit das ganze westliche Asien mit Ausschluss der russischen und englischen Besitzungen. Es muss ferner vorausgeschickt werden, dass diese Chronik ihre Aufgabe nicht in der vollständigen Aufzählung der über jenes Gebiet publizirten Werke und Abhandlungen finden kann, denn dazu ist der dieser Chronik angewiesene Raum zu klein, sondern sie hat die wichtigeren, die Geographie jenes Gebietes fördernden Arbeiten hervorzuheben, und kurz über sie zu referiren. Sollte trotzdem eine oder die andere literarische Erscheinung in diesem Berichte vermisst werden, so möge man den Autor durch den grossen Umfang des literarischen Materials, welches in einen möglichst engen Rahmen zu bringen war, entschuldigt halten.

Vorder Asien bildet den Gegenstand des IX Bandes des vorzüglichen geographischen Handbuchs von Reclus [1]). In derselben

[1]) Elisée Reclus, Nouvelle Géographie Universelle. La Terre et les hommes. IX. L'Asie Antérieure. Paris, Hachette. 1884.

vorzüglichen Weise wie die früheren Bände behandelt der gelehrte Autor, gestützt theils auf Autopsie, indem er zu diesem Behufe eine Reise nach Kleinasien und Syrien unternahm, theils auf eine ausserordentliche Literaturkenntnis, Afghanistan, Beludschistan, Persien, Arabien und die gesammte asiatische Türkei. Zahlreiche Karten und Illustrationen unterstützten in dankenswerther Weise den Text, wie denn überhaupt Reclus Werk eine Zierde der geographischen Literatur in jeder Beziehung genannt werden darf.

Der berühmte Geograph Professor Heinrich Kiepert in Berlin hat das reiche in letzterer Zeit bei ihm zusammengeströmte geographische Material zu einer grossen Karte [1]) der asiatischen Türkei im Maassstabe von 1 : 1.500.000 verarbeitet. Es stützt sich diese Karte auf zum grössten Theil unpublicirte und unzugängliche Aufnamen oder auf Routen österreichischer, deutscher und anderer Reisender, endlich auf Tracés für zahlreiche Eisenbahnprojecte. Professor Kiepert hat es auf dieser Grundlage unternommen eine Karte der asiatischen Türkei in 1 : 500.000 in mehr als 20 Blättern zu zeichnen und dieselbe dann für die Oeffentlichkeit auf den dritten Theil zu reduciren. Wir gewinnen durch diese Karte ganz neue Anschauungen über manche Theile der asiatischen Türkei, welche bisher von der Kartographie etwas vernachlässigt waren.

Von einer grossen englischen Aufnahme *Klein Asiens* erhalten wir Kenntniss durch eine Abhandlung des englischen Obersten Wilson in den *Proceedings der Geographischen Gesellschaft zu London* [2]), welcher seine Reisen in Kleinasien während der Jahre 1879 bis 1882 beschreibt. Die bald nach dem Berliner Vertrag abgeschlossene englisch-türkische Convention gab der britischen Regierung die Veranlassung zur Errichtung zahlreicher mit Offizieren besetzter Consulate, welche unter der Leitung Wilson's als General-Consul standen. Die Aufgabe dieser Consulate bestand nicht blos in der politischen Vertretung des Mutterlandes, sondern hauptsächlich in der Sammlung geographischer und militärischer Informationen. Die geographischen Ergebnisse waren eine vollständige, militärische Aufname der Taurus Kette von den Bergen in Syrien bis zur persischen Grenze; ferner des Anti Taurus, dann des Giaur Dagh oder Amanus Berges vom Taurus bis zum Beilan Pass. Ausserdem wurden aufgenommen die Cilicische Ebene, die

---

[1]) Nouvelle carte générale des provinces asiatiques de l'empire Ottoman (sans l'Arabie) dressée par H. Kiepert. 6 feuilles. Berlin, Reimer. 1884.

[2]) Vol. VI, 1884. Nr. 6, p. 305—326. With map.

Umgebung des Berges Argaeus, Theile von Paphlagonien und Pontus, sowie jede wichtigere Strasse. Wie sehr die Engländer auf eine wissenschaftliche Erforschung der von ihnen occupirten orientalischen Landstriche bedacht sind, beweist die eben vollendete kartographische Aufname von *Cypern* [1]), welche seit kurzem in 15 Blättern im Maasstabe der englischen Spezialkarten (1 : 63.360) vollendet vorliegt. Die trigonometrische Aufname wurde von dem verdienten Topographen Capitän Kitchener trefflich ausgeführt.

Eine für die Geographie Kleinasiens Epoche machende Publication ist das Reisewerk der österreichischen archäologischen Expedition nach Lykien und Karien. [2]) War der Zweck der Expedition auch vorwiegend das Studium und die Beschreibung der zahlreichen Ueberreste von Denkmälern aus classischer Zeit, so hat doch auch die Geographie, wie es bei so wenig betretenen Gebieten selbstverständlich ist, von dieser Expedition die grössten Vortheile gezogen. Um dies wahrzunehmen, bedarf es nur eines Blickes auf die von Professor Kiepert in Berlin entworfene, zum Werke gehörige Karte, welche in dem grossen Maasstabe von 1 : 300.000 die zahlreichen Lykien und Karien vom Golfe von Kos und der Insel Rhodos bis zum Golfe von Adalia in jeder Richtung durchziehenden Routen der Expedition zur Darstellung bringt. Die Expedition bestand aus dem Professor der Archäologie an der Wiener Universität Dr. Otto Benndorf als Leiter, dem Architecten Prof. G. Niemann, für naturwissenschaftliche Studien dem Dr. von Luschan, endlich dem Hofphotographen Burger aus Wien. Unterstützt wurde die Expedition durch das österreichische Kriegsschiff »Taurus". Das Werk beginnt mit der Schilderung des Erdbebens von Chios, das kurz vorher stattgefunden hatte. Die Expedition konnte in echt humanitärer Weise hier Hilfe leisten. Dann wurden Halikarnass, Kos, Knidos und Rhodos besucht und hierauf die wissenschaftliche Erforschung Lykiens und Kariens begonnen. Mit wissenschaftlichen und archäologischen Schätzen kehrte die Expedition reich beladen in die Heimath zurück, nachdem sie sich durch das prächtig ausgestattete Werk ein bleibendes Denkmal gesetzt hat.

Der österreichische Reisende Professor Wünsch, welcher sich Kurdistan und Armenien zu seinem Special-forschungsgebiete aus-

---

[1]) A trigonometrical survey of the Island of Cyprus. London, Stanford. 1884.

[2]) Reisen in Lykien und Karien ausgeführt im Auftrage des K. K. Ministeriums für Cultus und Unterricht. Beschrieben von O. Benndorf und G. Niemann. Mit einer Karte von H. Kiepert, 49 Tafeln und zahlreichen Ill. fol. Wien, Gerold. 1884.

gewählt hat, erzählt in zwei wichtigen Abhandlungen [1]) die Ergebnisse seiner mit grossen Mühseligkeiten unternommene Reise.

Dr. Eduard Sachau hat in einem sehr werthvollen Werke seine hauptsächlich archäologischen Zwecken in *Syrien und Mesopotamien* unternommene Reise geschildert. [2]) Er begann dieselbe im Herbste 1879 von Damascus aus, besuchte Palmyra und Aleppo und gieng südöstlich bis Zebed, um sich sodann wieder nördlich nach Membidsch (Bambyce Hierapolis) zu begeben. Von hier zog er an den Euphrat und über Urfa, Ragga und Ed Der nach Mosul. Von letzterer Stadt führte seine Route über Mardie, Diarbekir, Aleppo nach Alexandrette. Obwohl das Werk vorwiegend für den Geschichtsforscher und Archäologen geschrieben ist, so findet doch der Geograph und Ethnograph vieles Neue und Interessante in demselben. Hervorzuheben sind ausserdem 22 ausgezeichnete Photographien und zahlreiche Pläne und Skizzen im Texte, sowie die beiden von Prof. Kiepert bearbeiteten Karten von Syrien und Mesopotamien in 1 : 750.000. Eine Reise durch Syrien, den Libanon und Palästina bildet den Gegenstand eines Werkes [3]) des Franzosen Dr. Lortet, welches sich namentlich durch treffliche Illustrationen auszeichnet, und nicht bloss der Archäologie sondern auch der physischen Gestalt des Landes seine Aufmerksamkeit zugewendet hat. Der von der englischen Gesellschaft zur Erforschung Palästina's mit den Aufnamen in Palästina betraute Capitän Claude Reignier Conder beschreibt in einem Werke [4]) die Forschungen und Aufnamen, welche er östlich vom Jordan und vom Todten Meer zwischen Rabbat Amman und Moab unternahm aber bald aufgeben musste.

Ueber die mit so bedeutenden Mitteln in Angriff genommene Erforschung Palästina's durch die vorerwähnte englische Gesellschaft geben zwei Bände Aufschluss, von denen der erste [5]) die Forschungen des Obersten Warren in den Jahren 1867 bis 1870, des Obersten Wilson 1865, dann des Captain Conder und Anderer in Jerusalem, der zweite [6]) die Fauna und Flora von Palästina

---

[1]) Die Flusslaufe des Kömür, Gerdschannis und Kelkit. Mit Karte. Mitth. d. K. K. Geogr. Ges. in Wien. XXVII, 1884, p. 201—19. Die Quelle des westlichen Tigrisarmes und der See Gölldschik. Mit Karte. Ebenda XXVIII, 1885, Nr. 1, p. 1—21.

[2]) Reise in Syrien und Mesopotamien. Von Dr. Sachau. Leipzig, Brockhaus. 1883.

[3]) La Syrie d'aujourd'hui. Voyage dans la Phénicie, le Liban et la Judée 1875—1880. Paris, Hachette. 1884.

[4]) Conder C. R. Heth and Moab. Explorations in Syria in 1881 and 1882. London, Bentley. 1883.

[5]) The Survey of Western Palestine. Jerusalem. By Col. Sir Charles Warren. London, Adelphi. 1884.

[6]) The Survey of Western Palestine. The fauna and flora of Palestine. By H. B. Tristram. London, Adelphi. 1884.

betrifft. Eine ebenso rege literarische Thätigkeit entfaltete der deutsche Palästina Verein, dessen vom Lic. Hermann Guthe redigirte Zeitschrift eine Fundgrube wichtiger Arbeiten über das Heilige Land bildet. Wir erwähnen in dieser Beziehung die Abhandlungen im VI. Bande (1883): Die Tempelkolonien in Palästina von Paulus (S. 31), die Namen der Plätze, Strassen und Gassen des jeztigen Jerusalem (S. 42), Mittheilungen über Leben, Sitten und Gebraüche der Fellachen in Palästina von Klein (S. 81), die Ortschaftenliste des Liwā Jerusalem für 1871 von Hartmann (S. 102); im VII. Bande (1884): Bemerkungen über Gaza und seine Umgebung von Gatt (S. 1), die Pilgerfahrt des russischen Abtes Daniel ins Heilige Land (1113—1115) (S. 17), das Thal Zeboim von Marti (S. 125), Beiträge zur Palästinakunde aus arabischen Quellen von Gildemeister, Verzeichnis der bewohnten Ortschaften der Kaimakamije Gaza von Gatt (S. 293). Ausserdem enthält der Band eine Darstellung der Lage der evangelischen Mission und der römisch-katholischen Kirche. Der VIII. Band (1885) bringt in den beiden ersten Heften folgende bemerkenswerthe Abhandlungen: Zur neueren Geschichte Jerusalems von Wolff (Seite 1), die antiken Städte und Ortschaften im Libanon Gebiete von Furrer (S. 16), Industrielles aus Gaza von Gatt (S. 69), der Einfluss der Gebirgswaldungen im nördlichen Palästina auf die Vermehrung der wässerigen Niederschläge daselbst von Anderlind (S. 101). Wer sich eingehender mit der modernen Literatur Palästinas zu beschäftigen beabsichtigt, wird in dem sorgfältig und erschöpfend von Professor Socin bearbeitetem Bericht über neue Erscheinungen auf dem Gebiete der Palästinaliteratur (für 1882 Bd. VI, S. 153, für 1883 Bd. VII, S. 231) einen verlässlichen Wegweiser finden. Die beiden Werke E. Stapfer: La Paléstine au temps de Jésus Christ, d'après le Nouveau Testament, l'Historien Flavius et les Talmuds, Paris Fischbacher 1885, und Archibald Henderson: Palestine. Its Historical geography, Edinburgh 1885 sind vorwiegend historischen Inhalts.

Einen sehr werthvollen Beitrag zur Geographie *Mesopotamiens* verdanken wir Professor Heinrich Kiepert, welcher im XVIII. Bande der Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde in Berlin eine grosse Karte der Ruinenfelder der Umgebung von Babylon im Maasstabe von 1 : 500.000 publicirt hat. Die Karte ist nach den von den Offizieren der britischen Marine Selby, Brewsher und Collingwood 1861 bis 1865 ausgeführten und 1871 zum Theil veröffentlichten Aufnahmen, die Landschaft östlich vom Tigris und nördlich von Baghdad nach den in den Jahren 1846 bis 1850 von J. F. Jones gemachten Recognoscirungen bearbeitet. Es werden

auf dieser Karte die Culturgattungen unterschieden und zeigt dieselbe somit deutlich das unvermittelte plötzliche Auftreten der Sandwüste überall da, wo die Bewässerung entweder nicht mehr möglich ist oder die früheren Bewässerungs-Canäle zerstört sind. Ackerland und Dattelpalmen finden sich nur in der unmittelbaren Nähe ergiebiger Wasseradern. Ein Carton zeigt die Ruinen der Stadt Babylon in 1 : 100.000, ein zweiter Oppert's Versuch einer Herstellung des alten Stadtplan's von Babylon in 1 : 250.000. Ein gelehrtes Mémoire Kieperts erläutert diese Karte. [1])

Den Uebergang zu *Arabien* soll uns ein Werk vermitteln, das sich mit dem Grenzgebiete zwischen Palästina und Arabien beschäftigt. Es ist dies das Buch des englischen Oberst-lieutenants H. E. Colville: The accursed Land or first steps on the water way of Edom. London, Sampson Low. 1884. Von einem englischen Syndicate war Colville beauftragt, Studien über die Führung eines Canals vom Südende des Todten Meeres nach dem Golfe von Akabah, beziehungsweise dem Rothen Meer zu machen, da man damals in England mit dem Projecte eines Concurrenzcanals zum Suez-Canal umgieng. Colville zog also im Herbste 1883 von Suez aus quer durch die Sinai Halbinsel längs des Südabfalles des Plateau Et Tih. Er erreichte den Golf von Akabah bei dem Nawibi Brunnen. Von hier zog er bis Akabah längs der Westküste dieses Golfes und verfolgte das Wadi el Arabah bis zum Wadi Jeraideh, wo die Depression beginnt. Als höchsten Punct dieses Thales fand er den Sattel von Rischi, 675 Fuss hoch, so dass sich für die Durchstechung bedeutende Schwierigkeiten ergaben, da die auszugrabende Strecke 60 englische Meilen lang ist und theils durch Kies, theils durch Kalk und Kreide führt. Der Reisende kehrte auf der Nakhl Route, nördlich vom Tih Plateau durch die Sinai Halbinsel zurück.

Einen sehr wichtigen Beitrag zur Geographie Nord Arabiens lieferte die grosse Reise Ch. M. Doughty's 1876—78, deren Ergebnis in provisorischer Weise auf einer Karte [2]) niedergelegt ist, welche von Akabah bis Hail und Mekka reicht. Doughty hat sich 1876 der grossen Mekka Karawane in Damascus angeschlossen, mit ihr die Pilgerstrasse verfolgt und war in Madjin Salih zurückgeblieben um von hier aus zu Beginn des Jahres 1877 zahlreiche Excursionen zu machen. Er besuchte hierauf die Ruinen von Teima, und sodann dis Hauptstadt von Nedjd, Haïl. Von Haïl

---

[1]) Vgl. a. a. O. p. 1—27.

[2]) Proceedings of the R. Geograph. Society of London. VI, 1884, Nr. 7, p. 382—99.

gieng er nach Bereida und kehrte nach einem Besuche von Zeyma und Taïf nach Dscheddah an die Küste zurück. Insbesonders interessant ist die Beschreibung der ehemals vulcanischen Harras.

Die Inschriften, welche Doughty in Arabien reichlich gesammelt, wurden in Paris von der *Académie des Inscriptions et Belles lettres* in reicher Ausstattung veröffentlicht[1]).

Der unglückliche französische Reisende Karl Huber hat anfangs in Begleitung des Professors Euting aus Strassburg, später allein ebenfalls Nord Arabien archäologischer Zwecke halber bereist. Sie besuchten zuerst Palmyra, durchzogen dann das Wadi Sirhan und die Wüste Nefud und kamen so nach Haïl, wo sie beim Emir gute Aufname fanden. Professor Euting trennte sich hier, zog nach Teima, wo er eine wichtige Inschrift fand und kehrte über Madjin Salih nach glücklicher Abwehr eines raüberischen Ueberfalls seitens der Beduinen bei Wedsch an die Küste zurück. Huber hatte indessen den Dschebel Adja, Bereidah, Aneizah, Kheiber, Medjin Salih und Teima besucht[2]). Bei der abermaligen Rückkehr ins Innere Arabiens wurde der Reisende Huber von seinen treulosen Führern ermordet[3]).

Süd Arabien bildet das Forschungsgebiet der österreichischen Reisenden Siegfried Langer und Eduard Glaser. Der erstere fiel bekanntlich als Opfer der Wissenschaft, während der Letztere sich noch gegenwärtig in Sanâa aufhält. Von der genannten Stadt unternahm er eine Reise durch das Gebiet der Stämme Arhab und Hâschid, deren Fanatismus ihm die Erfüllung seiner Aufgabe, die Untersuchung himjaritischer Inschriften, sehr erschwerte[4]). Süd Arabien bildet ebenfalls den Gegenstand des Reisewerkes von Renzo Manzoni: »El Yemen, tre anni nell' Arabia felice. Roma 1884". Manzoni schildert darin den Verlauf seiner Reisen, welche er September 1877 von Aden aus begann; er zog über El Hota, Quataba und Yerim nach Sanaa und wieder zurück. Die zweite Reise führte Juni 1878 bis Jänner 1879 von Aden über Tez, Mocca und Hodeida an der Küste und von dort nach Sanaa. Die dritte im Jahre 1880 ausgeführte Reise gieng van Aden über Tez, Ibb nach Yerim und zurück über Hodeida. Dem Werke sind zwei werthvolle Karten über das bezeichnete Gebiet Süd Arabiens beigegeben.

[1]) Doughty Charles. Documents épigraphiques recueillis dans le Nord de l'Arabie. Paris 1884.

[2]) Bulletin de la Société de géographie de Paris. 1884, III. IV Trim, p. 289, 468; 1885, I Trim. p. 92.

[3]) Compte rendu de la Soc. de géographie à Paris. 1885. Nr. 14, p. 441.

[4]) Glaser. Meine Reise durch Arhab und Hâschid. Petermann's Mittheil. XXX, 1884, p. 170, 204.

Professor David Müller in Wien hat durch die seitens der Kais. Academie der Wissenschaften in Wien unterstützte Herausgabe des arabischen Textes von Al Hamdâni's Geographie der arabischen Halbinsel [1]) nach den in Berlin, Constantinopel, London, Paris und Strassburg vorhandenen Handschriften sich ein bedeutendes Verdienst erworben.

Persien war in neuerer Zeit das Forschungsgebiet zahlreicher englischer Offiziere, welche im Auftrage ihrer Regierung das Land nach allen Richtungen durchkreuzten und damit der Erdkunde wichtige Dienste leisteten. Der Oberstlieutenant und Consul in Asterabad Beresford Lovett bereiste 1881 und 1882 das nördliche Persien zwischen Teheran und Asterabad und legte seine Aufnamen in einer detaillirten Karte nebst Reisebericht [2]) nieder. Oberst Bateman Champain berichtete über die verschiedenen Wege zwischen Central Persien und der See [3]), während Capitän Wells über seine Aufnahmen im Südlichen Persien und zwar über den See Neris, von Ispahan nach Schuster, von Schuster nach Schusch und zurück sowie nach Ahwaz, endlich von Ahwaz nach Schîras referirt [4]). Oberstlieutenant Ross der politische Vertreter Englands am Persischen Golf, schildert uns den Lauf des Flusses Mand oder Kharaghatsch, welcher in der Nähe von Schiras entspringend in den persischen Golf mündet [5]). Endlich hat J. R. Preece im Jahre 1884 im Auftrage der Anglo-indischen Telegrafen Compagnie eine Route von Schiras über Fassa, Darab, Minab nach Jaschk am Arabischen Meer untersucht und den Weg auf einer Karte im Maassstabe von 1 : 1.250.000 dargestellt [6]). Der General in persischen Diensten und Ober Inspector der persischen Telegraphen A. Houtum Schindler beschreibt in der Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin [7]), die Gegend westlich von Zendjân bis Tacht i Soleimân, ferner die Routen von Qazwîn bis Tabris, endlich von Tabris bis Sandjbulâgh. Die Itinerare sind auf drei Karten im Maasstabe von 1 : 500.000 und 1 : 1.000.000 dargestellt und enthalten Höhenmessungen, Distanzen und Einwohnerzahlen der Orte. Ausser den angeführten Reisenden sind es namentlich österreichische Forscher, welche Persien ihre Aufmerksamkeit zugewandt haben. Unter diesen ragt der beste Kenner dieses Landes Dr. J. Polak in Wien

---

[1]) D. H. Müller, Al Hamdâni's Geographie der arabischen Halbinsel. Leiden, Brill. 1884.
[2]) Itinerary notes of route surveys in Northern Persia in 1881 and 1882. Proceedings of the R. Geogr. Soc. of London. V, 1883, Nr. 2, p. 57.
[3]) Ebenda, V, 1883, p. 121.
[4]) Ebenda, V, 1883, p. 138.
[5]) Ebenda, V, 1883, p. 712.
[6]) Supplementary Papers of the R. Geogr. Soc. of London. 1885, Nr. 3.
[7]) XVIII. Bd. 1883, p. 320.

hervor, welcher als langjähriger Leibarzt des Schah Gelegenheit fand Land und Leute Persiens auf das eingehendste zu studiren. Obwohl bereits in Jahren vorgerückt, hatte er sich doch im Jahre 1882 entschlossen, noch einmal wissenschaftlicher Zwecke halber nach Persien zurückzukehren und das Karagan- und Elvendgebiet zu erforschen. Das Ergebnis dieser Expedition hat Dr. Polak in einer Abhandlung [1]) niedergelegt, welche auch die in Persien seit 1860 in cultureller und commerzieller Beziehung stattgehabte Fortschritte bespricht. Geologische Forschungen haben die österreichischen Geologen Dr. E. Tietze und Dr. Wähner ausgeführt und dieselben in dem Jahrbuche der K. K. Geologischen Reichsanstalt in Wien beschrieben.

Durch das neuerliche Auftauchen der centralasiatischen Frage und die stets heftiger zu Tage tretende Rivalität Englands und Russlands in Asien ist *Afghanistan* ebenfalls in den Vordergrund des Tages Interesses getreten und hat infolge dessen die Literatur über dieses Land einen bedeutenden Zuwachs erfahren. Eine werthvolle Bereicherung unserer Kenntnisse über Afghanistan verdanken wir jedoch nur der Thätigkeit der englischen Grenz-Commission. Ausser den Offizieren, welche die Vermessungen zu besorgen hatten, bestand diese Commission aus Gelehrten, welche naturwissenschaftliche Beobachtungen zu machen hatten. Bereits jetzt liegen viele Berichte [2]) vor, welche uns ein reiches wissenschaftliches Material erwarten lassen. Als erste Frucht dieser Commission in geographischer Beziehung liegt uns eine Karte des viel umstrittenen Grenzgebietes zwischen den Flüssen Heri Rud und Murghab vor, welche sich von Herat bis Merw erstreckt. Dasselbe Land, wenn auch nur in seinem nordöstlichen Theil (insbesondere Kabul und den Bamjan Pass) schildert das treffliche Werk Jaworskij's [3]), welcher als Artz die russische Gesandschaft nach Kabul in den Jahren 1878 und 1879 begleitet hat und der in so wirkungsvoller Weise die wechselvollen Erlebnisse dieser Mission darzustellen weiss.

Eine ziemlich trockene Schilderung, welche sich zu meist nur auf die erforschten und erkundeten Wege bezieht, bietet das Werk

---

[1]) Eine Expedition nach dem Karagan- und Elvendgebiete, ven Dr. Polak. Mittheilungen der K. K. Gesellschaft in Wien. XXVI. 1883, p. 49, 106.

[2]) Afghan Boundary Commission. Proceedings of the R. Geogr. Soc. of London. VII. 1885, p. 39, 273.

Ferner: Countries and Tribes bordering on the Koh i- baba Range by Lumsden. Ebenda, VII, 1885, p. 561· Caves and Ruins at Pandjeh by Laessoë, p. 583.

[3]) Reise der russischen Gesandschaft in Afghanistan und Buchara in den Jahren 1878 und 1879. 2 Bände. Jena, Costenoble. 1885.

des englischen Generals MacGregor über *Belutschistan* [1]). Als interessante Thatsache möge hier hervorgehoben werden, dass MacGregor eigenthümliche Formen der Sanddünen fand, die den Fuldjes der arabischen Wüste Nefud gleichen. Eine ausführliche Beschreibung Sewistans enthält ein Werk des englischen Majors Duke [2]), welches auch in ethnographischer Beziehung werthvolles Material liefert.

---

[1]) Wanderings in Baloochistan. London, W. H. Allen. 1883.

[2]) A historical and descriptive report on the districts of Thal-Chotiali and Harnai. Calcutta. 1883.

BIBLIOGRAPHIE MENSUELLE.

GÉNÉRALITÉS.

COLONISATION. CULTURES. MISSION. COMMERCE. POLITIQUE.

1212 **Minutilli, F.**, I possedimenti coloniali delle potenze Europee. (Nuova Ant. Vol. LIII, p. 659—84).

1213 **Salmon, C. S.**, The Crown Colonies of Great Britain. An inquiry into their political economy, fiscal system and trade. London, Cassell. 94 p. 12mo. — 1/.

1214 **Dehn, P.**, Deutsche Kolonialprojekte im Orient. (D. Kolonialzeit. H. 19).

1215 **McCaskey, G. W.**, Geographical pathology of consumption. (Journ. Amer. Med. Assoc. Vol. V, p. 8, 67, 121).

1216 **Metzger, E.**, Einige Betrachtungen über Kultivation in den Tropen. (D. Kolonialzeit. H. 19).

1217 **Sahut, F.**, Les eucalyptus; aire géographique de leur indigénat et de leur culture. (Bull. Soc. Languedoc. de géogr. T. VIII, p. 340—99).

1218 **v. G.** De suiker-crisis. — Wekelijksch overzicht der suiker-industrie. (Ind. Mercuur N⁰. 43).

1219 Jahresbericht, 55ster, der Rheinischen Missions-Gesellschaft Barmen, 1885. 8⁰. (Berichte aus Kapkolonie, Gross-Nemaqualand, Damraland, Borneo, Nias, China).

1220 Jahresbericht, 70ster, der Evang. Missions-Gesellschaft zu Basel. Basel, 1885. 8⁰. (Berichte aus Indien, Afrika und China).

1221 Tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères pendant l'année 1884. Paris, Imprim. nat. LXVIII—765 p. gr. in-4⁰.

1222 **Hovelacque**, Le commerce à distance en Malaisie, à Ceylon, dans l'Asie du nord-est, en Afrique. (Bull. Soc. d'Anthropol. Paris. T. VIII, p. 457—62).

1223 **Deschamps, L.**, La question coloniale en France au temps de Richelieu et de Mazarin. (Revue de géogr. 9e ann. p. 363—75. A suivre).

1224 **Charmes, G.**, Politique extérieure et coloniale. Paris, Calmann Lévy. XLVI—428 p. in 18-jésus. — 3 fr. 50.

L'ASIE OCCIDENTALE.

L'ASIE MINEURE. L'ARABIE. LA SYRIE.

1225 **Tietze, E.**, Beiträge zur Geologie von Lykien. Mit Karte. (Jahrb. d. K. K. Geolog. Reichsanstalt. B. XXXV, S. 283—87).

1226 **Stevens, W. E.**, The Emery mines of Asia minor. Opium product of Asia Minor. (Un. States Cons. Reports. Aug. p. 612—15, 29—33).

1227 **Manzoni, R.**, El Yémen. Tre anni nell' Arabia Felice. Excursione fatte dal sett. 1877 el marzo 1880. Con 2 carte. Roma. VI—446 p.

1228 **Chichester Hart, H.**, A naturalist's journey to Sinai, Petra and South Palestina. (Palestina explor. fund. Oct. 1885, p. 231—86).

1229 **Picciotto, De**, Rapport consulaire d'Aleppo. (Verz. v. cons. berichten. 1885, bl. 717—23).

1230 **Germain, J.**, Rapport consulaire de Caïffa et Acre. (Verz. v. consul. ber. 1885 bl. 610).

L'ASIE CENTRALE.

1231 Contributions towards the topography and ethnology of Central Asia. (China Rev. Vol. XIII, N⁰. 5, 6).

1232 **Simond, C.**, L'Afghanistan: les Russes aux portes de l'Inde. Avec carte. Paris, Lecène et Oudin. XIX—323 p. in-18⁰.

1233 **Guillot, E.,** Les Russes et les Anglais dans l'Asie centrale. Avec carte. (Bull. Soc. de géogr. Lille. T.IV, p. 454—68).

1234 **Heumann,** Les Russes et les Anglais dans L'Asie centrale. Paris, Baudoin & C⁰. 95 p. in-18 jésus et 4 cartes.

L'EMPIRE INDO-BRITTANNIQUE.

VOYAGES, DESCRIPTIONS, ETC. MISSIONS. MOEURS. HISTOIRE. CEYLON.

1235 **Reuleaux, F.,** Eine Reise quer durch Indien im J. 1881. 2te Aufl. Berlin. XV—288 S. gr. 8⁰. — 5 M.

1236 **Robie, J.,** Voyage aux Indes. (Mouv. géogr. N⁰. 22).

1237 **Branfill, B. R.,** Notes on the physiography of southern India. (Proc. R. geogr. Soc. Vol. VII. p. 719—35).

1238 **Holdich, T. H.,** The geographical position of Mashhad (Meshed). (Proc. R. geogr. Soc. Vol. VII, p. 735—38).

1239 **Maclagan, R.,** The rivers of the Punjab. With map. (Proc. R. geogr. Soc. Vol. VII, p. 705—19).

1240 Account of the South-West Monsoon storm generated in the Bay of Bengal, during the years 1877 to 1881. (Indian Meteorol. Memoirs. Vol. II, P. IV).

1241 Waldbilder aus Indien, (Ausland. N⁰. 36).

1242 **Keene, H. G.,** An Indian village. — W. G. F. Haslett, The Gypsy tribe. (Calcutta Rev. Jul.).

1243 Panjab customery law. Vol. I—IV, Publication of the governm. Imp. 8⁰.

1244 **Mitchell,** Mrs **Murray,** In Southern India. A visit to some of the chief mission stations of the Madras Presidency. Religions Tract Soc. 8⁰. — 6/.

1245 **Schäffer, E.,** Das indische Schulwesen und unsre Zentralschule. (Evang. Luth. Miss.blatt. N⁰. 17).

1246 **Gehring, A.,** Heidenfeste in Vorder- und Hinterindien. (Evang. Luth. Miss.blatt. N⁰. 18, 19).

1247 **Thornton, Th. H.,** The vernacular literature and folklore of the Panjáb. (Journ. R. Asiat. Soc. of Gr. Brit. a. Ir. Vol. XVII, p. 373—414).

1248 **Jolly, J.,** Outlines of a history of the Hindu law of partition, inheritance and adoption. Calcutta. XI—347 p. 8⁰. — £ 1.3/.

1249 **Keene, H. G.,** A sketch of the history of Hindustan from the Muslim conquest to the fall of the Mughol empire. London, Allen & C⁰. XXXVI —476. 8⁰.

1250 Report of the census of British India, taken on the 17 Febr. 1881. 3 vol. Publ. of the governm. f⁰. — 15/.

1251 **Le Mesurier,** Customs and superstitions connected with the cultivation of rice in the southern province of Ceylon. (Journ. R. Asiat. Soc. of Gr. Brit. a. Ir. Vol. XVII, p. 366—72).

L'ASIE ORIENTALE.

GÉNÉRALITÉS. LA CHINE. KOREA. FORMOSA. LE JAPON.

1252 **Stein, L. von,** Ueber die settlements in Ostasien und ihre Rechtsverhältnisse. Mit specieller Beziehung auf Japan. (Oesterr. Monatssch. f. d. Or. N⁰. 10).

1253 **Verme, L. dal,** Note di un viaggio nell' estremo Oriente. Con carte. Milano. gr. in 4⁰.

1254 **Krafft's, Hugues,** Weltreise. (Die Lage Französisch-Cochinchinas. Charakterzüge der Japaner). (Globus N⁰. 14).

1255 Examination, Competitive. in Chiua. A chapter of Chinese travel. (Blackw. Edinb. Mag. Oct. p. 479—85).

1256 **Paschkoff, L.,** Ein Spaziergang nach Hong-kong und Kanton. (Aus alle Weltth. J. 17, S. 23—27).

1257 **Gueluy, M.,** Description de la Chine occidentale. (Muséon, p. 610—32).

1258 **Goldsborough,** Foreign trade of China. — Seymour, Commerce of Canton and Southern China. (Un. States Cons. Reports, Aug. p. 561—64, 80—89).

1259 Commerce, Le, d'importation en Chine. (Mon. d. consul. 3 Oct.).

1260 **Arminjon, V.**, La China et la missione Italiana del 1866. Firenze. 116 p. 8⁰.

1261 Leben, Aus dem, und den Leiden des chinesischen Volkes. (Evang. Heidenb. 1885. N⁰. 10, 11).

1262 **Bryson, M. J.**, Home-life in China. New York. III—314 p. 12⁰. — $ 1.25.

1263 **Mayet, P.**, Ein Besuch in Corea. (Mitth. d. Deutschen Ges. f. Natur- und Völkerk. Ostasiens. B. IV, S. 146—52).

1264 **Foulk, G. C.**, Foreign trade of Corea. (Un. States Cons. Reports, Aug. p. 565—67).

1265 Witterungs- und Strömungsverhältnisse auf der Rhede von Takao an der Westküste von Formosa. (Ann. d. Hydrogr. J. XIII, S. 566—68).

1266 **Naumann. E.**, Ueber den geologischen Bau der Japanischen Inseln. (Mitth. d. Deutschen Ges. f. Natur- und Völkerk. Ostasiens. B. IV, S. 153—59).

1267 **Oukawa, S.**, Le Japon: gouveruement, administration, relations commerciales. (Bull. Soc. de géogr. Lille. T. IV, p. 449—54).

1268 **Hutchinson, A. B.**, Japon: missionary travel in Kiu-Shiu. With a map. (Church Miss. Intell. Vol. X, p. 790—99).

1269 **Hütterott, G.**, Das Japanische Schwert. — Freih. von Zedtwitz, Japanitche Musikstuecke. (Mitth. d. Deutschen Ges. f. Natur- und Völkerk. Ostasiens. B. IV, S. 111—45).

1270 **Penhallow. D. E.**, Traditions of the Ainos of Northern Japan. (Canadian Record of sc. Vol. 1, p. 228—36).

L'INDO-CHINE.

LA BIRMANIE. TONGKING.

1271 **Sangermann**, A description of the Burmese empire, trans. by W. Tandy. Calcutta. X—228 p. roy. 8⁰. — 8/.

1272 **Hue, F.**, La Birmanie. (Gaz. géogr. N⁰. 44).

1273 **Fea, L.**, Lettere dalla Birmania. (Boll. Soc. geogr. Ital. Vol. X, p. 751—62).

1274 Reiche, Im. der weissen Elephanten. (Globus, B. XLVIII, N⁰. 15).

1275 Porti, Nei, di Birmania. (Mar. e comm. 6 sett.).

1276 Colons, Les, Français au Tonkin. (Revue Britt. Sept. p. 145—53).

1277 **Lamette, Ch.**, La voie du Fleuve Rouge. 2me part. (Bull. Soc. Normande de géogr. 7e ann. p. 240—56).

1278 Handelsverhältnisse, Die, Tongkings. (Volkswirtschaftl. Wochenschr. N⁰. 91, 92).

LES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES.

GÉNÉRALITÉS. SUMATRA. JAVA ETC. LA NOUVELLE GUINÉE.

1279 **Berkhout, A. H.**, De Coca. Cuca, Erythroxylon Coca: een nieuw landbouw-product van Nederl.-Indië, met grav. (Tijdschr. v. nijv. en landb. v. N. I. D. XXXI, bl. 251-66).

1280 **Driessen, D.**, Bijdrage tot de runderpest-geographie. (Geneesk. tijdschr. v. N. Indië. D. XXV, bl. 97—155).

1281 **Young, J. W.**, Het huwelijk bij de Chineezen te Padang. Matriarchaat in botsing met patriarchaat en daaruit voortvloeiende neiging om van het in China geëerbiedigde versterfrecht af te wijken. (Ind. Gids. J. VII, bl. 1458—79).

1282 **Jong, E. W. de**, Moeten de inlanders Hollandsch kennen? — Het schrijven van inlandsche woorden met Latijnsche karakters. (Ind. Gids, J. VII, bl. 1412—15, 43—45).

1283 Karakter, Het, der Indische begrooting. (Ind. Gids J. VII, bl. 1357—79).

1284 **Hymans van Anrooij, H. A.**, Nota omtrent het rijk van Siak. (Tijdschr. v. Ind. taal-, land- en volkenk. D. XXX, bl. 259—390).

1285 Sumatra Tobacco. (Transact. Wisconsin State Agric. Soc. Vol. XX, p. 449—52).

1286 **Metzger, E.**, Die Kalang auf Java. (Globus N⁰. 14, 15).

1287 Advies, Het, van den Minister van Koloniën over de Javasche suikerindustrie. (Tijdschr. v. Ned. Indië. 14e J., bl. 312—20).

1288 **Steinfoort, J. W.,** en **J. Hora Adema,** Spoorwegkaart van Java en Madoera met aanduiding der communicatiemiddelen te land en ter zee. Schaal 1 : 1000000 's Gravenh., J. Smulders & C⁰. 2 gekl. bl. — *f* 3.

1289 Almaheira. Met situatiekaartje van het christendorp Duma. (Berigt. v. d. Utrechtsche Zendingsvereen. 1885. N⁰. 9).

1290 **Coutts Trotter,** On some recent explorations in New Guinea. (Scott. geogr. Mag. Vol. I, p. 482—87).

1291 Nieuw-Guinea. (Berigt. v. d. Utrechtsche Zendingsvereen. N⁰. 9, 10).

L'AFRIQUE SEPTENTRIONAL.

LE MAROC. L'ALGÉRIE. LA TUNISIE, ETC.

1292 **Blumentritt, F.,** Die spanischen Presidios an der Nordküste Marokkos. (Globus. B. XLVIII. N⁰. 18).

1293 **Castonnet des Fosses, H.,** Le Maroc. (Bull. Union géogr. du nord de la France. 6ᵉ ann. p. 209—26, 70—91).

1294 **Erckmann, J.,** Le Maroc moderne. Avec carte, plans et grav. Paris, Challemel ainé. 310 p. in-8⁰.

1295 **Payton, C., A. Redman** et **Ed. Whetnal,** Rapport consulaire de Maroc. (Receuil consul. T. LII, p. 46—57, 59—71).

1296 **Postel, R.,** L'Allemagne et le Maroc. (Gaz. géogr. N⁰. 43).

1297 **Kobelt, W.,** Colonization in Algeria. (Science. Vol. VI, p. 317—19).

1298 **Basset, R.,** Mission scientifique en Algérie et en Maroc. (Bull. Soc. de géogr. de l'Est. 1885. p. 293—305).

1299 **Derrien,** La région algérienne traversée par le méridien de Paris. Avec carte. (Bull. Soc. de géogr. de Paris. T. VI, p. 251—310).

1300 Statistique médicale de l'armée en France, en Algérie et en Tunisie. (Arch. de médec. milit. T. V, p. 78, 200, 249, 327).

1301 **Vyncke,** Brieven van eenen Vlaamschen missionaris in Midden-Africa. 1ᵉ reeks. Algerien. Brugge, 159 bl. 12⁰.

1302 **Bert, P.,** Lettres de Kabylie; la politique algérienne. Paris, Lemerre. 89 p. in-8⁰. — 2 fr. 50.

1303 Cagnat's und Saladin's Reisen in Tunesien. (Globus B. XLVIII, N⁰. 18—20).

1304 **Blumereau, J. T.,** La viticulture en Tunisie. Paris, Oudin, 46 p. in-8⁰.

1305 **Mercier, E.,** Quelques notes sur le Tafilalet. (Bull. Soc. de géogr. d'Oran. T. V, p. 79—87).

1306 **Piesses, L.,** Voyage aux Ziban. (Bull. Soc. de géogr. d'Oran. T. V. p. 88—103).

L'AFRIQUE ORIENTALE.

L'EGYPTE. POSSESSIONS ITALIENNES ET FRANÇAISES. LE PAYS DES SOMALI ET GALLA. ZANZIBAR, ETC. L'AFRIQUE AEQUATORIALE.

1307 **Bastian,** Afrika's Osten mit dort eröffneten Ausblicken. H. I. Berlin 1885. 64 S. — 20 Pf.

1308 **Krall, J.,** Reise in Egypten. (Oesterr. Monatssch. f. d. Or. N⁰. 10).

1309 **Ceccaldi, C.,** L'Istme de Suez en 1860. (Nouv. Revue. T. XXXVI, p. 792—832).

1310 **Paul, Ew.,** Messaua und seine Umgebungen. (D. Rundschau f. Geogr. J. VIII. S. 68—74).

1311 **Soleillet, P.,** Explorations éthiopiennes, itineraire d'Ankobér au Kaffa. (Bull. Soc. Normande de geogr. 7ᵉ ann. p. 182—207, 256—94).

1312 **Cope Whitehouse,** Le las Moeris. Justification d'Herodote par les recherches récentes. (Bull. Soc. Khédiv. de géogr. S. II, p. 247—56).

1313 **Zuber, C.,** Histoire médicale de la campagne des Anglais en Egypte. (Arch. de médec. milit. T. V, p. 227, 75).

1314 **Ragazzi. V.,** Notizie mediche raccolte nel viaggio da Assab all' Abissinia. (Boll. Soc. geogr. Ital. Vol. X, p. 744—51).

1315 **Faralli, G.,** La condizioni igieniche di Massaua. (L'Idrol. e la climatol. medica. Juglio).

1316 **Pasquale, G. A.,** Cenni sulla flora di Assab. (Boll. Soc. Afric. d'Italia. A⁰. IV, p. 150—59).

1317 **Fonpertuis, A. F. de,** L'Eygyte contemporaine: sa production et sa situation économique. (Journ. d'économ. Oct. p. 47—73).

1318 **Massaia, G.,** I miei trentacinque anni di missione in Etiopia. (Nuova antol, 2da ser. Vol. LIII, p. 518—35).

1319 Scioa, Le, e l'avvenir commerciale di Obok, di Tagiura e di Sagallo. (Marina e comm. 23 ag.).

1320 **Guillon, E.,** Notes pour l'histoire de notre temps: l'Egypte contemporaine et les intérêts françois. Grenoble. 45 p. in-8⁰.

1321 England and Egypt in the Sudan. (Quart. Rev. Oct. p. 470—503).

1322 Spedizione Capucci-Cicognani. Lettere di L. Capucci e L. Cicognani. (Boll. Soc. Afric. d'Italia. A⁰. IV, p. 138—48).

1323 **Paulitschke, Ph.,** Reise nach Hárar und in die nördlichen Galla-Länder 1885. Mit Karte. (Petermanns Mitteil. B. 31, S. 369—84). — Notizie dall' Harar. (Boll. Soc. geogr. Ital. Vol. X, p. 573—79).

1324 **James, F. L.,** Journey through the Somali country to the Webbe Shebeyll. With map. (Proc. R. geogr. Soc. Vol. VII, p. 626—46).

1325 **Paulitschke, Ph.,** Ueber die ethnische Gliederung der westlichen Somâl- und der nordöstlichen Galla-Stämme. Mit Karte. (Mitth. Geogr. Ges. Wien. B. XXVIII, S. 385—402).

1326 **Westphal, G.,** Sansibar und das deutsche Ost-Afrika. (Geogr. Univ. Bibl. N⁰. 14—16).

1327 Protectorat, Le, Allemand à Zanzibar. (Mouv. géogr. N⁰. 22),

1328 **Jeanmairet, D.,** Lettre du Zambèze. (L'Afrique explorée. 6e ann. p. 349, sv.).

1329 **Guyot, P.,** Voyage au Zambèse. (Bull. Soc. de géogr. de l'Est. 1885, p. 306—31).

1330 Johnston's. H. H., Expedition nach dem Kilima'ndscharo. (Ausl. N⁰. 36—39).

1331 **O'Neill, H. E.,** Journey from Quillimane to Blantyre. — D. J. Rankin, Journey from Blantyre to Quillimane. (Proc. R. geogr. Soc. Vol. VII, p. 646—67).

1332 **O'Neill, H. E.,** Astronomical observations between Mozambique coast and Lake Nyassa. With map. (Scott, geogr. Mag. Vol. I, p. 428—46).

1333 **Thomson,** Au pays des Massaï (Afrique centrale). Avec une carte. (Tour du monde. T. L, p. 289 svv.).

1334 **Giles,** Deux ans aux lacs de l.Afrique centrale. (Bull. Union de géogr. du nord de la France. 6e ann. p. 291—99).

1335 **Cordeiro, L.,** Traversée de l'Afrique par MM. Capello et Ivens. (Bull. Soc. de géogr. comm. Bordaux. 8e ann. p. 623—29).

1336 Voyage aux grands lacs de l'Afrique méridionale. (Revue géogr. intern. 10e ann. p. 128—31).

1337 Africa and its missions. Central Africa. (Church Miss. Gleaner. Nov. — Chron. of London Miss. Soc. Nov.)

L'AFRIQUE OCCIDENTALE.

POSSESSIONS PORTUGAISES. CÔTE DE GUINÉE, ETC.

1338 **Johnston, H. H.,** The Portuguese possessions in West Afrika. (Scott. geogr. Mag. Vol. I, p. 465—81).

1339 Côte d'Or, La, entre le Prah et le Volta. Avec une carte. (L'Afrique explorée. VIe ann. p. 306—19).

1340 **Gros, J.,** Voyages, avontures et captivité de J. Bonnat. (Bull. Soc. Normande de géogr. 7e ann. p. 157—82).

1341 **Smyth, J. H.,** American and European trade on the west coast of Africa. Liberian agriculture and forests. (Un. States consul. Reports. Aug. p. 558—61, 661—63).

1342 **Buonfanti,** La costa occidentale africana da Sette-Cama al Congo, dal Congo a Mossamedes. (Soc. d'exploraz. comm. in Afr. Jugl.-Ag.).

1343 **Dalla Vedova, G.,** Pellegrino Cateucci ed il suo diario inedito. Con carta. (Boll. geogr. Ital. V[illegible], p. 641—73).

1344 **Gebelin, J.,** Traversée de l'Afrique de Mossamédes à Quillimané (Mars 1884—Juin 1885) par MM. Capello et Ivens. (Bull. Soc. de géogr. comm. Bordeaux. N⁰. 20. 19 Oct. p. 589—97).

1345 Strohfest, Das, am Hofe von Joruba. (Globus N⁰. 16).

1346 **Belck, W.,** Südwestafrikanische Verhältnisse I. (D. Kolonialzeit. H. 18).

LE ROYAUME DU CONGO.

VOYAGES. HYDROGRAPHIE. ETHNOGRAPHIE, ETC.

1347 Moniteur, Le, du Congo. Journal hebdomadaire. Bruxelles. — Par an 3 fr.

1348 Congo-Expedition, Oesterreichische. (Mitth. Geogr. Ges. Wien. B. 28, S. 402—14).

1349 Descente, La, der Kassaï par le lieutenant Wissmann. Avec une carte du Kassaï, de Kikassa à Kwamouth, 1 : 10,000,000. (Mouv. géogr. N⁰. 21).

1350 **Verdilhac, A. de,** Le Congo et l'Afrique équatoriale. (Bibl. univ. T. XXVIII, p. 76—103).

1351 **Westmark, Th.,** Om de senaste upptäckterna vid öfre Kongo. (Ymer 1885 S. 122—28).

1352 **De Neve, E. en C.,** Studie over Midden-Afrika en de Kongo-staten. Met kaart. Gent, Vuylsteke. 212 p. in-18. — 2 fr. 60.

1353 **Paulitschke, Ph.,** Stanley über den Congo. (Oesterr. Monatssch. f. d. Or. N⁰. 10).

1354 Welle-Congo, The, theory: a new solution of an old problem. (Scott. geogr. Mag. Vol. I, p. 505—9).

1355 **Boumann, O.,** Die Uëlle-Frage. (Gaea. J. XXI, S. 728—32).

1356 Exploration du Kassaï. Par le lieutenant Wissmann. (L'Afrique explorée. 6ᵉ ann. p. 340—44).

1357 Negroes, The, of the Congo. (Blackw. Edinb. Mag. Oct. p. 441—52).

1358 Coquilhat, Le lieutenant, chez les Bangala. Renseignements recueillis dans quelques entrevues avec le voyageur. (Mouv. géogr. N⁰. 23).

1359 Congoland en de Franciscanen. (De Bode v. d. H. Franciscus v Assisie. 11ᵉ ann. N⁰. 1).

1360 **Tisdel, N. P.,** The Congo country: caravan journey from Vivi to and around Stanley Pool (Un. States Cons. Reports. Aug. p. 542—57).

L'AMÉRIQUE CENTRALE.

GUATEMALA, ETC. LES ANTILLES.

1361 **Serigiers, J.,** Rapport consulaire de Guatémala. (Recueil consul. T. LII, p. 24 svv.).

1362 **Brinton, D. G.,** On the language and ethnologic position of the Xinca Indians of Guatemala. — The lineal measures of the semi-civilized nations of Mexico and Central America. (Proc. Amer. Philos. Soc. Vol. XXII, p. 89—98, 194—207).

1363 **Michel, E.,** Aux Antilles. (Gaz. géogr. N⁰. 41).

1364 **Drysdale, W.,** In sunny lands: out-door life in Nassau and Cuba. New York. 65 p. 4⁰.

1365 **Laroche. L.,** Haïti, une page d'histoire. Paris, Rousseau. 243 p. in-8⁰ avec 2 pl. et portr.

L'AMÉRIQUE DU SUD.

CHILI ET PÉROU. GUYANE. BRÉSIL. LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, ETC.

1366 **Hieronymus,** Die klimatischen Verhältnisse der südlichen Theile von Süd-Amerika und ihre Flora. (62ᵉʳ Jahresber. d. Schles. Ges. f. vaterl. Cultur. S. 306—8).

1367 **Roth, J.,** Ueber die von Hrn Dr. P. Güssfeldt in Chile gesammelten Gesteine. (Sitz.ber. Akad. d. Wiss. Berlin. 1885, S. 563—67).

1368 Kohlenbergbau in Chile unter deutscher Leitung. (Export N⁰. 43).

1369 Pacifique, Du, au lac de Titicaca (Pérou). (Mon. d. consul. 3 Oct.).

1370 **Thurn, E. F. im,** Roraima. (Scott, geogr. Mag. Vol. I, p. 548—54).

1371 **Viala, L. F.**, Conséquences économiques d'un phènomène climatalogique en Guyane Française. (Bull. Soc. Languedoc. de géogr. T. VIII, p. 309—20).

1372 **Steinen, K. von den,** Die Indianer von Guyana. (D. Geogr. Blätter. B. VIII, S. 274—85).

1373 **Breitenbach, W.**, Italienische Kolonien in Südbrasilien. (Ausl., N⁰. 37).

1374 **Ihering, H. von,** Das Verbot der Auswanderung nach Brasilien. (Export N⁰. 42).

1375 **Breitenbach, W.**, Porte Allegre. (Aus allen Weltth. J. VII, S. 38—46).

1376 **Derby. O. A.**, Peculiar modes of occurrence of gold in Brazil. (Amer. Journ. of sc. Vol. XXVIII, p. 440—47).

1377 **Bischoff, Th.**, Die Ackerwirtschaft in den subbrasilienischen Kolonien. (D. Kolonialzeit. H. 20).

1378 **Schnabl, L.**, Buenos-Ayres. Land und Leute am silbernen Strome. Mit besonderer Rücksicht auf Europäische Einwanderung, Handel und Verkehr. Stuttgart, Levy und Müller. 1885. 268 p. 8⁰. — 5 M.

1379 **Daireaux, E.**, La culture des céreales dans les Pampas de la République Argentine. (Revue d. deux mond. 15 Oct. p. 859—90).

1380 **Baguet, A.**, L'expedition Argentine à la recherche des restes du Dr. Crevaux. (Bull. Soc. de géogr. d'Anvers. T. X, p. 106—22).

1381 **Guttzeit, Ed.**, Argentinische Expeditionen nach dem See Nahuel-Huapi. (D. Kolonialzeit. H. 19).

1382 Geschäftslage, Zur, in Argentinien. (Export N⁰. 41).

1383 Paysandú (Uruguay). (Globus B. XLVIII, N⁰. 17).

1384 **Potel, A.**, Les Républiques de La Plata. Le développement dans ces pays de l'industrie et du commerce français. (Bull. Union géogr. du nord de la France. 6ᵉ ann. p. 257—70, 331—46).

1385 **Garson, J. G.**, On the habitans of Tierra del Fuego. With pl. (Journ. Anthrop. Instit. of Gr. Brit. and Ireland. Vol. XV, p. 141—60).

L'AUSTRALIE.

L'AUSTRALIE. LES CAROLINES ET AUTRES ILES OCÉANIQUES.

1386 L'Australasie Britannique. (Ann. de l'extr. Or. 8ᵉ ann. p. 78—85).

1387 Growth, The, of Colonial England: Australia and New Zealand. (Westminster Rev. Oct. p. 412—43).

1388 **Lemire, C.**. En Australie. Paris libr. géner. 224 p. in-8⁰.

1389 **Bartholomew, J. G.**, North-west Australia. With map. (Scottish geogr. Mag. Vol. I. p. 529—38).

1190 Reiseberichten, Aus den, des Kapt. I. Zimdars, Führer der Deutschen Bark „Agustina". Ueber Sydney und Mary-Insel in der Phoenix-Gruppe; Südlicher Stillen Ocean. (Ann. d. Hydrogr. J. XIII, S. 497—505).

1391 **Howitt, A. W.**, The rocks of Noyang. With map. (Trans. and proc. R. Soc. of Victoria. Vol. XX, p. 18—70).

1392 **Greffrath, H.**, Die Silberlager in den Barrier-oder Stanley-Ranges. (Ausland, N⁰. 37).

1393 **Strong, E. E.**, The Caroline Islands. With sketch map. (Science. Vol. VI, p. 287—89).

1394 **Renouard, A.**, Les îles Carolines. (Bull. Soc. de géogr. Lille. T. IV, p. 468—82).

1395 **Pennesi, G.**, L'Arcipelago delle Caroline e delle Palaos. (Boll. Soc. geogr. Ital. Vol. X, p. 724—43).

1396 Carolinen, Die. Mit Karte. (D. Rundschau f. Geogr. J. VIII. S, 62—68).

1397 **Blumentritt, F.**, Die spanischen Ansprüche auf die Carolinen. Mit Karte. (Mitth. Geogr. Ges. Wien. B. XXVIII, S. 434—44).

APERÇU SYSTÉMATIQUE.

Colonisation. Émigration.

Gén. 1212—14. L'As. Or. 1067, 1252. L'Indo-Ch. 1073, 1276. L'Afr. Sept. 1292—97. L'Afr. Or. 1326. L'Afr. Occ. 1151, 52, 1338. 46. L'Am. du S. 1189, 96, 1373, 74. L'Austr. 1204.

Voyages. Description. Cartes.

L'As. Occ. 1038, 39, 1227. L'As. Centr. 1044—46, 1231. L'Emp. I. Britt. 1048, 49, 66, 1235—38. L'As. Or. 1069, 1253—57, 63. L'Indo-Ch. 1074, 1271—74, 77. I. O. Néerl. 1080, 1284—90. L'Afr. en Gén. 1114—16. L'Afr. Sept. 1119, 20, 1293, 94, 98, 99, 1303, 5, 6. L'Afr. Or. 1124, 32, 39—42. 1307—11, 22—24, 28—31, 33—36. L'Afr. Mér. 1144, 48. L'Afr. Occ. 1155, 59, 1339, 40, 42—44. Roy. du Congo 1161—63, 1347, 48, 50—52. L'Am. du N. 1165. L'Am. Centr. 1169, 75, 1363, 64. L'Am. du S. 1177, 78, 83—85, 87, 88, 90, 91, 94, 1370, 75, 78, 80, 81. 83. L'Austr. 1198, 1200, 6, 7, 1386—90, 93—96.

Oro-hydrographie, Géologie, etc.

L'As. Occ. 1225. L'Emp. I. Brit. 1239. L'As. Or. 1266. L'Inde-Ch. 1075. I. O. Néerl. 1081, 88—90, 1102, 6. L'Afr. Sept. 1123. L'Afr. Or. 1125, 1312. L'Afr. Mér. 1145. L'Afr. Occ. 1158. Roy. du Congo 1349, 53—56. L'Am. du S. 1179, 86, 1367, 76. L'Austr. 1201, 1391, 92.

Météorologie. Médecine.

Gén. 1215. L'As. Occ. 1041. L'Emp. I. Brit. 1050, 1240. L'As. Or. 1265. I. O. Néerl. 1082—84, 87. L'Afr. Sept. 1300. L'Afr. Or. 1129, 1313—15, 32. L'Afr. Occ. 1153, 56. Roy. du Congo 1164. L'Am. du S. 1197, 1366. 71.

La Botanique. Zöologie.

L'As. Occ. 1228. L'Emp. I. Brit. 1051, 1241. I. O. Néerl. 1085, 91, 1107, 9. L'Afr. Or. 1136, 1316. L'Am. Centr. 1171.

Produits. Cultures.

Gén. 1032—36, 1216—18. L'Emp. I. Brit. 1052. I. O. Néerl. 1092, 98, 1279, 85. L'Afr. Sept. 1304. L'Afr. Or. 1317. L'Am du S. 1368, 79.

Anthropologie. Ethnographie, etc.

L'As. Occ. 1040. L'Emp. I. Brit. 1059, 64, 1242. I. O. Néerl. 1286. L'Afr. Or. 1133, 37, 1325. L'Afr. Occ. 1154, 60. Roy. du Congo 1357, 58. L'Am. du N. 1166, 67. L'Am. Centr. 1362. L'Am. du S. 1181, 1372, 85. L'Austr. 1199.

Gouvernement, etc.

L'Emp. I. Brit. 1053, 1243. L'As. Or. 1267. I. O. Néerl. 1093, 94.

Religion. Mission. Instruction.

Gén. 1219, 20. L'Emp. I. Brit. 1054, 63, 65, 1244, 45. L'As. Or. 1268. Iles Phil. 1112. I. O. Néerl. 1099, 1101, 3, 1289, 91. L'Afr. en Gén. 1117. L'Afr. Sept. 1301. L'Afr. Or. 1138, 43, 1318, 37. L'Afr. Mér. 1149, 50. Roy. du Congo 1359.

Commerce, Industrie, etc. Voies de communication.

Gén. 1037, 1221, 22. L'As. Occ. 1042, 43, 1226, 29, 30. L'As. Centr. 1047. L'Emp. I. Brit. 1062. L'As. Or. 1070, 71, 1258, 60, 64. I. O. Néerl. 1110, 1280, 87, 88. L'Afr. Sept. 1118, 21, 22, 1295. L'Afr. Or. 1126, 27, 30, 34, 35, 1309. L'Afr. Mér. 1146. L'Afr. Or. 1341. Roy. du Congo 1360. L'Am. du N. 1168. L'Am. Centr. 1170, 72—74, 76, 1361. L'Am. du S. 1180, 92, 93, 95, 1369, 77, 82, 84. L'Austr. 1202, 3, 5, 10.

Mœurs et coutumes. Langue et littérature.

L'Emp. I. Brit. 1055—57, 1246—48, 51. L'As. Or. 1068, 1261, 62, 69. Iles Phil. 1113. I. O. Néerl. 1095, 96, 1100, 1281, 82. L'Afr. Or. 1327. L'Afr. Occ. 1345.

Politique. Histoire.

Gén. 1223, 24. L'As. Centr. 1232—34. L'Emp. I. Brit. 1058, 60, 61, 1249, 50. L'As. Or. 1072, 1270. L'Indo-Ch. 1076—79, 1275, 78. I. O. Néerl. 1086, 97, 1104, 5, 8, 11, 1283. L'Afr. Sept. 1296, 1302. L'Afr. Or. 1128, 31, 1320, 21. L'Afr. Mér. 1147. Afr. Occ. 1157. L'Am. Centr. 1365. L'Am. du S. 1182. L'Austr. 1208, 9, 11, 1397.

ERRATA.

N°. 981. Revue cons. T. 4, doit être: Recueil cons. T. L.

LISTE DES COLLABORATEURS.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE-HONGRIE.

M. M. le Dr. R. Andree, *Directeur de l'Institut géographique de Velhagen et Klasing.*
Le Prof. Dr. A. Bastian.
Le Prof. F. Blumentritt.
Le Dr. Fr. Fabri.
Le Dr. Th. Fabri.
Le Dr. Emil Jung.
F. Kanitz.
Le Prof. Dr. A. Kirchhoff.
Le Dr. Rudolph Kleinpaul.
Le Dr. A. Lehmann, *Professeur de géographie à l'Académie Royale de Munster.*
Le Dr. en Phil. M. Lindeman, *Rédacteur du Journal » Deutsche Geographische Blätter".*
Le Dr. Fr. Ritter von Le Monnier, *Vice-Secrétaire ministériel, secrétaire général de la Société I. et R. de Géographie, Vienne.*
Le Prof. Dr. Philip Paulitschke.
Le Dr. Pechuël-Loesche.
Le Professeur Dr. J. J. Rein, *de l'Université de Bonn.*
Fritz Robert, *Rapporteur officiel aux Expositions de Paris* 1878 *et d'Amsterdam* 1883.
Le Dr. Carl Ritter von Scherzer, *Conseiller de Ministère, Consul-Général d'Autriche-Hongrie à Gênes.*
Le Baron V. von Strantz.
Le Dr. A. Schreiber, *Inspecteur des missions.*
Fr. X. Ritter von Neumann Spallart, *Conseiller aulique I. et R., professeur à l'Université, membre de la Commission Centrale I. et R. de statistique, Vienne.*
Le Prof. Dr. C. Zehden.

ANGLETERRE.

Sir George Birdwood K. B., C. S. I., M. D.
Comm^r. Verney Lovett Cameron R. N., C. B.
Sir G. Campbell K. C. S. I., M. P., D. C. L.
Jos. G. Colmer, Esq. *Secretary to the office of the High Commissioner for Canada.*
R. Coutts Trotter, Esq.
Henry O. Forbes, Esq.
Ch. E. Fryer, Esq. *Editor of the »Colonies and India".*
G. V. S. Fitz Gerald, Esq. *Political Agent of the Secretary of State for India.*
B. Daydon Jackson, Esq. *Secretary of the Linnean Society.*

J. Scott Keltie, Esq. *Librarian of the R. G. S.*
Cl. R. Markham, C. B. *Secretary of the R. G. S.*
Capt Charles Mills C. M. G. *Agent to the Cape of Good Hope.*
E. J. Payne Esq., *fellow of University College, Oxford.*
Charles H. Pearson, Esq., *Member of the Legislative Assembly of Victoria.*
J. R. Royle Esq.
R. Murray Smith Esq., C. M G., *Agent-General for Victoria.*
Sir Richard Temple. B^t. G. C. S. I., C. I. E.
H.A.Webster, Esq. *Honorary Editor of the Scottish GeographicalMagazine.*
Fred. Young, I. P., D. L., *Honorary Secretary of the Royal Colonial Institute.*

BELGIQUE.

M. M. Emile de Harven.
Le Colonel Wauwermans, *Président de la Société de Géographie d'Anvers.*
J. Du Fief, *Secrétaire de la Société Royale Belge de Géographie, Bruxelles.*

ESPAGNE.

M. Alfred Escobar, *Député, Directeur de La Epoca à Madrid.*

FRANCE.

S. A. le Prince Roland Bonaparte.
M. M. X. Brau de Saint-Pol-Lias.
Désiré Charnay, *archéologique et voyageur scientifique.*
Louis Coblyn.
Le Marquis de Croizier, *Président de la Société Académique Indo-Chinoise.*
L. Drapeyron, *Rédacteur de la Revue Géographique.*
J. Dutreuil des Rhins.
Félix Faure, *Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Marine et des Colonies, Député.*
Gustave Franconie, *Député de la Guyane Française.*
Alfred Gasconi, *Député du Sénégal, à Paris.*
Ch. Gauthiot, *Secrétaire Général de la Société de Géographie commerciale de Paris.*
G. Gerville Réache, *Député de la Guadeloupe, Avocat à la Cour d'appel de Paris.*
Le Dr. J. Harmand, *Consul-Général de France.*
M. Hurard, *Député de la Martinique.*
Paul Leroy-Beaulieu *de l'Institut.*
Le Prof. E. Levasseur *de l'Institut.*
V. A. Maltebrun.
Le Cte G. H. J. Meyners d'Estrey, *Directeur des »Annales de l'Extrême Orient".*
E. Michaux, *Sénateur.*
Le Prof. A. de Quatrefages de Bréau, *Membre de l'Institut, professeur au Museum.*

M. M. Maurice Rouvier, *Député de Marseille, Ancien Ministre du Commerce.*
Ch. E. de Ujfalvy.
Louis Vignon, *Consul de France, Ancien Chef du Cabinet du Ministre du Commerce.*

ITALIE.

M. M. le Prof. A. Brunialti, *Député au Parlement Italien, professeur à l'Université de Turin.*
Le Prof. Guido Cora, *Président de la Société de Géographie et d'Ethnographie à Turin, Directeur du »Cosmos".*
Le Prof. E. H. Giglioli, *Professeur ordinaire à l'Institut royal des Hautes Etudes, Directeur du Musée Zoölogique, Vice-Président de la Société d'Anthropologie et d'Ethnologie d'Italie, à Florence.*
Le Prof. J. Dalla Vedova, *Secrétaire général de la Société Italienne de Géographie, professeur à l'Université de Rome.*

PAYS-BAS et COLONIES.

M. M. P. J. B. C. Robidé van der Aa.
Le Prof. Dr. T. M. C. Asser, *Conseiller du Ministère des affaires étrangères.*
F. de Bas, *Capitaine de l'Etat-major.*
H. J. Bool, *Ancien Directeur des Finances aux Indes Orientales Néerlandaises.*
Le Baron Dr. W. K. van Dedem, *Député.*
le Dr. F. A. C. Dumontier.
N. Graafland.
Le Dr. J. J. van Gennep, *Député.*
K. W. van Gorkom, *Ancien Inspecteur des cultures aux Indes.*
Le Prof. Dr. G. A. van Hamel, *Professeur à la faculté de droit de l'Université d'Amsterdam.*
A. L. van Hasselt.
Le Prof. Dr. J. J. de Hollander.
K. F. Holle.
Le Dr. F. A. Jentink, *Directeur du Musée d'histoire naturelle de Leide.*
E. J. W. Juta.
Le Dr. H. F. C. ten Kate.
Le Prof. Dr. H. Kern.
C. E. van Kesteren, *Directeur de la Revue »de Indische Gids".*
Dr. F. J. Van Leent, *Médecin en Chef de 1e cl. de la Marine, ancien Chef du Service médical de la Marine aux Indes Néerlandaises.*
Le Prof. Dr. J. de Louter.
H. S. J. Maas, *Consul des Pays-Bas à Londres.*
Le Prof. Dr. K. Martin.
J. C. Bernelot Moens, *Ancien Directeur de la culture du quinquina à Java.*

M. M. Le Prof. G. K. Niemann.
J. G. Plate, *Ancien membre de la chambre de commerce à Samarang.*
Le Dr. N. G. Pierson, *Président de la Banque Nationale.*
J. D. Fransen van de Putte, *ancien Ministre des Colonies.*
J. G. F. Riedel.
Le Prof. Dr. G. Schlegel, *Ancien Directeur de la Société des arts et sciences à Batavia.*
G. H. van Soest.
Le Jonkheer Dr. J. E. de Sturler.
Le Jonkheer Dr. J. K. W. Quarles van Ufford, *Ancien Référendaire, Chef de Division au Ministère des Colonies.*
Le Dr. A. W. P. Verkerk Pistorius.
Le Prof. Dr. P. J. Veth, *Président d'honneur de la Société Néerlandaise de Géographie à Amsterdam.*
W. F. Versteeg, *Président de la Société Néerlandaise de Géographie à Amsterdam.*
Le Prof. Dr. G. A. Wilken.
J. A. B. Wiselius.
Le Jonkheer Dr. H. van der Wijck, *Secrétaire-Général du Ministère des Colonies.*
Le Dr. Th. Ch. L. Wijnmalen, *Rédacteur de la Revue » de Indische Gids", Secrétaire de l'Institut royal des Indes Néerlandaises de la Haye.*

PORTUGAL.

M. M. Luciano Cordeiro, *Secrétaire de la société de géographie à Lisbonne.*
C. B. F. Mello.
A. Meyrelles de Tavora Cauto e Castro, *Rédacteur du "Jornal das Colonias" à Lisbonne.*

RUSSIE.

M. le Prof. Dr. A. Woeikof, *Président de la Commission météorologique de la Société de Géographie à St. Petersbourg.*

GETTY CENTER LIBRARY
3 3125 00716 1652